



# CHAMBRE DES DÉPUTÉS GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

## COMPTE RENDU DES SÉANCES PUBLIQUES N° 7 - SESSION ORDINAIRE 2019-2020

Débat de consultation sur le Pacte Logement 2.0 Réseau cyclable national	p. 152 p. 181	Sommaire des séances publiques n°s 11 et 12 Sommaire des questions parlementaires	p. 187 p. Q185	11 <sup>e</sup> séance 12 <sup>e</sup> séance	Mardi 10 décembre 2019 Mercredi 11 décembre 2019
---	------------------	--	-------------------	--	---

Suivez la Chambre des Députés sur Facebook, Twitter et Instagram

## Présentation du rapport 2018 de l'Ombudsman



Mme Claudia Monti a présenté le rapport d'activité pour l'année 2018 aux députés.

La majorité des réclamations introduites en 2018 étaient liées à la sécurité sociale, au reclassement, à la prise en charge de frais médicaux, la fiscalité, l'enseignement supérieur (les bourses d'études), au logement et à l'immigration (le regroupement familial). Le Médiateur, Mme Claudia Monti, a présenté le rapport d'activité de l'Ombudsman pour l'année 2018 à l'ensemble des députés le 26 février 2020. Le rapport relate les réclamations formulées par les citoyens relatives au fonctionnement des administrations de l'État et des communes ainsi que des établissements publics relevant de l'État et des communes.

En 2018, sur 857 réclamations clôturées, 595 ont été considérées recevables par le Médiateur, soit près de 70 %. Les services de Mme Claudia Monti sont intervenus auprès des administrations pour 331 d'entre elles, soit dans 55 % des cas. Pareilles interventions ont permis 246 corrections totales ou partielles, soit un taux de correction global de 74,3 %. Mme

Monti a tenu à souligner que les réclamations introduites auprès de ses services étaient traitées selon les principes de l'indépendance, de la neutralité et de l'impartialité.

### Relations problématiques avec certaines communes

Mme le Médiateur a constaté que les relations entre les administrations communales et les services de l'Ombudsman ne sont pas toujours au beau fixe. Dans son rapport, elle constate avec regret que certaines administrations communales ne réagissent pas aux demandes des services du Médiateur et que, dans certains cas, leur attitude peut être qualifiée de très défensive et peu collaborative. Bien que le rapport ne cite pas les noms des communes concernées, Mme Claudia Monti a fait part de son intention de vouloir probablement le faire lors du prochain rapport, étant donné qu'il s'agit toujours des mêmes communes.

Les députés ont voulu savoir si la loi adoptée en 2018 relative à une administration transparente et ouverte n'a pas eu d'impact positif sur les relations entre les citoyens et les administrations communales. D'après Mme Claudia Monti, les administrations communales ne sont pas encore tout à fait conscientes de l'existence de cette loi. Les députés ont suggéré de mener une campagne de sensibilisation à ce sujet en collaboration avec le syndicat des villes et des communes (Syvicol). Un député a demandé si les problèmes rencontrés au niveau des administrations communales concernaient majoritairement des petites communes avec un nombre de personnel plus restreint.

Mme le Médiateur a expliqué que tel n'était pas le cas et qu'à son avis il s'agissait surtout d'un problème de communication interne ou encore d'un manque de connaissance des champs de compétence de l'institution de l'Ombudsman.

En ce qui concerne les dossiers dont elle a été saisie, la plus grande partie des cas sont liés à l'inscription au registre communal.

### Élargir les champs de compétence de l'Ombudsman

L'Ombudsman ne peut pas intervenir dans le cadre de réclamations portant sur le fonctionnement d'établissements privés, chargés d'une mission de service public et financés en partie par l'argent public. Il s'agit notamment de maisons de retraite, d'ateliers protégés ou encore de foyers. Mme Claudia Monti a informé qu'elle reçoit régulièrement des appels de détresse concernant des personnes vivant dans de telles institutions et qui se retrouvent dans une situation de précarité.

Selon Mme Monti, la possibilité de recourir aux services du Médiateur devrait être garantie à ces personnes. Elle a également fait valoir que les médiateurs belges et français disposent de cette compétence.

Mme Claudia Monti a indiqué par la suite aux députés que certaines administrations ne mentionnent pas dans leurs décisions de refus la possibilité du citoyen d'introduire un recours contre cette décision via l'Ombudsman. Certains députés se sont exprimés en faveur de l'introduction de cette forme de recours en tant que disposition générale. Dans ce même contexte, plusieurs parlementaires ont évoqué la nécessité de réformer la loi instituant l'Ombudsman, qui est un organe rattaché à la Chambre des Députés.

### Examen du rapport par différentes commissions parlementaires

Les doléances évoquées dans le rapport seront traitées par les commissions parlementaires compétentes, qui sur la base des résultats de leur examen élaboreront une prise de position. Un débat d'orientation en séance publique concernant le rapport d'activité 2018 de l'Ombudsman aura lieu au cours de l'année 2020.

Au début de l'échange de vues, Mme Claudia Monti a précisé que le rapport pour l'année 2018 a été publié en retard à cause d'une réorganisation interne de ses services. Le rapport d'activité 2019 serait présenté aux députés avant la trêve estivale, a-t-elle encore ajouté.

## Colloque sur l'histoire du suffrage universel

Comment s'est développée la revendication du suffrage universel en Europe ? Quel rôle a joué le suffrage des femmes ? Et quelles formes la démocratie parlementaire a-t-elle prises après la Première Guerre mondiale ? Ces questions ont été traitées dans le cadre d'un colloque scientifique international organisé à la Chambre des Députés les 27 et 28 février 2020.

La manifestation a eu lieu dans le cadre de l'exposition #wielewatmirsinn sur 100 ans de suffrage universel au Luxembourg, organisée conjointement par le Musée national d'histoire et d'art et la Chambre des Députés.

Le colloque a porté sur la lutte pour l'introduction du suffrage universel en Europe et au Grand-Duché ainsi que sur sa mise en place et

ses effets dans les décennies consécutives. Les contributions au colloque ont suivi une approche comparative et interdisciplinaire (historiographie, sciences politiques, sciences sociales, études de genre, architecture...).

### Un homme, une voix ? Les universalités du suffrage

L'historien Michel Offerlé, professeur à l'École normale supérieure de Paris, est spécialiste de l'histoire du suffrage universel et auteur du livre « Un homme, une voix ? Histoire du suffrage universel ». Lors de son intervention, M. Offerlé a analysé de manière comparative les conditions économiques, sociales et politiques de l'universalisation du suffrage du XIX<sup>e</sup> au XXI<sup>e</sup> siècle.

Le Président de la Chambre a souhaité la bienvenue aux participants du colloque, dont le professeur Michel Offerlé (1<sup>er</sup> de droite).



**➡ Nouveau plan de la salle des séances plénières à la dernière page de ce numéro**

# Futures relations entre le Royaume-Uni et l'UE

Dix jours après la sortie définitive du Royaume-Uni de l'Union européenne, les députés ont eu un échange de vues avec M. Michel Barnier, négociateur en chef pour les futures relations entre l'Union européenne et le Royaume-Uni.

## Quel type d'accord et quel rôle pour les parlements nationaux ?

Au centre des discussions : la nature de la future relation entre les 27 États membres de l'UE et le Royaume-Uni. Les députés luxembourgeois ont voulu savoir si l'accord réglementant les futures relations avec le Royaume-Uni devrait être approuvé par les parlements nationaux. M. Michel Barnier a précisé que l'accord post-Brexit doit être mis en place d'ici la fin 2020. « Ainsi, les deux parties n'auront que onze mois pour définir la base de leurs futures relations », a-t-il encore expliqué aux députés. À cause de ce timing serré,

« seulement un simple accord commercial » pourra être conclu dans les domaines relevant des « compétences exclusives de l'Union européenne » (par exemple le commerce, les marchandises, la pêche). « D'autres accords définissant les règles de jeu pour tous les autres domaines seront forcément conclus dans les prochaines années et seront probablement soumis à l'approbation des parlements nationaux », a répondu M. Michel Barnier aux questions des députés. M. le Président de la Chambre des Députés Fernand Etgen a souligné qu'il est important que les parlements nationaux puissent suivre de près le processus des négociations.

## Michel Barnier : « Il faut tout reconstruire »

Le négociateur en chef a affirmé aux députés que « les relations entre les deux parties ne pourront plus être

identiques et qu'il faudra tout reconstruire ». Il a expliqué que l'UE est prête à proposer un accord commercial « très ambitieux » comme pilier central du partenariat, mais que cet accord devra se faire dans un contexte de divergence réglementaire. Le négociateur pour la Commission européenne a tenu à mettre en évidence qu'il ne tolérerait pas de voir émerger une économie dérégulée à sa porte qui profiterait « d'avantages concurrentiels déloyaux ».

Plusieurs députés se sont montrés inquiets au sujet des services financiers et de l'éventuel risque de perte de compétitivité des places financières européennes face à la City de Londres. M. Michel Barnier a précisé que le cadre de travail en ce qui concerne les questions liées aux services financiers sera le principe d'équivalence, une de ses priorités en tant que négociateur étant de « protéger la stabilité financière de l'Union

et de la zone euro ». Il a encore ajouté que le niveau d'accès des Britanniques aux marchés européens sera proportionnel à leur engagement à respecter un certain nombre de règles et que « les Européens ne sont pas naïfs ».

## Mettre en œuvre l'accord de retrait

Au cours de son échange de vues avec les députés, M. Michel Barnier a également indiqué qu'un des grands défis des prochains mois sera de mettre en œuvre l'accord de 600 pages réglementant le divorce entre le Royaume-Uni et l'Union européenne. Selon lui, si l'accord est mis en œuvre de manière correcte, « il s'agit d'un bon gage de confiance pour la future relation entre les deux parties ». La période transitoire pendant laquelle les Britanniques continueront à appliquer les règles européennes court jusqu'au 31 décembre

2020. Après cette date, la nouvelle architecture des relations entre l'UE et le Royaume-Uni doit être établie.

Finalement, M. le Président de la Chambre des Députés a félicité M. Michel Barnier d'avoir maintenu l'unité des 27 États membres lors des négociations sur le retrait britannique de l'Union européenne et d'avoir effectué cette visite de travail dans un « moment charnière » des relations entre les deux parties. Dans la perspective de synthétiser les souhaits des 27 États membres restants, M. Barnier visite les différentes capitales européennes pour y rencontrer les décideurs politiques, ce qui représente pour lui un « travail d'écoute et de dialogue pour éviter toutes surprises ». Les députés avaient déjà rencontré à plusieurs reprises M. Michel Barnier dans sa fonction de négociateur en chef de l'accord de retrait du Royaume-Uni de l'Union européenne.



Échange de vues de parlementaires luxembourgeois avec M. Michel Barnier, négociateur en chef pour les futures relations entre l'Union européenne et le Royaume-Uni

## « Une grande confusion et une mission complexe »

Pendant deux ans, les chercheurs Nadine Geisler et Jean Reitz ont recensé et exploité les banques de données historiques du SREL (1960-2001) sur base d'une loi du 23 juillet 2016 (document parlementaire 6850) autorisant l'ouverture de ces banques de données à des chercheurs historiques.

« Une grande confusion et une mission complexe », voici le constat des deux chercheurs lors de la présentation du rapport final, le 6 février 2020, concernant leur mission de recherche et d'exploitation des

banques de données historiques du Service de renseignement de l'État couvrant les années 1960 à 2001.

Les chercheurs ont souligné qu'ils n'ont pas exploité les archives du SREL, mais ses banques de données historiques (fichier SREL et le fichier Autorité nationale de sécurité) ainsi que les archives « back-up » du Château de Senningen.

Dans le cadre de leur mission, ils étaient confrontés à un « puzzle de 800.000 pièces » issues des banques de données historiques du SREL. Face

à ce nombre trop élevé, les deux chercheurs ont fait le choix d'analyser uniquement 6.438 fiches cartons et microfiches relatives aux ressortissants luxembourgeois (4.168 personnes physiques et 2.270 personnes morales). En outre, ils ont également analysé 2.300 fiches du type « OOEL-COM » mises en place pour observer les membres du Parti communiste luxembourgeois et ses sympathisants.

Les deux chercheurs ont encore examiné d'autres dossiers en relation avec les activités du SREL comme le

courrier entrant et sortant, les opérations, l'implication du SREL au niveau européen et international. De manière générale, ils ont pu confirmer « qu'à part les mouvements à tendance communiste, il n'y a pas eu d'espionnage politique massif au cours de ces années au Luxembourg ». Les personnes physiques et morales luxembourgeoises doivent leur présence dans le fichier historique du SREL à une « raison anodine » telle que des déplacements vers l'Est ou encore un contact avec des personnes originaires de l'Est, des demandes de visa, des courriers officiels entre ambassades, etc. Les dossiers de ces personnes sont peu volumineux avec environ onze pages ; seulement une personne a un dossier de 1.026 pages.

Lors de la présentation, les chercheurs ont également précisé que la création du Service de renseignement luxembourgeois (SREL) s'inscrit dans le contexte historique de la guerre froide et de la menace du communisme.

## Les recommandations des chercheurs : « ne rien détruire »

De manière générale, les deux chercheurs ont qualifié leur travail de « très complexe » étant donné la structure et la complexité des banques de données historiques du SREL. D'après Mme Nadine Geisler et M. Jean Reitz, il faudrait continuer à

analyser la panoplie des documents trouvés tout en respectant la vie privée des gens. Dans leurs recommandations, ils soulignent qu'il faudrait tenir compte des archives du SREL, mettre de l'ordre avant de lancer une autre équipe d'historiens et engager un archiviste expérimenté qui puisse défricher cet amalgame de documents et dresser un inventaire en bonne et due forme.

Finalement, les chercheurs ont affirmé que les documents de ces banques de données historiques sont une source valable permettant de donner une autre vue sur les événements du siècle dernier. Dans ce sens, ils ont fait appel « à ne rien détruire » étant donné qu'ils n'ont pas eu le temps d'examiner toutes les 116.438 banques de données et qu'il s'agit de documents indispensables à la bonne compréhension de la guerre froide.

## Les travaux en commissions parlementaires

La Présidente de la Commission de contrôle parlementaire du Service de renseignement de l'État, Mme Martine Hansen, a fait savoir que le suivi de ce rapport et des recommandations y proposées sera fait dans les deux commissions parlementaires concernées (Commission de contrôle parlementaire du SRE et Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle).



Les chercheurs Nadine Geisler et Jean Reitz (1<sup>re</sup> et 2<sup>e</sup> de droite) ont présenté leurs résultats lors d'une conférence de presse à la Chambre des Députés en présence des députés membres de la Commission de contrôle parlementaire du SRE présidée par Mme Martine Hansen (1<sup>re</sup> de gauche) et du Premier Ministre Xavier Bettel (2<sup>e</sup> de gauche).

## Vereedegung vum neie Generalsekretär a vun zwee Beamten



Nodeems den Här Laurent Scheeck (Mëtt) vun den Deputéierten als neie Chef vun der Parlamentsverwaltung nominéiert gi war, ass hien den 28. Februar 2020 vum Chamberspräsident, dem Här Fernand Etgen (lénks), assermentéiert ginn.

De 44-Järegen huet d'Funktioun vum Generalsekretär den 1. März vum Här Claude Frieseisen (riets) iwwerholl, deen no 17 Joer un der Spëtzt vun der Chambersverwaltung an d'Pensioun geet. Den Här Scheeck ass keen Onbekannt an der Chamber: Hien huet während néng Joer am Service des Relations internationales geschafft.



De 27. Februar hat den Här Claude Frieseisen zwee nei Beamten an der Karriär B1 vereedegt: den Här Hélder Ferreira an den Här Yann Gerges (4. bzw. 2. vu lénks) aus dem Service Gestion des Connaissances respektiv dem Service des Relations internationales.

Hir Chef-de-servicë Carlo Linden (2. vu riets) respektiv Tania Tennina (3. vu riets) souwéi den neie Generalsekretär Laurent Scheeck, de bäiguerdnete Generalsekretär Benoît Reiter (4. vu riets), déi bäiguerdnet Generalsekretärin Isabelle Barra (1. vu lénks) an d'Responsabel vum Personalservice Manon Hoffmann (1. vu riets) ware bei der Zeremonie derbäi.

Conférence interparlementaire sur la stabilité, la coordination économique et la gouvernance au sein de l'UE (18 et 19 février 2020)

## Avenir de la gouvernance économique de l'UE

Les membres du Parlement européen et des parlements nationaux se sont rencontrés à Bruxelles pour discuter de l'élargissement et de l'approfondissement de la gouvernance de l'Union économique et monétaire (UEM) en présence de M. Mário Centeno, Président de l'Eurogroupe, M. Valdis Dombrovskis, Vice-Président de la Commission européenne, et M. Paolo Gentiloni, Commissaire européen en charge de l'économie.

Les députés se sont intéressés de près à l'avenir de la gouvernance économique de l'UE suite à la présentation du projet de réexamen de l'efficacité du cadre de surveillance économique et le lancement d'une large consultation publique par la Commission européenne. De nombreux intervenants ont soutenu que le cadre actuel était trop compliqué et qu'il fallait le simplifier tout en gardant sa flexibilité.

La Présidente de la Commission des Affaires économiques et monétaires du Parlement européen, Mme

Irene Tinagli, a souligné quelles étaient les priorités du Parlement européen : l'achèvement de l'union bancaire et de l'union des marchés de capitaux, la réforme de l'architecture de la gouvernance économique et, plus particulièrement, l'amélioration de la responsabilité démocratique de la gouvernance économique.

Le Vice-Président exécutif de la Commission européenne, M. Valdis Dombrovskis, et M. le Commissaire Paolo Gentiloni se sont focalisés sur la révision de l'architecture de la gouvernance économique, tandis que le Président de l'Eurogroupe, M. Mário Centeno, a présenté les priorités des ministres de l'économie dans les mois à venir.

M. Fabio Panetta, membre du directoire de la Banque centrale européenne (BCE), a de son côté présenté les perspectives monétaires de la zone euro et décrit les actions que la BCE juge encore nécessaires pour achever l'Union économique et monétaire. M. Panetta a ajouté que si la

zone euro devait s'élargir, l'architecture de l'UEM devait être adaptée et qu'il était nécessaire de préparer au mieux chaque nouvelle adhésion. Le deuxième jour de la conférence, les discussions portaient sur le « green deal », la lutte contre le changement climatique et le rôle des politiques économiques, budgétaires et sociales. M. Mark Carney, envoyé spécial des Nations Unies pour l'action climatique et son financement, M. Guy Ryder, Directeur général du Bureau international du travail, et Mme Emma Navarro, Vice-Présidente de la Banque européenne d'investissement, ont exposé leur point de vue en la matière.

M. le Député Charles Margue est intervenu sur ce point et a fait remarquer que les analyses des organisations internationales n'étaient pas partagées par l'ensemble des administrations nationales et qu'à ce niveau les politiques climatiques rencontraient des résistances. M. Margue a déclaré qu'il avait notamment l'impression que l'ensemble des acteurs du système financier



La Chambre des Députés était représentée par M. Charles Margue.

n'avaient pas encore mesuré l'urgence pour agir contre le changement climatique ni réalisé que les vraies réformes tardaient à être mises en place. M. Carney a indiqué que les banques centrales partageaient les analyses des Nations Unies et il a signalé que plus de 50 banques cen-

trales et organes de surveillance financière des pays responsables de deux tiers des émissions s'étaient regroupés dans le NGFS (« Network for greening the financial system ») afin de renforcer la réponse mondiale nécessaire pour atteindre les objectifs de l'Accord de Paris.

Session d'hiver de l'APOSCE à Vienne (20 et 21 février 2020)

## Débat spécial sur l'antisémitisme en Europe



(de gauche à droite) M. Emile Eicher, M. Fernand Kartheiser, Mme Josée Lorsché, M. Jean-Marie Halsdorf et M. Dan Biancalana

La session d'hiver de l'Assemblée parlementaire de l'OSCE (Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe) s'est tenue les 20 et 21 février 2020 à Vienne.

D'une part, cette rencontre annuelle est l'occasion, pour les parlementaires, d'avoir un échange avec leurs exécutifs représentés à Vienne, siège de l'OSCE. D'autre part, la session d'hiver a servi à préparer la session annuelle qui aura lieu du 3 au 7 juillet 2020 à Vancouver. Les rapporteurs des trois commissions ont présenté les premières esquisses de leurs rapports qui seront élaborés pour la session annuelle.

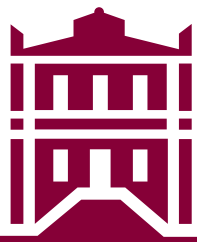
L'antisémitisme était le sujet du débat spécial à Vienne, 75 ans après la libération du camp de concentration d'Auschwitz. « Sans aucun doute, l'antisémitisme reprend de l'ampleur dans le monde », a constaté le Président du Conseil national autrichien, M. Wolfgang Soibotka. Les attentats contre des synagogues et autres installations juives, dont des écoles, augmentent.

En Autriche, pays portant historiquement une responsabilité particulière, 30 % de la population seraient porteurs d'un antisémitisme latent, et 10 % d'un antisémitisme mani-

festé. L'internet joue souvent un rôle de multiplicateur de la haine. L'importance de l'éducation pour contribuer à la sensibilisation et l'information sur l'holocauste fut soulignée par M. le Rabbin Andrew Baker, Représentant de l'OSCE pour la lutte contre l'antisémitisme. Or, il ne faudrait pas seulement couvrir les douze ans du nazisme entre 1933 et 1945, mais élaborer un programme pour dresser un tableau plus complet de l'identité juive.

À côté des données sur l'antisémitisme, il faudrait aussi prendre en compte d'autres mouvements et crimes haineux. Le représentant de l'Assemblée parlementaire de l'OSCE pour l'antisémitisme, le racisme et l'intolérance, M. Benjamin Cardin, s'est adressé via une vidéoconférence aux délégués. Dans son discours, il a mis l'accent sur la poursuite pénale des crimes de la haine et a fait appel de créer des alliances entre tous les groupes de la population pour ne pas laisser place à des sentiments haineux.

La Chambre des Députés était représentée par M. Jean-Marie Halsdorf, Vice-Président de la délégation, M. Dan Biancalana, Mme Josée Lorsché, M. Emile Eicher et M. Fernand Kartheiser.



## Réglementation de la navigation aérienne I

### 7364 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 31 janvier 1948 relative à la réglementation de la navigation aérienne

Le présent projet de loi a comme objet l'adaptation de la législation en matière d'exploitation ou d'opération d'un aéroport, d'une héliportation ou d'un terrain de vol.

La nécessité des adaptations prévues par le présent projet de loi émane de l'avis n° 51.983 du Conseil d'État sur un projet de règlement grand-ducal relatif à l'exploitation et la supervision continue des héliportations.

Dans cet avis, le Conseil d'État constate que l'exploitation ou l'opération des aéroports ou terrains de vol pourrait également être exercée en tant qu'activité commerciale. La liberté de commerce et de l'industrie étant protégée par l'article 11, paragraphe 6, de la Constitution, il s'avère nécessaire d'introduire un article dans la loi modifiée du 31 janvier 1948 relative à la réglementation de la navigation aérienne, afin de donner une base légale formelle au projet de règlement grand-ducal relatif à l'exploita-

tion et la supervision continue des héliportations. Le présent projet de loi inclut également l'exploitation des aéroports et des terrains de vol qui pourrait aussi être exercée en tant qu'activité commerciale. Notons par ailleurs que ne sont concernés par le présent projet de loi que les aéroports, héliportations et terrains de vol non actuellement couverts par le droit de l'Union européenne, dont l'Aéroport de Luxembourg ne fait pas partie. Le projet de loi prévoit également, à l'article 2, l'introduction de sanctions pénales spécifiques relatives à l'activité d'exploitation ou d'opération des aéroports, héliportations ou terrains de vol couverte par le droit national, contre une personne exploitant ou opérant un aéroport, une héliportation ou un terrain de vol, si les limitations prononcées à leur encontre par le directeur de l'aviation civile ne sont pas respectées ou si la personne ne dispose pas d'autorisation d'exploitation.

Vote en séance publique : 11.12.2019

Loi du 20 décembre 2019

Mémorial A : 2019, n° 875, page 1

## Réseau cyclable national

### 7371 - Projet de loi modifiant :

#### 1° la loi du 28 avril 2015 relative au réseau cyclable national et aux raccordements de ce réseau vers les réseaux cyclables communaux ;

#### 2° la loi du 21 décembre 2009 relative au régime des permissions de voirie

La première loi dédiée aux pistes cyclables était la loi du 6 juillet 1999 portant sur la création d'un réseau national de pistes cyclables. Elle avait pour objectif de créer une base légale pour l'aménagement d'un réseau national et ciblait encore essentiellement un usage du vélo à des fins sportives et touristiques. Sur les 950 kilomètres prévus en 1999 - dont 280 existaient déjà à l'époque - 320 km supplémentaires furent construits jusqu'en 2015.

La loi du 28 avril 2015 relative au réseau cyclable national et aux raccordements de ce réseau vers les réseaux cyclables communaux, actuellement en vigueur, a opéré un changement de paradigme très important.

Elle s'inscrivait dans une stratégie d'augmentation continue de la part de la mobilité active dans les trajets quotidiens, dans une approche de complémentarité avec les transports en commun et ciblait donc un usage prioritairement utilitaire du vélo, c'est-à-dire en tant que

moyen de transport disposant de multiples atouts : non polluant et silencieux, flexible, souvent plus rapide que la voiture pour les courts trajets en milieu urbain et ayant des effets bénéfiques pour la santé.

La loi de 2015 a introduit un certain nombre d'itinéraires ayant vocation à accueillir des déplacements quotidiens, mais la stratégie Modu 2.0 de 2018 a renforcé ultérieurement l'importance de promouvoir ce type de déplacements cyclables. En conséquence, d'autres besoins d'itinéraires cyclables ont été identifiés qui correspondent soit à des liaisons importantes pour les déplacements pendulaires non prévus initialement, soit à des projets routiers étatiques d'envergure où l'intégration de liaisons cyclables est pertinente dans l'optique de promouvoir les déplacements quotidiens ou pour remplacer certains tronçons du réseau actuel ne répondant pas aux critères de qualité visés pour le réseau national (sécurité, confort, trajet direct).

Dépôt par M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures, le 12.10.2018

Rapporteur : M. Carlo Back

Travaux de la Commission de la Mobilité et des Travaux publics

(Président : M. Carlo Back) :

02.05.2019 Désignation d'un rapporteur

Présentation du projet de loi et examen de l'avis du Conseil d'État

17.05.2019 Adoption d'une série d'amendements parlementaires

11.07.2019 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État

Adoption d'une série d'amendements

17.10.2019 Examen du deuxième avis complémentaire du Conseil d'État

Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 11.12.2019

Loi du 20 décembre 2019

Mémorial A : 2019, n° 873, page 1

## Convention fiscale avec l'Argentine

### 7492 - Projet de loi portant approbation de la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République Argentine pour l'élimination de la double imposition en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune et pour la prévention de l'évasion et de la fraude fiscales, et du Protocole y relatif, faits à Washington, le 13 avril 2019

Le projet de loi sous rubrique a pour but d'approuver la Convention fiscale avec la République Argentine.

Au cours des dernières années, le Luxembourg a fait de grands efforts afin de moderniser, d'améliorer et de compléter son réseau de conventions fiscales, notamment avec les pays de l'Amérique latine. De ces pays, l'Argentine constitue la troisième puissance économique.

Les modèles de convention du Luxembourg et de l'Argentine ont servi de base pour les négociations. Le texte final constitue un compromis composé des différentes demandes formulées par le Luxembourg et l'Argentine, tenant compte ainsi des intérêts nationaux des deux États contractants. Il s'ensuit que chacun des États a dû renoncer à certaines de ses revendications initiales.

Dépôt par M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 23.10.2019

Rapporteuse : Mme Joëlle Elvinger

Travaux de la Commission des Finances et du Budget

(Président : M. André Bauler) :

03.12.2019 Désignation d'un rapporteur

Présentation du projet de loi

Examen de l'avis du Conseil d'État

06.12.2019 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 11.12.2019

Loi du 20 décembre 2019

Mémorial A : 2019, n° 871, page 1

## Réglementation de la navigation aérienne II

### 7365 - Projet de loi portant modification

#### 1) de la loi modifiée du 31 janvier 1948 relative à la réglementation de la navigation aérienne ;

#### 2) de la loi du 23 mai 2012 portant transposition de la directive 2009/12/CE du Parlement européen et du Conseil du 11 mars 2009 sur les redevances aéroportuaires et portant modification : 1) de la loi modifiée du 31 janvier 1948 relative à la réglementation de la navigation aérienne; 2) de la loi modifiée du 19 mai 1999 ayant pour objet a) de réglementer l'accès au marché de l'assistance en escale à l'aéroport de Luxembourg, b) de créer un cadre réglementaire dans le domaine de la sûreté de l'aviation civile, et c) d'instituer une Direction de l'aviation civile

Le présent projet de loi a comme objet de mettre à jour la législation nationale sur les redevances en matière de transport aérien.

D'un côté, il s'agit de mettre à jour la formulation actuelle de l'article 7 (2) de la loi modifiée du 31 janvier 1948 relative à la réglementation de la navigation aérienne. En effet, la formulation actuelle date de 2009 et depuis lors il y a eu une évolution importante au niveau de la réglementation européenne en la matière. Ainsi, on peut désormais distinguer deux catégories de redevances : les redevances de services de la navigation aérienne et les redevances aéroportuaires. Concernant les redevances aéroportuaires, celles-ci sont définies dans la directive 2009/12/CE susmentionnée. Selon la loi susmentionnée du 31 janvier 1948, ces redevances peuvent être perçues par la société lux-Airport.

Quant aux redevances de navigation aérienne, l'Administration de la navigation aérienne (ANA), chargée principalement de l'aiguillage des aéronefs dans un espace aérien déterminé, a été autorisée à percevoir directement ces redevances, qui auparavant étaient appelées « redevances d'atterrissage ». Les redevances de navigation aérienne sont désormais composées des « Terminal Navigation Charges - TNC » et

des « En Route Charges - ERC ». Pourtant, la législation actuelle fait référence à des « redevances d'atterrissage » ainsi que des « redevances de vol de nuit » qui, elles, n'existent plus sous cette forme puisqu'elles font partie des redevances TNC. Par conséquent, face à ces changements au niveau de la terminologie, le projet de loi entend adapter la terminologie des redevances relatives aux services de la navigation aérienne dans la législation nationale, notamment en supprimant la notion de « redevances d'atterrissage ».

De l'autre côté, le projet de loi entend aussi adapter la législation nationale sur la perception des redevances en matière de transport aérien. Plus précisément, il s'agit d'adapter l'article 2 de la loi susmentionnée du 23 mai 2012 qui fixe les principes applicables à la perception de ces redevances.

La société lux-Airport ainsi que l'ANA perçoivent leurs redevances respectives dans leur fonction d'entité gestionnaire de l'aéroport. Or, la loi de 2012 ne s'appliquant pas aux redevances de navigation aérienne perçues par l'ANA, celle-ci ne devrait plus figurer à l'article 2, point 1) de ladite loi. C'est pourquoi le projet de loi prévoit la suppression de la référence en question.

Dépôt par M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures, le 04.10.2018

Rapporteur : M. Carlo Back

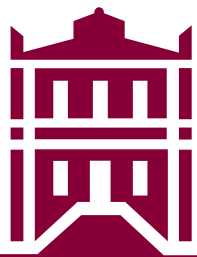
Travaux de la Commission de la Mobilité et des Travaux publics

(Président : M. Carlo Back) :

24.10.2019 Désignation d'un rapporteur

Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État

14.11.2019 Présentation et adoption d'un projet de rapport



## Sommaire

- 1. Ouverture de la séance publique**
    - M. Fernand Etgen, Président
  - 2. Communications**
    - M. Fernand Etgen, Président
  - 3. Ordre du jour**
    - M. Fernand Etgen, Président - M. Marc Goergen
  - 4. Dépôt d'une motion par M. Gilles Roth**
    - M. Gilles Roth
  - 5. Vérification des pouvoirs d'un nouveau membre du Parlement européen**
    - M. Fernand Etgen, Président
  - 6. Changements de composition des commissions parlementaires**
    - M. Fernand Etgen, Président
  - 7. Changement de composition d'une délégation parlementaire luxembourgeoise auprès d'une assemblée parlementaire internationale**
    - M. Fernand Etgen, Président
  - 8. Heure d'actualité du groupe politique CSV au sujet des développements récents au sujet de l'audit sur le « Fonds national de soutien à la production audiovisuelle » du 20 novembre 2018**
    - Exposé : M. Félix Eischen
    - Débat : M. Eugène Berger (interruption par M. Gilles Roth) - Mme Lydia Mutsch - Mme Djuna Bernard - M. Roy Reding - M. Marc Baum - M. Marc Goergen
    - Prise de position du Gouvernement : M. Xavier Bettel, Ministre des Communications et des Médias
    - Parole après ministre : M. Félix Eischen - M. Xavier Bettel, Ministre des Communications et des Médias
  - 9. Débat de consultation sur le Pacte Logement 2.0**
    - Exposé : M. Henri Kox, Ministre du Logement
    - Débat : M. Marc Lies (dépôt des motions 1 à 7) - M. Max Hahn (interruption par M. André Bauler) - M. Yves Cruchten - Mme Semiray Ahmedova (dépôt de la motion 8) - M. Roy Reding - M. David Wagner (dépôt des motions 9 à 13) - M. Marc Goergen
  - 10. Dépôt d'une proposition de loi par M. Marc Goergen**
    - M. Marc Goergen
  - 11. Débat de consultation sur le Pacte Logement 2.0 (suite)**
    - Débat (suite) : M. Marc Goergen
    - Prises de position du Gouvernement : Mme Taina Bofferding, Ministre de l'Intérieur - M. Henri Kox, Ministre du Logement
    - Motion 1 : Mme Josée Lorsché - M. Eugène Berger
    - Vote sur la motion 1 (rejetée)
    - Motion 2 : M. Georges Engel - M. Marc Lies
    - Vote sur la motion 2 (rejetée)
    - Motion 3 : M. Georges Engel - M. Marc Lies (intervention de M. Georges Engel)
    - Vote sur la motion 3 (rejetée)
    - Motion 4 : Mme Josée Lorsché
    - Vote sur la motion 4 (rejetée)
    - Motion 5 : M. Eugène Berger - Mme Martine Hansen
    - Vote sur la motion 5 (rejetée)
  - 12. Motion 6 : Mme Josée Lorsché - M. Marc Lies - M. Henri Kox, Ministre du Logement (interruption par M. Marc Lies)**
    - Vote sur la motion 6 (rejetée)
  - 13. Motion 7 : M. Eugène Berger - M. Marc Lies**
    - Vote sur la motion 7 (rejetée)
  - 14. Motion 8 : M. Marc Lies - M. David Wagner (interruption par M. Marc Baum) - M. Roy Reding**
    - Vote sur la motion 8 (adoptée)
  - 15. Motion 9 : M. Georges Engel - M. Marc Lies - M. Roy Reding - M. David Wagner**
    - Vote sur la motion 9 (rejetée)
  - 16. Motion 10 : M. Georges Engel - M. Marc Lies - M. David Wagner - M. Roy Reding - Mme Taina Bofferding, Ministre de l'Intérieur**
    - Vote sur la motion 10 (rejetée)
  - 17. Motion 11 : Mme Josée Lorsché - M. Marc Lies**
    - Vote sur le renvoi de la motion 11 à la Commission du Logement (adopté)
  - 18. Motion 12 : M. Georges Engel - M. Marc Lies - M. David Wagner**
    - Vote sur le renvoi de la motion 12 à la Commission du Logement (adopté)
  - 19. Motion 13 : M. Eugène Berger - M. Marc Lies - M. Roy Reding**
    - Vote sur la motion 13 (rejetée)
  - 20. Question élargie n° 21 de M. André Bauler relative à la subvention de logements pour salariés (« Mitarbeiterwohnungen ») et les résultats des échanges de vues en la matière avec les employeurs luxembourgeois**
    - M. André Bauler - M. Henri Kox, Ministre du Logement
  - 21. 7258A - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 25 février 1979 concernant l'aide au logement**
    - Rapport de la Commission du Logement : Mme Semiray Ahmedova
    - Discussion générale : M. Marc Lies - M. Max Hahn - M. Franz Fayot - M. Roy Reding - M. David Wagner - M. Marc Goergen
    - Prise de position du Gouvernement : M. Henri Kox, Ministre du Logement
    - Votes sur l'ensemble des projets de loi et dispenses du second vote constitutionnel
  - 22. 7258B - Projet de loi relative aux critères de salubrité, d'hygiène, de sécurité et d'habitabilité des logements et chambres donnés en location ou mis à disposition à des fins d'habitation**
    - Rapport de la Commission du Logement : Mme Semiray Ahmedova
    - Discussion générale : M. Marc Lies - M. Max Hahn - M. Franz Fayot - M. Roy Reding - M. David Wagner - M. Marc Goergen
    - Prise de position du Gouvernement : M. Henri Kox, Ministre du Logement
    - Votes sur l'ensemble des projets de loi et dispenses du second vote constitutionnel
  - 23. Changements de composition des commissions parlementaires (suite)**
    - M. Fernand Etgen, Président
  - 24. Ordre du jour (suite)**
    - M. Fernand Etgen, Président
  - 25. Déclaration de M. le Ministre délégué à la Défense au sujet de sa réponse aux questions orales n° 85 et n° 86 donnée au cours de l'heure de questions au Gouvernement du 3 décembre 2019**
    - M. Henri Kox, Ministre délégué à la Défense
    - Parole après ministre : M. Marc Goergen - M. Henri Kox, Ministre délégué à la Défense - M. Marc Goergen - M. Henri Kox, Ministre délégué à la Défense (interventions de Mme Martine Hansen et M. Léon Gloden) - M. Gilles Roth (intervention de M. le Ministre Henri Kox) - M. Henri Kox, Ministre délégué à la Défense (interventions de M. Gilles Roth, Mme Martine Hansen, M. Laurent Mosar et M. Claude Haagen) - M. Gilles Roth (interventions de Mme Martine Hansen et M. Laurent Mosar) - M. Henri Kox, Ministre délégué à la Défense - M. Fernand Kartheiser
- Au banc du Gouvernement se trouvent : M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État ; Mme Taina Bofferding et M. Henri Kox, Ministres.

(La séance publique est ouverte à 14.31 heures.)

### 1. Ouverture de la séance publique

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Ech maa-chen d'Sitzung op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

► **M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État.**- Nee, Här President.

### 2. Communications

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Ech hu folgend Kommunikatiounen un d'Chamber ze maachen:

D'Lëscht vun den neie parlamentareschen Ufroen a vun den Äntwerten ass um Büro deponéiert.

D'Lëscht vun de Projeten, déi säit der leschter Sitzung deponéiert gi sinn, ass verdeelt ginn.

D'Lëscht mat de Petitiounen, déi säit der leschter Sitzung deponéiert goufen, ass och verdeelt ginn.

### Communications du Président - séance publique du 10 décembre 2019

1) La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau.

Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2) Le projet de loi suivant a été déposé à l'Administration parlementaire :

**7502 - Projet de loi portant approbation de l'Accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République de Malte relatif à la protection réciproque et à l'échange d'informations classifiées, fait à New York, le 26 septembre 2019**

Dépôt : M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 06.12.2019

3) Les demandes de pétition publique suivantes ont été déposées :

**1449 - Demande de pétition publique : Pour une nouvelle réglementation de la garantie locative, des frais d'agence et du respect des données personnelles en cas de location d'un bien**

Dépôt : Joni De Moura, le 04.12.2019

**1450 - Demande de pétition publique : Mise en place d'une amende pour les mégots de cigarettes jetés sur la voie publique**

Dépôt : Sandra Zappa, le 04.12.2019

**1451 - Demande de pétition publique : Pour que les personnes qui élèvent leur(s) enfant(s) seules bénéficient de plus de jours « enfant malade » couverts par la CNS**

Dépôt : Nassima Ouzren, le 04.12.2019

**1452 - Demande de pétition publique : Nouvelle Constitution : pour le maintien du référendum**

précédé d'une large campagne d'information et de consultation des citoyens

Dépôt : Edgar Kneip, le 05.12.2019

**1453 - Demande de pétition publique : Pour que les transports en commun (bus, tram) soient limités à 40 km/h dans le centre-ville de Luxembourg et les grandes agglomérations**

Dépôt : Pierre Dubuisson, le 06.12.2019

**1454 - Demande de pétition publique : Installer des radars fixes dans les petits villages luxembourgeois où de longues lignes droites incitent les conducteurs à ne pas respecter la limitation de 50 km/h**

Dépôt : Pierre Dubuisson, le 06.12.2019

**1455 - Demande de pétition publique : Séances de coaching sportif remboursées par la Caisse nationale de santé**

Dépôt : Thierry Giacometti, le 06.12.2019

**1456 - Demande de pétition publique : Les samedis payés à 50 % supplément**

Dépôt : Stéphanie Scombussolo, le 08.12.2019

**1457 - Demande de pétition publique : Déi journalistesches, finanziell a strukturell Onofhängegkeet vum Radio 100,7 garantéieren! / Garantir l'indépendance journalistique, financière et structurelle de la Radio 100,7 !**

Dépôt : Inga Ausekle, le 09.12.2019

(Tous les documents peuvent être consultés à l'Administration parlementaire.)

### 3. Ordre du jour

Den Ordre du jour, esou wéi d'Presidentenkonferenz e virschléit, ass lech zougestallt ginn. Ass d'Chamber mat dësem Ordre du jour averstanen?

#### (Assentiment)

Den Här Goergen huet d'Wuert.

► **M. Marc Goergen (Piraten).**- Merci, Här President. Mir hätten nach gären en zousätzleche Punkt um Ordre du jour, an zwar géife mer gären den Här Minister Kox an d'Chamber ruffen, fir kloerzestellen, ob en eis d'lescht Woch ugeflunkert huet oder net. Mir konnten allegueren de Moie liesen, wat d'Arméigewerkschaft fir eng Positioun anhëlt. An et ass hei op der Tribün gesot ginn. Deementspriechend hätte mer och gären, dass den Här Kox, en ass jo de Mëtte souwisou hei fir de Logement, eng Stellungnam géif ofginn, ob en eis ugeflunkert huet oder net. Merci.

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Okay. Merci, Här Goergen. Mir wäerten als Chamber kucken, ob den Här Kox disponibel ass, fir dat dann eventuell ze arrangéieren.

Den Här Roth huet d'Wuert gefrot.

## 4. Dépôt d'une motion par M. Gilles Roth

► **M. Gilles Roth** (CSV).- Merci, Här President. Ech wollt nach eng Motioun deponieren.

► **M. Fernand Etgen**, *Président*.- Merci, Här Roth. Dat kënnt Der dann am Fong direkt maachen.

► **M. Gilles Roth** (CSV).- Da maachen ech dat direkt.

► **M. Fernand Etgen**, *Président*.- Jo. Dann hu mer dat hannerun eis.

*(Hilarité générale)*

Här Roth, Dir hutt d'Wuert. An Dir eleng hutt d'Wuert.

*(Hilarité)*

► **M. Gilles Roth** (CSV).- Merci, Här President. Ech hoffen, dass d'lessen lech gutt geschmaacht huet.

*(Interruptions)*

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir stënnen d'nächst Woch iwwert de Budget of. An effektiv, dat ass net esou dobaussen duerchgeklongen, gesäit den Artikel 6 vun dem Gesetz iwwert d'Loi budgétaire nämlech vir, dass den Accisentaux, d'Maximaen dovunner, dass déi géifen ab dem 1. Januar, wann de Budget géif gestëmmt ginn, massiv an d'Luucht goen. Dat zielt souwuel fir de sougenannt Droit d'accise autonome; dee geet vun 100 op 130 Euro pro tausend Liter an d'Luucht. Dat zielt awer och fir déi sougenannt Contribution climatique, dat heescht dat, wat vun dem Spritt an de Klimafong fléisst. An dat zielt och fir déi sougenannt Contribution sociale, dat heescht dat, wat vun dem Spritt an de Beschäftigungsfong fléisst.

Wann de Budget also gestëmmt gëtt, da gi mer der Regierung, oder déi Leit, déi de Budget stënnen, implizit d'Autorisation iwwert de sougenannte Règlement grand-ducal d'urgence, dat heescht, wou de Staatsrot emol net muss gefrot ginn, fir d'Accisen um Spritt an d'Luucht ze setzen an domat de Bensinn an den Diesel ab dem nächste Joer kënne méi deier ze maachen.

Den Energieminister, den Här Claude Turmes, op engem vill gelauscherte „Background“-Interview de leschte Samschdeg um RTL, huet dat och ganz kloer confirméiert, wou e gesot huet, dass ee sech géif am Januar zesummesetzen, fir dann ze decidéieren, wivill de Spritt géif an d'Luucht goen. An ech si frou, dass eise Staatsminister, de Premier, hei ass, deen den 10. Dezember 2013 bei der éischter Regierungserklärung vu Gambia 1 gesot huet: „Mir soen de Leit, wat mir wëlle maachen, wat op si duerkënnt, wou mir zesummen hi wëllen.“

Abee, mir huelen de Staatsminister beim Wuert a mir kafe keng Kaz am Sak. An ech ginn der-vun aus, dass déi 31 Majoritéitsdeputéieren dat selwecht maachen als responsabel Vollektivvertrieder.

Här Staatsminister, mir hätte gär, dass virun der Adaption vum dem Rapport vum dem Budget, dat ass net méi spët wei den nächste Freideg, d'Chamber an domat och d'Leit dobausse gesot kréien, em wivill d'Regierung plängt, de Spritt vun nächste Joer un an d'Luucht ze setzen. An, Här President, ech erlabe mer, lech dann och an deem Sënn eng Motioun vun der CSV-Fraktioun ze iwwerreechen, wat ech heimadder gemaach hunn. An domadder ass déi Saach, wéi Dir gesot hutt, och gedoen.

**Motion**

*La Chambre des Députés,*

- considérant que l'article 6 du projet de loi n° 7500 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2020 (« projet de budget 2020 ») prévoit une augmentation sensible des limites maximales du droit d'accise autonome sur les carburants, de la contribution sociale ainsi que de la contribution changement climatique dans la loi du 17 décembre 2010 fixant les droits d'accise et les taxes assimilées sur les produits énergétiques, l'électricité, les produits de tabacs manufacturés, l'alcool et les boissons alcooliques, telle que modifiée ;

- considérant qu'une hausse des droits d'accise pourra ainsi être introduite ultérieurement par voie de règlement grand-ducal, le cas échéant, même par la voie d'urgence ;

- considérant que le projet de budget 2020 prévoit une hausse des recettes au titre de la « part du Grand-Duché dans les recettes communes de l'Union économique belgo-luxembourgeoise en

matière de droits de douane et d'accise » de l'ordre de 44 millions d'euros ;

- considérant les déclarations du Premier Ministre, Ministre d'État lors de la déclaration gouvernementale du 10 décembre 2013 que : « Mir soen de Leit, wat mir wëlle maachen, wat op si duerkënnt, wou mir zesummen hi wëllen » ;

- entendu les déclarations du Ministre de l'Énergie Claude Turmes sur les ondes de RTL dans l'émission « Background » du 6 décembre 2019 n'excluant pas une hausse des droits d'accise en janvier 2020 ;

- considérant que le rapporteur du projet de budget 2020 avait déjà déclaré le 26 novembre 2019 sur les ondes de RTL que : « Mir mussen och kucken, datt mer déi sozial Ausgläichsmoosname schafen, zemools fir déi Leit, deenen et hei zu Lëtzebuerg net esou gutt geet an déi vläicht méi Krämpes hunn, fir déi zwee Enner beieneen ze kréien » ;

*invite le Gouvernement*

- à renseigner la Chambre des Députés avant l'adoption du rapport sur le projet de budget 2020 sur l'envergure de la hausse projetée du droit d'accise autonome sur le gasoil, de la contribution sociale ainsi que de la contribution changement climatique,

- à faire en sorte que concomitamment à une hausse des droits d'accises sur les carburants, y compris les contributions sociale et climatique, des mesures soient adoptées pour compenser la charge supplémentaire en résultant, notamment pour les personnes dans le besoin.

(s.) Gilles Roth, Léon Gloden, Martine Hansen, Marco Schank, Marc Spautz.

► **M. Fernand Etgen**, *Président*.- Merci villmools, Här Roth. An da kënne mer zum Ordre du jour vun haut kommen.

## 5. Vérification des pouvoirs d'un nouveau membre du Parlement européen

Säit dem 1. Dezember 2019 ass den Här Nicolas Schmit europäesche Kommissär.

Laut Artikel 7 Paragraf 1 um Akt vun 20. September 1976 ass dës Fonctioun mat där vun Europadeputéierten inkompatibel. Deemno ass dem Här Nicolas Schmit säi Mandat fräi ginn. Esou wéi den Artikel 201 vum Chambersreglement et virgesäit, muss ee Suppleant op der Lëscht vun der LSAP dozou opgeruff ginn, fir d'Mandat, dat fräi gouf, weiderzeféieren.

D'Kommissioun fir d'Iwwerprüfung vun de Pouvoiren huet eng Reiefolleg vun de Suppleanté festgeluecht, déi den 20. Juli 2019 vun der Chamber ugeholl ginn ass.

Dës Reiefolleg no ass den éischte Suppleant den Här Marc Angel.

Esou wéi den Artikel 201 (3) vum Chambersreglement et virgesäit, ass et d'Chamber, déi d'Gültigkeet vun de Pouvoiren vum Suppleant kontrolléiert am Fall, wou keng Zweifel a keng Contestatioune, wat d'Wielbarkeet vun Suppleant oder wat d'Inkompatibilitäten duerch Verwandtschaft oder Bestietnis ugeet, bestinn.

Den Artikel 201 präziséiert och nach, datt d'Kommissioun fir d'Iwwerprüfung vun de Pouvoiren nëmmen da muss zesummekommen, wann et esou Zweifel oder Contestatioune géife ginn.

D'Artikel 201 (2) an 198 (1) vun eise Re-glement sinn agehale ginn, andeems den Här Marc Angel virum 6. Dezember um 18.00 Auer, also véier Deeg virun dëser Sitzung, folgend Piëcen ofginn huet: eng Kopie vu senger Carte d'identité; ee Certificat de résidence; eng Deklaration op d'Éier, datt keng Inkompatibilitäten duerch Verwandtschaft oder Bestietnis bestinn; ee Formulaire, mat deem hie sech engagéiert, d'Inkompatibilitäten, wat d'Fonctiounen ugeet, zurzäit ze behiewen; souwéi eng Attestatioun, datt hien net och simultan an engem aneren EU-Memberstaat fir d'Europawale kandidéiert huet.

Mat der Awëllelegung vun Här Marc Angel huet de Parquet général der Chamber d'Konklusiounen iwwert d'Konditiounen, wat d'Wielbarkeet ugeet, matgedeelt.

De Parquet général huet ënnersicht, datt den Här Marc Angel: seng zivill a politesch Rechter besëtzt; zu kenger krimineller Strof verurteelt gouf; net strofgerichtlich duerch eng Verurteilung säi Walfrech verluer huet; net duerch eng Verurteilung seng Wielbarkeet verluer huet; an net ënner Momperschaft steet.

Et ergëtt sech aus de genaue Kontrollen op deene gesamte Piëcen, datt den Här Marc Angel:

1. d'Konditiounen, wat d'Wielbarkeet ugeet, erfëllt, esou wéi se am 1. Paragraf vum Artikel 285 an am 1. Alinea vum Artikel 286 vum Walgesetz virgesi sinn;

2. vu kenger Inkompatibilitéit duerch Verwandtschaft oder Bestietnis betrëfft ass, esou wéi et am Artikel 288 vum Walgesetz steet;

3. net simultan an engem aneren EU-Memberstaat fir d'Europawale kandidéiert huet, konform zum Verbuert, deen am 12. Alinea vum Artikel 291 vum Walgesetz steet, a

4. datt hie sech iwwregens och derzou verpflichtet huet, nodeems seng Pouvoiren vun der Chamber validéiert gi sinn, d'Demarchen ze ënnerehuelen, fir datt keng Inkompatibilitäten, wat d'Fonctiounen ugeet, méi bestinn, esou wéi dat am Artikel 287 vum Walgesetz an am Artikel 7 Paragraf 1 an 2 vum europäeschen Akt vun 1976 steet.

D'Pouvoiren vum Här Marc Angel sinn deemno gültig.

Ass d'Chamber mat dëser Konklusioun averstannen?

*(Assentiment)*

Et ass also esou decidéiert.

Dës Konklusioun gëtt dem President vum Europaparlament nach haut matgedeelt.

## 6. Changements de composition des commissions parlementaires

Wat d'Zesummesetzung vun de parlamentaresche Kommissiounen ubelaangt, hunn ech folgend Ofännerunge vun der DP-Fraktioun matgedeelt kritt:

An der Commission des Comptes ersetzt den Här André Bauler d'Madamm Joëlle Elvinger.

An der Commission de l'Économie, de la Protection des consommateurs et de l'Espace ersetzt den Här André Bauler d'Madamm Joëlle Elvinger.

An der Commission des Classes moyennes et du Tourisme ersetzt den Här Guy Arendt d'Madamm Joëlle Elvinger. D'Madamm Simone Beissel iwwerhëlt de Volet Tourisme vum Här André Bauler. An d'Madamm Carole Hartmann iwwerhëlt de Volet Tourisme vum Här Max Hahn.

An der Commission de l'Environnement, du Climat, de l'Énergie et de l'Aménagement du territoire iwwerhëlt den Här Eugène Berger de Volet Energie an Aménagement du territoire vun der Madamm Joëlle Elvinger.

An der Commission des Finances et du Budget ersetzt den Här Eugène Berger d'Madamm Joëlle Elvinger.

An der Commission du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale ersetzt den Här André Bauler d'Madamm Joëlle Elvinger.

Ass d'Chamber mat dësen Ofännerungen averstannen?

*(Assentiment)*

Et ass also esou decidéiert.

## 7. Changement de composition d'une délégation parlementaire luxembourgeoise auprès d'une assemblée parlementaire internationale

D'DP-Fraktioun proposéiert folgend Ännerung, wat d'Zesummesetzung vun der Délégation luxembourgeoise auprès du Conseil parlementaire interrégional ugeet:

Den Här André Bauler ersetzt d'Madamm Joëlle Elvinger als Membre suppléant.

Ass d'Chamber mat dëser Ännerung averstannen?

*(Assentiment)*

Dann ass et esou decidéiert.

## 8. Heure d'actualité du groupe politique CSV au sujet des développements récents au sujet de l'audit sur le « Fonds national de soutien à la production audiovisuelle » du 20 novembre 2018

D'Chamber féiert haut de Mëtteg eng Aktualitéitsstonn iwwert den Audit iwwert de Filmfong, déi d'CSV-Fraktioun ugefrot huet. D'Riedezeit ass am Artikel 87 (2) vum Chambersreglement festgehalen. Et hu sech schon ageschriwwen: den Här Eugène Berger, d'Madamm Djuna Bernard, den Här Roy Reding, den Här Marc Baum an den Här Marc Goergen. D'Wuert huet elo den honorabelen Här Félix Eischen als Vertrieder vun der CSV-Fraktioun.

Här Eischen, Dir hutt d'Wuert.

**Exposé**

► **M. Félix Eischen** (CSV).- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, Här

Medieminister, Merci, dass mer haut kënnen an dëser Stonn iwwert déi Lëtzebuenger Filmbranche schwätzen.

Zanter elo bal 30 Joer gëtt de Filmsecteur zu Lëtzebuerg mat ëffentleche Suen ënnerstëtzt. Bis haut ass dat bal iwwer eng hallef Milliard Euro, dës zanter dem Akraafttriede vum éischte Gesetz am Joer 1990.

Dës ass och am Laf vun enge sëllege Legislatiounen ni weider a Fro gestallt ginn. An déi finanziell Hëllef gounge och stänneg an d'Luucht a leien dës Joer bei 37 Milliounen Euro. Suen, déi net un ëffentlech, staatlech oder kommunal Instruktioune ginn, mee, wéi gesot, u Projete vu private Produktiounsfirmaen.

Tatsaach ass, am Laf vun de Jore goufen eng Onmass vu Filmer mat der Hëllef vun ëffentleche Gelder gedreit, dovunner haten der eng Partie Succès, emol méi, emol manner, och Filmer a Lëtzebuenger Sprooch. Esou wäit an esou gutt also.

Am Laf vun de Jorzéngte schéngt et awer elo esou ze sinn, dass de Filmfong sech zu enger Aart Staat am Staat entwéckelt huet, no bause strahlt an och heiansdo blénkt, mee keen, inklusiv mir als Kontrollorgan vun der Regierung, gesäit awer ëmmer an dës Welt an och hannert dës Kulissen. Wuel gouf a gëtt véiermol am Joer eng vum Filmfong publizéiert Lëscht publizéiert, op där da steet, wat fir eng Firma fir wat fir e Film wéi vill Sue kritt huet respektiv kritt. Ob dann awer déi produzéiert Filmer en Erfolleg hunn oder einfach vun der Bildfläch oder souguer am Tirang verschwannen, doriwwer gëtt et ganz rar e Feedback.

Esou och, an apaart fir déi sougenannt Koproduktiounen, bei deene Lëtzebuerg eng sekundär, dacks och eng tertiär Roll spillt. Esou bréngen déi auslännesch Firmen och ganz dacks hiren eegene Staff mat, fir no kuerzem Openthalt d'Land erëm ze verloossen. A wann déi Filmer dann am Ausland ulafen, gëtt een och wéineg gewuer, wéi se da lafen.

Elong d'Diskussioun, Stéchuert „retombée économique“, gëtt dann dacks vun eise Premier an de Mond geholl. A multiplé Question-parlementaire seet en, déi Sue fir d'Filmindustrie hätten eng net negligéabel sougenannt „retombée économique“, also géifen eise Standuert eppes bréngen a Saachen Aarbechtsplazen, Steieren, Iwwernuechtungen, nieft dem Imagegewënn fir Lëtzebuerg. Alles schéin a gutt, nëmmen dass bis dato keen oder relativ wéineg Néierschlag dovunner ze erkennen ass an och kee Feedback ze kréien ass.

Esou kann och net bewise ginn, wéi vill Leit am Secteur schaffen, wéi vill dass der ugemellt sinn, ausser dass doriwwer alt déi bossegst Fantasiezuelen zirkuléieren. Do gëtt alt gesot, et wäire bis zu 1.200 Leit. Mee et muss ee sech d'Fro stellen: Jo, wou si se dann?

Och de soziale Volet an där Branche schéngt méi wéi prekär ze sinn. Do ginn op engem Film eng sëllege Leit, déi sougenannt „intermittents du spectacle“, miserabel bezuelt oder mussen onbezuelt Iwwerstone leeschten, sou-dass verschidde Mataarbechter wéi Statiste wäit ënner dem Mindestloun leien. Dat hunn ech net erfount, och dës gouf méi wéi eng Keier an der Press ervirgehuewen.

Stéchuert „Retour un de geléinte Suen“ dann, esou wéi am Gesetz virgesinn. Kuckt ee sech déi Tabelle genee un, da fällt op, dass verschidde privat Firmen, déi vum Filmfong Sue kruten, Gewënner maache respektiv Dividenden ausschidden an trotzdem näisch oder ganz wéineg vun dëse Suen zréckbezuelen, ob-schon dat am Gesetz kloer virgeschriwwen ass.

Beispiller: An de Joren 2014 bis 2016 sinn iwwer 106 Milliounen Euro via Filmfong u privat Firme verdeelt ginn, zréck koumen 9.150 Euro, dat sinn 0,008 %, also esou gutt wéi nâischt.

Op d'mannst be弗里end ass och d'Tatsaach, dass no zéng Joer de Filmfong selwer higeet an en Deel vun de Suen, déi hien de Produzente gëtt oder léint, wann een esou wëllt, als „irrécupérables“ klasséiert, also ofschreift. Esou ass an der rezenten Zäitfënster vun 2014 bis 2018 d'Zomm vun 19 Milliounen zesummeekom. Dës Sue goufen ofgeschriwwen, eleng dës Joer 5,5 Milliounen Euro.

Méi wéi kritikabel ass och d'Tatsaach, dass de Filmfong selwer de Wirtschaftspréierer virschléit, deen da vun der Regierung ernannt gëtt.

An da si mer bei dem sougenannte „comité de sélection“, deen zanter dem nieie Gesetz vun 2014 nach just aus fënnf Leit besteet, wou vir-dru bis zu aacht Memberen drasouzen. Hei sëtzen elo en Direkter a seng riets Hand, d'Sousdirektesch mat dran an hunn domadder bal onbegrenzte Pouvoiren.

Dir Dammen an Dir Hären, d'Regierung definiert d'Ennerstëtzungspolitik vum Filmsecteur esou am Koalitionsaccord op der Säit 10. De Verwaltungsrot drënner soll et ëmsetzen a Propositionne maachen. Den Artikel 3 vum Gesetz vum 2014 seet: « Il veille à la mise en œuvre. » Elo stellt sech d'Fro: Huet d'Regierung hei de Kader gesat, fir dass de Verwaltungsrot déi Aarbecht och ka maachen? A mécht en dës Aarbecht dann och wannechgelift esou, dass de Comité de sélection ënnendrenner net ka maachen, wat e wëllt an engem quasi loft-eidele Raum an do all Fräiheet huet?

Well, et gi jo elo eng Rëtsch Leit aus dem Secteur, déi hu sech an de leschte Wochen an Deeg manifestéiert. Déi soen, et ass eng reng Willkür, och wann de Projet gutt ass, mee wann et dem Direkter net gefällt, da gëtt et nâischt.

Elong dës Diskussiounen, déi net nei sinn, hu warscheinlech - an net nëmmen dës Diskussiounen - zu engem Audit gefouert. An dat ass dann och sécherlech ze begrëissen. Mee, wat den Audit iwwert de Filmfong betrëfft, deen ass elo zanter genee engem Joer fäerdeg, an zwar zanter dem 10. Dezember 2018. Du kuum en an d'Chamber. Mee eréischt bis elo virun e puer Wochen ass en hei dann an de Chamberskommissiounen behandelt ginn an diskutéiert ginn.

An dësem Audit gesäit sech selwer, an dat ass speziell, net als absolut Referenz fir esou Exercicen. Zitat aus dem Audit: « Nos procédures et analyses ne comprennent aucun travail de vérification, et ne constituent sous aucune forme un audit conformément aux normes internationales de vérification ou de révision. » Et steet esou am Dokument vum 20.11.2018.

Mir ginn also 37 Milliounen aus fir de Filmfong a mir hu keng Suen, fir en uerdentlechen Audit ze bezuelen!

Esou war zum Beispill dem Audit och net opgefäll, dass eng Firma fir 2014 an 2015 keng Bilanzen virgeluecht huet an domadder kloer géint d'Gesetz verstouss hat. An trotzdem kruten dës Leit tëschent 2014 an 2016 7 Milliounen Euro vum Filmfong ausbezuelt, wat beweist, dass keng seriö Kontroll gemaach gi wier, weeder vum Reviseur nach vum Fong selwer.

Dogéint hat den Audit a sengem Rapport op der Säit 33 geschriwwen, dass Interessenskonflikter kéinte bestoen an de Risk vum der Fraude bannent dem Fong gi wär. Dobäi geet et ëm e Produzent, deen zwou Firmaen huet, eng Pai vum Fong vu 70.000 Euro krut an zäitgläich tëschent 2014 an 2016 als Produzent 11 Milliounen Euro vum Fong krut fir seng Filmproduktiounen. Esou wäit also zum méiglechen Interessenskonflikt, deen, wéi gesot, och am Audit op der Säit 33 beschriwwen gëtt.

Dëst Joer am Summer hat ech dunn dem zoustännige Minister net manner wéi zwielef Froen zu dësem Sujet gestallt, mee déi Äntwerten, déi do koumen, waren esou wéi den Audit ... zimmlech soft. D'Press huet dëst opgegraff. Awer schonn am Abrëll dëst Joer hat den Onlinesite reporter.lu op Ongereimtheeten an Irregularitéiten a Saache Filmfong higewisen a konkret Beispiller an Zuele genannt. RTL Television kuum dunn Enn November mat engem Dossier mat Zeienuussoen och op gelunge Fonctionnement, Irregularitéiten an de Verdacht op „prise illégale d'influence“ ze schwätzen. Firwat?

Kuckt ee sech déi offiziell Rapporten vum Filmfong am Detail un, an dat ass elo keng Geheimnistuerie, da fällt op, dass verschidde Prozeduren, oder verschidde Produzenten villméi, en série quasi illimitéiert ëmmer an ëmmer erëm fir eng sëllege Filmer pro Joer zeg Milliounen kriift hunn. Esou krut zum Beispill 2016 eng Firma d'Rekordzomm vun 9,3 Milliounen, eng aner krut der 8. An da ginn et Produzenten, déi zwou Firmaen hunn, déi och zäitgläich parallel Subsiden a Milliounenhéicht vum Fong accordéiert kriien.

De genannten RTL-Reportage, Dir Dammen an Dir Hären, war eng éischte Kéier no hanne geréckelt ginn. An der geschriwwener Press steet do geschriwwen, dass opgrond vun enger Intervention vum Filmfong d'Diffusioun no hanne geréckelt gi wär. Wien huet dann do intervenéiert? A firwat?

Erstaunlech an interessant war allerdéngs, dass e puer Deeg virun der Diffusioun vum RTL-Reportage op eemol Beweegung an den Dossier kuum, andeems den zoustännige Minister eng Pressekonferenz mat dem Auditeur gemaach huet. An der Budgetkontrollkommissioun du gouf sech unanime eens gemaach, dass een d'Cour des comptes soll mam Filmfong befaassen a geneesou soll auditéieren, wéi dat och bei deenen aneren Établissements publics gemaach gëtt, esou och nach eng Kéier an enger weiderer Sëtzung gëscher, wou prezisiert gouf, dass d'Cour des comptes sech bis

ewell eemol domat befasst huet. An dat war am Joer 2003, also viru 16 Joer.

An dann op eemol kuum dunn och Liewen an d'Digitalisationskommissioun. A wann dobaussen, Dir Dammen an Dir Hären, vun „Omertà“ am Filmfong geschwat gëtt, esou dierf dat net op d'Licht Schéller geholl ginn! Dat ass e Skandal an de Spaass ass elo eriwuer! Bedenklech an extreem alarmant ass nämlech de Fait, dass d'Journalistin vun RTL, d'Annick Goerens, kuerz no der Diffusioun vun hirem Dossier iwwert de Filmfong an hire Bréifboîte doheim eng Warnung mat der Opschreift „Mir wëssen, wou s du wunns, Madamm G.“ fonnt huet.

Dir Dammen an Dir Hären, et ass a kengem sengem Interêt - a kengem sengem! -, der Filmindustrie, wann ee se esou wëllt bezeichnen, de Krunn zouzedreien. Guer net! Et soll een houfreg kënnen op e gudde Filmsecteur sinn. Mee et muss an dësem Secteur dréngend auditéiert ginn, an zwar richtig, fir all déi néideg Konsequenzen draus ze zéien, spréich: Hei stelle sech nämlech d'Froen vum der Gouvernance vum Fong an och d'Responsabilitéit vum der Politik.

Hei huet d'Regierung eng Responsabilitéit. Wann d'Regierung déi net iwwerhëlt, da kann et sinn, dass de ganze Secteur entgleist. An dat schéngt jo awer de Moment e bëssen esou ze sinn. A wann dann d'Politik en Audit mécht, da wannechgelift maacht keen Alibi-Audit méi! An dann, ier d'Konklusiounen gezu gi sinn, dass dann de Premier higeet an dem Fong schonn am März dëst Joer, éier also iwwerhaupt driwwer geschwat gëtt, éier iwwerhaupt hei an der Chamber an enger Kommissioun driwwer geschwat gëtt, éier iwwerhaupt Konklusiounen gezu ginn, d'Zouwendungen ëm 4 Milliounen an d'Luucht setzt!

Dofir bleift d'CSV mat Nodrock der Meenung, dass hei net ouni Weideres eng Budgetserweiderung ka guttgehescht ginn, bis hei d'Froen gekläert an déi néideg Konklusiounen a Korrekturmessen en place gesat goufen.

Jo, mir solle weidermaachen, eise Secteur ze ënnerstëtzen, mee net esou weidermaache wéi bis elo, wéi wann nâischt geschitt wär. D'Politik vum der Regierung fir de Filmsecteur ka sech net eleng doriwwer definéieren oder limitéieren opgrond vun enger Dotation budgétaire.

Merci fir d'Nolauschteren.

► **Plusieurs voix.** - Très bien !

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools, Här Eischen. Als éischte Riedner ass den honorabelen Här Eugène Berger agedroen. Här Berger, Dir hutt d'Wuert.

### Débat

► **M. Eugène Berger (DP).** - Merci, Här President. De 16. Juli 2014 war et, ech hunn nogekuckt, dunn hu mer hei an der Chamber d'Gesetz iwwert de Filmfong ugepasst, mat enger grousser Majoritéit deemools vu 57 Stëmme. Dorënner waren och d'Stëmme vun der CSV, wéi Der lech denke kënn.

An am Debat iwwert déi Upassung - déi Upassung, déi iwwerges zu groussen Deel op eng Viraarbecht vum deemolege Minister François Biltgen baséiert huet - ass festgehale ginn, ech zitieren: „Den audiovisuelle Secteur huet an de leschte Joren ëmmer méi Succès kriit an ass och méi bedeitend fir eis Wirtschaft. E schafft net nëmme kulturellen a soziale Räichum, mee och munch Aarbechtsplaz.“ Esou huet deemools d'Deputéiert Diane Adecum, viru fënnef Joer, hei op der Plaz gesot. A weider am Kontext mat Präisser u Lëtzebuerger Filmer: „Dës Auszeechnungen ënnersträchen d'Qualitéit vun Lëtzebuerger Produktiounen oder Koproductiounen. Et gi kulturell héichwäerteg Filmer produzéiert.“

Soll dat elo op eemol anescht sinn? Dat géif mech wonneren!

Effektiv ass et net vill aneschters gi wéi déi Jore virdrun oder déi Jorzéngte virdrun. Op alle Fall sinn och nach zanter 2014 eng Rei Succésen ze verzechnen. Ech mengen, et ass schonn awer remarkabel, wann ee gesäit, wat do Positives awer och fir den Image vun eisem Land dann ënner dem Stréch derbäi erauskënn. Ech mengen, mir haten an de leschte Jore 6 Nominatiounen an 2 Präisser um Festival vu Cannes, 4 Nominatiounen an 1 Präis zu Venedeg, 8 Selektiounen op der Berlinale, 11 Selektiounen an 6 Präisser um Festival vun Annecy, 2 bei de Golden Globes, 5 Nominatiounen bei de Césarren, 4 Nominatiounen bei den Oscaren, mat 1 Oscar 2014 fir „Mr Hublot“. An esou virun an esou fort.

Och nach, fir ze soen, dass eng ganz Rei populär Filmer mat Hëllef vum Filmfong produzéiert ginn, déi soss iwwerhaupt net géife kënnen erauskommen. Ech nennen do just stellvertredend de rezente „Superhjemp“, „Rusty Boys“, den Inspekter „Capitani“, net ze

vergiessen och d'Ennerstëtzung vun der Serie „routwäissgro“ op RTL. Nëmme fir ze soen, dass och 2014 op alle Fall keng Kriticke komm sinn, wéi mer d'Gesetz modifizéiert a verbessert hunn, an dass eigentlech do fir jiddwereen d'Welt an der Rei war. An duerfir verwonnert et awer trotzdem schonn, dass op eemol elo déi lescht Wochen ...

### (Interruption)

... vu verschidde Säiten, a méi speziell eeben och vum Deputéierte Félix Eischen, dee jo elo och hei déi Heure d'actualité ugefrot huet ...

Iwwergesens Heure d'actualité: Mir haten och schonn ... En hat schonn eng ganz Rei Question-parlementairen dozou gestallt, déi en da beantwärt krut. Mir hunn an der Kommissioun laang iwwert de ganze Dossier diskutéiert, wou och immens vill Antworte komm sinn, Erklärungen komm sinn zu Froen, déi en awer elo hei virdrun erëm opgeworf huet, oder Undeuten esou an de Raum geworf huet, wou en awer scho muss soen, dass eigentlech do, an dat kann een dann och eng Kéier am Rapport vun der Kommissioun noliessen, schonn Antworte gi gi sinn. Duerfir, fannen ech, ass dat awer e bëssen hei Ueleg op e Feier, wat eigentlech och kee Feier ass, dropschëdden.

Op alle Fall, ech mengen, d'Regierung war ëmmer besuergt an huet och ëmmer gekuckt, fir dass, ech soen emol, alles dat, wéi de Filmfong schafft a wéi och do mat de Staatsgelder ëmgaang gëtt, wierklech och esou gemaach gëtt, wéi et virgesinn ass. An de Premier hat duerfir och, dat ass jo och de Ressortminister, en Audit iwwert de Filmfong an Opdrag ginn, dee mam Constat „globalement positif“ ofschléist an e puer Recommendationen gëtt, wéi de Fong nach besser kéint fonctionéieren. Dat ass en normale Virgang. An do ass och guer nâischt dran ze verstoppe gewiescht!

Am Audit si verschidde Recommendationen, ënner aneren, fir sech méi op d'Distributioun ze fokusséieren. Déi sinn amgaangen, ëmgesat ze ginn. Den Audit schléit an Zukunft méi Transparenz, besonnesch bei de Refusen, vir a méi eng kloer Zilsetzung, wou de Fong hiwëllt. Ech mengen, dat si Punkten, un deene gëtt geschafft.

Schliesslech, mengen ech, sinn dat och Aarbechtsvirgänger, déi een ëmmer erëm soll kucken a wou een ëmmer erëm soll kucken, ob se kënnen verbessert ginn. Dat ass also e permanenten Exercice. Et ass also och, wat ech domadder wëll soen, eng permanent Suerg vum Filmfong, fir ze kucken, dass déi Suen, déi se hu respektiv déi se dann och un d'Filmindustrie weiderginn, richtig an optimal agesat ginn.

Et muss een och preziséieren, dass de Filmfong déi agerechte Projeten zanter 2014 nach méi am Fong, och a puncto Qualitéit, kontrolléiert. Méi Analys, méi Kontroll, méi Selektivitéit an doduerjer besser Resultater. Ech mengen, hei gëtt permanent a gewëssenhaft gekuckt, fir déi bereitgestallte Budgete richtig anzusetzen, an och de Budget gëtt all Joer vun engem externe Reviseur ënner d'Lupp geholl a gëtt der Regierung dann och virgeluecht. Einfach nëmmen, fir ze soen: Hei gëtt nâischt verstoppt!

Mir hunn och keng Problemer, fir hei eppes ze verstoppen, respektiv d'Regierung. Mee, ech mengen, all déi Saachen, déi geholl ginn, all déi Auditen, déi gemaach ginn, all déi Virschléi, déi geholl ginn, fir ze kucken nach ze verbessern, dass schéngt d'CSV net zefriddenzstellen. Si bleift bei Doutten. Si stellt Saachen an de Raum. An ech mengen, et gëtt een einfach do d'Gefill net lass, dass een awer do onbedéngt versicht, de Filmfong an e schlecht Licht ze réckelen, ouni awer kloer da Ross a Reiter ze nennen.

Ech mengen, och wat verschidde Reprochen op der Televisioun ugeet: Do war jo e Reportage, wou anscheinend Illegalitéite geschitt sinn - iwwergesens sinn dat der, déi zréckginn a Joren, wou d'CSV d'Responsabilitéit fir de Filmfong hat, Klammer zou -, ...

### (Brouhaha)

... wann do esou Elementer sinn, da soll een déi un de Parquet weiderginn. Et ass jo och esou, ...

► **M. Gilles Roth (CSV).** - Déi si verjäert.

► **M. Eugène Berger (DP).** - ... dass den Här Eischen den Audit jo och un de Parquet weiderginn huet.

### (Interruptions et coups de cloche de la présidence)

Da soll de Parquet seng Aarbecht maachen.

Einfach nëmmen, fir ze soen, dass mir hei kee Problem hunn, dass mer hei wierklech op Transparenz setzen, fir dann och - well dat ass jo och dat, wat d'CSV gefrot huet, wou mer absolut kee Problem hunn - nach eng Kéier zousätzlech e Rapport vun der Cour des comptes ze maachen. Och do kee Problem, fir dass ze maachen.

Mir hu gefrot, dat hu mer gëscher an der Kommissioun dann och esou festgehalten, dass een awer soll zéng Joer kucken, fir eventuell dann och kënnen mat deem neie Gesetz vum 2014 ze vergläichen: Ass do elo op eemol dann anscheinend alles anescht's? Sinn do Saachen, déi net géife klappe par rapport zu deem, wat virdrun war? Ech mengen: Kommt, mir waarden einfach dann dee Rapport vun der Cour des comptes of, fir eis Konklusiounen dann ze zéien!

### (Brouhaha et interruption par la présidence)

Vläicht nach e Wuert um Enn, Här President, wann Der erlaabt, iwwert de Moratoire, deen d'CSV wëllt fir d'Erhéijung vum Budget vum Filmfong fir 2020. Ech mengen, et muss een éischters wëssen, dass de Fong zanter dësem Joer seng Paie selwer bezilt a vum nächste Joer un och seng Loyeren. Dat heescht, do kommen da schonn eng ganz Rei Käschten op de Filmfong zou, déi eigentlech och do vum Budget schonn da verbraucht ginn. Dat heescht, ënner dem Stréch bleiwe vun deenen 41 Milliounen, déi elo am Projet de budget stinn, nach 31 Milliounen fir d'Aide à la production iwwreg.

Wann een do elo wëllt kierzen, ech mengen, da muss ee sech awer am Endeffekt froen, wem een domadder schuet, well dat heescht ënner dem Stréch, dass dem ganze Filmsecteur manner Suen zeguttkommen. Dat heescht, dass also eventuell ka manner produzéiert ginn. Dat heescht, dass am Endeffekt och manner Leit kënnen am Filmsecteur ...

### (Interruption)

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Här Berger, Dir musst esou lues zum Schluss kommen!

► **M. Eugène Berger (DP).** - Voilà!

### (Protestations)

Einfach, Här President, fir als Konklusioun ze soen, dass mir ...

### (Protestations et brouhaha général)

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Hei, den Här Berger huet d'Wuert nach fir e puer Sekonden!

### (Brouhaha général)

► **M. Eugène Berger (DP).** - Här President, einfach fir ze soen, dass mer op alle Fall kee Problem hu mat der Transparenz, dass Audite gemaach gi sinn, dass mer déi gekuckt hunn. Datt mer och kee Problem hunn, dass och nach zousätzlech d'Cour des comptes kuckt. Da kommt, mir waarden d'Konklusiounen dovunner of! Wat elo néideg ass, dat ass, dass awer nees Rou an dee Secteur kënn, dass och do nees ka besonne geschafft ginn an dass mer kucken, dass do weiderhi flott Produktiounen geschéien.

Merci.

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools, Här Berger. Als nächste Riedner ass déi honorabel Madamm Lydia Mutsch agedroen. Madamm Mutsch, Dir hutt d'Wuert.

► **Mme Lydia Mutsch (LSAP).** - Richtig bewusst, Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, iwwert d'Bedeutung vum Filmfong sinn ech mir am Fong bei zwou Geleeeënheeten ginn. Déi éischt war 2014, wou ech, wéi ganz vill Leit hei am Land, ganz vill patriotesch Gefüller hat, wéi eng Lëtzebuerger Koproductioun, de „Mr Hublot“, en Oscar kriit huet. An déi zweete Kéier war beim Filmpreis 2018 (veuillez lire : 2014), wou mat enger Vehemenz, wéi een et bei esou feierleche Geleeeënheeten eigentlech net gewinnt ass, gefuert ginn ass, dass dee Secteur méi éffentlech Gelder sollt kriien.

Fakt ass deen, dass eigentlech déi zwee Evenementer Ausléiser derfir waren, fir 2014 e Reformprozess ze entaméieren. Mir hu jo och deemools e Gesetz gestëmmt, haauptsächlech am Zusammenhang, wat de Regimm vun den Aiden an och déi decisionell Strukturen ugeet. An 2018 ass am November en Audit fäerdeg gestallt ginn, wou et haauptsächlech drëm geet, fir de Fonctionnement ënner d'Lupp ze huelen an och déi intern Prozeduren am Detail ze kucken.

Ech wëll direkt agangs soen, dass et fir eis als LSAP selbsterständlech eng Evidenz ass, dass et iwwerall do, wou éffentlech Gelder attribuëiert ginn, fest Reegele muss ginn, seriö geschafft muss ginn an uerdentlech muss kontrolléiert ginn.

A wann ee weess, dass am Filmfong vun 1999 un iwwer 400 Milliounen u Gelder, un éffentlech Gelder, Steiergelder attribuëiert gi sinn, dann ass et fir eis natierlech evident, dass dee Secteur do derzougéhéiert. 2003 war dee

leschte Spezialrapport vun der Cour des comptes, a dofir begrësse mir et an hunn eis och dofir mat staarkgemaach an der Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire, dass elo en neie Spezialrapport vun der Cour des comptes kennt an dass deen iwwert déi lescht zéng Joer och nach eng kéier a Saache Finanzen alles kontrolléiert.

Stéchuert: Finanzen. Dat kléngt e bëssen esou, wann ee verschiddene Leit nolauschtert, wéi wann ee sech do an enger Grauzone géif bewegen. Trotzdem muss een awer soen, dass et am Gesetz virgesinn ass, dass all Joer iwwer e Réviseur d'entreprises, deen iwwerengens all fénnef Joer changéiert, e Rapport financier gemaach gëtt. Dee geet dann an de Verwaltungsrat an e muss do guttgeheescht ginn. E brauch eng Decharge am Regierungsrat. An dat Ganz ass wierklech eng Obligation légale, an d'Konten si public. Dofir, fir do ze soen, mir géifen eis an enger Grauzone bewegen, dat, mengen ech, ass net esou ganz richtig.

An da steet och am Raum zënter Wochen, zënter Méint esou eppes, wat aver ganz no kléngt no Dysfonctionnement. Och heizowëlle mir betounen, dass, wann een en Audit an Optrag gëtt an deen Audit seriö hält, dat heescht, fénnt, dass dat en Audit ass, dee « selon les règles de l'art » ausgeschafft ginn ass - an ech hu keen héieren, deen dat bei dësem net fénnt -, wann dee feststellt, dass hei keng grav Manquement, keng Abuse geschitt sinn an dass de reglementaresche Kader an d'Prozeduren, wéi ee seet, « solides et bien conçus » sinn, da muss een awer mat deenen Ennerstellungen ophalen! Da geet et net drëm, dass een déi Behauptung vun Dysfonctionnement a vun Abusen einfach am Raum stoe léisst. Dat fanne mir net gutt.

Wat mer awer gutt a wichteg fannen, dat ass, dass een déi Verbesserungsvorschläg, déi an deem Audit sinn, konkret opgräift. Ech wëll se elo net alleguer hei nennen. Se hunn alleguer ze di mat Transparenz, mat de Selektionsmechanismen, mat der Vereinfachung vu Prozeduren - dat ass fir eis ganz wichteg -, „one-to-one“-Approche, wou ech gekuckt gëtt, wi vill Gelder am Land investéiert ginn, Reservuleeën, fir dass een net en cours de route op eemol keng Sue méi huet, wann nach gutt Projekte kommen, d'Qualitéit akloen, Exzellenz ustriewen an och de kommerzielle Volet verstärkt berücksichtigten inklusiv déi Fro vun de Remboursementen.

Vläicht hei awer trotzdeem och eng Nuance bei deene Remboursementen. Et ass schonn hei uegklongen, de „Superhemp“, dat war ee vun eise gréisste Succèsen. En hat 60.000 Entréeën an de Kinoen. En huet vill Suen eragespillt. En huet 3,6 Milliounen kascht, dovunner huet de Filmfong der 2,7 bezuelt. An do sinn effektiv Recettë komm; vu Gewënner kann een net schwätzen. An do wäerte Remboursementen un de Filmfong geschéien. Em déi 30.000 ginn do estiméiert fir d'nächst Joer. Just fir lech ze soen: Mir sinn awer hei an engem Zeenario wéi vill aner europäesch Länner och, dass dat wierklech e Secteur ass, deen net kann ouni staatlech Hëllef funktionéieren an dass mer dofir och musse kréien, och wann ee wëllt kleng Produktioune ennerstetzen, zum Beispill wou eise Patrimoine culturel en valeur gesat gëtt, domadder weidermaachen.

Ech wëll ofschléissend betounen, Här President, dass mir dozou stinn, dass mir der Meenung sinn, dass dee Reformprozess muss weidergoen. Mir wäerten deen aktiv als Fraktioun, als Partei mat begleeden. A mir sinn awer och der Meenung, dass et hei net nëmmen drëm geet, fir nach en Oscar unzestriewen, wat positiv wier, mee dass et virun allem drëm geet, fir eis kulturell Villfalt, déi mir hei am Land hunn, wou dat heiten e wichteg Stéck dovunner ass, fir déi ze garantéieren an oprechtzeerhalen.

Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien !

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools, Madamm Mutsch. Den nächsten ageschriwwene Riedner ass déi honorabel Madamm Djuna Bernard. Madamm Bernard, Dir hutt d'Wuert.

► **Mme Djuna Bernard (déis gréng).** - Merci, Här Chamberpresident. Dir Dammen an Dir Hären, erlaabt mer, virewech e puer faktuell Informatiounen ze soen.

Am Mee 2018 huet de Medieminister en Audit an Optrag ginn, deen de Filmfong an d'Filmbranche sollt préiwen a Prozesser a Mechanismen sollt ënner d'Lupp huelen, dëst eier hien d'Decision wéilt huelen, ob, wéini a wéi vill

d'Filmbranche un zousätzleche Gelder sollt kréien.

D'Resultat vun dësem Audit, etabliert vun der Firma Value Associates, kouw am November 2018 un d'Regierung an och un d'Chamber, woubäi dës zu deem Moment jo aus bekannte Grënn nach e bësse manner aktiv war. An de folgende Méint huet de Medieminister den Optrag un déi selwecht Firma Value Associates ginn, fir véier Ateliere ze organiséieren an e sëllegen Interview mat Vertrieeder vum Secteur ze féieren.

Dës Consultatioun mat de Vertrieeder vum Secteur, vu Schauspielern iwwer Produzenten zu Vertrieeder vum Filmfong, hätt de But, dem originalen Audit eng Suite ze ginn, fir d'Prozesser a fir all Bedeelegt ze verbessern.

D'Resultater vun dësem Prozess goufen am November dëses Joers presentéiert.

Fir de finanzielle Kontrollmechanismus vun den öffentlechen Gelder vum Filmfong un déi eenzel Projeten zousätzlech ze kontrolléieren, huet d'Budgets Kontrollkommissioun an deene leschte Wochen entscheet, e Rapport spécial zum Filmfong bei der Cour des comptes an Optrag ze ginn. Dernief sollt op dëser Plaz gesot sinn, dass déi eenzel Produktioune, déi finanziell Ennerstetzung vum Fong kréien, obligéiert sinn, e järeleche Finanzaudit ze maachen.

D'Demarché vum Medieministère bezüglech dem Auditéieren a senge Suiten erschénge mer net nème logesch, mee och zilorientéiert. Beim Filmfong gëllt et, dem Secteur ënner d'Aerm ze gräifen, dat finanzieller Natur als Core Business, mee och hannendrun d'Qualitéit an d'Transparenz als Kärverdelungsmechanismus héichzehalen.

Zum Audit vum November 2018.

De Montant vu 34 Milliounen Euro geet dem wuessende Secteur net duer. 2018 waren d'Mëttel vun deem Joer schonn an der Handschent opgebraucht. A schonn ëfters ass och an der Vergaangenheet vun engem Kuch rieds gaangen, deem seng Stécker ëmmer méi kleng géife ginn.

Eng Reserv vum 59 Milliounen Euro steet bis elo onugepaakt op der Säit. Den Auditeur stellt d'Fro, ob een dës net notze kéint. „De wirtschaftlechen Impakt vum Filmsektor wär schwéier ze moossen“, esou seet den Auditeur a beriff sech bei dësem Punkt op déi niddreg Spectateurzuelen. Ausserdeem verweist den Auditeur drop, dass weeder ekonomesch nach kulturell Ziler un d'Veger vum de finanziellen Hëllef gekoppelt sinn an domat de Risiko erhéicht wär, dass d'Produzenten hir Gelder onofhängeg vum Resultat vum Film kasséieren.

Dëse Punkt ass vläicht aus ekonomescher Siicht net ganz falsch, woubäi den Auditeur heibäi ganz kloer de kulturelle wéi gesellschaftlechen Aspekt vum Film a senger Plus-value an der nationaler wéi internationaler Kulturzeen ausklammert.

Eng weider Reflexioun ass, fir de Comité de sélection, deen aktuell aus fénnef Leit, notament dem Direkter vum Filmfong, besteet, op siwe Leit eropzehiewen, fir esou eng méi equilibriert Entscheidungsplanung ze garantéieren.

De potenzielle Risiko vum Interessenskonflikt tëscht Mataarbecher vum Filmfong, déi gläichzäitig Beneficiaire sinn, weist den Audit ausserdeem op. De Follow-up-Rapport mat den ausgeschaffte Recommendationen weist op verschide Besoinen hin, déi dem Fonctionnement vum Fong an der Verdeelung vun de Gelder hëllef sollen. Zum enge gëtt e kloer Besoin ausgedréckt, dass et méi Statistiken iwwert de Filmsektor misst ginn. „You cannot manage what you cannot measure“, esou titelt den Auditeur en, eiser Meenung no, och ganz zu Recht.

D'Transparenz an d'Krittären, no wéi engen Aspekten a Schwéierpunkten e Film soll geféiert ginn, sollen och méi kloer opgeschlésselt ginn. Hei weist de Fong sech oppe vis-à-vis vun der Iddi, dem Comité de sélection eng Grille d'évaluation ze ginn, déi op Basis vu verschiddene Krittären opgebaut ass.

D'Politik dierf der Kultur keng inhaltlech Virgabe maachen, wéi se hir Konscht ze gestalten huet, esou huet d'Politik sech och net an d'Krittären vun der Produktioun anzeméischen. Dofir gëtt et de Comité de sélection, fir dës ze etabléieren an d'Krittären transparent ze kommunizéieren an och uschléissend de Produzenten deen néidege Feedback ze ginn.

Här Chamberpresident, de Filmsektor zu Lëtzebuerg, genau wéi deen a Europa an an der ganzer Welt, ass finanziell ofhängeg vu Staaten, Regiounen a Stied; vun der öffentlecher Hand also. Dass de Secteur soll effizient, transparent a qualitativ héichwärtig funktionéieren a sech déi néideg Qualitätstoulen inklusiv Kontrollmechanismen ginn, erschénge mer evident.

Dofir begrësse mir als gréng Fraktioun d'Demarché vum Audit a vun den uschléissende Recommendationen a fannen, dass dës onofhängege Bléck vu baussen eng Plus-value fir den interne Fonctionnement ass. De Secteur huet sech ausserdeem eng gemeinsam Visioun an e Selbstverständnis ginn.

D'Resultat vun dësem politesch dach liicht iwwerstrapazéierten Audit - wou et jo schon domadder ugaange war, dass d'Oppositionsdeputéiert méintelaang vum Minister eng Kopie vum Audit gefuerdert hunn, obwuel si se scho bal e Joer laang an der Chamber an hirem Courrier leien haten -, dëst Resultat dierf elo kengesfalls dat sinn, dass e ganze Secteur diskreditéiert gëtt an och finanziell soll drënner leiden, wéi vun der gréisster Oppositionspartei gefuerdert.

De Lëtzebuerg Filmstanduert kascht e stolze Präis, mee e Präis, dee mer gäre solle bezuelen, well et en Investissement an d'Kultur ass, eise Patrimoine, zeg Honnerten Aarbechtsplazen an eng Kreativindustrie an och e kloer Bäitrag zum sougenannten Nation branding.

De Filmstanduert suergt d'fir, dass Lëtzebuerg an der Welt nach mat aneren Theemen a Verbindung bruecht gëtt wéi just der Finanzplaz.

Dëse Secteur bréngt Mënschen zesammen, federéiert a verschafft eis Geschicht, eis Gesellschaft, eis Kultur. De Filmsektor ass enorm gewuess an d'Zuel vun de Produktioune a Koproductioune, déi national an international Succès hunn, wissst ganz däitlech. Ech wëll elo net hei nach weider op déi verschide Präisser agoen, se goufe vu menge Virriedner scho vill ernimmt, mee mir waren allegueren 2014 stolz wéi Oscar, wéi mer den Oscar gewonnen hu mam „Mr Hublot“.

De Secteur ass innovativ an erfénnt ëmmer erëm nei Formater wéi „routwäissgro“ vun RTL mam Filmfong oder der Ennerstetzung vun ëmmer méi Virtual-Reality-Formater.

Ma „poznennö!“ - fir mam Superhemp senge Wierder hei ze schléissen -, loosst eis de Filmsektor qualitativ a quantitativ ennerstetzen, begleeden a verbessern, mee op kee Fall a Fro stellen!

Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien !

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools, Madamm Bernard. Den nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Roy Reding. Här Reding, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Roy Reding (ADR).** - Merci, Här President. Ech wollt fir d'éischt dem Eugène Berger Merci soen, dass en hei drop higewisen huet, dass 2014 dräi waker Deputéiert géint déi dote Geschicht gestëmmt hunn. Dat waren déi vun der ADR!

Mir haten deemools zwee Haaptkritikpunkten, an déi erweise sech haut am Nachhinein als absolutt gerechtfertegt.

Dat éischt war d'Héicht vun de Moyenen, déi hei zur Verfügung gestallt ginn, par rapport zu deene gerénge Moyenen, déi aner Kulturschaffen, an hei an éischer Linn d'Theateren, hei am Land hunn.

Dat Zweet ass de Fait, dass d'Filmer fir den Tirang produzéiert ginn, well d'Produzente méi Sue verdéngen, och an hir eegen Täsch, wa se en neie Projéit uginn, am plaz d'Commercialisation vun hirem fäerdeg Film ze bedriewen. Dat géif ech nennen: « C'est faire de l'art pour l'art. »

Och deemools hu mer hei scho gefuerdert, e qualitativen Audit ze hunn. Et geet net em mëssbräichlech Verwendung vu Gelder, et geet drëm: Wéi ginn déi Filmer gewisen a wat bréngen déi Filmer tatsächlech?

A mir hunn deemools gefuerdert..., an ech hunn an der Kommissioun och nëmmen hallef am Geck gesot: Fir dem Steierzueler Merci ze soen, dass e 40 Milliounen d'Joer ausgëtt fir dee Gimmick do, da kommt, mir schécken em wéinstens eng DVD heem vun deene Filmer, déi e bezuelt huet!

Rezent sot eise Premier- a Medieminister: « J'ai le portefeuille à droite et le cœur à gauche. » Dat mam « cœur à gauche » kann ech net beurteilen, mee dat mam « porte-monnaie à droite », dat stëmmt garantéiert net! Well « droite » ze sinn, konservativ ze sinn, heescht, mëglecht wéineg Staatsdépenses ze hunn an de Steierbierger hir Suen ze loossen an net 40, 50 oder méi Milliounen d'Joer auszeginn, just fir sech zu Cannes um rouden Teppich kënnen ze pavanéieren.

Ech soen lech Merci.

► **Une voix.** - Très bien !

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools, Här Reding. Den nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Baum. Här Baum, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Marc Baum (déis Léng).** - Merci, Här President. Déi Diskussioun ronderem de Filmfong an d'Lëtzebuerg Filmindustrie ass leider zënter e puer Méint vergëft. Se ass vergëft do-duerjer oder déi Vergëftung huet hiren Héichpunkt fonnt, andeem eng Journalistin effektiv Drounge kritt huet. Eppes, wat, mengen ech, intolerabel ass an enger Demokratie, a wou mir eis och alleguer sollte kloer dergéint ausschwätzen.

D'Diskussioun ass awer op där anerer Säit och vergëft, well eigentlech versicht gëtt vu verschiddene Leit, e ganze Secteur a Verruff geroden ze loosse wéinst Manquementen - eventuelle Manquementen - vun Einzelnen. An de Problem dobäi ass, dass mer et hei mat engem Secteur ze dinn hunn, deen zwar wéi e Marché funktionéiert an no de Reegele vun engem Marché, dat heescht och profitorientéiert funktionéiert a Profitteer och ausschëtt op där enger Säit, an op där anerer Säit ass et e Marché, deen zu 85 % staatlech subventionéiert ass.

An et ass scho richtig, wann d'Representanté vun de Leit - d'Deputéiert -, Froe stellen an a Fro stellen, wéi d'Gerance vun deene Suen, vun deene 85 %, gemaach gëtt. An dat ass d'Spannungsfeld, an deem déi Debatt hei stattfénnt: op där enger Säit eng marchésorientéiert Profitlogik, an op där anerer Säit ass et e Marché, deen zu 85 % staatlech finanzéiert ass.

An ee Stein des Anstoßes, op deen den Här Eischen jo och higewisen huet, war oder ass d'Fro vum Zréckbezele vun eventuell erwirtschaftete Benefisser. An ech wëll drun erënneren, den Här Berger huet elo duergestallt, wéi wa mer 2014 zu 57 alleguer dee Projéit ganz gutt fonnt hätten. Ech wëll awer drun erënneren, dass schonn 2014 déi Froen, dat deene mer et haut ze dinn hunn, opgeworf goufen. Et war 2014 de Justin Turpel, deen d'Fro gestallt huet: „Jo, mee wéi gesäit dat dann an Zukunft, wéi dat Zréckbezele soll sinn?“

Am Gesetz steet, dass et d'Méiglechkeet gëtt vum Filmfong, eng Derogation auszuschwätzen, dass net muss zréckbezuelen ginn. An d'Ausféierungsbestëmmungen sollen an engem Règlement grand-ducal festgehalen ginn, also wat d'Krittäre sinn, fir net zréckbezuelen. Ech hunn op jidde Fall bei Legilux bis elo nach keen esou ee Règlement grand-ducal fonnt!

(Interruption)

Dat ass e strukturelle Problem. An doduerch hu sech Usagen agefouert, wéi Amortissementen an der Vergaangenheet gemaach gi sinn, wat akzeptéiert ginn ass vum Filmfong zesumme mat der Filmindustrie. An dat ass e strukturelle Problem, dee mer hunn an deen zu där Vergëftung bäidréit. An ech mengen, dass et d'Aufgab vun der Regierung respektiv vun der Chamber ass, fir do méi kloer Reegele festzeleeën, déi Reegelen, déi, mengen ech, jiddwengem hëllef, sech ze orientéieren a méi eng Transparenz dranzubréngen.

Dann ass ëmmer erëm d'Fro opgeworf gi vun de Retombée-économiquen. Dat ass eng ganz geféierlech Diskussioun, wann ee bestëmmt Secteuren an hire Retombée-économique wëllt moossen, well da misst ee jo och soen: Wat sinn d'Retombée-économique vun eise Sportsinvestitiounen, déi mer maachen, a Sportsinfrastrukturen?

Et misst ee souguer kënnen soen, bei all Grondschool, déi ee baut: Wat sinn dovunner d'Retombée-économique? Ech mengen, dass et verschide Saachen sinn, wou ee sécherlech soll Efforte maachen, fir Saachen ze moossen, mee wou een awer och e ganz kloer Bekenntnis muss maachen: Mir wëllen dat, well dat e Wäert u sech ass, well d'Grondschool an d'Education e Wäert u sech sinn, well Sport e Wäert u sech ass a well Kultur an och well vill e Wäert u sech ass.

Deen Audit, dee gemaach ginn ass, huet éischer op punktuell Problemer higewisen, huet verschide Recommendationen ausgeschwat: Recommendationen, déi deelweis a mengen Aen och ganz nozevollzéie sinn, aner Recommendationen, wou ech fäerten, dass et riskéiert, eventuell an eng falsch Richtung ze goen, well wann een op de Wee wëllt goen, fir d'Förderungs-méiglechkeet vun engem Projéit dorunner ze moossen, wat säi Potenzial um Box Office ass, a wann dat méi staark soll ponderéiert gi wéi an der Vergaangenheet, da riskéiere mer, dass wierklech just nach déi ganz grouss Boitte mat deene ganz grouse kommerzielle Filmer subventionéiert ginn. Ech mengen, dass dat e geféierleche Wee ass, wou mer eigentlech de Contraire vun deem errechen, wat mer missten errechen.

Et ass virun e puermol gesot ginn, dass de Filmsektor an deene leschten 30 Joer eng enorm Entwécklung duerchgemaach huet. Ech mengen, dass déi Diskussioun... Wa mer eppes Positives sollen doraus huelen, aus där kuerzer Debatt, déi mer hei hunn, da soll et dat





sinn, datt verstärkt soll, vläicht net op de Box Office gekuckt ginn, mee verstärkt soll gekuckt ginn, datt Filmer „made in Luxembourg“ e Qualitéitslabel gëtt, e Qualitéitslabel, op dee mer alleguer kënnen houfreg sinn, an datt déi qualitativ Krittikären an Zukunft nach méi staark sollte berücksichtegt ginn an all deene verschiddenen Domänen, an all deene verschiddene Sparten, wou produzéiert gëtt.

Zur Proposition, an domat halen ech op, vum Moratoire vun der CSV hu mir eis och scho geäuert. Mir fannen dat keng gutt Iddi, well domadder indirekt e ganze Secteur a Sippenhaft geholl gëtt fir dat, wat Einzelner eventuell, an de Parquet ass jo amgaang ze enquêterieren, u Versäumnisse geleescht hunn. Ech mengen, dat ass net dee richtige Wee. Wa mer esou géife fueren, da misste mer Moratoiren op ganz vill Saachen ausschwätzen. Ech mengen, kommt, mir kucken no vir! Kommt, mir kucken, datt mer dee Qualitéitslabel an déi qualitativ héichwärtig Produktioun hei zu Lëtzebuerg hikeréien!

Merci.

► **M. Fernand Etgen**, *Président*.- Merci villmools, Här Baum. De leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Marc Goergen. Här Goergen, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Marc Goergen** (*Piraten*).- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, d'Piraten sti ganz kloer fir eng staark Filmzeen an och fir eng Kultur. A mir wëllen drop opmierksam maachen: Et geet net drëm, eng ganz Zeen ënner Generalverdacht ze stellen, et geet awer drëm, fir déi Problemer, déi offensichtlech sinn, unzepakten a Léisungen ze sichen.

Déi Problemer beim Filmfong sinn erëm typesch Lëtzebuurger Modell: ee ganz no um Premier senger Partei stoenden Direkter, dee quasi als Eenzelpersoun iwwert de Fong herrscht an ze vill selwer entscheede kann.

Mir schwätzen hei net vun e puer Euro, mee vu Milliounen, iwwert d'Jore gerechent vun horrenden Zommen. Dofir fuerdere mir Piraten och e kloeren an déiwelen Audit, an zwar och een, deen d'Facturë vun de Produktiounsfirmae kuckt: Wat hunn déi wierklech den eenzelne Leit bezuelt a wat gouf un de Filmfong verreckt?

Lauschartert een de Majoritéitsparteien no, dierfen do am Audit keng Feeler méi erauskommen. Dann hoffe mer och, dass dat esou wäert sinn.

Dann: Wat ass mat allem, wat kaaft ginn ass a wat de Filmfong bezuelt huet, geschitt? Wou ass dat Material hikomm? Gouf et benotzt? Den Här Berger huet gesot: „Do ginn et extern Préifer. Jo, e Réviseur d'entreprises, deen de Filmfong selwer bestëmmt huet.“

Mir roden och der Regierung, fir juristesche Moossnamen ze préieren, fir déi Bedrounge vun de Leit aus der Zeen, déi ënner Drock gesat gi sinn, fir de Mond ze halen. Et kann och net sinn, dass hei am Land Journalisten, déi esou Fäll opdecken, doheem bedrot ginn.

Mir fuerderen eng kloer Reaktioun vun der Regierung, egal wéi no den Direkter vum Filmfong hir steet. Hei muss d'Regierung hir Responsabilitéit huelen.

Merci.

► **M. Fernand Etgen**, *Président*.- Merci villmools, Här Goergen. D'Regierung huet d'Wuert, den Här Staats- a Medieminister Xavier Bettel.

**Prise de position du Gouvernement**

► **M. Xavier Bettel**, *Ministre des Communications et des Médias*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll virop der CSV-Fraktion Merci soen, dass si dës Aktualitéitsstonn och gefrot huet. Et gëtt eis nämlech d'Geleeënheet, iwwer e Secteur ze schwätzen, dee wichteg ass fir onst Land an zanter sengen eisichte Schrëtt a senger Kreatioun och e grouss Succès fir onst Land bruecht huet. Den Erfolleg ass allgemeng unerkannt an e gëtt och politesch net a Fro gestallt.

An erlaabt mer och, der CSV hire leschte Walprogramm ze zitieren, dass de Filmsecteur sech zu engem reelle Wirtschaftssecteur entweckelt huet an dem Land a Saachen Image gehollef huet, wou och de Filmfong eng zentral Roll spillt. An ech zitieren d'CSV och op der Sait 58 vun hirem Walprogramm, wann ech soen, de Filmfong ass e wichteg Instrument, wou een d'Gesetz an d'Organisation no 30 Joer Existenz misst analysieren, bewäerten an entsprechend upassen. Mir wëllen d'Entwécklung an deem Secteur weider begleeden.

Ech ginn, Här President, der gréisster Oppositionspartei hei an deem Parlament vollkommene Recht. Se huet just verpasst, dass d'Regierung dat och gemaach huet, wat hei gefuerdert gëtt. An zwar huet d'Regierung virun

deene leschte Walen domadder ugefaangen. D'Gesetz ass 2014 ugepasst ginn an de Fonctionnement ass virun de Walen ënner d'Lupp geholl ginn an déi Upassungen iwwert de legale Kader eraus sinn och amgaang ëmgesat ze ginn.

Do wiere mer da bei engem zentrale Punkt: dem Audit, iwwert dee jo esou vill geschwat gëtt déi lescht Zäit, mee och vill Falsches gesot ginn ass. Dat muss een och soen.

Ech wëilt domat ufänken, ze ënnersträichen, firwat den Audit iwwerhaupt komm ass. Den Audit war net vun enger Budgetkontrollkommission komm, war net vun enger Oppositionspartei komm, war net vun enger Cour des comptes komm. Et war keen aneren, deen et gemaach huet, wéi d'Regierung an deen zoustännige Minister, deen haut virun lech steet.

Et gouf 2017 nämlech och schonn Diskussiounen iwwert de Budget. A fir mech war et wichteg, dass een duerfir och, eier ech eng Erhéijung géif envisagieren, soll fir d'ëischt eng Kéier am Fong analysieren, wat de Secteur wierklech ass, wéi en opgestallt ass a wéi och de Filmfong als Vecteur vun der staatlecher Ënnerstützung fonctionéiert. Dat ass den Ursprung am Fong vun där Analys an et war ganz eleng meng Decisioun, dat ze maachen. An ech stinn och dozou.

An ech si frou, dass mer dat gemaach hunn, well et huet eis gewisen, dass en effect de Secteur eng grouss Valeur fir onst Land huet, mee awer och dass et eng direkt an eng indirekt wirtschaftlech Retombée huet.

Den Audit huet och als Resultat, dass d'Organisation vum Filmfong professionell a gutt ass. Den Audit schwätzt vun engem « bon fonctionnement général » vum Filmfong, dee seng Missioun korrekt ausféiert, Sait 80. Et gëtt ausdrécklech drop higewise Sait 28, dass de Conseil d'administration eng wichteg Roll spillt a Presenz vun dräi Ministären - Kultur, Finanzen a Medien - a gëtt zentral och ervirgehuewen.

Et ass de Conseil d'administration, deen de Budget opstellt, wou Personalfroen, Kontrakter an intern Reglementer och gekläert ginn.

Den Audit huet ënner anerem och festgestallt, dass et e « cadre de gouvernance solide » gëtt, Sait 15, dass déi gesetzlech Grondlag also den Ufuhrerung gerecht gëtt.

Den Audit huet och festgehalen, Här President, dass de Prozess vun Hëllef fir d'Projete professionell ofleeft, dass d'Membere vum Comité de sélection gutt virbereet sinn an d'Projete gutt kennen an dass de Prozess gutt dokumentéiert ass. Fir déi, déi et sichen: Sait 48.

Den Audit stellt och mat Zefriddenheet fest, dass déi Projeten, déi vum Filmfong eng Hëllef accordéiert kréien, weider begleet a kontrolléiert ginn. Fir déi, déi et sichen: Sait 50.

Et gëtt also net op ee Coup eng Hëllef iwwerwisen an dann net méi gekuckt, bis de Film am Kino leeft. De Contraire ass de Fall. De Prozess leeft an Tranchen an et gëtt permanent iwwerwaacht, wou d'Realisatioun och drun ass. An den Audit stellt iwwerengs dann och fest, dass et effektiv en Invest a keng Depense ass, wann de Filmfong, also de Staat, e Secteur ënnerstëtzt.

Ronn en Drëttel vun de Sue fléissen direkt via Steieren an TVA zrëck un de Staat. Mee och déi aner dräi Véierel si Suen, déi zum gréissten Deel hei an der Economie bleiwen, vu dass de Filmfong och nëmme en Deel vum Budget ausmécht, deen de Projet effektiv och kascht. Et soll kee soen, dass hei nëmme 100 % öffentlech Gelder sinn. Ech mengen, den Här Baum huet jo och gesot: „De groussen Deel.“

Mee et ass och nach en aneren Deel, deen heihinner kënn, fir iwwerhaupt kënnen Produktioun méiglech ze maachen. Natierlech kënn och d'Presenz vun deem Secteur ... Beruffer, déi entstinn an der Kreativwirtschaft, esou wéi et och gesot ginn ass, Talenter, déi sech hei etabléieren, an e Vivier entsteet, deen och eng Bedeitung huet fir aner Secteuren. Fir déi, déi et sichen, ass dat Sait 77.

Dat ass fir mech net dat Wichtigst, Här President, et ass awer och wichteg. De Filmsecteur huet tatsächlech och eng Bedeitung fir de Wirtschaftsstanduert, mee net eleng. An ech mengen, hei ass och gesot ginn, dass et en Deel vu Kultur, en Deel vun deem Spigel ass, dee mer heiansdo brauchen, virun allem an onsen Zäiten heiansdo virun d'Nues gehale mussen kréien, fir och heiansdo mat de Realitéite konfrontéiert ze ginn an eeben och deenen, déi de Film maachen, déi Méiglechkeet kënnen ze ginn, eis dee virun d'Nues ze halen.

► **Une voix**.- Très bien !

► **M. Xavier Bettel**, *Ministre des Communications et des Médias*.- Den Audit huet awer och, Här President, an et ass net iwwerrasschend, e puer Schwachstelle festgestallt. Dat

gëllt notamment fir d'Transparenz. Et ass méiglech, méi Transparenz eranzebréngen, besonnesch wat negativ Decisiounen och vum Comité betrëfft. Et muss vereinfacht ginn an et brauch ee méi Daten an Informatiounen. Fir déi, déi et sichen: Sait 80.

De Suivi kéint nach verbessert ginn. Mir mussen och nach eng méi kloer Zilsetzung hu vun deem, wat mer als Land wëllen a wou den Haaptakzent och soll geluecht ginn. Här President: Sait 83.

Ech sinn d'accord mat deene Kriticken. A mir sollen och déi Schwachstelle verbessern. Ech wier da beim Prozess, deen och hei thematiséiert ginn ass. Den Audit nämlech - an et ass och gesot ginn - ass am November d'lescht Joer fäerdeg ginn. D'Resultater vum Audit hunn ech och am November zejoert dem deemolege Chamberspräsident Gast Gibéryen geschéckt. A gläichzäitig hu mer och dunne de Recommandatiounen geschafft. Méi genee och, fir erauszefannen, wéi een dat am beschte mécht, ass eng weider konkret Analys vun deenen och virgeschloene Virschléi gemaach ginn. Et goufe Workshoppe mam Secteur organiséiert, mat deene betraffene Leit, a mir hunn och diskutéiert a Proposen ausgeschafft.

Am Summer gouf et e Rapport, deen ech och am Hierscht d'ëscht Joer un d'Chamber geschéckt hunn. An tatsächlech hunn ech am November d'ëscht Joer en Deel vun deenen Upassungen am Kader vun enger Pressekonferenz presentéiert, ma déi laang virdu scho fixéiert war, mee wou mer wollten zesumme mat deene verschiddenen Akteuren an Datum fixéieren. An et gëtt kee Corollaire iergendwéi, dass do wéinst engem Reportage op eng Kéier eng Pressekonferenz gemaach gi wier.

Et kann een op jidde Fall net soen, Här President, et wier eppes am Tirang verschwonnen. Dat ass ganz einfach falsch. Mir hunn e ganz Joer laang mat deem Basisdokument geschafft an net am Schaf, net am Tirang, mee an Aarbechtsgruppe mat de concernéierte Leit.

Da wëll ech och nach e puer Wuert soen, Här President, iwwert déi Virwërf, déi ee vu politescher Sait gemaach kritt huet an och an der Press gelies huet. Et ass notamment widderholl ginn, et géife Mësstänn ginn. Den Audit schwätzt op kenger Plaz vu Mësstänn. Op kenger Plaz!

De Fall, deen ëmmer nees zitéiert gouf, ass dee vun engem externe Consultant, dee fir de Filmfong eng Aufgab an der Promotioun erfüllt huet, awer selwer Producteur ass. Jo, dat ass en Ofkommen, dat ënner dem CSV-Minister François Biltgen accordéiert ginn ass. Et war awer schonn nees ofgeschloss, wéi den Audit gemaach ginn ass.

A virun allem geet rieds vun engem potenzielle Risk an net vun engem tatsächleche Problem, wëll ech och hei ervirsträichen. « Ces observations ne sont pas choquantes », heescht et am Dokument op der Sait 33. Et gëtt sech hei iwwerengs referéiert op ee Réviseur externe, deen dat an engem Rapport soulevéiert huet, well de Volet vun der Kontroll ass en Element, dat och ëmmer nees zur Sprooch kënn.

Ech hunn iwwerhaupt näischt dergéint, Här President, dass nach méi soll kontrolléiert ginn. D'Cour des comptes soll dat och roueg maachen. Et gëtt dobäi vergiess, dass déi Cour des comptes et scho gemaach huet, a si kritt och all Joer e Bilan vum Filmfong geschéckt. Et ass net, wéi wann do iergendepes ze verstoppe wier, an et goufe bis elo nach ni Problemer soulevéiert.

Et ass an de vergaangene Wochen ëmmer nees thematiséiert ginn, dass an der Geschicht vum Filmfong solle Fraudë gewiescht sinn, soll Gefuddels gewiescht sinn. All déi Episoden, déi do thematiséiert goufen, ginn zrëck op eng Zäit, wou d'Ministere Biltgen, Schiltz oder an der Kultur Modert oder Schoepges geheescht hunn. Ech hu keng Elementer, Här President - keng Elementer! -, déi géife weisen, dass et op Säite vum Filmfong oder vun der Regierung deemools Verfeelunge gouf.

Ech wëll dat soen! Déi véier Leit kënnen sech hei net verteidegen. Ech wëll dat soen! Ech hu keng Elementer, déi géife soen, dass dat, wat deemools gesot ginn ass, richtig wier. Déi Reprochen, déi awer öffentlech gemaach gi sinn, esou wéi all d'Télespectateuren doheem och gesinn hunn, hunn ech dem Parquet weiderginn. Ech hunn dem Parquet gesot: „Hei ass dee Reportage vun RTL. Hei ass de Link. Kuckt lech et un! Wann eppes dozou ass, da sot et!“

Mee de Filmfong, kann ech lech soen, huet weeder Wäin nach Miwwelen nach Autoen direkt bezuelt. De Filmfong bezilt Hëllef fir Filmprojeten. Dat ass ni e ganze Budget, mee en Deel dovunner. An do gëtt och net exceptionell, mee do gëtt systematesch och eng Kontroll agefouert. Wann do sollt, wéi behaupt an der Vergaangeneheet, mat falsche Rechnungen oder mat Bilanen hantéiert gi sinn, da wier

de Filmfong mat Affer vu professionellem Bebruch. Ech wëll dat hei och soen.

Ech ginn net devun aus, dass dat richtig ass. Mee déi Leit, déi dat behaupten, mussen dann och Faarf bekennen a mat deenen Informatiounen bei d'Justiz goen.

Et sinn de Mëtteg Froen thematiséiert ginn iwwert d'Kontroll vun der Produktioun. Ech ka just soen, dass déi Kontrollen nach weesentlech verstärkt goufen an de leschte Joren. Zënter dass d'Zertifikater fir d'Produzenten ofgeschafft gi sinn, gi bei deenen eenzelne Projeten, déi och ënnerstëtzt ginn, all Etappen eenzel iwwerwaacht a kontrolléiert an et gëtt net just a priori a beim Ofschluss kontrolléiert. Et gëtt hei mat externe Reviseure geschafft, wéi et an all anerem Secteur och üblech ass. Dat ass e Volet, dee bis elo och net unerkannt ginn ass.

Weider gouf och ëmmer nees widderholl, dass et net kéint sinn, dass keng Suen zrëckbezuelt géife ginn. Mir kéinte warscheinlech de ganzen Nomëtteg iwwer Krittikäre schwätzen, wat e Succès ass, wat e Box Office ass, mee gleefft mer et, Här President: Souguer e Film, deen hei zu Lëtzebuerg wochelaang, e Lëtzebuurger Film, deen an engem Box Office ass, kënn nach ëmmer net mat engem décke Boni eraus!

**(Interruption)**

Mir hu keng amerikanesch Superproduktiounen mat Milliounen Leit, déi dee Film kucke ginn! An dowëinster, an et ass net nëmme hei zu Lëtzebuerg, mee och virun allem zu Lëtzebuerg, wa mer och wëlle Filmer kënnen produzieren iwwer eis Geschicht, iwwer eis Sprooch oder iwwerhaupt och fir eis Kultur, wou ee muss mengen, dass do e But de lucre hannendru ka sinn. An dat ass net nëmme hei! Dat ass a ganz Europa, Här President, de Fall, dass et iwwerhaupt keng Industrie cinématographique géif ginn, wann ee just géif kucken, dass Sue géifen erakommen an dass et eng Maschinn wier, fir iwwerhaupt Milliounen a Milliounen duerch e Film an duerch e Box Office eranzeckéien.

► **Plusieurs voix**.- Très bien !

► **M. Xavier Bettel**, *Ministre des Communications et des Médias*.- Här President, ech muss lech soen, dass ech awer mat verschiddene Saache Problemer hunn. Hei ginn arbiträr Reproché gemaach géint e Beamten, e vereedegte Beamten. Dee vereedegte Beamten, deen ënner dem Här Santer agegallt ginn ass, kritt Reproché gemaach: „Limitt! O, ze vill Pouvoir! Net korrekt!“ Vis-à-vis vun engem vereedegte Beamten! Dat ass nei, dass mer vis-à-vis vun engem vereedegte Beamten hei Reproché maachen. Ee Réviseur d'entreprises, deen all Joers de Filmfong kuckt, kritt jo ze verstoen, dass e keng Aarbecht mécht, dass en näischt géif anstänneg maachen! E géif jo net kucken, ob déi Aarbecht an déi Suen, déi de Filmfong kritt, och richtig benotzt ginn!

Et gëtt hei gesot, d'Press hätt gesot, de Filmfong hätt intervenéiert bei RTL, fir dee Film, fir déi Reportage méi spët ze bréngen. Selbstverständlech, wéi ech dat gelies hunn, hunn ech och nogefrot, Här President. Weeder den Direkter vum Filmfong nach RTL confirméieren dat! Si hu mir wuertwärtlech gesot, dass se dat demontieren! Dat heescht, et ass falsch, wat do gesot ginn ass! Et ass falsch!

**(Interruption)**

An ech mengen, dat an engem Secteur, wou mer am Moment bal ee Generalverdacht hunn! Dat, wat der Madamm Goerens geschitt ass, ass net akzeptabel. Mee dass hei dräi Leit soen, dass et dann am Fong bal jo aus dem Filmsecteur misst kommen! De Parquet mécht eng Aarbecht, d'Police mécht eng Aarbecht. Mee kommt, mir halen op, direkt ze soen, et misst jo dann aus dem Filmsecteur kommen, well d'Madamm Goerens e Reportage gemaach huet! Ech weess et net! Ech weess et net! Mee kommt, mir loosse awer d'Justiz an d'Autoritéiten och hir Aarbecht maachen!

Ech wëll lech just soen, dass ech als Responsable vun deem Secteur e positivt Bild hu vun deene Leit, déi all Dag schaffen, déi all Dag fir onst Land am Filmberäich schaffen an och den Image vun onsem Land dobaussen duerch Produktiounen och promovéieren. Et ass eng Success Story hei am Land vun engem Secteur, deen net direkt e Succès war, dee sech lues a lues opgebaut huet an deen, wa mer weiderfueren a probéieren, duerch de Generalverdacht alles füttizemaachen, nees bei null kann ufänken.

Ech sinn der Meinung, dass selbstverständlech Transparenz wichteg ass. Ech sinn der Meinung,

dass deen Audit gutt war, well en dem Secteur hëlleft. Et war net en Audit, deen do war, fir dem Secteur ze schueden, et war en Audit, fir et mam Secteur zesumme besser ze maachen.

An ech kann lech just soen, dass ech och deene Beamten an deene Leit aus dem Filmsecteur soen, dass se meng vollsten Ënnerstützung hunn. Well dat, wat se déi lescht Wochen an déi lescht Méint erlieft hunn, wënschen ech kengem.

Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien !

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools, Här Premier- a Medieminister. Dese Punkt ass domat ofgeschloss.

**(Interruption par M. Félix Eischen)**

Neen, den Här Eischen freet nach d'Wuert.

► **M. Félix Eischen (CSV).** - Jo, ech wollt am Fong nach op e puer Saachen zrëckkommen. Ech fannen, dass mer an där ganzer Diskussioun e bëssen Appel mat Biere vergläichen.

**(Exclamations)**

► **Une voix.** - Jo, richtig!

► **M. Félix Eischen (CSV).** - Hei geet et net drëm, fir d'Kultur an d'Pan ze klaken. Guer net! Et geet och net drëm, fir de Filmsecteur an d'Pan ze klaken. En ass 1990 an d'Liewe geruff ginn ënner enger CSV-Regierung. Dee gréissten Hoff, dee gemaach ginn ass, war vun 2012 op 2013. Dir wësst, wien deemools an der Regierung war. Dorëms geet et guer net!

Mee wa Saachen am Raum stinn a Reportagé gemaach ginn, souwuel an der geschriwwener wei an der gewisser Press, däerf een - pardon, Här Staatsminister! - hei net méi doriwwer schwätzen? Däerf een dat hei net an d'Ronn geheien, amplaz dass engem dat ënnerstallt gëtt, et géif een eppes hei behaupten? Ma, et ass eis Roll, doriwwer ze schwätzen! An dat hu mer probéiert, an aller Objektivitéit ze maachen! Mee dat, wat hei op d'Tapéit komm ass, douewen, dat si Saachen, déi gi jo un een erudroen! Ech erfannen dat jo net! An ech mengen och net, dass e Journalist dat erfénnt!

A wéi déif dass de Mëssel an déi Onzefriddenheet a vläicht awer de Stachel sëtzt bei munchen, dat ass jo awer d'Tatsaach, dass dee Journalist menacéiert gëtt! Ma gëtt eis dat dach awer net e bëssen ze denken?

**(Interruption)**

Gëtt eis dat net ze denken?

Ech menge just, dass an deem Ganze méi dran ass, ...

**(Interruption)**

... wéi mer hei wëlle soen.

An dann nach eng Saach, Dir hutt iwwert d'Governance geschwat. Dir hutt, Här Staatsminister, an Är Koalitionserklärung gesot ... De Secteur de production audiovisuelle, do schreift Der: « Le secteur de la production audiovisuelle luxembourgeoise sera consolidé et soutenu pour répondre au mieux aux nouveaux défis, dont par exemple l'émergence, dans le sillage de la numérisation, de nouveaux formats, comme l'„augmented reality ...“ » an esou weider. Do steet net ganz vill dran. Et steet nach dat dra vun Diddeleng. Bon, dat ass jo eraus. Mee soss steet hei näischt dran, Här Staatsminister! Soss steet hei näischt dran!

Elo froen ech lech: Wou ass d'Politik vun der Regierung, fir de Filmsecteur kloer ze geréieren, fir ze gouvernéieren?

Hei geet et och ëm eng Gouvernance, déi de Verwaltungsrot huet, fir vläicht déi Saachen aus de Féiss ze schafen, fir dass mer e besseren Image an deem ganze Secteur hunn. Et ass kengem, och net eis, och net eis als Opposition, dru geleeën, fir dee Secteur do kapotzemaachen. Mir si grad esou frou wéi Dir a wéi jiddwereen heibannen, wann et dem Secteur gutt geet a wann en eng aner Image de marque huet, wéi dat de Moment de Fall ass. Ech mengen, do si mer eis och eens.

Mee, wannechgelift, huet déi politesch Responsabilitéit, Här Staatsminister! Liwwert!

An ech fannen et och net richtig - dat hutt Der eng kéier gesot -, et wier eng Hexejuegd, déi de Moment amgaangen ass. Et ass keng Hexejuegd, Här Minister! Et ass keng Hexejuegd. Et ass souguer eng Ënnerstellung, wann dobaussen op der Place publique respektiv heibannen iwwer Saache geschwat gëtt, déi dobaussen an der Diskussioun sinn. Do kann een net engem Deputéierten ënnerstellen, e géif hei eng Hexejuegd maachen! Dat wëll ech wierklech formell vu mer weisen!

A fir nach eng kéier op den Här Berger zrëckkommen: Ech sinn och frou, dass mer en Oscar kruten. Ech wëll lech just soen, de „Mr Hublot“ krut 111.000 Euro. Dat Joer si 34 Milliounen ausbezuelt ginn. Dat selwecht Joer! Vun all deenen anere Produktiounen huet een net vill héieren an net vill gesinn.

D'Fro ass awer erlaabt: Pardon, kann een dat vläicht gewuer ginn? Kéinte mer do net eng Transparenz dra bréngen, fir ze soen: Majo, wat ass da mat deenen anere Milliounen geschitt? Wat ass de Feedback dovunner?

Pardon, ech insistéieren drop, dat muss erlaabt sinn, hei an dësem Haus kënnen ze froen, och wann de Minister an anerer sech doriwwer echaufféieren.

Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien !

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci, Här Eischen. Den Här Staats- a Medieminister wëllt dorobber reagéieren.

► **M. Xavier Bettel, Ministre des Communications et des Médias.** - Här President, den Här Eischen huet jo am Fong selwer gesot, dass den Oscar net deier kascht huet. Ech wëll kee Lien tëschent Präis an Unerkennungen. Wann et an der Kultur just ëm Succès geet a wivill Entréeen oder wivill Unerkennung mer hätten, da wiere mer ganz limitéiert.

**(Brouhaha et interruption par M. Félix Eischen)**

Hei ass vum Här Eischen virdru gesot ginn: „Mat engem Film ... Wat ass mat deenen anere Milliounen geschitt?“

Wann en de Rapport annuel vum Filmfong gelies hätt, da wësst en, wou déi Sue verdeelt gi sinn, wéi ee Projet wéi eng Sue kritt huet, wat mat deene Sue geschitt ass.

A vis-à-vis vun engem Auditeur, deen all Joers seng Aarbecht mécht, hie d'Gefill ze ginn, dass nach ëmmer - nach ëmmer! - Saachen net an der Rei wieren, ass (veuillez lire : ass allerhand), nach eng kéier, vis-à-vis vun engem Conseil d'administration, vis-à-vis vun engem Comité de sélection, vis-à-vis vun engem Auditeur, vis-à-vis vun engem zweeten Auditeur ... Well hei ass jo vun deem SOFT geschwat ginn; en huet eis dat jo ganz genau erkläert op der Pressekonferenz, déi den Här Eischen doudsicher suivéiert huet, Här President, dass SOFT den Term ass, fir ze soen, et ass jo e finanziellen Audit separat gemaach ginn a well deen exclu ginn ass.

Dowéinst, kommt, mir bleiwe bei der Wourecht! Ech stinn hannert deem Filmfong. Wa mer méi Transparenz wëllen, da sinn ech deen Eischen, dee seet: Jo, wéi eng?

A wat mer mam Filmfong wëlle maachen, steet ganz genau och an deem Audit. Ech hätt keen Audit bestallt, wann de Filmfong mer egal wier. An ech mengen, déi Recommandatiounen sinn am Interêt vum Filmfong. An et ass och dat, wat mer wëlle mam Filmfong fir déi nächst Joer maachen.

► **Plusieurs voix.** - Très bien !

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools, Här Staatsminister. Dese Punkt ass dann domadder ofgeschloss.

## 9. Débat de consultation sur le Pacte Logement 2.0

Haut de Mëtteg féiert d'Chamber eng Consultatiounsdebatt iwwert de Pacte Logement 2.0. D'Riedezäit ass nom Modell 2 festgeluecht. Et hu sech schonn ageschriwwen: den Här Marc Lies, den Här Max Hahn, den Här Yves Cruchten, d'Madamm Semiray Ahmedova, den Här David Wagner an den Här Marc Goergen. De Wunnengsbauminister, den Här Henri Kox, huet d'Wuert.

Här Kox, wannechgelift!

**Exposé**

► **M. Henri Kox, Ministre du Logement.** - Ech huelen e Patt Waasser fir unzefänken.

**(Interruption)**

Et ass kee Miseler Wäin.

E schéine gudd Mëtteg! Här President, Dir Dammen an Hären, erlaabt mer, am Numm vun der Inneministesch an och vu mir selwer d'Ausrichtung vum neie Pacte Logement hei ze presentéieren. Virun e puer Woche konnte mer de Projet schonn eng kéier an der Chamberskommissioun diskutéieren an och d'Piste vun der Reform opweisen. Eier ech awer op déi eenzel Punkte wëll agoen, vläicht e puer méi grundsätzlech lwwerleunge vun der Wunnengspolitik virausgeschéckt.

D'Wunnengspolitik ass heiheem eng ganz grouss Erausforderung, eng grouss Erausforderung virun allem an der sozialer Fro. D'Situatioun um Wunnengsmarché ass alles aneschters

wéi schéinzerieden. D'Logementspräisser, do soen ech lech näischt Neits, sinn an de leschte Jore massiv geklommen. Fir net ze soen, dat lescht Joer och nach eng kéier!

Virun allem sinn et awer déi akommeschwaach Leit, déi dorënner leiden. An et sinn déi, déi no beim Aarmutsrisiko liewen. Wa Leit haut 30 %, 40 % oder bal d'Hallschent vun hirem Akommes fir de Loyer mussen ..., e ...

**(Interruption)**

... opbréngen - pardon, Merci! -, dann hu mer effektiv e Problem hei am Land.

U sech misste mer esou wäit kommen, dass zesumme maximal 20 % vun deem Akommes fir Wunnengsbau (veuillez lire : fir d'Wunne) missten ausgi ginn, zumindest bei deenen, déi de Mindestloun hunn.

Ech maachen eng ganz kleng Rechnung: Wann een nämlech déi Käschten eraushëlt, nämlech haut sinn et 42 %, déi an der Moyenne vun deene mussen opbruecht ginn, da bleiwen deenen nach den Dag 40 Euro iwwreg. 40 Euro fir z'essen, fir sech anzekleeden, fir sech weiderzusbilden, fir vläicht - virdrun hu mer iwwert d'Kultur geschwat - an de Kino ze goen oder fir och emol heiansdo en Ausfluch ze maachen.

Well d'Wunnengspräisser déi lescht Joren esou an d'Luucht gaange sinn a well och de Loun net deene Präisser ka standhalen, geet et deene Leit ëmmer méi schlecht. Nozeliesen, leider, an engem „Regard“, der Nummer 18, vum Stateg dëse Summer.

Fir dese Leit wierklech kënnen entgéintzekommen, brauche mer effektiv méi Wunnengen. Mir brauchen awer méi Wunnengen an der Abordabilitéit, dat heescht, fir dass mindestens déi, déi et brauchen, och zu engem dezentes Daach iwwert dem Kapp kommen. Dat soll eist Zil haut an dëser Debatt sinn.

Vläicht e klengt Zuelebeispill: Haut hu mer ongeféier 4.000 Wunnengen, déi an der Locatioun ugebuede ginn, sief et vum Fonds du logement, der SNHBM oder de Gemengen, fir eeben deenen entgéintzekommen. Wa mer eis gutt ustrengen, da kënne mer pro Joer ëm déi 5.000 Wunnenge bauen. Wa mer higinn, mir kréiche vun deene 5.000, déi mer all Joers bauen, 10 % fir an den abordable Wunnengsraum, da kréiche mer iwwer 15 Joer nach eng kéier 7.500 Wunnengen derbäi. Zesumme mat deene 4.000, déi mer haut schonn hunn, wärem bei 11.000, 11.500 oder och nach 12.000 Wunnengen. Wann een dann awer d'Evolutioun vum Stack vun de Wunnenge kuckt, déi mer dann hunn hei zu Lëtzebuerg, komme mer leider awer nëmmen op 3,5 % abordable Wunnengsraum a 15 Joer.

Haut ass et awer och schonn esou, dass déi 10 %, déi mer haut missten all Joers bauen, awer net esou gebaut ginn! Well d'effentlech Bauträger et net fäerdegréngen, dat de Moment ëmzesetzen, well d'Planungscapacitéit nach net esou wäit ass respektiv se net sécher sinn, ob se op déi Terraine kënne bauen, déi se zur Verfügung kréien, fir eeben déi locativ Wunnengen ze bauen.

Dofir, de Pacte Logement, aus eiser Vue, misst eis haut d'Geleeënheet ginn, fir méi ambitieus ze ginn. Iwwert de Pacte Logement 2.0 kënne mer dem Staat an de Gemengen alles vu Geschier zur Verfügung stellen an och déi néideg Reglementer, fir abordable Wunnengsraum kënnen ze schafen. D'Fro, déi sech stellt, ass eeben: Wéi vill Prozent an abordablem Wunnengsraum wëlle mer an 12, wëlle mer a 15 Joer hunn? Sinn et déi 3,5 %? Sinn et der 5? Oder sinn et der souguer 10?

Wat de Prozentsatz natierlech méi héich ass, wat besser. An dofir muss mer natierlech haut schonn d'Weihe stellen, well de Prozess vum Bauen effektiv ganz laang dauert.

Mir mussen dann natierlech massiv an déi Wunnengspolitik investéieren, well soss kréie mer déi abordable Präisser net zustanen, insbesondere an der Locatioun, awer och an der Vente, an der Emphyteos. An zwar muss mer esou bauen, dass se eis net erëm verluer ginn, dass se net no 10, dass se net no 20 Joer um Marché oder vum Marché opgesueckelt ginn. Dofir brauche mer natierlech och e gewëssene politesche Courage, fir dat och kënnen ëmzesetzen.

Mir mussen mat de wunnengsbaupolitesche Moossname vun de leschte Jorzéngte brieden. Déi viregt Regierung huet jo och scho munches op de Wee ginn. Si huet nämlech gesot, dass d'Promoteur-publicke 70 % an der Locatioun sollte maachen. Wat se och haut maachen. An, wat ganz wichteg ass, dass am Virfeld, wann eng Wunneng an der Emphyteos verkaaft gëtt, e Rachat vun den effentleche Promoteure geschitt. An dat ass agelegt gi vum viregte Wunnengsbauminister, wat ech nëmmen, oder wat mir och nëmmen kënnen ënnersträchen.

Dat heescht, och des Regierung wëllt weitergoen an nach eng Schëpp dorobber dropleeën.

Well, wat hu mer gemierkt? Déi finanziell Hëllefstellungen, déi mer an deene leschte Jorzéngten ausgedeeelt hunn, déi op eng Demandespolitik ausgewise waren, si leider ze oft an d'Präissteigerung agefloss. Si hu sech wéi den Zocker am Kaffi opgeléist. Dofir muss mer, mengen ech, ewech vun där Demandespolitik an eebe méi an d'Offer goen.

Dofir muss mer awer de Kader ganz kloer a kohärent setzen. D'Prioritéitesetzung ass fir mech, fir eis, fir d'Regierung: bezuelbare Wunnum an der effentlecher Hand. Effentlech Locatiounswunnengen an der effentlecher Hand, mat längerfristegem Bestand, dass se och an der effentlecher Hand bleiwen.

Dëst ass och fir mech, fir eis d'Fundament vun der Wunnengsbaupolitik. Dir wësst alleguerten, wann Der Haiser wëllt bauen, fänkt Der un, d'Fundament propper a richtig ze maachen. Wann Der d'Fundament nämlech net richtig maacht, kritt Der Rëss an d'Haus. An dat selwecht géllt och fir den effentleche bezuelbare Wunnum: Dat ass och d'Fundament vun enger Wunnengsbaupolitik. Wa mer nämlech do fuddelen, da kréie mer keng Rëss an der Mauer, da kréie mer Rëss an eis Gesellschaft! An déi Rëss kréie mer nëmme schwéier gefléckt!

► **Une voix.** - Très bien !

► **M. Henri Kox, Ministre du Logement.** - Dofir nach eng kéier: Mir mussen op effentleche Wunnum zrëckgräifen.

Här President, Dir Dammen an Hären, de Pacte Logement steet fir d'Zesummenaarbecht tëschent Regierung a Gemengen. D'Regierung gesäit dofir d'Gemengen als privilegiéiert Partner och un. Eng Partnerschaft, déi op enger Responsabilitéit partagée an der Wunnengsbaupolitik fousst.

Ouni d'Gemengen entsti keng Wunnengen! Et sinn d'Gemengen, déi dat néidegt Bauland fräiginn! Et sinn och si, déi d'PAPE lancéieren. Et sinn och si, déi d'Reglementer ëmsetzen, fir aner Wunnformen am Bestand kënnen ze erlaben. Et ass eng Partnerschaft mat Flichten an awer och Rechter fir deen een, de Staat, an deen aneren, d'Gemengen.

Eng Responsabilitéit partagée, sou wéi den Objektiv et och an der neier Verfassung vläicht nidderschreift, wa se dann hoffentlech och gestëmmt gëtt. An do steet soss näischt aneres ewéi: « L'État veille à ce que toute personne puisse vivre dignement et disposer d'un logement approprié. » Dat soll eist Zil sinn.

D'Reform vum Pacte Logement 1.0 liwwert fir eis déi Äntwerten, déi mer fir déi grouss Erausforderunge brauchen: d'Handreechung an d'Hëllefstellung a ville Beräicher op staatlecher Säit a kloer Objektiv a Reegelen op der kommunaler Säit.

Et ass och keng Reform, déi am stillen Kämmerlein gedoktert gouf, mee eng Reform, déi an enger partnerschaftlecher a konstruktiver Zesummenaarbecht mat de Gemengen iwwert déi lescht Joren entstanen ass. D'Struktur an d'Ausrichtung vum Pacte Logement 2.0, wéi en dann elo genannt gëtt, ass souwäit ausgeschafft, fir dass mer de legislative Prozess am Fréijoer kënnen ufänken. Well Dir wësst alleguerten, dass de Pacte Logement 1.0 d'nächst Joer ausleeft, nämlech den 31. Dezember 2020, an dass fir den 1. Januar 2021 natierlech d'Gemengen all frou sinn, wa mer en neie Pacte Logement hunn, well en och mat Sue verbonnen ass.

D'Consultatiounsdebatt vun haut erméglecht lech dann ze kritiséieren, ze proposéieren, gutt-zeheschchen, ze ënnerstetzen, awer och op deene richtege Punkten an deene richtege Froen och eng Äntwert ze liwweren.

Vläicht e Bilan nach kuerz zum 1.0, firwat mer iwwerhaupt net einfach weiterfuere an dofir awer eng méi déif gräifend Refonte muss maache vun deem, wat dosteet. De Pacte Logement 1.0 huet sécherlech de Gemengen de Logement méi no bruecht an en huet et fäerdegruecht, dass d'Gemenge sech awer mam Logement ausenanergesat hunn. Et war awer éischer eng quantitativ Ausrichtung a keng qualitativ Ausrichtung. Quantitativ, well et Sue gi si fir d'Gemengen: 400 Milliounen, déi natierlech och gebraucht goufe vun de Gemengen. An et ass och kee Virwurf un d'Gemengen, well d'Gesetz war deemools esou geschriwwen. Si hu se gebraucht, fir den Awunner entgéintzekomme mat deenen néidegen Infrastrukturen, wéi Kläranlagen, Maison-relais, Schoulen a wat alles derzougehéiert.

Eppes huet en awer verpasst, ze maachen: abordable Wunnum während där Phas och kënnen ze bauen, well och eng Rei reglementaresch Instrumenter, déi gläichzäitig mat op de Wee bruecht gi sinn, net richtig gegriff hunn.



Ech wëll der just zwee eraushuelen. Dat éischt ass dat, wat mer schonn oft hei diskutéiert hunn. Et ass dat vun deenen Taxes, wéi dat richteg heescht: „taxe annuelle spécifique sur certains immeubles“. De Leerstand zum Beispiel. Dat ass nëmme vu siwe Gemengen agefouert ginn. An och bei deene siwe gräift et net richteg. Dat heescht, mir hu mat deem Reglement e Problem.

Dat zweet, dat awer, mengen ech, identifizéiert ass, dat ass déi Zéng-Prozent-Reegel: d'Zéng-Prozent-Reegel, fir dass bei PAPen, also Projets d'aménagement particuliers, vun iwwer 25 Unitéiten 10 % sollten abordabel gebaut ginn. Et si wuel an der Period - an ech hunn nogekuckt - zwëschen 2008 an 2017 830 abordabel Wunnenge gebaut ginn iwwer Promoteurs privés. Leider si mer awer net sécher ..., a mir si scho bal iwwerzeegt dervun, well dat do och all Dag an der Zeitung ze liesen ass: Ganz vill vun deene Wunnenge sinn haut scho vum private Marché, leider, opgesueckelt ginn a si sinn net méi an der öffentlecher Hand, fir eeben erschwéngleche Wunnraum zur Verfügung ze stellen.

Eleng aus deem Grond muss mer an der Konkusioun soen, dass mer e méi kloren an e kohärente Kader wellen hunn.

Déi 10 % wäeren ideal, wa se an d'öffentlech Hand kéinte goen oder vun engem öffentleche Promoteur kéinten émgésat ginn, well éischtes si si de Garant derfir, wa se et richteg maachen, dass se abordabel kënnen ugebuede ginn an, zweetens, awer abordabel bleiwen. An dat, mengen ech, muss eis ze denke ginn.

An ech konnt an deene leschte véier Wochen ..., well ech war véier ènnerschiddlech Gemenge besichen, mat ènnerschiddleche Faarwen, eng Kéier mat engem CSV-Buergermeeschter, eng Kéier mat engem DP-Buergermeeschter, eng Kéier mat engem sozialistesche Buergermeeschter an eng Kéier mat enger grénger Buergermeeschtesch, fir eebe Wunnengsprojeten anzeweien oder Spuetestéch ze maachen. An alleguert vum deene véier Gemenge sinn higaangen an hu sech déi 10 % vun de Promoteuren ofkaf, fir eeben de Garant ze sinn, fir kënnen abordabele Wunnensraum ze schafen. Ech kann déi véier Gemengen och nennen. Ech ziele se einfach op, ouni Bewäertung: Hesper, Briddel, Stroossen an Déiferdeng. Dat sinn déi véier Gemengen, déi ech an deene leschter véier Woche besicht hunn.

An dofir, mengen ech, geet dat an déi richteg Richtung. Dat ass eng Richtung, déi mir wellen ennerstetzen, well se no der richteger Reegel geet, eng Approche, déi och längerfristeg ka Bestand hunn.

Här President, Dir Dammen an Hären, ech wëll dann op d'Schwéierpunkte vum Pacte Logement 2.0 agoen, Schwéierpunkten, déi de Gemengen dräi Zilsetzung ginn. Déi dräi Zilsetzung sinn: éischtes, bezuelbare Wunnraum schafen - an net verkafen -, zweetens, d'Mobilisation vum dem Potentiel foncier, an dréttens, d'Wunnqualität an de Quartieren an d'Luucht setzen.

Dofir maachen d'Gemengen eng Konventioun. Déi Konventioun soll hinnen d'Méiglechkeet ginn, dass de Staat hinnen dann awer och déi logistesche, awer och déi finanziell Géigeleschtung ubitt. Dofir mécht d'Gemeng eng kohärent Wunnensbaupolitik. Si mécht en Aktionsplang. D'Iddi ass jo entstanen aus dem Pacte Climat. Dofir hu mer déi Instrumenter geholl, fir se och an de Pacte Logement materianzel huelen. Dohier kennt och d'Iddi vun engem Conseiller, deen am Logement ennerwee ass, fir de Gemengen, insbesondere deene klengen, éischter entgéintzekommen, fir hinnen eebe bei den Demarchen ze hëllefen, fir dass dat weidergeet. An natierlech, ganz wichteg: déi Hëllefstellung um Finanziellen. Dofir sollen d'Subventiounen, d'Bausubventiounen och kënnen weidergoen.

Zu den eenzele Schwéierpunkte vläicht nach eng Kéier - bezuelbare Wunnraum schafen: Et ass eng qualitativ Approche, déi gewielt ginn ass. Mir hätte jo gär abordabele Wunnraum, da sollen déi Suen, déi iwwert de Pacte Logement 1.0 virdu gefloss sinn, och erëm beim Pacte Logement 2.0 fléissen, awer bezunn op déi Unzuel vun abordablem Wunnraum, deen an där Gemeng gebaut gëtt.

Dee brauch net vun der Gemeng gebaut ze ginn, dee kann och vun engem Private gebaut ginn. Dee kann awer och vun engem öffentlechen Träger gebaut ginn. Awer et ass kloer: Mir brauchen dat zillorientéiert, eng Obligation de résultat, géif ech gäre soen, fir déi qualitativ Approche ze kréien.

Da kréie se natierlech d'Suen, déi se och virdu kritt hunn. An déi Sue sollen dann och fir d'Infrastrukture kënnen gebraucht ginn. Awer ee Punkt: Énnert deenen dräi Infrastrukturen, an déi nach ka weider investéiert ginn - Schoulen an esou weider - ass de Vivre ensemble. Mir

wëssen, dass mer den öffentleche Raum och erëm méi attraktiv mussen gestalten. An dofir sollen déi Suen och an den öffentleche Raum investéiert ginn.

Mee et sinn net nëmme déi Suen aus dem Pacte Logement 2.0, déi zur Verfügung gestallt ginn! Dat gëtt oft vergiess! D'79er Gesetz gëtt haut schonn deels 75 % fir de Bau vun Häiser, déi vun der Gemeng gebaut ginn, oder am Flüchtlingsberäich bis 100 %, a fir d'Studente bis 100 %. Eis schwieft et vir, déi Subventiounen méi ze vereenheetlechen, dass et méi einfach gëtt, mee dass de Gemengen déi Suen awer weiderhin zur Verfügung gestallt ginn. An et ass dat de Géigepart och nach eng Kéier zu deene Suen, déi se kréie schonn iwwert de Pacte Logement 2.0.

Dofir maache mir och Hausaufgaben! De Logementsministère ass amgang, Hausaufgaben ze maachen - déi Froen, déi scho gestallt gi sinn: Wat ass abordabel? Wéi definéiere mer Abordabilitéit? -, a mir sinn intensiv amgang, dorun ze schaffen, fir lech an der Kommissioun fréizäitig am nächste Joer dat och ze presentéieren.

Et geet och net duer, wa mer abordabele Wunnensraum schafen, déi mussen och suivéiert ginn, déi Leit, déi an esou Wunnenge wunnen. Dofir gëtt e „bailleur social“ an d'Liewe geruff. Mir haten Diskussiounen op der Semaine du logement, wou mer iwwert de Bailleur social geschwat hunn, fir grad deene klengen Gemengen entgéintzekommen, fir deenen ze hëllefen, de Suivi social oder en anere Suivi nach ze maache vun deene Leit, déi an enger sozialer Wunneng, an enger Locatiounswunneng sinn.

Dat sinn déi Hausaufgaben, déi mir lech natierlech mussen presentéieren, wéi virdu gesot, och d'Harmonisierung vun de Subventiounen, déi ganz wichteg ass.

En zweete Punkt natierlech, deen zur Diskussioun steet, dat ass ganz kloer déi Reegelung vun deenen 10 %. Et gi Pisten, déi, mengen ech, muss eis eraushuelen. An ech mengen, wann et an d'öffentlech Hand geet zu engem korrekten Präis, misst et och kënnen funktionéieren, well mir hate Gesprécher des Woch nach oder d'lescht Woch mat der Chambre des Métiers an der Chambre des Artisans. Och de private Secteur, mengen ech, ass op der Sait, fir dass mer do eng korrekt, eng propper Léisung fannen, fir dat unzewinnen.

D'Inneministesche ass och amgang, nach hir Hausaufgaben ze maachen. Dir wësst, dass mam Remembrement ministériel e ganz wichteg Reglement muss kommen, fir dat emsetzen, respektiv Baulandvertrag, wat natierlech och nach amendéiert gëtt. An dofir mécht jiddweree seng Hausaufgaben esou, dass mer kënnen de Gemengen déi Instrumenter zur Verfügung stellen, fir dass et och funktionéiert. An dofir ass et un lech awer och, déi richteg Antworten hei ze ginn.

En drëttes Schwéierpunkt wëll ech awer och nach erwänen, well en awer wichteg ass, well mer iwwert d'Densitéit an de Quartiere schwätzen. Wa mer iwwert d'Densitéit schwätzen, wa mer iwwer Colocatioun schwätzen, wa mer driwwer schwätzen, méi Leit erëm an d'Wunnengen eranzehuelen, da muss d'Quartiersliewen nei gestalt ginn. Den Environnement muss mer och kucken. An dofir ass et wichteg, dass mer déi Wunnformen zesumme mat engem öffentleche Raum diskutéieren, deen erëm zréck muss kommen an d'Hand vun de Leit an net nëmme op den Auto orientéiert ass. Dat sinn Diskussiounen, déi mussen nach gefouert ginn - dat heescht, dat ass de Parkraummanagement, dat ass e Mobilitéitskonzept -, fir dass den öffentleche Raum erëm zesumme ka mat de Leit diskutéiert ginn.

Ech kommen dann zum Schluss vun deene grouse Punkten, déi virdu vu mir opgewise goufen, déi am Pacte Logement 2.0 zréckzefanne sinn, net ouni awer nach eng Kéier vun deem Fundament ze schwätzen, dat fir mech, fir eis awer ganz wichteg ass, well wa mer dat Fundament net richteg maachen, da kréie mer Réss an d'Mauern. A Réss an der Gesellschaft ass net gesund. An dofir solle mer kucken, en öffentleche Wunnraum - wéi et en a villen europäesche Stied, wéi et en an engem Land wéi Holland, wat e liberaalt Land ass, gëtt, wat aner Länner schonn op de Wee ginn hunn -, e gewëssene Stack un abordablem Wunnraum an der öffentlecher Hand ze maachen.

Dat ass d'Fundament, mengen ech, vun enger Cohésion sociale an et ass och e Fundament vun engem sozialen Ausgleich. Et ass elo natierlech u jiddwenger Partei, ze definéieren: Wéi wäit kënnen mer an deem Beräich goen? Wéi wäit huele mer dat op, fir kënnen - gemeinsam, mengen ech - am Januar, Februar och eng Léisung ze fannen, fir dass mer de Pacte Logement op den Instanzewe kënnen ginn?

Mir zwee si prett. Mir sinn am meeschte gefuert. Mee net nëmme mir zwee aus der

Regierung, alleguert d'Memberen aus der Regierung si gefuert, och de Finanzminister, dee jo déi néideg Suen zur Verfügung stellt, fir och déi néideg Terraine kënnen ze kafen. Och am Steierdossier wäerte mer sécherlech déi eng oder déi aner Korrektur mussen maachen, fir ewech vun der Demande-, hin zu der Offerpolitik ze kommen.

An natierlech, d'Gemenge brauche mer! A mir wäerten de Pilgerstab huelen, fir bei d'Gemengen ze goen an d'Gemenge mat an d'Boot ze huelen. Well d'Fro stellt sech, an dat ass déi, déi am Raum steet: Sinn et 3,5 %, sinn et 5 % oder sinn et 10 % vun abordablem Wunnraum, dee mer an den nächste 5, 10 oder 15 Joer wëlle maachen? Dir hutt dann d'Wuert, fir eis d'Zoustëmmung ze ginn, ze kritisieren oder konstruktiv Verbesserungsvirschléi ze maachen, fir kënnen an deem Sënn weiderzegoen. Zesummen, mengen ech, kéinte mer et packen.

Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien !

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci dem Wunnensbauminister Henri Kox. Als éischte Riedner ass den honorablen Här Marc Lies agedroen. Här Lies, Dir hutt d'Wuert.

**Débat**

► **M. Marc Lies (CSV).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, Merci fir d'Wuert. Mir diskutéieren haut op en Neits iwwert d'Suergekand Nummer 1 an eisem Land, de Wunnensbau.

Virun eelef Joer huet déi deemoleg CSV/LSAP-Regierung sech schonn eng sëlliche Gedanken iwwert de Wunnensbau hei am Land gemaach. Mat dem Pacte Logement 1.0 goufen am Joer 2008 eng sëlliche Pisten opgezeechent, fir diesem Emstand an der Problematik um Wunnensmaart Rechnung ze droen. Just war d'Situatioun deemools bāi Wäitem nach net esou dramatesch wéi haut.

Den Ennerscheid vun deemools op haut: Deemools ass probéiert ginn, ze agéieren, an et gouf probéiert, un der Situatioun eppes ze änneren. Iwwert déi lescht sechs Joer si keng nei Akzenter am Beräich vum Wunnensbau gesat ginn, ausser awer enge sëlliche handwierkleche Feeler.

Et ass net gradesou wéi de Minister virdu gesot huet, datt d'Virkaufsrecht oder de Bail emphytéotique iwwer 99 Joer iwwert déi lescht Joren net schonn ugepasst gi wäeren, dat heescht, wéi dat an der Zäit war, datt no 10 oder no 15 Joer eng Wunneng un fraie Maart konnt verkaaft ginn. Et si Promoteurs publics, entre autres och d'SNHBM, déi dat scho méi laang praktizéieren, datt d'Wunnengen dann awer sollen op 99 Joer iwwer Bail emphytéotique geholl ginn an datt och iwwer 99 Joer d'Virkaufsrecht gezu gëtt.

Scho virun eelef Joer, fir zréckzekommen op de Pacte Logement 1.0, war deemools dem jonken Deputéierte Xavier Bettel de Wunnensbau net besonnesch wichteg. Bis haut huet sech un dës Tatsaach leider net vill geännert, wat mer am leschten État de la nation dann och gesinn hunn. Den Här Bettel war deemools vun zwielef méigleche Kommissiounssetzungen just fënefmol present. Dat nennt e sech wierklech un engem Sujet inspiréieren an interesséieren!

► **Plusieurs voix.** - O!

**(Brouhaha)**

► **M. Marc Lies (CSV).** - Bei der Debatt iwwert de Pacte Logement ass den Här Bettel dem CSV-Sprièrecher 17-mol an d'Wuert gefall, ouni sech awer konstruktiv un der Diskussioun wellen ze bedeelegen, ...

**(Interruptions et coups de cloche de la présidence)**

... ausser deenen Aussoen: „Wann et keng Penurie am Logement géif ginn, da missten d'Leit net op ee Logement wéi op waarm Bréidercher waarden. An et ass net mat deem Päckelche Logement, deen Dir elo hei maacht, wou dat sech wäert änneren. Ee Jonken haut geet iwwert d'Grenz wunnen, dee geet op Thionville, dee geet op Tréier oder an d'Belsch wunnen.“

O wéi wouer, Här Bettel, wann een d'Situatioun vun haut kuckt!

D'Situatioun haut: Sechs Joer Regierung enner Féierung vum Xavier Bettel, während sechs Joer ass legislativ net ganz vill geschitt, ausser deene Propositions oder Projets de loi, déi nach am Tirang vun de Virgängerregierung louchen.

Ech huelen hei d'Subvention loyer, ech huelen awer och déi berüümt-berüchtigt Klimabank. Dat war den „habitat durable“, deen de Marco Schank nach preparéiert huet. Alles Propositionen, déi an deem Tirang, dee jo anscheinend eidel war, louchen!

Déi lescht sechs Joer ass de Prix moyen bei den Appartementer am Bestand vu 4.323 Euro de

Meterkaree op 5.627 Euro de Meterkaree, also ëm 30 % an d'Luucht gaangen. D'Loyere sinn iwwert déi lescht Joren dramatesch an d'Luucht gaangen. Am Joer 2017 louch de Loyer annoncé pro Meterkaree an der Moyenne nach bei 19,91 Euro. Haut läit en, zwee Joer duerno, bei 26 Euro an der Moyenne. Dat sinn iwwer 30 % innerhalb vun zwee Joer!

D'Salairé si bāi Wäitem awer net am selwechte Mooss an d'Luucht gaangen. Iwwer zéng Joer gesinn, sinn dat vläicht 10 % an der Moyenne. Well et hautzudaags ëmmer méi schwéier gëtt, opgrond vun neie Reglementatiounen a Gesetzgebungen, fir en Immobiliékredit ze kréien, wéilt ech gār folgend Motioun erareechnen, an där mir d'Regierung opfuere, d'Garantie de l'État vun aktuell 148.691 Euro an deenen nächste Joren drastesch an d'Luucht ze setzen.

**Motion 1**

*La Chambre des Députés,*

- constatant l'augmentation constante des prix des logements ;

- constatant que l'accès à la propriété des ménages à revenus modestes tels les jeunes devient de plus en plus difficile et que le principal obstacle à l'accession à la propriété réside dans l'impossibilité de constituer un apport personnel suffisant ;

- constatant que de plus en plus de jeunes se voient refuser des crédits auprès des établissements bancaires ;

- prenant acte des exigences grandissantes des banques en termes de garanties ;

- rappelant que l'État peut aider à garantir un prêt hypothécaire, si un ménage n'a pas assez de garanties propres pour obtenir auprès d'un établissement financier le crédit nécessaire pour la construction, l'acquisition ou l'amélioration d'un logement ;

- estimant que ce dispositif facilite l'accession à la première propriété des jeunes ménages dont les ressources ne permettent pas ou difficilement l'acquisition d'un logement sur le marché privé ;

- prenant acte que le montant maximal de la garantie de l'État ne peut dépasser la somme de 148.691,76 € (correspondant en 2018 à l'indice moyen annuel de 793,02 de l'indice des prix de la construction) ;

- estimant que ce seuil maximal s'avère insuffisant afin de permettre aux ménages défavorisés ou à revenus modestes d'accéder à un logement décent,

invite le Gouvernement

- à revoir les conditions de l'octroi de la garantie de l'État pour l'acquisition d'un logement destiné aux particuliers et à augmenter considérablement le montant maximal pour l'achat d'un premier logement.

(s.) Marc Lies, Emile Eicher, Félix Eischen, Marco Schank, Serge Wilmes.

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci.

► **M. Marc Lies (CSV).** - Dir Dammen an Dir Hären, deemools virun eelef Joer hunn d'Leit op eng Wunneng wéi op waarm Bréidercher gewaart. Jo, haut sti se souguer awer nuets schonn op a stelle sech an d'Rei, fir iwwerhaapt eng abordabel Wunneng ze kréien! Ech mengen net, datt nuets schonn eng Persoun opsteet, fir sech e waarmt Bréidchen ze kafen, ausser dem Bäcker, deen et muss baken. Dat nennt ee sechs Joer verfeelte Logementspolitik!

Den haitege Logementsminister Henri Kox stoung 2008 och hei op der Tribün um Riednerpult. Hien huet sech deemools awer anscht wéi eise Premier vun haut mat der Thematik ronderem de Wunnensbau beschäftigt. Hei e puer Aussoe vum Henri Kox vu virun eelef Joer: „Besonnesch den éischten Deel vun deem Gesetz läit eis schwéier um Mo. Mir gesinn am Pacte mat de Gemengen net d'Léisung, mee éischter en zousätzleche Problem. Dir dréckt och nach déi ganz Responsabilitéit vun der Wunnensbauproblematik op d'Gemengen.“

Dat sinn dach awer interessant Aussoen!

„Dëst Gesetz kann och fir déi gréng e gutt Gesetz ginn, wa mer de Pacte mat de Gemenge ganz ewechloossen an eis op déi weesentlech Instrumenter vun der Wunnensbauoffensiv konzentréieren. Mat dem Pacte Logement versicht de Staat, de Gemengen déi gesamt Responsabilitéit vum Wunnensbau zouzeschousteren.“ Zitatende vum Henri Kox!

Lauschtert een d'Aussoe vun der Regierungspartei vun haut, wann et dann drëm geet, wat d'Responsabilitéit vun de Gemenge soll sinn, ech mengen, dann ass d'Appreciatioun sécherlech eng ganz aner, wéi dat nach virun eelef Joer de Fall war.

**(Interruption)**

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de Pacte Logement vun 2008 ass eigentlech a sechs verschidde Kapiteln ze deelen. De Pacte Logement gouf am Joer 2008 ëmgesat, fir eng Rëtsch Äntwerten op déi problematesch Situation um Wunnengsmaat ze ginn. Et goufe verschidden Elementer ëmgesat, déi haut nach hir Wichtigkeet hunn a parteiwwergräifend och net a Fro gestallt sinn. Ech wëllt déi wichtegst Punkten eng Kéier kuerz ervirhiewen:

Éischtens, d'Ënnerstützung vun de Gemengen, déi finanziell ënnert d'Aerm gegräff kréien, wann déi jeeweileg Gemeng ëm 1 % am Joer wíisst.

Zweetens, mam Virkafsrecht fir Staat a Gemenge gouf eng Komponent agefouert, déi derfir Suerg sollt droen, datt d'effentlech Hand verstärkt a méi schnell un Terrainen sollt kommen, fir an Zukunft abordabele Wunnraum kënnen ze schafen. Mam Omnibusgesetz gouf dës Komponent vum Virkafsrecht och op Terrainen innerhalb vum Perimeter ausgeweit.

Drëttes, 10 % vun der Fläche sollte si fir Logement à coût modéré.

Viertens, de Bail emphytéotique an den Droit de superficie goufen ugepasst.

Fënneftens, d'Afféiere vu spezifeschen Taxen, déi vun de Gemengen erhuewe kënnen ginn.

Sechstens, Steierexemptiounen beim Verkauf vun Terrainen un d'effentlech Hand.

De Wëlle war och deemools do, fir der sozialer Mixitéit flächendeckend méi Gewicht ze ginn.

Bei der éischter Moossnam geet et ëm d'Fixatioun vun der finanzieller Bedeelegung vum Staat un d'Gemengen. Hei goufe spezifesche Konditiounen mat engem Wuesstum vun op d'mannst 1 % pro Joer gesat.

Bei der zweeter Moossnam vun deemools ass et ëm d'Virkafsrecht gaangen, wien e Virkafsrecht op wellechen Terrainen sollt kréien. D'Responsabilitéit vum Nottär gouf ënner anerem och bestëmmt. Eng Rëtsch vu Komponente goufen agefouert, ënner wat fir enge Konditiounen dës Virkafsrecht sollt spillen.

Schonn deemools huet d'Logementskommissioun sech Gedanken iwwert d'Notze vun Terrainen, déi adjacent zum Perimeter leien, gemaach. Déi Terrainen, déi un den aktuelle Perimeter ugrenzen, wiere vu grousser Wichtigkeet fir déi zukünfteg Entwécklung vun eisen Uertschaften, fir déi de Staat, d'Gemengen an d'Promoteurs publics eng grouss Responsabilitéit droen.

„D'Kommissioun mengt, datt et onverantwortlech géintiwwer den zukünftige Generatiounen wier, d'Urbanisierung an den Developpement vun eise Gemengen exklusiv de private Promoteuren ze iwwerloossen.“ Zitat: Norbert Hauptert. Duerfir d'Wichtigkeet, e Virkafsrecht op dësen Terrainen ze assurieren.

D'Virkafsrecht muss haut awer nees eng Kéier ugepasst ginn, well et stellt ee fest, datt probéiert gëtt, d'Gesetzgebung ze ëmgoen. Et ass feststellen, datt oft am Virus an Akkont gefrot gëtt, ier datt duerno definitiv aktéiert gëtt.

Et sinn awer och aner Beispiller, wou sech dann de Promoteur eenegt mat dem Vendeur vum Terrain, fir eventuell herno iwwer eng Wunneng, déi dësen dann zur Dispositioun gestallt kritt, dat Ganzt och ze ëmgoen. Duerfir ass et wichteg, datt dës Gesetzgebung an deenen nächste Méint ugepasst gëtt, well hei verléiert d'Gemeng ee wichtige Virdeel, fir kënnen un Terrainen ze kommen.

Déi viregt Logementsministesch, d'Madamm Tanson, hat viru Méint och schonn annonciert, eppes wëllen un dësem Ëmstand ze maachen. An ech wëllt och hei den zoustännege Minister Kox froen, ob dës nach ëmmer esou ass, fir onbedéngt hei am Beräich vum Virkafsrecht ze legiferieren.

► **Une voix.** - Très bien !

► **M. Marc Lies** (CSV).- Léif Kolleeginnen a Kollegen, d'CSV ass haut méi wéi iwwerzeegt dovun, datt Terrainen, déi ausserhalb vum Perimeter leien an direkt un dës Grenzen a potenziell Entwécklungsfläche fir d'Zukunft wieren, onbedéngt reglementéiert mussen ginn, ier eng Upassung vum PAG gemaach gëtt. De Staat, d'Gemengen an d'Promoteurs publics mussen zu engem gudden Deal an de Genuss vun dëser Fläche kommen, fir an Zukunft abordabele Wunnraum kënnen ze schafen.

Aus dësem Grond wëllt ech eng zweet Motioun erareeche, wou bei all Ëmklasséierung vun Terrainen ab 50 Ar, déi ausserhalb vum

Perimeter leien an direkt un de Perimeter grenzen, also direkt kéinte bebaut ginn, awer och stättebaulech vun Notze wären a souwuel iwwer eng „modification ponctuelle“ vum PAG wéi iwwer de Plan sectoriel « Logement » wéi iwwer POS zu Bauland ginn, mussen minimal 30 % fir den abordabele Wunnengsbau reservéiert ginn.

**Motion 2**

*La Chambre des Députés,*

- constatant que le Luxembourg doit faire face à une croissance démographique exceptionnelle, alors que l'augmentation de l'offre de logements reste très modérée ;

- estimant que la pénurie de logements abordables et de logements locatifs sociaux représente un des principaux défis auxquels le Luxembourg est confronté et touche de plus en plus de ménages ;

- constatant, en effet, d'une part, que le nombre de logements pour les ménages à revenu modeste n'a pas augmenté de manière satisfaisante et que, d'autre part, même les ménages de la classe moyenne éprouvent de plus en plus de difficultés à se loger à des prix raisonnables ;

- estimant que la politique doit assumer sa responsabilité et prendre des mesures supplémentaires pour affronter l'insuffisance persistante de logements abordables ;

- estimant que des quotes-parts de logements à coût modéré respectivement de logements locatifs à construire devraient être fixées au niveau des plans d'aménagement particuliers « nouveau quartier » suite à une modification ponctuelle du plan d'aménagement général à des fins de logement ;

- estimant que ces quotes-parts devraient être fixées au niveau de la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain ;

- précisant que les terrains auxquels les quotes-parts devraient s'appliquer sont les terrains qui présentent des facilités d'aménagement plus larges par rapport à des terrains bâtis, situés dans les zones de développement, les zones à restructurer, les zones de réserves foncières et des terrains bordant le périmètre extérieur des agglomérations et reclassés suite à une modification ponctuelle du plan d'aménagement général ;

- estimant que les terrains qui seraient réservés à des logements à coût modéré respectivement à des logements locatifs et des logements locatifs avec option d'achat devraient être cédés soit à l'État, soit aux communes ou à des promoteurs publics ;

- estimant que les nouvelles dispositions sont censées accroître sensiblement l'offre en logements abordables,

invite le Gouvernement

- à intégrer au niveau de la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain une nouvelle disposition qui prévoit que pour chaque plan d'aménagement particulier « nouveau quartier », suite à une modification ponctuelle du plan d'aménagement général à des fins de logement :

\* 70% de la surface construite brute à dédier au logement sont réservés à des logements qui peuvent être réalisés par des promoteurs privés et peuvent être librement vendus sur le marché privé ;

\* 30% de la surface construite brute à dédier au logement sont réservés à des logements à coût modéré respectivement à des logements locatifs et des logements locatifs avec option d'achat qui peuvent être réalisés par les communes et/ou les promoteurs publics ;

- à préciser que les terrains qui sont réservés à des logements à coût modéré respectivement à des logements locatifs et des logements locatifs avec option d'achat doivent être cédés soit à l'État, aux communes ou aux promoteurs publics, et ce à un prix juste et équitable qui est à fixer dans une convention à conclure entre le cédant et le cessionnaire ;

- à prendre les mesures nécessaires afin de modifier les textes en question.

(s.) Marc Lies, Emile Eicher, Félix Eischen, Marco Schank, Serge Wilmes.

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci.

**(Brouhaha)**

► **M. Marc Lies** (CSV).- Ech huelen och hei d'Beispill vu menger Gemeng, wou mir wollten 1,8 Hektar elo am Kader vun der Refonte ëmklasséieren, fir genau do och abordabele Wunnraum ze schafen. Leider krute mer vusaite vum Ëmweltministère e Refus, fir dës Terrainen ëmzeklasséieren. Hei ass d'Gemeng awer haut schonn zu 76 % Proprietär gewiescht an et wier einfach gewiescht, op dës Parzellen an deenen nächste Joren zu dräi Véierelele abordabele Wunnraum ze schafen. Duerfir ass et wichteg,

datt an Zukunft och d'Méiglechkeet besteet, datt eben direkt adjacent zum Perimeter och do ëmklässiert ka ginn, fir dësem Notze vum abordablem Wunnraum Rechnung kënnen ze droen.

Am Punkt 3 vum Pacte Logement huet de Gesetzgeber deemools drop insistéiert, datt déi 10 % Logement à coût modéré géint d'Opposition vum Staatsrot sollten an d'Gesetz geschriwwen ginn. Deemools sollten dat 10 % iwwer eng Bruttofläch vun engem Hektar Bauland sinn. D'Omnibusgesetz huet dës ugepasst op d'Lotissementer, wou 25 Wunnengen ëmgesat ginn, datt dann 10 % vun der Surface constructible brute mussen fir abordabele Wunnraum genotzt ginn. Hei stellt sech d'Fro, ob dësen Taux vu 25 Wunnengen net och no ënne kéint oder misst ugepasst ginn.

Innerhalb vum Bauperimeter muss dës sozial Mixitéit onbedéngt applizéiert ginn. De Logement à coût modéré muss haut a muer och als abordabele Wunnraum ugebueden ginn. Aus dësem Grond wëllt ech am Numm vun der CSV-Fraktioun eng drëtt Motioun erareeche, wou et dann ëm dës 10 % innerhalb vum Bauperimeter geet.

**Motion 3**

*La Chambre des Députés,*

- constatant que la loi du 3 mars 2017 dite « Omnibus » a modifié l'article 29, paragraphe 2, alinéa 4 de la loi modifiée du 19 juillet 2004 en arrêtant une quote-part de logements à coût modéré destinés au logement social et qui doivent être construits dans les lotissements couverts par un PAP « nouveau quartier » ;

- constatant que l'article en question prévoit que si le nombre total de logements dans un lotissement couvert par un PAP « nouveau quartier » est supérieur à 25 unités, au moins 10 pour cent de la surface construite brute à dédier au logement sont réservés à la réalisation de logements à coût modéré ;

- estimant que ce taux s'avère non adapté pour parvenir à une réelle augmentation de l'offre de logements abordables,

invite le Gouvernement

- à revoir l'article 29, paragraphe 2, alinéa 4 de la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain en augmentant la quote-part des logements qui doivent être réservés à la réalisation de logements à coût modéré à au moins 20 % afin de réserver dans un PAP « nouveau quartier » une plus grande surface au logement social ;

- à diminuer le seuil du nombre d'unités de logement minimal à partir duquel au moins 20 pour cent de la surface construite brute à dédier au logement devraient être réservés à la réalisation de logements à coût modéré à 15 unités ;

- à élaborer une convention type à conclure entre la commune et l'initiateur du projet PAP « nouveau quartier » précisant entre autres les conditions de réalisation des logements à coût modéré et le prix de vente respectivement de location de ces logements ;

- à prendre les mesures nécessaires afin de modifier le texte en question.

(s.) Marc Lies, Emile Eicher, Félix Eischen, Marco Schank, Serge Wilmes.

► **Une voix.** - Très bien !

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci.

► **M. Marc Lies** (CSV).- Bei all PAP « nouveau quartier » mussen ab engem Bau vu 15 Wunnengen 20 % vun de Wunnengen ënner abordabele Konditiounen ëmgesat ginn, andeems am Virus iwwer eng Konventioun definéiert gëtt, zu wat fir engem Präis datt dës Wunnenge mussen verkaaft oder verloung ginn. D'Gemenge sollten hei eng Convention type vusaite vum Innenministère zur Verfügung gestallt kréien, wou d'Konditiounen landeswäit sollen definéiert sinn.

Beim véierte Volet, der Emphyteose an dem Droit de superficie, goufen déi jeeweileg Rechter a Flichte festgeluecht. Et gëtt och festgehalten, wat um Ënn vum der Emphyteose respektiv dem Droit de superficie mat deene Konstruktiounen geschitt, déi den Emphytéote respektiv de Superficiaire op deem gelounten Terrain opgericht huet. De Pacte Logement gesäit och e Virkafsrecht fir béid vir, am Fall wou den Terrain virum Ënn vum Kontrakt verkaaft gëtt.

Ënnert dem Punkt 5 kënnen d'Gemenge spezifesche Taxen aféieren, beispillsweis iwwert de Leerstand vu Wunnengen an op Terrainen, déi net bebaut sinn. Datt dës net esou evident ass, beweist déi aktuell Applikatioun. D'CSV-Fraktioun ass aus dësem Grond der Meinung, datt eng national Spekulationssteuer op onbebauten Terrainen iwwert de Staat muss agefouert ginn.

Erausgehale gi mussen hei natierlech d'Terrainen, déi fir d'Kanner reservéiert si respektiv

fir gewerblech Aktivitéiten, an awer och d'Landwirtschaft soll aus dëser Spekulationssteuer erausgehale ginn.

Ech erënneren hei nach eng Kéier un d'Motioun, déi d'CSV am Kader vun der Debatt iwwert den État de la nation deposéiert huet, déi leider awer vun der Majoritéit ofgeleent ginn ass.

Verwonnelech war et dunn, datt e puer Woche méi spët den LSAP-Spriecher iwwert de Wunnengsbau, den Yves Cruchten, d'Spekulationssteuer nees eng Kéier an d'Gespräch bruecht huet. De Premier Bettel an engem Interview virum e puer Deeg am „Lëtzebuerger Land“ huet sech awer nach eng Kéier ganz kloer dergéint ausgeschwat, datt also dann dee Moment keng Spekulationssteuer soll kommen op Bauland.

Hei stellt sech wierklech d'Fro: Wat wëllt dës Koalitioun an dësem Beräich maachen? A wat fir eng Richtung wëll se goen?

**(Interruption par M. Franz Fayot)**

Här Fayot, ech menge schonn.

**(Interruptions)**

Am leschten a sechste Punkt gëtt de Volet vum verbëllte Wunnraum behandelt, well et eis wichteg ass, datt de privaten Investisseur/Promoteur och d'Méiglechkeet soll kréien, beim abordabele Wunnengsbau matzewierken, nottamment beim Bau vu Mietwunnengen. A well och méi Entrepreneuri doriwuer nodenken, fir hire Salariéen an Zukunft eng Mietwunneng à disposition ze stellen, wëllt mir gär folgend véiert Motioun erareeche.

**Motion 4**

*La Chambre des Députés,*

- constatant que la loi modifiée du 25 février 1979 concernant l'aide au logement prévoit des subventionnements étatiques pouvant atteindre jusqu'à soixante-quinze pour cent du prix de construction ou d'acquisition de logements destinés à la location qui sont créés par des promoteurs publics ;

- constatant que les promoteurs privés ne peuvent pas profiter de ces aides ;

- constatant que le besoin actuel en logements locatifs à bas loyer ne cesse de croître ;

- estimant que les retards accumulés dans ce domaine ne peuvent être rattrapés sans une collaboration renforcée avec le secteur privé ;

- estimant qu'il est dès lors primordial que les investisseurs/promoteurs privés qui font réaliser des projets subventionnés puissent également bénéficier des aides étatiques ;

- estimant cependant que l'octroi et l'importance des aides de l'État devraient être assortis d'une série de conditions et d'obligations qui reposent sur une convention à conclure avec le ministre ayant le logement dans ses attributions ;

- précisant que le montant maximal de l'aide étatique pour la construction de logements à coût modéré destinés à la location est plafonné à 15 % du prix de construction ou d'acquisition et ne pourra dépasser 100.000 euros par logement ;

- précisant que le bénéficiaire de l'aide étatique doit s'engager à appliquer aux logements locatifs créés le régime de la gestion locative sociale (loyer maximal de 10 €/m<sup>2</sup>) pendant au moins 25 ans,

invite le Gouvernement

- à étendre le bénéfice des aides étatiques aux promoteurs privés qui investissent dans le logement locatif subventionné ;

- à prendre les mesures nécessaires afin de modifier les textes en question.

(s.) Marc Lies, Emile Eicher, Félix Eischen, Marco Schank, Serge Wilmes.

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci.

► **M. Marc Lies** (CSV).- De privaten Investisseur/Promoteur soll och op Hëllef vum Staat kënnen zréckgräifen, wann hien dës Wunnenge während op d'mannst 25 Joer net verkafen deet an e maximale Loyer vun 10 Euro op de Meterkaree froe géif.

Léif Kolleeginnen a Kollegen, de Pacte Logement vun 2008 huet ënner anerem och festgehalten, datt, wann d'Bauflicht net agehale gëtt, eng spezifesche Tax kéint agefouert ginn. D'Baulandvertrag, déi nach an der Prozedur sinn, dierfen och hei net all d'Äntwerten op dës Fro ginn.

Mat der Upassung vun der Grondsteuer gouf d'Basis geluecht, fir onbebaut Terrainen méi héich ze besteieren. D'Kategorie B1 bis B6 hunn de Gemengen zanterhier d'Méiglechkeet ginn, bebaut an onbebaut Terrainen anescht ze berechnen. Am Kader vun der leschter Debatt iwwert de Wunnengsbau am Mäerz 2018 huet d'CSV eng Motioun vun de Majoritéitsparteie matgedroen, an där d'Regierung opgefuerdert ginn ass, eng Rëtsch vu Punkte schnellstméig-



leech ëmzesetzen. 22 Méint no dëser Debatt muss ee feststellen, datt, wéi ëmmer an deene leschte Joren, wann et ëm de Wunnengsbau gaangen ass, et gréisstendeels bei enger Absichtserklärung bliwwen ass.

Duerfir fuerdere mir d'Regierung nach eng Kéier op, schnellstméiglech ze legiferéieren an deene jeeeweiligen Dispositiounen Rechnung ze droen, déi och deemools an där Motioun scho gefrot gi sinn.

Nodeems d'CSV-Fraktioun am Débat sur l'état de la nation an och elo just schonn eng sëlliche Propositione gemaach huet, déi dem abordabele Wunnengsbau hei zu Lëtzebuerg kéinten zeguttkommen an och an d'Gesetz vum Pacte Logement 2.0 géife passen, wéilt ech gar zousätzlech Iddie vusäite vun der CSV developéieren.

D'CSV-Fraktioun huet schonn 2015 derfir plädiéiert, fir de privaten Entrepreneur beim Bau vun abordabele Wunnengen, zesumme mat de Gemengen, verstärkt mat an d'Boot ze huelen. Den Terrain bleift virun am Besët vun de Gemengen, de Verkaf fënnt zu deene selwechte Konditiounen, iwwer Erbpachtvertrag a Virkafsrecht, wéi bei de Promoteurs publics statt. D'Locatioun vun dese Wunnenge kéint iwwer eng nei sozial Wunnfërdergesellschaft, beispillsweis mat dem Numm „myLogement“ ëmgëtt ginn. Dës Agence ass da responsabel fir de komplette Suivi, an dëst an enker Zesummenaarbecht mat der jeeeweileger Gemeng, dem Office social aus där jeeeweileger Gemeng. Dëst kann natierlech och iwwer Syndikater vu Gemengen an Offices sociaux lafen.

Dës Wunnfërdergesellschaft kéint d'Basis vu staatlecher, kommunaler a privater Kollaboratioun ginn, esou wéi et och am Pacte Logement 2.0 ugeduecht ass. Dës Form vun Zesummenaarbecht wier eng Win-win-Situatioun fir jiddwereen. Eischtens kéint d'Offer u Wunnengen ënnert dëser Form vun Zesummenaarbecht méi schnell an d'Luucht gedriwwen ginn. Zweetens wier assuréiert, datt de private Constructeur iwwert déi nächst Jore mat Aarbecht versuergt wier.

Mir stellen zurzäit awer leider fest, datt Leit am Handwerk feelen an datt et leider net genuch Léierplazen hei am Land gëtt, fir d'Handwerk ze férdere.

Aus dësem Grond deposéieren ech eng nächst, fënnelt Motioun, fir d'Regierung opzufuerderen, eng méi grouss schoulesch Offer an dësem Beräich uechtert d'ganz Land unzëbeden.

Motion 5

La Chambre des Députés,

- constatant une pénurie en main-d'œuvre au Luxembourg ;

- rappelant une étude récente de la Chambre des Métiers qui a estimé le besoin total en main-d'œuvre de l'artisanat pour les douze mois prochains à 9.400 salariés ;

- constatant que le secteur de la construction à lui seul a besoin de plus de 5.000 salariés ;

- constatant que seul le Lycée Josy Barthel Mamer offre des formations professionnelles dans les métiers du bâtiment tels maçon, carreleur, plafonneur-façadier ;

- déplorant que l'offre de la formation professionnelle de base - maçon au Lycée Edward Steichen Clervaux ne soit prévue que pour l'année scolaire 2023-2024 faute d'ateliers adéquats sur le site scolaire,

invite le Gouvernement

- à définir en concertation avec les milieux professionnels une stratégie ayant pour but de combler à court et à moyen terme la pénurie en main-d'œuvre au Luxembourg ;

- à augmenter voire développer l'offre scolaire dans les métiers du bâtiment dans les quatre régions du pays ;

- à promouvoir l'image de l'artisanat auprès des jeunes ;

- à sensibiliser les jeunes pour les métiers artisanaux et ce dès le plus jeune âge.

(s.) Marc Lies, Emile Eicher, Félix Eischen, Marco Schank, Serge Wilmes.

► Plusieurs voix.- Très bien !

► Une voix.- Richteg!

► M. Fernand Etgen, Président.- Merci.

► M. Marc Lies (CSV).- En aneren Usaz ass dee vun engem Masterplang fir d'Gemengen, deen d'CSV-Fraktioun 2018 an der Debatt och hei gefuerdert huet mat folgenden dräi Schwéierpunkten: Opkaf vun Terrainen, Planifikatioun a Viabilisatioun vun diesen Terrainen, Exploitatioun a Gestiou vun de Wunnengen.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech wéilt dësen Exercice nach méi kloer ëmräissen a pragma-

tesch Pisten opzeechnen, wéi dese soi-disant Masterplang mat de Gemengen zesummen ëmgëtt kéint ginn. Et gëtt vusäite vum Logementsministère, souwuel vun dësem Logementsminister wéi och vun de viregte Logementsministeren, ëmmer nees drop verweisen, datt bei de Gemengen dat gréisst Potenzial läit, fir den aktiven effentleche Wunnengsbau ze bedreiwen. De Staat legiferéiert an an de Gemenge spillt d'Musek, esou kéint een den Istzoustand duerstellen.

Eis Gemengen hunn eng grouss Autonomie, wat d'Entwécklung vun hirer Gemeng ueget. Dëst ass och gutt esou a mécht d'Gemengen nieft dem Staat zu enger wichteger Instanz an eise Land. Elo ass et awer leider esou, datt opgrond vun der Gemenglandschaft an der Gréisst vun deene jeeeweilege Gemengen net all Gemeng déi selwecht Méiglechkeet huet, wat beispillsweis d'Finanzkraaft oder awer och d'Personalkraaft ueget.

Aus dësem Grond ass et wichteg, datt sech d'Gemengen zesummendinn, fir ebenen des Masse critique ze schafen, wou si d'Méiglechkeete kréien, deem dach groussen Aufgabebereich, deen u si gestallt gëtt, nozekommen. D'Territorialreform oder d'Landesplanung spillen heibäi eng wichteg Roll, wéi mir eis weiderentwéckele wëllen oder sollen. Datt d'Ëmsetzung heivun net esou einfach ass, dierft eis och alleguerte bekannt sinn.

Ech wéilt zréck op de Wunnengsbauprogramm an de Gemenge kommen, wou et drëm geet, „step by step“ déi jeeeweileg Moossnamen ze ergräifen, fir an Zukunft méi Offer an all Beräich vum Wunnengsmaart ze schafen. Datt sech dëst net mat engem eenzegen Handschlag realiséiere léisst, dierft och kloer sinn. Et geet awer elo drëm, fir alleguer déi rechtlech a gesetzlech Dispositiounen, déi et gëtt, ze bündelen an an eng uniform a kohärent Struktur ze geissen, fir den Challenge Wunnengsbau a Wunnengsmaart unzegoen.

Mat dem éischte Step, dem Opkaf vun Terrainen, geet et natierlech bei all Projet un. De Staat oder d'Gemengen hunn net genuch Baulandreserven, dat ass deen éischte Constat, deen ze maachen ass. Datt an de kommende Joren, Jorzénge verschidden Industriebroochen, déi zwëschenzäitlech am Besët vun dem Staat, de Gemengen oder verschiddene Promoteurs publics sinn, valoriséiert a bebaut ginn, ass natierlech ze begreissen.

Oppasse muss ee bei dese Projeten awer, datt déi sozial Mixitéit net verluer geet. E gesonde Mix tëscht Commerce, effentlechen Arichtungen, Gréngflächen, subventionéiertem Wunnengsbau, sozialem Mietwunnengsbau a private Wunnenge wier dréngend rotsam, sou datt keng Gettoisierung ka stätfannen.

An der Reegel sollt an eise Gemengen eng kohärent a konsequent Duerchmischung vun alle Bevölkerungsschichten ugestriift ginn. Dat suergt fir eng sozial Kohäsion an och fir déi néideg Integratioun. Beim Erstelle vun neie PAPP sollt déi effentlech Hand konsequent derfir suergen, datt dësem soziale Mix Rechnung gedroe gëtt.

Wéi déi 10 % Bruttogeschosfläch fir Logement à coût modéré ze realiséiere si respektiv erweidert kënne ginn, hunn ech virdu schonn an eiser drëtter Motioun verdäitlecht.

Här Minister, virun e puer Woche waart Dir op enger Feier bezüglech vun Infrastrukturaarbechten, déi fäerdeggestallt gi sinn, wou genau dese soziale Mix, wéi Der et och virdu gesot hutt, ëmgëtt konnt ginn. Mat 40 verschiddene Proprietäre gouf op enger Fläch vu ronn eelef Hektar en neit Lotissement developéiert, wou 10 % vun all Proprietär un d'Gemeng verkaaft gi sinn. Vu 400 Wunnengen, déi haut an dësem Lotissement gebaut ginn, ginn 100 Wunnengen ënner abordabele Konditiounen, ob dat fir d'Vente ass, ob dat fir d'Locatioun ass, ob dat fir intergenerationelle Wunnengsbau de Fall ass, ëmgëtt. An ech mengen, dat si genau déi Beispiller, wéi et an Zukunft soll gemaach ginn, datt wierklech an all Gemeng, wann iergendwelch nei PAPP en place gesat ginn, dës 10 % sollen derfir genotzt ginn, fir genau dësen abordabele Wunnengsraum ze schafen, an awer och, fir déi sozial Mixitéit ze assuréieren.

Fir bis dohin ze kommen, huet awer eng Konventioun, oder eng „convention de remboursement“ mat all Proprietär missen ënnerschrifwe ginn. Datt dëst net ëmmer esou einfach ass, dat wësse mer alleguerten. Ben, um Instanze-wee ass jo och de „remboursement ministériel“, wat sécherlech ze begreissen ass.

Wann d'Gemeng awer de Lead beim Ausschaffe vun engem PAPP hëlt, dann huet dat och e ganz positiven Effekt, vu datt déi privat Proprietäre sécherlech méi Vertrauen an d'effentlech Hand respektiv an d'Gemeng hu wéi an e private Promoteur. An duerfir ass et wichteg, fir ebenen deem Rechnung ze droen, datt dës

Struktur, wéi ech virdu schonn ugedeit hunn, eng sozial Wunnfërdergesellschaft mat der Denominatioun zum Beispill „myLogement“, dann déi Funktiounen vum Opkaf vun den Terrainen, Viabilisatioun vun diesen Terrainen, vun dem Bau an der Gestiou vun de Wunnenge kéint assuréieren.

Am Kader vun dëser Viabilisatioun an dem Erstelle vun engem PAPP muss am Viraus eng Konventioun tëscht dem Proprietär an der Gemeng gemaach ginn, fir dem soziale Mix, wéi virdu scho gesot, Rechnung kënnen ze droen. Wëschenswärt wier, wéi och scho virdu ungekënnegt, wann hei eng Convention type un d'Gemenge verschéckt géif ginn, wéi dëst kéint applizéiert ginn, awer och mat engem Schlüssel vun deem, wéi déi Präisser, souwuel fir d'Vente wéi och fir d'Locatioun, missten definéiert ginn.

Fir dem Bierger eng Plattform ze ginn, wou hie sech iwwert d'Offer un abordabelem Wunnraum a senger Gemeng oder Region kann informéieren, sollt e lokalen oder regionale Büro, de „myLogement Infodesk“, ënnert der Struktur vun där neier Wunnfërdergesellschaft „myLogement“ geschaaft ginn. Mat enger Websäit mylogement.lu an enger Hotline ënnert deem selwechten Numm kéint och de Bierger sech all Informatiounen iwwert den abordabele Wunnraum siche goen. De Pacte Logement 2.0 wier déi richtig Plattform, fir dëser Iddi Rechnung ze droen.

Wann ech virdu vun uniformen a kohärente Strukture geschwat hunn, da wéilt ech heimat am Numm vun der CSV-Fraktioun eng Propositioun maachen, wéi esou eng Struktur kéint ausgësinn. Dës Struktur kéint een an dräi verschiddene Cellullen ënnerglidderen, déi entweeder iwwert de Staat, also iwwert de Ministère du Logement, en place gesat kéinte ginn, oder awer iwwer eng Gesellschaft „de droit privé“, wou de Staat an aner effentlech Instanzen, wéi beispillsweis och de Pensionsfong, Aktionär kéinte ginn.

Déi zweet Approche wier sécherlech hei déi méi sénnvoll an effikass, fir mam Tempo um Immobiliemaart kënne Schrëtt ze halen. Mat enger „myLogement“-Full-Option-Struktur, an Zesummenaarbecht mat de Gemengen, Syndikater an Offices sociaux, vum Opkaf iwwert d'Viabilisatioun, de Bau vu subventionéierten a soziale Wunnengen, d'Gestioun vun de soziale Mietwunnengen an d'Consultance - also de Bierger um Terrain beroden an informéieren -, wiere mir am Beräich vum abordabele Wunnengsmaart e gutt Stéck weider.

Aus dësem Grond reechen ech eng sechst Motioun eran, fir d'Regierung opzufuerderen, e Masterplang fir d'Gemenge mat der Schafung vun enger neier sozialer Wunnfërdergesellschaft „myLogement“ ze schafen.

Motion 6

La Chambre des Députés,

- considérant que les communes jouent un rôle important dans la création de logements abordables ;

- constatant que les communes sont dépourvues de personnel spécialisé pour devenir actives dans le domaine du logement ;

- constatant que les communes ne disposent très souvent pas des moyens nécessaires pour concrétiser des projets de logements abordables ;

- constatant que la création de logements entraîne une charge administrative importante ;

- estimant que les communes ont besoin d'une structure de conseil, de soutien et d'assistance dans la promotion immobilière sociale qui a les ressources humaines nécessaires pour les encadrer dans les différentes démarches et procédures ;

- estimant que cette structure devrait réunir au profit des communes :

- une cellule d'acquisition de foncier,
- une cellule d'urbanisation et de réalisation de projets immobiliers,
- une cellule administrative et de gestion des biens immobiliers,

invite le Gouvernement

- à renforcer le conseil et le soutien des communes par le biais d'une nouvelle structure à créer, dont le but est de soutenir les communes dans leur politique immobilière sur un plan technique, administratif et financier.

(s.) Marc Lies, Emile Eicher, Félix Eischen, Marco Schank, Serge Wilmes.

► M. Fernand Etgen, Président.- Merci.

► M. Marc Lies (CSV).- Här President, Dir Dammen, Dir Hären, ier ech zum Schluss kommen, wéilt ech nach e puer Wuert iwwert den Engagement vum Staat géintiwuer vun de Gemenge verléieren.

De Pacte Logement 2.0 muss och nei an zousätzlech Ureizer schafen, fir de Gemenge bei

hiren Efforten ënnert d'Äerm ze gräifen. Wa mir vun Opkafen, Viabilisatioun a Gestiou schwätzen, dann huet dëst natierlech och säi Käschtepunkt. Fir datt dëst kohärent a pragmatesch iwwert d'Bün geet, wier et vu Virdeel, wann de Plan de construction d'ensembles oder den neie Wunnengsbaufong vum Logementsministère an d'Reform vum Pacte Logement 2.0 mat integréiert géife ginn. Déi Hëlfehen, déi haut iwwert dese Programm ausbezuelt ginn, fannen en direkten Nidderschlag op d'Aarbecht um Terrain.

D'Gemenge mussen awer zousätzlech indemniséiert gi fir all Effort, dee mat der Schafung vu Wunnraum ze dinn huet. Weist eng Gemeng Projeten aus, wou de soziale Mix besonnesch ausgepräagt ass, da sollt dëst och iwwer e Bewäertungssystem mat engem Ratio x vun erschwénglechem Wunnraum an engem Ratio y mat der Schafung vu Wunnraum iwwert de Privatmaart bewäert ginn. Heibäi misst den erschwéngleche Wunnraum natierlech eng weesentlech méi héich Bewäertung erlange wéi d'Schafung vu Wunnraum iwwert de Privatmaart.

Déi gréisst Hürd fir d'Gemenge bei der Realisatioun vu sozialem Wunnraum, also dem Bau an der Gestiou vu soziale Mietwunnengen, besteet doran, dës Wunnengen ze geréieren an en adequate Suivi mat de Leit um Terrain ze maachen.

Aus dësem Grond géif ech eng siwent Motioun erareechnen, an där mir d'Regierung opfuerderen, d'Gesetz iwwert d'Offices sociaux ze iwwerschaffen an derfir ze suergen, datt d'Offices sociaux an deene Gemengen, déi en adequate Suivi social a financier mat de Locataire vu soziale Mietwunnenge maachen, méi Moyenen, ergo méi Personal zur Verfügung gestallt kréien.

► Une voix.- Très bien !

Motion 7

La Chambre des Députés,

- constatant que les offices sociaux ont des charges bien précises dans le domaine social, dont l'aide à la recherche de logements abordables respectivement la mise à disposition de logements sociaux ;

- estimant qu'une partie des personnes qui occupent des logements sociaux sont des personnes fragiles devant faire face à une multitude de problèmes, de sorte qu'en plus d'un toit sur la tête, elles ont besoin d'un accompagnement et d'un suivi social et financier personnalisés tant que leur situation personnelle n'est pas stabilisée ;

- constatant qu'un tel accompagnement implique un fort besoin en personnel qualifié ;

- constatant que l'accompagnement social et financier des personnes qui habitent des logements sociaux n'est pas défini dans la loi du 18 décembre 2009 organisant l'aide sociale comme tâche du personnel des offices sociaux,

invite le Gouvernement

- à réformer la loi du 18 décembre 2009 organisant l'aide sociale en y intégrant l'accompagnement social et financier des personnes bénéficiaires d'un logement social parmi les missions des offices sociaux ;

- à augmenter considérablement la participation étatique aux frais résultant de l'engagement de personnel supplémentaire pour l'accompagnement social et financier.

(s.) Marc Lies, Emile Eicher, Félix Eischen, Marco Schank, Serge Wilmes.

► M. Fernand Etgen, Président.- Merci.

► M. Marc Lies (CSV).- Dëst ass am Gesetz zurzäit net esou virgesinn a sollt unbedéngt ugepasst ginn, well dat éischt Suergkand an den Offices sociaux ass notament och d'Wunnengsrecht.

Fir e weideren Ureiz bei de Gemengen ze schafen, wat de Bau vu soziale Mietwunnengen ueget, wier et begreissenswärt, wann d'Regierung d'Proposition de loi vun der CSV géif guttheeschen, fir den Taux de subside vu 75 % op 90 % an d'Luucht ze setzen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, Dir gesitt, d'CSV-Fraktioun geet konstruktiv un den Challenge Wunnengsbau erun, huet eng sëlliche Proposen, Motiounen an deene leschten Deeg, souwuel haut an och virun e puer Wochen, eragereecht. Et wier ze hoffen, datt d'Regierung och emol eng Kéier eng Motioun vun der Oppositioun géif unhuele respektiv datt duerno gekuckt gëtt, datt déi sëlliche Proposition-de-loien och virugedriwwen ginn.

► Une voix.- Très bien !

► **M. Marc Lies** (CSV). - An dësem Sënn soen ech lech villmools Merci fir Aert Nolauschteren.

► **Plusieurs voix.** - Très bien !

► **M. Fernand Etgen**, *Président.* - Merci villmools, Här Lies. Als nächste Riedner ass den honorabelen Här Max Hahn ageschrieben. Här Hahn, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Max Hahn** (DP). - Merci, Här President. Mir schwätzen haut iwwert de Logement. „Alt erëm“, kéint ee bal soen. Jo, de Logement ass eng vun deene gréissten Eraufuerderungen hei am Land. An dofir begleet eis dëst Thema och ëmmer erëm an eisen Debatten hei an der Chamber.

Den allgemenge Constat ass ëmmer deen nämlechen: D'Präisser vum Immobiliemarkt héi wéinst enger ëmmer méi grousser Demande an ze wéineg Offer zanter Jorzéngten an d'Luucht. Et ass also wichteg, de Problem bei senger Wuerzel ze paken an do ze agéieren, wou nach Potenzial ass, fir d'Offer u bezuelbarem Wunraum an d'Luucht ze setzen.

Ech hunn et schon an der leschter Debatt gesot: D'Logementsproblematik ass just mat ganz villen ënnerschiddleche Puzzlestécker ze léisen, well et gëtt keen Allheilmittel, mat deem mir vun haut op muer all eis Problemer an dësem Beräich aus der Welt schafe kéinten, och wann deen een oder deen aneren awer probéiert, eis dat heiansdo gleewen ze doen.

Mir hunn an der leschter Legislaturperiod scho ganz vill Puzzlestécker agesat. Ee groussen Erfolleg ass zum Beispill, dass de Staat ronn 60 Hektar fréier Industriefrachen iwwerhuele konnt, wou zu Diddeleng, Wolz, Péiteng a Bieles 1.500 Wunnunitéite fir ronn 3.500 Awunner entstoe wäerten.

Och bei den zwee öffentleche Bauträger, der SNHBM an dem Fonds du logement, huet sech eppes geden, ugefaange bei der SNHBM. D'SNHBM huet hir Produktivitéit u Logement pro Joer verdreifacht. Och beim Fonds du logement hunn d'Ustredungen aus de vergaangene Jore sech gelouert. D'Reform dréit hir Frichten, de Fong wäert seng Produktivitéit verdreifache kënnen a wäert ab dem Joer 2020 och bei ronn 300 Wunnenge pro Joer leien.

Ech kéint nach eng ganz Rei Mesuren opzielen aus deene leschte fënnf Joer, wéi d'Incentiven an der Steuerreform, fir dass nach méi Leit sech e Kaf vun engem Eegehem leechte kënnen, d'Erhéijung, d'Afféierung vum Wunnegeld an esou weider.

De Logement ass e Sujet, deen eis allegueren eppes ugeet: déi wunnengsichend Leit, de Locataire, de Proprietär, de Promoteur, den Entrepreneur an zu gudder Lescht de Staat souwéi d'Gemengen. Besonnesch dee leschten Akteur ass bis elo awer oft vergiess ginn respektiv net ideal matagebonne ginn. D'Gemenge sollten eigentlech nieft dem Staat an den öffentleche Bauträger den drëtten groussen Piler vun der staatlecher Logementspolitik sinn. Ma vill Gemenge wëllen oder kënnen där Ufuerderung de Moment net gerecht ginn.

Domat komme mer zum eigentleche Sujet vun haut, dem Pacte Logement 2.0. De Wunnebaugehéiert net zu den obligatoreschen Aufgaben vun enger Gemeng. Dat ass sécherlech ee Grond, firwat vill Gemengen de Moment de Bau vun eegene Wunnengen net als eng vun hire Prioritéiten ugesinn. Vill kleng a mëttelgrouss Gemenge sinn nämlech frou, wa si iwwerhaupt hire gesetzlechen Obligatiounen nokommen, dem Bau vu Schoulen a Maisons-relaisen, der Waasser- an der Ofwaasserversuierung, dem Ennerhale vun hirem Stroossennetz an esou weider.

Fir vill Gemenge spillt och de finanzielle Spillraum eng Roll. Et ass bei Wäitem net all Gemeng, déi sech et leechte kann, massiv an de Wunnebaugenge ze investéieren. Heiansdo si si och einfach iwwerfuert a loosse da léiwer d'Fangeren dervun, amplatz sech eventuell d'Fangeren ze verbrennen.

Souguer déi 75 % vum Invest, déi d'Gemenge rembourséiert kënnen kréien, ginn net duer. Déi meescht Gemenge konnten effektiv net méi wéi 50 % rembourséiert kréien, dëst, well d'Deckelung einfach ze niddreg ass an net den aktuelle Präisser um Marché entsprécht. D'Virfinanzierung wier sécher eng Mesure, déi d'Gemenge géife begrëssen.

Mir sinn eis heibanne jo all gens, dass d'Gemengen déi néideg finanziell Ennerstëtzung an d'Bedelegung vun Experte brauchen, fir hirer Roll als Akteur an der Logementspolitik gerecht kënnen ze ginn. De Pacte Logement 1.0 aus dem Joer 2008 war en éischte Versuch, esou eng offiziell Kollaboration tëscht dem Staat an

de Gemengen op d'Been ze stellen. Bis op e puer Ausnamen hu sech am Laf vun de Jore bal all d'Gemengen dem Pakt ugeschloss a sech esou verpflichtet ze wuessen.

Jo, de wichtigste Krittär vum Pacte Logement 1.0 war an ass et, dass d'Gemenge sech derzou verpflichten, all Joer em e gewëssene Prozentsaz an hirer Populatioun ze wuessen. Wa si dese Krittär erfëllen, kréie si vum Staat Suen, déi si an de Logement, awer net nëmme an de Logement investéiere kënnen. Ech kommen herno nach eng Käier heirop zrëck.

De Pacte Logement ass awer net nëmme e Beloungssystem fir d'Gemengen, mee huet och eng ganz Rei Instrumenter geschaaft, déi et de Gemengen erlaben, méi bezuelbare Wunraum ze schafe respektiv iwwerhaupt emol un Terrainen ze kommen, fir dës dann ze bebauen.

Här President, ech géif gären op dräi grouss Punkten agoen, déi eiser Meenung no elementar sinn, fir d'Gemengen als drëtten Piler an eiser Logementspolitik ze etabléieren.

Éischtens: Wéi kommen d'Gemengen un Terrainen, fir Wunnprojeten drop ze realiséieren? Zweetens: Wéi finanzéieren d'Gemengen de Kaf vun Terrainen, de Bau vu Wunnengen an d'Gestioun vun dese Wunnengen? An drëtts: Wou huelen d'Gemengen d'Expertisen an den Knowhow hier, fir dës Projeten ze realiséieren?

Ugefaange mat den Terrainen: Wann ee Wunraum wëllt schafen, brauch een Terrainen, fir drop ze bauen. Bauland ass zu Lëtzebuerg allerdéngs e raart Gutt an en deiert nach derbäi. Vereenzelt verkafe an versteet Gemenge souguer hir eege Bauterrainen um private Marché.

Mat esou Methoden, léif Kolleegen, suerge si awer net mat derfir, dass d'Präisser um Wunnebaumaart erofginn, éischer de Contraire! Déi Methode mussen dofir dréngend ennerbonne ginn. Genee de Géigendeel wëlle mir jo errechen.

D'Gemenge solle selwer baue respektiv baue loosse an zu engem bezuelbarem Präis Logement verlounen oder verkafe. Et gehéiert net zu den Aufgaben vun enger Gemeng, Renditten um Verkauf vun Terrainen oder Logementen ze maachen.

Ma wéi kommen d'Gemengen elo un déi Terrainen? Een Instrument, dat mam Pacte Logement 1.0 geschaaft ginn ass a mëttlerweil souguer ausgebaut ginn ass, ass den Droit de préemption, also d'Virkaufsrecht. De Prinzip ass einfach: Soubal en Terrain verkaft soll ginn, gëtt d'Gemeng vum Nottär gefrot, ob si deen net selwer wëllt kafen, fir selwer bezuelbare Wunraum ze schafen oder aner urbanistesche Ziler ze erfëllen.

Leider gëtt dëst Instrument vun de Gemengen de Moment net allze oft genotzt, am Géigesaz zum Fonds du logement, vläicht well d'Gemengen de finanziellen an techneschen Hürden net gewuess sinn. De viregte Logementsminister, de Marc Hansen, huet iwwregens beim Fonds du logement an dësem Thema fir e Mentalitéitswiessel gesuergt, wat mer begrëssen.

Den Droit de préemption soll eiser Meenung no am Pacte Logement 2.0 bäibehale ginn. Ech kommen duerno beim Finanzement nach eng Käier drop ze schwätzen.

En anert Instrument ass d'Befreiung vun der Akommessteuer op der Plus-value, wann een als Privatperson un de Staat eng Gemeng verkeeft. Och dës ganz positiv Mesure soll weiderlafen a mathëlfen, dass d'Gemenge méi séier u Bauterrainen kommen.

Här President, ech zielen lech näischt Neies, wann ech soen, dass d'DP net frou mat Enteeignung u Bauterrainen ass. Mir wieren eis dogéint, dass Famillje Bauland ewechgeholl kréien, dat se fir hir Kanner an Enkelkanner halen. Ech kann lech awer versécheren, dass eis Spekulation mat Bauland genausou en Dar am A ass wéi Investoren, déi aus renger Gewënzwecker Terrainen a Wunnengen opkafen, fir se da broochleien ze loosse a weider drop ze spekuléieren.

Mir als DP wëllen, dass esou eng Spekulation mat nei geschafenen Bauland net méi méiglech ass. A mir hu schon dat richtegt Instrument entwéckelt, fir dëst ze errechen: de Baulandvertrag, wou mir nach ganz ongedéleg op den Avis vum Staatsrot waarden. Mee soubal mir de legislative Prozess endlech kënnen ofschléissen, wäert de Baulandvertrag derfir suergen, dass d'Spekulation mat neie Bauterrainen net méi attraktiv ass. Doduerjer wäerte méi Terrainen entweder privat bebaut ginn oder u staatleche Akteure respektiv d'Gemenge verkaft ginn.

Nach e Wuert zur Spekulationstax. Mir mierken, dass déi kommunal Taxen net wieren an an deene Gemengen, wou se existéieren, och

net wirklech applizéiert ginn. D'DP steet zu hirem Engagement, d'Grondsteuer esou ze reforméieren, dass eidel stoend Wunnengen an net bebauten Terrainen an Zukunft méi staark belascht ginn an dofir d'Leit, déi an hirem eegenen Haus oder hirer eegener Wunneng wunnen, net vun dëser Reform betraff wäerte sinn.

D'Reform vun der Grondsteuer mécht eng zousätzlech Spekulationstax deemno iwwerflësseg, ëmsou méi, well mam Baulandvertrag an Zukunft keng Spekulationsterrainen zousätzlech an de Bauperimeter wäerte kommen.

Do dernieft warne mir awer och do virun, den öffentleche Wunnebaugang als Allheilmittel ze verkafe. Jo, mir brauche méi bezuelbar a subventionéiert Wunnprojeten, besonnesch am Locatif. Mee mir därefen elo net de Feeler maachen, de private Marché komplett aus den Aen ze verléieren. Loost eis net déi vill Leit vergiesen, deenen hire Revenu esou just duerget, fir sech eppes um normale Marché ze leechten, déi awer schon ze vill verdéngen, fir ënnert d'Krittäre vum subventionéiertem Wunnebaugang ze falen!

Wann d'Politik elo decidéiert, d'office 30 % vum zukünftege Bauland an d'Hand vun öffentleche Bauträger an de Gemengen ze ginn, da schränke mir d'Offer um Privatmarché zousätzlech an, soudass hei d'Präisser nach méi an d'Luucht wäerte goen. Souguer, wa mir d'Krittäre beim subventionéiertem Logement labbernen, esou dass och Leit mat e bësse méi héije Salairé vu Subventiounen kéinte profitéieren, ginn dofir nach ëmmer net méi Wunnenge gebaut.

Da wier zäitno eventuell genuch abordable Wunraum do, mee et géif awer ëmmer méi Leit ginn, déi weeder vun de Subventiounen kéinte profitéieren nach eng Chance op e Logement um normale Marché hunn. Ech wëll betounen, dass mir dat net zouloossen dierfen an e Mëttelwee mussen fannen.

Mir sinn eis awer, wéi gesot, eens, dass d'Gemenge genuch Terrainen zur Verfügung mussen hunn, fir hirer ugeduechter Roll am Wunnebaugang gerecht kënnen ze ginn.

Nieft de Bauterrainen, déi iwwerhaupt disponibel sinn, spillt och ganz sécher d'Finanzierung eng ganz wichteg Roll. Nëmme knapp iwwert d'Hallschent vun de Gemengen am Land hu subventionéiert Bauprojeten um Lafen, obwuel si bis zu 75 % vum Gesamtinvest vum Staat rembourséiert kréien.

Mir als DP hu gefuerdert, fir déi staatleche Subventiounen op bis zu 100 % eropzesetzen, an zwar fir Gemengen, déi Minimum dräi Joer hannereneen en öffentleche Bauprojet realiséieren. Mir si frou, dass dës Fuerderung och esou am Koalitionsaccord steet. Well fir d'DP ass eent kloer: D'Gemenge mussen déi néideg finanziell Ennerstëtzung kréien, fir selwer op hiren Terrainen kënnen ze bauen a fir esou wichtige Wunraum ze schafen.

De Pacte Logement 2.0 soll hei natierlech e wichteg, fir net ze soen, dat wichteg Instrument sinn, fir dëst Zil ze errechen. Bis elo ass et, wéi gesot, esou, dass d'Gemenge just hu misse wuessen, fir vum Pacte Logement profitéieren ze kënnen. Si mussen bis elo och net onbedéngt mat de Suen aus dem Déppe Wunnebaugang bauen, mee kënnen domat och aner Infrastrukture finanzéieren, déi a Relatioun mat hirem Wuesstum stinn. Do falen zum Beispill Schoulen oder Kannerbetriebsstrukturen am Allgemengen drënner.

Dat huet och eng gewësse Logik. Wann ech mech als Gemeng verpflichten ze wuessen, da bréngt dat nei Käscht mat sech. Zousätzlech Awunner brauchen zousätzlech Infrastrukturen, an déi zousätzlech Infrastrukture kaschten natierlech Suen. Dëse System bréngt awer och mat sech, dass een als Gemeng wéineg bis guer keen Ureiz huet, fir mat deene Suen aus dem Pacte Logement zousätzlech Wunnengen ze bauen, well quasi all Gemeng och ouni eege Wunnenge séier genuch gewuess ass, fir hir järelech Ziler, déi deemools gesat goufen, ze erfëllen.

Mir mussen eis also d'Fro stellen, ob mer de Beloungssystem aus dem Pacte Logement 2.0 aneschtens opstellen, och an dem Kontext vun der Landesplanung a besonnesch de Plansectorielle, déi jo ganz kloer virschreien, wat fir eng Gemeng séier wuesse soll a wat fir eng Gemeng éischer op d'Wuesstumsbrems drécke muss.

Soll de Pacte Logement 2.0 reng Wunnprojete subventionéieren oder weiderhin d'Infrastrukturen, déi mam Wuesstum zesammenhängen? Dat ass eng vun de kruziale Froen, déi mir haut beäntwertere mussen.

Mir als DP plädéiere ganz kloer fir eng Mëschung aus deenen zwee. Mir fuereere méi staark Incentive fir Wunnprojeten a gläichzäiteng finanziell Kompensatiounen fir Gemengen, déi

staark wuessen an dofir nei Infrastrukture baue mussen. Et ass kengem gehollef, wann an Zukunft d'Gemenge vill méi an de Logement investéieren an dofir wichteg Infrastrukturprojete vernoléisegen. D'Liewensqualitéit vun de Bierger muss och an Zukunft am Mëttelpunkt vun eiser Politik stoen.

Domat kommen ech bei den drëtten groussen Punkt, deen ech wëll uschwätzen. D'Gemenge brauchen den néidegen Knowhow an d'Expertisen, fir hirer Roll am Wunnebaugang gerecht ze ginn. Besonnesch déi kleng a mëttelgrouss Gemengen hunn haut scho just genuch Personal, fir hiren alleegelechen Obligatiounen kënnen nozekommen. Si kënnen sech et net leechten, zousätzlech Urbanisten, Architekten an Immobilienexperten anzustellen. Dofir sinn ech immens frou, dass d'Regierung wëlle huet, d'Iddi vum Logementsberoder ze realiséieren. Wat beim Klimapakt nämlech ganz gutt fonctionéiert, wäert eiser Meenung no och beim Pacte Logement gutt fonctionéieren.

De Logementsberoder soll zesumme mat enger oder méi Gemenge konkret Mesuren an engem Plang ausschaffegen, wéi een am beschten déi gesaten Ziler erreche kann. Dat fänkt u bei der Planung vun engem Projet, iwwert d'Realisatioun bis hin zur Gestioun vun engem fäerdege Wunnekomplex. D'Gemenge sollen och op d'Expertisen aus de concernéierte Ministeren zrëckgräife kënnen.

Mir haten als DP och emol virgeschloen, dass e Katalog vu Best Practices erstallt gëtt mat flotte Mesuren, déi an anere Gemenge schon erfollegräich ëmgesat goufen. Esou kéint eng Gemeng vun där anerer léieren.

D'Regierung kann also voll a ganz op eis Ennerstëtzung zielen, wat d'Schafe vum Logementsberoder a vu lokalen Aktiounspläng ubelaangt.

Wéi beim Klimapakt solle sech och hei d'Gemenge matenee vergläiche kënnen. Et misst e Katalog ausgeschafft gi mat verschiddene Mesuren, déi een da kann ëmsetzen a fir déi een dann och eventuell Punkte soll kréien.

Här President, léif Kolleegen, d'Chamber gëtt am Kader vun dëser Consultatiounsdebatt och em hir Meenung gefrot zu enger Partie Mesuren, déi et elo scho gëtt. Op zwou vun deene Mesurén sinn ech jo schon agaangen, den Droit de préemption, dee mir wëlle bäibehalen, an déi kommunal Spekulationstax, déi jo mat der Reform vun der Grondsteuer iwwerflësseg gëtt.

Eng Mesure, mat där mir absolutt iwwerhaupt kee Problem hunn, mee déi mir souguer nach vill méi fërdere wëllen, ass d'Promotioun vun neie Wunneformen wéi dem intergenerationelle Wunnen an der Colocatioun. Ech widderhuelen, wat ech schon am leschten Debat iwwert de Logement gesot hunn: Mir wënschen eis, dass déi aktuell Reglementatiounen, déi esou Wunneformen de Moment blockéieren, iwwerschafft ginn. Dat gëllt virun allem fir d'Colocatioun, wou nach vill praktesch Schwierigkeiten an de Gemenge rapportéiert ginn.

Wou et méi komplizéiert gëtt, ass bei der Obligatioun bei PAPE vu méi wéi 25 Unitéiten, fir 10 % abordable Wunraum ze schafen. Mir stinn nach ëmmer hannert der Iddi vun dëser Mesure, mee mir mussen feststellen, dass se an der Praxis net fonctionéiert. D'Wunnengen, déi ënnert dës 10 % falen, sinn oft ze grouss, ze deier oder einfach ze onattraktiv, fir dass se um Marché vum abordable Wunraum verkaaft kënnen ginn. Jo, et ass souguer oft esou, dass et onméiglech ass, dës Wunnenge konform zu de Krittäre vu staatlecher subventionéiertem Logement ze verkafe. Hei brauche mer also dréngend Nobesserungen.

Mir als DP kënnen eis virstellen, dass dës 10 % vun de Wunnengen nach ëmmer vum Promoteur gebaut ginn an awer duerno obligatoresch un d'Gemengen oder u staatleche Bauträger mussen ofgetruede ginn. Dat wier eng nei Méiglechkeet, fir de staatleche Parc immobilier ze vergréisseren. Iwwert de Präis, deen de Staat oder d'Gemeng bezuele soll, muss natierlech diskutéiert ginn. Et ka jo net sinn, dass dës Wunnenge gratis ofgetruede mussen ginn, well dat just dozou géif féieren, dass dann déi aner 90 % vun de Wunnengen nach méi deier géife ginn.

Här President, erlaabt mer nach e puer méi allgemeng Remarken, déi eis als DP an der Logementspolitik an an der Landesplanung wichteg sinn. Mir sinn eis heibanne eens, dass d'Gemengen e wichteg Akteur am Wunnebaugang mussen ginn. Mir sinn eis och eens, dass virun allem de Locatif verstärkt um Marché ugebuede soll ginn. Mir sinn awer der Meenung, dass genausou wéi bei den öffentleche Bauträger och d'Gemenge bei hire Projete fir eng gewësse Mixitéit solle suergen. Ech si mer sécher, dass ganz vill Gemengemandatairen heibanne mer Recht wäerte ginn, wann ech soen, dass Quartieren, déi just aus subventionéierte Logementen a Locatif bestinn, net

erstriewenswäert sinn. Hei ass de Bail emphytéotique eng ganz gutt Léisung, déi och an der Praxis gutt ze fonctionéiere schéngt.

E leschte Punkt betrëfft dann Éischter d'Landesplanung, déi trotzdeem fir eis Debatt vun haut wichteg ass. Mir mussen endlech méi Courage bei der Dezentraliséierung woen. Wa mir iwwert d'Hausse vun de Logementspräisser schwätzen, ass et jo net esou, dass d'Präisser am ganze Land d'nämmlechte séier an d'Luucht ginn. Et ass virun allem an der Stad an de Gemenge ronderëm, wou d'Präisser reegelrecht explodéieren. A mir sinn hei erëm am Spill vun der Offer an der Demande.

Firwat wëllt jiddereen esou no wéi méiglech bei d'Stad wunne kommen? Ma well bal jiddereen do schafft! Mir kéinten e groussen Deel vun eise Problem entschärfen, wa mir et fäerdegréngen, d'Aarbecht erëm méi no bei d'Wunnplaz vun de Leit ze bréngen.

► **M. André Bauler (DP).**-Très bien !

► **M. Max Hahn (DP).**- Esch/Belval, d'Nordstad an aner regional Entwécklungspole mussen massiv opgewäert ginn. Dozou gehéieren d'Industriezonen, awer och Verwaltungen, déi och emol ausserhalb vun der Stad kënnen ugesidelt ginn.

► **M. André Bauler (DP).**- Exzellent! Exzellent Iddi!

► **M. Max Hahn (DP).**- Mir mussen och iwwert den Teletravail a Coworking Places schwätzen. Ech si frou, dass de Minister vun der Fonction publique, de Marc Hansen, e Pilotprojet gestart huet, dass méi Fonctionnaire vun doheem aus schaffe kënnen. Ech hu mer och soe geloost, dass verschidde Verwaltungen amgaange sinn, Bürosgebaier ausserhalb vun der Stad unzesidelen, fir dass net jiddereen vun hire Beamten all Dag x Kilometer am Stau muss verbréngen.

► **M. André Bauler (DP).**- Très bien !

► **M. Max Hahn (DP).**- Dat sinn alles Schrëtt an déi richteg Richtung. An do mussen mir och an Zukunft usetzen, fir d'Erausforderungen ze léisen, déi an de Beräicher Logement a Mobilitéit nach op eis duerkommen.

► **M. Mars Di Bartolomeo (LSAP).**- Très bien !

► **M. Max Hahn (DP).**- Här President, fir op de Pacte Logement zrëckzekommen: D'DP begreißt d'Schafe vun engem Pacte Logement 2.0 ausdrécklech! Éischten, well et keng Alternativ ass, de Pacte Logement einfach esou auslafen ze loosene, wa mir gären hätten, dass d'Gemengen e wichtegen Akteur am Wunnensbau ginn, an zweetens, well mir eis beswosst sinn, dass de Pacte Logement de Moment sécher net perfekt ass a genuch Verbesserungspotenzial do ass.

Zum Schluss wëll ech awer nach soen, dass mir alles mussen derfir maachen, dass zu Lëtzebuerg jiddereen en Daach iwwert dem Kapp huet. Fir dat ze erreechen, gëtt et, wéi gesot, net eng Method. Mir mussen verschidde Mesuren huelen an och richteg ëmsetzen. De Pacte Logement 2.0 ass just ee vu ville Bausteng. Mir wëssen all, dass d'Logementsproblematik e ganz komplexe Puzzle ass. Dofir sinn d'Erwaardungen un dësen zweete Pacte Logement och esou grouss. Ma och eise verbesserte Pakt wäert nëmmen e puer vereenzelt Stécker vun deem Puzzle kënnen matenee verbannen.

Ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren a géif der Regierung op dësem Wee nach eng Keier felicitéiere fir hir Approche, wéi se déi heiten Debatt ugaangen ass. Schon 2015 ass et lassgaange mat de Workshope mat de Gemengeresponsablen. Haut ass et dann un der Chamber, fir sech zu deem Thema hei ze äusseren. E ganz flotte Prozess! Dofir lech e ganz grouss Merci.

► **Plusieurs voix.**- Très bien !

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci villmools, Här Hahn. Nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorablen Här Yves Cruchten. Här Cruchten, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Yves Cruchten (LSAP).**- Merci, Här President. Léif Kolleegen, ech schléisse mech dann deem un, wat de Max Hahn elo zum Schluss gesot huet. An als Partei begrësse mir selbstverständlech och, dass all déi betreffen Akteuren all zesummen am Kader vu Workshopen e Bilan gezunn hunn iwwert deen éischte Pacte Logement. Op Basis dovun hu si da gemeinsam Iddie fir en neie Pakt ausgeschafft.

Mir sinn och frou, dass mir dësen Débat de consultation haut kënnen féieren, zu engem Zäitpunkt also, wou mer d'Resultat vun de Consultatiounen aus de Gemenge virleien hunn, mee wou awer deen neie Pacte Logement nach net a Stee gemeesselt ass a mir haut nach als Partei kënnen eis Vuen an eis Iddien erabréngen.

(**M. Mars Di Bartolomeo prend la présidence.**)

Als Éischt wéilt ech och duerfir e puer Wuert zu deem éischte Pacte Logement soen. Emol virausgeschéckt: Um éischte Pacte Logement war iwwerhaapt net alles schlecht. Et héiert een heiansdo de Virwurf, dass d'Gemenge mat deene Suen nëmmen Infrastrukturen a kee Logement gebaut hätten. Dat berout awer op engem falsche Versteesdemech vun deem éischte Pacte Logement. Et war grad den Zweck vun deene Konventiounen, fir de Gemengen en Ureiz ze ginn, fir an hiren PACT d'Baue vun zousätzleche Wunnengen ze erméiglechen.

Wann eng Gemeng nëmmen nom Confort an no de Wënsch vun hirer Populatioun kuckt, dann huet si weineg Interessé dorunner, fir iwwerhaapt ze wuessen. Wann an eng Gemeng gebaut gëtt, sinn d'Awunner dacks, loosse mer emol soen, skeptesch, well se domadder rechnen, dass d'Gréngfläche verschwannen, den Trafic oder de Kaméidi zouhuelen an esou weider.

Méi Wunnenge bedeit fir d'Gemeng méi Awunner, déi Dénkschter brauchen, an, last but not least, bedeit et eng Upassung vun allen Infrastrukturen un de Bevëlkerungswuesstum: Dat geet vum Kanal an de Kläranlage bis hin zu de Maison-relais, de Schoulen oder der Sport- a Kulturoffer.

Dacks probéieren d'Gemengen, dee Wuesstum ze steieren an ze bremsen, well se soss net nokomme mat den Infrastrukturen. Mee et ass natierlech och eng Fro vu Budget. An et war d'Zil vun éischte Pacte Logement, fir weinstens op dësem Punkt de Gemengen eng Hëllef ze ginn.

(**Interruption**)

Aus der Sicht vun der Regierung war et 2008 d'Iddi, dass alles an allem méi eng grouss Offer vu Wunnengen d'Präisdeierrecht un Wunnensmaart kéint bremsen. Duerfir war et och net d'Iddi, dass d'Gemenge just Logement baue sollten, mee virun allem d'Iddi, dass d'Gemengen d'Konditiounen sollte schafen, déi et Priväte sollten erméiglechen, séier eng grouss Zuel vu Wunnengen op de Marché ze bréngen an esou eventuell en Afloss op d'Präisser ze huelen.

Réckbléckend muss ee feststellen, dass dat och gelongen ass. Et gouf an deene leschten zéng Joer vill gebaut an et si vill nei Wunnengen op de Marché komm, wann och nach net genuch. Dat eigentlech Zil vun der Regierung, fir déi iwwerdrivwe Präissteigerung ze limitéieren an de Logement erëm fir méi Leit accessibel ze maachen, ass awer leider emol net am Usaz errecht ginn.

D'Demande ass einfach ze grous an et gëtt genuch Leit, déi och op dësem enorm iwwerhéizte Marché nach ëmmer mathale kënnen. Net jiddereen, deen haut eppes keeft, ass duerfir awer räich. Vill Leit, besonnesch Jonker, mussen sech héich verschelden, dacks iwwer 30 Joer, fir kënnen Proprietär ze ginn.

Wien eng Keier an der glécklecher Situatioun ass an eppes kaaft huet, dee profitéiert vun all Wäertsteigerung mat a kann esou genuch Garantie fir e weidere Prêt opréngen. Am Resultat gëtt doduerch de Gruef tëscht deenen, déi iergendwann eng Wunneng kaaft hunn, an deenen, déi sech eng Wunneng net leeschte kënnen a loune goe mussen, ëmmer méi grouss.

Fréier konnt e Jonke bei den Eltere wunnen oder e kleng Quartier lounen an dann e puer Joer spueren. Dann hat en dacks genuch Suen, fir e Prêt kënnen opzeshuelen a sech eng eege Wunneng ze kafen. Haut ass dat net méi méiglech, well d'Präissteigerung am Normalfall méi héich ass wéi dat, wat e Jonken haut ka spueren.

Et wäert deemno ëmmer méi Leit ginn, déi beim beschte Wëllen zu Lëtzebuerg net kënnen Proprietär ginn. Wann een dann och nach d'Loyerspräisser kuckt, da versteet een, dass deen een oder deen anere sech op där anerer Säit vun eiser Grenz muss no eng Wunneng ëmkucken.

D'Fro, déi sech elo stellt, ass, wéi deen zukünftige Pacte Logement kann dozou bäidroen, dee Problem ze léisen. An den Ae vun der LSAP kann dat just dorobber erausgoen, dass d'effentlech Hand Suen an de Grapp hält, fir selwer méi Wunnengen ze bauen, déi herno, wéi de Minister et och gesot huet, an der effentlecher Hand bleiwen an de Leit fir en abordable Präis zur Verfügung gestallt ginn.

D'LSAP ass deemno ganz averstane mam Zil vun Pacte Logement 2.0, fir d'Offer un abordable Wunnengen ze vergréisseren.

E wichtege Punkt ass awer d'Definitioum vun „abordable“ Wunnraum. Wat heescht dat genee? Mir hunn haut scho Problemer, fir ze verstoen, wat domat gemengt ass, wa mer ofwiessend vu Logement social, Logement à coût modéré oder Logement abordable schwätzen.

Wat fir eng Persoun, déi 6.000 Euro netto de Mount verdéngt, abordable ass, ass dat net onbedéngt fir eng Persoun, déi just 3.000 Euro netto de Mount huet, a scho guert net fir eng, déi nach manner huet.

Wa mer vu Loyer schwätzen, mécht et also Sënn, fir deen un d'Akcomes vun de Beneficiairen ze koppelen. Well haut net nëmmen déi Aermst Problemer hunn, fir um Wunnensmaart Fouss ze faassen, ass et och richteg, fir den Accès zu effentleche Wunnengen fir méi Leit accessibel ze maache wéi bis elo.

(**Interruption**)

Dës Iddi ass ganz richteg. Leider ass et awer esou, dass mer am Ablack emol net fir déi Aermst genuch effentlech Wunnengen hunn. Aus dësem Grond muss derfir gesuergt ginn, dass fir déi ganz verschidde Besoinen eng Offer um Marché geschafft gëtt.

D'LSAP ass an där Logik och der Meenung, dass virun allem investéiert soll ginn an de Locatif a manner a Wunnengen, déi mat engem Bail emphytéotique verkaaft ginn. Eng Ausnam kann a soll gemaach gi bei grouss Projeten, wou vill effentlech Wunnenge beienee gebaut ginn a wou eng gewësse sozial Mixitéit muss garantéiert bleiwen.

An deem Kontext wéilt ech e private Wunnensbauprojet ernimmen, deen ënner d'Reegel fält vun deenen ominéisen 10 % Wunnengen, déi fir de Logement à coût modéré mussen verkaaft ginn. Abee, dee Projet huet anscheinend zwou Entréesdieren, eng fir déi Räich an eng fir déi - wéi solle mer soen? -, déi sozial méi schwach dru sinn. Et schéngt wierklech, dass probéiert gouf, fir dass déi eenzel Leit sech nëmmen net an hirer Copropriétéit iwwert de Wee lafen! Esou Saache mussen an Zukunft verhënnert ginn!

Wat sinn elo d'Schwieregkeete fir d'Gemengen, fir selwer aktiv ze ginn a soziale Wunnraum ze schafen? Dat wieren dann och déi Aspekter, wou de Pacte Logement misst hëllefen, d'Problemer ze léisen.

Als Éischt emol brauch eng Gemeng e passenden Terrain, wa se wëllt bauen. D'Mobilisation vun Terrainen ass deemno zu Recht e Sujet, deen am Rapport vun Pacte Logement ugeschwat gëtt. Mee et brauch zum Deel och niéft dem Pacte Logement Initiativen, fir et fir d'effentlech Hand méi einfach ze maachen, fir u Baurrainen ze kommen.

Op alle Fall ass et derwäert, fir ze klären, firwat d'Gemengen esou weineg Gebrauch gemaach hu vun hirem Virkafsrecht. An déi entsprechend Bestëmmunge mussen eiser Meenung no iwwerschafft ginn.

Méi heefeg wäert awer weiderhin d'Situatioun sinn, wou e Promoteur en neie Lotissement baut mat iwwer 25 Wunnengen an dovun 10 % fir de Logement à coût modéré muss reservéieren. Aus dem Bilan vun Ministère geet ervir, dass dat dacks net gutt geklappt huet, an dat ass och wuel d'Erfaahrung, déi eng Partie Deputéiert, zemoools déi, déi hei e Gemengemandat hunn, an hire Gemenge gemaach hunn.

Firwat funktionéiert et net? Ganz einfach, well déi Leit, déi d'Krittären erfüllen, fir esou eng Wunneng ze kréien, sech och eng Wunneng net kënnen leeschten, wann zum Beispill géif ofgemaach ginn, dass déi 30 % ënner dem Marchépräis géif verkaaft ginn.

Just fir e Beispill ze ginn: An engem neie Gebai hei am Zentrum vun der Stad Lëtzebuerg läit de Meterkareespräis ongeféier bei 13.000 Euro. Ech ginn och zou, et handelt sech hei ëm e Prestigeobjekt, net iergendeppes. Mee wann hei déi Reegel vun 10 % Logement à coût modéré applizéiert gëtt, a soe mer emol, et wär ofgemaach ginn, dass dës Wunnengen 30 % méi bëlleg misste verkaaft ginn, da wieren dat nach ëmmer 9.000 Euro de Meterkaree. Bei engem Quartier vu 66 Meterkaree wäeren dat 600.000 Euro! A wie ka sech dat leeschten? Wuel kaum déi Leit, déi vun engem staatlecher Prime de construction profitéieren.

D'Léisung muss duerfir sinn, dass dës Wunnengen an d'effentlech Hand kommen. Dobäi mussen d'Modalitéiten, ënner wat fir eng Form a virun allem zu wat fir engem Präis de Promoteur dës Wunnengen un d'Gemeng oder un den effentleche Bauträger ofgëtt, ganz genee gekuckt ginn, fir dass mer e System kréien, deen herno och wierklech funktionéiert. Dat selwecht gëllt fir d'Projets d'vergemere, wou 30 % vun deene Wunnengen Logements abordable solle sinn.

Wichtig ass, dass d'Gemeng ka matbestimmen, wat fir en Typ vu Wunnenge gebaut gëtt, fir dass den ënnerschiddleche Bedierfnesser vu sozial schwache Leit, déi eng Wunneng sichen, ka Rechnung gedroe ginn. Et gi jo souwuel kleng Studioe fir Eenzelpersounen wéi och Wunnenge fir Elengerzéier mat Kanner wéi awer och méi grouss Famillje gebraucht. Do sollt ee vläicht kucken, wéi eenzel Gemengen,

déi schonn an der Vergaangenheet selwer Wunnengen à coût modéré kaaft hunn, dat gereegelt hunn an ob et do vläicht Modeller gëtt, déi ee kéint verallgemengeren.

Wat déi Steier op broochleendem Terrain oder eidele Wunnengen ugeet, déi mam éischte Pacte Logement op Gemengenniveau erfrogedréckt gouf, do mussen mer haut feststellen, dass déi net gegruff huet. Et ass virdu scho gesot ginn: Nëmme 7 vun den 102 Gemengen hunn esou eng, kommt, mir nenne se alt emol „Antispekulationssteuer“ agefuert.

Den Ablack gëtt jo un eng gréisser Reform vum Impôt foncier geschafft. Dat kéint eis vläicht e Stéck weiderbréngen. Vlächicht kéint een awer entre-temps, bis déi Reform fäerdeg ass, schonn un den Tauxe vun Impôt foncier B6 schaffen, deen haut schon eng differenziert Besteuerung fir eidel Terraine mécht. Nieft nach onbebauten Terrainen am Bauperimeter wier et interessant, d'Situatioun vun den eidele Wunnenge besser kënnen anzuschätzen.

Et ass deemno positiv, dass am Kader vun Pacte Logement 2.0 all Gemeng, déi eng Konventioun ënnerschreift, eng Analys muss maache vun den eidele Wunnengen an en entsprechende Kadaster endlech opgestallt gëtt. An der Praxis wäert dat vlächicht net ganz einfach ginn, mee um nationale Plang wier dat e wäertvollt Instrument, fir sech als Éischt emol e Bild ze maachen iwwert d'Zuel vun den eidel stoende Wunnengen an iwwert d'Ursaachen, firwat se iwwerhaapt eidel stinn.

Opgrond vun de Resultater vun esou engem Analys gëtt et dann och méi einfach, Moosnamen auszeschaffen, fir dee Leerstand ze bekämpfen. An dat ass och mee Äntwert un den Här Lies vu virrun, dass mer ... Mir sinn eis jo eens, dass mer eis et an där Situatioun, wou mer haut sinn, net kënnen leeschten, eidel Wunnengen eidel stoen ze loosene an dass mer sollen dergéint virgoen. Mee et ass evident, dass, ier mer ufänken, eng Besteuerung ze maachen, mer fir d'Éischt emol d'Analys konkret mussen maachen: Wivill Wunnenge sinn dat? Wou si se? A virun allem: Gëtt et net vlächicht och gutt Ursaachen, firwat déi eng oder aner Wunneng eidel steet?

Déi Aarbecht ass eng Viraarbecht, déi muss geleescht ginn. An ech mengen, duerno mussen dann awer déi néideg Moosnamen geholl ginn, fir dass mer zu deem Resultat kommen, wou ech mengen, Här Lies, mir zwee eis eens sinn, dass mer esou vill wéi méiglech Leit dozou kréien, fir déi Wunnengen, déi se eidel stoen hunn, op de Marché ze bréngen an där enger oder anerer Famill ze verlounen.

► **Une voix.**- Très bien !

► **M. Yves Cruchten (LSAP).**- D'Gemenge sollten dann och verstärkt vun der Méiglechkeet Gebrauch maachen, fir géint Proprietäre virzegoen, déi hir Wunneng zum Beispill a Bürosraum ëmwandelen op Plazen, wou dat eigentlech net virgesinn ass.

E weidert Hindernis niéft der Disponibilitéit vun Terrain oder vu fréie Wunnengen ass fir d'Gemengen d'Capacitéit, fir selwer Bauprojeten ze geréieren. Besonnesch kleng Gemenge riskéiert ee mat esou enger Aufgab ze iwwerforderen. Duerfir soll d'Zesummenaarbecht vu kleng Gemengen am Beräich vun Logement ënnerstëtzt ginn.

Ech erënneren drun, dass an der Vergaangenheet all Keiers, wann d'Gemengen, well se net grouss genuch waren, also net genuch Personal haten oder net genuch Moyenen haten, dann hu se sech zesummedoen, fir hir Aufgaben ze léisen. Ob dat an der Waasserversuerung oder am Offallberäich war oder nach a sëllechen aneren Domänen, esou hunn d'Gemengen déi Erausforderungen alleguerten zesumme gemeeschtert. Firwat sollt dat net och am Logement goen?

Generell muss de Staat awer Beroder bereestellen, wou d'Gemengen Hëllef kënnen kréien, fir hir Projeten ëmzesetzen. De Pacte Logement 2.0, wéi mir en an der Kommissioun virgestallt kruten, gesäit jo e „conseiller logement“ vir. Allerdéngs ass nach net ganz kloer, wat deem seng Aufgaben oder seng Qualifikatiounen solle sinn.

An eisen Aen ass et eng gutt Saach, wann esou e Conseiller an der Ufangsphas mat derbäi ass, fir dass d'Gemengen all dat selwecht Versteesdemech dovun hunn, wéi dee Plan d'action local pour le logement soll opgestallt ginn a fir wat fir eng Mesuren ee wat fir eng Hëllef ka kréien. Doriwwer eraus sollte berodend Servicer vum Staat awer net eng nei Form vun Tutelle iwwert d'Entwécklung vun de Gemenge ginn. Et sollt wierklech eng Hëllefstellung ginn

an net en neie Carcan vu Virschreften, Prozeduren a Sanktiounen.

Eng weider Schwieeregkeet fir d'Realisatioun vum Sozialwunnengen ass déi, dass se net nëmme gebaut, mee herno och geréiert mussen ginn. Dat ass eng Aufgab, op déi vill Gemenge léiwver verzichten. A wa mer éierlech sinn, wësse mer och, dass Gemengeresponsabel, déi hir Verantwortung wouerhuelen a Sozialwunnengen bauen, duerfir bei hire Wieler net onbedéngt just Applaus kréien. Leider ass dacks de Contraire de Fall. Et muss deemno fir d'Gemengen énnerschiedlech Optioune ginn, wéi a vu wéi d'Sozialwunnengen herno geréiert ginn.

En éischte Schrott gouf jo am Kader vum der Reform vum Gemeindefinanzierungsgesetz gemaach. Mee et muss een doriwier eraus kucken, wéi d'Gemenge respektiv d'Offices sociaux opgestallt sinn, fir méi engem groussen Volume u Sozialwunnengen kënnen Rechnung ze droen. Déi sozial Begleitung vu Leit, déi a prekäre Situatiounen sinn, mee och generell d'Mediatioun tëschent den Awunner vu Quartieren, déi méi dicht bebaut sinn, ass e wichtegt Element, fir d'Liewensqualität vum de Leit ze verbesseren.

D'Qualitéit vum Urbanismus spillt hei och eng grouss Roll. An duerfir ënnerstëtze mir als LSAP och dat dréit Zil vum Pacte Logement 2.0, fir de Gemenge beim Plangen ze hëllefen, fir dass och a méi dicht bebaute Quartieren eng héich Liewensqualität ka bestoen. Nëmme wann dat geléngt, wäert d'Akzeptanz vum de Leit, déi haut schonn do wunnen, erreecht ginn. An dat ass méittelfristeg entscheidend, ob de Pacte Logement 2.0 en Erfolleg gétt oder net.

Zesummefassend kann een also soen, dass d'LSAP mat den Ziler vum Pacte Logement 2.0 d'accord ass. Et sollt een nawell aus deem éischte Pacte Logement d'Erkenntnis zréckbehalen, dass all Wuesstum, och wann et ëm d'Ziel vum de Sozialwunnengen geet, zousätzlech Infrastrukturearbechte mat sech bréngt.

Et muss och am zweete Pacte Logement weiderhi méiglech sinn, en Deel vum de Sue fir éffentlech Infrastrukturen ze notzen, déi mat dem Wuesstum och zesammenhänken. Et ass richteg, dat net méi eleng un d'Ziel vum den Awunner ze bannen, déi klëmmt, mee et sollt am Plan d'action local pour le logement eng gewësse Proportioun agehale ginn, soudass d'Gemengen net mat de Follgekäschten elenggehooss ginn.

Mir hunn an eise Land keng gläichméisseg Verdeelung vum soziale Wunraum. Et gétt Gemengen, déi maache vill. Et gétt Gemengen, déi maache bal a guer näischt. Do vermësst een dach heiansdo eng gewësse Solidaritéit tëscht de Gemengen. A wa mer heimat zwar keng Quoten iwwert d'Land zéien, sou misst de Pacte Logement 2.0 awer e verpflichtend Instrument ginn, op d'mannst dann emol bei all deene Gemengen, déi matmaachen. Beim éischte Wunnengspakt waren dat se bal all a mir wënschen eis, dass dat och bei deem zweete Pacte Logement de Fall wäert sinn.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

► **Plusieurs voix.** - Très bien !

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance.** - Merci och. An nächst ageschriwwen Riednerin ass d'Madam Semiray Ahmedova.

► **Mme Semiray Ahmedova (d'gréng).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Problemer vum Wunnengsmaat sinn net nei. An ech hunn awer d'Gefill, dass déi Situatioun sech ëmmer méi zouspëtz. Mir schwätze méittlerweil net nëmme vu Leit, déi sech mat engem niddregen Akommes näischt kënnen leeschten, sief et fir ze lounen oder fir ze kafen, mee de Problem ass méittlerweil an der Mëtt vum eiser Gesellschaft ukomm. Och d'Mëttelschicht empfënt d'Käschte fir e Logement ëmmer méi grouss an als ëmmer méi eng grouss Laascht. Eppes ass sécher: D'Leit dobaussen hu wierkelech eng héich Erwaardung un eis Politiker, wat dese Sujet ugeet. A mir mussen hei liwweren an am Fong déi néideg Changementer matabréngen.

De Pacte Logement 2.0 kéint, nee, misst am Fong en ambitiöse Projet ginn, fir déi néideg Changementer kënnen ze bréngen. Mir mussen diesen Outil gutt duerchdenken an dofir sinn ech fro, dass de Ministère eis Deputéiert haut invitéiert huet, fir eis Meinung dozou auszudrécken.

2008 gouf mam Pacte Logement 1.0 eng Konventioun zwëschen Gemengen a Staat énnerschwémm mam Haaptzil, de Wunnengsbau ze dynamiséieren. Dese Pakt leeft d'nächst

Joer, also 2020, aus. Et ass elo un der Zäit, en neie Gesetzestext auszuschaffen, fir de Pacte Logement 2.0 ze lancéieren. De Pacte Logement 2.0 soll en Neufank sinn. A wann een nei wëllt ufänken, da muss ee fir d'éischt eng kritesch Auseenansetzung maache mat deem, wat virdru war, fir dat Neit besser kënnen ze maachen.

Am Pacte Logement 1.0 war virgesinn, dass Ganz reegelméisseg engem Monitoring ze ënnerzéien. Sou leien eis dräi Evaluatiounen vir, an déi lescht vum 2018. Wat ass dobäi erauskommen?

De Staat huet d'Entwécklung vum deene Gemenge mat 379 Milliounen Euro ënnerstëtzt. Leider sinn dovunner just ronn 3 % an de Wunnengsbau agefloss. De Rescht ass benotzt ginn, fir déi gesamt Infrastruktur vum de Gemengen ze stäerken.

D'Konklusioun, déi ee muss zéien, ass déi, dass vill méi Suen an d'kollektiv Infrastrukture gefloss si wéi an de Logement. Dës Tendenz léisst sech domadder erklären, dass beim Pacte Logement 1.0 d'Suen net direkt un de Bau vum Logement gekoppelt waren, mee un den demografesche Wuesstum vum der Gemeng. Dat war deemno eng reng quantitativ Approche.

Wann eng Gemeng gewuess ass, krut se Suen. D'Subventiounen hunn net missen onbedéngt an de Wunnengsbau fléissen. Déi meescht Gemengen hunn eeben op des Manéier profitéiert, fir hir Schoulen, Maison-relais, Kläranlagen ze verbesseren, wat och net falsch war. Mee leider ass de Wunnengsbau a virun allem den abordabele Wunraum op der Streck bliwwen.

Et dierf een awer och net vergiessen, dass de Pacte Logement 1.0 véier nei Outilen agefouert huet, déi de Wunnengsbau ënnerstëtzen. An do schwätzen ech vum Droit de préemption - deem sougenannte Virkaufsrecht -, der Taxe communale op eidel stoend Wunnengen, déi ënner d'Autonomie communale gefall ass, vum deenen 10 % vum engem PAP, déi am Fong Logement subventionné solle ginn. An de leschte Punkt war, dass een, wann ee säi Bien un d'éffentlech Hand verkaf huet, dann op der Plus-value net besteiert ginn ass. Dat sinn d'Grundsteng fir eng weider Aarbecht an deem Beräich.

D'Monitoringen hu gewisen, dass des Outilen och hir Schwaachpunkten haten. Dofir geet et haut an deser Debatt och dréms ze kucken, wéi des Outilen verbessert kënnen ginn.

Wat waren déi éischt Demarchen am Kader vum der Refonte Pacte Logement 1.0? Fir de Bilan vum Pacte Logement 1.0 nach méi ze verdéiwen a Verbesserungsvirschléi kënnen erauszéien, huet de Logementsministère zesumme mam Interieursministère de Kontakt mat deene gesicht, déi um Terrain dovum betrëff sinn. Et gouf e Groupe de travail interministériel opgeruff a parallel 2016 eng Journée des communes organiséiert. D'Zil war ze kucken, wou d'Gemengen eng Hëllefstellung brauchen, an iwwerhaupt, wéi si mam Pacte Logement eens ginn.

2019 huet de Logementsministère, erëm an zesummenaarbecht mam Interieursministère, sechs Ateliere organiséiert. Des Biergerbedeelegung huet et erlaabt, sämtlech Akteure wéi d'Gemengen, Techniker, Politiker, Planer an awer och d'Matbierger ze consultéieren, wéi si de Pacte Logement géifen ugoen. De Bilan vum den Ateliere war kloer. Déi Haaptiddien, déi fir de Pacte Logement 2.0 proposéiert ginn, si folgend:

- méi abordabele Wunraum muss geschaf ginn,

- Mobilisatioun vum de Bauterrainen,

- et dierf een d'Qualitéit vum de Wunnengen, mee awer och déi vum Wunraum net vergiessen,

- dass ee sech um Pacte Climat kéint orientéieren an do e Moosnamekatalog opbereet. De Katalog géif och erlaben, Elementer matanzubréngen, déi déi lokal Spezifitéit vum enger Gemeng géifen definéieren.

An zu gudder Lescht géif dat Ganz der Gemeng erlaben, sech e lokalen Aktionsplang ze ginn, wat d'Wunnengspolitik ugeet.

Déi dräi Haaptziler, déi vum Groupe de travail interministériel ervirgehuewe goufen, sinn déi folgend:

1) méi nohalteg an abordabel Wunnenge bauen um Gemengenniveau,

2) d'Mobilisatioun vu Bauterrainen, an do schwätzen ech vum deenen Terrainen, déi am Fong am Baupermeter sinn, déi awer zënter Joren eidel stinn, oder och nach vum deenen Terrainen, déi guer net viabliséiert sinn,

3) Verbesserung vum de Liewensqualität an de Quartieren duerch eng besser Planung an urbanistesche Konzeptioun.

Mat deem Konzept géife mir de Pacte Logement definitiv nei orientéieren. An do léisst sech eng gréng Ennerschrëft erkennen: Jo, mir hunn en demografesche Wuesstum, deen duerch eis Economie an duerch déi grouss Attraktivitéit vum eise Land zustane kéint. Mee heimadder probéiere mer, dës Verantwortungsvoll ze begleeden, dass heescht, nohalteg ze plangen a kohärent ze si mat den Ziler vum der Landesplanung, vum Natur- an Umwelt-schutz a vum der Mobilitéit. Ech gi spéider nach eng Keier a menger Ried op déi eenzel Detailler an.

Wéi soll dat Ganz awer konkret ëmgesat ginn? Déi Fro, déi ee sech stellt, ass déi: Wéi eng Hëllefstellung brauchen d'Gemengen, fir op Basis vum deenen dräi Haaptziler konkret Projete kënnen ëmzesetzen? Wat fonctionéiert gutt bei de Gemengen? Wat dreift d'Gemenge gitt virun?

D'Gemenge selwer hu vum Modell Klimapakt geschwat. Firwat de Klimapakt? Mir schwätzen dach hei vum enger Logementspolitik um Gemengenniveau. Mee ech mengen, ganz einfach: De Klimapakt huet eng grouss Akzeptanz a bis elo e grouse Succès bei de Gemengen. Mee net nëmme. D'Mataarbechter kennen de Pacte Climat och schonn an d'Matbierger si meeschtens ganz houfreg, fir kënnen ze soen, dass hir Gemeng dat ganz gutt mécht. An, ganz wichteg: D'Gemenge selwer entwéckelen oft eng Dynamik an zéie meeschtens d'Nopeschgemenge mat.

De Pacte Logement baséiert säi Konzept op e Moosnamekatalog mat konkreten Objektivier a passende Mesuren, déi u finanziell Subventiounen gekoppelt sinn. Sämtlech Mesuren hunn eng Ponderatioun an erlaben et, déi regional Charakteristik vum enger Gemeng ze definéieren.

De Logementsberoder ass eng professionell Begleitung fir d'Gemenge beim Ausschaffen a bei der Ëmsetzung vum hirem lokalen Aktionsplang. Déi Demarche ass wichteg, zemoos fir déi Gemengen, déi méi kleng sinn an net déi néideg Ressourcen an Expertisen zur Verfügung hunn. Op deem Wee kann all Gemeng mat der Hëllef vum Logementsberoder hir eege lokal Strategie entwéckelen, fir eng ambitiös an engagéiert Logementspolitik kënnen ëmzesetzen, déi op hire Profil passt.

Et kann ee sech zu deem Moment d'Fro stellen, firwat hei just vu Gemenge geschwat gétt, déi eppes solle maachen. Ech géif behaupten, dass mir eis heibannen all eens sinn, dass déi éffentlech Hand méi aktiv muss ginn, fir d'Wunnengsnout an de Grëff ze kréien. De Wunnengsbau ass eng gemeinsam Verantwortung vum Staat a vum de Gemengen. D'Gemenge sinn hei en unverzichtbare Partner fir de Staat. D'Gemenge sinn do, fir am Intérêt général ze schaffen. Mee de Wunnengsbau ass fir d'Gemenge bis dato keng obligatoresche Aufgab gewiescht. D'Fro ass, ob een dat awer net am Kader vum der ustoender Reform vum Gemeindegesez kéint änneren.

De Wunnengsbau ass eng gedeelt Responsabilitéit tëschent dem Staat an de Gemengen. Mee net nëmme. Et ass en Zesummespill mat den Akteuren, also wéi den éffentleche Promoteuren an de private Promoteuren. Et geet nëmme Hand an Hand, wou mer all zesumme kënnen eppes fir d'Gesellschaft maachen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll elo op déi eenzel Punkten agoen.

1) D'Offer un erschwénglechem Wunraum nohalteg erhéijen. Eng vun deene gréisste Prioritéiten hei ass, d'Offer vum abordabele Wunraum mat Schwéierpunkt Locatioun eropzesetzen. Hei géifen déi Leit a Fro kommen, déi et ganz schwéier hunn, um fräie Marché eppes ze fannen. Mee méittlerweil sinn déi Leit mat engem méittleren Akommes och vum der Situatioun betrëff. Et ass ugeduecht, dass déi Leit Accès op den abordabele Wunraum solle kréien. Natierlech missten awer déi Leit, déi an enger prekärer a fragiller Situatioun sinn, Prioritéit hunn. Mee Leit mat méittlerem Akommes kéinten esou och eligibel ginn.

Déi 10 %-Reegel, déi den abordabele Wunraum definéiert an déi am Aménagement-communals-Gesetz definéiert ass, misst iwwerschafft ginn. Déi Reegel ass momentan net ganz kloer applizéierbar a vu Gemeng zu Gemeng gétt den Artikel 29 énnerschiedlech ausgefouert. De Problem ass, dass déi Wunnengen, déi à coût modéré verkaf gi sinn, no e puer Joer op dem normale Marché zu Marchés-präisser erëm kënnen weiderverkaf ginn. D'Konsequenz ass, dass déi Wunnengen dem abordabele Logementsmarché verluer ginn. An dat muss sech an Zukunft änneren.

A mir mussen vläicht och en anere Wee aschloen: Solle mir hei déi Reegel net komplett iwwerschaffen a bei der Erstellung vum engem neie PAP direkt déi 10 % fir déi éffentlech Hand reservéieren? Vläch ginn och 10 % guer net

duer. Mat deem Prozentsaz si mer trotzdeem nach ëmmer wäit ewech vum anere soziale Modeller an anere Länner.

Et muss een och derfir suergen, dass des Wunnengen da just nach iwwer Emphyteose oder mat engem Droit de préemption verkaf ginn, sou wéi eigentlech déi éffentlech Promoteuren wéi de Fonds du logement an der SNHBM dat zënter der leschter Legislaturperiod maachen. Op des Manéier géife mer derfir suergen, dass des Wunnengen dem abordabele Logementsmarché net méi verluer ginn.

Verschiede Gemenge sinn ofgeschreckt, fir erschwéngleche locative Wunraum ze schaffen, well dat e soziale Suivi mat sech bréngt an déi Wunnengen och mussen geréiert ginn. Hei wär et wichteg, dass d'Gemenge mat engem neien Akteur, nämlech engem Bailleur social, kënnen schaffen. Mir schwätzen hei vum enger neier Struktur, déi den Intermediaire tëschent de Gemengen an dem Locataire wier. Si géif déi Aufgab vum Encadrement vum Locataire iwwerhuelen, an eng anere Aufgab wier, eng gesond sozial Mixitéit an eng inklusiv Approche an de Quartieren ze kréien.

D'Gemenge ware bis elo retizent, fir selwer Promoteur public ze sinn. Mat der Ënnerstëtzung vum Pacte Logement 2.0 a mat Hëllef vum den éffentleche Wunnengsbaugesellschaft wäerten d'Gemengen déi néideg Outilen an Hëllefstellungen hunn, fir déi Initiativ ze ergräfen. Et dierf een och net vergiessen, dass d'Gemengen duerch dat 79er Gesetz och eng gutt finanziell Ënnerstëtzung kréien.

2) De Punkt 2: d'Mobilisatioun vum Bauland wéi och vu besteende Konstruktione. Fir d'éischt schwätzen ech vum den Terrainen. D'Étude soen, dass 95 % vum de Baulücken a privater Hand sinn. Dat ass Fakt. Dass heescht, déi éffentlech Hand besetzt nëmme 5 % vum deenen 941 Hektar. D'Konklusioun vum diesen Zuelen ass, dass mer ganz wéineg Terrainen zu Lëtzebuerg hunn, déi an der éffentlecher Hand sinn. Do muss Bestand opgebaut ginn.

Mir Gréng sinn derfir, dass mer prioritär sou gutt wéi et nëmme geet ressourcëshonend mam Buedem ëmgin.

(**M. Fernand Etgen reprend la présidence.**)

Bauland, wat am Baupermeter läit, muss prioritär mobiliséiert ginn. 2.846 Hektar sinn disponibel. Do kéint 50.000 bis 80.000 nei Logementer entsto, an dovunner ass een Drëttel souguer direkt bebaubar. Ech schwätzen da vum deene Baulücken: do bauen, wou Infrastrukture sinn, wou een un den éffentlechen Transport uegebonden ass a wou mer just eng Baugemeeng brauchen. Voilà eng Mesure, mat där mer à court terme eppes kënnen ëmsetzen!

D'Banneverdichtung, d'Densitéit mécht oft Angscht, d'Bild vu risege Residenzen, keng Loft fir ze ootmen, HLMen, Banlieuen, Gettovisiounen, déi am Fong eng Segregatioun duerstellen, sinn oft dat, wat d'Leit ënner Verdichtung verstinn. Ech iwwerdreiwen natierlech elo mat deene Beispiller, mee ech verstinn, dass d'Leit dat Ganz esou kënnen gesinn, well mer bis elo de Fokus net esou vill op d'Qualitéit gesat hunn.

Den éffentleche Raum fir d'Leit gouf e bësse vernoléisst an deem Sënn. Dofir, wéi ech scho virdru erkläert hunn, ass et wichteg, nohalteg a qualitativ ze konzepéieren. De Schwéierpunkt muss op dem Mensch leien a sengem Ëmfeld, an net méi op dem Auto. Et ass och nëmme do, wou et Sënn mécht ze verdichten, wou een och misst verdichten. Dat wëll ech awer wierkelech hei haaptsächlech soen.

Déi besteende Konstruktione, also wa mer vu Bausubstanz schwätzen, do géif ech emol soen: Wéi wier et mat engem Changement d'affectation vum der Wunneng? Mir wëssen, dass hei zu Lëtzebuerg d'Moyenne vum der Surface habitable vill méi héich ass wéi an den Nopeschlänner, zemoos bei eelere Leit, déi eleng an engem Haus liewen. Fir eng Ziel ze nennen: Mir sinn an der Moyenne bei 166 Quadratmeter fir een oder respektiv fir zwee Leit. Aus engem Eefamiljenhaus kann e bifamilialt entsto, oder et kéint ee vläch Kummeren u Studente verlounen, vläch awer och ganz einfach eng energieesche Sanéierung ënnerhuelen. Dat gétt enger Wunneng, mee och engem Quartier en neit Gesiicht an en neit Liewen.

Wat de Leerstand ugeet, schwätze mer am Fong hei e Punkt un, deen et erlaben kann, Logementer ze mobiliséieren, an dat a court terme. Et kann ee sech virstellen, op d'Gestion locative sociale zréckzegräifen, fir eng Sécherheet um Loyer ze hu plus eng Gestiou vum Bien. Et ass wichteg ze betounen, dass Wunnengen, déi eidel stinn, sech vill méi séier bauphysikalesch degradéieren.

De Modell vum der Gestion locative soll och weiderentwéckelt ginn. Dës Instrument gétt et





schonn zënter zéng Joer zu Lëtzebuerg. Mir hu 17 Akteuren, déi an deem Beräich aktiv sinn, a ronn 800 Wunnengen sinn iwwer dese Wee mobiliséiert ginn. Et ass e soziale Modell, dee souwuel dem Proprietär entgéintkënnert wéi och dem Locataire. An an deem Sënn hëlleft en och, fir déi Leit sozial ze suiwéieren.

Ech schwätzen och vun der Taxe communale, déi op eidel stoeende Wunnengen am Fong am Pacte Logement 1.0 proposéiert gouf. Déi Mesure aus dem Pacte Logement 1.0 ass ganz schwierig, fir an d'Praxis ëmgésetzt ze ginn. Wéi mer och virdru scho gesot hunn, sinn nëmme 7 Gemenge vun 102, déi dat um lokalen Niveau ugewannt hunn. Mee dat Ganz huet net richtig gegraff. Vill Gemenge sinn u Problemer gescheitert, wéi zum Beispill dem Dateschutzproblem, oder haten iwwerhaupt Schwierigkeiten erauszefannen, wou eidel stoeend Wunnengen sinn.

Et misst ee sech hei vläicht d'Fro stellen, ob een esou eng Tax net vun nationaler Säit aus begleede misst, fir datt et och vläicht besser gräift. D'Fro ass och, ob mer déi Problematik net iwwer déi nei ustoend Reform vun der Grondsteuer gereegelt kréien.

3) Den drëtten Punkt, dat ass d'Wunnengsqualität. D'Wunnengsqualität ass och e Punkt, dee mir perséinlech immens um Häerz läit. Ech hunn d'Gefill, ouni wëllen engem eppes ze reprochéieren, datt an deene leschte Joren eischter drop gekuckt ginn ass, méi Wunnengen ze bauen, wéi e kohärent urbaant Konzept ze entwéckelen, fir de Liewensraum an d'Liewensqualität besser ze gestalten.

Datt mir mussen bauen, doriwuer gëtt et Konsens. Gläichzäitig muss mir eis Gedanke maachen, wéi mer wëlle bauen a wéi mer wëlle wunnen. Wéi gesinn d'Stied an d'Dierfer vun der Zukunft aus? Vill Leit gesi mat vill Retizienz déi aktuell Tendenzen, wou Eefamiljenhaiser ofgerappt ginn an duerch Residenzen ersat ginn. Et ass och am Fong bedauerlech ze gesinn, datt verschidden Uertschaften am Daag zum Deel ausgestuerwe sinn. Dofir brauche mir eng besser urbanistesche Begleitung, fir och eng besser sozial Kohäsion a Liewensqualität kënnen ze kréien.

Wat ass Liewensqualität? Do kann een natierlech immens vill Punkten opzielen. Ech probéieren, mech kuerz zefaassen: Mixitéit vun de Fonctionne wéi de Commerce à proximité, wéi eng Apdik, wéi e Bäcker, dat alles bréngt Liewen an e Quartier. D'Mixitéit vun de Wunnformen erlaabt et, eng gesond sozial Mixitéit ze kréien. E gudden Accès op den öffentliche Transport, Vëlospisten an allgemeng d'Mobilité active - och bekannt ënner „Mobilité douce“ - ze férdere, dréit an engem dozou bäi, d'Loftqualität ze verbessere duerch CO<sub>2</sub>-Reduktioun.

Den Amenagement vum öffentliche Raum duerch ugepassten Urbanismus ass wichteg. An deem Kontext ass et och wichteg, den öffentliche Raum esou ze schafen, datt e méiglechst barrièrefrei wier. De Gréngraum, d'Spillsplazen, d'Parken, Urban Farming, Urban Gardening, alles dat si Méiglechkeeten, wou d'Leit sech kënnen treffen, mee wou een och Biodiversitéit ka schafen, fir datt déi erëm zréck an d'Stied féint.

Et muss méi Wäert geluecht ginn op d'participativ Approche bei der Gestaltung an dem Émplantage vun de Quartieren, sief et fir den öffentliche Raum oder fir gréisser Bauprojeten. D'Leit, déi do wunnen, kennen d'Geschicht an d'Charakteristik vun engem Quartier. Domadder, wann d'Leit matschaffen, kritt dat Ganz och natierlech eng besser Akzeptanz.

Ech géif natierlech elo stonnelaang nach iwwer Liewensqualität schwätzen, mee ech mengen, ech sinn haut net hei, fir nëmme iwwer d'Liewensqualität ze schwätzen, et geet och ëm aner Punkten.

Domadder géif ech gären zu enger Motioun kommen. Här President, am Numm vun deenen dräi Fraktiounen vun der Majoritéit, deene Gréngen, der DP an der LSAP, erlabe ech mer, ofschléissend eng Motioun ze deposéieren. Si enthält d'Hauptpunkte vu menger Intervention a fuerdert d'Regierung op, sämtlech Moossnamen an d'Praxis ëmzesetzen.

### Motion 8

La Chambre des Députés,

#### eu égard à la situation actuelle et

- vu la motion votée lors du débat de consultation sur la problématique du logement du 1<sup>er</sup> mars 2018 ;

- saluant la tenue du débat de consultation du 10 décembre 2019 et l'approche participative que le Gouvernement a choisie notamment à l'égard des communes pour impliquer le plus grand nombre d'acteurs dans la conception du Pacte Logement 2.0 ;

- saluant la volonté d'une coopération renforcée entre l'État et les communes afin de dynamiser la

création de logements en général et abordables en particulier ;

- considérant la situation tendue du marché de l'immobilier résidentiel, à savoir l'évolution des prix et la pénurie de logements à prix abordables et partant les difficultés croissantes pour un nombre important de personnes de se loger à des prix abordables ;

- vu la perspective d'accroissement sensible de la population et partant l'accroissement de la demande pour des logements à prix et à loyers abordables ;

- considérant la nature transversale de la problématique en matière de logement, dépassant largement les seules compétences du Ministère du Logement et englobant des éléments fiscaux et budgétaires, d'urbanisation, d'aménagement du territoire, d'environnement ainsi que des aspects de politique familiale et sociale ;

- considérant que seule une collaboration de tous les acteurs du secteur public et privé et notamment de l'État et des communes pourra conduire à une action ciblée dans la politique du logement ;

- considérant que les acteurs de la construction touchent actuellement aux limites de leur capacité d'exécution ;

#### considérant les priorités politiques en matière de logement et

- convaincue qu'une des priorités en matière de politique du logement consiste dans la création d'une offre nettement plus large de logements abordables destinés en premier lieu à la location ;

- considérant qu'il est nécessaire d'établir un état des lieux sur le parc locatif social actuel, sur l'offre ainsi que sur la demande en tenant compte de tous les acteurs du logement social ;

- considérant que des efforts supplémentaires doivent être faits pour que la rétention et la spéculation foncières soient contenues de façon à ne pas alimenter la hausse des prix et des loyers ;

- considérant la nécessité de mobiliser en priorité le potentiel foncier de 2.846 ha disponibles pour l'habitat à l'intérieur des zones d'habitation des PAG ;

- considérant que l'extension du périmètre constructible est envisageable si elle répond à une réelle nécessité ainsi qu'aux critères de l'aménagement du territoire, des lois portant sur la protection de l'environnement, de l'application du « Baulandvertrag » et du PDAT ;

- considérant également la nécessité de mieux identifier et quantifier les logements non occupés, mais également de les mobiliser pour les personnes à la recherche d'un logement, notamment à travers le développement de la gestion locative sociale ;

- considérant l'opportunité d'orienter la politique du logement suivant les critères de l'aménagement du territoire afin d'augmenter la mixité des fonctions logement - travail - loisirs et de réduire les coûts en infrastructures engendrés par un développement résidentiel tentaculaire ;

#### eu égard aux autres projets de réforme du Gouvernement et

- considérant les travaux menés par le Gouvernement pour réformer de façon plus générale les aides à la pierre, destinées prioritairement à la construction de logements locatifs par les promoteurs sociaux ;

- considérant que dans ce contexte, les critères d'éligibilité, d'attribution des logements à coût modéré ou abordables, qu'ils soient destinés à la vente ou à la location, seront déterminés avec précision ;

- considérant la nécessité d'harmoniser les taux et les conditions des subventions publiques à cet égard ;

- saluant l'intention du Gouvernement de créer une convention destinée au « bailleur social » en tant que gestionnaire des logements locatifs abordables et répondant ainsi aux besoins des communes de pouvoir se doter des moyens nécessaires pour assurer une bonne gestion des logements et un suivi adéquat des locataires ;

- considérant le besoin d'assurer un accompagnement social aux personnes locataires ;

- reconnaissant que par ce biais il sera possible d'assurer une plus grande mixité sociale indispensable notamment dans les grands projets d'envergure sans pour autant abandonner dans l'attribution des logements la priorisation en fonction des critères de nécessité socio-économique des bénéficiaires ;

- considérant qu'il est souhaitable de mettre en place une gestion centralisée des offres et demandes de logements subventionnés ;

#### tenant compte du Pacte Logement 1.0 et

- considérant le bilan mitigé du Pacte Logement 1.0 venant à échéance en ce qui concerne la création de logements à coût modéré destinés à

la vente et de logements abordables destinés à la location ;

- reconnaissant la nécessité pour les communes de disposer des infrastructures publiques nécessaires pour accompagner la croissance de leur population, notamment en matières environnementales, éducationnelles, sportive et d'accueil ;

- reconnaissant également la nécessité pour les communes de renforcer leur savoir-faire et leurs compétences techniques afin d'accompagner la mise en œuvre des plans d'aménagement particuliers (PAP) « nouveau quartier » en vue de la création de logements à coût modéré et abordables tout en assurant une haute qualité résidentielle ;

- considérant la nécessité d'assurer une application systématique et uniforme à travers tout le pays de la règle dite des 10 %, selon laquelle les PAP « nouveau quartier » dépassant 25 unités de logement doivent réserver au moins 10 % des surfaces destinées au logement à la création de logements à coût modéré et abordables ;

- reconnaissant la nécessité d'accroître le potentiel foncier des promoteurs publics d'assurer une bonne mixité sociale dans les nouveaux quartiers à développer à travers la réalisation systématique de logements à coût modéré et abordables sur les surfaces ainsi réservées au logement abordable ;

- saluant l'intention du Gouvernement de revoir le droit de préemption introduit par le Pacte Logement 1.0 en 2008 en vue de sa généralisation en parallèle à une application simplifiée et uniforme dans le chef des administrés,

#### invite le Gouvernement

- à finaliser l'élaboration du Pacte Logement 2.0 en poursuivant le triple objectif :

• d'une augmentation de l'offre de logements à coût modéré et abordables au niveau communal, en augmentant de façon prioritaire l'offre de logements sociaux locatifs,

• de la mobilisation du potentiel foncier et résidentiel existant au niveau communal, et

• de l'amélioration de la qualité de vie dans tous les quartiers par un urbanisme adapté ;

- à assurer un accompagnement adéquat pour les communes lors de la phase d'élaboration de leur stratégie communale pour le développement du logement appelée dans les documents préparatoires « Programme d'action local pour le logement » ;

- à assurer la mise en place d'un réseau « conseiller logement » pouvant accompagner, en étroite concertation avec les services des Ministères du Logement et de l'Intérieur, les communes dans leurs efforts de réaliser les objectifs du Pacte Logement 2.0 ;

- à promouvoir une analyse du potentiel de développement et une gestion active et stratégique du foncier communal suivant la méthodologie « Raum+ » en vue de l'élaboration du « Programme d'action local pour le logement » ;

- à prévoir les moyens budgétaires nécessaires pour l'acquisition des terrains nécessaires au développement du logement à coût modéré abordable et la création des infrastructures publiques répondant aux besoins des communes mettant en œuvre une politique ambitieuse de création de ce type de logements ;

- à assortir les moyens budgétaires mis à disposition aux différentes communes de conditions relatives à l'envergure de la création de logements abordables sur leur territoires respectifs ;

- à considérer l'augmentation des coefficients d'utilisation maximale du sol, dans les quartiers où cela s'avère approprié, ce qui aura pour double avantage de réduire l'incidence des terrains à bâtir dans le coût du logement afin de freiner la hausse des prix immobiliers et de mieux tenir compte des impératifs du développement durable en réduisant la consommation de sols par logement, tout en respectant les principes de l'architecture et de l'urbanisme en milieu rural et de renforcer la qualité résidentielle par des mesures appropriées portant sur les espaces publics ;

- à développer dans le contexte du Pacte Logement 2.0 d'autres outils nécessaires à une politique de développement du logement abordable ;

- à clarifier les dispositions dans l'article 29 de la loi modifiée du 19 juillet 2004, prévoyant que, pour les PAP « nouveau quartier » dépassant 25 unités au moins, 10 % de la surface brute à déduire au logement sont à réserver à la réalisation de logements à coût modéré ;

- à prévoir dans le programme d'actions subventionnables du pacte Logement 2.0 les actions utiles et nécessaires afin de promouvoir :

• la préservation architecturale des centres des villages par la rénovation ou le changement d'affectation en vue de la création de logements abordables,

• la création de logements innovateurs,

• le logement intergénérationnel et la colocation,

• la préservation et amélioration de la qualité résidentielle aux niveaux environnemental, social et infrastructurel dans les quartiers nouveaux et existants,

• la mise en œuvre systématique de logements à coût modéré et abordables en main publique dans les PAP prévoyant un nombre de logements supérieur à 25 unités,

• la mobilisation systématique des « Baulücken » ainsi que du potentiel foncier (QE et NQ) identifié à travers une politique active de la mobilisation du potentiel foncier (QE et NQ) ;

- à présenter annuellement un bilan détaillé de l'état d'avancement du Pacte Logement 2.0 à la Chambre des Députés.

(s.) Semiray Ahmedova, Yves Cruchten, Franz Fayot, Max Hahn, Josée Lorsché.

► M. Fernand Etgen, Président.- Merci.

► Mme Semiray Ahmedova (déi gréng).- Mir sinn nämlech iwwerzeegt, datt d'Regierung mat dëser Approche e Meilsteen an der Logementspolitik wäert setzen. A mir sinn och iwwerzeegt, datt mir domadder endlech um richtige Wee sinn.

Mir fuerderen d'Regierung heimadder op, de Pacte Logement mat deene scho genannten Ziler faerdegzestellen, dofir de Gemengen déi néideg Expertis bereetzestellen, hinnen déi néideg budgetär Moyenen ze ginn, dës budgetär Moyenen an d'Realisatioun vum abordablem Wunraum ze koppelen, den Dichtheitskoeffizient ze iwwerschaefe fir déi Quartieren, wou et och nëmme Sënn mécht, weider Outilen ze erstellen, déi et erlabe, am Kontext vum Pacte Logement abordable Wunraum ze schafen, den Artikel 29 vum Aménagement-communales-Gesetz méi kloer ze definéieren, am Programm vun deene subventionéierten Aktiounen Aktiounen virzegesinn, déi ënner anerem innovativ Wunformen schafen, d'Wunnengsqualität erhalen a verbessere, de Potentiel foncier mobiliséieren. An zu gudder Lescht invitéiere mir d'Regierung, eis all Joer en Zwëschebilan vum Pacte Logement ze presentéieren.

Ech hoffen, Dir wäert déi Motioun matdroen, fir datt mer am Logement kënnen weiderkommen. Ech soe Merci fir d'Nolauschteren.

► M. Fernand Etgen, Président.- Merci villmools, Madamm Ahmedova. Nächstes geschriwwene Riedner ass den honorablen Här Roy Reding. Här Reding, Dir hutt d'Wuert.

► M. Roy Reding (ADR).- Jo, Merci, Här President. Ech wäert mech ganz kuerz faassen. De Pacte Logement 2.0, sou wéi en eis elo vun der honorablen Madamm Ahmedova virgestallt gouf an och wéi et aus der Motioun ervirgeet, féint der ADR hir integral Zoustëmmung.

Ech hunn dräi Remarken ze formuléieren, déi mer net onwichtig schéngen. Déi 10 %, déi ugesteiert gi fir erschwéngleche Wunraum, sollten an eisen Aen, an dat hu mer hei schonn e puermol gesot, als Mietwunnechten zur Verfügung gestallt ginn an net als Verkaufswunnechte mat Bail-emphytéotiquen, wat mer schonn ëmmer kritiséiert hunn, well dat de Leit net hëlleft - an ech wäert drop zréckkommen -, Verméigensbildung ze bedriewen.

Dat Zweet ass, mir als ADR fannen, datt mer de Sproochgebrauch onbedéngt sollten änneren. An et ass scho bei anere Riedner ugeklongen: Et gouf ëmmer méi vun „erschwénglechem Wunraum“ geschwat. An dat schéngt mer och richtig, well eleng déi Benetzung vun deem Term „soziale Wunraum“ a mengen Aen, an eisen Aen, déi Leit ausgrenzt, déi hei viséiert sinn an déi erschwéngleche Wunraum, besonnesch dann och Mietwunraum, brauchen.

An dat Drëtt, wou mer ganz d'accord sinn, besonnesch och mat den Ausféierunge vun der CSV, ass, datt d'Privatpromoteuren, déi d'Kritikären anhalen, dat heescht, déi d'Wunnechten, déi Mietwunnechten dann, soe mer emol, 25 Joer halen - dat kéinten der och 20 oder 30 sinn, dat ass eigentlech nëmme en Detail - an zu engem erschwéngleche Loyer ubidden, dee kloer definéiert gëtt, datt déi op e Pied d'égalité mussen gesat gi mat Staat, Gemengen oder öffentliche Bauträger.

Bon, den Här Lies huet geschwat vun 10 Euro de Meterkaree. Dat ass, mengen ech, d'Opgräife vun der populistescher Pirateforderung. Dat hânt jo ëmmer nach dovun of, wou déi Wunnecht läit, wat den Terrain kascht. Et gi ganz bestëmmt Gemengen, do kann een et ënner 10 Euro maachen, an et gi bestëmmt Gemengen, wou et fir 10 Euro einfach net méiglech ass. Et soll ee sech do net formaliséieren. Mir wëssen, wat mer wëllen, dat ass er-

schwéngleche Mietwunraum, datt deen erschafft gëtt.

Also kloer jo zum Schafe vun esou vill wéi nëmme méiglech Mietwunnechten zum erschwéngleche Präis, egal duerch wien, och duerch privat Promoteuren.

Dann hunn ech mer eng Notiz gemaach während dem Här Lies senger Ried. Ech muss him do an enger Saach widderstrieden, wat den Droit de préemption ueget. Wann an engem Compromis tëschent zwou Parteien zum Beispill en Akkont negociéiert gëtt, oder en Echange mat enger Wunnecht oder mat Bauterrainen, déi ze schafe sinn, dann ass dat net d'office eng Astuce, fir en Droit de préemption ze ëmgoen! Et ass ganz einfach den Accord tëschent Parteien, an dat nenne mer an eiselem Rechtsverständnis d'Liberté contractuelle. An et ass och richtig, datt de Pouvoir préemptant, wien och ëmmer dat ass, sech un d'Konditioun vum Kontrakt tëschent de Parteien muss halen.

Wann dat an enzele Fäll net méiglech ass duerch d'Kontabilitéitsgesetzgebunge bei Staat a Gemengen, fir Akkonte kënnen ze bezuelen oder esou Saachen, da muss mer legiferieren, fir et méiglech ze maachen, datt de Pouvoir préemptant d'Konditioun kann anhalen, mee mir kënnen net de Leit hir vertraglech Fräiheet beschneiden.

Da wollt ech op dem Kolleg Yves Cruchten seng Bemierkungen zrëckkommen, déi ech ganz, ganz richtig fannen, zur Méiglechkeet zum Kaf vu Wunnechten. Ech hunn lech do 100 % Recht ginn. An Dir wësst, ech hunn dat schon an anere Riede gesot: Een, deen a jonke Jore kafe kann oder kafe konnt, deen ass an engem positive Rad dran, dee profitéiert vu Wäertsteigerungen, dee kann, wa seng Famill méi grouss gëtt, de Studio verkafen an en Appartement kafen, deen ass op där sozialer Leeder drop, an dat sollte mer férdere! Dat sollte mer onbedéngt férdere! Dat kennt och duerno Kanner an Enkelen zeggut.

A wou Der ganz Recht hutt, ass mat deem Uspuere vun deem, wat ee selwer muss hunn, fir e Kredit ze kréien, datt een do stänneg der Präisentwicklung hannendruleeft. An ech mengen, de Kolleg Gast Gibéryen huet dat androcksvoll déi leschte Kéier hei an engem Calcul novollzunn, dat mat deem Joer, wou ech spueren: Dat Joer drop ass schon d'Präissteigerung méi héich wéi dat, wat ech konnt mënscheméiglech uspueren!

A genau duerfir ware mer jo och a bleiwe mer och géint Aert onsäglecht CSSFs-Gesetz, well et genau de Contraire ass vun deem, wat mer brauchen!

Wat mir bräichten, wier, datt d'Leit kënnen zu 100 % vun hirem Kredit profitéieren, an net zu 80 %, an 20 % mussen, oder 30 % mussen ..., mee datt se zu 100 % vun hirem Kredit kéinte profitéieren. An dat wier méiglech, wa mer zum Beispill eng Staatsgarantie géife ginn. De Staat, dee léint jo haut Suen zu engem negativen Zëssaz. An anere Wieder, de Staat gëtt jo haut bezuelt vun de Leit, fir datt en hir Suen ewechhëlt! Ergo ass et jo net schwéier, fir grouss Finanzmëttel ze mobiliséieren an esou eng Staatsgarantie en place ze setzen, fir de Leit ze hëllefen, Wunraum ze kafen.

Direktmesuren - an och doriwwer hate mer scho rieds, a quitte datt et elo net d'Theema zum Pacte Logement 2.0 ass, mee ech ka mer net verknäifen, dat ze soen -: Et gëtt Direktmesuren, fir d'Präisser haut direkt ze bremsen, wann net souguer ze reduzéieren.

Dat Éischt ass den Enregistrement. Firwat besteiert de Staat Leit, déi hir Wunnecht kafen? Si gi jo scho besteiert op hirem Akomes, dorobber datt se schaffe ginn, dorobber datt se Gewinner erzielen. Firwat gi se drop besteiert, well se kafen?

Wann den Här Cruchten dat eescht hëlt - an ech ginn dovun aus, datt en et eescht hëlt -, datt et richtig ass, déi Accession à la propriété vun Normalbierger ze férdere, ma da kommt, mir soen: Mir besteieren net méi, wann den Normalbierger eppes keeft! Null Enregistrement! Zumindest bis zu engem rasonabele Plaffong! Mir schwätze jo elo net vun deene Leit, déi Präisser bezuelen, vun deenen och hei rieds gaangen ass, vun 13.000 Euro de Meterkaree, mee déi normal Bierger, datt mer einfach do soen: null Enregistrement!

Dat Zweet, datt ass d'TVA. Et deet mer leed, wann ech d'TVA vun 3 % op 17 % eropsetzen op Mietwunnechten, da ginn d'Loyere 14 % erop. Dat ass esou sécher wéi den Amen nom Gebiet. Kommt, mir soen direkt an d'office: Op

all Wunnechten, an egal ob se gebaut ginn oder renovéiert ginn, an egal ob se selwer occupéiert ginn oder ob se verlount ginn, ass d'TVA 3 %, an dat ouni Plaffong an dat ouni iergendwellech Prozeduren! Dat wier eng Simplification administrative an dat géif sofort d'Präisser erofsetzen.

Bon, dat Drëtt ass d'Staatsgarantie, déi misst iwwerholl ginn. Iwwert déi hat ech elo schon e bësselchen éischer rieds, wéi ech eigentlech wëlles hat. Domadder géife mer dat Zil errechen, d'Präisser erfzesetzen, a virun allem, wat mir an eiser Partei um Häerz läit, de Leit d'Méiglechkeet loossen, och Proprietär ze ginn.

Ech soen lech Merci.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Très bien !

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools, Här Reding. Nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här David Wagner. Här Wagner, Dir hutt d'Wuert.

► **M. David Wagner (déi Lénk).** - Merci, Här President. Här President, Lëtzebuerg gëtt esou lues waakreg. Mir sinn elo mat de Konsequenze vun den Ursenne vum Lëtzebuerg Modell konfrontéiert. O, wat hu mir eis gebretzt, wéi dichteg mer wiere mat eiser louser Finanzpolitik an all déi aner Länner, eis Nopere virop, wieren esou jalous op eis Reussite!

Mee lues a lues huet d'Mär vum Wonnerland Lëtzebuerg ugefaang mat bréckelen. Problemer heefe sech un: De Chômage kennt och zu Lëtzebuerg un, schon eng gewëssen Zäit, d'Aarmut klëmmt, Jonker, déi ee Kuerzzäitkontrakt nom anere mussen unhuelen, den Transport, deen iwwerfuert ass, an natierlech d'Wunnengsnout.

Bei der Wunnengsnout ass laang net vill geschitt um politeschen Niveau, oder besser gesot, net onbedéngt dat Richteg. Dat huet och eng Erklärung: Beträff ware virun allem laang Zäit bei de Locatairen déi Aarbechter, déi am ärmste waren, a Leit, déi souwisou kee Walrecht haten. Derbäi koom, datt och ëmmer méi Leit ugefaangen hunn, iwwert d'Grenzen ze goen, déi dann net méi op dem lokale Wunnengsmarché ze fanne waren oder sinn.

De ganz schlecht reguléierte Maart a Kontrollinstanzen, déi net oder schlecht fonctionéieren, droe staark zum Wunnengsmisär bäi.

Ech ginn lech e klengt Beispill: dat vun der Loyerkommissioun an der Stad, do, wou d'Präisser warscheinlech am héchste sinn. Wa se zum Beispill vun engem Locataire saiséiert gëtt, well deen zu Recht der Meinung ass, datt säi Loyer total iwwerdriwwen ass, well de Locataire nämlech d'Gesetzgebunge kennt a weess, datt et eng gesetzlech Limit gëtt vu 5 % vum Capital investi, da gëtt en agelueden an e gëtt befrot. An da gëtt de Proprietär agelueden an dee gëtt da gefrot: „A wéi vill hutt Dir investéiert fir déi Wunneng?“ „O“, seet de Proprietär, „Pi mal Daumen esou vill.“ „An der Rei“, kritt e gesot. Et gëtt net no Dokumenter gefrot, et gëtt net no engem Akt gefrot, „Pi mal Daumen“, dat geet duer, ganz onbürokratesch. An als Kréining gëtt de Locataire och nach zur Sau gemaach, datt en iwwerhaupt d'Kommissioun saiséiert huet.

Dat leeft hei esou. Mir wäerten och am Stater Gemengerot doriwwer diskutéieren. Dat ass ee Beispill ënner villen, leider. Warscheinlech ass dat keen Eenzelfall.

À propos ze héich Loyerer: Eng kleng Incise opgrond vun der Interventioun vum Här Hahn virun, wou en drop opmierksam gemaach huet, wann een déi eng oder déi aner Mesure misst huelen, datt dat duerno dat géif provozéieren, datt gewësse Loyere géifen an d'Héicht goen. Et kann een och Loyere bremsen! Mir hunn eng Proposition de loi dozou deposéiert an et gi warscheinlech, vläicht nach aner Modeller.

Firwat hu mer dann esou e Problem iwwerhaupt mam Logement? Do ginn et jo dräi Punkten, géif ech soen. Et goufen net an et ginn net genuch effentlech Wunnenge gebaut, déi abordabel sinn. Knapps 2 % sinn et zurzäit. Et gi weénege Länner an Europa, wou et esou weénege ass, weeder a Frankräich nach an Däitschland oder an der Belsch.

Zweetens, Locatairen hu Rechter. Si sinn awer net effikass genuch a si si souwisou deenen allerwéinegste bekannt. A si gi souguer net respektéiert, wéi ech virun och nach gewisen hunn. Dobäi ass Lëtzebuerg jo Meeschter, wann et drëms geet, Public Relations ze maachen. Do kéint de Staat zum Beispill awer och eng kleng Campagne starten, fir Locatairen iwwer hir Rechter opzeklären. Et géif och net esou vill kaschten, manner wéi den Nation Branding, an et géif méi bréngen.

Drëtens, mam Buedem a mat de Wunnenge gëtt am grouse Stil spekuléiert. Dat ass gewosst. Et ass souguer déi gréissten Ursach vum Problem: d'Grousspekulatioun!

Bei deem Problem ass d'Regierung awer op béiden Ae blann. Fir Kloerheet ze schafen, hate mer eng Motioun deposéiert, fir e Bericht ze maachen iwwert den Afloss vun de Fongen a Gesellschaften op d'Präisspiral. A si ass mat Ach und Krach an d'Logementskommissioun, voire vläicht an d'Finanzkommissioun geschéckt ginn. D'DP war net derfir, well se warscheinlech net interesséiert ass, datt un d'Effentlechkeet kennt, wie wierklech schold un dem Logementsmisär ass.

Déi dräi Punkte matenee kombinéiert hunn zur aktueller desolater Situatioun gefouert. Et ass net esou, wéi wann een näischt maache kéint! An et gouf jo och versicht! Virun eef Joer koom deen éischte Pacte Logement op den Dësch. Ech ginn elo net am Detail dorobber an. Mir hu souwisou keng Zäit, emol net, fir op de Pacte Logement 2.0 anzegoen. Mee schon deemools waren eng Partie Mesur virgesinn. D'Gemenge kruten Hëllef fir de Bau vu subventionéierte Wunnengen. Si kruten och Geld, wann d'Awunnerziel geklommen ass, wat eng ze vill eesäitig Mesure war, wéi mer all och hei averstane sinn, fir ze soen. Wat awer interessant war, ass och, datt d'Gemengen och eng Tax konnten ophiewen op eidel stoende Wunnengen.

Dat alles huet awer de Problem vun der Wunnengsnout net geléist. An eisen Aen huet dat och eng Ursach, nämlech déi, datt déi Mesuren haaptsächlech op Volontariat baséiert hunn. Dat erkläert dann eeben, datt zwar ganz vill Gemenge subventionéiert Wunnenge gebaut hunn, mee dat awer all Kéiers a ganz klengem Mooss.

An dat huet och Ursachen: Engersäits hu gewësse Gemenge gezéckt, well se net iwwert déi Mëttele verfügen, fir de Bau an d'Gestioun vun deene Wunnengen an de Grëff ze kréien. Dat ass och en Argument, wat novollzéibar ass. Mee dann ass et wéi esou oft hei zu Lëtzebuerg: Et gëtt festgestallt, datt et net klappt, mee no Léisunge gëtt awer séier weénege gesicht oder et gëtt erëm éiweg schleefe gelooss.

Net ze schwätze vun der Tax dann op eidel stoende Wunnengen. Ganz weénege Gemengen hu se ugewannt. Do gouf natierlech argumentéiert, datt d'Gesetz net kloer genuch wier, fir et kënnen ze applizéieren. Dat ass deelweis richtig, awer och net ganz, well Ausféierungsméiglechkeete waren du scho virgesinn. A mir mengen, datt mat engem Minimum u Fantasie an haaptsächlech politeschem Wëllen een eppes hätt erreche kënnen.

Här President, d'Gemenge kënnen sech awer och net éiweg hannert der presuméierter Schwierigkeet verstoppen, et war ganz schwéier oder souguer onméiglech ze wëssen, ob eng Wunneng bewunnt war oder net. Et gi Gemengen, an dat gouf och scho gesot, déi hunn et weinstens versicht, déi hunn et plus ou moins bien hikritt - also d'Gesetzgebunge war och net perfekt, dat wëll ech och net soen -: Esch, Biekerech, Dikrech, Esch-Sauer, lechter nach, Réiden op der Atert, Wanseler a Réiser. D'Stad Lëtzebuerg huet et net hikritt oder besser gesot, si huet et ganz schnell fale gelooss. Do war keen Interesse drun.

An et ginn elo Méiglechkeeten, fir dat ze maachen, an dat ass och am Gesetz vum aktuelle Pacte Logement virgesinn, an zwar am Artikel 16, dee seet, datt eng Gemeng d'Méiglechkeet huet feststellen iwwert de Bevëlkerungsregester, datt eng Wunneng iwwer 18 Méint laang eidel steet. Dat ass elo scho méiglech! An den Artikel 20 seet jo och, datt d'Buergemeeschter- a Schäfferéit de Gemengenagenten d'Méiglechkeet kënnen ginn, fir e Constat ze erstellen, datt Wunnengen net bewunnt sinn.

Et ass also elo scho méiglech, wann d'Gemeng et wëllt a sech natierlech och déi entspreichend Mëttele gëtt. Dofir si mir och der Meinung, datt d'Gemengen duerch de Pacte Logement 2.0 obligéiert musse ginn, fir innerhalb vun deenen nächsten zwéi Joer e Regester opzustellen vun de Wunnengen, déi eidel stinn. An da solle se bis spéitstens 2022 eng Gemengentax ophiewen a vun do aus all zwéi Joer e Bericht erstellen. Dozou wëlle mer dann och eng entspreichend Motioun deposéieren.

#### Motion 9

La Chambre des Députés,

- vu l'envoïe des prix des loyers sur le marché privé de l'immobilier dont rend compte une étude d'octobre 2019 du LISER sur les prix de vente et loyers des logements au Grand-Duché de Luxembourg, commanditée par l'Observatoire de l'habitat ;

- vu l'écart important entre le nombre de logements mis sur le marché chaque année et les besoins annuels estimés en logements pour satisfaire la demande courante et à venir dont rend compte une étude de mai 2012 menée par le LISER à propos de la demande et des besoins en logements au Luxembourg ;

- considérant la volonté du Gouvernement d'agrandir l'offre de logements sur les marchés de l'immobilier privé et public ;

- considérant la nécessité de mobiliser le potentiel immobilier déjà existant à des fins d'habitation ;

- considérant les objectifs politiques de l'aménagement du territoire qui prévoient de privilégier à l'intérieur des structures urbaines et rurales la mobilisation des constructions existantes ;

- considérant l'intention récemment affichée du Premier Ministre de vouloir mettre en place une taxation sur les logements laissés vacants pour des raisons spéculatives ;

- vu l'autorisation des communes à établir et à percevoir à leur profit une taxe annuelle spécifique sur les immeubles vides situés sur leur territoire, conformément à l'article 15 de la loi portant sur le Pacte Logement en vigueur ;

- vu les possibilités de vérification des communes de non-occupation de l'immeuble, par le fait qu'aucune personne n'est inscrite sur les registres de la population ou qu'aucune personne en qualité d'occupant d'une résidence secondaire n'est recensée sur une période de 18 mois consécutifs, conformément à l'article 16 point a) de la loi portant sur le Pacte Logement en vigueur ;

- vu l'article 20 de la loi sur le Pacte Logement en vigueur qui autorise le collégé des bourgmestre et échevins d'habiliter les agents communaux de dresser le constat de l'état de non-occupation ou de non-affectation à la construction des immeubles sur le territoire communal ;

- vu l'établissement d'une taxe annuelle spécifique sur les immeubles vides situés sur leur territoire par les mairies d'Esch-sur-Alzette, de Beckerich, de Diekirch, d'Esch-sur-Sûre, d'Echternach, de Redange-sur-Attert, de Winseler et de Roeser ;

- considérant que seule une minorité des communes ayant établi la taxe spécifique précitée la perçoivent réellement ;

- vu l'absence d'un registre national recensant les logements vides ;

- vu le manque de données fiables à propos du nombre de logements vacants sur le territoire luxembourgeois,

invite le Gouvernement

- à obliger les communes à travers le Pacte Logement 2.0 d'établir dans les deux ans un registre des logements vacants sur leur territoire selon les dispositions prévues par la loi dite « Pacte Logement » ;

- à obliger les communes d'établir et de percevoir à leur profit une taxe annuelle spécifique sur les immeubles vides situés sur leur territoire telle que prévue par la loi dite « Pacte Logement » à partir de l'année budgétaire 2022 au plus tard ;

- à produire tous les deux ans à partir de 2022 un rapport sur l'évolution du nombre de logements vides sur le territoire national et la mise en œuvre dans les communes de la taxe précitée afin de déterminer l'efficacité du dispositif et les mesures supplémentaires potentielles à mettre en place.

(s.) David Wagner, Marc Baum.

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci.

► **M. David Wagner (déi Lénk).** - Zu de Mëttele wäerte mer och nach eng deposéieren. Mee soit, esou oder esou ass et net ze veräntwerten, datt dës Regierung u sech ... Och wa vill Saachen am Pacte Logement 2.0, wéi e bis elo presentéiert gouf, an déi richtig Richtung ginn, mee den Haaptfeeler aus der Vergaangenheit war jo deen, datt net geléiert gouf, datt et net nëmme op guddem Wëlle ka berouen vun all den Akteuren.

Här President, ech hat et schon an enger aner Ried gesot, nämlich datt dës Majoritéit u sech scho sechs Joer am Amt ass - an net siwen, wéi ech fälschlecherweis gemengt hat -, an et kann ee behaupten, datt dee Pacte Logement déi éischt grëisser Reform am Logementswiese vun dëser Regierung ass. Dat ass u sech net déck no sechs Joer, wann et eréischt dat ass!

De Problem vun dësem Pacte Logement sinn u sech net déi eenzelen Mesuren, déi d'Gemengen ennerhuele kéinten. De Problem ass grad deen, datt se „kënnen“, wa se wëllen. A mir mussen och éierlech sinn a soen, wéi vill - net all - Gemengeféierungen ticken: „Èm Gottes Wëlle keng Sozialwunnengen!“ Dat ass eng Realitéit, eng politesch Realitéit. Mee mir mengen schon, Här President, datt de Bau vu Wunnengen, vu bezuelbarem Wunraum net nëmme soll eng Kënn-Saach sinn, mee och eng Verpflichtung vun de Gemengen an zu hirer Käraufgab gehéiere soll.

Dofir deposéiere mer hei och eng Motioun, fir datt d'Gemengesetz deementspreichend geännert soll ginn, datt de Wunnengsbau och zu enger primärer Aufgab vun der Gemeng soll ginn. Wannechgelift!



Motion 10

La Chambre des Députés,

- considérant le manque de logements publics sur l'ensemble du territoire national ;

- considérant que depuis la mise en vigueur du « Pacte Logement » ayant pour objectif de promouvoir la création de logements publics par les communes, seulement 423 unités de logements communaux ont été créées entre 2011 et 2016 ;

- vu l'objectif des communes visant à assurer à la population de la commune des conditions de vie optimales par une mise en valeur harmonieuse et un développement durable de toutes les parties du territoire communal, tels que prévus par la loi modifiée du 19 juillet 2004 portant sur l'aménagement communal et le développement urbain ;

- vu la participation de l'État jusqu'à concurrence de 75 % au prix de construction, d'acquisition, de rénovation, d'études et d'assainissement de logements destinés à être loués par les communes ou syndicats de communes, prévue par la loi modifiée du 25 février 1979 en vigueur ;

- vu l'habilitation des communes à déclarer zone de réserves foncières un ensemble de terrains destinés à servir entre autres à la réalisation de logements, conformément à l'article 97 de la loi portant sur le « Pacte Logement » ;

- vu l'accord de coalition du Gouvernement 2018-2023, stipulant la responsabilisation des communes en matière de mise en œuvre, de construction et de gestion de projets de construction de logements publics ;

- vu la loi du 14 décembre 2016 portant création d'un Fonds de dotation globale des communes et instaurant la répartition des finances communales en reconnaissance de l'implication des communes dans leur rôle de promoteur public favorisant la création de logements sociaux et à prix abordables en régie propre et destinés en premier lieu à la location ;

- vu la mission incombant aux autorités communales d'assurer dans la mesure du possible le logement de toutes les personnes qui ont leur domicile sur le territoire de la commune, telle qu'elle est définie par la loi en vigueur portant sur le bail à usage d'habitation ;

- vu l'objectif du « Pacte Logement » en vigueur de mettre à disposition des communes un ensemble de mesures pour promouvoir la création de logements sur leur territoire ;

- vu l'objectif central d'activer le rôle d'acteur central des communes dans la construction de logements et de guider le développement de manière ciblée, défini dans le rapport final visant la concrétisation des objectifs et du catalogue de mesures du « Pacte Logement 2.0 » ;

- considérant que l'engagement avec le Gouvernement de la convention « Pacte Logement » en vigueur est facultatif pour les communes ;

- considérant l'importante part de responsabilité des communes à l'égard de la création de logements abordables sur l'ensemble du territoire national,

invite le Gouvernement

- à inscrire la création de logements publics abordables comme mission primaire pour les communes dans le code communal ;

- à donner une base légale au rôle de promoteur immobilier public de la commune définissant ces missions ;

- à mettre à disposition des communes les moyens financiers, techniques et humains nécessaires pour remplir leur fonction de promoteur immobilier public ;

- à rendre obligatoire pour les communes l'engagement de la convention « Pacte Logement 2.0 » avec le Gouvernement.

(s.) David Wagner, Marc Baum.

► M. Fernand Etgen, Président.- Merci.

► M. David Wagner (déli Lénk).- Dat heesch natierlech och, datt een de Gemengen de Rôle vun engem éffentleche Baupromoteur soll ginn an natierlech dat och gesetzlech soll festleeën. Wann een de Gemengen nei Verflchtunge gëtt, muss een hinnen awer och selbstverständlech déi néideg Mëttele ginn, fir déi Aufgab kënnen ze meeschteren, sief et human Mëttele wéi och finanziell an technesch Mëttelen.

Här President, den deemolege Premier Jean-Claude Juncker hat an enger bekannter Ried zur Lag vun der Natioun zouginn, datt hie sech net genuch fir de Logement engagéiert hätt an datt en dat géif bereien. Émmerhin huet en an enger Ried zur Lag vun der Natioun zum Logement geschwat. Dat ass anscheinend aus der Moud komm.

(Interruption)

Duerno ass leider séier wéineg geschitt. Vill Jore si vergangen an de Problem ass gewuess wéi nach ni. A senger leschter Ried zur Lag vun der

Natioun huet den aktuelle Premier et jo emol net fir néideg gehalten, dorop anzegoen, well de Logement wier esou wichteg, datt de Premier net dozou kéint schwätzen.

Mee wat nach méi krass ass, dat wor sâin eepeschen Interview am „Lëtzebuurger Land“, deen, et muss ee soen, am Schwadronéieren net méi ze toppe war! An de Journalist war ganz gutt. En huet awer evident Froe gestallt, et waren emol keng Faangfroen dobäi. Dovunner ofgesinn, datt de Premierminister vun engem „droit de réserve“ (veuillez lire : „devoir de réserve“) schwätzt, fir sech net misse zu all Sujet auszedecken. Ech wouss net, datt de Regierungschef dee wier, deen en Droit de réserve (veuillez lire : Devoir de réserve) hätt. Ech duecht, dat géif sech op d'Beamten applizéieren. Et freet ee sech, wien iwwerhaupt hei nach eppes ka soen. De Grand-Duc vläch, mee deen huet grad och nach een. Dat heescht, et muss een elo bei e Beamte goen.

(Interruption)

Et ass wierklech problematesch. Ech hat éischter den Androck, datt et en „Devoir de ne rien faire“ war, zemoos an der Logementspolitik. Well e seet: „Jo, okay, d'Taxéiere vun eidel stoende Wunnengen“, dat misst ee maachen, „je veux bien“, well et ass souwisou och nach an der Gesetzgebung jo am Prinzip scho virgesinn. Jo, an dann awer eng Steier op Baulandspekulation, do soll näischt geschéien.

Grouss Promoteuren a Gesellschaften, déi mat Bauland spekuléieren an d'Präisser fierchterlech an d'Luucht driewen, déi solle laut Premier a Rou gelooss ginn. Ech mengen, dat war e Wuert, dat op ville Plaze gefall ass. An esou gouf e ganz kloert Signal a Richtung Spekulant gesent: „Maacht lech keng Suergen, dës Regierung wäert Are Business a Rou loosse!“

Natierlech kéint ee soen: „Mir kucken dat mat der Grundsteuer.“ Bon, mir wësse jo nach net, wéi déi wäert ausgesinn. An déi muss een natierlech reforméieren. Mee mir mengen net, datt een d'Spekulation vum Bauland iwwert d'Grundsteuer bekämpfe soll. Et ka vläch dozou bäidroen, datt net egal wat gemaach gëtt, mee d'Grundsteuer, d'Grundsteuer ass eng normal Tax wéi eng aner!

Et kann een natierlech iwwert de B6 diskutéieren, wéi grouss deen ass, mee d'Grundsteuer ass eng normal Tax wéi eng aner. A grad well mer d'Spekulant wëlle penaliséieren an net d'Propriétaires, déi Bauland hunn an tatsächlech eppes domadder wëlle maachen an net spekuléieren, si mer der Meenung, datt een en anere Wee muss aschloen. An dofir si mer och der Meenung, datt een d'Spekulanten duerch eng spezial Steier muss penaliséieren.

Mee allgemeng hu mer den Androck, datt gewässe Kreesser hei zu Lëtzebuerg ganz gutt domadder liewe kënnen, datt Lëtzebuerg sech lues a lues zu engem Land verwandelt, wat nach just déi „besser Leit“ sech leeschte kënnen. Géif ech och zu där Kategorie gehéiere vun de „ganz, ganz bessere Leit“ oder géif ech fir si schaffen, géif ech mer soen: „Majo perfekt, engersäits bezuele mer e Mindestloun, dee wäit énnert deem läit, wat ech wierklech bezuele misst, zweetens kënnen d'Aarbechter an déi, déi méi aarm sinn, sech d'Land net méi leeschten a mussen fort.“

Ech hat dat schonn hei eng kéier gesot, mee ech si bei Wäitem net deen Eenzegen, deen dat denkt. Do géif ech och gären den Antoine Paccoud zitéiere vun Observatoire de l'habitat (veuillez lire : vum LISER) an deem exzellenten Interview, deen e ginn huet d'lescht Woch am „Lëtzebuurger Land“. Do seet en: « Les propriétaires en profitent parce que les prix augmentent. L'État en profite parce qu'il dépense moins en aides aux personnes défavorisées et qu'il perçoit plus de recettes fiscales. Si on adopte un point de vue cynique, les décideurs politiques n'ont qu'à se réjouir de la gentrification. » Also datt émmer méi räich Leit sech heihinner installéiere kommen.

Här President, de Premier hat jo gemengt, datt ee jo vläch net wéisst justement mat de Propriétaires, déi iwwer vill Bauland verfüegen, vläch wéilt se jo eppes mam Terrain maachen. Jo, mir wëssen, si hu wëlles Saachen ze maachen: spekuléieren! A wann eppes geschitt, da wësse mer jo och wat, ech soen nëmme: Ban de Gasperich iwwerdeiert Wunnengen, Royal Hamilius total delirant, an anscheinend och iwwerdeiert Wunnengen op der Stäreplaz. Do gëtt et anscheinend och e grujelege Projet, deen näischt bréngt wäert.

Ech mengen, et geet elo duer mam Schwadronéieren. Här President, mir mussen Neel mat Käpp maachen. Mir mussen ganz kloer soen: Wa mer de grouse Baulandspekulanten d'Handwierk net leeën, wa mer deenen net kloer maachen, datt et elo duergeet mam Profitmaachen um Bockel vun de Leit, da wäert d'Wunnengsnout vu Joer zu Joer émmer méi krass ginn an et wäert émmer méi haart ginn, eng

dezent Wunneng ze fannen, ouni an d'Aarmut ze verfallen.

Mir mussen de Wunnengsnoutstand ausruffen, soss gëtt et ganz batter fir ganz vill Leit, nach méi batter, wéi et elo schonn ass. Als déi Lénk soe mer émmer, aneschtens wéi de Regierungschef: „Jo, fir d'Eischt muss een d'Spekulante mat héije Steiere bestrofen“, well et gëtt kee Recht, fir mat sengem Räichtum aner Mënnschen an d'Aarmut zu driewen.

Här President, ech deposéiere fënnf Motiounen, ech hu jo dozou geschwat, dann huelen ech déi fënnf Minutten.

(Assentiment de la présidence)

Merci.

Gräift dat net, da solle mer konkret ginn an den Artikel 16 vun der Verfassung applizéieren. Well d'Verfassung seet et ganz kloer: De Staat kann enteegnen am Kader vun der Utilité publique, géint eng gerecht Indemnitéit. An d'Gesetzter gesinn dat jo vir.

D'Gesetz vun 1979 - do war den Här Thorn Premierminister, en Demokrat, also net mir -, dat seet och, datt de Staat, d'Gemengen a souguer d'Établissement-publicke kënnen an deem Sënn enteegnen. An d'Gesetz vun 2004 iwwert den Aménagement communal gesäit dat och vir am Kader vun der Obligation de construire. Elo kann ee soen: „Déi Gesetzter gräifen net!“. Mee wa se net gräifen, da solle se deementsprechend geännert ginn.

Dofir, Här President, deposéiere mir eng Motion, déi d'Regierung opriff, e Bericht ze verfaassen iwwert d'Applikation vum Gesetz vun 2004 an natierlech d'Prozedur fir d'Enteegung vun de Spekulant ze iwwerkucken an effikass ze gestalten.

Motion 12

La Chambre des Députés,

- considérant que les besoins en logements à prix abordables nécessitent la disponibilité à court terme d'importantes surfaces à bâtir ;

- considérant que selon une étude réalisée par l'Observatoire de l'habitat, 89,1 % des terrains à bâtir disponibles en 2016 étaient détenus par des personnes physiques et morales ;

- considérant que les promoteurs publics ne disposent pas des réserves foncières nécessaires et adaptées pour augmenter sensiblement la construction de logements publics ;

- considérant que de nombreux acteurs dans le domaine de la promotion du logement et des mandataires politiques se sont prononcés en faveur d'un débat sur l'outil de l'expropriation afin de mobiliser des terrains à bâtir ;

- considérant les prix extrêmement élevés du foncier destiné à l'habitat dont l'acquisition aux prix du marché représente un coût insupportable pour la majorité des communes ;

- considérant que le droit de préemption accordé aux promoteurs publics dans le cadre de l'acquisition de foncier ne s'accompagne pas de mesures politiques permettant l'acquisition de foncier destiné à l'habitat à des prix en dessous du prix du marché ;

- considérant la complexité et la lenteur des procédures d'expropriation ;

- vu les discussions menées pendant la phase d'élaboration de la loi dite « Pacte Logement » sur la nécessité d'éliminer les obstacles juridiques au mécanisme d'expropriation pour utilité publique afin de permettre aux pouvoirs publics de mener une politique active de maîtrise du foncier ;

- vu les systèmes de taxation introduits par le paquet de mesures dans le cadre de la loi dite « Pacte Logement » en attendant une révision de l'article 16 de la Constitution visant à faciliter l'application pratique de la procédure d'expropriation ;

- considérant que ces systèmes de taxation ne sont que très peu appliqués par les communes alors qu'ils participent à mobiliser les terrains à bâtir et les terrains destinés à l'habitat laissés en jachère pendant plus de dix ans ;

- vu les objectifs annoncés du « Pacte Logement 2.0 » qui envisage un rôle important pour les communes dans la mobilisation du potentiel foncier existant afin d'augmenter l'offre de logements abordables et durables ;

- vu l'article 16 de la Constitution qui stipule qu'une expropriation pour utilité publique est légale moyennant juste indemnité ;

- vu la loi du 15 mars 1979 sur l'expropriation pour cause d'utilité publique qui stipule qu'une expropriation pour utilité publique peut être poursuivie à la demande de l'État, des communes, d'établissements publics ou d'utilité publique et de particuliers ;

- vu la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain qui prévoit l'expropriation pour utilité

publique à la demande des communes dans le cadre des sections sur les réserves foncières et sur l'obligation de construire dans les sections 1 et 2 de son chapitre 4,

invite le Gouvernement

- à présenter dans les meilleurs délais à la Chambre des Députés un rapport détaillé sur l'application des sections 1 et 2 du chapitre 4 de la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain depuis son entrée en vigueur ;

- à prendre les mesures nécessaires pour rendre plus efficace l'application de la procédure d'expropriation en vue de permettre aux communes de mener une politique active de mobilisation du potentiel foncier.

(s.) David Wagner, Marc Baum.

► M. Fernand Etgen, Président.- Merci.

► M. David Wagner (déli Lénk).- Wann e Spekulant vun esou enger Mesure bis eng kéier getraff gëtt, wann e versteet, datt de Staat et eescht mengt, datt et eriwwer ass mam spekulative Blödsinn, da wäerte sech déi aner och vläch Gedanke maachen an da komme mer an eng ganz aner Dynamik. An da brauch ee vläch emol guer net méi esou vill ze enteegnen.

Här President, et gouf hei schonn e puermol gesot, ee vun eisen Hauptproblemer ass deen, datt déi éffentlech Hand, Staat oder Gemengen, net iwwer genügend Bauland verfüügt. Dat brauche mer awer massiv, wa mer Wunnengen oder och aner Infrastrukture baue wëllen. Et soll jo e speziellen éffentleche Fong geschaaft ginn, deen et dem Staat soll erméiglechen, Bauland opzekafen. Dogéint ass am Prinzip näischt anzewenden a mir ënnerstëtzen dat och. Mee mir duechten eis, datt u sech deem Fong sâin Notzen nach kéint ausgeweit ginn.

Mir haten hei virun e puer Méint, et ass net laang hier, eng kleng hëtzeg Diskussioun tëscht der CSV an der Inneministesche, well si matgedeelt huet, datt si kee Verkaf vu Gemengebuedem méi ënnerschreiwé géif, wat u sech an eisen Aen och eng positiv Saach ass. Du gouf e bësse gehuerelt, well dat wier e schlëmme Agréff an d'Gemengenautonomie. Et mengt een heiansdo, mir wieren an der Schwäiz, Lëtzebuerg wier just esou en „Zesummeband“ vu Kantonen. Doriwwer léisst sech streiden, well mer awer mussen feststellen, datt d'Gemengenautonomie hir Grenze gewisen huet a puncto Wunnengsbau, fir et gelinde auszedecken. De Problem ass jo deen, datt et net vun enger Inneministesche kann ofhänken, datt kee Gemeengebualand méi verauslaagt gëtt.

D'Madamm Bofferding huet ugekënnegt, si géif dat net ënnerstëtzen. Dat ass richtig. Mee wie weess, wéi d'Nofollgerin oder den Nofollger handele géif. Mir mussen eng Reegel fannen, déi engersäits de Gemengen et net verbitt, fir Terrainen ze verkafen, an anerersäits derfir suergt, datt den Terrain net a privater Hand lant.

Dofir schloe mer an enger Motioun vir, datt, wann eng Gemeng Bauland verkafe wëllt, de spezielle Logementsfong et kéint opkafen. Ech mengen, domadder wier jiddwereen zefridden: D'Gemengen dierfe verkafen, d'Allgemengheet verléiert kee Bauland an d'Ministesche kritt manner Sträit mat de Gemengen.

Motion 11

La Chambre des Députés,

- considérant la pénurie de logements à coûts abordables en général et de logements locatifs à coûts abordables en particulier, sur le marché immobilier luxembourgeois ;

- considérant la part faible des terrains destinés à l'habitat détenue par les communes, l'État et les promoteurs publics ;

- vu la loi dite « Pacte Logement » entrée en vigueur en 2008 qui visait une politique active de maîtrise du foncier, afin de dégager rapidement de nouveaux terrains à bâtir, de réduire les prix du foncier et d'augmenter de manière substantielle l'offre de logements ;

- considérant le nombre insuffisant de logements publics construits par les communes depuis l'entrée en vigueur du Pacte Logement et subventionnés dans le cadre de la loi modifiée du 25 février 1979 relative à l'aide au logement ;

- vu la loi modifiée du 25 février 1979 prévoyant un certain nombre de dispositifs d'aide au logement favorisant par des participations financières de l'État l'initiative de promoteurs publics, dont les communes, en vue notamment de l'acquisition et de l'aménagement de terrains ainsi que de la

construction de logements à coût modéré destinés à la vente ou à la location ;

- considérant les interventions critiques des Ministres de l'Intérieur et du Logement à l'égard de la vente de terrains à bâtir, pratiquée par un certain nombre de communes, lors de l'heure d'actualité à la Chambre des Députés du 3 juillet 2019 ;

- vu la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain habitant les communes à constituer des réserves foncières destinées entre autres à la réalisation de logements et à la mise en place de services complémentaires au logement et de constructions compatibles avec l'habitat ;

- considérant que les communes ont pour objectif d'œuvrer en faveur de l'intérêt général de la population sur leur territoire, comme le prévoit la loi concernant l'aménagement du territoire communal et le développement urbain en son article 2 ;

- considérant que la vente de terrains à bâtir par les communes ne contribue nullement à faire baisser les prix du foncier, ni à favoriser la réalisation de logements à coûts abordables, dérogeant ainsi à l'objectif d'œuvrer en faveur de l'intérêt général ;

- considérant la réponse de Madame la Ministre de l'Intérieur à la question parlementaire n° 0939 du 22 juillet 2019 qui suggère que l'autorisation ou non de transactions immobilières par lesquelles un certain nombre de communes réalisent des bénéfices serait soumise à l'unique appréciation du Ministre de l'Intérieur ;

- vu la création prévue d'un Fonds spécial dont les missions envisagées seraient notamment la constitution par l'État d'une réserve foncière et l'aménagement de terrains à bâtir pour la création de nouveaux logements,

invite le Gouvernement

- à fournir un relevé de tous les terrains destinés à l'habitat vendus par les communes à des personnes physiques et morales depuis l'entrée en vigueur du Pacte Logement ;

- à prendre les mesures nécessaires afin de garantir que tous les terrains destinés à l'habitat vendus par les communes restent en main publique et soient acquis par le nouveau Fonds spécial de soutien au développement du logement.

(s.) David Wagner, Marc Baum.

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci.

► **M. David Wagner (déi Lénk).** - Zuallerlescht, Här Präsident, an der vieregter Legislaturperiod hate mer eng Motioun deposéiert, déi d'Regierung opgefuerdert huet, derfir ze sueren, bei all Associatioun oder ASBL, déi an der Schafung vu Sozialwunnengen aktiv ass, den TVA-Taux vun 3 % unzewenden amplaz dee vu 17 %, wéi dat elo de Fall ass. Si gouf net ofgewisen, mee weidergeleet un d'Finanzkommissioun. An obwuel eist Reglement virgesäit, datt no dräi Méint eng Motioun, déi weidergeet an eng Kommissioun, muss zréck heihinner an de Plenum kommen, ass do näischt geschitt.

Mir sinn awer weiderhin der Meenung - an ech ginn dovunner aus, datt mer net déi Eenzeg sinn, well dat war jo schon d'leschte Kéier esou de Fall -, datt d'ëscht eng gutt Mesure wier. Dofir wollte mer se op en Neits erëm eng Kéier hei deposéieren. Si ass lichter geännert ginn, well Saache geännert hunn an der Tëschenzäit. Mee dofir géife mer se nach eng Kéier hei deposéieren.

### Motion 13

La Chambre des Députés,

- considérant qu'il existe au Luxembourg un certain nombre d'acteurs (dont notamment des associations sans but lucratif ou des coopératives) qui construisent ou rénovent des logements en vue de les proposer en tant que logements sociaux et/ou à vocation non lucrative ;

- considérant que les acteurs susmentionnés sont considérés comme personnes morales de droit privé par la loi et que par conséquent ils sont contraints à payer un taux de TVA de 17 % sur les frais de construction au lieu du taux super-réduit de 3 % réservé aux particuliers ;

- vu le programme de coalition du Gouvernement qui prévoit d'analyser la possibilité d'appliquer pour les immeubles de dix ans, au lieu de 20 ans aujourd'hui, le taux super-réduit de 3 % sur un montant plafonné des rénovations de logements et de bâtiments pour ainsi encourager davantage l'assainissement énergétique des anciens bâtiments ;

- vu le programme de coalition du Gouvernement qui prévoit de promouvoir l'économie circulaire afin de contrecarrer la consommation excessive

de ressources, et dont les terrains à bâtir font partie ;

- vu la volonté affichée dans le programme de coalition du Gouvernement de favoriser le lancement de projets d'habitation innovants, tels que les coopératives de logement,

invite le Gouvernement

- à modifier la loi réglant les impôts directs pour faire bénéficier toute société ou association active dans la création de logements sociaux, respectivement de logements à vocation non lucrative, du taux super-réduit de 3 % sur les frais de construction et/ou sur les frais de rénovations de logements et de bâtiments.

(s.) David Wagner, Marc Baum.

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci.

► **M. David Wagner (déi Lénk).** - Et ass natierlech eng Motioun, déi net an d'Logementskommissioun misst goen, mee an d'Finanzkommissioun, wa se erëm eng Kéier weidergeleet gëtt.

Här President, beim Logement, wéi a ganz ville Beräicher, gëtt et just eng Reegel: Um Schluss decidéiert deen, deen iwwert dat grousst Geld verfüügt, also déi reell Muecht. Do kann een esou vill soen a maachen, wéi ee wëllt, a mir dierfen nach déi eng oder déi aner kleng Mesure duerchdiskutéieren, bis et eis dronke gëtt, mee déi, déi dat grousst Geld hunn, déi setzen nun emol net hei. Déi brauchen dat emol net, hinne gehéiert d'Land jo souwisou schon! Dofir si mer esou ageengt.

An ech mengen, dat ass dee Kampf, dee mer hei musse féieren: D'Land zréckerobieren, d'Land de Mënschen erëm zréckginn. An da kréie mer de Logementsproblem geléist, an da kréie mer warscheinlech och ganz vill aner Problemer geléist.

Ech soen lech Merci.

► **Une voix.** - Très bien !

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools, Här Wagner. Leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Marc Goergen. Här Goergen, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Marc Goergen (Piraten).** - Merci, Här President. Dir Dammen, Dir Hären, d'Theema Logement ass hei zu Lëtzebuerg fir keen eng Freed. A dach, fir d'Promoteuren an d'Immobilienhain. Mee fir ganz normal schaffend Bierger ass de Logement hei am Land en Drama, dat no sechs Joer, wou dës Regierung am Amt ass, also kloer d'Verantwortung fir dës Situatioun dréit.

Och d'ëscht Joer maachen d'Zuele kloer, wéi eng Datz dës Regierung an der Logementspolitik verdéngt hu. Stateg a vill anerer maachen op déi steigend Wunnengspräisser an déi dovun ausgoend Problemer hei am Land opmierksam: eng Hausse vu bis zu 11,4 % an engem Joer op d'Präisser vum Logement, eng Erhéijung vu 6,6 % fir d'Locatioun vun Haiser. Dat ass u sech awer näischt Neies. An zéng Joer sinn d'Präisser hei am Land ëm 40 % an d'Luucht gaangen. Derbäi komme vill Leit, déi antëscht hu missen, jo, gezwonge gi sinn, an eis Nopeschlänner wunnen ze goen.

Ech muss och soen, dass ech an engem Joer an der Chamber, ausser engem Gesetzesprojet, dee mer herno wäerte stëmmen, selwer bis elo net vill Konkreetes an deem Beräich gesinn hunn.

### 10. Dépôt d'une proposition de loi par M. Marc Goergen

Well deem esou ass a mir Piraten konstruktiv matschaffen, deposéieren ech haut eise Gesetzesvorschlag iwwer eng Ännerung vun de Mietkontrakter. Et geet bei dësem Vorschlag dorëm, den ekonomesch schwache Mënschen, déi am meeschte vun der Ongerechtegkeet vun Wunnengsmaat betroffen sinn, ze hëllefen, andeems Kontrakter à durée déterminée reguläriséiert solle ginn. Dat ass aktuell net de Fall a fir vill Locataire e grouesse Problem. Wéi gesot, fannst Dir méi Informatiounen heizou am Gesetzesvorschlag.

**7503 - Proposition de loi portant modification 1° de la loi modifiée du 21 septembre 2006 sur le bail à usage d'habitation et modifiant certaines dispositions du Code civil, 2° du Code civil**

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci.

**(M. le Président donne acte du dépôt de la proposition de loi qui sera renvoyée à la Conférence des Présidents.)**

### 11. Débat de consultation sur le Pacte Logement 2.0 (suite)

Débat (suite)

► **M. Marc Goergen (Piraten).** - Ech hoffe just, dass et dësem Gesetzesvorschlag net esou geet wéi deem vun déi Lénk, deen elo schon zënter bal dräi Joer am Tirang läit a keen an der Chamber ze interesséiere schéngt.

An ech hoffen - jo, ech sinn esou naiv -, dass d'Regierungsparteien d'Suerge vun de Bierger escht huelen an d'konstruktiv Virschléi vun der Opposition unhuelen, wa si am Logement selwer schon net vill Positives opweises hunn.

An der Essenz vum Pacte Logement 2.0 - d'Philosophie vum 1.0 op den 2.0 ännert net - bleibt de Logement am Kompetenzberäich vu ville staatlechen Akteuren, ze villen, fir wierklech propper a schnell schaffen ze kënnen.

Den neie Pakt baséiert, wéi dee virdrun, um gudde Wëlle vun de Gemengeresponsablen, fir Wunnengsbauprojeten unzegoen. Et bleibt een also an der Logik vun der Gemengenautonomie, fir eis eng falsch Logik. Déi aktuell Komplexitéit vun Wunnengsmarché ass och deem geschéit, dass et am Land keng kohärent Linn gëtt a keng Wunnengspolitik an de Grapp geholl gëtt. Géif de Staat endlech esou bauen, wéi mir Piraten dat virschloen, wären d'Präisser vun zéng Euro de Meterkaree realiséiert, an net Wunnenge baue fir d'Vente, mee se als Mietkaufwunnengen op de Marché bréngen.

Mir bezweifelen, dass mam Pakt 2.0 déi feelend Wunnenge schnell genuch wäerte gebaut ginn. Mir sinn averstanen, dass virun allem erschwénglech a sozial Wunnenge mam Pakt 2.0 geféiert ginn, dass de Wunnraum an öffentlecher Hand soll bleiwen, dass e mam Klimapakt gekoppelt ass, dass Baulücke sollen ausgenotzt ginn an dass Gemengesubventionen méi op de soziale Wunnengsbau ausgeriicht sinn.

Mir ginn awer ze bedenken, dass de Pakt 2.0 eleng d'Situatioun um Wunnengsmarché net verbessere wäert. Kuerzfristig wäert sech fir d'Leit also emol iwwerhaupt näischt änneren, ech woen ze soen, bis an déi nächst dräi Joer eran net. Et muss een och éierlech si mat de Leit: Bezuelbare Wunnraum geet nëmmen iwwer Bauprojeten, déi an d'Héicht gebaut ginn. Dat ass nun emol esou, wann den Terrain begrenzt ass.

Wat ass mat all de Käschte fir déi Leit, déi eng Wunneng kafe wëllen? Péckt do d'Regierung näischt un? De Logement ass haut schon déi deierst Ausgang vun de Leit. Émmer méi Haushalter fale grad duerch de Logement ënner d'Aarmutsgrenz. Do hëllefen och keng 100 Euro méi am Mindestloun. Si mer dach éierlech: Mat engem Mindestloun kritt ee keng Méiglechkeeten, fir sech eng Wunneng ze kafen.

Wou si weider konkret Mesuren, fir déi ekonomesch Schwaach ze entlaaschten? Wou sinn déi staatlech Garantien fir déi Leit, fir hinne konkret ze hëllefen? Émmer nach muss ee beim Nottär en Heedegeld fir den Akt bezuelen. Wisou ginn et do keng staatlech Hëllefen, fir op null Euro erofzekommen?

Émmer nach verdéngen Immobiliären 3 % oder méi u Kommissioun beim Verkaf vu Wunnengen. En Heedegeld fléisst an déi Immo-Agencen. Déi verdéngen mat all Präissteigerung um Marché. Ass dat net pervers? Wisou net e fixe Montant vun 1.000 bis 5.000 Euro fir all Vente a fäerdeg?

Eis weider Fuerderung: D'TVA muss komplett entfalen, wann ee fir säin eegene Gebrauch eng Wunneng keeft.

Émmer nach ass et de Locataire, dee fir d'Agencékäschte bei engem Loyer muss opkommen, deen dann nach muss dräi bis sechs Méint als Garantie opbréngen. Mir fuerdere kloer staatlech Garantien, fir déi Leit an esou Fall ze entlaaschten, dass déi sechs Méint Garantie fir de Locataire entfalen an de Staat déi iwwerhëlt.

Émmer nach gëtt net genuch gebaut, während all Joer eng Stad vun 20.000 Leit op Lëtzebuerg bäikéint. Eidel stoend Wunnengen an och Terraine mussen méi staark besteiert ginn, awer net mat eenzele Léisunge pro Gemeng, mee do muss eng national Léisung hier.

Et kann an deem Kontext net sinn, dass op där anerer Säit grouss Prestigebauprojeten einfach esou an d'Hänn vu groussen Immobilienhändler kommen. Dofir froe mir eng Begrenzung vun den Investitiounen aus dem Ausland, änlech no der Method Lex Koller.

Am schlemmsten ass, dass de Staat an den Immobiliemarché finanziell gesi kloer d'Gewënner vun eiser Wunnengskris sinn. Mir Piraten sinn och kloer géint Entteegnungen.

Nach ëmmer ass de Wunnengsmarché fir déi Schwaach an eisem Land net gerecht. Si hu weider keng Chance op en eegene Wunnraum a mir Piraten bleiwe skeptesch, dass sech d'Situatioun fir déi Mënschen an noer Zukunft änneren wäert.

Dofir ass et héich Zäit, den Tempo unzeschalten an d'Bierger direkt bei den Acquisitiounen vum Logement ze ënnerstëtzen, andeems fir déi Mënschen, déi wëlle kafen a keng Erspuerer hunn, de Staat als Bierg matgeet,

andeems den Accès op Kreditter fir Leit oni Erspuerer vereinfacht gëtt, andeems een um Marché géint Spekulatione virgeet.

Mir Piraten bleiwe bei eiser Fuerderung, dass de Staat selwer massiv baue muss an dës Wunnenge fir zéng Euro de Meterkaree muss ubidden. D'Regierung muss endlech Tacheles schwätzen am Dossier Logement. De Pakt 2.0 bleibt just e Komproméss tëscht verschiddegen Akteuren am Bausektor. Et ass en Instrument, dat versiche soll, déi divergent Interessen tëscht Gemengen an de verschiddegen Ministereuren op eng Schinn ze bréngen, allerdéngs oni Gewährleschtung.

Well et sech awer zumindest ëm eng minimal Verbesserung vum Pacte Logement handelt, wäerte mir der Regierung net am Wee stoen an eise konstruktiven Okay zu dësem Pakt ginn, an der Hoffnung, dass am nächste Joer weider konkret Mesuren op den Dësch wäerte kommen.

Merci.

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools, Här Goergen. An elo huet d'Regierung d'Wuert, fir d'éischt d'Inneministesch, d'Madamm Taina Bofferding.

### Prises de position du Gouvernement

► **Mme Taina Bofferding, Ministre de l'Intérieur.** - Gutt. Als éischt emol e grouesse Merci fir déi dach awer interessant an och konstruktiv Remarken, déi elo komm sinn. D'Fro, wéi mer an Zukunft hei am Land wëlle wunnen, liewen, schaffen, wuessen, dat ass eng Fro, mat där ech mech als Inneministesch praktesch all Dag beschäftegen. An natierlech elo mat der Refonte vun de PAGen nach e bësse méi.

D'Entwécklung vun de Gemengen, Dierfer, Stied, dat ass eng vun den Erausforderunge fir eis Gemengen, déi jo hei an éischer Linn concernéiert sinn. An eng vun den zentrale Froen, dat ass och nach eng Kéier de Mëtteg hei an dem Debat kloer ginn, ass d'Fro vun der Offer vu Wunnengen, awer net nëmmen d'Offer vu Wunnengen, mee virun allem vu bezuelbarem Wunnraum, déi mer nach musse massiv an d'Luucht schrauwen.

D'Gemengen hunn hei, an dat ass och schon e puermol gesot ginn, an der Logementspolitik eng ganz wichteg, eng aktiv Roll ze spillen. Ouni d'Matwierke vun de Gemenge kréie mer awer déi vill gutt Iddien, déi mer eis vläicht elo iwwerleeën, net duerchgesat, well am Endeffekt sinn et nach ëmmer d'Gemengen, déi decidéieren, ob elo gebaut gëtt oder gegebenefalls net gebaut gëtt.

Et geet nëmmen zesummen, dat heescht, mat enger gudder Kollaboratioun, Zesummenarbecht tëscht de concernéierte Ministereuren, wat mir jo och hei probéieren am Debat nach eng Kéier ze weisen, an natierlech awer och de Staat mat de Gemengen zesummen, déi eeben hei musse ganz intensiv kënnen schaffen.

Als Inneministesch ass et mer natierlech wichtig, dass d'Gemenge bei hirer Missioun net eleng gelooss ginn, dass se eeben op deene verschiddegen Niveauen ënnerstëtzt ginn an och adequat begleet ginn, fir hir Aufgabe wou-erzehuelen.

Wa mer wëlle verhënnere, dass déi sozial Schéier hei zu Lëtzebuerg weider ausereegeet, komme mer net derlaanscht, an hei brauche mer och de politesche Courage, dass d'öffentlech Hand eeben méi aktiv gëtt respektiv dass mer méi Terrainen an d'öffentlech Hand erakréien, dass eeben d'Gemenge wéi och de Staat nach méi aktiv ginn als Proprietär vu Wunnengen a konsequent an de Marché kënnen agräifen, fir besonnesch deenen entgéintzekommen, déi sech schweierdinn, déi wierklech Problemer hunn, iwwerhaupt emol eng abordabel Wunneng ze kréien.

► **Une voix.** - Très bien !

► **Mme Taina Bofferding, Ministre de l'Intérieur.** - Et geet och net duer, an dat hunn ech och ganz gutt fonnt an deenen einzelen Interventiounen, wa mer dohinnerginn a mir subventionéieren. Och wa mer vill interessant Mesuren hei hunn, wäerten déi Logementer, déi mer elo grad domadder subventionéieren, herno awer erëm um fräie Marché ënnergoen.

Mir mussen bei Wunnengen, déi als bezuelbar deklaréiert ginn, déi u Subsiden drunhänken, derfir surgen, dass se um Marché als bezuelbar Wunnenge bleiwen, dass net nëmmen deen éischte Proprietär dovunner ka profitéieren, mee eeben och nach déi Leit, déi duerno an déi Wunneng wëllen erakommen.

An duerfir muss ech ganz éierlech soen, begrëssen ech et, dass praktesch hei awer iwwert d'Fraktiounen ewech de Konsens besteet, dass mer déi sougenannt „Zéng-Prozent-abordabele-Wunnengsraum-Formel“ am Kader vun PAP sollen iwwerschaffen. Domadder garantiere mer, dass beim Entstoe vun neie Quartieren en Deel vun de Wunnengen esou un déi

effentlech Hand geet, wat bedeit, dass eeben d'effentlech Hand op Dauer méi Wunnengen zur Verfügung huet, déi se ka geréieren, a ganz geziilt hei de Leit kann hëllefen. An dat ass jo deen Usproch, dee mer un eis selwer stellen, fir esou geziilt an de Marché kënnen anzegräifen.

Et sinn eng Rétsch Iddien, Remarken an deem Kontext elo komm, deenen ech ganz gutt no-gelauschert hunn a wou mer och zesumme mam Logementsminister, wa mer elo déi Reform do wäerten ugoen, déi eng oder aner Pist wäerte mataflësse loosse kënnen, fir dass mer dat Zil, iwwert dat mer eis jo awer vum Prinzip hier haut eens gi sinn, kënnen esou ëmsetzen.

An deem Kontext solle mer och de Courage hunn, eis ze iwwerleeën, bei enger Perimetererweiterung de Prozentsaz hei eropzesetzen, esou wéi et jo och schonn a Motioune suggeréiert gëtt. Dobäi ass et awer wichteg, an déi Zäit solle mer eis awer huelen, de konkreeten Impakt vun dëser Mesure ze préiwien, besonnesch wat d'Effikasitéit an eeben och d'finanziell Moyenen, de finanzielle Volet betrëfft.

De Virdeel vun esou enger Mesure ass, dass et eng effizient Form vun der Meerwäertabgab kéint duerstellen, well mer eeben an deem Moment direkt eppes fir de Wunnengsbau kënnen maachen.

En anere Punkt, deen elo nach net esou hei ugeschwat ginn ass, dee mer awer och an deem Kontext sollte kucken, ass eeben, wéi mer d'Wunnenge kënnen zu engem Entsteeungspräis kréien, notament fir déi Gemengen, déi gäre wëllen herno nach selwer déi Logementer an hirer Hand behalen. Och hei, mengen ech, solle mer kucken, dass mer, wann ee sollt do Problemer gesinn, notament mam Marché-publics-Gesetz, do kënnen nobessere goe respektiv déi Méiglechkeete ginn, dass d'Gemengen dann hei och d'Moyenen hunn.

Méi dicht a méi héich bauen ass e groust Thema elo am Kader vun der Refonte vun de PAgen an de Gemengen a ganz wichteg. Ech mengen, mir sinn eis hei och eens, dass mer net derlaanschtkommen, an Zukunft méi an d'Héicht an och méi dicht kënnen ze bauen.

Gläichzäitig muss mer awer och eng héich Liewensqualität garantéieren, dat heescht, Nothaltegkeet an de Quartieren hunn, eng sozial Mixitéit, och dat ass de Mëtteg schonn e puermol gesot ginn. Ganz wichteg, och dat gehéiert derzou: attraktiv Stied an attraktiv Dierfer ze schafen.

E gudden effentleche Raum spillt hei eng zentral Roll, eebe fir Servicier ze offréieren, awer och, fir déi sozial Kohäsion an engem gutt Noperschaft kënnen ze férdere. Wa mer an Zukunft wëlle méi héich bauen an och méi dicht bauen, da muss mer och derfir suergen - an dat ass virdu gesot ginn, wat mer ganz gutt gefall huet -, dass den effentleche Raum och weiderhi fir d'Mënsche soll konzepéiert ginn.

Duerfir halen ech och, an dat wëll ech nach eng Kéier kloer soen, eeben op déi Refonte vun de PAgen. Mam Delai si mer jo elo relativ gutt bäi. Vill Gemenge sinn do weiderkomm. An nach eng Kéier, ech mengen, och dat weist, wéi wichteg et ass, dass mer hei hannendru bleiwen an dass d'Gemengen hir nei PAgé kréien, dat als ganz zentraalt a wichtegt Planungsinstrument, dat d'Gemengen an hirem Prozess begleedt.

Niewent deene Moosnamen, déi elo am Pacte Logement wäerte kommen a wou mer elo scho ganz konstruktiv iwwert de bezuelbare Wunnraum diskutéiert hunn, eeben och mat der Qualität, déi och dozougehéiert, wëll ech nach kuerz op dräi Instrumenter agoen, wou ech ganz konkret als Inneministesch och mäi Bäitrag wëll leeschten, ganz besonnesch, fir Terrainen ze mobiliséieren.

Wat d'Prozedur betrëfft - an dat ass de Mëtteg manner an der Diskussioun erauskomm, mengen ech, wat awer och ëmmer wichteg ass, dass mer eis och eng Kéier iwwer Prozeduren ënnerhalen -, do kann ech zumindest fir mäin Haus soen, dass mer am Moment amgaange sinn, un enger Gesetzesännerung ze schreiwen, fir eng vereinfacht Prozedur ze kréien, wann et bei engem PAG sollt zu enger punktueller Modifikatioun kommen. Dat heescht, mir sinn amgaangen ze kucke bei klengen Annerungen, bei klengen Dossieren, dass mer esou méi séier kënnen an der Prozedur weiderkommen. An ech mengen, dass mer och do de Gemenge ganz vill wäerten entgéintkommen, fir eeben och déi Simplificatioun hinzekréien.

► **Une voix.** - Très bien !

► **Mme Taina Bofferding, Ministère de l'Intérieur.** - Mir inspiréieren eis doranner um Omnibusgesetz, wou dat jo och scho fir de PAP gemaach ginn ass. An déi Leit, déi an de Gemengen aktiv sinn, déi wëssen, dass dat e grouse Succès huet, och mat eiser Plattform, déi mer am Interieur hunn. A genau an esou eng Richtung wëlle mer och goen, fir hei ganz

geziilt de Gemenge kënnen ze hëllefen, wann et eeben dann, wéi gesot, zu enger punktueller Modifikatioun am PAG sollt kommen.

En zweet Instrument ass de Baulandvertrag. Deen ass jo och haut schonn e puermol erwäant ginn. Ben, do ass et esou, dass mer amgaange sinn, en nach eng Kéier juristescht ze iwverschaffen. Mat den Amendementer wäerte mer elo gläich prett sinn, déi ech dann nach ka mat an de Regierungsrat huelen a wou ech dann och gäre bereet sinn, herno an d'Chamberskommissioun ze kommen, well ech mengen, de Projet en tant que tel ass nach ni presentéiert ginn. An och hei wär et wichteg, dass dee séier an d'Prozedur geet, well et ass en Instrument, wou mer virun allem eebe wäerten derfir suergen, dass och méi Terrainen kënnen mobiliséiert ginn. Respektiv, d'Zilsetzung ass jo hei, zu engem bestëmmten Delai Terrainen kënnen ze viabiliséieren.

En drëtt Instrument nach, dat ech kuerz wëll uschwätzen, ass ënner „remembrement ministériel“ vläicht e bësse méi technesch, awer ganz wichteg och fir d'Gemengen, déi och scho laang drop waarden. Duerfir ass et och wichteg, dass mer hei elo an der Prozedur virukommen, well mer eeben domadder bei deem Blocage, deen heiandsdo an de Gemenge besteet, fir gréisser Projeten ze realiséieren, och ganz geziilt kënnen hëllefen, well mer de Gemengen en Instrument ginn, wou mer se ganz konkret ënnerstëtzen, dass herno eeben déi zukünftige Planung vu Quartieren net méi un Widerstand vun eenzelne Proprietäre wäert scheitern.

Dëst gesot, sinn dëst wichteg Instrumenter, mat deene mer kënnen derfir suergen, dass mer méi séier Terrainen kënnen mobiliséieren, dass mer kënnen effikass mobiliséieren a virun allem, dass mer Projete kënnen och an Zukunft deblockéieren. Dat ass nach ëmmer e grouse Problem an duerfir fannen ech et ëmsou besser, dass mer eis haut alleguerten eens ginn iwwert déi eenzel Pisten.

An da sinn ech och sécher, wa mer alleguerten zesummen en engem Strang zéien, d'Ministèren zesumme mat de Gemengen an och zesumme mat der Chamber, dass mer da kënnen déi Mesuren ëmsetzen. Mir mussen just eeben dofir de politesche Courage hunn.

Merci.

► **Une voix.** - Très bien !

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools der Inneministesch, der Madamm Taina Bofferding. An ech ginn d'Wuert weider un de Wunnengsbauminister, den Här Henri Kox.

► **M. Henri Kox, Ministère du Logement.** - Merci, Här President. Merci och nach eng Kéier, fir d'Wuert kënnen ze huelen.

Ech wëll fir d'ëischt alleguerten deene Merci soen, déi hei ganz konstruktiv, awer och ganz kritesch mam Bilan Pacte Logement 1.0 an d'Gebiet gaange sinn, awer och eng ganz Rei Pisten opgewisen hunn, fir de Logementsproblem vläicht e bëssen ëschter an de Griff ze kréien. Well dat muss een awer och ganz kloer soen: De Pacte Logement, dee viregt wéi och deen neien, léist déi Problemer um Terrain net alleguerten. Däers si mer eis bewosst, an dat hunn ech, mengen ech, oder dat hu mir souguer bei der Presentatioun an der Chamberskommissioun och daitlech gesot. Et ass een Element vun enger ganzer Rei vun Elementer, déi an der Diskussioun stinn an déi och wäerten ugepaakt ginn. An ech kommen op e puer eenzelner nach ze schwätzen.

Wichteg ass et awer fir mech, dass mer de Pacte Logement just an deene Formen och hei analyséieren an och deen neie Pacte Logement esou kucken, fir dass deen op den Instanzewee geschéckt gëtt. Et sinn eng sëllege Motioune elo deponéiert ginn, wou ech leider muss soen - ech mengen, dat ass un der Chamber selwer ze decidéieren -, dass déi awer accessoire dozou sinn, dass déi net de Pacte Logement direkt betreffen. Da kéinte mer all Debatt mat 27 Motioune begleeden! Mee dofir huelen ech nëmmen déi eras, déi, mengen ech, och wichteg sinn, déi de Kader e bësse maachen.

Nach eng Kéier: De Pacte Logement war e wichteg Instrument, dat hu mer och hei gesot. En huet d'Gemenge sensibiliséiert op de Logement. Mee en hat ee Problem natierlech, dat war, dass en déi Bindung (veuillez lire : déi Verbindelecheet) net direkt hat, fir kënnen abordable Wunnraum ze schafen. En huet wuel d'Instrumenter mat op de Wee ginn. Et sinn der eng Rei genannt ginn. Ech wëll dem Här Lies och dorobber äntworten, wat d'Préemption ubelaangt. Mir hunn en Aarbechtsgrupp dodriwwer, deen dat analyséiert: Wéi kënnen mer méi effikass mat deem Instrument emgoen, dass et och entsprechend wierkt? Dat si mer amgaangen ze maachen an dat kéint och sécherlech zur Diskussioun an enger Chamberskommissioun am nächste Joer.

Ech hat och gesot, dass niewent dem Pacte Logement d'Hausaufgabe souwuel huet d'Taina Bofferding elo just gesot (veuillez lire : dass niewent dem Pacte Logement d'Hausaufgabe souwuel am Inneministère - dat huet d'Taina Bofferding elo just gesot -) wéi och eng Rei Hausaufgaben an eisem Ministère, am Logementsministère, gemaach ginn. Ech wëll déi nach eng Kéier widderhuelen:

Éischtens, déi Subventiounen ginn all op de Leescht geholl. An dat beäntwert schonn eng Motioune hei. All d'Subventiounen gi gekuckt, mat wéi engem Brëll, a wéi engem Kader mer se kucken. Si se präisdreiwend? Hëllef se deem Einzelnen och, zu senger Wunneng ze kommen, oder hëllef se ëschter nach, wéi ech virdu gesot hunn a menger Debatt, ze verschwanne wéi den Zocker am Kaffi?

Dat heescht, mir mussen oppassen, an dofir gi sämtlech Subventiounen op de Leescht geholl, dat och am Kader - an dat ass och näischt Neits, dat ass och schonn emol gesot ginn - vun der Steuerreform. An der Steuerreform, an dat huet de Finanzminister jo och schonn ugekënnegt, gi sämtlech Elementer, déi de Logement betreffen, iwwerkuckt, ob se d'Offer oder d'Demande ëschter férdere. An do wäerten och déi néideg Konkusiounen gezu ginn. Dofir mengen ech, dass wann eenzel Punkten eraushält, dass dat net zum richtigen, zilorientéierte Moment féiert.

Dann ass eppes gesot ginn zu de Subventiounen vun deem engen oder aneren Intervenant hei. D'Subventiounen, déi mer de Gemengen zur Verfügung ginn, fir kënnen ze bauen, déi ginn iwwerschafft, déi ginn harmoniséiert. Wéi wäit mer se upassen, muss mer kucken. Dat ass jo och e Käschtepunkt, dat muss mer kucken am Zesammenhang mat deem Fonds spécial, dee mer jo schonn hunn. Dofir brauche mer net nach e sëllegen aner Fongen. Mir hu jo schonn e Regruppement gemaach vu sämtlechen Artikelen, déi de Logement betreffen.

Déi Subventiounen ginn un d'Gemengen, dat hu mer an deem Fonds spécial Logement jo gemaach. Deen hu mer jo och presentéiert an der Chamber, an de Gesetzesprojet ass ënnerwee. Wann deen adaptéiert muss ginn, da solle mer dat dee Moment maachen! Mee dat ass ënnerwee, dat brauche mer elo net zousätzlech hei nach eng Kéier speziell ze ernimmen.

Da wollt ech op ee Punkt nach kommen: Jo, mir brauchen d'Privatwirtschaft derbäi! Dat ass schonn an der Kommissioun gesot gi vu menger Virgängerin. Mee déi Konditiounen, déi mer do ausschaffen, déi mussen awer fir jiddwieren d'selwecht sinn, sief et eng Associatioun, sief et SIS, sief et e Privaten, dee muss sech awer un déi selwecht Konditiounen halen. An Dir wësst, dass mer amgaange sinn, déi Konventioun auszuschaffen op 40 Joer. An do kann e Privaten duerchaus och sech bedeelegen! A mir brauche se alleguerten! Mir brauche se alleguerten, fir abordable Wunnraum ze schafen, awer net mat Prinzipiele vun: op 25 Joer; deen aneren: 10 Euro de Loyer, ...

Da muss ee sech awer och un dat Reglement vun '98 halen. An dat hu mer jo och gesot, dat Reglement vun '98 muss mer upassen. D'Eligibilitéit vun Beneficiaire ass net kloer definéiert. Dat huet och eppes domat ze dinn: Wat ass „sozial“? Wat ass „abordabel“, „erschwénglech“? Dat hu mer an e sëllege Kommissioun gesot. Mir sinn intensiv amgaangen, doriwier ze diskutéieren: Wat ass „abordabel“ fir deen een a wat ass „à coût modéré“ fir deen aneren?

Ech mengen, déi grouse Projeten, déi ënnerwee sinn, Diddeleng, Wolz an nach anerer, Elmen, do brauche mer eng gewisse Mixitéit. Do muss mer awer zwëschent dem Loyer ..., do hu mer jo gesot - an déi viregt Regierung huet jo schonn do e ganz wichtegen Apport gemaach -, 70 % an der Locatioun an 30 % maache mer op deene grouse Projeten, ginn an d'Vente, awer mat der Konditioun, dass se erëm zréck kënnen kaaft ginn! Dofir hu mer jo d'Emphyteose gemaach! Mir gesi jo: Net sämtlech Gebailechkeete ginn an d'Emphyteose. Awer mir mussen fir déi grouse Projeten eng gesond Mixitéit hunn.

An dat ass jo och d'Demande, déi vun de Gemenge komm ass! Dat ass jo net vun uewen erf diktéiert ginn, dass mer dat hei wëllen esou an net anescht hunn. Dat ass eng gesond Mixitéit, déi mer maachen. An dat ass d'Hausaufgab, déi an eisem Ministère och entsprechend formuléiert gëtt, fir deem entgéintze kommen, fir de Gemengen dat Instrument ze ginn, fir kënnen dann dat an der Praxis ëmzesetzen.

Op e weidere Punkt wollt ech nach agoen, bon, „myLogement“. Ech mengen, ech hat et selwer eng Kéier hei viru Jore mat an d'Waagschale bruecht. Majo, mam Fonds du logement hu mer schonn eng ganz wichteg Plattform. An ech mengen, mir ware jo als Kommissioun, wéi ech nach President vun der Kommissioun war, och de Fonds du logement kucken. Si hunn en

neit Gesetz krit. Si sinn nei strukturéiert. An ech hat d'Chance, de Méindeg selwer véier Stonne mat all de Matarbechter vum Fonds du logement ze schwätzen. Et geet an déi richteg Richtung. Si si besser opgestallt. Si si méi schnell a méi effikass. An ech mengen, do hu mer jo schonn eng Plattform!

Da gëtt et d'SNHBM, och eng ganz gutt Plattform. Ganz vill Gemengen heibannen -oder Gemengerepresentanten, fir déi dann elo an de Mond ze huelen - schaffe ganz intensiv mat d'ar SNHBM. Mir hu Promoteurs publics! Mir sollen eis net verzettelen an der Vielzahl vu weideren Elementer! Sécher, d'Gemenge sinn der 102 an 102 si scho Gesellschaften. Déi kënnen vill maachen! Si baue jo och haut e Fussballsterrain. Si baue e Centre culturel. Si baue eng weess net wat alles ..., eng Kläranlag. Also, si kënnen och muer eng Wunneng bauen!

Dofir ass et en Ënnerscheid, e groussen Ënnerscheid, Här Lies, wann ech lech d'arf do just usprieche, well Der mech zitéiert hat mat menger Ried beim Pacte Logement 1.0. Jo, deemools war d'Responsabilitéit eesäiteg, an der „Einbahnstraße“ op d'Gemenge gaangen. An ech hunn hei a menger Duerstellung virdu vu „responsabilité partagée“ geschwat. Mir ginn d'Hand reechen, mir huelen d'Hand a mir soe jo: „Mir gi Suen zur Verfügung iwwert de Pacte Logement.“ Mir gi Suen zur Verfügung iwwert d'1979er Gesetz, wat mer upassen, jee nodeem méi harmoniséieren, méi einfach maachen. Mir hëllef bei der Ëmsetzung dovun iwwert de Pacte-Logements-Beroder. Also, mir ginn hinnen d'Instrumenter, mir loosse se net eleng am Ree stoen!

A mir wäerte souguer - an dat ass d'nächst Joer - bei d'Gemengen zesummen och goe fir Best Practices! Et ginn där ganz vill dorëmmer, déi solle mer vervillfältigen. Mir sollten d'Angscht ewechhuelen. Wa mer de Leit oder de Gemengen Obligatiounen ginn, mee da solle mer hinnen och propper Beispiller weisen, an et ginn der 101! Ech hunn esou vill gudder, positiver, a mir sollen déi huelen, déi bei de Gemenge presentéieren, an déi Instrumenter, déi mer amgaange sinn auszuschaffen. An dofir ass de Pacte Logement 2.0 do, fir déi Instrumenter zur Verfügung ze stellen.

Et ass e ganze Katalog. A sechs regionale Konferenzen hu mer mat de Gemengen um Terrain gekuckt, wéi mer dat austaréieren. Dofir brauche mer net nach zousätzlech nei Instrumenter ze maachen, nei Kommissiounen, nei Fongen. Mir hunn der! Mir hunn zwee ganz gudder, déi ënnerwee sinn. An d'Gemenge si ganz gutt opgestallt, fir et ze maachen. Déi kleng vläicht net esou, déi grouse kënnen et scho fäerdeg maachen, an de Staat gëtt d'Garantie, hinnen eeben ze hëllefen, fir dass mer dat och kënnen entsprechend ëmsetzen.

Nach eng Kéier: Alles, wat steierlech Moosname sinn, gëtt gekuckt. Am Steierdossier, do ass jo och vum Finanzminister schonn ugekënnegt ginn, dass och déi Elementer ënnersicht ginn. Alles, wat Pacte Logement ass, do solle mer am Pacte Logement sinn. A wann elo Motioune sollen an enger Kommissioun nach diskutéiert ginn, ech stinn zur Verfügung. D'Madamm Bofferding steet bestëmmt och zur Verfügung, wann Detailer sollen diskutéiert ginn, wa mer eis Zäit sollen huelen, fir verschidden Instrumenter auszutaréieren. Mir sti prett, also ech stinn och prett, fir an der Kommissioun mat jiddweringem do ze diskutéieren, fir net hei eppes ofzewiergen, wat u sech eng gutt Iddi ass.

An all déi aner, mengen ech, wou mer amgaange sinn ze schaffen, kommt, mir loosse den, déi, a kommt, mir loosse den Motioune vläicht ewech, déi an aner Ressorte ginn, déi net hei present sinn! Ech fannen, et ass schwieereg ze diskutéieren iwwer Ministeren, oder iwwer Ressorten, déi net hei sinn. Ech si gäre bereet, iwwer all déi Ressorten ze schwätzen, déi ech hei representéieren. Awer déi, déi iwwert de Pacte Logement erausginn, mengen ech, do verstitt Der, dass mer déi net kënnen esou unhuelen, well déi eis net direkt betreffen.

Merci awer fir déi konstruktiv Zesummenaarbecht!

► **Plusieurs voix.** - Très bien !

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci dem Wunnengsbauminister Henri Kox. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

**Motions**

Mir kommen dann elo zur Ofstëmmung iwwert d'Motiounen, déi zu dëser Debatt deponéiert gi sinn. Da fuere mer schéin der Rei no.

### Motion 1

Fir d'éischt déi Motioun, déi vun der CSV-Fraktion deposiert ginn ass, d'Motioun Nummer 1. Ass een, deen eppes wëllt soen?

D'Madamm Lorsché, wannechgelift.

► **Mme Josée Lorsché (déi gréng).** - Merci, Här President. Den Här Berger wëllt am Fong dozou schwätzen, ...

### (Brouhaha)

... an elo huet e sech dann awer gemellt, da ginn ech him de Virtrëtt.

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Da gi mer direkt d'Wuert weider un den Här Berger.

► **M. Eugène Berger (DP).** - Merci, Här President. Ech hat och de Fanger ausgestreckt. Vlächicht hat ech main Aarm net héich genuch ausgestreckt, duerfir hat Der et net gesinn.

Vlächicht just zwee Wieder, firwat datt mer der Chamber recommandéieren, déi hei Motioun net ze stëmmen. Ech mengen, dat hei ass eng Mesure, déi an déi Richtung geet, datt d'Demande nach gestärkt gëtt, amplaz datt een d'Offer soll stäerken. Ech mengen, hei ass schonn de Risiko hannendrun, datt herno och dat do deen Effekt da wäert hunn op d'Präisser.

Mee méi generell wollt ech hei dozou soen, datt mer och wäerten - dat hei ass elo eng isoléiert Propos - am Kader vun der Steuerreform de Volet Logement méi genau analyséieren. An an deem Kader wäerte mer da kucken, wat fir eng verschidde Mesurë mer kënnen huelen am Kader vun dem Logement.

Voilà, wéi gesot, hei ass eng eenzel Mesure. Mir kucken dat éischter herno an engem méi grouss Kader, méi engem Gesamtkader. A wéi gesot ass awer och hei d'Gefor, datt just dann nach eng Kéier d'Demande, déi dann hei verbessert gëtt, och d'Präisser géif an d'Luucht driewen.

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools. Et ass keng weider Wuertmeldung méi do.

### Vote sur la motion 1

Da kënnen mer iwwert d'Motioun Nummer 1 ofstëmmen. Ech ginn dovun aus, datt de Vote électronique gefrot ass.

### (Assentiment)

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'éischt déi perséinlech Stëmmen. Duerno de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

Dës Motioun ass mat 27 Jo-Stëmmen, 21 Nee-Stëmmen an 2 Abstentiuonen ofgeleent.

### (Brouhaha)

Da kéime mer zur Motioun Nummer 2. Neen, waart: 27 Jo-Stëmmen, 31 Nee-Stëmmen an 2 Abstentiuonen!

### ► Plusieurs voix. - A!

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Pardon!

### (Brouhaha)

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par M. Laurent Mosar), MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles (par Mme Diane Adehm), Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter (par Mme Martine Hansen) ;

MM. Jeff Engelen, Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding ;

MM. Sven Clement (par M. Marc Goergen) et Marc Goergen.

Ont voté non : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Eugène Berger, Frank Colabianchi, Mme Joëlle Elvinger, MM. Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mmes Carole Hartmann et Lydie Polfer (par M. André Bauler) ;

MM. Dan Biancalana, Alex Bodry (par M. Yves Cruchten), Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haag en et Mme Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy (par Mme Josée Lorsché), Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue.

Se sont abstenus : MM. Marc Baum et David Wagner.

### Motion 2

An da kënnen mer berouegt elo bei d'Motioun Nummer 2 kommen. Ass eng Wuertmeldung zur Motioun Nummer 2?

Den Här Engel, wannechgelift.

► **M. Georges Engel (LSAP).** - Jo, Merci. Merci och fir deen u sech flotten Debat, dee mer hei haten, wou mer eng ganz Rei vun Argumentatioune jo ausgetosch hunn, déi alleguer am Kader vun dësem Débat de consultation sinn. A mir sinn effektiv an enger Consultatiounsphas, wou et nach déi eng oder aner Saachen auszelote ginn, wat deen een oder anere wëllt a wat mer dann herno an dat Gesetz solle schreiwene.

Dofir géif ech och proposéieren, dass mer hei, wat dës Fuerderung oder dës Motioun ueget, nach eng Kéier mat där an d'Kommissioun géife goen, fir an der Kommissioun nach eng Kéier d'Argumenter auszetauschen, fir ze kucken, wat deen ideale Prozentsaz wär, fir dat dann och do kënnen ze diskutéieren.

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Ass d'Chamber domadder d'accord, fir déi an d'Kommissioun ze verweisen?

► **Plusieurs voix.** - Neen!

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Den Här Lies wollt nach eppes soen.

► **M. Marc Lies (CSV).** - Ech wollt just nach ee Wuert dozou soen. Ben, ech mengen, d'Inneministesch huet awer elo just virdru gesot gehat, datt et sécherlech eng Opportunitéit wär, fir de Perimeter och kënnen opzemaachen op Plazen, wou et landesplaneresch géif Sënn maachen.

Duerfir fannen ech dat elo e bësse remarkabel, datt jo genau dat heiten awer deem géif Rechnung droen an datt mer dat elo nach eng Kéier sollen an d'Kommissioun ginn! Ech mengen, mir sollen heiriwwer ofstëmmen. Merci.

► **Une voix.** - Dann ass et „non“.

► **Une autre voix.** - Dann ass et „non“!

### Vote sur la motion 2

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Den Här Engel wëllt nach eppes soen. Neen? Da géife mer iwwert d'Motioun Nummer 2 ofstëmmen.

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'éischt déi perséinlech Stëmmen. Duerno de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

D'Motioun 2 ass mat 29 Jo-Stëmmen géint 31 Nee-Stëmmen och ofgeleent.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par M. Laurent Mosar), MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles (par Mme Diane Adehm), Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter (par Mme Martine Hansen) ;

MM. Jeff Engelen, Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding ;

MM. Sven Clement (par M. Marc Goergen) et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ont voté non : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Eugène Berger, Frank Colabianchi, Mme Joëlle Elvinger, MM. Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mmes Carole Hartmann et Lydie Polfer (par M. Max Hahn) ;

MM. Dan Biancalana, Alex Bodry (par M. Yves Cruchten), Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haag en et Mme Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy (par Mme Josée Lorsché), Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue.

### Motion 3

An da kéime mer direkt zur Motioun Nummer 3.

Den Här Engel, wannechgelift.

► **M. Georges Engel (LSAP).** - Jo, da maachen ech en zweete Versuch, fir hei nach eng Kéier déi drëtt Motioun, déi vun der CSV dann agereecht gouf, dann och an der Kommissioun nach eng Kéier ze diskutéieren. Wann d'CSV dat net wëllt, da géife mer se, d'Motioun, net unhuelen. Wann d'CSV awer do d'accord wär, fir dat an der Kommissioun ze diskutéieren, da géife mer se an d'Kommissioun verweisen.

### (Interruption)

Maacht, wéi Der wëllt!

► **M. Marc Lies (CSV).** - Au vote ...

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Den Här Lies huet d'Wuert gefrot gehat. Den Här Lies!

► **M. Marc Lies (CSV).** - Au vote, wannechgelift! Mee, ben, ...

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Da stëmme mer iwwert d'Motioun Nummer 3 of.

### (Brouhaha)

► **Une voix.** - Ma ee Moment, loosst e schwätzen!

► **M. Marc Lies (CSV).** - ... netdestotrotz, mengen ech, sinn dat heiten awer trotzdem Punkten, déi egal wéi am Debat sollten an Zukunft ...

### (Brouhaha général)

Ech mengen, et si genuch Punkten, ...

► **M. Georges Engel (LSAP).** - Eis Demarche wär vill méi rasonabel gewiescht.

► **M. Marc Lies (CSV).** - Et si genuch Punkten, déi effektiv hei clarifiéiert sinn an esou virun. Ech mengen, et ass och un der Regierung respektiv un de Majoritéitsparteien, fir effektiv Stellungnam ze huelen. Ech mengen, d'Motioun ass kloer, ganz kloer! An duerfir gehéiert se och au vote.

### Vote sur la motion 3

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Jo. Da géife mer iwwert d'Motioun Nummer 3 ofstëmmen.

### (Brouhaha)

De Vott fänkt un. Fir d'éischt déi perséinlech Stëmmen. Duerno de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

An dës Motioun 3 ass mat 29 Jo-Stëmmen géint 31 Nee-Stëmmen ofgeleent.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par M. Laurent Mosar), MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles (par Mme Diane Adehm), Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter (par Mme Octavie Modert) ;

MM. Jeff Engelen, Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding ;

MM. Sven Clement (par M. Marc Goergen) et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ont voté non : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Eugène Berger, Frank Colabianchi, Mme Joëlle Elvinger, MM. Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mmes Carole Hartmann et Lydie Polfer (par M. André Bauler) ;

MM. Dan Biancalana, Alex Bodry (par M. Yves Cruchten), Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haag en et Mme Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy (par Mme Josée Lorsché), Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue.

### Motion 4

Da kéime mer zur Motioun Nummer 4.

D'Madamm Lorsché, wannechgelift.

► **Mme Josée Lorsché (déi gréng).** - Jo, Här President. Do geet vun enger Lafdauer vu 25 Joer rieds. Den Här Minister Kox huet awer erkläert, dass mer elo scho bei de Konventiounen op 40 Joer sinn an dass d'Reglement vun 1998 och nach wäert emgeännert ginn, soudass déi hei am Fong net dat ausdréckt, wat d'Regierung och wëllt a wat mir wëllen op dës Sait. Mir wëllen et op 40 Joer maachen, wat och méi sënnvoll ass fir den Intérêt public a fir de soziale Wunnengsbau. An duerfir proposéiere mir, mat Neen ze stëmmen.

► **Une voix.** - Très bien !

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Ass nach eng Wuertmeldung do?

### Vote sur la motion 4

Dat ass net de Fall, da kënnen mer och iwwert déi Motioun ofstëmmen.

De Vott fänkt un. Fir d'éischt déi perséinlech Stëmmen. Duerno de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

An d'Motioun 4 ass mat 27 Jo-Stëmmen géint 33 Nee-Stëmmen och ofgeleent.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par Mme Viviane Reding), MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles (par Mme Diane Adehm), Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter (par Mme Martine Hansen) ;

MM. Jeff Engelen, Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding ;

MM. Sven Clement (par M. Marc Goergen) et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter (par Mme Martine Hansen) ;

MM. Jeff Engelen, Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding ;

MM. Sven Clement (par M. Marc Goergen) et Marc Goergen.

Ont voté non : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Eugène Berger, Frank Colabianchi, Mme Joëlle Elvinger, MM. Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mmes Carole Hartmann et Lydie Polfer (par M. Max Hahn) ;

MM. Dan Biancalana, Alex Bodry (par M. Yves Cruchten), Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haag en et Mme Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy (par Mme Josée Lorsché), Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

### Motion 5

Da kënnen mer bei d'Motioun Nummer 5 kommen.

Den Här Berger, wannechgelift.

► **M. Eugène Berger (DP).** - Merci, Här President. Ech mengen, mir wëssen allegueren, datt eng grouss Suerg an och eng permanent Aufgab eeben déi vum Educationminister ass, fir ze kucke mat de concernéierte Milieuen, fir all, ech soen allegueren déi Berufler, déi a Richtung Artisanat ginn, weider ze developpéieren. Ech zielen elo och net all déi Mesuren oder all déi Initiativen op, déi an de leschte Jore gemaach gi si respektiv déi och de Moment nach amgaange si gemaach ze ginn.

Wann ech hei gesinn « à promouvoir l'image de l'artisanat auprès des jeunes », dat ass amgaange gemaach ze ginn, « à définir en concertation avec les milieux professionnels une stratégie ayant pour but de combler » an esou weider, dat ass och amgaangen do gemaach ze ginn. Wéi gesot, dat ass e permanente Souci an och e permanent Beméie vum Minister, fir dat ze maachen. Fir einfach nëmmen ze soen, datt dat hei eppes ass, wat eigentlech superferatoire ass, well dat hei souwisou nach op vill méi Plazen a mat vill méi Moyene gemaach gëtt, wéi dat hei gefrot gëtt.

### ► Plusieurs voix. - Très bien !

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci, Här Berger. D'Madamm Hansen, wannechgelift.

► **Mme Martine Hansen (CSV).** - Merci, Här President. Ech wëll dem Här Berger just soen, datt mer definitiv net averstane sinn, datt dat heite superferatoire ass.änner anerem war am Clierfer Lycée d'Ausbildung virgesinn, fir am Beräich vum Bau eppes ze maachen. Do ass awer elo u sech virun allem emol och eng europäesch Ausbildung, mee déi vum Bau ass nach ëmmer net do. Mir hunn am Moment just zu Mamer déi Ausbildung. A mir fannen et absolut dréngend, datt hei eppes muss geschéien.

Wa mer gären Handwierker hätten, da musse mer op d'männst och emol eng Offer un Ausbildung offréieren, ausbauen. An duerfir wäerte mer un dës Motioun hei festhalen.

### ► Plusieurs voix. - Très bien !

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Et ass keng weider Wuertmeldung méi do.

### Vote sur la motion 5

Da kënnen mer zum Vott iwwert d'Motioun Nummer 5 kommen.

De Vott fänkt un. Fir d'éischt déi perséinlech Stëmmen. Duerno de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

Dës Motioun ass mat 29 Jo-Stëmmen géint 31 Nee-Stëmmen ofgeleent.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par M. Laurent Mosar), MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles (par Mme Diane Adehm), Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter (par Mme Martine Hansen) ;

MM. Jeff Engelen, Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding ;

MM. Sven Clement (par M. Marc Goergen) et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.



Ont voté non : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Eugène Berger, Frank Colabianchi, Mme Joëlle Elvinger, MM. Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mmes Carole Hartmann et Lydie Polfer (par M. André Bauler) ;

MM. Dan Biancalana, Alex Bodry (par M. Yves Cruchten), Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy (par M. Marc Hansen), Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue.

### Motion 6

Da kënnen mer zur Motioun Nummer 6 kommen.

D'Madamm Lorsché, wannechgelift.

► **Mme Josée Lorsché** (déi gréng).- Merci, Här President. Den Här Minister huet virdrun erkläert, dass mer eis net solle verzettelen an der Kreatioun vun ëmmer neie Gremien. Mir hu scho eng Rei Gremien, eng Plattform, déi déi Missiounen hei erfëllt. An an deem Sënn gesi mer hei net de Sënn a vun dëser Motioun, vu dass et déi Offer do scho gëtt. An duerfir stëmme mir mat Neen, zesummen hoffentlech mat all eise Kollegeen op der Majoritéitsäit.

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci, Madamm Lorsché. Den Här Lies huet d'Wuert gefrot.

► **M. Marc Lies** (CSV).- Här President, ech fannen et wierklech remarkabel! Et gëtt all Motioun ofgeschmettert. A la fin du compte ass d'Regierung hei net logesch. Op där enger Säit gëtt gesot, d'Gemeenge sollen effektiv méi Efforte maachen. Si packen et awer net, well effektiv d'Strukturen net dofir do sinn. An op där anerer Säit, wann dann eppes kënn, wat dohinnegeet a seet, do gëtt eng Struktur geschaaft, déi de Gemeenge vu vir bis hannenhi soll weiderhëllefen, da gëtt dat ofgeschmettert.

Also ech mengen, do sinn d'Logik an d'Kohärenz an d'Konsequenz definitiv net méi ginn. Also, ech verstinn d'Welt net méi!

► **Plusieurs voix.**- Très bien !

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Den Här Minister wëllt eppes soen.

► **M. Henri Kox, Ministre du Logement.**- Erlaabt mer, Här President, just zwee Wuert dozou ze soen. De ganze Mëtten hate mer den Debat iwwert de Pacte Logement 2.0. Dat ass dat Instrument, wat mer amgaange sinn auszeschaffen!

### (Brouhaha)

An dat ass dat, duerfir brauche mer net eng Motioun hei ze stëmmen.

### (Exclamations et brouhaha)

Dat ass d'Gesetz, wat kënn. Dat ass dat. Mir kënnen och all Gesetz ...

► **M. Marc Lies** (CSV).- Just well et vun der CSV ass, ass et näischt!

### (Coups de cloche de la présidence)

► **M. Henri Kox, Ministre du Logement.**- ... als Motioun erabrëngen. Ech mengen, dat ass superfetatoire. Merci.

### (Brouhaha)

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci. Et ass keng Wuertmeldung méi.

### Vote sur la motion 6

Da kënnen mer zum Vott iwwert d'Motioun Nummer 6 kommen.

De Vott fänkt un. Fir d'éischt déi perséinlech Stëmmen. Duerno de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

D'Motioun Nummer 6 ass bei 29 Jo-Stëmme géint 31 Nee-Stëmme ofgeleent.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par M. Laurent Mosar), MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles (par Mme Diane Adehm), Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter (par Mme Martine Hansen) ;

MM. Jeff Engelen, Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding ;

MM. Sven Clement (par M. Marc Goergen) et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ont voté non : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Eugène Berger, Frank Colabianchi, Mme Joëlle Elvinger, MM. Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn,

Mmes Carole Hartmann et Lydie Polfer (par M. Max Hahn) ;

MM. Dan Biancalana, Alex Bodry (par M. Yves Cruchten), Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy (par Mme Djuna Bernard), Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue.

### Motion 7

Da kënnen mer zur Motioun Nummer 7.

Den Här Berger, wannechgelift.

► **M. Eugène Berger** (DP).- Jo, Merci, Här President. D'CSV freet hei, fir d'Gesetz vun 2009 ze reforméieren. Ben, mir sinn op alle Fall der Meenung, dat Gesetz - dat ass e Gesetz, dat deemools vun der CSV oder vun engem CSV-Minister geschriwwen gi war an och presentéiert ginn ass -, datt dat nach ëmmer e gutt Gesetz ass. Wat wëll ech domadder soen? Ma datt do an deem Gesetz eng Rei Missiounen dra sinn, déi och an deem dote Beräich ginn, fir eeben och de Leit ze hëllefen, déi méi schlecht dru si respektiv déi och zum Beispill eng - wéi soll ech soen? -, eng Wunneng oder dat och sichen.

Et ass och esou, dat ass vläicht net vu jiddwengem gewosst, datt och de Fonds du logement - nieft also der Aktioun, déi iwwert d'Office-sociale geet - respektiv och d'Agence-immobilière-sociale, do ginn et der jo eng Rei am Land, och d'Leit begleeden, déi no enger Wunneng siche respektiv déi Schwierigkeiten hunn, fir bezuelbare Wunnraum ze fannen. Dat ass also och schon eppes, wou ganz vill Efforte gemaach ginn.

An och wat d'Personal ubelaangt, mengen ech, ass et esou, datt do souwuel am Fonds du logement wéi an den Agences immobilières sociales wéi awer och an den Office-sociale eng ganz Rei Leit scho sinn, déi sech dorëms bekëmmere, soudatt also och dës Motioun an eisen Aen net muss gestëmmt ginn, well, wéi gesot, um Terrain do ganz vill Aktiounen lafen.

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci, Här Berger. Dann huet den Här Marc Lies d'Wuert gefrot.

► **M. Marc Lies** (CSV).- Merci, Här President, nach eng Keier fir d'Wuert. Ben, ech soen dem Spriecher vun der Majoritéitspartei op jidde Fall Merci, datt e gesot huet, datt dat Gesetz, dat nach ënner CSV-Regierung 2009 gemaach ginn ass, datt dat e gutt Gesetz war. Dat, mengen ech, ass emol ee Constat, dee positiv ass vun de Mëtten.

Ben, ech mengen, de Spriecher vun der Majoritéitspartei gesäit awer wierklech net, wat um Terrain leeft respektiv wéi de Fonctionnement do ass. Gitt eng Keier an d'Office-sociale froen! Da frot Der, wat effektiv hir Haaptaufgab an hir Haaptaarbecht ass! An da frot Der se och, ob se dann effektiv nach genuch Leit hunn, fir deem nozekommen! An ech kann lech d'Antwort ginn: Nee!

Voilà! An duerfir dës Motioun zur Ofstëmmung!

### (Interruption)

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci, Här Lies. Et ass keng weider Wuertmeldung méi do.

### Vote sur la motion 7

Da kënnen mer zum Vott iwwert d'Motioun Nummer 7 kommen.

De Vott fänkt un. Fir d'éischt déi perséinlech Stëmmen. Duerno de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

D'Motioun Nummer 7 ass bei 29 Jo-Stëmme géint 31 Nee-Stëmme ofgeleent.

► **Une voix.**- D'Majoritéit mécht hei eng richteg Revolutioun!

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par M. Laurent Mosar), MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles (par Mme Viviane Reding), Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter (par Mme Diane Adehm) ;

MM. Jeff Engelen, Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding ;

MM. Sven Clement (par M. Marc Goergen) et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ont voté non : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Eugène

Berger, Frank Colabianchi, Mme Joëlle Elvinger, MM. Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mmes Carole Hartmann et Lydie Polfer (par M. Max Hahn) ;

MM. Dan Biancalana, Alex Bodry (par M. Yves Cruchten), Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy (par Mme Djuna Bernard), Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue.

### Motion 8

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Da kënnen mer elo zur Motioun Nummer 8.

### (Interruption)

Den Här Lies, wannechgelift.

### (Interruptions diverses)

Hei, den Här Lies huet d'Wuert!

► **M. Marc Lies** (CSV).- Här President, ech gesinn, et wëllt keen zu dëser Motioun Stellung huelen. Ech wëllt dat dann awer am Numm vun der CSV-Fraktioun maachen, well ech mat Bedauere feststellen, nodeems de Mëtte siwe Motiounen agereecht gi sinn, wat de Wunnengsbau ueget, datt virun enger Rei vu Wochen zwou Motiounen, véier Propositions de loi eragereecht gi sinn - dat sinn am Ganzen néng Motiounen a véier Propositions de loi! Virun 22 Méint, do hate mer hei den Debat iwwert de Wunnengsbau, wou mer zesumme mat de Majoritéitspartei eng Motioun ënnerschriwwen haten, wou eng sëllege vun dese Punkten, déi effektiv mir elo als Proposition-de-loien an als Motiounen eragereecht hunn, gefuerdert gi sinn, a si sinn net komm!

Elo 22 Méint duerno reeche mer dat eran a si ginn alleguete verworf. A wann een da kuckt, wat d'Motioun vun der Regierung (veuillez lire : vun der Majoritéit) hei ueget, wat do dra-steet, ma do geet d'CSV vill méi wäit an enger ganzer Rei vu Propositionen! Duerfir, huele mer zum Beispill déi eng Proposition, datt iwwer dräi Ulaafstelle muss gaange ginn, fir de Gemengen dann ze hëllefen: Mat eiser Proposition vun enger Struktur, enger Wunfërderstruktur wéi myLogement beispillsweis, wär dat op enger Plaz konzentriert, zentraliséiert - an net, dass an dräi verschiddene Ministären hinan hiergefuechtelt misst ginn -; dat gouf refuséiert.

Eng aner Fro, déi ee sech wierklech stellt, zu « à assortir les moyens budgétaires mis à disposition aux différentes communes de conditions relatives à l'envergure de la création de logements abordables sur leur territoires respectifs », an ech hat virdrun dem Minister Kox d'Fro gestallt: ob d'Regierung dann am Kader vum Pacte Logement 2.0 just nach déi Gemeenge wëllt ënnerstëtzen, wat de Pacte Logement ueget, déi effektiv vum Aménagement du territoire hier Sënn maachen, dat heescht dann CDA- oder IVL-Gemengen, an alleguerten déi aner, déi géifen op d'Säit geréckelt ginn. Entsprecht dat deem, wat hei drasteet? Et ass relativ schwéier ze deiten. Duerfir mengen ech, déi Fro, déi wär pertinent ze stellen.

Eng aner Saach: « [...] vente ou [...] location, seront déterminés avec précision » - mir hunn dat virdrun och an enger Motioun eragereecht, wéi déi Konventionne kéinten opgestallt ginn. Och déi gouf refuséiert. Mee wat heescht dat: « déterminés avec précision »?

Duerfir, et sinn nach eng ganz Partie Saachen, déi ee wierklech muss hannerfroen. Déi eng Motioun, wou et dann och em dat innerhalb vum Perimeter gaangen ass, wou mir méi wäit gaange sinn, wou mer soen: „amplaz vun deene 25 Wunnenge 15 Wunnengen, mat 20 % Logement abordable, à coût modéré“, do gi mer vill méi wäit.

A wat een anere Punkt ueget, dee mat de Baulücken, wéi déi an Zukunft systematesch dann effektiv sollen developéiert ginn: Wéi soll dat genau emgesat ginn? Et ass keng Antwort do! A mir kënnen dovun ausgoen, datt och an deenen nächste Jore keng Antwerte kommen. D'DP, déi steiert an déi eng Richtung, wat d'Spekulationstax ueget - déi se sécherlech net wëllen - op Bauland. D'LSAP, déi ass awer ganz kloer enger anerer Meenung.

Duerfir also, dës Motioun, mengen ech ... D'Regierung hätt kënnen dohinnegeen, respektiv d'Majoritéitspartei, an d'Richtung vun deene siwe Motiounen, déi an déi Richtunge gaange sinn, déi virun 22 Méint och hei ganz kloer festgehale gi sinn a wou d'Regierung invitéiert gi war, dat ëmzesetzen. Dat wor an deenen néng Motiounen vun der CSV an och an deene véier Propositions de loi.

Duerfir, mir wäerten dës Motioun hei net matstëmmen.

► **Une voix.**- Très bien !

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci, Här Lies. An dann huet d'Wuert gefrot den honorabelen Här David Wagner.

► **M. David Wagner** (déi Lénk).- Merci, Här President. Jo, wat soen? Déi Motioun ass relativ laang, relativ komplett. Si entsprécht och u sech deem, wat d'Regierung wëlls huet am Kader vum Pacte Logement 2.0, wann ech richteg verstinn. Dat heescht, dat ass dat, wat soll geschéien, wat mer presentéiert kritt hunn a wat och soll emgesat ginn. Et kéint ee scho bal soen, si wier superfetatoire.

### (Hilarité)

► **M. Marc Baum** (déi Lénk).- Här Berger!

► **Une voix.**- Très bien ! Très bien !

### (Interruption et hilarité)

► **M. David Wagner** (déi Lénk).- Mee et steet net alles dran. Et ass och e bësse komplizéiert, fir alles bis an d'Lescht hei ... Et sinn e puer Saachen, „méthodologie « Raum+ »“, wie weess dat? Ausser der Madamm Ahmedova, déi weess et bestëmmt. Mee ech weess net, wat dat ass, éierlech gesot. Et ass heiansdo e bëssen de Problem an der Politik hautzudaags, datt een iwwer richteg politesch fundamental Prinzipie net méi ka schwätzen, mee ëmmer iwwer kleng Mesuren, kleng Projeten an esou weider. Et misst een all kéiers Ingenieur sinn, deen aneren Dag Urbanist an deen aneren Dag Architekt.

### (Interruption)

Jo, et muss liesen, et muss een alles liesen!

De Problem ass: Prinzipiell steet näischt dran, wat fundamental schlecht ass. Dat ass de Problem.

### (Interruptions)

Nee, et sinn och Saachen, déi ee ka wierklech matdroen. Mir hunn eis Kritik jo par rapport zum Pacte Logement 2.0 gesot, och ënner aneren, datt et nëmmer op Volontariat besteet an esou weider. Mee doranner steet jo näischt, wat eppes prinzipiell falsches ass. Dofir gesi mer keng Ursach, fir et net unzuhelen. Ech géif souguer éischer soen: Mir kënnen et unzehelen, och wann et superfetatoire ass.

Et kann een natierlech soen: „Den Här Lies stellt Froen“. Et sinn dat awer Detailfroen: Do an do gëtt net gereegelt. Mee éierlech gesot, an de Motiounen, do kann een dat meeschtens net reegelen. Et kann een et maachen, also Dir hutt och ganz gutt Motiounen deposéiert, déi mer och mat ënnerstëtzt hunn.

Ech mengen, et muss ee bei Motiounen, wann een averstanen ass, mat Jo stëmmen, a wann een net averstanen ass, mat Nee stëmmen. Dat mam Superfetatoire gëllt net! Ech fannen, dat ass einfach feig! Superfetatoire, am Stater Gemengerot maache se eis all kéiers dee Coup: Si sinn averstanen, si sinn esou frou domadder, datt se et net ënnerstëtzen!

### (Hilarité)

Och wann et superfetatoire ass, dann hues de et och nach um Pabeier wéinstens. A mir sinn d'Chamber!

Well de Problem ass jo och deen all kéiers, datt heiansdo e bëssen de Reflex do ass, fir ze soen op de Bänke vun der Majoritéit heiansdo: „O, den Här Minister huet awer gesot!“ Nee, nee, nee! Et ass d'Chamber, déi muss decidéieren, wat geschitt, an d'Chamber muss d'Regierung invitéieren.

► **Une voix.**- Très bien !

► **M. David Wagner** (déi Lénk).- Dofir gëtt et näischt Superfetatoires an dës Chamber. An dofir, och wann een averstanen ass an och wann een et souwisou mécht, stëmmt een derfir. Mir wäerten dat dann eeben och matstëmmen a mir wäerten nach weiderhi kritiséieren an aner Saache virschloen.

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci, Här Wagner. An dann ass d'Wuert fir den honorabelen Här Roy Reding.

► **M. Roy Reding** (ADR).- Merci, Här President. Dir wäert elo eppes héieren, wat Der rar vu mir héiert: Ech ginn dem Här Wagner Recht!

► **Une voix.**- O!

► **Une autre voix.**- Voilà!

► **M. Roy Reding** (ADR).- En huet mat senger Bemerkungen absolut Recht.

Ech mengen, mir probéieren als Opposition, ganz konstruktiv Propositionen ze maachen, an da ginn déi ofgeschmettert. Dat ass ex-

treem, extreem frustrant. D'CSV-Motiounen hu verschidde Saache preziséiert, déi gutt waren. Déi hätt ee sollen och op där anerer Säit kënnen unhuelen.

Och eis geet Är Motioun net onbedéngt wäit genuch, a ville Punkten net wäit genuch. Si ass och e bésse vag a munche Punkten. Dat ass ganz richtig. Mee si ass akzeptabel! A wéi ech virdu gesot hunn, wäerte mir dës Motioun mat ënnerstëtzen, well se geet an déi richteg Richtung, wat awer net heescht, datt mer net kënnen bedauern, datt Der konstruktiv Propositionne vun der Opposition aus iergendwelchen ideologesche Grënn einfach ofschmettert, oder well Der Angscht hutt, den Här Minister wär soss net zefridde mat lech.

► **Plusieurs voix.** - Très bien !

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci, Här Reding. Et ass keng weider Wuertmeldung méi do.

#### Vote sur la motion 8

Da kënnen mer zum Vott iwwert d'Motioun Nummer 8 kommen.

#### (Brouhaha)

De Vott fänkt un. Fir d'éischt déi perséinlech Stëmme. Duerno de Vote par procuration. De Vott ass afgeschloss.

An dës Motioun 8 ass bei 39 Jo-Stëmme géint 21 Nee-Stëmme ugeholl.

Ont voté oui : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Eugène Berger, Frank Colabianchi, Mme Joëlle Elvinger, MM. Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mmes Carole Hartmann et Lydie Polfer (par M. André Bauler) ;

MM. Dan Biancalana, Alex Bodry (par M. Yves Cruchten), Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy (par Mme Djuna Bernard), Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Jeff Engelen, Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding ;

MM. Sven Clement (par M. Marc Goergen) et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ont voté non : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par Mme Viviane Reding), MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles (par Mme Diane Adehm), Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter (par Mme Martine Hansen).

#### Motion 9

Da kéime mer zur Motioun Nummer 9.

Den Här Engel, wannechgelift.

► **M. Georges Engel (LSAP).** - Jo, dat ass d'Motioun vun deene Lénken, wou se d'Gemengenautonomie da wëllen aschränken a soen: „Dir musst beim Pacte Logement matmaachen an Dir musst och déi Taxe annuelle aféieren.“ Wann ech dat richtig verstanen hunn, hätt se dat gären an deser Kommissioun (veuillez lire : Motioun).

Bon, mir sinn éischer der Meenung, dass mer d'Gemengenautonomie hei wëlle bäibehalen, d'autant plus wou mer wëssen: Och beim leschte Pacte Logement huet keng Gemeng et misse matmaachen a bal alleguerten d'Gemengen hunn awer beim Pacte Logement matge-maach.

Ech ginn lech awer vläicht an där Iddi, déi Der wollt mat op den Dësch bréngen, Recht, dass nëmme den, déi och wierklech matmaache beim Pacte Logement, och kënnen Suen doruwer kréien. Dat schéngt jo evident ze sinn. Duerfir si mir éischer der Meenung, dass een déi heite soll ofleenen an der Autonomie vun de Gemengen d'Recht weider loossen (veuillez lire : ofleenen an de Gemengen hiert Recht op Autonomie weider loossen).

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Den Här Lies, wannechgelift.

► **M. Marc Lies (CSV).** - Ech wëllt, Här President, do enchainéieren och, wat den Här Engel gesot huet. Ben, ech mengen, zu den „à obliger“, éischters emol ass et extreem

schwéier, fir ze definieren oder fir genau de Constat kënnen ze maachen, wéi vill Wunnengen eidel stinn. Deen een Dag si se bewunnt an deen aneren Dag si se net bewunnt. An e puer Deeg drop, nodeems se vläicht net méi bewunnt woren, si se erëm eng Kéier nei bewunnt. Wou fänkt een un, wou hält een op? Ergo ass dat extreem schwéier, fir dat ze definieren.

An och deen nächste Punkt: « à obliger les communes d'établir et de percevoir à leur profit une taxe annuelle », ech mengen, do hu mir déi national Spekulationsstax, déi mer presentéiert haten. An duerfir géif d'CSV dës Motioun ofleenen.

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Den Här Reding, wannechgelift.

► **M. Roy Reding (ADR).** - Merci, Här President. Mir leenen déi heite Motioun och of, an zwar, genau wéi den honorabelen Här Engel gesot huet, wéinst der Aschränkung vun der Gemengenautonomie. Dann och, well Wunn-echten eidel stinn, wat och elo grad ganz richtig gesot ginn ass, well se zum Beispill renovéiert ginn. Haut si se eidel, mee muer si se bewunnt.

An dann eppes, wat ech schonn e puermol hei soulevéiert hunn: Et gëtt Wunnechten, déi aus engem Grond eidel stinn. An et gëtt ganz, ganz wéineg Wunnechten, déi ouni iergendeen Grond eidel stinn. A ganz oft sinn et einfach Geneemegungen, déi net erbäikommen. Ganz oft ass et de Staatsapparat oder de Gemengen-apparat, dee schold drun ass, datt Wunnechten eidel stinn. An duerfir wier dat doten eng ganz schlecht Mesure.

Merci.

#### (Interruption)

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci, Här Reding. Et ass keng weider Wuertmeldung méi do. Da komme mer zur Ofstëmmung iwwert d'Motioun.

#### (Interruption)

O, den Här Reding ..., den Här David Wagner, wannechgelift!

#### (Interruption et hilarité)

► **M. David Wagner (déi Lénk).** - Dat hunn ech net héieren.

#### (Hilarité)

Här President, dat doten, also Aschränkung vun der Gemengenautonomie ...! Mee am Pacte Logement, am éischte Pacte Logement vun 2008, deen huet jo grad dat agefuert, datt mer eng Tax op eidel stoend Wunnengen hunn, datt d'Gemengen eng sollen ophiewen, datt d'Gemengen och solle kucke goen, kënnen kucke goen, fir dat ze maachen! Also dat huet d'CSV deemools agefuert.

Duerno, elo haut an an deene leschten Debatte, si mer permanent amgaangen ze lamentéieren, datt et net gegräff huet! An elo proposéiere mer duerch eng Motioun, datt reglementéiert gekuckt gëtt, datt och e Bericht gemaach gëtt iwwert d'Effikassitéit oder d'Ineffikassitéit vun dësen Mesuren, déi bis elo do waren, fir justement déi Mesure, déi schonn am Pacte Logement 1.0 war - a wou jiddereen der Meenung ass, et muss ee kënnen taxéieren - ze verbessern. Doréms geet et. Also do fannen ech dat e bésse lusch, datt jiddereen u sech derfir ass, jiddereen seet: „Et huet net gegräff“, a wa proposéiert gëtt, fir et ze verbessern, dann ass et op eemol en Ugrëff op d'Gemengenautonomie. Et ännert guer näischt un der Gemengenautonomie! Mee bon!

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools, Här Wagner.

#### Vote sur la motion 9

An ech mengen, da kënnen mer elo awer zum Vott kommen iwwert d'Motioun Nummer 9.

De Vott fänkt un. Fir d'éischt déi perséinlech Stëmme. Duerno de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

D'Motioun 9 ass bei 4 Jo-Stëmme a 56 Nee-Stëmme ofgeleent.

Ont voté oui : MM. Sven Clement (par M. Marc Goergen) et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ont voté non : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par M. Laurent Mosar), MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles (par Mme Diane Adehm), Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes (par Mme Viviane Reding), Claude Wiseler et Michel Wolter (par Mme Martine Hansen) ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Eugène Berger, Frank

Colabianchi, Mme Joëlle Elvinger, MM. Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mmes Carole Hartmann et Lydie Polfer (par M. Gusty Graas) ;

MM. Dan Biancalana, Alex Bodry (par M. Georges Engel), Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy (par Mme Josée Lorsché), Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Jeff Engelen, Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

#### Motion 10

Da kéime mer zur Motioun Nummer 10.

Den Här Engel huet d'Wuert.

► **M. Georges Engel (LSAP).** - Jo, Merci, Här President. D'Madam Ministesch, d'Taina Bofferding, huet virdu erklärt, datt se amgaangen ass, eng grouss Consultatioun ze maachen. An dat wësst Der alleguerten, d'Consultatioun geet iwwer en neit Gesetz, d'Gemengegesetz. Déi Consultatioun, déi ass iwwert d'Gemenge gelaf. Déi leeft awer elo och nach iwwert d'Bierger. Do kënnen d'Bierger sech matabréngen.

Et ass eng grouss Consultation publique, déi do amgaangen ass. A mir sinn der Meenung, dass mer déi Consultatioun do sollen ofwaarden, ier mer hei Texter stëmme. D'autant plus, dass u sech dat, wat heidra gefrot gëtt, quasi an där heiter ganzer Consultatioun jo matleest an dass d'Ministesch och schonn ugekënnegt huet, dass jo grad d'Gemengen och déi Mission primaire solle kréien, fir Logements publics abordables unzebidden an och Promoteur public kënnen ze spillen, soudass ech mengen, dass dat - jo, Dir hutt d'Wuert net gär, mee awer - superfetatoire ass.

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci, Här Engel. An da wier et um honorabelen Här Marc Lies.

► **M. Marc Lies (CSV).** - Jo, Här President, Merci fir d'Wuert. Ech mengen, mir hu virdu eng Motioun eragereecht, wou et ëm déi Struktur gaangen ass, ëm eng Wunnfërdgesellschaft: myLogement. An dat geet genau an déi Richtung, fir d'Gemengen ze ënnerstëtzen, wann et ëm den abordable Wunnengsbau geet. An dofir géife mir och dës Motioun net matdroen.

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci, Här Lies. Da wier et um honorabelen Här David Wagner.

► **M. David Wagner (déi Lénk).** - Merci, Här President. Et freet mech ze héieren, datt se superfetatoire ass, déi Motioun. Dat heescht, Dir sidd am Prinzip domadder averstanen. Aus deem Grond wäert Der se net unhuelen, wann ech d'Logik elo verstinn.

Bon, jo, okay, et gëtt och eng Consultatioun mat de Bierger. Dat hei ass och eng Consultationsdebatte u sech, well Dir jo och e bésse wollt wëssen, wat mer mengen. A mir sollen ëmmer Saache proposéieren. A mir proposéiere Saachen, mat deenen Der averstane sidd. Dir wëllt et net unhuelen. Ech aktéieren dat.

Mee ech freeë mech, wann et awer trotzdem duerno realiséiert gëtt!

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci, Här Wagner. Da ginn ech d'Wuert weider un den honorabelen Här Reding an duerno un d'Madam Ministesch.

► **M. Roy Reding (ADR).** - Merci, Här President. Just ganz kuerz: Natierlech begrësse mer, an et soll och favoriséiert ginn, datt d'Gemengen an de Wunnengsbau investéieren. Et ass awer alt nees eng Kéier eng Fro och vu Gemengenautonomie, fir kënnen mat hire Länneren oder mat hire Besëtzeren ze maachen, wat se wëllen.

An et ass ganz bestëmmt falsch, prinzipiell enger Gemeng wëllen ze verbidden, Wunraum oder Wunnterrainen ze verkafen un en anere wéi un de Fonds spécial de soutien. Et kann 100.000 gutt Ursache ginn, firwat eng Gemeng an engem spezifesche Fall dat net wëllt maachen a firwat se soll u privat Leit, u Leit aus hirer Gemeng oder, firwat net, och un e Promoteur privé kënnen verkafen.

Ech soen lech Merci.

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci, Här Reding. An dann huet d'Wuert d'Madam Innenministesch.

► **Mme Taina Bofferding, Ministère de l'Intérieur.** - Jo, ech si frou, dass mer reegelméisseg hei e Verweis op d'Reform vum Gemengegesetz maachen. An effektiv, et ass jo scho richtig drop higewise ginn, dass mer elo déi grouss Consultationsdebatte maache mat de

Biergerinnen an de Bierger, mat dem Gemengepersonal, mat de Gemengenautoritéiten. Natierlech ass och d'Chamber dovunner e privilegiéierte Partner, fir ze diskutéieren.

Ech wëll deem och guer net virgräifen, mee effektiv si mer elo an der éischer Phas, wou mer d'Iddie sammelen, an do kann ech lech soen: De Logement ass een Thema dovunner. An an der zweeter Phas gi mer jo an déi Workshopp eraus, wou mer da méi spezifesch op d'Theemen aginn, wou mer och méi intensiv dann eis iwwert déi Punkte kënnen ënnerhalen. A fir deem awer net virzegräifen, mengen ech, wär et scho gutt, dass mer déi Diskussioun do zesumme féieren.

Ech wollt awer soen, dass Dir och, souwuel als Bierger wéi och als Gemengeconseiller, ganz gären un deene Workshopp kënt deelhuele. A wann net, kann ech lech och garantéieren, dass mer weider do iwwert de Logement wäerten diskutéieren. Mee wichteg ass: Grad wa mer iwwert d'Missioun vum de Gemenge schwätzen - wat eng Gemeng an Zukunft kann, wat se muss -, gehéiert definitiv och de Logement zu den Diskussionspunkten derbäi.

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci, Madamm Bofferding. Et ass keng weider Wuertmeldung méi do.

#### Vote sur la motion 10

Da kënnen mer zum Vott iwwert d'Motioun Nummer 10 kommen.

De Vott fänkt un. Fir d'éischt déi perséinlech Stëmme. Duerno de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

D'Motioun 10 ass bei 4 Jo-Stëmme a 56 Nee-Stëmme ofgeleent.

Ont voté oui : MM. Sven Clement (par M. Marc Goergen) et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ont voté non : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par M. Laurent Mosar), MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles (par Mme Diane Adehm), Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes (par Mme Viviane Reding), Claude Wiseler et Michel Wolter (par Mme Martine Hansen) ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Eugène Berger, Frank Colabianchi, Mme Joëlle Elvinger, MM. Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mmes Carole Hartmann et Lydie Polfer (par M. André Bauler) ;

MM. Dan Biancalana, Alex Bodry (par M. Mars Di Bartolomeo), Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy (par Mme Djuna Bernard), Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Jeff Engelen, Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

#### Motion 11

Da kéime mer zur Motioun Nummer 11.

D'Wuert freet d'Madam Lorsché.

#### (Interruption)

► **Mme Josée Lorsché (déi gréng).** - Nummer?

► **Une voix.** - 11!

► **Mme Josée Lorsché (déi gréng).** - 11, net 15.

Jo, also mir géife proposéieren, déi dote Motioun an d'Kommissioun ze verweisen, fir iwwert déi Moosnamen ze schwätzen, déi hei drastinn. Do steet « les mesures nécessaires », et ass awer net definéiert, wéi eng Moosnamen dat solle sinn. D'Motioun ass eis ganz, ganz sympathesch. An dofir proposéiere mer, dass mer an der Kommissioun dat do verdeiwene, wann Der domat d'accord sidd.

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Den Här Wagner ass domadder d'accord.

Den Här Lies freet d'Wuert.

► **M. Marc Lies (CSV).** - Bon, déi Proposition, fir et an d'Kommissioun ze ginn, ech mengen, mir kënnen eis och deem ralliéieren a géifen dann effektiv och do, wéi d'Majoritéitsparteien, dat wëllen an d'Kommissioun verweisen.

#### Vote sur le renvoi de la motion 11 à la Commission du Logement

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Kënnen mer do à main levée driwwer ofstëmme, datt mer déi Motioun an d'Kommissioun verweisen?



**(Assentiment)**

Wien ass dergéint?

Wien enthält sech?

Dat heescht, d'Motioun 11 gëtt eestëmmeg an d'Kommissioun verwisen.

**Motion 12**

Da komme mer zur Motioun Nummer 12.

Den Här Engel, wannechgelift.

**► M. Georges Engel (LSAP).** - Jo, eng änlech Argumentatioun géif ech bei der Motioun 12 proposéiere wéi bei der Motioun 11. Et sinn eng Rei Punkten hei dran, och Consideranten oder Vuen, déi richtig an eis och sympathesch sinn. Iwwert d'Expropriatioun, mengen ech, sollt een an där ganzer Debatt schwätzen. Hei steet awer och: « à prendre les mesures nécessaires ». Wat sinn déi genau Mesuren, déi ee soll huelen? A wéi engem Fall ass d'Expropriatioun dee richtege Moyen? Ech mengen, dass een dat an der Kommissioun nach eng Kéier soll diskutéieren, wann et dann esou sollt sinn.

Ech ka mech och erënnere, dass an engem Débat télévisé den Här Wiseler och gesot huet, dass d'Expropriatioun e Moyen wär, deen een, wann näischt anerens méi géif gräifen, och kéint notzen. Dofir mengen ech, dass een dat awer misst klären, wat dann do virdu muss geschéien, ier déi Expropriatioun do géif lafen. D'„mesures nécessaires“ misst een also hei ganz kloer nach eng Kéier definéieren. Dofir géif ech dat an d'Kommissioun verweisen.

**► M. Fernand Etgen, Président.** - An dann ass d'Wuert fir den honorabelen Här Marc Lies.

**► M. Marc Lies (CSV).** - Merci, Här President, fir d'Wuert. Hei ass et esou, ben, ech mengen, do gëtt et Instrumenter derfir. Et gëtt de Remembrement urbain an och de Remembrement ministériel, deen um Instanzewege ass, wat sécherlech e ganz, ganz flotten Outil ass, fir effektiv d'Leit, déi net wëlle matmaachen an engem PAP, dann op de Bord vun dësem PAP können ze verleeën. Duerfir, mengen ech, ginn effektiv déi Moyenen, déi een do huet, scho relativ wäit.

Mir hunn och proposéiert an enger Motioun, dass eebe Konventiounen tëschent Proprietären a Gemenge sollte gemaach ginn, ier dann dee PAP erstallt gëtt. A wann esou eng Konventioun bis feststeet an och definéiert, ënner wat fir enge Präisser, da mengen ech, entsprécht dat genau deem, wat ze maachen ass, fir dass wierklech och abordabele Wunnraum op de Marché kënn.

An duerfir géif d'CSV dës Motioun hei net matdroen.

**► M. Fernand Etgen, Président.** - Ass nach eng Wuertmeldung do? Den Här Wagner, wannechgelift.

**► M. David Wagner (déi Lénk).** - Jo, Merci. Bon, jo, mir sinn och dann éischter der Mee-ning, dass se soll an der Kommissioun behandelt ginn. Ech mengen, dass ass natierlech eenditeg besser, wéi wa se géif verworfen ginn.

**(Hilarité)**

Mir hu jo dräi Méint Zäit, an da muss et jo erëm heihinnerkommen.

**► Une voix.** - An d'Kommissioun!

**► M. Fernand Etgen, Président.** - Jo, jo.

**Vote sur le renvoi de la motion 12 à la Commission du Logement**

Wien ass derfir, fir dës Motioun an d'Kommissioun ze verweisen?

**(Brouhaha)**

Jo, wien ass dergéint?

**► Une voix.** - Elo musst Der de Fanger hiewen!

**(Brouhaha et hilarité)**

**► M. Fernand Etgen, Président.** - Dat schéngt mer kloer ze sinn, dass eng Majoritéit do ass, fir déi Motioun an d'Kommissioun ze verweisen.

**Motion 13**

Da komme mer un d'Motioun Nummer 13.

Den Här Berger, wannechgelift.

**► M. Eugène Berger (DP).** - Merci, Här President. Hei ass och eng Propos, eng isoléiert Steiermesure respektiv eng Moosnam, déi d'Steiere betrëfft. Ech géif hei dat widderhuelen, wat ech virdu scho bei enger anerer Motioun gesot hunn, dass heescht, dass mer bei der Steierreform och dee Volet vum Logement wäerte méi genau analyséieren an dass mer do wäerte versichen, e ganze Package ze maache mat Mesuren, dass mer do dat wäerte proposéieren.

Duerfir proposéieren ech och hei der Chamber, fir dann elo déi isoléiert Mesure hei net ze stëmmen.

**► M. Fernand Etgen, Président.** - Merci, Här Berger. An dann huet d'Wuert den Här Marc Lies.

**► M. Marc Lies (CSV).** - Merci, Här President, fir d'Wuert. Ech mengen, dat hei ass eng Motioun, déi ass ganz interessant, déi déi Lénk eragereecht hunn. An ech mengen, d'CSV huet ëmmer gesot, dass d'Applikatioun vun der TVA Logement (veuillez lire : datt d'Erhéijung vun der TVA Logement) vun 3 % op 17 % definitiv keng gutt Iddi wor. Do gesäit een, wéi d'Logementspräisser, zemoos am Locatif, iwwert déi lescht Méint a Joren an d'Luucht gaange sinn.

Am Kader vum État de la nation hate mir och proposéiert, fir de Fräibetrag bei der TVA vu 50.000 op 100.000 Euro an d'Luucht ze setzen, en plus elo haut de Méiten nach eng Kéier, dass och an Zukunft den Investisseur an de Promoteur privé sollte méi mat an d'Boot geholl ginn.

Duerfir géife mer dann och dës Motioun vun deene Lénken hei awer positiv bewäerten an déi och mat Okay stëmmen.

**► M. Fernand Etgen, Président.** - An dann ass d'Wuert fir den Här Roy Reding.

**► M. Roy Reding (ADR).** - Jo, Merci, Här President. Ech mengen, dës Motioun geet eis als ADR bäi Wäitem net wäit genuch, well mir fuerderen, den 3 %-Saz op all Logement un-zewenden. Mee et geet an déi Richtung, déi mir och preconiséieren, an duerfir stëmmen mer dës Motioun mat.

**► M. Fernand Etgen, Président.** - Merci, Här Reding.

Et ass keng weider Wuertmeldung méi do.

**Vote sur la motion 13**

Da kënnen mer zum Vott iwwert dës Motioun kommen.

De Vott fänkt un. Fir d'éischt déi perséinlech Stëmmen. Duerno de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

Dës Motioun ass bei 29 Jo-Stëmme géint 31 Nee-Stëmmen ofgeleent.

Ont voté oui : Mmes Diane Aehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par M. Marco Schank), MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles (par Mme Diane Aehm), Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes (par Mme Octavie Modert), Claude Wiseler et Michel Wolter (par Mme Martine Hansen) ;

MM. Jeff Engelen, Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding ;

MM. Sven Clement (par M. Marc Goergen) et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ont voté non : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Eugène Berger, Frank Colabianchi, Mme Joëlle Elvinger, MM. Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mmes Carole Hartmann et Lydie Polfer (par M. André Bauler) ;

MM. Dan Biancalana, Alex Bodry (par M. Georges Engel), Mmes Tess Burton, Francine Cloesener, MM. Yves Cruichten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy (par Mme Djuna Bernard), Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue.

**12. Question élargie n° 21 de M. André Bauler relative à la subvention de logements pour salariés (« Mitarbeiterwohnungen ») et les résultats des échanges de vues en la matière avec les employeurs luxembourgeois**

Mir kommen elo zur erweiderter Fro Nummer 21 vum Här André Bauler iwwert d'Mataar-bechterwunnengen. Den Auteur vun der Fro huet 5 Minutten Zäit, fir seng Haaptfro an no der Antwort vum Minister seng Zousazfro virze-droen. Der Regierung stinn 10 Minutten zou. Här Bauler, Dir hutt d'Wuert.

**► M. André Bauler (DP).** - Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, de President vum Groupement vun de Bauentrepreneuren huet kierzlech nees d'Iddi vu Wunnenge fir Salariée vun Entreprises an d'Gespräch bruecht. Op Däitsch: déi sougenannt „Mitarbeiterwohnungen“.

Dat Konzept ass effektiv net nei. Am Ausland zum Beispill stellt d'Automobilindustrie hire Mataarbechter Wunnengen an extra dofir re-

servéierte Siidlungen zur Verfügung. Hei zu Lëtzebuerg kenne mer de Prinzip aus de gudden Zäite vun der Stolindustrie. Am Ufank vum leschte Jorhonnert hunn d'Stolhären effektiv domadder ugefaangen, fir hiren Aarbechter esou Reienhaiser ze bauen.

**(Brouhaha général)**

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, d'Chamber ass nach net eriwuer. Ech schwätzen!

Dat war eng sozial Moosnam, mat där d'Liewensbedéngunge vun de schaffende Leit sollte verbessert ginn.

**(Coups de cloche de la présidence)**

Ech wëll net op déi aktuell Problematik vun de Cafészëmmeren agoen an och net op déi trau-reg Tatsaach, dass d'ITM, also d'Gewerbeinspektioun, bei Chantierskontrollen och Leit fënnt, déi a Baucontainer logéiert sinn. Och wann dat Ausnamen dierfte sinn.

Mir wëssen, dass mer zu Lëtzebuerg e risegen Drock am Bausecteur hunn an dass ëmmer méi op Aarbechtskräften aus dem Ausland muss zréckgegraff ginn. Zum engen, well ronn een Dréttel vun den Aarbechter aus dem Secteur déi nächst Joren an d'Pensioun geet, zum aneren, well eise Schoulsystem net genuch där Leit ausgebilt. Esou de Verband vun den Entrepreneuren.

Déi sougenannt Travailleurs détachés hunn et net einfach, fir eng Wunneng zu engem akzeptable Präis ze lounen. Et freet ee sech dacks, wou déi Leit iwwerhaupt ënnerdaach kommen, vu dass d'Logements- a Locatiounspräisser wei-der ferm an d'Luucht hunn.

An engem Interview huet de Vertrieeder vun der Chambre des Métiers kierzlech ënnerstrach, dass déi Betriber, déi eng Wunneng kënnen ubidden, natierlech méi attraktiv fir e Salarié sinn.

An de leschte Méint war d'Thema Wierkswunnengen och en Objet vun den Diskussiounen tëschent dem Logementsministère an de Patronatsverbänn. D'Gesprécher kéimen awer nëmme lues weider, heescht et. Dat hätt och domat ze dinn, dass et zu engem personelle Wiesel am Ministère vum Logement komm wier.

De Vertrieeder vun der Handwierkerfederatioun huet awer ënnerstrach, dass de Logementsminister un enger Zesummenaarbecht interesséiert wier. An noer Zukunft kéim et zu Gesprécher mam Henri Kox iwwert d'Kaderbedéngunge vun esou enger Zesummenaarbecht, wou och déi staatlech Subventiounen, d'Disponibilitéit vu Bauland an d'Dauer vu Loyer vun den Aarbechterwunnenge géifen diskutéiert ginn.

Dat ass elo en décke Mount hier. Mir ass dann och zu Ouere komm, dass méttlerweil gutt Gesprécher tëschent dem Minister an dem interesséierte Patronat waren. Dofir wollt ech dem Här Minister follgend Froe stellen:

Kënn Dir eis vläicht soen, wéi d'Gesprécher mam Patronat verlaf sinn?

Wéi gesäit dem Ministère seng Strategie op dësem Gebitt aus?

Gëtt d'Gesetz vun 1979 iwwert d'Wunnengsbäihëllef och an deem Sënn geännert?

Wéi vill Potenzial u Bauland gëtt et iwwerhaupt, fir esou Arbeitnehmerwohnungen, also Aarbechterwunnengen, ze schafen?

An zu gudder Lescht: Sinn esou Mataarbechterwunnengen och am Kader vun den Industrie-broche geplangt?

Ech soen lech Merci.

**► M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools, Här Bauler. D'Regierung huet d'Wuert, de Wunnengsbauminister, den Här Henri Kox.

**► M. Henri Kox, Ministre du Logement.** - Här President, Merci dann och dem Här Bauler fir déi Fro. Mir haten de Méiten d'Geleeënheet, deels schonn e bëssen doriwwer ze diskutéieren, wou ech och scho konnt d'Ouverture maachen, dass mer natierlech jiddwieren am Boot brauchen am Kader vun der Kreatioun vun abordablem Wunnengsberäich.

Dir hutt den Handwiersberäich zitéiert. Jo, mir sinn do e bëssen Opfer vun eisem Wuesstumsmodell - dat muss ee schonn esou soen -, well de Marché ass e bëssen ausgesuckelt, an och an der Groussregioun. Insbesondere am Handwiersberäich si grouss Problemer. Eischstens, well Der dat och erwänt hutt, de Pensiounsalter, well ganz vill Handwierker an de Pensiounsalter kommen a si eng Rechnung opgestallt hunn, déi et ganz schwierig mécht, eeben déi ze ersetzen, voire hei an der noer Regioun och kënnen dann ze fannen.

Dofir, d'Iddi, fir Wunnengen ze kreiéieren fir Aarbechter, wéi dat virun 100 Joer oder virun 150 Joer de Fall war, ass duerchaus sënnavoll. Awer, an dat war och an deene Gesprécher, mir hate ganz konstruktiv Gesprécher, an dat war net méi spéit wéi d'lescht Woch, wou mer mat der Chambre des Métiers an der Fédération des ar-

tisans zesummesouzen, wou ganz vill Patronen do mat um Dësch souzen, fir eebe grad doriwwer ze diskutéieren.

An, kloer, meng Angscht hunn ech och dee Moment ausgedréckt: Et ka jo net sinn, dass mer iergendeppes dohinner maachen, wou da leibeigen Aarbechter do wäeren, wou ech kéint driwwer jugéieren, wien dann do drakéent oder net.

Also, mer sinn amgang, de Kader unzepassen. Et muss een iwwergens soen, dass haut schonn am 79er Gesetz vill Méiglecheeten do sinn, well d'Associatiounen maachen dat jo och. Et ware jo och iwwert de Summer Diskussiounen iwwert déi Konventioun, déi mer amgang sinn auszuschaffen - 20 Joer, 40 Joer. An eis schwieft et vir, ee Kader ze maachen, dee sämtlech Acteuren zefriddestellt. Et kann awer net sinn, dass do iwwerdriwwene Benefiss ka gemaach ginn.

Wann de Réseau social richtig ass - an dat kënnen Stéftunges sinn, dat kann eng Société d'impact sociétal sinn, dat kann eng ASBL sinn -, wann de Kader stëmmt, an de Kader gëtt iwwerschafft ... Ech menge souguer, an der Budgetkontrollkommissioun gouf driwwer diskutiert, dunn, wéi ech nach virun net allze laanger Zäit an der Chamber war. Ech weess elo net, wou déi Resolutioun drun ass. An do gouf och an där Budgetkontrollkommissioun vun engem Kader vu 40 Joer geschwat: eng Längt, déi mer sollten hunn, dass mer eeben net déi Wunnengen no 10 oder 20 Joer verléieren, mee eréischt no 40.

Also de Kader gëtt esou gesat, dass och de Bausecteur sech kéint do mat bedeelegen. Mir wäerten och eng Subventioun, déi 75 % op 40 Joer, mat aschaffen. Et brauch nach Diskussiounen: Wéi ass et bei enger Renovatioun? Wéi ass et bei engem virzäitegen Ofriede vun der Konventioun? Do sinn nach e puer Diskussiounselementer, déi nach oppe sinn. Awer mir hu ganz konstruktiv Diskussiounen gehat, wéi mam Secteur. Ech muss awer och soen, dass mer souwuel, mat deenen aneren Associatiounen ganz konstruktiv diskutiert hunn, wéi och mat enger Caritas, enger Croix-Rouge, déi sech dann all an deem selwechte Kader wäerten zréckfannen.

Wichtig bleift mir hei, well et och an de Kader vum Pacte Logement geet: Mir brauche se alle guerten am Boot. Mir brauchen d'Gemengen, mir brauchen d'privat Acteuren, mir brauchen d'Associatiounen; d'Associatiounen, fir herno als Bailleur social vläicht de Gemengen entgéintzekommen, an d'Associatiounen oder privat Acteuren, fir dat ze bauen.

Wou dat entsteet, ech mengen, dat ass de Marché, deen dat fräigëtt. Ech mengen, wann et Méiglecheete ginn an deene grouse Projet-d'enverguren, fir ze kucken, ob et do net sënnavoll ass, wann do Aarbechtsplaze ganz lokal kënnen entstonen, firwat soll do net eng Initiativ kommen an private Beräich, fir an deem Moment och do Wunnengen zur Verfügung ze stellen?

Mee wat wichtig ass: Si mussen sech awer och un deem Reglement bedeelegen. Et kann net sinn, dass mer pro Associatioun ee Reglement maachen. Dat heescht, d'Abordabilitéit si mer jo amgang ze definéieren. Déi gëtt eng Kéier definéiert. Déi muss, wann déi Subventiounen fléisen, déi 75 %, dann awer och ugewannt ginn.

Ech mengen, an deem Secteur si jo och vill Aarbechter ënnerwee, déi sech vläicht awer an deem Secteur zréckfannen. Well déi géife jo op Lëtzebuerg kommen. Si krieie jo och deels méi en héije Loun wéi an der Groussregioun. Awer de Loyer entsprécht net hirer Erwaardung oder hirem Akommes. Dat heescht, déi Abordabilitéit, do kucke mer an deem Beräich, dass se richtig ugewannt gëtt. Awer si muss ugewannt ginn, net dass e Getto entsteet. Op där anerer Säit muss se awer breet opgestallt sinn, dass mer wierklech eng Mixitéit do erakriéieren.

Also de Kader gëtt esou gestalt, dass mer se all mat an d'Boot huelen. A mir si frou, wa mer se all kënnen motivéieren, an dee Beräich matzegoen. Ech mengen, mir haten awer och schonn déi eng oder déi aner Diskussioun an der Chamberskommissioun, wou mer dat schonn erwänt hunn. Dofir kann ech nëmmen nach eng Kéier bestätegen, dass mer gutt Gesprécher hunn, dass ënner de Mataarbechter do nach weider diskutiert gëtt an dass mer spéitstens am Fréijoer do e Kadergesetz oder net Reglement stoen hunn, fir sämtlech Acteuren dobassen och zefriddestellen.

Merci fir d'Fro.

**► M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools dem Wunnengsbauminister Henri Kox.

**13. 7258A - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 25 février 1979 concernant l'aide au logement**

**7258B - Projet de loi relative aux critères de salubrité, d'hygiène, de sécurité et d'habitabilité des logements et chambres donnés en location ou mis à disposition à des fins d'habitation**

Eisen nächste Punkt vum Ordre du jour vun haut de Mëtten ass de Projet de loi 7258A iwwert d'Wunnengsbäihëllefen an de Projet de loi 7258B iwwert d'Propretéit, d'Hygiène an d'Sécherheet vun de Wunnengen. D'Riedezäit ass nom Modell 1 festgeluecht. Et hu sech schonn ageschriwwen: den Här Lies, den Här Hahn, den Här Fayot, den Här Reding, den Här Wagner an den Här Marc Goergen. D'Wuert huet elo d'Rapportrice vun deenen zwee Projeten, déi honorabel Madamm Semiray Ahmedova.

Madamm Ahmedova, Dir hutt d'Wuert.

**Rapport de la Commission du Logement**

► **Mme Semiray Ahmedova** (déi gréng), rapportrice.- Merci villmoools. Här President, léif Kollegeinnen a Kollegen, ech stellen haut e mëndleche Rapport zu dem Gesetzestext 7258A an 7258B vir.

Ursprünglech gouf dës Gesetzesännerung Enn vun der leschter Legislaturperiode a Form vun engem eenzege Projet de loi déposiert. Mee nom éischten Avis vum Staatsrot den 8. Oktober 2018 gouf decidéiert, dat Gesetz an zwee ze splécken. Ech komme spéider nach eng kéier drop zrëck firwat.

Ech fänken u mam Gesetzesprojet 7258A.

Ëm wat geet et do? Am Gesetzesprojet geet et ëm eng individuell Wunnengshëllef, an zwar déi vum Financement vun der Garantie locative. Si gouf 2002 agefouert an am 79er Wunnengsgesetz verankert. De Gesetzestext soll ugepasst ginn, fir ënner anerem der Präisentwicklung um Locatiounsmarché Rechnung ze droen.

Wat ass dat fir eng Hëllef u sech? Wann een eng Wunneng loune wëllt, da muss ee jo dem Bailleur oft e gewëssene Montant als Garantie virstrecken. Et ass awer esou, dass verschidde Stéit mat moderatem Akommes net déi néideg Fongen op der Säit hunn, fir dese Montant kënnen ze bezuelen. An deem Fall kënnen si zënter 2002 eng Ufro maachen, fir eng Hëllef vum Staat ze kriien. Kritt dës Ufro eng favorabel Suite, esou stellt de Staat e Certificat aus, wou hie fir dës Zomm géintwuer dem Bailleur haftet. Dës Hëllef ass awer net gratis. De Locataire engagéiert sech, innerhalb vu maximum dräi Joer dës Zomm selwer unzespueren.

Wat soll elo änneren? D'Konditiounen, fir Beneficiaire vun dieser Mesure ze ginn, sollen ugepasst ginn. De Wëllen ass do, änlech Krittären ze applizéieren wéi bei der Subvention loyer. Dës Subvention ass déi zweetgréisst staatlech Wunnengshëllef am Locatiounsbereich. Hei iwwerhëlt de Staat en Deel vun deene Loyerskäschten, déi fir de Stot mat moderatem Akommes als Laascht gellen; also als Laascht ze gesi sinn, souzosen. Dës Hëllef gouf 2016 agefouert an 2018 schonn ugepasst, fir datt nach méi Leit kënnen dovunner profitéieren.

Wat soll konkret ugepasst ginn? Bei enger Demande soll de Seuil vum Akommes an d'Eligibilitéit vum Stot op déi selwecht Manéier bei deenen zwou Hëllef definéiert ginn. D'Zil ass hei, méi kohärent a méi eenheetlech ze sinn. An Zukunft muss ee just nach dräi Méint regelméisseg Akommes bei der Demande virweisen, an net méi sechs, esou wéi et am Moment de Fall ass. De Loyer kéint bis zu 40 % vum Revenu net vum Stot ausmaachen, an net 33 %, esou wéi et de Moment de Fall ass. D'Zesummesetzung vum Stot gëtt dann erëm bei deenen zwou Hëllef consideréiert, fir dann d'Limitt kënnen festzelleen. Fir nach weider Detailler verweisen ech hei einfach op de schrëftleche Rapport.

Et sief nach bemierkt: Dës Upassung ass eng Etapp vun der geplangter Reform vum Wunnengsbaugesetz vun 1979. Et ass virgesinn, op déi selwecht Manéier och aner Hëllef an aus dem 79er Gesetz unzepassen.

Domadder kommen ech zum Gesetzesprojet 7258B.

Am Gesetzesprojet 7258B geet et ëm d'« critères minimaux de salubrité, d'hygiène, de sécurité et d'habitabilité », also ëm déi Mindest-

uforderungen, déi d'Wunnenge respektiv d'Kummeren, déi verlout oder zur Verfügung gestallt ginn, mussen erfüllen.

Si goufen eng éischte Kéier am Wunnengshëllefgesetz vun 1979 festgehale, 1993 lichte ugepasst a sollen elo an engem eenzege Gesetz verankert ginn. D'Krittären goufen der aktueller Situatioun ugepasst, andeems ee sech mat de rezenten Erfahrungen aus de Gemenge bei Kontrolle vu Wunnengen a Kummeren ausereegesat huet.

Dëst ass eng immens wichteg Upassung. Mir hu schonn all vun deenen Abusen héieren, déi verschidde Proprietäre bedriewen. Ech soe just d'«Stéchwuert „Caféskummeren“». Hei gëtt vun der Prekaritéit vu verschidde Leit profitéiert an ondezente Kummeren oder Wunnenge ginn zu iwwerdriwwene Präisser verlout. Fir géint dës Abuse virzegoen, brauche mir en aktualiséierten Text, deen d'kommunal Autoritéit bei der Kontrolle stäerkt.

Wat gëtt elo genau am Text geännert? Den iwwerschaffte Gesetzestext ass vill méi prezis an ausföhrlech wéi den aktuellen. Esou gëtt festgehale, dass eng Kummer soll eng Mindestgréisst vun 9 Quadratmeter pro Bewunner hunn. Dat heescht, wann en d'Rechnung mécht fir véier Leit, brauche mer u sech Minimum 36 Quadratmeter. Dat Ganzt bréngt awer elo méi Kloverheet mat sech.

Den iwwerschafften Text hält weiderhin dru fest, dass de Buergermeeschter déi kompetent Autoritéit ass, fir am Fall vun engem Doute Kontrollen duerchzuführen. Hei gëtt am neien Text a senger Aufgab gestärkt. Esou kann ee sech zum Beispill bei Kontrolle begleede loosse, sief et vun engem Agent vun der Santé oder soss engem anerem Expert.

De Proprietär oder de Bedreier vun de Kummere respektiv Wunnenge gëtt am iwwerschafften Text nei responsabiliséiert. Esou ass et virgesinn, dass dës Persoun bei der Decisioun vun enger Fermeture vum Logement oder vun der Kummer derfir muss suergen, d'Occupanten erëm nei ze logéieren, an dat Ganzt fir eng Dauer vun dräi Méint.

D'Strofen, déi de Proprietär oder den Exploitant bei enger Infraction riskéiert, sinn am neie Gesetzestext natierlech och ugepasst ginn.

Et sief nach bemierkt, dass begleedend zum Gesetzestext och de Règlement grand-ducal vun 1979 ugepasst gouf. Do ginn d'Detailler gekläert.

Ech wëll elo nach kuerz op d'Aarbechte vun der Logementskommissioun agoen. Jo, et ass spéit. De Gesetzesprojet gouf de 7. März 2018 nach ënnert dem Minister Hansen déposiert. Am März 2019 gouf de Projet de loi eng éischte Kéier an der Logementskommissioun presentéiert. Den éischten Avis vum Staatsrot gouf an der Kommissiounssetzung vum Abrëll 2019 analyséiert an et goufen entspreichend Amendementer ugeholl.

Et ass een an deem Kontext virun allem op d'Opposition formelle vum Staatsrot a gaangen. De Staatsrot war net d'accord, fir d'« Critères de salubrité, de sécurité et d'habitabilité » vum Wunnengshëllefgesetz vun 1979 an d'Mietgesetz vun 2006 ze deplacéieren. Schliisslech gellen d'Krittären och fir Wunnengen oder Kummeren, déi ouni Loyer zur Verfügung gestallt ginn. Op dës Kritik hin huet d'Kommissioun decidéiert, de Gesetzesprojet an zwee ze splécken an d'Salubritéitskrittären an ee ganz neie Gesetzesprojet ze integréieren.

An der Kommissiounssetzung vum 16. September ass sech du mam zweeten Avis vum Staatsrot ausereegesat ginn. Et gouf ëmmer nach eng Opposition formelle. Esou huet de Staatsrot recommandéiert, dass den Tableau mat de Seule vum de Revenu bei der Garantie-locative-Hëllef net nëmme am Règlement grand-ducal ass, mee datt se och an engem Gesetzestext missten agefouert ginn. Schliisslech geet et hei op eng Manéier ëm eng Lutte, nämlech d'Lutte contre la pauvreté, déi der Verfasser no am Gesetz muss stoen.

D'Kommissioun huet mat engem Amendement op dës Opposition reagéiert an esou konnten am leschten Avis vum Staatsrot all d'Opposition-formellen opgehuewe ginn.

De 5. Dezember gouf de Rapport zu deenen zwee Gesetzesprojeten an der Kommissioun eestëmmege ugeholl.

Ech kommen elo zum Schluss vu mengem mëndleche Rapport. Ech schwätzen hei vun zwee immens wichtige Gesetzesprojeten, déi dem Locataire zeguttkommen an en plus a sengem Interêt sinn. Mat der Reform vun der Garantie-locative-Hëllef geet et drës, derfir ze suergen, hinnen den Accès op de private Locatiounsmarché ze erméiglechen. D'Reform vun de Mindestuforderungen an d'Wunnengen an d'Kummerer soll derfir suergen, dass d'Locataire respektiv Bewunner a wierdege Verhältnissen

kënnen wunnen a kenge Gesondheitsrisiken ausgesat ginn.

Heimadder ginn ech dann den Accord zu deenen zwee Gesetzesprojete vun der grénger Fraktioun.

► **Une voix.** - Très bien !

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmoools, Madamm Ahmedova. Als éischte Riedner ass den honorabelen Här Marc Lies agedroen. Här Lies, Dir hutt d'Wuert.

**Discussion générale**

► **M. Marc Lies (CSV).** - Här President, Dir Damm an Dir Hären, de Projet de loi 7258 gesäit vir, fir d'1979er Gesetz iwwert d'Aide au logement a verschidde Beräicher ze reforméieren, wat am Allgemengen ze begrëssen ass.

De Logementsminister huet annoncéiert, dass dëst Gesetz komplett iwwerschafft soll ginn. Fir awer pragmatesch un dee ganze Problem Wunnengsbau erunzegoen, wier et net vu Muttwëll, wéi och scho virdrum am Kader vum Pacte Logement gesot, dass d'Regierung punktuell Upassunge géif maachen, fir schnellstméiglech an dem Problemfall Logement kënnen virunzekommen. D'CSV huet an deem Sënn bei der Debatte iwwert de Pacte Logement 2.0 och eng sëlliche Motioun virdrum erageeicht, déi och kéinten am Kader vum 1979er Gesetz emgesat ginn.

Verschidde vun den Upassungen aus deem Gesetz si bluttoutwendeg a ginn och vun der CSV-Fraktioun gedeelt. Am Joer 2015 hat d'CSV schonn eng Proposition de loi erageeicht, déi notament dem Volet vun der Sécuritéit, der Salubritéit an der Hygiène soll Rechnung droen. Leider gouf dës Proposition de loi laang am Tirang leie gelooss an eréischt no zwee Joer vum Staatsrot aviséiert.

Verschidde Aspekter vun eiser deemoleger Proposition féinnt een och an deem Text zrëck, wat mir natierlech begrëssen. Punktuell hatt ee sécherlech nach méi wäit kënnen goen.

Deen éischte Volet vun deem Gesetz gesäit d'Upassung vun den individuellen Hëllef bei der Garantie locative vir. Ech brauch kengem ze soen, dass dës Hëllef fir verschidde Leit extrem wichteg sinn, wann ee feststellt, welch Hausse d'Loyeren an de leschte puer Joer gemaach hunn. Den Armutrisiko geet stänneg an d'Luucht, wat op eng verkeerte Logementsa Steierpolitik aus deene leschte sechs Joer zrëckzuführen ass.

**(Interruption)**

Déi onmoosseg Hausse vun de Loyeren an deene leschten zwee Joer ass zu engem gudden Deel bedéngt duerch d'Haussse vun der TVA vun 3 % op 17 %. An ech mengen, Här Fayot, dat nieiert heibannen och keen. De wirtschaftleche Facteur Wuesstum an d'Migratioun droen natierlech och e gudden Deel zu deser Präisdeierecht bii.

Elo awer zrëck zum Gesetz: Mat dieser Upassung vum Gesetz sollt eng Harmoniséierung tëscht der Garantie locative an dem Mietzuschuss erbäigefouert ginn, fir déi jeeweileg Dispositionen openeen ofzestëmme. Datt d'Krittären ronderëm d'Salubritéit, d'Hygiène an d'Sécuritéit an de Gebaier ugepasst gi sinn, ass méi wéi begrëssenswäert.

Datt de Sujet ronderëm d'Garantie locative e leidegt Thema ass, dass vill Leit eng ganz Staang Geld mussen op den Dësch leeën, fir iwwerhaupt an de Genoss vun engem Wunneng ze kommen, ass dach awer dramatesch. E Loyer vun 1.500 bis 2.000 Euro ass haut d'Reegel. E Locataire muss an der Reegel also eng Garantie vun dräi Méint hannerleeën. Bei der Ennerschrëft vum Contrat de bail mussen also dräimol 2.000 Euro - wa mer dat Beispill huelle -, also 6.000 Euro, op den Dësch geluecht ginn, plus 2.000 Euro fir d'Frais d'agence an een éischte Loyer, deen och direkt muss bezuelt ginn. Dat mécht op ee Koup am Ganzen 10.000 Euro, déi de Locataire muss finanzéieren.

De Gesetzgeber misst sech och Gedanken iwwert d'Bezele vum de Frais d'agence maachen, ob dës net eventuell tëscht de Parteie kéinte gedeelt ginn.

Datt de Staat haut eng Verpflichtung huet, fir souwuel bei der Garantie locative wéi och bei der Hëllef vum Bezele vum Loyer eppes ze ennerhuelen, verdäitliche d'Zuelen iwwert den Armutrisiko hei am Land. E Staat ass dozou verflücht, d'Offer u soziale Mietwunnenge substanzuell an d'Luucht ze setzen an och de privaten Investisseur hei mat an d'Boot ze huelle, fir net eng komplett Schiffslag um Immobiliemaart ze provozéieren.

De Staat muss och Ureizer schafen am Beräich vu klenger Wunneneiten, Zorte vun Apparthotel oder Boarding Houses, andeems dem kommunale Bautereglement Rechnung gedroe

gëtt, wat d'minimal Gréisst vu Wunnengen ueget, an awer, dass dës Wunnengen esou amenagéiert ginn, dass méi Awunner Plaz an esou Wunnenge fannen.

Dem Gesetz muss natierlech Rechnung gedroe ginn, wat d'«Meterkarezuel pro Persoun ueget an datt den Notzer eng Privatsphär huet an op en individuelle Confort kann zrëckgräifen.

Et ass dofir besonnesch ze begrëssen, dass de Gesetzgeber nei Oplagen an deem Sënn an d'Gesetz geschriwwen huet, fir dem Ëmstand vu Liewensqualität a liewen enner mënshliche Konditioun Rechnung ze droen.

Mir kennen um Immobiliemaart zuzäit genuch Akteuren, deenen d'Wuelbefanne vun de Locataire relativ egal ass. Haaptsaach, de Loyer stëmmt, enner wat fir enge Konditiounen datt de Locataire och ëmmer hebergéiert ass! Dëst Gesetz suegt derfir, dass deem bandittenhafte Auslutsche vun deene vulnerabelste Leit en Dämpfer versat gëtt.

De Proprietär oder Gestionnaire vu verschidde dach zweifelhaft Wunnengen, wat d'«Salubritéit, d'Hygiène an d'Sécherheet ueget, huet et an Zukunft mat zousätzlechen Oplagen ze dinn, wat d'Konformitéit vun dese Wunnengen ueget.

An de Gemenge muss an Zukunft en appropriéierte Suivi vun eventuell zweifelhaft Wunnenge gemaach ginn, e Mëssstand beim Proprietär/Gestionnaire denoncéiert ginn. A sollt sech un der Situatioun nëischt änneren, dann ass och an eng Fermeture iwwerzegoen.

An Zukunft ass an esou enger Situatioun net méi d'Gemeng zoustänneg fir de Relogement, mee de Vermieter. Dëst ass e groussen a wichtige Schrëtt an déi richteg Richtung. Unzedenke bleift awer nach, ob de Staat bei enger Mise en conformité oder en sécurité net eng gewëssen Hëllef kéint bäisteieren.

Wéi ech virdrum schonn ugemierkt hunn, sollt an Zukunft och eng Basis geluecht ginn, fir aner, nei Wunnformen ze fërdereen an heifir och Ureizer ze schafen.

Ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren a ginn och heimat den Accord vun der CSV-Fraktioun.

► **Plusieurs voix.** - Très bien !

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmoools, Här Lies. An den nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Max Hahn. Här Hahn, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Max Hahn (DP).** - Merci. Här President, léif Kollegen, d'Wunneng, dat an der leschter Legislaturperiode agefouert ginn ass an och ënnert dem deemolege Logementsminister Marc Hansen souguer nach eng Kéier nogebessert gouf, ass just ee Bestanddeel vun enger neier Sozialpolitik vun deser Regierung, déi op zweckgebundene Sachleeschtunge setzt. D'Wunnengeld gräift geziilt deene Leit ënnert d'Äerm, déi zu Lëtzebuerg wunnen. Dobäi gëtt d'Zesummesetzung vun enger Famill berücksichtigte. Eng Famill mat méi Kanner kritt deemno eng méi grouss Ennerstëtzung, well si och op eng méi grouss Wunneng ugewise ass.

D'Wunnengeld ass dowéinst esou wichteg, well mer mat deser Mesure virun allem deene Leit hëllef, déi um normale Marché lounen, also net vun enger staatlech subventionéierter Wunneng profitéiere kënnen, där et jo leider net genuch gëtt - mir hunn de Mëttag laang genuch dorüwer geschwat.

Haut stäipe mir deene Leit nach eng Kéier zousätzlech de Réck, andeems mer bei der Garantie locative nobesseren oder, besser gesot, d'Krittären, fir vun der Garantie locative ze profitéieren, un d'Wunnengeld ugläichen. D'Definitioun an d'Rechnung vum Revenu, dee fir déi zwou Hëllef gekuckt gëtt, sollen harmoniséiert ginn.

Ech begrëssen et, dass d'Stéit an Zukunft net méi sechs Méint reguläre Revenu mussen noweisen, mee nëmme nach dräi Méint, well grad am Ufank ass et jo am schwéiersten, fir iwwerhaupt eng Wunneng ze fannen. An Zukunft dierfen d'Leit bis zu 40 % vun hirem Akommes fir de Loyer ausginn, an net just een Drëttel wéi bis elo. Dat ass eng Upassung un d'Realiteit, fir ze verhënneren, dass net ganz vill Leit d'office vun de Subventionen ausgeschloss ginn.

Deen zweeten Deel vum Projet stellt eng weesentlech Verbesserung duer, wat d'Krittären vun der Locatioun ubelaangt. D'Hygiène, d'«Bewunnbarkeit», d'Gesondheet respektiv d'Propretéit an d'Sécherheet muss bei enger Locatioun garantiéiert sinn, an der Theorie. An der Praxis gesäit dat awer leider ganz oft anescht aus. Ech si mer sécher, dass all d'«Gemeengepolitik» heibanne wëssen, vu wat ech schwätzen. Virun allem déi berüchtete Cafézëmmeren, déi zu horrende Präisser verlout ginn a keen ee vun deene grad genannte Krittären erfüllen, dat ass e grouse Problem hei zu Lëtzebuerg.

Ech wëll eppes hei direkt kloerstellen: Et geet eis net drëms, fir dem duerchschnëttleche Proprietär mat onnéidege Reegelen op d'Féiss ze trëppelen. Mir sinn nämlech frou fir all Proprietär, dee seng Wunneng net eidel stoe léisst, mee se an d'Locatioun gétt. Well besonnesch an der Locatioun feelt et jo massiv un Offer hei an eisem Land.

Mat dësem Projet geet et drëms, déi schwaarz Schof ënnert de Proprietären ze bestrofen, déi déi aktuell Logementsproblematik ausnotzen, fir Leit ënner ménschenonwierdegen Zoustänn auszenotzen. An et geet drëms, fir de Locataire ze schützen.

Mir sinn eis net ëmmer bewosst, wéi vill Leit hei am Land a ménschenonwierdege Konditiounen wunne mussen, wann een iwwerhaapt ka vu „wunne“ schwätzen. Déi sougenannt „Bistroszëmmere“ sinn hei nëmme ee Beispill. Dacks mussen d'Leit och zu dräi bis véier a fréieren Hotelszëmmeren hausen. Derbäi kënnst dann och nach, dass d'Loyere vun deenen dacks klengen Zëmmeren vill ze héich sinn. Dës Gesetzprojétt soll e Schlusstréck ënner genau dës Ausbeutung zéien.

Ech weess, dass esou Fäll net nëmme an de Stied virkommen, mee antéscht och a ville méi klengen Gemengen. Dëst weisen d'Kontrollen, déi vun de Gemengen gemaach ginn.

Stellt Iech vir, Dir wunnt an engem Haus oder enger Residenz, déi dreet, an de Koup ze falen. Wann d'Gemeng d'Kontroll mécht an dobäi eng Gefor festgestallt gëtt, da gëtt d'Wunneng zougemaach. A wat geschitt dann? D'Bewunner mussen direkt oder esou séier wéi méiglech erausplënnen. A wuer gi si dann hin? A wien iwwerhëlt d'Käschten? Ma am neie Gesetz ass dat elo ganz kloer: Dofir ass de Proprietär zoustänneg. Dee muss duerno kucken an och derno kucken, dass säi Locataire en neien Daach iwwert dem Kapp fënn. Wann net, da këmmert d'Gemeng sech drëm, mee d'Käschten, déi falen un de Besëtzer.

Mat dësem Gesetz ginn endlech kloer Definitiounen geliwwert, wat fir eng Krittären d'Proprietären erfüllen müssen, fir eng Wunneng an d'Locatioun dierfen ze ginn. De Buergermeeschter kritt de Pouvoir, Wunnenge vum Marché ze huelen, an nei Strofe fir d'Proprietäre ginn agefouert.

Dat alles ass, wéi gesot, eng laang iwwerfällg Mesure. D'DP begréisst also dës zwoe Projétt, déi de viregte Logementsminister schonn 2017 deposiert hat. Ech ginn dofir selbstverständlech den Accord vun der Fraktioun vun der Demokratescher Partei, soen Iech Merci fir d'Nolauschteren, awer net ier ech der Rapportrice géif Merci soe fir hire schrëttlechen a mëndleche Rapport.

► **M. Fernand Etgen, *Président***.- Merci villmools, Här Hahn. Den nächsten ageschriwene Riedner ass den honorabelen Här Franz Fayot. Här Fayot, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Franz Fayot (*LSAP*)**.- Merci, Här President. Léif Kolleginnen, Léif Kollegen, haut de Mëtten ass fir déi x-te Kéier hei an der Chamber de Constat gemaach ginn, dass mer e komplett iwwerhëtzte Wunnengsmaat hunn, wou vill Leit keen Accès méi hunn zu abordable Wunnengen.

Mir sinn eis, mengen ech, all eens, dass mer hei mussen eng Politik vun der Offer maachen. De Minister huet dat och schonn des Éftere gesot, säit en ugetratt ass. An dat ass jo och haut de Mëtten hei am Debat iwwert de Pacte Logement 2.0 ugeklongen, wou mer eis jo erhoffen, dass dat eent vun den Instrumenter ass, dat eis hei weiderhëlft.

Et ass awer kloer, dass dës aktiv Bestriewung vun der éffentlecher Hand virun allem eng laangfristeg Strategie sinn. Et ass och schonn oft gesot ginn, dass mer net vun haut op muer oder à court terme massiv wärte kënnen d'Offer an d'Luucht setzen, och un éffentleche Wunnengen. D'Früchte vun dëser Politik wärten eréischt no enger gewëssener Zäit recoltéiert kënnen ginn.

Mee während d'r Zäit muss mer och politesch Mesuren huele géint déi akut Logementskris, déi mat der Präisdeierecht zesammenhängt. An déi zwoe Gesetz, iwwert déi mer elo haut den Owend hei schwätzen, gehéieren zu d'r Kategorie vu Mesuren. An aus deem Grond begrësse mir se och als LSAP.

Huet eng Duerchschnëttsfamill ufangs den 2000er Joren nach ee Fénnefël vun hirem Akommes fir de Loyer ausginn, ass dësen Undeel an de leschte Joren op gutt een Drëtzel vun hirem Akommes ugewuess. Am europäesche Verglach ass dëst en extreem héijen Undeel, deen nëmme nach vu Finnland, Spuenien an Holland getoppt gëtt. Just do gëtt eng Duerchschnëttsfamill nach méi Suen aus fir de Loyer wéi zu Lëtzebuerg.

Heibäi schwätze mer awer just vum Loyer. Well wann een elo eng nei Wunneng loune wëllt,

weess een, dass nach eng Kautioun derbäikënn, déi an der Reegel dem Montant vun dräi Loyeren entsprécht. Den éischte Mount an enger neier Wunneng riskéiert also ganz schnell, d'Gesamtakommes vun enger Duerchschnëttsfamill komplett opzefriessen. Dofir ass d'Garantie locative e wichteg Instrument, well de Staat hei als Bierg asprange kann, sollt de Locataire net amstand sinn, säi Loyer ze bezuelen.

Wéi d'Rapportrice Semiray Ahmedova an hirem ganz gudde Rapport, fir deen ech hir och gär géif hei Merci soen, ënnerstrach huet, ginn d'Krittären also hei elo un déi aktuell Gegebenheete vum Marché ugepasst.

Fir d'Garantie locative kënnen unzufroen, muss een also net méi sechs Méint, wéi dat virun de Fall war, mee nëmme nach dräi Méint regelméisseg Akommes virweisen. Eng wichteg Upassung, well grad bei deene Jonke bis 24 Joer sinn 42 % vun de schaffende Leit ënner engem CDD beschäftegt, hunn onstabel a prekär Aarbechtsverhältnissen a kënnen d'Krittäre vun de sechs Méint nëmme ganz schwéier erfüllen.

D'LSAP deelt hei d'Meenung vun der Chambre des Salariés a wäert an Zukunft och genau kucken, ob dës Krittär vun dräi Méint net trotzdem nach ëmmer ze héich ugesat ass, fir d'Primo-Arrivanten um Marché vun der Locatioun genuch ze ënnerstëtzen.

Wéi virdu scho gesot, gëtt eng Duerchschnëttsfamill 30 % vun hirem Revenu fir d'Wunnen aus. Dat aalt Gesetz huet virgesinn, dass de Prozentsaz vun Revenu, deen ee fir d'Wunnen dierft ausginn, net méi wéi 33 % dierft bedroen, fir kënnen vun der Garantie locative ze profitéieren. Dësen ale Prozentsaz louch also nëmme 3 % iwwert dem aktuellen Duerchschnitt a war der aktueller Situatioun also wierklech net méi ugepasst. Dofir gëtt dësen och verständlecherweis op 40 % ugehewen.

E klengen Bemol heibäi ass, dass dës Prozentsaz queesch duerch dat ganz Land gëllt, d'Immobiliepräisser awer trotzdem jee no Region relativ staark variéieren. Eng Famill, déi an der Stad lount, ass hei desavantagéiert par rapport zu enger, déi zum Beispill zu Clief eppes lount. En Taux, deen een un déi geografesch Präisvariatioun ugepasst hätt, wéi dat bei eisen Nopeschlänner de Fall ass, wou verschidde Loyerzonen existéieren an och applizéiert ginn, hätt erlaabt, eng besser sozial Mixitéit hei aktiv ze féerden an och de lokale Gegebenheete besser Rechnung ze droen.

Här President, am Projet de loi 7258B geet et dann ëm d'Mindestbestëmmungen, déi e Logement muss erfüllen, fir kënnen verlout ze ginn. Dat geet vun der Gréisst vun de jeeweilegen Zëmmeren - esou muss eng Kummer zum Beispill mindestens 9 Meterkaree grouss sinn - bis hin zu der Quantitéit u Feierläscher a generell der Qualitéit vun deene Logementer, déi an esou engem Haus mussen ze fanne sinn.

Fir munch Ménschen ass deen eenzeg abordable Wunnengsraum zurzeit leider déi ominéis Cafésommer. Fir aner Wunnenge komme munch Leit, déi eng prekär Aarbecht hunn a keng Moyenen hunn, fir déi üblich Garantien ze ginn, iwwerhaapt guer net méi a Fro.

Mat dësem Gesetz setze mer och e kloer Zeechen, dass och op eise iwwerhëtzten Immobiliemarché an deene Cafészëmmeren net egal wat gemaach ka ginn an nach gewisse Minimalforderunge gëlle müssen. Och um Immobiliemarché ass de finanzielle Profit net komplett vun der gesellschaftlecher Responsabilitéit, déi de Proprietär dréit, ze trennen a muss domat Hand an Hand goen.

Dofir gesäit dëst Gesetz och zum Beispill vir, dass, wann eng Wunneng zougemaach gëtt, well se den erfuerderte Mindeststandarden net méi entsprach huet, de Proprietär oder den Exploitant fir de Relogement vu senger Locataire opkomme muss. Eng Dispositioun, déi d'LSAP expressement begrëisst!

E weidere Punkt, dee fir eis wichteg ass, ass deen, dass déi fräiwelleg Colocatioun net soll mat dësem Gesetz begrenzt oder verhënnert ginn, wat och net hei geschitt ass. An dat fanne mer och gutt.

Mir begrëissen och de Fait, dass et sech hei bei der Reform vun der Garantie locative ëm eng familjefrëndlech Moosnam handelt. An d'r aler Bestëmmung ass d'Existenz vu Kanner am Stot guer net betruuecht ginn. Elo gëtt se awer matgerechent. E Menage mat zwoe Kanner, zum Beispill, ka mat dësen Ännerungen eng Garantie locative mat engem Maximum vu 7.308 Euro ufroen - bis elo louch de Maximum hei bei 4.452 (veuille lire: 4.552) Euro -, wat och vläicht dozou bäidroen wäert, dass dës Garantie erëm méi an Usproch geholl gëtt, wéi dat an der Vergaangenheet de Fall war.

Zur Konkusioun géif ech gär soen, dass meng Fraktioun hofft, dass mer mat dëser Reform

eppes maachen, fir munch Leit den Accès zu enger locativer Wunneng ze vereinfachen duerch de Réckgrëff op déi reforméiert a verbessert Garantie locative.

Ech muss awer hei och eng gewisse Skepsis manifestéieren, déi ech och schonn an der Kommissioun geäussert hat, wéi mer hei iwwert dëst Gesetz geschwat hunn. Mir wëssen alleguer, dass scho säit Joren d'Situatioun op eise Wunnengsmaat esou ass, dass, wann zéng potenziell Locataire an der Rei stinn, fir eng Wunneng ze kriéien, de Proprietär, ausser en huet en ausgepräggt sozial Gewëssen, an den allermoeschte Fäll dee Kafkräftegsten hëlt. En hëlt net deen, deen en CDD huet. En hëlt net deen an engem prekären Aarbechtsverhältnis an en hëlt och net deen, an deene moeschte Fäll, deen nach muss eng Garantie locative beim Staat ufroen. Dat ass d'Realitéit vun eise Immobiliemarché. An dat ass an eise Aen och e bëssen d'Limitatioun, d'Limitit vun engem Gesetz wéi deem heiten.

Voilà, dat ass eis Skepsis. Trotz all deem menge mer, dass dat heiten e Gesetz ass, wat an déi richteg Richtung geet a sengen zwoe Voleten, souwuel um A wéi um B. An aus deem Grund wäerte mer dëst Gesetz och matstënnen.

An dat gesot, géif ech Iech och gäre Merci soe fir d'Nolauschteren.

► **M. Fernand Etgen, *Président***.- Merci villmools, Här Fayot. Den nächsten ageschriwene Riedner ass den honorabelen Här Roy Reding. Här Reding, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Roy Reding (*ADR*)**.- Merci, Här President. Ech wäert mech ganz kuerz faassen, well ech mengen, mir sinn eestëmmeg heibanen, net nëmme fir der Rapportrice Merci ze soe fir dee ganz ausfëerleche Rapport, mee och, dass mer et richteg fannen, dass och fir déi einfachst Logementer Mindestreegele musse gëllen an och déi verbessert Garantie locative.

Ech wollt awer profitéieren, well de Max Hahn speziell dann och d'Wunnengeld ugeschwat huet an och de Franz Fayot elo speziell geschwat huet vun dem familjefrëndlechen Aspekt vun d'r Garantie-locative-Geschicht.

Fir Iech en echt Beispill ze ginn: Eng Koppel, mat engem Kand, verdéngt jiddwereen 2.000 Euro, bréngt also 4.000 Euro mat heem an huet 1.500 Euro Loyer. Déi Koppel kënnst an de Genoss souwuel vum Wunnengeld wéi vun der Garantie locative. Genau déi selwecht Koppel - an et ass elo keen erfornent Beispill, et ass eppes, wat dës Woch erlieft ginn ass - fënnst en Immeubel, dee se ka kafen, dee se géif 1.200 Euro Remboursement kaschten. Dat heescht, si géif all Mount 300 Euro spueren. An déi Koppel kritt dee Prêt refuséiert, dank deenen neie Krittären, déi d'Banken uwenden.

An do muss ee sech d'Fro stellen: Wat ass elo méi sozial? D'Garantie locative ze verbessern, Wunnengeld ze bezuelen, oder de Leit duerch konkret Mesuren, iwwert déi mer och haut de Mëtten jo schonn diskutéiert hunn, ze hëllefen, zu Eegentum ze kommen?

Mir stënnen dëst Gesetz als ADR mat.

Merci.

► **M. Fernand Etgen, *Président***.- Merci villmools, Här Reding. An da wier et um honorabelen Här David Wagner.

► **M. David Wagner (*déi Léik*)**.- Merci, Här President. Mir wäerten dat Gesetz och selbstverständlech matstënnen, well et jo eng Rei Verbesserung mat sech bréngt. Mee ech mengen, den Här Fayot huet dat virdu gesot an en hat vollkomme Recht: Leider ass d'Situatioun jo esou schlecht ginn um Wunnengsmarché, dass de Problem och emol net nëmme beim Loyer läit. Et muss een iwwerhaapt och emol schonn iwwer en Aarbechtsvertrag verfügen, wa méiglech à long terme, wat bei jonke Leit jo ëmmer méi zu enger Raritéit gëtt.

Also d'Proprietäre kënnen eng richteg Selektion maachen. A wann een och nach en CDI (veuille lire: CDD) huet oder iwwerhaapt am Interim ass, da gëtt et wierklech ganz problematesch. Ausser et hat ee Chance an et trëfft een e Proprietär, dee ganz human handelt. Wat et och gëtt! Ech war selwer an deem Fall, glécklecherweis, eng Zäit.

Dofir muss een awer och soen, d'Proprietären hunn et oft relativ gutt elo an der Tëschenzäit, an deem Sënn, dass si kënnen d'Krittäre festleeën. Anersäits ass et awer och esou, dass d'Garantie bancaire ... Also mir ënnerstëtzen dat jo och, dass déi existéiert, dass de Staat kann agräifen, dass se adaptéiert gëtt, mee et stellt sech d'Fro iwwerhaapt vun der Garantie bancaire, iwwert déi jo awer och misst diskutéiert ginn. Et misst een awer och kënnen soen an der aktueller Situatioun, dass ee se kéint plafoneieren. Dozou hate mer jo viru véier Joer eng Proposition de loi deposiert, wou ënner anerem drasteet, dass de Proprietär eng

Garantie bancaire ka froen, déi sech limitéiert op den Equivalent vun engem Mount Loyer.

Well mir ginn ëmmer méi an déi Richtung, an et ass och e bëssen esou wéi bei der Aide au logement: Jo, selbstverständlech hëllef dat de Leit, déi et wierklech brauchen, mee anersäits hu mer nach ëmmer näischt un der phenomenaler Deierecht vun de Wunnenge gemaach. An et ass ëmmer, all Kéiers de Staat, also och de Steierzueler, dee muss asprangen. Dofir muss een och op anere Punkten handeln.

Mir sinn och weiderhin der Meenung - dat hate mer och d'leschte Kéier gesot, genausou wéi d'Chambre des Salariés dat och gesot huet -, dass et zwar gutt ass, dass u sech elo op dräi Méint erofgesat gëtt, also dass een e Contrat de travail vun nëmme dräi Méint muss hunn amplat vu sechs Méint virdrun. Dat ass e Fortschritt. Trotzdeem ass et nach ëmmer problematesch, well et si Leit justement, déi mat Ennerbriechungen do kommen respektiv déi am Interim sinn. An dat si grad déi Leit, déi justement och am meeschten Hëllef brauchen um Wunnengsmarché.

Beim Taux d'effort, deen ass och verbessert ginn. Et wier natierlech och besser gewiescht - dat kann een och vläicht erëm eng Kéier nokuucken -, dass een och d'Situation géographique eng Kéier gekuckt hätt, well dat hënt jo och dervunner of, wou ee grad wunnt.

Dat gesot, wäerte mer trotzdem deem heite Projet de loi eis Zoustëmmung ginn.

Ech soen Iech Merci.

► **M. Fernand Etgen, *Président***.- Merci villmools, Här Wagner. De leschten ageschriwene Riedner ass den honorabelen Här Marc Goergen.

► **M. Marc Goergen (*Piraten*)**.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, hei ass e Gesetzesprojet, deen ee positiv, awer och negativ bewäerte kann.

Mir Piraten gesinn dës Gesetzprojétt skeptesch, well hei wäerte virun allem Proprietären, déi Wunnenge verlouen, an enger éischer Linn vun den Hëllef profitéieren. D'Aides au logement maachen u sech näischt anescht, wéi op engem deregulariséierte Marché d'Suen iwwert de Locataire an d'Täsche vun de Proprietäre weiderzeverdeelen. Zwar fléisst d'Geld un de Locataire, mee dee muss souwisou scho richteg vill Sue fir säi Loyer bezuelen. An d'Präisser wäerte steigen, well elo ass gewosst: Méi Leit kriéien déi Hëllef, also kann ee méi héich Loyerpräisser froen.

Aktuell reegelt d'Gesetz d'Héicht vum järeleche Loyer op 5 % vum Wäert vun engem Logement. D'Präisser ginn awer ëm 10 % all Joer erop. Dat heescht, wann eng verlounte Wunneng zum aktuelle Marchépräis de Proprietär wiesselt, dass d'Präisser fir de Loyer deementspriedend an d'Luucht kënnen goen. Dann hëllef eng Subventioun vun e puer honnert Euro näischt. Domat bekämpft een nëmme d'Symptomer vun engem elo schonns kranke System.

Fir dem Locataire ze hëllefen, brauche mir alternativ an aner Mesuren, wéi nëmme blannemännerches Sue weiderhin an en deregulariséierte Marché ze bloen. De Staat soll dat Geld a seng eege Wunnengsprojétt investéieren. De Problem muss de Staat strukturell ugoen. Mir Piraten bleibe bei eiser Fuerderung: De Staat muss selwer massiv Wunnenge bauen a fir 10 Euro de Meterkaree ubidden! Dat wär eng sozial Logementspolitik, déi de Leit géif hëllefen.

Wunnen ass keng Wuer, op d'r spekuléiert d'r ginn. Wéi Waasser an lessen ass d'Wunnen eng phisesch Viraussetzung fir all Mensch, fir kënnen ze bestoen. Wann ee keen Daach iwwert dem Kapp huet, da kann een net un der Gesellschaft deeluelen. D'Spekulatioun mam Liewensgutt Logement muss endlech ophalen!

Mir brauche virun allem och emol e verbindleche Mietpreisspiegel fir déi verschidde Regiounen hei am Land an dovun ausgeend eng richteg Präisbremse fir d'Loyeren, well nëmme esou kënnen mir de Grenze vum Kapitalismus an dem Profit en Enn setzen (veuille lire: nëmme esou kënnen mir dem Kapitalismus seng Grenzen opweisen an dem Profit en Enn setzen).

Ech kommen dann nach kuerz zu der zweeter Partie vum Gesetz, wat d'Krittäre vun der Bewunnbarkeit verbessere soll.

Op dësem Punkt si mer eis, ech mengen, alleguerten eens, dass all Mensch, deen eppes lount, sollt e Recht op eng vernünfteg ausgestatt Wunneng hunn. Et ass skandaléis, wann ee gesäit, a wat fir Konditiounen verschidde Leit

heiansdo nach hei zu Lëtzebuerg wunne müssen. Mir deelen d'Iddi vun der Chambre des Salariés, dass an der Kontroll vun de Wunnkonditiounen och d'Héicht vun de Chargen enthalte sollt sinn, fir esou ze verhënnere, dass d'Loyere kënschtlech duerch iwwerhéicht Chargen opgeblose ginn. De Rapport téischt Leeschtung a Präis muss rasonabel bleiwen.

Ofschléissend bleift festzhalen, dass aktuell net genuch Wunnenge fir 10 Euro de Meterkaree existéieren an och kee Wëlle vun der Regierung do ass, fir den ausser Kontroll gerodene Wunnengsmarché ze reguliséieren.

Dëse Gesetzesvorschlag wäert op eng laang Vue also zu kenger Verännerung vum Status quo bäidroen. Allerdéngs ass et nun emol esou, dass de Logement déi gréisst Ausgab vun de Ménschen hei am Land ass, a wann ausser dëser Mesure näischt anescht um Dësch läit, da muss mir déi batter Pëll eebe schlécken.

Trotz aller Kritik wäerte mir Piraten dofir dëse Gesetzesvorschlag matstëmmen. D'Sue ginn, wéi gesot, nëmmen indirekt un de Locataire, mee wann d'Regierung de Locataire hei am Land keng aner Perspektive bidde kann, kënnen mir se net och nach fir d'politesch Inaktivitéit vun de leschte sechs Joer bestrofen.

Ech widderhuelen awer, wat ech gesot hunn: Dat heiten ass näischt anescht wéi eng Drëps op de gliddege Steen um Wunnengsmarché, well d'Politik net gehandelt huet.

Merci.

**M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools, Här Goergen. D'Regierung huet d'Wuert, de Logementsminister, den Här Henri Kox.

### Prise de position du Gouvernement

**M. Henri Kox, Ministre du Logement.** - Här President, Merci nach eng Kéier fir d'Wuert. Fir d'éischt wëll ech all den Intervenanten hei Merci soen, well et ass jo awer eng ganz breet Zoustëmmung. Speziell wëll ech awer der Rapporteure, der Semiray Ahmedova, Merci soe fir den ausféierleche mëndleche Bericht, well praktesch och alles an deem Bericht scho gesot ginn ass. Mee et goufen awer eng Rei Remarken, déi ech awer gär kuerz wëll opgräifen.

Dat Éischt: Et ass kloer, dass mer eeben de Moment an där Situatioun sinn. Ech wëll se net nach eng Kéier beschreiben, mir haten e ganze Mëtten Zäit, eis iwwer d'Offer ausenanesetzen. An déi Pisten, déi mer opgeworf hunn, dat ass eng Offerspolitik, nämlech allegueren déi, déi kommunal ënnerwee sinn, awer och déi am Staat, do hu mer jo vu gedeelter Responsabilitéit geschwat, dass mer dat zesumme müssen upaken. Dat wësse mer.

A mir wëssen och - an dat huet de Franz Fayot hei gesot, an dofir huelen ech dee gär hei an de Mond, fir déi Kritik, dee Reproche -, dass et effektiv méi laang dauert. Ech hat lech haut de Mëtten d'Zuele genannt. Wa mer op e gewesene Prozentsatz wëllen hikommen, dann dauert dat! Dat heescht, déi Offerspolitik hu mer net muer stoen. A mir brauche ganz grouss Effort vum eis allegueren heibannen, an net nëmme vun heibannen, mee och vun allen Akteuren. An dofir war déi Fro vu virdu vum Här Bauler gradesou wichteg, well mer d'Akteuren allegueren brauchen. Dat heescht, mir brauche se allegueren.

Parallell dozou komme mer natierlech net derlaanscht, eng Rei Demandespolitické weiderhi lafen ze loosse - dat sinn déi Subventiounen, dat sinn déi Hëllefstellungen -, wëssend, dass d'Gefor vläicht ass, dass se sech, wéi virdu gesot, wéi den Zucker am Kaffi opléisen. Mee mir kënnen eis et net erlaben, déi Leit am Ree stoen ze loosse.

An dofir mengen ech, dass dat Gesetz, wat virum virviregte Minister deposéiert gouf, an déi richteg Richtung gaangen ass, fir awer trotzdem eng ganz kloer Vereinfachung ze maachen. Wann ee kuckt, wat d'Garantie locative elo vereinfacht: dass éischtens d'Familje méi einfach betruecht ginn, wat jo ganz wichteg ass, dass de Revenu anescht gekuckt gëtt. An der Kommissioun hate mer iwwer déi dräi Méint diskutéiert.

Ech mengen, et soll een am A behalen, dass mer dat duerchaus an engem Joer an engem Kommissioun nach eng Kéier kucken: Wou sti mer? Ass et uegell gi vun de Leit? Kënnen mer do vläicht nobesseren? Well et ass och vum 1979er Gesetz geschwat ginn. Den Här Lies hat dat gesot. Jo, mir kucken all eenzele Punkt: Wa séier ka gehandelt ginn, gëtt och uegell. Awer déi grouss Reform kréie mer net an engem Kéier färdig.

En anere Punkt ass de Loyer, deen och géllt. Ech mengen, et ass och do méi eng Vereinfachung

gemaach ginn, dass 40 % gekuckt ginn, bis wouhin mer kënnen goen, respektiv d'Garantie sinn och uegell. Dat heescht, et si ganz kloer Upassungemaach ginn, déi an déi richteg Richtung ginn, wëssend, dass et eng Demandespolitik nach weiderhin ass. An déi muss mer och weiderhi parallell lafe loosse, well et net opgeet.

Mir müssen awer och oppassen, an dat zum Här Reding ganz kuerz: Mir müssen eis Leit - an dofir ass et wichteg, dass mer an d'Offer ginn - net an d'Iwwerschuldung féieren. Mir hunn näischt geschafft, wa mer alles opmaachen an op där anerer Säit och nach Terrain vum der ëffentlecher Hand verkafen, dass déi sech dann och nach iwwerschulden, fir déi ze kafen. Ech mengen, dat ass net déi Politik, déi mer sollte maachen. Mir sollten do effektiv richteg handeln an déi richteg Moosname maachen.

Souwäit zum éischte Gesetz, zum A.

An de B, wou et iwwer d'Salubritéit geet, do sinn ech ganz frou, well ech och an der Chamberskommissioun derbäi war, wéi mer awer ganz konstruktiv virgaange sinn, Opposition wéi Majoritéit, fir zesumme, éischtens, d'Gesetz ze definéieren an, zweetens, och déi Règlement-grand-ducallen. Ech mengen, déi hutt Der an der Chamberskommissioun presentéiert kritt - déi si jo och, mengen ech, weider gedeelt ginn -, iwwer d'genau d'Krittären, wivill der daerfen an engem Kummer schlofen. Ech mengen, mir sinn eis jo eens ginn, dass et net méi wéi eng Persoun bei néng Quadratmeter muss sinn an dass de Maximum zwou Persounen an engem Schlofkummer soll sinn. Ech mengen, dat war och op Reaktioun vun der Madamm Hetto an der Kommissioun diskutéiert ginn. An dat hu mer jo och opgegraff.

Ech stelle mer vir, dass mer weider esou Elementer méi an d'Déift och erkläre kommen an an d'Déift explizéieren, fir dass mer gemeinsam e Punkt fannen, fir dat ëmzesetzen.

Mat deem Salubritéitgesetz hu mer, mengen ech, eppes Richteges op de Wee bruecht kritt. Dat kënnt jo och. Dat Salubritéitgesetz ass jo och eng Äntwert op d'Demande vun de Gemengen. Ech mengen, et ass iwwer zwoe, dräi Joer mat der Stad Lëtzebuerg, mat Esch, mat Déifferdeng, mam Ministère gekuckt ginn: Wéi ass déi bescht Handhabung, fir dass mer deene Cafézëmmeren do de Krunn zoudréien, dass dat net méi esou exzessiv gemaach gëtt?

Och si mer de Buergermeeschteren a Buergermeeschteschen entgéintkommen am Sënn vun: „Jo, wann ech muss zoumaachen, dann ass d'Gemeng direkt (veuillez lire : direkt responsable) an d'Gemeng muss kucken, dass déi Locataire ënnerkommen.“ An et ass hei awer esou: Zumindest emol dräi Méint ass et de Proprietär, deen an d'Verantwortung gezu gëtt. An ech mengen, dat si wichteg Instrumenter. Och d'Instrumenter fir d'Hëllefstellung.

Dofir hu mer jo gesot, an dat géllt jo och fir de Pacte Logement: Et ass eng Responsabilité partagé. D'Gemengeleit kréien déi néideg staatlech Instanzen zur Verfügung gestallt, sief et d'Santé, sief et aner Leit, déi hëllef, wann et esou wäit ass, och effektiv zouzemaachen.

Da wëll ech awer ee Punkt eraushuelen, well en och nach wichteg ass am Zesammenhang mat deem Gesetz hei. Mir schwätze vill iwwer d'Colocatiounen. Colocatioun si jo dat, wou ee mengt, dat kënnt jo oft hei och vir, dass Colocatiounen ënnerwee sinn, wou da Leit zesummegepercht ginn zu véier, zu fënnf, an ech weess net zu wivill Leit, an Zëmmeren.

Mee wa mer dee Kader richteg stoen hunn ... An dëst Gesetz, mengen ech, geet an déi richteg Richtung, fir dass mer d'Colocatioun och einfach kënnen erlaben. An ech weess, dass vill Gemengen dee Wunsch ausdrécken. Mir wëllen dat awer och upassen.

Dat heescht, dass mer d'Bail-à-loyers-Gesetz wëllen upassen, dass mer e Colocatiounsgesetz wëllen, wou mer genau kucke müssen, wéi mer et nach ugin, nämlech dass mer deem entgéintkommen, dass net nëmme déi, déi zesumme wunnen, Rechter a Flichten hunn, mee dass déi, déi zesumme wunnen, vis-à-vis vum Proprietär och Rechter a Flichten hunn.

An do gëtt et, zum Beispill, d'Gesetz aus der Belsch - ganz interessant -, wou och déi Responsabilité partagé ënner deenen allegueren muss gëllen. An ech mengen, dat solle mer och séier maachen. Mir sinn och amgang, dat ze diskutéieren an och auszeschaffen, fir dass mer dat och d'nächst Joer kënnen hei eng Kéier presentéieren an och an d'Chamberskommissioun domadder kommen.

Et ass awer och haut scho méiglech, an och an engem HAB-1. Ech weess, dass en Eefamiljenhaus vill Problemer schaaft, wann do Colocataire zesumme wunnen. D'Jurisprudenz soen, dass et deemno wéi méiglech ass, awer et komme vill Refuse vun der Gemengesäit. Ech mengen, dat muss mer zesumme diskutéieren.

ren. Dat heescht och, iwwer eng Densitéit innerhalb vum Quartier dann ze diskutéieren. Dofir hate mer jo de Mëtten d'Méiglechkeet, iwwer den ëffentleche Raum ze schwätzen. Wann deen erëm accaparéiert gëtt oder méi vun de Leit, da muss mer iwwer Parkraummanagement schwätzen, da muss mer iwwer Mobilitéitskonzepter schwätzen.

Wann d'Colocatairé méi an engem Eefamiljenhaus wunnen, dann hu mer oft an de Gemenge Retenze wéinst der Mobilitéit, wéinst den Autoen, déi da virum der Strooss oder direkt virum Haus parken.

Also, déi Diskussioun solle mer konstruktiv an enger Chamberskommissioun féieren, fir dass mer och do Léisunge fannen. Well et si vill Demanden do fir déi Colocatioun. A wa mer den Abus kënnen ënnerbannen duerch dat Salubritéitgesetz, da si mer um richtige Wee, och d'Städkären erëm e bësse méi lieweg ze maachen an den eidelstoenden Haiser och Méiglechkeeten ze ginn, dass et do erëm méi belieft gëtt an zu méi engem Zesammeliewen an der Uertschaft kënnt.

Gutt! Dat wollt ech zu deenen zwoe Gesetzer hei nach soen. Ech si frou iwwer déi breet Zoustëmmung. An dann ass et un lech.

Merci.

**M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools dem Logementsminister Henri Kox. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss. Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwer de Projet de loi 7258A. Den Text steet am Document parlementaire 7258A<sup>5</sup>.

### Vote sur l'ensemble du projet de loi 7258A et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänt un. Fir d'éischt déi perséinlech Stëmmen. Duerno de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

De Projet de loi ass eestëmmeg mat 60 Jo-Stëmmen uegell.

*Ont voté oui :* Mmes Diane Aehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par Mme Françoise Hetto-Gaasch), MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles (par Mme Diane Aehm), Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding (par M. Laurent Mosar), MM. Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Marco Schank), Claude Wiseler et Michel Wolter (par Mme Martine Hansen) ;

*MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Eugène Berger, Frank Colabianchi, Mme Joëlle Elvinger, MM. Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mmes Carole Hartmann et Lydie Polfer (par M. Gusty Graas) ;*

*MM. Dan Biancalana, Alex Bodry (par M. Georges Engel), Mmes Tess Burton (par M. Yves Cruchten), Closener Francine, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Lydia Mutsch ;*

*Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy (par Mme Josée Lorsché), Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;*

*MM. Jeff Engelen, Gast Gibéryen (par M. Fernand Kartheiser), Fernand Kartheiser et Roy Reding ;*

*MM. Sven Clement (par M. Marc Goergen) et Marc Goergen ;*

*MM. Marc Baum et David Wagner.*

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

### (Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

Mir kéimen dann zur Ofstëmmung iwwer de Projet de loi 7258B. Den Text steet am Document parlementaire 7258B<sup>5</sup>.

### Vote sur l'ensemble du projet de loi 7258B et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänt un. Fir d'éischt déi perséinlech Stëmmen. Duerno de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

An och dëse Projet ass eestëmmeg mat 60 Jo-Stëmmen uegell.

*Ont voté oui :* Mmes Diane Aehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par Mme Françoise Hetto-Gaasch), MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles (par Mme Diane Aehm), Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding (par M. Laurent Mosar), MM. Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Marco Schank), Claude Wiseler et Michel Wolter (par Mme Martine Hansen) ;

*MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Eugène Berger, Frank Colabianchi, Mme Joëlle Elvinger, MM. Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mmes Carole Hartmann et Lydie Polfer (par M. Max Hahn) ;*

*MM. Dan Biancalana, Alex Bodry (par M. Georges Engel), Mmes Tess Burton (par M. Yves Cruchten), Closener Francine, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Lydia Mutsch ;*

*Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy (par Mme Josée Lorsché), Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;*

*MM. Jeff Engelen, Gast Gibéryen (par M. Fernand Kartheiser), Fernand Kartheiser et Roy Reding ;*

*MM. Sven Clement (par M. Marc Goergen) et Marc Goergen ;*

*MM. Marc Baum et David Wagner.*

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

### (Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

### 14. Changements de composition des commissions parlementaires (suite)

Wat d'Zesummesetzung vun der Commission des Comptes ubelaangt, hunn ech folgend Ofännerung vun der DP-Fraktioun matgedeelt kritt:

Den Här Gusty Graas - an net den Här André Bauler - ersetzt d'Madamm Joëlle Elvinger.

Ass d'Chamber mat dëser Ännerung averstanen?

### (Assentiment)

Dann ass et esou decidéiert.

### 15. Ordre du jour (suite)

Am Kader vum Ordre du jour ware mir mat enger Ufro vum Här Marc Goergen saiséiert, fir eng Kloestellung vum delegéierte Minister fir Verdeedegung ze kréien, wat seng Äntwert op déi mëndlech Froen Nummer 85 a 86 iwwer supposéiert Verletzung vum der Gewerkschaftsfräiheet ueget, déi hien an der Froestonn un d'Regierung vun der leschter Woch ginn huet. Den delegéierte Minister ass bereet, an der Sëtzung vun haut dozou eng Deklaratioun ze maachen.

Ass d'Chamber domadder averstanen, datt mer eng Deklaratioun vum delegéierte Minister als leschte Punkt op den Ordre du jour huelen?

### (Assentiment)

Dann ass et esou decidéiert.

### 16. Déclaration de M. le Ministre délégué à la Défense au sujet de sa réponse aux questions orales n° 85 et n° 86 donnée au cours de l'heure de questions au Gouvernement du 3 décembre 2019

An da géif ech direkt dem delegéierte Minister d'Wuert ginn.

**M. Henri Kox, Ministre délégué à la Défense.** - Bon, Merci, Här President. Jo, effektiv, wann ech schonn hei sinn an d'Chamber rufft, da sinn ech gär bereet, och direkt Stellung dozou ze huelen, well ech mengen, et ass wichteg, dat dann nach eng Kéier hei gesot ze hunn.

Ech war censéiert d'lescht Woch, hei op eng mëndlech Fro Äntwert ze ginn. An ech hat e Bréif vum Generol, vun eiem Chef d'état-major vun der Arméi, dee mir perséinlech e Bréif, oder e Bréif un de Minister geschéckt huet, fir deen hei kënnen ze deposéieren. An deen hunn ech och deposéiert. Ech mengen, deen ass am Courier ronderëmgaang. An ech wollt näischt anescht soen, wéi grad an deem Bréif steet. An ech wäert och hei nach eng Kéier dräi Sätz dorauer zitieren. A méi wollt ech a sech och net soen.

Ech wollt awer virauschécken, an ech war nach net delegéierte Minister am Summer an ech war och deemools net an där Sëtzung derbäi, mee am Prinzip war am Juni eng Kommissiounssëtzung, wou souwuel den Här Bausch wéi och den Här Duschène, also de Generol Duschène, an enger Kommissioun derbäi waren, wou ausféierlech iwwer déi Affär hei geschwat gouf, wou et ëm d'Mutatioun vum Här Schleck gaangen ass a wou och ganz kloer vum Minister Bausch an där Sëtzung gesot gouf, an



dat hat ech jo och d'lescht Woch widderholl, dass d'Syndikatsrecht vun der Regierung selbstverständlech respektéiert gëtt. Selbstverständlech steet dat och als Iewescht Gesetz. Ech gesinn dat ganz kloer an. Dat bedeit awer net, dass jiddweree sech seng Rechter selwer kann eraushuelen, esou wéi en et gär hätt.

An dofir hunn ech d'lescht Woch e puer Sätz op Lëtzebueresch just zitëiert an ech hätt et vläicht einfach missen op Franséisch ofliesen, fir méi korrekt ze sinn. Ech hat virdrun ...

**(Interruption par M. Fernand Kartheiser)**

Lëtzebueresch ass korrekt, da bleiwen ech bei Lëtzebueresch. Den Här Kartheiser sot, ech soll bei Lëtzebueresch bleiwen. Ech bleiwen nach eng kéier bei Lëtzebueresch.

Ech hat vun engem Preformulaire geschwat a mengem Discours, wou sech souwiso an dem Kader vun der Fonction publique déi eenzel Leit gesi mat dem Virgesetzten, fir sech iwwer seng Mutatioun auszuschwätzen, fir ze kucken: Gi mer do eens? Wat ass d'Plang? An esou weider. An et ass och kloer, dass déi Prozedur agehale ginn ass an dass ech dann dee Moment och gesot hunn, dass do e géigesäitegen Accord war op deem Formulaire. Vläicht hat ech och deemools, an ech mengen, ech hat „Bréif“ gesot, soudass fälschlecherweis elo gesot gëtt, et géif en zousätzleche Bréif bestoen. Nee, et ass dee Formulaire, dee selbstverständlech géigesäiteg signéiert gouf vun deenen zwou Parteien: vum Här Schleck, awer och vum Virgesetzten.

Dat heescht, dat ass emol de Fakt, deen an deem Bréif hei steet.

An deem Bréif steet awer och weider vum General Duschène, dass eng ganz konstruktiv Diskussioun tëschent dem Här Schleck an de Virgesetzten an der Arméi war an dass et eng üblech Prozedur ass vum Versetze vu verschidene Beräicher an der Arméi, déi an der reegelméiseger Rotatioun sinn, fir och nei Leit erëm an déi Fonctioun eranzeweisen. An dofir ass d'ëst een üblechen Dëngen.

Et dierf natierlech net zu enger Aschränkung komme vu senger gewerkschaftlechen Aktivitéiten. An en hat, an dat muss ech soen, schonn hei en Traitement favorable, well et war eppes ugebuede ginn, nämlech dass den Här Schleck um Härebiereg soll eng Tâche iwwerhuelen, déi awer net kompatibel war mat den Aktivitéiten am Syndikat. An dofir ass d'Propos gemaach ginn, déi zum Schluss och ganz konstruktiv ënnert de Leit ausdiskutéiert ginn ass, och mam Här Schleck, fir an dem État-major hei an der Stad eng Tätigkeet unzehuelen, fir eebe grad kënnen dann déi Aktivitéiten am Syndikat weiderzeféieren.

An ech géif deen Abschnitt vum General dann awer liesen, well en dat zrëckspigelt. An ech fannen et awer onglécklech, dass elo op der Place publique do eppes vun Onwourechte gesot gëtt. An ech mengen, dass de General do mai Vertrauen huet - an ech zitëieren -: « En septembre 2019 et le 2 décembre 2019, le colonel Grisius, Chef d'état-major adjoint a assisté à plusieurs réunions de coordination avec l'adjutant-chef Schleck dans le cadre de ses futures fonctions en tant que chef du bureau d'ordre de l'Armée, point de contact pour le nouveau bâtiment et point de contact pour la sécurité dans la fonction publique. A aucun moment, l'adjutant-chef Schleck n'a laissé entendre que la fonction envisagée pour lui en tant que responsable du bureau d'ordre de l'Armée pourrait poser un quelconque problème en relation avec ses activités syndicales. »

Et ass näischt anescht, wat ech lech d'lescht Woch hei wollt eriwuerbréngen mat deem Bréif, deen ech och hei als Depot ginn hunn. Dofir, net méi zu der Deklaratioun.

An domadder soen ech awer fir dee laangen Dag Merci fir d'Nolauschteren.

**M. Fernand Etgen, Président.**- Merci villmoools, Här Kox. Ech ginn lech Akt vun Ärer Deklaratioun. Den Här Goergen fret nach d'Wuert.

**M. Marc Goergen (Piraten).**- Merci, Här Kox, fir Är Disponibilitéit. Sécherlech war déi Kommissioun, ech war do och selwer derbäi. Et ass awer och do esou, dass ee muss éierlecherweis soen, dass dat eng Vue war. De General war do an de Minister. Déi hunn eis do erzielt, wat hir Vue ass. Dat heescht, mir konnte weder als Deputéiert iwwerpräiwen, ob dat stëmmt, nach soss iergendepes. Dat heescht, mir hunn einfach hir Vue gezielt kritt.

Dir hutt och elo hei erëm e bëssen eng aner Vue gezielt wéi déi, déi een eigentlech am Moment dobaussen héiert. Dir hutt eis elo nach ëmmer net gesot, ob op deem Formulaire, deen Der erwänt hutt, drop stoung, dass den Här Schleck net d'accord war. War dat esou? Stoung do drop, dass den Här Schleck net d'accord war, fir versat ze ginn?

**M. Henri Kox, Ministre délégué à la Défense.**- A wéi enger Prozedur si mer? Well ech wollt just eng Deklaratioun ginn.

**(Brouhaha)**

**M. Marc Goergen (Piraten).**- Ech hu Parole après ministre.

**M. Fernand Etgen, Président.**- Parole après ministre.

**M. Marc Goergen (Piraten).**- Dir hutt eng Deklaratioun gemaach, ech hu Froen dozou.

**M. Fernand Etgen, Président.**- Et ass lech fräigestallt, Här Kox, ob Der nach dorobber wëllt reagéieren oder net.

**M. Henri Kox, Ministre délégué à la Défense.**- Ech kann op alles äntweren.

An et ass mer och selbstverständlech eng Eier, den Deputéierten all Ried an Äntwert ze stoen. Ech kann nëmmen dat zitëieren, wat mir an engem Bréif vum General zougedroe ginn ass. An dat hunn ech hei virgedroen. An ech hu vollst Vertrauen an de Chef d'état-major an dem Punkt. An de Rescht soll d'Enquête da weisen, wann et sollt eng ginn, tëschent deem, wat d'Wourecht ass an net.

Ech kann dat net jugéieren. Ech hunn e Schreiwes, en offiziell Schreiwes, dat ech hei deposéiert hunn un den éischte Pouvoir vum Land, vum État-major de l'armée, dee mir confirméiert an engem schrëftleche Bréif, dass dat richtig ass. An doran hunn ech vollst Vertrauen. An dofir hunn ech déi Deklaratioun haut gemaach.

All de Rescht kann ech net kommentéieren, well ech dat net novollzéie kann an net genuch Dokumenter hunn, fir dat nozevollzéien.

Ech vertraue jiddefalls deem, wat an der Deklaratioun vun dem État-major hei steet.

**M. Fernand Etgen, Président.**- An dann huet och nach den Här Gilles Roth d'Wuert gefrot.

**M. Marc Goergen (Piraten).**- Däerf ech just nach drop reagéieren?

Dat heescht, do ass dann Ausso géint Ausso. Wäert Der da bereet, dass mer an engem Huis clos dee Bréif kéinte gesinn, ob déi Remark drop stoung oder net?

**M. Henri Kox, Ministre délégué à la Défense.**- Ech hunn ...

**(Brouhaha)**

Also, wann ech mengem Minister Här Bausch och nach ... Den Här Bausch ass zu all Moment bereet, an eng Kommissioun ze kommen. An den Här Bausch huet scho Ried an Äntwert zu deem Dossier gestan.

**(Interruptions)**

**Mme Martine Hansen (CSV).**- Mer hunn e geruff virun zwou, dräi Wochen.

**M. Henri Kox, Ministre délégué à la Défense.**- An ech hunn absolutt kee Problem ...

**M. Léon Gloden (CSV).**- Här Kox, mer hunn e virun zwou, dräi Woche geruff. Bis elo hu mer emol nach keng Äntwert.

**M. Henri Kox, Ministre délégué à la Défense.**- Dat kënt alles matzäiten.

**(Interruptions)**

Dir wäert selbstverständlech déi Informatioun kréien.

**Mme Martine Hansen (CSV).**- Mokuchsdag?

**(Brouhaha)**

**M. Fernand Etgen, Président.**- Ech hat virdrun den Här Roth d'Wuert ginn als Parole après ministre. Här Roth, Dir hutt d'Wuert. A soss keen.

**M. Gilles Roth (CSV).**- Här President, et geet eigentlech drëms, wat de Minister gesot huet an enger offizieller Froestonn hei am Parlament vun den Deputéierten. An do ass de Minister eigentlech censéiert, op déi Froen, déi gestallt ginn, eng voll empfänglech Realitéit vun den Tatsaachen erëmzeginn.

Här Minister, Dir hutt haut virun aacht Deeg, well du war déi Froestonn, op eng Fro vu mir a vun der Madamm Empain geäntwert - an ech zitëieren lech Äre Saz -: „An den 3. Juni 2019 ass dee Formulaire, wann en dann ausdiskutéiert gouf, duerch déi ënnerschiddlech Parteien, gouf en och signéiert an e gouf och vum Virgesetzten vum Här Schleck an och vum Här Schleck ënnerschriwwen [...]“. Dat hutt Dir hei gesot.

**(Interruption)**

Jo.

Et gëtt haut an der Press, mir haten de Moie Fraktioun, gesot vun dem Syndicat SPFP, an ech liesen dat op rtl.lu: „De Christian Schleck hätt wuel en Dokument ënnerschriwwen, an

deem awer d'Mëssbëllegen, och schrëftlech, festgehal gouf.“ An duerfir ass meng Fro: Wéi Dir op déi Question parlementaire mëndlech geäntwert hutt, waart Dir am Besët oder net vun deem Formulaire?

**M. Henri Kox, Ministre délégué à la Défense.**- Dat hunn ech net gesot.

**M. Gilles Roth (CSV).**- Nee. Et ass net, wat Der gesot hutt. Et ass: Waart Der am Besët vun deem Formulaire, wou déi Restriktioun vun dem Här Schleck ugefouert gouf? Jo oder nee? Dat ass eigentlech déi Fro, déi ech lech wëll stellen. An do ...

**(Interruption)**

Sot mir einfach: Waart Dir leschten Dëschdeg am Besët vun deem Formulaire? Jo oder nee?

**M. Henri Kox, Ministre délégué à la Défense.**- Ech war leschten Dëschdeg just - si mer elo an enger Verhörstonn? -, mee ech war am Besët vun engem Bréif, deen ech hei virgelies hunn. Net méi an net manner hunn ech gesot.

**(Brouhaha)**

An esou hunn ech dat gesot. Ech hunn näischt anescht formuliert. Dat Eenzegt, wat ee mer kéint virwerfen, ass, dass ech ee Moment e Bréif zitëiert hunn, deen ech awer als Formulaire wëll hei nach eng kéier gesot hunn (veuillez lire : deen ech awer als Formulaire hätt missen zitëieren; dat wëll ech hei nach eng kéier gesot hunn). Ech hu soss näischt anescht gemaach, wéi e Bréif vum General hei virgelies ze hunn. Méi hunn ech net gemaach.

**M. Gilles Roth (CSV).**- Bon. Also, Dir sidd ...

**M. Henri Kox, Ministre délégué à la Défense.**- Jo. Net e Bréif. Formulaire! Elo hunn ech mech nach eng kéier geiert.

**M. Gilles Roth (CSV).**- Dir sidd also formell, Här Minister, dass Dir, wéi Dir mir geäntwert hutt, net am Besët vun deem Formulaire waart, wou den Här Schleck drop geschriwwen huet, dass e vu senger Versetzung net Demandeur gewiescht wier? Kënne mer dat esou aktéieren?

**M. Henri Kox, Ministre délégué à la Défense.**- Dat steet net zur Debatt.

**M. Gilles Roth (CSV).**- Jo. Nee.

**M. Henri Kox, Ministre délégué à la Défense.**- Ech hunn ...

**Plusieurs voix.**- Jo, dach!

**M. Henri Kox, Ministre délégué à la Défense.**- Ech hu just dee Bréif hei ...

**M. Gilles Roth (CSV).**- Nee.

**M. Henri Kox, Ministre délégué à la Défense.**- Ass dat net d'Äntwert?

**M. Gilles Roth (CSV).**- Jo.

**M. Henri Kox, Ministre délégué à la Défense.**- Ech hat dee Bréif net.

**(Interruption)**

**M. Fernand Etgen, Président.**- Ech mengen, Här Roth, den Här Minister huet lech op Är Fro geäntwert. Ech ginn nach just dem Här Kartheiser d'Wuert.

**(Brouhaha)**

**M. Gilles Roth (CSV).**- Mee wat ass da seng Äntwert? Ass dat jo oder ...

**Mme Martine Hansen (CSV).**- Jo oder nee?

**M. Gilles Roth (CSV).**- Ass dat jo oder nee?

**M. Laurent Mosar (CSV).**- E soll eng Äntwert soen!

**M. Gilles Roth (CSV).**- Ass dat jo oder nee? Ech stellen dann d'Fro nach eng kéier kloer an d'Leit kënnen dat jo matkréien: Waart Dir, wéi Dir den 3., oder wéi Dir ... Sorry. Sorry!

**(Interruption par M. Claude Haagen)**

**M. Laurent Mosar (CSV).**- Wéi dann? Présidéiert den Här Haagen ewell?

**M. Fernand Etgen, Président.**- Nee!

**M. Claude Haagen (LSAP).**- Nee. An den Här Mosar och net.

**M. Henri Kox, Ministre délégué à la Défense.**- Très bien !

**M. Gilles Roth (CSV).**- Sou! Nee, ech hunn eng ...

**(Interruption par M. Claude Haagen)**

**M. Fernand Etgen, Président.**- Dann huet den Här Kartheiser d'Wuert.

**(Brouhaha)**

**M. Gilles Roth (CSV).**- Nee. Ech hunn nach eng Fro ...

**Mme Martine Hansen (CSV).**- Kéinte mer och eng Äntwert kréien?

**M. Gilles Roth (CSV).**- Ech hunn eng Fro, wou ech gären eng Äntwert jo oder nee hätt. War den Här Minister, dee Moment, wou e mir an der Madamm Empain hei mëndlech virun enger Woch an der Froestonn vum Parlament geäntwert huet, am Besët vun deem Formulaire, jo oder nee?

**(Interruptions)**

Majo, wat ass da seng Äntwert?

**M. Laurent Mosar (CSV).**- Da loosst de Minister äntweren, Här Berger!

**(Brouhaha)**

**Une voix.**- Jo oder nee?

**M. Fernand Etgen, Président.**- Här Roth ...

**M. Henri Kox, Ministre délégué à la Défense.**- Här Mosar, présidéiert Dir elo? Pardon.

Selbstverständlech hunn ech just dese Bréif. A wann domadder d'Fro beäntwert ass, dass ech deen aneren net hat, da soen ech dat och. Ech hat just dee Bréif hei. An ech hu fairerweis dee Bréif vum General hei virgeluecht. An ech hunn deen anere Bréif net an der Täsch. Dat ass kloer. Ech hat deen net! Ech hunn dat Schreiwes net!

**M. Gilles Roth (CSV).**- Okay.

**(Interruptions)**

**M. Fernand Etgen, Président.**- Domadder ass déi Fro beäntwert. An elo huet den Här Kartheiser d'Wuert.

**M. Gilles Roth (CSV).**- Okay.

**(Brouhaha)**

**M. Fernand Kartheiser (ADR).**- Merci, Här President. Ech mengen, mir sollten eis bewosst sinn an deser Diskussioun, déi och an der Effentlechkeet gefouert gëtt, wou eigentlech de Rôle vum Parlament an deser Saach ass. An ech mengen, de Rôle vum Parlament ass, fir mat ze garantéieren, dass déi gewerkschaftlech Fräiheeten hei am Land respektéiert sinn. Dat ass eigentlech eis Rôle an deser Saach. Et ass jo net um Parlament, fir sech an eng Gewerkschaftsdiskussioun tëschent der Regierung an de Gewerkschaften an deem Secteur anzemëschen oder en lieu et place vun der Regierung sech a Versetzungsdecisiounen anzemëschen.

Eise Rôle ass net op deem Niveau.

Allerdéngs géif ech mengen, dass den Enjeu esou grouss ass, dass mer sollten an enger Kommissioun à huis clos nach eng kéier driwwer schwätzen. An ech wëll awer och soen, dass mer, wa mer d'Saach méi genee kucken, mussen wëssen, dass déi Prozedur verschidde Etappen huet an dass et an deenen Etappen och Formulaire gëtt, déi zur normaler Evaluatioun an zu deenen normale Gesprécher tëschent engem Member vun der Arméi a senger Verwaltungen och de Fall ass. Och dat ass eng Saach, déi eis u sech net muss interesséieren.

Wat zielt, ass d'Resultat vun der Prozedur, wann déi Etappen ofgeschloss sinn, wéi eng Decisiounen deen Abléck geholl ginn. Mäin Androck aus deenen Diskussiounen ass, dass zwar wuel Recommendatioune gemaach ginn, mee eng Versetzungsdecisioun, en tant que tel, emol nach net geholl ass. Dat schéngt mir den aktuelle Stand vum Dossier ze sinn.

Ech géif also wierklech appelléieren, déi Diskussioun hei roueg ze féieren an eis drop ze besënnen, dass mer zesumme mat der Regierung - an ech soen „zesumme mat der Regierung“ - müssen Uecht ginn, dass déi Grondprinzipien, déi mer hei wëlle verdeedegen, nämlech d'Gewerkschaftsfräiheet an de gudden Fonctionnement vun der Arméi, dozou gehéiert och eng berouegend Wirkung op dee Sträit, dee leider am Abléck do existéiert, dass dat eis gemeinsam Aufgab ass, déi mer och solle gemeinsam ugoen.

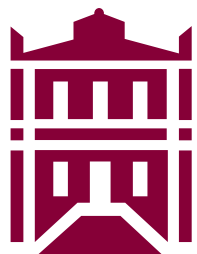
Ech soen lech Merci.

**M. Fernand Etgen, Président.**- Ech mengen, dass do war bal eppes wéi e Schlusswuert vun deser Diskussioun. Ech mengen, déi Diskussioun ass domadder ofgeschloss.

Domat si mer um Enn vun der Sitzung ukomm. D'Chamber kënt muer de Mëtten um zwou Auer nees zesummen.

D'Sézung ass opgehewen.

**(La séance publique est levée à 20.32 heures.)**



## Sommaire

1. Ouverture de la séance publique
  - M. Fernand Etgen, Président
2. Question élargie n° 19 de M. Georges Mischo relative au soutien pour les athlètes paralympiques
  - M. Georges Mischo
3. Dépôt d'une motion par M. Georges Mischo
  - M. Georges Mischo
4. Question élargie n° 19 de M. Georges Mischo relative au soutien pour les athlètes paralympiques (suite)
  - M. Dan Kersch, Ministre des Sports - M. Georges Mischo - M. Dan Kersch, Ministre des Sports
5. Question élargie n° 22 de Mme Françoise Hetto-Gaasch relative à la violence domestique
  - Mme Françoise Hetto-Gaasch
6. Dépôt d'une motion par Mme Françoise Hetto-Gaasch
  - Mme Françoise Hetto-Gaasch
7. Question élargie n° 22 de Mme Françoise Hetto-Gaasch relative à la violence domestique (suite)
  - Mme Taina Bofferding, Ministre de l'Égalité entre les femmes et les hommes - Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice
8. Motion de M. Georges Mischo relative à l'élaboration de textes législatifs qui donneront une meilleure sécurité juridique au mouvement paralympique
  - M. Dan Kersch, Ministre des Sports
  - Vote sur la motion (rejetée)
9. Motion de Mme Françoise Hetto-Gaasch relative à la lutte contre la violence domestique et la prévention de celle-ci, en abordant le problème de la violence domestique de manière transversale en impliquant tous les ressorts ministériels
  - Mme Taina Bofferding, Ministre de l'Égalité entre les femmes et les hommes - Mme Françoise Hetto-Gaasch - Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice (motion renvoyée en commission)
10. Question élargie n° 23 de M. Laurent Mosar relative au registre des bénéficiaires effectifs
  - M. Laurent Mosar - Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice (interventions de M. Laurent Mosar) - M. Laurent Mosar (intervention de Mme la Ministre Sam Tanson) - Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice (interventions de M. Laurent Mosar)
11. 7431 - Projet de loi instaurant un mécanisme de règlement des différends fiscaux
  - Rapport de la Commission des Finances et du Budget : Mme Joëlle Elvinger
  - Discussion générale : M. Laurent Mosar - M. Franz Fayot - Mme Josée Lorsché - M. Roy Reding - M. David Wagner - M. Marc Goergen
  - Prise de position du Gouvernement : M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances
  - Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel
12. 7492 - Projet de loi portant approbation de la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République Argentine pour l'élimination de la double imposition en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune et pour la prévention de l'évasion et de la fraude fiscales, et du Protocole y relatif, faits à Washington, le 13 avril 2019
  - Rapport de la Commission des Finances et du Budget : Mme Joëlle Elvinger
  - Discussion générale : M. Laurent Mosar - M. Gilles Roth - M. Yves Cruchten - Mme Josée Lorsché - M. Roy Reding - M. David Wagner - M. Marc Goergen
  - Prise de position du Gouvernement : M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances
  - Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel
13. Ordre du jour
  - M. Gilles Roth - M. Fernand Etgen, Président - M. Eugène Berger - M. Gast Gibéryen - M. Alex Bodry - Mme Josée Lorsché - M. Gast Gibéryen - M. Marc Baum - M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics - M. Gilles Roth - M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics - M. Gilles Roth
  - Vote sur la proposition de modification de l'ordre du jour (rejetée)
14. Dépôt de deux documentations par M. Marc Goergen
  - M. Marc Goergen (interventions de M. le Ministre François Bausch)
15. 7371 - Projet de loi modifiant :
  - 1° la loi du 28 avril 2015 relative au réseau cyclable national et aux raccordements de ce réseau vers les réseaux cyclables communaux ;
  - 2° la loi du 21 décembre 2009 relative au régime des permissions de voirie
  - Rapport de la Commission de la Mobilité et des Travaux publics : M. Carlo Back
  - Discussion générale : M. Serge Wilmes (interventions de M. le Ministre François Bausch) - M. Max Hahn - M. Yves Cruchten (interruption par M. Gast Gibéryen) - Mme Chantal Gary (interruption par M. Fernand Kartheiser) - M. Jeff Engelen - M. David Wagner - M. Marc Goergen
  - Prise de position du Gouvernement : M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics
  - Vote sur l'ensemble du projet de loi
16. 7364 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 31 janvier 1948 relative à la réglementation de la navigation aérienne
  - Rapport de la Commission de la Mobilité et des Travaux publics : M. Carlo Back
17. 7371 - Projet de loi modifiant :
  - 1° la loi du 28 avril 2015 relative au réseau cyclable national et aux raccordements de ce réseau vers les réseaux cyclables communaux ;
  - 2° la loi du 21 décembre 2009 relative au régime des permissions de voirie (suite)
  - Dispense du second vote constitutionnel
18. 7364 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 31 janvier 1948 relative à la réglementation de la navigation aérienne (suite)
  - Discussion générale : M. Serge Wilmes - M. Max Hahn - M. Dan Biancalana - M. Jeff Engelen - M. Marc Goergen
  - Prise de position du Gouvernement : M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics
  - Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel
19. 7365 - Projet de loi portant modification
  - 1) de la loi modifiée du 31 janvier 1948 relative à la réglementation de la navigation aérienne ;
  - 2) de la loi du 23 mai 2012 portant transposition de la directive 2009/12/CE du Parlement européen et du Conseil du 11 mars 2009 sur les redevances aéroportuaires et portant modification : 1) de la loi modifiée du 31 janvier 1948 relative à la réglementation de la navigation aérienne ; 2) de la loi modifiée du 19 mai 1999 ayant pour objet a) de réglementer l'accès au marché de l'assistance en escale à l'aéroport de Luxembourg, b) de créer un cadre réglementaire dans le domaine de la sûreté de l'aviation civile, et c) d'instituer une Direction de l'aviation civile
  - Rapport de la Commission de la Mobilité et des Travaux publics : M. Carlo Back
  - Discussion générale : M. Max Hahn - M. Dan Biancalana - M. Jeff Engelen - M. Marc Goergen
  - Prise de position du Gouvernement : M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics
  - Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel
20. 7415 - Projet de loi portant approbation des amendements adoptés par la résolution 2017-I-4 de la Conférence des parties contractantes à la Convention relative à la collecte, au dépôt et à la réception des déchets survenant en navigation rhénane et intérieure, signée à Strasbourg, le 9 septembre 1996
  - Rapport de la Commission de la Mobilité et des Travaux publics : M. Carlo Back
  - Discussion générale : M. Aly Kaes - M. Max Hahn - M. Dan Biancalana - M. Jeff Engelen - M. Marc Goergen
  - Prise de position du Gouvernement : M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics
  - Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

Au banc du Gouvernement se trouvent : M. François Bausch, Vice-Premier Ministre ; M. Pierre Gramegna, M. Dan Kersch, Mme Sam Tanson et Mme Taina Bofferding, Ministres.

(La séance publique est ouverte à 14.01 heures.)

## 1. Ouverture de la séance publique

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Ech maa-chen d'Sitzung op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

► **M. Dan Kersch, Ministre des Sports.** - Nee, Här President.

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Dat ass net de Fall.

## 2. Question élargie n° 19 de M. Georges Mischo relative au soutien pour les athlètes paralympiques

Da komme mer elo zur erweiterter Fro Nummer 19 vum Här Georges Mischo iwwert d'En-

nerstëtzung vun de paralympeschen Athleeten. Den Auteur vun der Fro huet 5 Minutten Zäit, fir seng Haaptfro an, no der Äntwert vum Minister, seng Zousazfro virzedroen. Der Regierung stinn 10 Minutten zou. Här Mischo, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Georges Mischo (CSV).** - Merci, Här President. Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll am Kader vu menger Question élargie eng Rei vu Froen un de Sportsminister stellen, wat d'Ennerstëtzung vun eise paralympeschen Athleeten ugeet. Well och Athleete mat Handicap si fir eis fir d'éischt emol einfach nëmmen Athleeten. Den Handicap ass do zweetrageg. Dofir verdéngen dës Athleeten déi selwecht Opmierksamkeit an déi selwecht Ennerstëtzung wéi all déi aner Athleeten och.

De Luxembourg Paralympic Committee, kuerz LPC, encadréiert eng Rei Athleeten, déi e kierperlechen Handicap hunn. Ee vun deenen, ech mengen, Dir wësst all, vu wem ech schwätzen, zielt zu der absoluter Weltpéit am Bommstoussen an huet virun engem Mount op der WM d'Sëlwermedail gewonnen.

Leider muss ee feststellen, datt de paralympesche Sport wuel leider net dee selwechte Stellwäert huet a genéisst, deen e verdéngt.

Fir eis als CSV ass et ganz wichteg, datt all d'Athleeten d'selwecht behandelt ginn. Doweinst hat meng Fraktiounskolleegin, d'Nancy Kemp-Arendt, an hirer Proposition de loi zu den Elitesportler am Joer 2016 och ausdrécklech festgehalen, datt all déi proposéiert Mesurë fir den Elitesportler och fir den olympeschen a paralympeschen Athleet sollte gellen. Trotzdem muss een nach ëmmer feststellen, datt d'Regierung an dësem Domän net vill ënnerholl huet, fir d'Ennerstëtzung vun de paralympeschen Athleeten ze verstärken.

Et ass zum Beispill a kengem legalen Text, deen de Sportsberäich ugeet, vum paralympesche Sport rieds. Just am Règlement grand-ducal vum Congé sportif fënnt een eng Referenz dozou. Deelt d'Regierung d'Iddi, datt de paralympesche Sport misst an eiser Legislatioun verankert ginn? A wa jo, gedenkt de Sportsminister dann hei, déi néideg Projets de loi ze deposéieren?

Wat dann déi finanziell Ennerstëtzung ugeet, muss ee feststellen, datt déi paralympesche Athleeten net déi selwecht Ennerstëtzung kréie wéi déi olympesche Athleeten. Firwat gétt hei en Ennerscheid gemaach? Ass d'Regierung net och der Meinung, dass dës Ennerscheeder

géint de Prinzip vun der Égalité de traitement ginn?

De Staat muss hei mam gudden Beispill virgoen, vläicht zéien dann och privat Sponsoren no. Mir géifen dat jiddefalls ganz gutt fannen.

En anere Volet ass d'Sectioun vun de Sports d'élite an der Arméi. Well een hei d'Grondausbildung vu véier Méint matmaachen a packe muss, ass d'Arméesectioun fir déi paralympesche Sportler an der Praxis net accessibel. An anere Länner, wéi zum Beispill an Däitschland, kënnen d'Paralympics an aneren Administratiounen vum Staat ënnerkommen, fir vun änlechen Avantagen ze profitéieren wéi d'Sportszaldoten.

Wier et net sënnvoll, esou eng Moosnam och bei eis virzegesinn an domadder dauerhaft an nohalteg den Niveau vun de paralympeschen Athleeten ze verbesseren?

Da geet et dem LPC och net besser wéi all deenen anere Federatiounen an et kommen ëmmer méi Aufgaben op si zou, esou wat dat Administratiivt wéi och den Encadrement vun Athleeten ugeet, dat souwuel op nationalem wéi och internationalem Plang. Wéi gedenkt d'Regierung den LPC hei verstärkt ze ennerstëtzten, fir dass dësen all sengen Aufgaben am

Sënn vun de paralympeschen Athlete kann nokommen?

Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, schlussendlech de leschte Volet vu menger Fro, wou ech kuerz op d'Konventioun vun de Vereenten Natiounen zu de Rechter vu behënnerte Leit aginn. Den Artikel 31 vu besoter Konventioun gesäit vir, datt - ech zitëieren -: « Les États Parties s'engagent à recueillir des informations appropriées, y compris des données statistiques et résultats de recherches, qui leur permettent de formuler et d'appliquer des politiques visant à donner effet à la présente Convention. »

Hu mir esou Statistiken? A wa jo, wéi eng Konklusioun loosse sech dorauer zéien?

Här Minister, ech wier frou, wann Dir eng Rei vu positiven Äntwerten op dës Froen a Virschléi kéint ginn. Ech mengen, domat géife mer dem olympesche Sport an den Athleeten e grouse Schrétt weiderhëlfen. Well wéi sot den däitsche Bombmstousser Niko Kappel zu Rio op de Paralympics, deen e bësse méi kleng gewuess ass: „Déi aner“, hien huet domat déi normal grousse Athlete gemengt, „si just e bësse manner behënnert wéi ech.“

Fir eis sinn et all ganz Grouser. An esou mussen och si behandelt ginn. Fir all dës Forderungen ze ennersträchen, deposéieren ech dann och eng Motioun an hoffen, dass se, am Sënn vum paralympesche Sport, och e positiven Echo kritt.

Ech soen lech Merci.

### 3. Dépôt d'une motion par M. Georges Mischo

#### Motion

*La Chambre des Députés,*

*- considérant que le sport paralympique ne connaît pas l'ancrage dans la législation qu'il mérite ;*

*- estimant que les athlètes paralympiques doivent pouvoir profiter du même soutien financier que les athlètes olympiques ;*

*- constatant que la section de sports d'élite de l'armée n'est pas accessible aux athlètes paralympiques, comme il faut réussir l'instruction de base d'une durée de quatre mois ;*

*- constatant que dans d'autres pays européens les candidats paralympiques peuvent intégrer une administration de l'État afin de pouvoir profiter des mêmes avantages que les sportifs de la section de sports d'élite de l'Armée ;*

*- considérant que les missions administratives du « Luxembourg Paralympic Committee » (LPC) de viennent de plus en plus importantes ;*

*- considérant que la Convention des Nations Unies relative aux droits des personnes handicapées prévoit que les « États Parties s'engagent à recueillir des informations appropriées, y compris des données statistiques et résultats de recherches, qui leur permettent de formuler et d'appliquer des politiques visant à donner effet à la présente Convention »,*  
invite le Gouvernement

*- à élaborer des textes législatifs qui donneront une meilleure sécurité juridique au mouvement paralympique ;*

*- à veiller sur l'égalité de traitement de tous les athlètes ;*

*- à permettre aux athlètes paralympiques remplissant les critères nécessaires, soit l'accès à la section de sports d'élite de l'Armée, soit l'intégration dans une administration de l'État avec des avantages similaires ;*

*- à soutenir davantage le LPC afin que ce dernier puisse répondre aux exigences administratives aussi bien au niveau national qu'au niveau international ;*

*- à suivre les obligations de la Convention des Nations Unies relative aux droits des personnes handicapées, notamment en ce qui concerne le recueil des données statistiques.*

(s.) Georges Mischo, Marc Goergen, Jean-Marie Haldorf, Marc Lies, Martine Hansen.

### 4. Question élargie n° 19 de M. Georges Mischo relative au soutien pour les athlètes paralympiques (suite)

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci villmools, Här Mischo. D'Regierung huet d'Wuert: de Sportsminister Dan Kersch.

► **M. Dan Kersch, Ministre des Sports.**- Merci, Här President. Fir d'éischt wollt ech mech entschëllegen, dass ech leider d'lescht Woch net op dës Question élargie konnt äntwären, well ech krankheetshalber verhënnert war. Duerfir huele mer dat dann haut no. A

Merci und direkt dem Här Mischo, fir dass en iwwerhaupt dës Sujet hei an der Chamber thematiséiert huet, well dee Sujet der ganzer Regierung, awer och mir perséinlech natierlech, um Häerz läit.

Ech wëll vläicht direkt soen, dass et falsch ass ze behaupten, dass géifen Ennerscheeder tëschent handicapéierten an net handicapéierte Sportler gemaach ginn. Wat gemaach gëtt, dat ass en Ennerscheed tëschent Sportler insgesamt an hirer Ennerschätzung, mee dat huet da mat Krittären ze dinn an net eppes mat dem Fakt, ob een handicapéiert oder net handicapéiert ass.

De Sportsministère ass ee vu villen Akteuren, wann et drëms geet, fir Mënsche mat Behënnung an d'Gesellschaft ze integréieren. An et ass och richteg, dass de Sport eng privilegiéiert Roll muss spillen, fir Mënschen zesammenzebréngen.

Dofir wonnert et mech och, dass den Här Mischo an d'CSV sech an hirer Question élargie hei exklusiv op de physischen Handicap bezieen, sprécht de paralympesche Sport, wou mer dach awer wëssen, dass och de mentalen Handicap ënnert dem remarkable benevolen Engagement vun de Responsabele vun de Special Olympics Lëtzebuerg seng Wichtigkeet huet.

Ech wëll hei ganz kloer soen, dass mir als Regierung souwuel déi eng wéi och déi aner an hirer Wichtigkeet respektéieren an och keng Ennerscheeder an eise Kontakter an an eiser Unerkennung maache vis-à-vis vum physisch Handicapéierten a mental Handicapéierten. An ech ginn dervun aus, dass d'CSV dat och esou gesäit, och wa se dat hei e bësse vergiess hat, an hirer Fro opzwerfen.

Domat leie mer och op enger Linn mat deem, wat de Comité olympique mécht. Well alle béid, Luxembourg Paralympic Committee, den LPC - vun deem den Här Mischo geschwat huet -, awer och d'Special Olympics Lëtzebuerg, si se och offiziell unerkannte Verbänn vum COSL a ginn deementspreechend och vum Sportsministère ennerstëtzt.

Ech hat iwwregens déi grouse Freed, déi zwou Federatiounen ganz am Ufank vu menger Amtszäit, den 30. Januar 2019 war dat, um INS ze empfangen a mech mat hinnen auszetauschen.

Wann elo effektiv eng Referenz zum paralympesche Sport am Reglement iwwert de Congé sportif dran ass - iwwregens ass dat e Reglement, wat mer wäerten iwwerschaffen, dat steet am Regierungsprogramm dran; an ech hu gesot, dass mer spéitstens am Joer 2020 domadder wäerte kommen -, esou kann ech versécheren, dass mer och schonn an der Vergaangenheet an der Praxis absolut, wéi ech et virdu scho gesot hunn, keen Ennerscheed gemaach hunn, souwuel wat déi physisch a geeschteg Behënnert ugeet wéi och wat déi Netbehënnert ugeet. Do ass also keen Ennerscheed gemaach ginn.

Dëst ass natierlech souwuel am Beräich vum Congé sportif, vun deem mer geschwat hunn, de Fall, mee och am Beräich vun de Subsiden an och an anere Beräichfelder, déi vum Sportsministère ofgedeckt ginn. Der Vollstännegkeet halber sinn d'Jeux paralympiques am Reglement grand-ducal vun 2011 awer expressement virgesinn.

Wéi vill aner Federatiounen benefiszéieren och den LPC an och d'Special Olympics vun engem spezifeschen nationalen Trainingszenter am Rehazenter. D'Utilisatioun dovunner, de Gymnase, d'Schwämm, d'Muskulatiounssäll an d'Reunionssäll, ass iwwregens an enger Konventioun mam Sportsministère ofgedeckt a betrëfft niewent dem Handisport och Deeler vun deem sougenannte „Gesondheetssport“.

An ech kann lech soen: Wann Der eng kéier an der Rehazenter gitt, da gesitt Der, dass dat och ganz monter vun den handicapéierte Sportler genotzt gëtt. An doriwwer si mer och ganz frou.

Da schwätzt Der iwwert d'finanziell Ennerschätzung vun de paralympeschen Athleeten. Wéi scho virdu ungedeit, profitéiert den LPC wéi och déi aner vum COSL unerkannte Sportsfederatiounen vun enger finanzieller Ennerschätzung fir de Fonctionnement - Frais de fonctionnement - a fir d'Käschten am administrative wéi och am Trainerberäich.

Donieft benefisziéiere souwuel d'Trainere wéi och d'Sportler vum Congé sportif, fir esou kënnen en internationale Kompetitiounen deelzehuelen. Och kënnen déi beschte Sportler vum LPC - d'Spëtzsportler - eng separat finanziell Ennerschätzung kréien. Dir hutt ee genannt. Et sinn der am Moment zwee, den Tom Habscheid an de Joe Kurt, fir se dann och mam Numm ze nennen, souwäit wéi dat och de Fall ass bei aneren net behënnerte Sportler. Do ass also keen Ennerscheed virgesinn.

De Sportsministère gesäit och en extrae Budget, 25.000 Euro, fir d'Préparation paralympique fir d'Elittenthleete vum LPC vir. Donieft kritt den LPC, genau wéi vill aner Sportsfederatiounen, eng finanziell Ennerschätzung, wa se hir international Deplacementer op Kompetitiounen maachen. Dat leeft dann iwwer Subside extraordinaire. Munchmol hëlleft de Ministère och bei der Uschafung vu spezifeschem Material vu paralympeschen Athleeten, sprécht Protheesen, déi zum Deel dann och vun eis matfinanziéiert ginn.

Déi beschte Sportler vum LPC kënnen, genau wéi eis aner Elittesportler, och d'Strukture vum LIHPS an Usproch huelen, grad ewéi op déi vum High Performance Training & Recovery Center an der Coque zrëckgräifen. An och dat soll hei ganz kloer gesot ginn. Do gëtt et also keng Ennerscheeder, esou wéi dat hei ugedeit ginn ass.

Niewent dëser finanzieller Ennerschätzung wëll ech awer och op déi moralesch Ennerschätzung hiweisen. Souwuel bei de Weltpiller am März vun de Special Olympics, wou ech selwer d'Geleeënheet hat, darbäi ze sinn, wéi och beim Paralympic Day, den 28. September am Rehazenter, wou da Leit vum Ministère vertrauede waren, genau wéi op der Weltmeeschterschaft vun de Para-Athleete vun der Liichtathletik war de Sportsministère vertraueden. An dat war e ganz bewusste Geste, fir ze weisen, dass mer deem déi nämmelech Wichtigkeet zoumoosse wéi och aneren internationale Championater.

Zum sougenannten Netaccès vu paralympesche Sportler an d'Sportssectioun vun der Armée.

Den Accès an d'Sportssectioun vun der Armée ass zurzäit gereegelt duerch de Règlement grand-ducal vun 28. August 1997 op der Basis vum Sportsgesetz a vum Arméigesetz. Doranner sinn eng Rei vu Krittären virgesinn, déi net nëmme fir behënnert Sportler e Problem duerstellen, mee och fir verschidden aner Sportler, sief dat dann opgrond vun enger Behënnung oder zum Beispill aus perséinleche Grënn, dass déi Leit einfach net wëllen an eng Armée goen.

Dofir gesäit den aktuelle Regierungsplang jo och vir, dass d'Modalitéte bezüglech den Accès an d'Armée fir Elittesportler sollen iwwerkuckt ginn, besonnesch och am Kontext vun den Universitätsstudien. Donieft awer - an dat ass mir perséinlech ganz, ganz wichtig, an dëst wäerte mer och ufanks 2020 op den Instanze- wee ginn - wëlle mer eng parallel Filière zur Armée schaffen, eng Zort Zivildéngscht fir all unerkannten Elittesportler, deen da soll d'Méiglechkeet kréien, sech iwwert dee Wee och finanziell a sozial ofzesécheren.

Wat elo spezifesch de paralympeschen Elittesport ubelaant, esou ginn och hei schonn aner Weeër gesicht. Esou profitéieren zum Beispill am Moment ee Spëtzsportler a säin Trainer - den Tom Habscheid, fir en ze nennen - vun enger beruflecher Fräistellung vu 50 %. An och fir säin Trainer si Léisunge gesicht a fonnt ginn.

Der hutt och déi grouse administrativ Tache ugeschwat, där den LPC ennerläit. Dat stëmmt, mee dat ass net aneschters wéi bei allen anere Sportsfederatiounen, wou déi administrativ Tachen ëmmer méi grouse ginn. Dofir ass et och e Fait, dass d'Strukture vun de Verbänn muss gestärkt ginn. An dat huet d'Regierung och erkannt, andeems se schonn am Regierungsprogramm ugekënnegt huet, dass genau dëst Stärke vun den techneschen an administrative Strukturen eng Prioritéit wäert duerstellen. Dëst schléit sech nidder an engem Fënnfjoresplang, an deem pro Joer an der Moyenne zéng nei Poste fir d'Federatiounen geschafe ginn, wouvunner och den LPC wäert profitéieren.

Esou wäert, wann d'Chamber, an dat kann ech jo nëmme hoffen, vläicht mat der Ennerschätzung vun der CSV, dem Budget deem nächst wäert zoustëmmen, dësse Kredit em sage un schreibe, Verglach 2018, 2023 em iwwer 106 % an d'Luucht goen, oder, an Zuelen ausgedréckt, vun 3,05 Milliounen op 6,3 Milliounen Euro. Dat ass also dee Budgetposten, mat deem mer an Zukunft wëllen d'Verbänn/d'Federatiounen ennerstëtzen, wa se Traineren oder administratiiv Personal astellen.

Wann een elo konkret dann den LPC kuckt, wäert dës Augmentatioun vum Kredit eis och erlaben, déi deementspreechend administrativ an och technesch Ennerschätzung unzepassen. Mir wäerten dëst dann och esou wéi mat deenen anere Verbänn am Sënn vun der Planungssecherheet kloer an enger Konventioun festleeën.

Et gëtt och geschwat iwwert d'Kooperatiounskontrakter tëschent den nationale paralympesche Comitéen an den nationalen olympesche Comitéen. Um internationale Plang ass de paralympesche Sport net dem IOC ugeschloss, mee enger amerikanescher privater Initiativ, an

zwar dem International Paralympic Committee. An an deem Gremium gëtt et am Moment, esou wéi de President vum LPC sech kierlech vis-à-vis vu menge Leit ausgedréckt huet, eng oppen Diskussioun genau doriwwer. Ee „Flou artistique“ huet hien et genannt.

Ech halen et hei mat deem ieweschte Prinzip vum Lëtzebuerg Sport: De Staat mësch sech net an dee privat organiséierte Sport an! Dat ass och net eisen Job. Mee trotzdem sinn ech frou, dass zu Lëtzebuerg, au contraire zu e puer anere Länner, den LPC, eng unerkannte Federatioun, Member vum COSL ass. An duerfir ass och keng extra Konventioun néideg. Dat ass de Stand vun haut. Wann déi zwou Parteien jee-mools eng kéier géifen zu enger anerer Léisung kommen, da géife mer déi natierlech genauso respektéieren, wéi mer se och haut respektéieren.

Och den LPC selwer, an dat soll gesot sinn, ass der Meinung, dass d'Politik sech aus där Diskussioun hei soll eraushalen. Dat ass jiddefalls mäin Informatiounsstand. An duerfir sinn ech och e bëssen iwwerrascht, dass déi Fro iwwerhaupt hei opgeworf ginn ass.

Bei der Konventioun vun den Natiounen Unies ass et och esou, dass mer ganz kloer gesot hunn, dass dat iwwert d'Gesetz vun 28.07.2011 bei eis gereegelt ass. D'Koordinatioun vun deem Ganze gëtt am Familjeministère gemaach.

Ech muss allerdéngs soen, an do kann ech d'Kritik zum Deel och novollzéien, dass et ee vun deene grouse Manktemen ass, dass mer keng kloer a verlässlech Statistiken an deem ganze Beräich vun Handicapéierten hunn. An dat huet eppes mat verschiddenen Definitiounen ze dinn, wou ee sech net ëmmer eens ass, wéi eng Krittären unzewenne sinn.

Allerdéngs, an dat ass och mäin Uleies, sinn ech der Meinung, dass mer ganz séier hei müssen nobesseren, well et effektiv extrem wichtig ass, dass een déi néideg Statistiken huet, well dat och d'Basis ass, fir kënne Verbesserungen ze maachen.

Ech wollt just nach vläicht awer soen, well dat mer ganz wichtig ass, Här President, wann Der erlaabt, dass ech der Meinung sinn, dass mer am LPC e gudden Partner hunn, och als Ministère, wa mer probéieren, konkret Projeten am Interêt vum Handicap ëmsetzen. Ech erënnere just un den „ImPOSSIBLE“-Projekt, wou Schoulkanner tëschent sechs an zwielf wirklech de paralympesche Sport méi no gewise kritt hunn, wat dat ass, wéi et funktionéiert a wéi déi Leit probéieren, hire Sport ze maachen, a wéi se sech och erwaarden, dass se vun der normaler Sportwelt dann och ennerstëtzt ginn.

Ech wëll och soen, an dat ass ganz wichtig, dass mer rezent, am Januar 2019, um ENEPS genau e Module ubidde fir Trainerausbildung, wou e Module dran ass mat „Sport et Handicap“ an dass mer virun allem och an der Formation continue vun den Trainere spezifesche Formatiounen ubidden an zesummenaarbecht mam LPC.

Dir gesitt also, mir sinn hei op engem gudden Wee. An ech hoffen, dass mer dee Wee an Zukunft kënnen och nach weider zesumme goen.

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci villmools dem Sportsminister. Den Här Mischo freet nach d'Wuert fir eng Zousazfro.

► **M. Georges Mischo (CSV).**- Jo, déi kruzial Fro ass jo: Kritt e paralympeschen Athleet genau déi selwecht finanziell Ennerschätzung, also déi selwecht Zomm, wéi en olympesche Sportler?

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Den Här Minister nach eng kéier.

► **M. Dan Kersch, Ministre des Sports.**- Ech mengen, ech kréien déi nämmelech Fro nach eng kéier gestallt. Ech hu virdu gesot, dass et evident ass, wa mer olympesch Athleeten hunn, dass déi opgrond vu Krittären, déi engersäits den COSL opstellt an anersäits natierlech och de Ministère, dass déi olympesch Athleete finanziell Ennerschätzung kréien. Déi si vun Athleet zu Athleet, vu Sportaart zu Sportaart verschidden. An déi paralympesch Athleete kënnen vun deem nämmelech Budget natierlech och ennerstëtzt ginn am Rahme vun deene Krittären, déi se ze erfüllen hunn. Ech mengen, dat ass ganz kloer.

Ech hunn och nach drop higewisen, dass do konkret vun engem Spëtzsportler am Paralympicsberäich jo hei konkret och rieds gaangen ass. Deen huet och iwwert d'Sportsgesetz eng 50-prozente Fräistellung vu senger Aarbecht kritt, well deen eeben an der gléckle-

cher Situatioun ass, dass e beim Staat schafft. Do gesäit d'Sportsgesetz dat haut scho vir. An et ass d'Bestriewe vun der Regierung, dass an Zukunft och Leit, déi am Privatsecteur sinn, iwwert déi nämmelech Mesure kënnen vun esou enger Fräistellung profitéieren.

A wat den Trainer vun deem Athleet ugeet, vun deem mer elo hei alleguer schwätzen, wat och e Beamte beim Staat ass, ass mat deem zoustännege Minister eng zefriddestellend Léiung fonnt ginn, dass deen och ka mat deem Athleet trainéieren.

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci villmools, Här Minister.

## 5. Question élargie n° 22 de Mme Françoise Hetto-Gaasch relative à la violence domestique

Fir datt mer genuch Zäit hunn, fir déi Motioun, déi deposéiert ginn ass, ze kucken, géife mer dann déi erweidert Fro Nummer 22 vun der Madamm Françoise Hetto-Gaasch iwwert d'häuslech Gewalt virhuelen an duerno iwwert d'Motioun ofstëmmen. Madamm Hetto-Gaasch, Dir hutt d'Wuert.

► **Mme Françoise Hetto-Gaasch (CSV).**- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, Gewalt am Stot, besonnesch géint Fraen, dat ass a 86 % vun de Fäll de Fall, awer och ganz dacks géint Kanner, ass leider nach ëmmer eng ganz batter Realitéit an eiser Gesellschaft. Ech kommen elo net op Statistiken oder Zuelen ze schwätzen, déi sinn eis all bekannt, a féieren am Fong geholl och just zur Haaptkonklusioun: Et muss méi Efforte gemaach ginn, fir den Affer ze hëllef an d'Affer och ze encouragéieren, em Hëllef ze froen, wa se vu Gewalt betraff sinn.

Mir als CSV denken do u folgend ganz konkret Hëllefstellungen.

Éischtens, mir hunn d'Convention d'Istanbul ënnerschriwwen. An do steet kloer am Artikel 24 dran, dass eng Hotline muss geschafe ginn, déi 24 Stonnen op 24, 7 Deeg op 7 muss fonctionéieren.

Mir hu wuel eng Helpline, mee déi fonctionéiert just an der Woch zu Bürosstonden an duerno gëtt een dann un d'Police weidergeleet. Et geet awer hei drëms, ronderëm d'Auer vu forméierte Leit beroden ze ginn an och gehollef ze kréien. An duerfir brauche mer eng richtig Hotline Violence, déi complémentaire zu deem Service och owes, nuets a besonnesch och de Weekend fonctionéiert, grad dann, wann déi meeschte Gewaltdote stattfannen.

Jo, dat kascht! An et kann och duerfir net sinn, dass den Egalitätsministère dat eleng muss schëlleren. Och Justiz, Famill a Santé si concernéiert. Jo, déi ganz Regierung soll esou eng Hotline ënnerstëtzen, well Gewalt am Stot ass ganz einfach en No-Go. Spéitstens an zwee Joer steet de Contrôle vu GREVIO un an da kréie mer eng déck Rüg, wa bis dohinner näischt geännert ass.

Zweetens, praktesch wier och d'Schafe vun enger App mat de wichtigsten Telefonnummern drop, wou een an enger reeller Gewaltsituatioun kann drop drécken, fir dass entweder Police, Frënn, Fraenhaiser oder aner Servicer direkt alertéiert ginn. D'Affer kann domadder geolokaliséiert ginn a ka ganz séier gehollef kréien, e bëssen esou wéi den Telealarm. A Frankräich gëtt et dës App, déi heescht App-Elles®, ass gratis a complémentaire zu anere Services de secours.

Drëttens, de Besoin u Plazen an de Fraenhaiser ass enorm, besonnesch an enger Noutsituatioun no enger Wegweisung, awer och an der sougenannter „zweeter Phas“. D'Capacitéite mussen hei dréngend opgestockt ginn. Mir brauche méi Plaze fir Fraen a Kanner an Nout, méi sekuriséiert Haiser, wou och nuets Personal present ass. An dat bedeit effektiv, de Personalschlüssel unzepassen. A mir brauchen och spezialiséiert Fraenhaiser fir Persounen ënner anerem mat psychesche Problemer oder Toxicomanen.

Véiertens, d'Afféierung vun Violentomètre wier enger weider nei Mesure, déi et hei zu Lëtzebuerg net gëtt, awer schonn an den Nopeschläner. Mam Violentomètre ka jiddweree fir sech testen, ob seng Relatioun gesond ass oder net.

Ech ginn lech e Beispill. Elo kann ee sech froen: Ginn ech, meng Kolleegen a meng Famill vu mengem Partner esou akzeptéiert, wéi dat soll sinn? Respektéiert e mech oder kontrolléiert e mech permanent a liest meng SMSen? Jee no

den Äntwerten, déi een da gëtt, gesäit een op enger Skala, wou een a senger Bezéiung drun ass. Ganz besonnesch jonk Leit, déi doheem Gewalt erlieft hunn, si sech net ëmmer bewosst, wat an hirer eegener Relatioun akzeptabel ass a wat net. Dohier: e gutt Instrument fir emol an engem VieSo-Cours an der Schoul ze thematiséieren.

Fënneftens, d'Formatioun vu Police, Assistant-socialen a Magistratur muss ëmmer erëm thematiséiert ginn. Als Beispill: Et gëtt nach ëmmer Mediation verschriwwen, obwuel laut Convention d'Istanbul d'Mediation dofir net virgesinn ass.

Ech hu mer soe gelooss, dass vill Fäll ad acta geluecht ginn oder dass et jorelaang dauert, ouni dass den Dossier Suite kritt. Wisou ass dat esou? Verfüügt de Parquet net iwwert déi néideg Ressourcen? Oder sinn déi Leit vläicht net genuch sensibiliséiert, fir d'Dramatik vun de Gewaltsituatiounen am Stot eescht ze huelen?

Sechstens, am Comité de coopération entre les professionnels dans le domaine de la lutte contre la violence s'ette Vertrieeder vu Justiz a Police an och agreéierten Associatiounen. Firwat net an deem Gremium och e fréiert Affer als Member matabezéien an op seng traureg Erfahrung beim Ausschaffe vu Mesuren zrëckgräifen?

Siwentens, et steet fest, dass a 54 % vun de Fäll den Täter schonn eemol weggewise war respektiv der Police scho bekannt ass wéinst gewaltopfällegem Verhalten a sengem Stot. Do muss mer de Courage hunn, de Bracelet électronique fir den Täter am Sënn vum Schutz vun den Affer ze fuerderen. Dese Bracelet géif dem Affer an der Police e Signal senden, wann den Täter, deen expulséiert ass, déi 100-Meter-Linn iwwerschreit.

Mir sinn iwwerzeegt, dass een domadder esou tragesch Virfäll, jo, e Mord, wéi mer en am August zu Esch haten, ka vermeiden. Et gëtt dese Bracelet iwwerregens schonn a Portugal an a Spuenien. An a Frankräich ass en ab Januar applikabel.

Aachtens, 38 % vun den expulséierten Täter presentéieren sech net beim Service „Riicht Eras“. Do fuerdere mer ganz kloer, dass d'Gesetz op deem Niveau nogebessert gëtt an déi Seancen obligatoresch ginn.

Néngtens, mir brauchen och nach méi Moyenen, méi Personal fir déi eenzel Servicer, déi un Terrain intervenéieren am Kader vun der Betreuung vun de Kanner. Jo, Kanner, mer kënnen se net dacks genuch ernimmen. Si sinn net nëmme just Zeien, mee si sinn och ganz dacks leider Affer.

Zéngtens, mir brauchen Opferschutz. D'Affer muss informéiert ginn, wéini de gewalttätege Partner aus dem Prisong entlooss gëtt. Et kann net sinn, dass se selwer permanent mussen uruffen, fir dat gewuer ze ginn! Artikel 56 vun der Istanbul-Konvention.

Eeleftens, a schlussendlech froe mer, dass mer méi staark an d'Prevention investéieren. Ech erënneren un den Théâtre de prévention interactif, deen ech a menger deemoleger Fonction als Gläichstellungsministesch agefuert hat a wou mir wierklech e groussen Deel vun der lusophoner Populatioun errecht hunn. Et wier wünschenswäert, des Initiativ weiderzeféieren an och op aner Communautéiten auszudeenen, Communautéiten, déi eist Gesetz net kennen an och eis Sprooch net verstinn.

## 6. Dépôt d'une motion par Mme Françoise Hetto-Gaasch

Ech iwwerreechen an deem Kontext elo hei och eng Motioun, wou all déi Saachen do eng Kéier opgeléicht sinn. Wannechgelift, Här President.

### Motion

*La Chambre des Députés,*

- sachant que le Luxembourg a approuvé via une loi du 20 juillet 2018 la Convention du Conseil de l'Europe sur la prévention et la lutte contre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique de 2011 « Convention d'Istanbul » ;

- constatant qu'au cours de l'année 2018, la Police grand-ducale a procédé à 739 interventions (avec et sans expulsions), ce qui représente une augmentation de 3,36 % par rapport à l'année 2017 ;

- sachant également que la violence domestique se manifeste plus particulièrement le soir et la nuit, ainsi que le week-end ;

- notant que 54 % des auteurs sont des récidivistes ;

- constatant encore que les enfants vivant dans les ménages où la violence domestique est présente sont des victimes directes ou indirectes de celle-ci ;

- insistant sur le fait que la violence domestique est une problématique qui ne concerne pas uni-

quement le Ministère de l'Égalité entre les femmes et les hommes, mais qu'il s'agit d'une question devant être traitée et résolue de manière transversale impliquant plusieurs ressorts ministériels, invite le Gouvernement

- à aborder le problème de la violence domestique de manière transversale en impliquant tous les ressorts ministériels concernés afin de lutter de manière efficace contre la violence domestique et de prévenir celle-ci ;

- à instaurer plus concrètement un « vrai » numéro d'assistance téléphonique « Helpline », opérationnel 24 heures/24 heures et 7 jours/7 jours ;

- à instaurer, le plus rapidement possible, le bracelet électronique comme moyen de protection des victimes ;

- à augmenter le nombre de places en foyer ;

- à mettre en place le « violentomètre », un outil d'autoévaluation permettant d'évaluer la toxicité d'une relation et ainsi prévenir les violences domestiques ;

- à mettre au service des victimes une application (« app ») assortie d'un système de géolocalisation, pour permettre aux forces de l'ordre d'intervenir le cas échéant ;

- à approfondir le sujet de la violence domestique dans le cadre des formations continues de la police et de la magistrature ;

- à obliger les auteurs de violences domestiques à se rendre à des séances de consultation et d'aide qui sont proposées par certains services ;

- à prévoir une procédure d'information des victimes de violences domestiques en cas de libération de l'auteur des violences ;

- à accorder plus de moyens financiers et matériels aux services d'aide et d'assistance aux victimes de violences domestiques et plus particulièrement les services qui s'occupent également des enfants victimes de telles violences ;

- à intensifier de manière générale les actions de prévention, de sensibilisation et d'information au sujet de la violence domestique que ce soit auprès du grand public, afin d'accroître la prise de conscience des différentes formes de la violence domestique, qu'auprès des populations cibles en s'assurant que les actions atteignent notamment les personnes qui ne parlent et ne comprennent pas les langues administratives de notre pays.

(s.) Françoise Hetto-Gaasch, Léon Gloden, Martine Hansen, Marco Schank, Marc Spautz.

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci.

► **Mme Françoise Hetto-Gaasch (CSV).**- Tjo, Madamm Minister, ech hunn lech héieren, op der Clairefontainesplaz eng ganz engagéiert Ried halen. Ech si wierklech gespaant, ob Der bereet sidd, Neel mat Käpp ze maachen an déi Proposen hei vun der CSV unzehuelen.

Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix.**- Très bien !

## 7. Question élargie n° 22 de Mme Françoise Hetto-Gaasch relative à la violence domestique (suite)

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci villmools, Madamm Hetto-Gaasch. D'Wuert huet d'Madamm Ministesch Taina Bofferding.

► **Mme Taina Bofferding, Ministre de l'Égalité entre les femmes et les hommes.**- Här President, ech begrëissen, dass mer niewent där Diskussioun, déi mer schonn an der Kommissioun haten, eeben och awer dat wichteg Thema haut an der Plenièr kënnen kuerz undiskutéieren.

Gewalt duerch de Partner, d'Partnerin, iwwerhaapt duerch e Familljember ass leider fir ganz vill Leit och hei am Land eng alldeeglech Realitéit. Andeems driwwer geschwat gëtt, wéi och haut de Mëtt, huele mer eeben deem Onsiichtbaren an och deem Onausgeschwateenen déi Alldeeglechkeet ewech.

A wa mer kucken, d'Debatt vu „#MeToo“ huet jo grad gewisen, wéi wichteg et ass, Saachen an der Effentlechkeet unzediskutéieren, an dass am Endeffekt esou Saachen och d'ganz Gesellschaft eppes uginn. An ech erënneren och drun, dass d'Theema vun der häuslecher Gewalt säit der Grënnung vun MEGA ...

(Brouhaha et coups de cloche de la présidence)

Anscheinend schéngt d'Theema net fir jiddwereen esou interessant ze sinn.

► **Une voix.**- Et war wichteg.

(Interruption par M. Fernand Kartheiser)

► **Mme Taina Bofferding, Ministre de l'Égalité entre les femmes et les hommes.**- Dat hei ass och wichteg. Dat ass, mengen ech, och kee gutt Zeechen no baussen. Gutt!

Säit der Grënnung 1995 vum Ministère fir d'Gläichstellung vu Fraen a Männer ass et ee vun den Haaptpilieren. Ech mengen, dat wësst Dir selwer och nach. Deemools an Ärer Fonction, do ass jo och scho ganz villes eeben en place gesat ginn. An déi Efforte maache mer och weider.

Et muss ee soen, eis Legislatioun ass eng vun deene strengsten an Europa. An och vun eisen Institutiounen héiere mer awer ëmmer erëm, dass an deene meeschte Fäll och d'Gesetz gutt fonctionéiert. Virun allem geet et jo drëms, an enger Noutsituatioun direkt kënnen ze intervenéieren a virun allem, fir do eeben de Schutz vum Affer kënnen ze garantéieren an déi Situatioun eebe kënnen an deem Moment ze entschäerfen, dass net nach grësser schlëmm Saache passéieren.

Trotzdeem, an dat hutt Der och scho virdrunner gesot, kommen awer nach ëmmer dramatesch Fäll op. An do ass eebe grad déi Fro, déi mer eis muss stellen: Wat kënnen mer nach besser maachen? An déi Fro stelle mer eis och zesammen an der Regierung, wou mer amgaange sinn ze kucken: Wéi stellt sech d'Gesetz an der Praxis nach a wat si genau eeben nach Pisten, déi mer sollen oudenken?

An dofir hu mer och elo bei der Rentrée esou een interministerielle Aarbechtsgrupp an d'Liewe geruff, wou mer eeben zesummesette mat der Justiz, dem MEGA eeben an och der Police an dem Parquet, fir eeben ze kucken: Wat sinn d'Problemer, déi sech dann nach konkret um Terrain stellen?

A mir observéieren och déi Diskussiounen, déi elo a Frankräich sinn an anere Länner, wou se aner Initiative geholl hunn, ganz besonnesch - voilà!, - fir d'Affer weider ze schützen, nach kënnen ze stäerken. Ben, genau déi Piste si mer amgaangen, an deem Grupp do elo duerchzekucken. An dee Grupp huet sech och - wéi soll ech soen? - e ganz éiergäizege Planning ginn, well dee kennt am Moment wéinstens eemol de Mount zesammen, fir eeben all deenen dote Pisten nozegoen a fir ze kucken, ob mer herno vläicht missten d'Gesetz emännere goe respektiv kucken, wéi mer eeben nach kënnen aneschtens an der Praxis reagéieren.

Dir hutt vun der Hotline geschwat. Jo, dat ass richtig, dat hu mer an der Istanbul-Konvention stoen. Mir sinn am Moment amgaangen ze kucken, well et gëtt eng Hällewull vun Hotlines, vun Nummeren, wou ee sech ka mellen, wat och gutt ass. Mir mierken awer ëmmer erëm, dass d'Leit grad an där Situatioun iwwerfuerdert sinn an net ëmmer genau wëssen, bei wéi engem Service si sech direkt solle mellen.

Bon, déi éischt Nummer, déi et nach ëmmer gëtt an esou enger Situatioun, wann et wierklech amgaangen ass, ganz dramatesch ze ginn, ass natierlech den 113, fir d'Police ze ruffen. Mee d'Iddi ass eeben, elo emol esou e Screening ze maachen an ze kucken, vläicht nach eng aner Nummer en place ze setzen, ouni awer elo mussen eng zousätzlech ze maachen, dat heescht vläicht ze kucken, dass mer do kënnen Synergie bündelen. Dat nämmelech zielt och fir den Internetsite. Mir hu jo elo dee vun der Violence, wou mer och alles zesammen hunn, fir eeben ze kucken, dass mer dat nach méi kënnen strukturéieren. An ech mengen, och dat mat den Appe sinn interessant Pisten, déi een och ka kucken, dass een dat eeben da gebündelt kritt.

Mee wichteg ass, dass et transparent ass an dass et virun allem einfach ass, wann eng Person an enger geizilter Situatioun Hëllef brauch, dass se och direkt weess, wuer se sech ka wenden, also kann Hëllef siche goen.

Dir hutt geschwat vun deene Jonken. Ben jo, déi beschte Gewaltpreventioun ass u sech nach ëmmer d'Gläichstellung vun de Geschlechter. An do ass et wichteg, grad bei deene Jonken unzufänken, d'Sensibiliséierungsarbecht. Do schaffe mir jo och am MEGA all Dag dru mat deene sëllechen Aktivitéiten, déi mer hunn. Och hei spilt natierlech nach d'Sexualeducatioun eng Roll dobäi, wou et jo och wichteg ass, fir d'Kanner ze stäerken an hirer Entwécklung. Och hei hu mer eng Rëtsch Projeten, déi mer och mat anere Ministère eeben zesammen hunn, fir grad an der Educatioun unzesetzen.

Ech denken och nach un dee Fuerschungsprojekt mat der Uni Lëtzebuerg zesammen, wou jo d'Analys vun de Stereotype bei deene Jonke gemaach gëtt. Och dat wäert eis herno hëllef, fir eeben eis Hëllefprogrammer esou kënnen opzesetzen an nach weider Efforten an der Preventioun kënnen ze maachen.

Wat d'Moyene betrëfft, do muss ee soen, wa mer elo déi finanziell kucken, dass de Budget, bei mir zumindst emol am Ministère, konstant an d'Luucht geet. Just fir d'Beispill ze ginn: 2013 ware mer bei 9,5 Milliounen, wat eeben an de konventionéierte Secteur gaangen ass, notamment fir de Volet vun der Gewalt, fir déi



ganz Aarbechten. Voilà, do waren et 2013 9,5 Milliounen, 2018 waren et 13,8 Milliounen. An elo fir de Budget 2020 si bal 17 Milliounen ugefrot.

Dat weist, dass dee Budget extreem amgaangen ass, an d'Luucht ze goen. An dat ass och gutt esou, well den Ausbau vun de Bereitungsstrukturen, vun de Services, vun der Consultatioun ass jo och fir eis an der ganzer Regierung e permanenten Ussproch, fir dat eebe kënnen auszubauen.

An net méi spéit wéi de Méindeg hu mer nach zu Ettelbréck de Service „ALTERNATIVES“ vu Pro Familia ageweit, wou et eebe grad dréms geet, Jonker ze encadréieren, déi Affer vu Gewalt gi si respektiv déi an hirem Stot Schlëmme hu missen erliewen. An, ech mengen, och dat weist eeben, dass mer permanent beméit sinn, déi Efforten ze maachen.

Mir hunn, an dat wéll ech awer nach eng Kéier betounen, hei am Land e gutt opgestallte Réseau mat villen engagéierte Leit, zum Deel och Benevolat, déi sech do an an där Thematik engagéieren, wat net einfach ass, well et ass een awer mat engem Deel konfrontéiert, mat deem een am léifsten net konfrontéiert wär. Mee et ass awer eng Realitéit, déi mer hunn.

An dofir, mengen ech, ass et och wichteg, eng Kéier all deene Leit Merci ze soen, déi sech eeben an der Gewaltthematik engagéieren, déi do schaffen. Mir wëssen, dass dat keng einfach Aarbecht ass. An ech mengen, och wann de Stat senger gesellschaftspolitescher Missioun hei wéllt nokommen, brauch en eebe justement gutt organiséiert Strukturen, déi um Terrain déi Aarbecht maachen.

Dir hutt virdu geschwat vun Neel mat Käpp maachen. Dir gesitt, dass mer net locker loosse, au contraire, dass mer eis awer vill Hausaufgabe ginn hunn. An dat ass och wichteg, wa mer do wëlle virukommen. All Affer - ech mengen, do si mer eis alleguerten eens - ass en Affer ze vill, och wa mer am Moment, wa mer nëmme reng d'Statistike kucken, op engem méi stabile Punkt ukomm sinn. Trotzdeem soll dat eis net dovunner ofhalen, weider Efforten ze maachen.

Et ass e gesellschaftspolitesche Problem an dofir ass et och wichteg, dass mer do als Gesellschaft zesummeschaffen, dass mer eng Effentlechkeet hunn, déi net d'Aen zoumëcht. An och mir alleguerten hunn eeben eng gewësse Responsabilitéit, dat eebe wouerzehuelen an, wa mer mierken, dass eng Person eeben an esou enger Situatioun ass, ze reagieren. Ech mengen, domadder kënnen mir alleguerten hëllef. An et ass wichteg, dass mer eis deem och ëmmer bewusst sinn.

Wéi gesot, d'Politik ka viles maachen, mee och als Gesellschaft ass do e groussen Deel ze maachen.

A fir déi aner Punkten, pardon, ginn ech dann nach weider u meng Kolleegin, déi dann nach knapps zwou Minutten huet. Pardon!

#### (Hilarité)

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools, Madamm Bofferding. An dann iwverhëlt d'Justizminister, d'Madamm Sam Tanson, de Relais.

► **Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice.** - Jo, fir d'éischt emol Merci Madamm Hetto, dass Der dat heiten op den Ordre du jour gesat hutt. Ech fannen, d'Violences domestiques si mat déi feigste Violenzen, déi ee ka begoen. Si fanne statt an engem sekurisierter Kader, an engem Kader, wou ee sech eigentlech soll doheem fillen. An et ass een och engem extreeme gesellschaftlechen Drock ausgesat. Well et ass éischtens: Wat gétt gesot, wann ech dat doten effentlech maachen? An dann och, dee materiellen Drock ass natierlech och net ze vergiesen: Wat geschitt, wa meng Famill auserneebrécht duerch esou Evenementer wéi déi doten?

Duerfir: Mir kënnen net genuch doriwwer schwätzen. Merci, dass dat heiten de Mëtten en Theema ass.

Ech kommen elo net op all dat zréck, wat d'Taina Bofferding scho gesot huet. Ech maachen de Point vläicht iwver e puer Saachen, déi Der gesot hutt, iwver mäi Beräich.

Fir d'éischt emol, dat wéll ech awer kloerstellen: Déi Leit, déi um Parquet op deem doten Dossier schaffen, déi sinn éischtens extreem engagéiert a se sinn och extreem sensibiliséiert. Mir haten eng ganz gutt Reunioun nach virun e puer Wochen, och mat der Inneministesch zesummen, wou een dat och ganz kloer gesinn huet.

Jo, et ass och eng Evolutioun an de Mentalitéiten. Et sinn och Saachen, wou ee sech vläicht virun 10, 15, 20 Joer nach net esou bewusst war, dass dat net geet, déi elo ëmmer méi conscient ginn, dass dat net geet. Och psychologesch Gewalt an och kleng Gewalttätigkeiten

am Alldag, dat geet net! A mir sinn awer do wierklech op engem Wee, wou déi Prise de conscience do ass.

Nawell ass et ëmmer eng Gratwanderung. A mir haten nach déi lescht Woch an der Justizkommissioun eng Diskussioun doriwwer. Wéi geet een domadder ëm op Justizniveau? Wann ee poursesuivéiert, direkt, fällt d'Famill jo mat relativ grousser Sécherheet auseneen. Do muss een ëmmer ... Si maachen do eng Appreciation: Wéi evoluéiert d'Situatioun? Dofir ass jo och déi Begleedung esou wichteg, déi gemaach gétt. Dofir ass et jo och wichteg, dass probéiert gétt, eng Therapie ze maachen, dass probéiert gétt, aus där Gewalt erauszekommen, dass d'Auseanerfale vun der Famill eigentlech net direkt déi éischt Etapp soll sinn, mee eréischt soll kommen zu engem Moment, wou ee gesäit, dass déi aner Solutiounen net wirken.

Zu der Informatioun vun den Affer, wann den Täter aus dem Prisong erauskënn. Do gétt et schon eng Rétsch Positione Stand haut. Do gétt et och schon informell Informatiounen, déi lafen. Mee mir hunn och an där Reunioun, déi mer virun e puer Wochen haten, genau dat doten thematiséiert, fir dat nach ze renforcéieren, dass ee genau weess, vu wéini un een an där doter Situatioun ass. Et ass extreem wichteg, dass en Affer, dat duerch déi ganz Procédure judiciaire gaangen ass, wou ee condamnéiert gouf, an de Prisong koum, dass déi Person weess, wéini se enger potenzieller Gefor nees ausgesat ass.

An dann nach e leschte Volet zum Bracelet électronique. Ech perséinlech sinn der Meenung, dass mer dee brauchen. Ech wéll awer dem Aarbechtsgrupp net virgräifen, dee sech mat där Fro auserneeest. Mee ech sinn der Meenung, dass dat e supplémentäert Element ass, fir dat an deene wierklech extreeme Fall anzusetzen.

Mir hu jo de Bracelet électronique schon an anere Fäll. Dat heescht, mir missten d'Legislatioun och nach upasse fir deen heiten Domän, well dat awer relativ spezifesch ass, well dat och mat aneren technesche Moyene verbonne wär. Mee meng perséinlech Meenung ass déi, dass mer sollten dorop erauskommen. Mee, wéi gesot, den Aarbechtsgrupp schafft nach dorunner an ech sinn awer och éischter zouverächtlech, dass si och wäerten op déi dote Konklusioun kommen.

Voilà! Merci.

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci och der Madamm Justizministeresch.

### 8. Motion de M. Georges Mischo relative à l'élaboration de textes législatifs qui donneront une meilleure sécurité juridique au mouvement paralymphique

Da kéime mer elo zur Diskussioun vun der Motion, fir dem paralymphesche Mouvement déi néideg Sécurité juridique ze ginn. De Sportsminister Dan Kersch.

► **M. Dan Kersch, Ministre des Sports.** - Merci, Här President. Ech hunn déi Motion mat grousser Interêt gelies a muss feststellen, wann ech mech nëmme op dat bezieen, wou d'Regierung elo invitéiert gétt, nei Mesuren ze huelen, dass mer am Fong amgaange sinn, mat deser Motioun hei oppen Dieren anzerenen.

Op där enger Säit schwätze mer vun enger « meilleure sécurité juridique ». Ech hat, mengen ech, virdrun a mengem Riedebeitrag ganz kloer gesot, dass d'Sécurité juridique hei garantiert ass duerch den einfache Fait, dass déi zwou Federatiounen, déi am Handisport aktiv sinn, eeben duerch hir Memberschaft am COSL natierlech och juristesche ofgeséichert sinn.

Da gétt gesot, mir sollen op d'Egalitéit vun Traitement vun allen Athleeten oppassen. Och dat hunn ech, mengen ech, virdu probéiert, ganz kloerzemaachen, dass et fir mech evident ass, dass keng Ennerscheeder gemaach ginn tëschent Athleeten, déi handicapéiert si respektiv déi net handicapéiert sinn, mee, wann et Ennerscheeder gétt, dass dat opgrond vu kloer Krittäre geschitt, déi zesumme mat dem privat organiséierte Sport, spréch dem COSL, festgeleecht ginn.

Da gétt gefrot, fir deenen Handicapéierten Zougang ze ginn an d'Arméi. Do wësse mer, dass dat aus verschiddeenen a verständleche Grënn schwéier ze realiséieren wäert sinn an dass mer hinnen dofir sollten en Zougang ginn zum Lëtzebuurger Staat.

Ech wéll dozou nach eng Kéier soen, dass déi Fäll oder zumindest dee Fall, vun deem hei geschwat ginn ass, souwisou schon eng Plaz beim Lëtzebuurger Staat huet an doduerjer natierlech och vun enger grousszüeger Fräistellung konnt profitéieren.

Ech wéll dann awer och nach eng Kéier widerhuelen, dass am Regierungsprogramm steet, dass mer eng Zivilstruktur fir Spëtzesportler wäerte kreéieren. An dat implizéiert natierlech och eng Struktur fir handicapéiert Sportler.

Dann dass mer den LPC sollte weider ënnerstetzen. Ech hat virdrun erkläert, dass mer eng Verdueblung hu vun de Kreditter, fir d'Federatiounen insgesamt ze ënnerstetzen, an dass dovunner selbstverständlech och den LPC kéint profitéieren. An ech hat menger Hoffnung Ausdruck ginn, dass och d'CSV zumindest deen dote Budgetartikel da kéint matstëmmen.

An da si mer herno nach eng Kéier bei der Konventioun vun den Nations Unies. An och do hunn ech, mengen ech, erkläert, dass mer eis bewusst sinn, dass mer weider Statistike brauchen, dass mer och interministeriell amgaange sinn. Mir probéieren, déi Krittären och eenheetlech ze maachen, well et kee Sënn mécht, dass jiddwereen op senger Plaz Statistike mécht, ouni dass mer herno an alle Ministären, an allen Administratiounen, an alle Gemenge mat deenen nämmelech Krittäre schaffen.

Dorobber si mer amgaangen ze schaffen, soudass ech also mengen, dass déi Motion hei zwar mat Sécherheet ganz gutt gemengt ass, mee dass se wéineg Sënn mécht.

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools, Här Sportsminister. Ass nach eng Wuertmeldung zu där Motioun do?

Wann net, da kënnen mer iwwert déi Motion ofstëmmen.

#### Vote sur la motion

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'éischt déi perséinlech Stëmme. Dann de Vote par procuration. Si schéngen nach net alleguer fäerdeg ze sinn. Mee elo geet et awer duer. De Vott ass ofgeschloss.

An des Motioun ass mat 26 Jo-Stëmme, 30 Nee-Stëmme an 2 Abstentiounen ofgeleent.

Résultat définitif après redressement : la motion est rejetée par 27 voix pour, 31 voix contre et 2 abstentions.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par M. Laurent Mosar), MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Gales (par Mme Diane Adehm), Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding (par M. Jean-Marie Halsdorf), MM. Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler (par Mme Martine Hansen) et Michel Wolter (par Mme Octavie Modert).

Ont voté non : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel (par M. André Bauler), MM. Eugène Berger, Frank Colabianchi, Mme Joëlle Elvinger, MM. Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mmes Carole Hartmann et Lydie Polfer (par M. Max Hahn) ;

MM. Dan Biancalana, Alex Bodry, Mmes Tess Burton (par M. Georges Engel), Francine Closener, MM. Yves Cruchten (par M. Alex Bodry), Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy (par Mme Stéphanie Empain), Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Jeff Engelen, Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding ;

MM. Sven Clement (par M. Marc Goergen) et Marc Goergen.

Se sont abstenus : MM. Marc Baum (par M. David Wagner) et David Wagner.

### 9. Motion de Mme Françoise Hetto-Gaasch relative à la lutte contre la violence domestique et la prévention de celle-ci, en abordant le problème de la violence domestique de manière transversale en impliquant tous les ressorts ministériels

Kënnen mer och elo direkt zur Motioun, déi vun der Madamm Hetto deposéiert ginn ass, kommen?

Madamm Ministesch Taina Bofferding, wann ech gelift.

► **Mme Taina Bofferding, Ministre de l'Égalité entre les femmes et les hommes.** - Jo, op eng Partie Punkte si mir zwee jo elo schon agaangen. Wat wichteg ass, dat ass, dass mer eeben deen Aarbechtsgrupp do hunn, wou eeben déi verschiddeenen Acteuren, déi um Terrain aktiv sinn, déi schaffen, zesummen diskutéieren ...

(Brouhaha)

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Hei wann ech gelift, e bësse méi roueg!

#### (Interruption)

► **Mme Taina Bofferding, Ministre de l'Égalité entre les femmes et les hommes.** - ... a kucken, wéi ee Verschiddenes nach kéint aneschtens maache respektiv verbesseren. Dofir, wann Dir elo hei fuerdert, dass direkt muer sollt de Bracelet électronique agefouert ginn ... Wéi gesot, mir kucken, wat méiglech ass oder ob eng aner Alternativ méiglech ass.

Ech mengen, et soll een elo awer an deem Sënn d'Experten, déi um Terrain aktiv sinn, do emol diskutéieren loosse, fir ze kucken, wat si herno presentéieren, fir do geziilt vun Initiativen ze huelen.

Dat nämmelech ass och mat deene Leit, haapt-sächlech den Täter, déi elo net an déi Consultatioun ginn, wuer se sollte goen, respektiv mat de Widderhuelungstäter. Och dat ass en Theema, wat si do wäerten diskutéieren, fir ze kucken, wat eeben do kéint aneschtens en place gesat gi respektiv wéi ee kéint kucken, fir dass déi dann eeben och déi Programméierung kënnen aneschtens unhuelen, wat mer eis do eebe fir dat, wat mer eigentlech wëllen als Zil do errechen, nach vu Moyene ginn.

Dofir fannen ech et elo e bësse speziell, wann d'Chamber elo d'Motioun hei unhëlt. Wéi gesot, vun den Iddien hier rennt Der u sech oppen Dieren an. Dat si mer alles amgaangen ze kucken, mee ech fannen et just e bësse fréi, fir elo ze soen, muer géife mer elo déi dote Mesuren aféieren. Ech mengen, mir hunn, wéi gesot, de Grupp.

#### (Interruption)

Ben, et steet awer hei, dass Der gäre géift « instaurer ... » ...

#### (Interruptions)

Jo. Wéi gesot, ech mengen, mir hu gesot, dass déi Iddien interessant sinn, mee mir loosse se awer emol gär vun den Expertinnen an Experte préieren an kucken dann, wat mer ëmsetzen. Wéi gesot, et ass awer e bësse ze fréi, fir elo ze soen: „Déi doten an déi aner Pist.“ Vläch komme jo nach aner Pisten derbäi. Mir wësse jo net genau, wat dee Grupp eis do wäert herno presentéieren. Ech mengen, do si jo am Ausland nach aner interessant Pisten. Ech mengen, deem soll ee sech och an deem Sënn net verschléissen.

A fir de Rescht vum Budget och. Wann hei steet: „D'Plazen an de Foyere sollen eropgoen“, ben, och hei, wéi ech virdrun gesot hunn, geet de Budget reegelméisseg an d'Luucht. Wann Demandé vun deene Gestionnaire kommen, eng ganz Partie dovunner ginn uegholl. Do gétt ëmmer erëm gekuckt, wéi een d'Plazen aneschtens ka maachen.

An de Fraenhaiser ass éischter de Problem, dass déi Leit, déi an der éischter Phas also eigentlech prett wäeren, fir aus dem Foyer erauszekommen, dass déi, wéi ganz vill aner Leit och, Problemer hunn, iwverhaapt nach e Logement ze fannen. Dofir si mer amgaangen ze kucke mat deenen Zwou-Phase-Wunnengen, fir dat en place ze setzen. An et ass do, wou mer eis Beméiung wëlle maachen, fir eeben nach geziilt ze hëllef.

Mee Urgencebetter hu mer. An et ass och net, wann ee sech mellet an et ass wierklech eng Noutsituatioun, dass d'Leit am Ree stoe gelooss ginn. Au contraire, et gétt ëmmer gekuckt, dass d'Leit an där Noutsituatioun en Daach iwwert dem Kapp, fir déi Nuecht zumindest, fannen.

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools, Madamm Ministesch. D'Madamm Hetto, wann ech gelift.

► **Mme Françoise Hetto-Gaasch (CSV), auteure.** - Jo, also ech muss soen, ech sinn e bësse enttäuscht, wann Der sot, Dir géift fannen, mir géife se net brauchen. Dir sot: „Mir rennen heimadder oppen Dieren an.“ Dann, mengen ech, da schwätzt jo elo näscht dergéint, fir déi Motioun unzehuelen.

Et steet néierenswou dran, dass dat muss muer gemaach ginn. Wann Der déi Plazen eréischt kënn opstocken an engem Joer, géif ech mech freeën driwwer, wa mer hei déi Motioun kéint geschlossen droen. Well, ech mengen, dat ass awer e bësse dat, wat all Partei och dobausse vertritt. An ech mengen net, dass mer hei iergendengem wéidoen domadder, wa mer déi Motioun unhuelen.

Ech géif mech wierklech driwwer freeën an, ech mengen, et wier e ganz staarkt Zeechen no bausse, wa mer dat géife maachen.

Merci.

► **Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice.** - Ech hunn eng Propos.

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Madamm Justizministeresch, wannechgelift.

► **Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice.** - Jo, mir sinn eis jo um Fong absolutt eens. Mee et ass eeben en Aarbechtsgrupp, deen am-gaangen ass ze schaffen. An ech fannen et awer, wéi d'Madamm Bofferding et gesot huet, e bësse komesch, wa mir elo soen: „Dir maacht dat do“, a parallell ass en Aarbechtsgrupp, dee leeft.

**(Interruption par Mme Françoise Hetto-Gaasch)**

Maja, da waart! Éischtens, mir ginn dat hei wei-der un den Aarbechtsgrupp, dass si dat schaf-fen. A mir diskutéieren am Kader vun enger Jointe vun deenen zwou Kommissiounen dann, dass mer och parallell kucken: Wat ass um Niveau vum Aarbechtsgrupp, wat geschitt do?, an dann de Verglach maache mat Ärer Motioun. Well mir sinn eis absolutt eens, mee ech fannen et awer e bësse speziell, fir ze soen: „Dat do maache mer elo“, an aner Leit schaf-fen nach um Dossier, fir ze kucken: „Wat maache mer?“

► **Plusieurs voix.** - Très bien !

► **Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice.** - Duerfir. Voilà!

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Wien ass d'accord, fir déi Motioun an eng Réunion jointe ze verweisen, deen hieft d'Hand an d'Luucht?

**(Brouhaha général)**

Wien ass dergéint?

An domadder ass déi Motioun an eng Réunion jointe verweisen.

**(La motion de Mme Françoise Hetto-Gaasch est renvoyée à la Commission des Affaires intérieures et de l'Égalité entre les femmes et les hommes et à la Commission de la Justice.)**

## 10. Question élargie n° 23 de M. Laurent Mosar relative au registre des bénéficiaires effectifs

Mir kéimen dann elo zur erweiterter Fro Nummer 23 vum Här Laurent Mosar iwwert de Registre des bénéficiaires effectifs. Här Mosar, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Laurent Mosar (CSV).** - Jo, Merci Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, Madamm Justizminister, den Zousazdeläi, fir sech op deem neie Registre des bénéficiaires effectifs anzedroen, ass de leschten 30. November ausgegaf. An et muss ee feststellen, dass nach méi wéi 26 % vun allen Entitéite leider Gottes hire Flichten hei net nokomm sinn. An déi riskéieren dann och eng deelweis substantziell Sanktioun.

Ech hu mer e bësselchen den Detail vun deenen Zuelen ugekuckt. Ech wëll awer elo net drop agoen, well ech och d'Zäit net hunn. Mee et stellt een einfach fest, dass awer do eng Rei vu Societéiten dat net gemaach hunn. Ech mengen och, dass et hei en gros zwou Explikatiounen ginn.

Déi éischt Explikatioun ass, dass dat Gesetz wierklech op ganz ville Punkten net terribel kloer ass.

An déi zweet Explikatioun ass, dass d'Gesetz och zum Deel dobause schlecht erkläert ginn ass. An ech ka mech erënneren: Virun engem Joer stounge mer hei an do hat notammet och de President vun der zoustänneger Kommissioun, ech selwer och, drop higewisen, wéi wichteg dass et wier, fir Informatiounen un d'Leit virunzeginn.

An deemools ass eis versprach gi vun Ärem Virgänger, Madamm Justizministerin, et géif eng Broschür gemaach ginn. Ech hunn dat och nach eng Kéier an enger Äntwert op eng Question parlementaire confirméiert kritt. Ech stellen haut nach fest, dass mer op déi Broschür do waarden, wat dann och erkläert, Madamm Justizministerin, dass bei den ASBLen méi wéi d'Hallschent iwwerhaapt hir Deklaratioun net gemaach hunn. Dat heescht, no mengem Zue-len hunn eréischt 41 % vun den ASBLen hir Deklaratioun gemaach. Also méi wéi d'Hallschent hu se net gemaach. An ech kommen herno och a mengem Froen op déi eenzel Punkten zréck.

Wat mech awer gradesou stéiert, Madamm Justizministerin, an dat ass awer vläicht dann e Reproche, deen een un d'gesamt Regierung ka

stellen: Quasiment 25 % vun den Établissements publics - Dir selwer! - hunn déi Deklaratioun net gemaach! Dir selwer, de Staat, dee soll mam gudden Beispill virgoen, hutt déi Deklaratioun net gemaach.

Ech wëll awer direkt soen, Madamm Justizministerin, vu dass et eng ganz komplex Matière ass, dass ech warscheinlech och all Froen de Mëtten net ka stellen an Dir se vläicht och net alleguete kënt beäntweren, géif ech Är Offer unhuelen, dass mer eng Kéier am Detail an enger Commission de la Justice op all einzelne Punkt aginn, well ech weess, dass dat de Mët-teg relativ schwéier ass. Duerfir wäert ech mech op eng Rei generell Froen limitéieren.

Déi éischt Fro, déi ech wollt stellen, natierlech: Wéi geet et mat deene 25 % vun Entitéite virun, déi bis elo den Depot net gemaach hunn? Dir hutt, mengen ech, am Beäntweren vun enger Question parlementaire un e Kolleeg, gesot, Dir géift déi alleguerten un de Parquet viruginn, wat och normal ass. Allerdéngs stellt sech d'Fro, an dat ass elo e bësselchen déi Fro, déi ech un lech wollt stellen: Hei hu mer eng minimal Strof vun 1.250 Euro. 1.250 Euro si schrecklech vill Sue fir eng kleng ASBL. Ech géif elo gär nawell de Mëtting vun lech wëssen: Heescht dat, dass déi méi wéi 50 % ASBLen, déi sech wierklech Dag an Nuecht fir hir ASBL krepéieren, also elo an Zukunft mindestens eng Amende vun 1.250 Euro kréien?

Eng zweet ganz konkreet Fro ass déi vun de Coquille-viden. Ech weess, dass hutt Der och schonn ugeschwat, Madamm Minister. Ech géif gär wëssen: Wéi gi mer domadder virun?

Dann eng nächst Fro ass déi vun de souge-nannten Demanden, déi wëllen invisibel blei-wen, dat heescht, déi net accessible au grand public sinn. Do ass meng Fro: Wéi hutt Der wëllen oder wéi huet de Regëster do wëllen, déi ze behandelen, wëssend, dass dat der natier-lech ganz vill sinn, zum Deel mat anere Motiva-tiounen?

Ech hunn do just nach eng Kéier am Text ge-sinn, do ass am Prinzip e Recours gracieux virgesinn, deemno wat fir eng Decisioun dass do fält. Et ass awer net kloer: Gëtt dee Recours gracieux gemaach beim Regëster oder gëtt e gemaach bei lech als Justizministerin? Wann deen ofgeleent gëtt, kënt natierlech dann e Recours. Am Gesetz steet, dass dat e Recours wär beim President vum Tribunal de com-merce. Och do wëll ech vun lech wëssen, wéi dat genau virugeet.

Da stelle sech anscheinend eng ganz Rei vu Problemer, wat d'Identifikatioun vu Beneficiai-ren betrëfft, wou anscheinend och eng ganz Rei vu Societéiten an Entreprisé geschriwwen hunn, well se net richtig wëssen, wéi dat soll interpretéiert ginn. Do géif ech och wëlle vun lech wëssen: Wéi wëllt Der do virgoen? Kréien déi Leit eng Äntwert? An ech huelen jo och un, dass déi Äntwerten natierlech och e Recours kënnen mat sech zéien. Ass do déi selwecht Juri-diction zoustänneg, nämlech déi Jurisdiction commerciale? Oder ass do eng aner Juri-diction zoustänneg?

An dann eng lescht Fro - ech hätt der nach ganz vill, mee ech kann déi net alleguete stel-len -, dat ass déi vun der Kontroll vun deenen Deklaratiounen, déi do gemaach gi sinn, respektiv vun de Mise-à-jouren. Wéi ginn déi an Zukunft och vun deene Responsabele vun deem Regëster kontrolléiert?

Wéi gesot, ganz, ganz vill Froen stinn do op. Wéi bei ganz ville Gesetzer wär et hei och gutt gewiescht, deemools hätt d'Regierung der Op-positioun e bësselchen méi nogelauschtert.

► **Une voix.** - Très bien !

► **M. Laurent Mosar (CSV).** - Dann hätte mer vläicht net all déi Problemer, déi mer haut hunn.

Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien !

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci vill-mools, Här Mosar. D'Regierung huet d'Wuert: d'Justizministeresch, d'Madamm Sam Tanson.

► **Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice.** - Dir hutt elo esou séier Är Froen gestallt, dass ech se warscheinlech net alleguete matkritt hunn.

**(Hilarité)**

► **M. Laurent Mosar (CSV).** - Ech hat keng Zäit, Madamm Minister. Ech hu mech missen tammelen.

► **Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice.** - Duerfir, ech si frou, dass Der scho prophylak-tesch meng Offer ugeholl hutt, dass do nach eng Kéier a Rou och mat de Responsabele vum Regëster an der Kommissioun ze diskutéieren, falls ech elo eppes vergiessen.

Ech wollt awer nach eng Kéier drun erënneren: Firwat ass dat doten iwwerhaapt gemaach ginn? An ech hunn dat elo an all Question par-

lementaire eng Kéier erënnert, well ech et ein-fach wichteg fannen, et ze soen. Et geet em Transparenz an deem heiten Dossier an et geet drëm, dass Journalisten zum Beispill och kënnen retracéieren, wou verschidde Kapitalinteréte fléissen. Dat ass de Considerant 30 vun der Direktiv - ech verweise just drop, ech liesen lech dat elo net nach eng Kéier vir -, deen dat ganz kloer determinéiert.

Et geet em Transparenz. An dat ass jo awer eppes, wat eis, mengen ech, alleguerten hei-banne wichteg ass. An d'ASBLen sinn och net aus deem Text erauszedenken, well et ass vun « entités juridiques » rieds. Dat heescht, mir hu missen d'ASBLen mat eranhuelen.

Zu der Informatioun. Also, Dir hutt um Site vum LBR eng ganz Rëtsch Informatiounen. Dir hutt op där enger Säit dat hei: « Déclaration des bénéficiaires effectifs ».

**(Mme Sam Tanson montre une documenta-tion.)**

Dat ass e Guide explicatif, wou notammet och zwou Säite reng iwwert d'ASBLen ginn; well dat lech jo elo extra preoccupéiert huet. Dir hutt e ganze Film vu siwe Minutten, wou Der Schratt fir Schratt kënt kucken, wéi de Formu-laire muss ausgefëllt ginn.

An Dir hutt och en extraen Text ...

**(Interruption)**

Ech mengen, ech hunn d'Wuert.

Dir hutt en extraen Text, dee sech just op d'ASBLen bezieht, wou et och nach eng Kéier Er-klärunge gëtt. Plus ass decidéiert gewiescht ginn, wou Enn August gesi ginn ass, dass nach relativ vill Dossieren en attente waren, dass de Guichet, wou ee sech da kann Informatiounen huelen, géif renforcéiert ginn, wou een also och do kann higoen, Hëllef kréien, fir dat Ganzt auszufëllen.

Stand 1. September waren et effektiv just 46 % vun den Entitéiten, déi hir Deklaratioun ausge-fëllt haten. Stand geschter ware mer op 75,76 %. Wann ee mat der Belsch vergläicht: Déi leien enner 70 % nach Stand elo dese Mo-ment. Dat heescht, mir sinn eigentlech do an engem relativ normale Kader.

E groussen Deel vun deenen Deklaratiounen, déi net gemaach sinn, erkläre sech doduerch, dass mer eng ganz Rëtsch zemools ASBLen hunn, déi einfach net méi aktiv sinn. Ech mengen, jidd-wereen heibanne kennt dat. Et gëtt ASBLen, déi ginn iergendwann eng Kéier gegrënt. Da gëtt sech mat grousssem Enthusiasmus do enga-géiert. An dann op eemol verleeft dat am Sand an et ass och kee méi, dee sech responsabel fillt, fir d'ASBL dann duerno opzeléisen.

Dat ass ee vun de Punkten. Duerfir, et ass eng administrativ Prozedur virgesinn.

**(Interruption)**

Dir kënt mer herno, wann den Här President lech d'Wuert gëtt, all d'Froen stellen, déi Der wëllt. Ech wollt elo just hei fäerdeg schwätzen.

Dat heescht, mir hunn eng administrativ Pro-zedur virgesinn, déi erlaabt, eng Radiation ad-ministrative ze maache vun deenen Entitéiten, déi net méi aktiv sinn. Stand haut wären eng 18.000 Entitéiten dovunner concernéiert. Dat ass eng Prozedur, do gëtt natierlech d'PANC respektéiert, wou d'Leit nach eng Kéier infor-méiert ginn, wou se gesot kréien: „Voilà, wann Der nach wëllt aktiv sinn, da maacht wannech-gelift d'est an dat. A wann net, da procedéiere mer op eng Radiation administrative.“

Am Projet de loi iwwert d'Failliten ass och do eng besser Prozedur virgesinn. An idem: Bei dem neie Projet iwwert d'Associatiounen wëlle mer dat och besser encadréieren, fir dass mer déi Prozedure kënnen virgesinn, dass, wann defi-nitiv eng Entitéit net méi aktiv ass, een déi da kann opléisen.

Gutt! Zu de Froen, déi Der mer gestallt hutt. Elo hunn ech se schonn erëm vergiess, gesitt Der. Dir wollt wëssen ...

► **M. Laurent Mosar (CSV).** - Wéi geet et viru mat deenen ...

► **Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice.** - A jo! Voilà! Dat Éischt, jo. D'Opportunité des poursuites brauch ech lech jo net ze erklären. Mir ginn dem Parquet déi ganz Lëscht weider, well et ass jo net un ons - also un ons, um LBR -, fir eng Selektioun ze maache vun deenen Dossieren, déi solle poursuivéiert ginn oder net.

D'Madamm Procureur général d'État hat jo och schonn diesbezüglich eng Deklaratioun d'lescht Kéier an der Kommissioun gemaach, wou se gesot huet, wéi eng Dossieren elo vläicht manner prioritär wieren an hiren Aen; spréich déi vun den ASBLen. Ob herno eng Strof geschwat gëtt oder net, dat läit net a mengen Hänn. Ech mengen, mir hate schonn oft hei iwwert d'Séparation des pouvoirs ge-schwat. Dat läit an den Hänn vun der Justiz.

Zu de Recoursen. Wann een net wëllt agedroe-ginn, da muss een dat justifizéieren. Do sinn d'Konditiounen am Gesetz virgesinn. Och déi hu mer aus der Direktiv iwwerholl. An dann ass et den LBR, deen an enger éischer Instanz kuckt: „Okay, elo sinn déi Konditiounen erfëllt oder se sinn net erfëllt.“ A wa se soen: „Se sinn net erfëllt“, dat heescht, Dir musst lech awer androen, dann huet een e Recours fir d'éischt beim LBR. A wann een dann nach ëmmer net Recht kritt, muss ee bei d'Verwaltungsgericht goen, fir eeben do dat Ganzt ze contestéieren.

► **M. Laurent Mosar (CSV).** - Entschëllegt, et ass am ...

► **Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice.** - Jo.

► **M. Laurent Mosar (CSV).** - Wann ech dierf.

► **Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice.** - Natierlech!

► **M. Laurent Mosar (CSV).** - Am Text ass eeben net kloer, et geet zwar rieds vun engem Recours, dee beim Président du tribunal sié-geant en matière commerciale ... Et geet also net vun de Jurisdiction-administrative rieds, Ma-damm Justizminister, quitte dass ech lech awer verstinn, well ech d'selwecht eigentlech rea-géiert hätt, fir ze soen, et wär éischer hei eigentlech e Recours gewiescht, deen hätt misse bei d'Jurisdiction administrative goen. Mee wann ech reng den Text kucken, an ech hunn en hei viru mer, geet rieds vum Président du tribunal, wéi gesot, d'arrondissement sié-geant an matière commerciale.

► **Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice.** - Jo, jo. Dir hutt Recht.

► **M. Laurent Mosar (CSV).** - An et schéngt mer och iwwert d'Prozedur vum Referé ze sinn, wou een hei misst goen.

► **Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice.** - Jo, jo, et ass e Referé. Pardon, et war elo e Lapsus mengersäit. Et ass e Referé, deen ass virgesi beim President vum Tribunal.

Voilà! Dat heescht, déi Prozedur ass am Text virgesinn. Déi kann all Mënsch, deen déi Pro-zedur ugefrot huet, froen. Voilà! Dat ass u sech de « fin mot de l'histoire ».

► **M. Laurent Mosar (CSV).** - Entschëllegt, ech wollt lech froen, « gracieux » ...

► **Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice.** - Deen ass beim LBR, net bei mir. Jo.

► **M. Laurent Mosar (CSV).** - Okay.

► **Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice.** - Voilà! Ech hunn elo eng Kéier en Iwwerschlag gemaach vun deem, wat Der elo gefrot hutt. Mee nach eng Kéier: Meng Offer steet, dass mer dat dote vläicht uganks d'nächst Joer an der Kommissioun ...

► **M. Laurent Mosar (CSV).** - Ech hat eng Rei méi Froen gestallt.

► **Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice.** - A sou! Wéi eng hat Der dann nach gestallt?

► **M. Laurent Mosar (CSV).** - Ech ka se nach eng Kéier alleguete widerhuelen.

► **Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice.** - Et war mir ze séier gaangen.

► **M. Laurent Mosar (CSV).** - Mee ech sinn awer mat lech d'accord, mir kënnen dat doten awer ganz gär ...

Dann erlaabt mer vläicht just, well ech jo och souwisou nach Zäit hunn, déi eng oder déi aner Zousazfro, ...

► **Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice.** - Ech hunn nach Zäit. Ech hunn nach Riedezäit.

► **M. Laurent Mosar (CSV).** - ... oder nach eng Kéier vläicht déi zwou wichtegst ze wid-derhuelen.

D'Fro ass jo ganz richtig. Dir hutt dat viruginn un de Parquet. Elo stellt sech awer nach ëmmer déi Fro, mir kënnen eis elo dréinen a kéieren, wéi mer wëllen, wat d'ASBLen betrëfft, sinn der méi wéi 50 %, déi dat nach ëmmer net ge-maach hunn. Loosse mer déi elo einfach lafen? Soe mer: „Voilà, dat ass beim Parquet. Au Par-quet de décider.“, oder envisagéiert Dir net awer, vläicht nach eng Zousazinformatiouns-campagne eng Kéier ze maachen? Dat war déi éischt wichteg Fro.

An dann déi zweet, déi ass extrèmement wich-teg, well ganz vill Leit och dorobber waarden. Dat ass déi vun deenen 12.000 Demanden, fir eng Invisibilitéit ze kréien, wéi déi och ...

► **Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice.** - Dat hunn ech lech elo grad gesot.

► **M. Laurent Mosar (CSV).** - Jo, nee. Jo, et gëtt jo zwee Punkten. Et gëtt dee vun der De-mande invisible an et gëtt dee vun der Identifi-cation vun de Beneficiären, wou et Entreprises an Entitéite gëtt, déi net wëssen an net deci-déiert sinn, wien eigentlech de Bénéficiaire

économique ass a wat fir een datt do muss agedroen ginn. Déi sinn och an den RBE adresséiert ginn, gradesou wéi déi 12.000 anerer. An do ass eeben nach eng Kéier meng Fro: Wéi schnell ginn déi am Prinzip elo instruéiert? A wéi geet et och domadder virun?

► **Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice.**- Also, zu där leschter Fro, do ass et esou: Déi Demandé kommen eran, den LBR traitéiert déi, also den RBE traitéiert déi eng no där anerer an da kuckt en, ob déi Kritären erfüllt si vum Gesetz oder net.

Dann hëlt e seng Dispositionen an da kann all Einzelnen e Recours géint déi Decisioun maachen oder net. Dat heescht, do kréie mer dann iergendwann eng Kéier eng Jurisprudenz, déi natierlech och de Responsable wäert weiderhëlfen, fir ze kucken, wéi se mat där Situation an Zukunft wäerten ëmgoen.

An dann, wat d'ASBLen ubelaangt. Mir hunn eng komplett Lëscht weiderginn. Mir hunn awer och alleguerten déi ASBLen identifizéiert. Ech hunn lech d'Zuel virdu genannt - duerfir, ech hat eigentlech gemengt, ech hätt lech op d'Fro geäntwert -, déi net aktiv sinn. Déi kréien alleguerten e Bréif, wou se gesot kréien: „Mir hu festgestallt, Dir sidd net konform zu eiser Legislatioun. Dir hutt säit zéng Joer keng Aktivitéit. Wëllt Der nach existéiere bei eis oder net?“ A wa mer keng Reaktioun kréien, da gëtt déi Radiation administrative virgeholl. Voilà! An ech mengen, dass dat dann ...

► **M. Laurent Mosar (CSV).**- An déi, déi aktiv sinn, déi sech net gemellt hunn?

► **Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice.**- Ben, déi kréien déi selwecht ... Déi kréien och nach eng Kéier ... Jiddweree gëtt nach eng Kéier kontaktéiert. A jiddwereen, dee gewëllt ass, dee kritt och all déi néideg Hëllef. Also, ech mengen, hei ass ... Wéi den Delai ofgelaf war, do ass jiddwereen nach eng Kéier ugeschriwwen ginn - jiddwereen -, fir gesot ze kréien: „Dir musst lech elo konform setzen zu deem Text!“

Dat heescht, et sinn immens vill Moyenen hei a Kraaft gesat ginn. Si hu ganz, ganz, ganz vill geschafft, fir ze probéieren, de Leit esou vill wéi méiglech entgéintzekommen, fir d'Informatiounen ze ginn, fir hinnen ze soen, dass se net konform sinn, fir och all méiglech Disponibilitéiten ze weisen, fir een ze accompagnéiere beim Ausfëlle vun de Formulären.

Et gëtt och um Site ganz vill Dokumentatioun, fir ze wëssen, wéi ee soll virgoen. Elo kritt jiddwereen nach eng Kéier gesot, wat ee muss maachen, wat de Risiko ass an esou weider an esou fort. An dann hoffe mer, dass mer op eng Zuel komme wéi bei Länner, déi vläicht scho méi laang amgaange sinn, déi ganz no bei 100 % läit. Mee et ass kloer, dass déi Entitéiten, déi keng Aktivitéit hunn, dass et bei deenen natierlech extrem schwéier ass. Well wa kee sech beruff fillt, fir dat ze maachen, da kréie mer och keng Deklaratiounen eran.

Hunn ech se elo alleguer beäntwert, Är Froen?

► **M. Laurent Mosar (CSV).**- Den Detail kläre mer nach duerno.

► **Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice.**- Et ass gutt! Merci.

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci villmools der Justizministesch.

## 11. 7431 - Projet de loi instaurant un mécanisme de règlement des différends fiscaux

Den nächste Punkt vun eisem Ordre du jour vun haut de Mëttag ass de Projet de loi 7431 iwwer ee Mechanismus, fir steierlech Differenzen ze reegelen. Et hu sech schon ageschriwwen: den Här Gilles Roth, den Här Franz Fayot, d'Madamm Josée Lorsché, den Här Roy Reding, den Här David Wagner an den Här Marc Goergen. D'Wuert huet elo d'Rapportrice vun deem Projet de loi, déi honorabel Madamm Joëlle Elvinger. Madamm Elvinger, Dir hutt d'Wuert.

### Rapport de la Commission des Finances et du Budget

► **Mme Joëlle Elvinger (DP), rapportrice.**- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, beim Gesetzesprojet 7431 handelt et sech ëm eng weider europäesch Direktiv, déi an nationaal Recht transposéiert gëtt. D'Direktiv féiert en neie Mechanismus an, fir Interpretatiionsdivergenzen am Kader vum Steieroffkommen an der EU ze reegelen. Dat bedeit, dass konkret Prozeduren a Reegele geschafft ginn, fir de Fall, wou zwee Memberstaaten hir bilateral Konventioun zur Vermeidung vun der Duebelbesteuerung ënnerschiddelech applizéieren an et esou zum Beispill zu Situatiounen kennt, wou Leit oder Gesellschaften awer duebel besteiert ginn.

Dës Steierkonventioun sinn, wéi mer wëssen, e wichteg Instrument, fir déi wirtschaftlech Entwécklung vun de betraffene Länner duerch den Austausch vu Wueren, Déngschtleeschtingen, Kapital an Technologie virunzedreien an déi géigesäitig Relatiounen ze verdeiwen.

Mat deem Gesetzesprojet gëtt e weidere wichtige Schrëtt vum Lëtzebuerg gemaach, fir déi verschidde Mesuren, déi de BEPS-Aktiounsplan vum der OECD virgesäit, ëmzesetzen.

Mir haten op dëser Plaz jo ewell schon eng ganz Rei Projeten, déi als Konsequenz vum Aktiounsplan iwwert d'Érosion de base an den Transfert vu Benefisser, de sougenannte BEPS, vun 2015 deposéiert gi sinn. Ech denken hei zum Beispill un déi multilateral Konventioun oder nach un d'ATA-Direktiven.

Dese Projet, ëm deen et elo geet, befaasst sech mat de Recommendationen vum Rapport zur Aktioun 14 vum BEPS. Dese Rapport proposéiert verschidde Pisten, fir déi beschriwwen Divergenzen, déi optriede kënnen, virun allem esou séier an esou effikass et geet, ze klären. Effektiv ass et wichteg, esou Problemer séier aus der Welt ze schafen, fir de gudden Fonctionnement vum Marché unique ze garantéieren an Investisementer an der EU iwwert d'Grenze vun eenzelne Memberstaaten ewech ze erméiglechen.

Aus deem Grond ginn et och haut scho verschidde Instrumenter a Prozeduren op europäeschem Niveau, fir op eventuell Problemer ze reagéieren. Esou gëtt et zum Beispill d'Convention d'arbitrage vun der EU, déi de Mechanismus virgesäit, fir eeben esou Divergenzen ze schlichten.

Och a verschidde bilaterale Accorde sinn esou Arbitrageklausele virgesinn. Mee alles an allem ass dat aktuell Reegelwierk net effikass genuch. Wéinst de ville Lacunnen, déi festgestallt gi sinn, ass dowéinst decidéiert ginn, en neie Mechanismus ze schafen, deen zum engen europawäit applikabel ass an zum aneren och contraignant ass.

Mat deem Gesetz gëtt dowéinst en harmoniséierten, flexibelen an transparente Kader an nationaal Recht ëmgesat, mat deem eventuell Schwierigkeiten an der Applikatioun vu Steierkonventiounen séier an ouri gréisser Schwierigkeiten geléist kënne ginn. Esou ass zum Beispill virgesinn, dass all Steuerzueler, deen an der Situatioun ass, ufroe kann, dass eng consultativ Kommissioun an d'Liewe geruff gëtt respektiv eng alternativ Kommissioun fir d'Resolutioun vun den Divergenzen.

Dës Kommissioun kontrolléieren, ob d'Demande admissibel ass an hunn och d'Kompetenz, eng bindend Decisioun ze huelen, wat d'Interpretatioun vum jeeweilige Steieraccord betrëfft. Dobäi kennt nach, dass strikt Delaie fir déi eenzel prozedural Etappe virgesi sinn, fir op deem Wee eventuell Situatiounen, déi festgefuert sinn, ze deblockéieren.

Et si virun allem dës Delaien, déi net nëmmen eng wierklech Innovatioun duerstellen a wou d'Direktiv nei Weeër geet: Si sinn och essenziell, fir dass de Mechanismus gutt fonctionnéiert an d'Prozedur virugeet.

Am Kader vun deem neie Mechanismus ginn awer och gläichzäitig duerch spezifesch Dispositionen eng Rei administrativ Constraintë fir Privatleit a Kleng- a Mëttelbetriber vereinfacht.

Här President, wann Der erlaabt, wäert ech elo net méi an dee ganzen Detail vun deem dach komplexen an technesche Projet de loi agoen an ech verweisen dowéinst fir weider Detailler op mäi schrëftleche Rapport a besonnesch op de Commentaire des articles.

Zum Historique vum Gesetzesprojet bleif nach ze soen, dass de Projet den 11. Abrëll dëst Joer deposéiert ginn ass. Den 3. Juni huet d'Finanzkommissioun mech als Rapporteur genannt. Den Avis vum Staatsrot ass den 12. Juli verëffentlecht ginn, an deem déi héich Kierperschaft och siwen Oppositions formelles formuléiert hat. Nodeems dësen duerch déi parlamentaresch Amendementer vum 30. September Rechnung gedroe ginn ass, konnt de Staatsrot seng Oppositions formelles am Avis complémentaire vum 26. November ophiewen an huet gréng Luucht fir deen heite Gesetzestext ginn.

Ausser dem Staatsrot hunn och nach d'Handelskummer, d'Salariatskummer, d'Kummer vun de Fonctionnaires an den Employés publics, d'Cour supérieure de justice an d'Bezirksgericht vum Lëtzebuerg en Avis ofginn. Ech verweisen och hei fir den Detail op mäi schrëftleche Rapport an op déi jeeweileg Avisen.

An der Reunion vum Kleeserchersdag dëst Joer huet d'Finanzkommissioun du mäi schrëftleche Rapport ugeholl.

Här President, dëst gesot, wëll ech, wéi gewinnt, Merci soe fir d'Nolauschten an ech ginn natierlech och den Accord vun der Fraktioun vun der Demokratescher Partei zu deem Projet de loi.

► **Une voix.**- Très bien !

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci villmools, Madamm Elvinger. Als éischte Riedner ass den honorabelen Här Laurent Mosar agedroen.

### Discussion générale

► **M. Laurent Mosar (CSV).**- Jo, Merci, Här President. E ganz grouse Merci fir d'alleréischte natierlech un eis exzellente Rapportrice, déi dat, wéi mer dat vun hir gewinnt sinn, op eng kompetent, detailléiert a kloer Aart a Weis gemaach huet.

Erlaabt mer vläicht och, vun der Geleeënheet ze profitéieren, vu datt ech net weess, ob et hire leschte Rapport ass ...

► **Une voix.**- Et kënt nach een.

► **M. Laurent Mosar (CSV).**- Et kënt nach een. Mee dozou schwätzen ech net méi, soudatt ech mer dann awer wëll erlaben, der Madamm Elvinger e ganz, ganz grouse Merci ze soe fir déi eigentlech exzellente Zusummenaarbecht, déi mer ëmmer an der Finanzkommissioun iwwert déi Projeten haten. Si huet dat, wéi gesot, ëmmer mat ganz vill Kompetenz gemaach. Mir wäerte si vermessen. Ech wënschen hir op jidde Fall elo schonn och a mengem perséinlechen Numm bonne Chance an hiren neie wichtige Fonctionnen.

Dat gesot, wëll ech awer ganz kuerz vläicht vun der Geleeënheet profitéieren, fir éischters ze soen, datt mer natierlech dee Projet stëmmen, ech awer vun der Geleeënheet, och vun der Präsenz vum Finanzminister profitéieren, fir nach eng Kéier e bëssen op déi ganz Thematik BEPS anzegoen.

Wéi d'Madamm Rapportrice dat erkläert huet: Dëst Duebelbesteierungssofkomme huet jo och dee Volet BEPS an de Vierdergrond gesat. Et ass awer elo a ganz villen Artikelen ze liesen, datt eis amerikanesch Frënn amgaange sinn, um Niveau vun der OECD eigentlech alles ze blockéieren, wat mat BEPS a mat deene Mesuren ze dinn huet, an datt et och am Moment ganz schwéier wär, och fir d'Europäesch Unioun an aner Länner, fir eigentlech do virunzekommen.

An ech wollt eigentlech de Mëtten och elo e bësselche vum Finanzminister wëssen: Wéi geet dat virun? Well ech weess, datt him, wéi villen anere Kolleegen hei am Haus och, de „level playing field“ extrem staark um Härz läit. An ech froe mech, wéi awer dee „level playing field“ an Zukunft respektéiert wäert ginn, wann een, vläicht deen allergréisste wirtschaftlechen Akteur op der Welt, nämlech d'Veereenegt Staaten, hei blockéieren op weesentleche Punkten, wëssend och, datt eigentlech d'Amerikaner à l'origine e bësse vun deene ganze BEPS-Mesurë waren. An ech mengen, dat ass eppes, datt muss engem Suerg maachen, fir d'alleréischte als Europäer, mee och als Lëtzebuerg. An do wollt ech einfach vun der Geleeënheet profitéieren, fir ze héieren, wéi de Finanzminister d'Analys dovunner mécht.

Dat gesot, nach eng Kéier Merci a mir ginn eisen Accord.

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci villmools, Här Mosar. Den nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Franz Fayot.

► **M. Franz Fayot (LSAP).**- Jo, Merci, Här President. Et handelt sech jo bei deem Gesetz en fait, wéi d'Rapportrice gesot huet, ëm d'Emsetzung vun der Aktioun 14 vum Paquet BEPS, wou et drëm geet, fir effektiv déi méiglech Interpretatiionsdivergenzen, déi kënnen entstoen an der Applikatioun vum Duebelbesteierungssofkomme, ze schlichten. An an deem Sënn begrësse mir dat hei natierlech. Et dréit derzou bäi, dass esou Situatiounen kloer a schnell kënne gereegelt ginn.

Et bleift allerdéngs ofzewearden, wéi effikass dese Procédere ass a wéi oft en ugewannt gëtt. D'Chambre des Salariés huet hei drop higewisen, dass se fäert, dass den Accès zu deem Règlement des différends e bësse schwéierfällig ass a vläicht net oft genuch doduerch ugeruff gëtt. Dofir, mengen ech, bleift et ze gesinn, an et wär vläicht gutt, an zwee Joer e Bilan ze maachen, wéi effikass dës Prozedur effektiv ass an ob ee gegebenefalls hei vläicht muss nobesseren.

Mee, wéi gesot, mir begrëssen dese Projet. Mir wäerten deen och matstëmmen. An ech profitéieren och hei vun der Geleeënheet, fir dem Joëlle Elvinger Merci ze soe fir säi gudden Rapport an och Merci fir d'Zusummenaarbecht iwwert déi lescht Joren. Voilà!

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci villmools, Här Fayot. An da wier et un der honorabelen Madamm Josée Lorsché.

► **Mme Josée Lorsché (déi gréng).**- Merci, Här President. Och mir begrëssen dese Projet de loi, deen e weidere Beweis iwwert, datt Lëtzebuerg bereet ass a wëlle ass, déi 15 zentral

Moosname vum BEPS ëmzesetzen, net wéi et oft an der Press behaupt gëtt, datt mir do net Tempo maachen. Mir si gutt ënnerwee.

An an deem Sënn ginn ech den Accord vun der grénger Fraktioun a wëllt natierlech och der Madamm Elvinger Merci soe fir hiren zweetleschte gudden Rapport, dee se dann hei presentéiert huet.

Merci.

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci villmools, Madamm Lorsché. An da wier et um honorabelen Här Roy Reding.

► **M. Roy Reding (ADR).**- Merci, Här President. Am Numm vun der ADR kann ech mech och meng Virriedner nëmmen uschlëssen a Merci soen an d'Joëlle Elvinger, net nëmme fir dese Rapport, mee fir déi exzellente Zusummenaarbecht, déi mer an där ganzer Zäit an der Finanzkommissioun haten.

Wéi d'Wuert et bedeit, sinn d'Conventions contre la double imposition - an dat ass fir eis dee wichtigste Punkt an deemem Text - geduecht, fir Duebelbesteierungen ze vermeiden. Leider koum et an der Vergaangenheet just zum Contraire, nämlech zur duebeler Besteuerung vun deene selwechten Zommen. An dat huet am Einzelfall zu Besteuerung vum iwwer 100 % gefuert.

Duerfir féinnt dese Projet wéi och deen iwwert de BEPS eis absolutt Zoustëmmung.

Merci.

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci villmools, Här Reding. An da wier et um honorabelen Här David Wagner.

► **M. Roy Reding (ADR).**- Ech hunn zum zweete geschwat, net zum éischten. Dann huet de Laury mech duerjernerbruecht.

► **M. David Wagner (déi Lénk).**- Merci, Här President. Ech mengen, de Problem an der EU ass net, datt d'Entreprise respektiv déi ganz Räch ze vill Steiere bezuele géifen. De Problem ass éischer deen, datt se der net genuch bezuelen.

Mir mengen, genausou wéi och d'ailleurs d'Lénks Fraktioun, d'GUE, an Europaparlament, wou d'Direktiv och zur Ofstëmmung koum, datt dese Projet de loi, och wann en ënnert dem Deckmantel u sech vu BEPS leeft, riskéiert, d'Steierrecettë vun de Länner net ëm een Cent ze erhéieren, a warscheinlech - warscheinlech - och wäert d'Steierrecetten no ënnen driewen.

D'Steierbeamten an Europa, déi doe mer u sech leed. Si ginn all Dag konfrontéiert mat 27 verschidde Steiersystemer, déi stänneg evoluéieren a wou stänneg nei Couchë vu Komplexitéit an Onsécherheet uewendrop gepaakt ginn. Si ginn all Dag konfrontéiert mat ëmmer méi sophistiquéierte Steiermodeller, déi vu ganzen Arméie vu private Steuerberoder erfonden ginn.

A ganz Europa sinn d'Steierverwaltungen no der Kris der Austeritéit zum Affer gefall mat massive Personalkierzungen, zwar net hei zu Lëtzebuerg - dat muss een awer ervirsträichen -, soudatt ëmmer méi Drock op ëmmer manner Mataarbechter läit, während mat deene Skandalen à la LuxLeaks mëttlerweil keng Steierverwaltung där anerer méi iwwert de Wee traue kann.

An elo gi se mat dëser Direktiv och nach mat engem Mechanismus konfrontéiert, deen et u sech warscheinlech de Big Four zum Beispill erlaabt, se iwwer Joren ze harceléieren, wa se net schnell genuch paréieren. An dofir wollt ech just hei op e Paragraf hiweisen, nämlech am Artikel 3. 9 do steet, datt d'Steierverwaltung ganz am Ufank vun der Prozedur kann - ech zitieren - « décider de régler le différend sur une base unilatérale sans faire intervenir les autorités compétentes des autres États membres concernés », an datt domadder och déi ganz Prozedur gestoppt ass.

Dat heescht am Kloertext, datt, wann d'Steierverwaltung direkt op d'Demande vun der Multinationaller zum Beispill ageet, dann erspuert se sech déi ganz Prozedur mat enger Hällewull vun involvéierten Akteuren, Deadlinen a Recoursméiglechkeeten an esou weider. Et ass eng relativ heftig Geschichte u sech, wa se net direkt op d'Demande ageet.

An da stellt sech dann d'Fro, wat an der Praxis duerno wäert do erauskommen. Mir mengen, datt do mat zimmlecher Sécherheet derbäi wäert erauskommen, datt d'Steierverwaltungen am vorausellenden Gehorsam u sech alle Reklamatiounen stattginn, sobal gréisser Boitte wéi PwC oder EY - wat weess ech - mat dëser Prozedur dreet, well se warscheinlech net kënnen nokommen. Net datt se d'Kompetenzen

net hunn, mee mir wëssen, datt mer e Problem hunn, datt se warscheinlech net wäerten nokommen.

Vläicht kéint een, well ech gi jo dovunner aus, datt dee Projet de loi uegell gëtt, awer no engem Joer oder no zwee Joer e Bilan zéien, wéi dat an der Praxis gaangen ass, wat fir eng Demandé komm sinn, wat fir eng Prozeduren ageschalt gi sinn a wat duerno d'Resultat war. Ech hätt sollen eng Motioun dozou maachen, ech sinn net derzou komm. Mee et wier vläicht interessant, wa mer dat herno kucken.

Här President, amplaz de Problem dann un der Wuerzel ze paken an déi europäesch Betriebsbesteuerung ze harmoniséieren, ze vereinfachen a méi transparent ze maachen, ginn heimadder alt erëm warscheinlech just d'Symptomer behandelt, andeems weider komplex Prozeduren agefuert ginn, fir d'Steilverwaltungen enner Drock ze setzen. Dat ass an eisen Aen eng Sakgaass, déi de Sozialstaat a ganz Europa zerstiéert, well d'Entreprises an déi ganz grouss Multien ëmmer manner zu den effentleche Finanzen bäidroen.

An dofir wärte mer an deem Sënn genausou wéi eis Fraktioun am Europaparlament dergéint stëmmen.

Ech soen lech Merci.

► **M. Fernand Etgen, *Président***.- Merci villmools, Här Wagner. An de leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Marc Goergen.

► **M. Marc Goergen (*Piraten*)**.- Merci, Här President. Mam virleiende Gesetzesprojet soll eng europäesch Direktiv emgesat ginn, déi derfir suerge soll, dass Desaccorden, déi op Steierfroen an d'Evitéiere vun enger duebeler Besteuerung zréckginn, verbindlech gekläert ginn.

Mir Piraten wäerten d'Ëmsetzung vun dieser Direktiv haut matdroen, bedauern awer, dass sech just op Problemer bei der Besteuerung konzentréiert gëtt an net och op Accorden a Konventionne Bezuch geholl gouf. Mir hoffen, dass do nach entsprechend Projeten nokomme wäerten.

En aneren negative Punkt ass, dass mat deemem Projet op en Neits erëm gewise ginn ass, dass d'Regierung et mat dem Ausfille vun der Fiche finanziéiert net esou genau hält. Obwuel de Projet virgesäit, dass sech d'Partnerlänner d'Käschte vun der Schlichtung deele wäerten, heescht et am Gesetzesprojet, dass keng Käschten opkomme wäerten. Dat huet souwuel de Conseil d'État wéi och d'Chambre de Commerce verwonnert. An dat ass och aus der Siicht vun de Piraten net déi Aart vun der Transparenz, déi mir eis a Finanzfroe wënschen.

Well Noléissegkeete beim Ausfille vun der Finanzfroe awer keen Afloss op den Inhalt vun dem Gesetz hunn, ginn ech, wéi uegekënnegt, den Accord vun de Piraten fir de Projet, mat der Hoffnung, dass d'Regierung an Zukunft méi transparent mat de kommenden Ausgaben ëmgoe wäert.

A Merci dem Joëlle Elvinger fir seng exemplaresch Aarbecht a bonne Chance op der neier Plaz.

► **M. Fernand Etgen, *Président***.- Merci villmools, Här Goergen. D'Regierung huet d'Wuert, den Här Finanzminister Pierre Gramegna.

#### **Prise de position du Gouvernement**

► **M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances***.- Här President, léif Kolleegen aus der Regierung, Dir Dammen an Dir Hären Deputéierten, ech mengen, dat heiten ass e Projet de loi, dee vill Zoustëmmung fënn. Dat ass gutt esou. A fir d'éischt géif ech gären der Deputéierten, der honorabelen Joëlle Elvinger Merci soe fir hire schrëfflechen a fir hire mëndleche Rapport.

Et ass derwärt, dass een e puer Minutten op d'Konsequenzen, déi positiv Elementer vun deemem Projet de loi ageet. Dat heiten ass jo eng Mise en œuvre vun enger Aktioun BEPS, d'Aktioun Nummer 14. A wa mer dat hei, wann Dir dat hei haut stëmmt, dann huet Lëtzebuerg 12 vun de 15 Aktiounen vu BEPS emgesat.

Mir bewisen domat, zesumme mat Europa, well mir maachen dat alles jo zesummen an Europa mat eise Partner, dass Lëtzebuerg beméit ass, fir international richteg dozuestoen an deem ambitiöse Programm, deem an BEPS virgesinn ass am Kader vun der OCDE, ëmzesetzen.

Et ass esou, dass dat, wat mer hei ëmsetzen, sech limitéiert op d'EU-Länner, eng Kooperatioun ënnert den EU-Länner mécht, fir eng Lösung ze fannen, wa konfliktuell Interpretatiounen bestinn. An doduerch, dass mer dat da maachen, besteet méi Kloeerheet, wéi een esou Problemer léist.

Et ass esou, dass Lëtzebuerg, dat heescht dës Chamber, och de Multilateral Agreement ënnerschriwwen huet, den MLI, den och e Mechanismus virgesäit, den e bësse manner sophistiquéiert ass wéi den heiten, soudass mer och mat Drëttlänner eng Mecaniquen hunn, wa Meenungsverschiedenheete bestinn tëschent zwou oder méi Steierverwaltungen.

Mir maachen also hei eppes, wat méi Kloeerheet schafft. A fir op déi Kriticken, déi gemaach gi sinn, ze äntweren: Ech mengen, e Land wéi Lëtzebuerg huet all Interêt, dass Kloeerheet besteet, well en absence vun esou engem Mechanismus wéi deem heite si mir als klengt Land - dat si mer jo awer - engem gréissere Land ausgeliewert!

An op wellecher Basis solle mer da mat anere Länner verhandelen, wien zoustänneg ass, wat d'Applikatioun vun de Gesetze ass, wat d'Besteuerungsbasis ass, wat Lëtzebuerg zoukënnert a wat Lëtzebuerg net zoukënnert? Da si mer dach an engem vill bessere Kader, wa mer eng Gesetzgebung hunn, déi dat reegelt, soudass ech géif pauschal soen, dass esou eng Konvention engem Land wéi Lëtzebuerg praktesch méi bréngt wéi engem gréissere Land an dofir mer nach en additionelle Grond hunn, fir dat ze maachen. Mee mir maachen et net dowéinst, mir maachen et, well mer dru gleewen a well dat eng gutt Saach ass.

Et geet, wéi Verschiedener richteg ennerstrach hunn, drëms, ze evitéieren, dass och Duebelbesteuerunge geschéien. Mee et geet awer och drëms, ze evitéieren, dass an zwee Länner oder an dräi Länner néieren Steiere bezuel ginn. Dofir ass esou e Projet wéi den heiten och een, dee fir Gerechtegkeet suert.

Ech si frou, dass deene siwen, wann ech mech elo net ieren, deene siwe Kriticke vun Conseil d'État Rechnung gedroe ginn ass. Déi waren, wann ech richteg verstanen hunn, ech hunn dat gekuckt, juristescher Natur, technesch-juristescher Natur. An ech si frou, dass dat konnt behewe ginn.

Ech mengen, dass et och eng gutt Saach wär, wa mer géifen a terme e Réckbléck maachen, wéi esou eng Mesure zu Lëtzebuerg gegräff huet, ob dat gutt war oder net. Ech mengen, dat ass vu Verschiedener gefrot ginn. Ech géif awer oplossen, no wivill Joer, well ech weess net, wéi séier dass dat dote wierklech gräift. Am fréisten ass et esou, dass d'Joer 2018 dat éischt Joer ass, wou dat applikabel ass. Dat heescht, zwee Joer, wéi virgeschloe ginn ass, oder annerhaleft Joer ass immens kuerz a Steierdelaien.

Dofir, ech géif mech engagéieren, dass mer dat géifen eng Kéier maachen an dräi oder véier Joer, net well ech dat wëll vertagen, mee well an engem Joer, annerhaleft Joer mer iwwerhaapt net vill opweises hunn, well dat nach alles net gegräff huet. Mee d'Chamber huet scho Recht, dass mer dat solle kucken. An ech engagéiere mech och dozou, dass mer dat wäerte maachen, well dat och an eise Interêt ass, ze kucken, wat dat mat sech bréngt.

Zum Schluss, Här President, géif ech gären op déi Fro vun Deputéierte Mosar kuerz agoen, dee mer d'Fro gestallt huet, wéi et sech dann huet mat der Attitud vun Amerika a Saachen international Besteuerung. Ech mengen, ech muss do ganz e bëssen aushuelen, andeem ech géif ennersträchen, fir et ganz generell ze beschreiwen, dass et en fait an zwee Domänen haut op der Welt Progrès gëtt, multilateral.

Dat eent ass am Beräich Klima. Ech komme just vun der Konferenz zu Madrid COP25 erëm, wou 15.020 Delegéierten zesumme sinn a wou ee spiert, wéi dat Thema international ëmmer méi wichteg gëtt, a wou Europa Gott sei Dank wierklech de Virreider ass a wou viles geschitt, wou des Regierung och elo ambitiéis Ziler gesat huet, deene mer eis verschreiwen an déi mer wëllen anhalen, wat ganz vill Konsequenzen huet op ville Pläng.

Do fonctionéiert de Multilateralismus. Mir wëssen allerdéngs, dass e Land wéi Amerika sech do erausgerappt huet, mee neanmoins, wann een dat op der Planéitebene kuckt, ass et esou, dass do de Multilateralismus gutt fonctionéiert.

Deen zweeten Domän, wou de Multilateralismus gutt fonctionéiert huet an de leschte Joren, ass grad d'international Besteuerung. A grad an deem Domän hunn ech och bis nach virun e puer Deeg selwer ëmmer gesot: Dat ass awer weinstens een Domän, wou d'Amerikaner matmaachen! A kommt, mir loosse eis och elo net beiere vun deem vläicht, wat an de leschte 14 Deeg geschitt ass!

D'Amerikaner hunn dee ganze Mouvement vu BEPS OCDE voll ennerstëtz, an et muss een an d'A faassen, dass d'amerikanesch Regierung mat der Steierreform vun 2017 och BEPS emgesat huet, an zwar zegutt! An dofir, Punkt Nummer 1, d'Amerikaner sinn do mat um Drécker a sinn do multilateral ennerwee.

An de leschten Deeg sinn e puer Evolutionne geschitt, déi haaptsächlech mat der digitaler Besteuerung ze dinn hunn. Verschiedener an Europa hu gemengt oder woussten, dass d'Amerikaner déi ganz Initiativ, fir eng Digitalbesteuerung ze maachen, déi d'ganz Welt géif ofdecken a déi gerecht wier an déi pauschal vläicht wier, géif ennerstëtzten. Lescht Evolutionne schéngen awer ze weisen, dass do Doutten opkomm sinn. Ass dat elo e komplette Reviement? Dat kann ech lech haut net soen.

Eng Decisioun, déi d'amerikanesch Regierung rezent geholl huet d'lescht Woch, schéngt ze weisen, dass se do vläicht de Kurs e bëssen änneren, an dat ass folgend, dass se jo Frankräich an Italien menacéiert hu mat Strofen, mat Tariffer, well déi Länner jo eng unilateral Digitalsteuer wëllen aféieren.

Nun, wéi kann een déi Positioun an Aklang bréngen mat der Attitud vun Amerika bis virun e puer Deeg, dass déi digital Besteuerung misst gemeinsam gemaach ginn? Eierlech gesot, wéi een dat op e gemeinsamen Nenner ka bréngen, kann ech lech haut net soen.

Mee ech si beonrouegt iwwert dës Saach. An ech mengen, mir als Lëtzebuerg sollen eis asetzen, fir dass e „level playing field“ soll geschéien. A mir haten déi Debatt och an Europa am Conseil ECOFIN nach virun engem Joer, wou Velleitiden do ware vun der Kommissioun an anerer, dass mer sollen eng EU-Direktiv a Saachen Digital upeilen. Dat ass eis leider net gelongen, well eng Rëtsch Länner sech opposéiert hunn.

Ech wëll awer hei nach eng Kéier ennersträchen, dass Lëtzebuerg sech schlussendlech konnt mat där Saach befrënnen, well eng ganz Rëtsch Limitten dra waren, enner anerem och eng Klausel, déi gesot hätt, dass déi europäesch Solutioun automatesch géif no enger gewëssener Zäit wéi eng Guillotine ophalen, well fir eis dat Allerwichtigst de „level playing field“ ass.

Et mécht net vill Sënn, et ass souguer contre-productif fir Europa, wa mir eng Steuer aféiere géifen op europäischem Niveau an de Rescht vun der Welt keng. Domat maache mer eis net nëmmen net attraktiv, mee mir schrecke souguer Entreprises of.

Dat heescht, ech si mer deem Problem ganz bewosst, Här Mosar, an ech mengen, dat interesséiert alleguerten d'Deputéierten hei am Sall. Dofir, mir suivéieren dat ganz no a wäerten eis weider derfir asetzen, fir dass mer sollen e „level playing field“ hunn, awer eis och asetzen - dat ass mäi leschte Punkt -, fir dass Europa hei mat enger Stëmm schwätzt. Well déi Negociatiounen, déi am Kader si vum G7 a vum G20, wou mir jo net drätszen. An ech froe säit Méint am ECOFIN, dass eng europäesch Positioun soll elaboréiert ginn, fir dass mer kënnen mat enger Stëmm schwätzen. Dat ass de Moment nach net de Fall. Mir sinn net eleng do, mir mussen déi aner och iwwerzeegen. Mee ech wäert mech weider derfir asetzen, dass Europa do soll mat enger Stëmm schwätzen. Dat kann nëmme geschéien, wa mer zesummen iwwert déi Problematik schwätzen.

► **M. Fernand Etgen, *Président***.- Merci villmools, Här Finanzminister Pierre Gramegna.

D'Diskussioun ass elo ofgeschloss. Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7431. Den Text steet am Document parlementaire 7431<sup>9</sup>.

#### **Vote sur l'ensemble du projet de loi 7431 et dispense du second vote constitutionnel**

D'Ofstëmmung fänt un. Fir d'éischt déi perséinlech Stëmmen. Duerno de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

Dese Projet de loi ass mat 58 Jo-Stëmmen an 2 Nee-Stëmmen uegell.

*Ont voté oui* : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par M. Laurent Mosar), MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles (par Mme Diane Adehm), Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler (par Mme Martine Hansen) et Michel Wolter (par M. Jean-Marie Halsdorf);

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Eugène Berger, Frank Colabianchi, Mme Joëlle Elvinger, MM. Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mmes Carole Hartmann et Lydie Polfer (par M. André Bauler);

MM. Dan Biancalana, Alex Bodry, Mmes Tess Burton, Francine Cloeser, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Lydia Mutsch;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy (par Mme Stéphanie Empain),

Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue;

MM. Jeff Engelen, Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding;

MM. Sven Clement (par M. Marc Goergen) et Marc Goergen.

Ont voté non : MM. Marc Baum et David Wagner.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

#### **(Assentiment)**

Et ass also esou decidéiert.

## **12. 7492 - Projet de loi portant approbation de la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République Argentine pour l'élimination de la double imposition en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune et pour la prévention de l'évasion et de la fraude fiscales, et du Protocole y relatif, faits à Washington, le 13 avril 2019**

Als nächste Punkt hu mer de Projet de loi 7492, eng Konvention mat Argentinien am Beräich vun der Duebelbesteuerung. Et hu sech schon ageschriwwen: den Här Laurent Mosar, d'Madamm Josée Lorsché, den Här Yves Cruchten, den Här Roy Reding, den Här David Wagner, den Här Marc Goergen. D'Wuert huet elo d'Rapportrice vun deemem Projet, déi honorabel Madamm Joëlle Elvinger. Madamm Elvinger, Dir hutt d'Wuert.

#### **Rapport de la Commission des Finances et du Budget**

► **Mme Joëlle Elvinger (DP), rapportrice**.- Jo, Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, mam Gesetzesprojet 7492 gëtt e weidert Duebelbesteuerungsokkomme ratifizéiert. Fir d'Entwécklung vun de wirtschaftleche Relatiounen tëschent zwee Länner, an deemem Fall sinn dat Lëtzebuerg an Argentinien, virunzebréngen, ass et fundamental, dass souwuel d'Leit wéi och d'Beriber net enger zousätzlecher Steuerlaascht ausgesat ginn, wa se an deenen zwee Länner aktiv sinn.

#### **(Brouhaha et coups de cloche de la présidence)**

Wann den Handel mat Wueren an Dénsgschtleeschunge soll floréieren, Investissemter solle fléissen an et zu engem Austausch vun Technologien an Know-how soll kommen, dann ass esou eng Konvention effektiv grondleeënd. Dowéinst huet Lëtzebuerg och e grouse Reseau un Ofkommessen uechtert déi ganz Welt, den och permanent ausgebaut a moderniséiert gëtt, och fir den neisten internationale Recommandatiounen a Saache Steierofkommene Rechnung ze droen.

Ech denken hei besonnesch un de BEPS-Aktiounsplang vun der OECD, iwwert dee mir op deser Plaz scho méi dacks rieds daten, wéi elo nach virun zéng Minutten. Am Moment si mer effektiv bei enger 83 bilaterale Konventionen an Accorden, déi schon a Kraaft sinn. Eng weider 18 Stéck sinn aktuell an der Negociatiounsphas. Besonnesch par rapport zu de Länner aus Latäinamerika huet Lëtzebuerg an de leschte Jore vill Efforte gemaach, fir seng Relatiounen weiderzuentwéckelen an ze verdéieren.

Quitte dass Argentinien am Moment eng gréisser Wirtschaftskris erlieft, bleibt et awer déi drëttréigsten Economie a Südamerika. Deemno besteet groust Potenzial, fir eis Relatiounen auszubauen. Bis elo gëtt et zousätzlech zu deser nach eng aner Konvention mat Argentinien aus dem Joer 2004, déi sech awer op de Secteur vun Fluchverkéier begrenzt huet. Déi nei Konvention geet wäit doriwwer eraus an ëmfaasst alleguer déi wirtschaftlech Beräicher.

Wat d'Konvention mat Argentinien selwer betrëfft, kann een nach drop hiweisen, dass des Konventionen den 13. Abrëll dest Joer zu Washington vun Finanzminister Pierre Gramegna ënnerschriwwen gouf. De Projet de loi 7492 ass den 23. Oktober an der Chamber deposéiert ginn. De Staatsrot huet a sengem Avis vum 26. November keng weider Observatioun formuléiert an deemno gréng Luucht fir dese Projet de loi ginn.

Ech selwer sinn den 3. Dezember zur Rapportrice genannt ginn, wourop mäi schrëffleche Rapport dunn och de 6. Dezember fir Kleeschersdag an der Finanzkommissioun uegell ginn ass.

Här President, dest gesot, bleibt mer just nach lech alleguerde Merci ze soe fir d'Nolauschteren. An heimadder ginn ech dann och den Accord vun der DP-Fraktioun zu deemem Gesetzesprojet. A well dest mäi leschte Rapport war, quitte dass ech d'nächst Woch zwar och nach hei sinn,



wollt ech awer vun der Geleëenheet profitéieren, fir nach just e puer Mercie lasszeginn.

► **Une voix.**- Aa!

► **Mme Joëlle Elvinger (DP), rapportrice.**- Un alleréischer Plaz dann, vu dass mer beim Finanzprojet sinn, un d'Membere vun der Finanzkommissioun fir déi gutt Zesummenaarbecht an deene leschte sechs Joer. Och un d'Caroline Guezennec, Secrétaire administrateur vun der Finanzkommissioun, fir seng extreem gutt Aarbecht an déi Koordinatioun vun där Kommissioun, un de Finanzminister Pierre Gramegna mat senger Beamten, a ganz speziell och aus dem Finanzministère dem Bob Kieffer, dem Carlo Fassbinder an dem Sandra Denis, an awer och nach der Madamm Goubin mat all deenen anere Beamten, déi eis ëmmer zur Verfügung stoungen, wa mer Froen haten a Finanzdossieren an a Steierdossieren, an awer och der Steierverwaltung an dem Enregistrement.

A well ech och Presidentin vun der Commission des Classes moyennes a vum Tourismus war, wëll ech awer och nach dovun profitéieren, fir dem Minister Lex Delles mat senger Beamte François Schlink a Gilles Scholtus an deenen anere Beamten aus deem Ministère Merci ze soen an och de Membere vun der Commission des Classes moyennes fir déi ganz gutt Zesummenaarbecht iwwert dat lescht Joer, an och dem Timo Oesch als Secrétaire administrateur vun där Kommissioun.

An dann awer e ganz spezielle Merci un d'Mat-aarbechter aus der DP-Fraktioun, déi beschte Ekippen, eng super jonk Ekippen an eng gutt Ekippen, déi sech mat all deene komplizéierten a komplexe Steier- a Finanzdossieren a Budgeten ausermegesat huet an deenen, déi ni eng Méi gescheit hunn an ni owes op d'Auer gekuckt hunn, wann et drëms gaangen ass, e puer Rapporte gläichzäiteg mat Budgetsriede fäerdeg ze kréien.

An da last but not least e grouse Merci un lech alleguerten, Dir 59 aner Deputéiert, fir déi ganz, ganz gutt Zesummenaarbecht iwwert déi lescht Joren, zesummen och mat der Regierung, a virun allem awer och dem Chamberspersonal e ganz, ganz grouse Merci fir déi gutt Zesummenaarbecht, de géigesäitege Respekt an de fairen Ëmgang hei am Haus, dee mer ëmmer immens wichteg war. Voilà !

Merci.

► **Plusieurs voix.**- Très bien !

**(Applaudissements)**

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci villmools, Madamm Elvinger. An da géif ech d'Wuert weiderginn un den Här Laurent Mosar.

**Discussion générale**

► **M. Laurent Mosar (CSV).**- Neen, den Här Roth.

► **M. Fernand Etgen, Président.**- A, den Här Roth, jo.

► **M. Laurent Mosar (CSV).**- Et wier e bësse vill.

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Virduwar et ëmgedréit.

► **M. Laurent Mosar (CSV).**- Voilà!

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Et ass näischt méi wéi et ëmmer war bei der CSV-Fraktioun.

**(Exclamations)**

► **M. Laurent Mosar (CSV).**- Voilà! D'Welt dréit, Här President.

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Jo. Här Roth, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Gilles Roth (CSV).**- Jo, d'CSV gëtt selbstverständlech d'Zoustëmmung zu deem Gesetzesprojet. An et ass mer d'Éier, fir der Rapportrice villmools Merci ze soe fir hir vill Rapporten, déi se gemaach huet an der Chamber, net nëmme des Sessioun, mee och déi virduwar. A mir wënschen dem Joëlle Elvinger alles Guddes a senger zukünftger Karriär.

► **Plusieurs voix.**- Très bien !

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci villmools, Här Roth. An da geet d'Wuert un den honorabelen Här Yves Cruchten.

► **M. Yves Cruchten (LSAP).**- Majo, Merci, Här President. Gradesou wéi mäi Virriedner wäert ech der Madamm Elvinger Merci soe fir hire gudden Rapport, zu deem absolutt näischt bäizefleckchen ass. Selbstverständlech kritt dee Projet de loi d'Ënnerstëtzung vun der LSAP-Fraktioun. An ech hänke mech dann un all déi gutt a léif Gléckwënschen, déi Der gemaach kritt fir Är zukünftge Herausforderungen, gären drun. An ech wäert lech soen, dass mer lech bestëmmt hei wäerten am Haus vermessen.

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci villmools, Här Cruchten. An da wier et un der honorabelen Madamm Josée Lorsché.

► **Mme Josée Lorsché (déi gréng).**- Merci, Här President. Och déi gréng Fraktioun ass natierlech der Meenung, dass d'Duebelbesteuerungsofkommes net därerf zu der duebeler Netbesteuerung féieren. An deem Sënn ënnerstëtze mer dese Projet de loi, mee virun allem ënnerstëtze mer d'Madamm Elvinger op hirem neie Wee an eng nei Missioun a wënschen hir do vill Succès a vill Courage bei der neier Tâche.

Dat gesot, Merci fir déi gutt Zesummenaarbecht an op déi nächst Zukunft fir dech!

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci, Madamm Lorsché. An ech ginn d'Wuert weider un den honorabelen Här Roy Reding.

► **M. Roy Reding (ADR).**- Merci, Här President. Eis Mercien un d'Joëlle Elvinger si mer scho lassgi bei deem leschte Projet.

Zu deem Projet ass just ze soen, dass mer als ADR géint all exzessiv Besteuerung sinn, also garantiéiert géint all Duebelbesteuerung an duerfir esou ee Projet wéi deen heiten nëmme kënnen begrëssen. Merci.

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci villmools Här Reding. An da wier et um honorabelen Här David Wagner.

► **M. David Wagner (déi Lénk).**- Merci, Här President. Ech géif domadder ufänken, awer nach e puer Wieder iwwert de Projet de loi ze verléieren.

Ech mengen, dat ass och nach eng Aart Éier fir d'Madamm Elvinger, ...

**(Interruptions)**

... dass ech nach kuerz dozou eppes soen, ier ech zu deene seriöse Saachen eriwwerkommen.

Mir wollt just matdeelen, dass natierlech de Bericht vun der Madamm Elvinger exzellent war. Et muss een awer bedenken, dass mer Schwierigkeiten hu mat deser Konventioun. Am Prinzip ënnerstëtze mer se net. An deem Fall wäerte mer se net ënnerstëtzen. Déi Konventioun ass en marge vun enger Sëtzung vum FMI zu Washington uegeholl ginn am Abrëll ënnert der Nach-ëmmer-Regierung vun Här Mauricio Macri an Argentinien, deen elo awer nach e puer Deeg, mengen ech, President ass. Den Här Macri huet sech doduerjer ausgezeechent, fir säi Land erëm eng Kéier ënnert d'Fuchtel vum FMI ze kréien, wat zwar esou eng Traditioun ass bei liberale Presidenten an Argentinien. An duerno mussen erëm lénks Peronisten d'Kar aus dem Dréck zéien, esou wéi dat erëm eng Kéier de Fall ass.

Souwäit ech weess, mengen ech, huet souguer d'Parlament vun der argentinischer Natioun déi Konventioun nach net ratifizéiert. Ech ka mech zwar ieren. D'Fro stellt sech iwwerhaupt, ob déi nei Majoritéit dat wäert maachen. Mee bon, dat geet eis elo u sech net direkt eppes un.

Mee mir hunn awer e kleng Problem domadder, well wann een elo esou kuckt, wéi et zurzäit ass: Wann e Land keng Konventioun huet mat Lëtzebuerg, wéi dat elo nach de Fall ass mat Argentinien, ass et jo esou, dass eng Quellesteier opgehuewe gëtt an datt 15 % op de Montant brut bezuelt gëtt.

Elo, mat deser Konventioun - dat hänkt jo all Kéier vun der Konventioun of - wäerte wederhi 15 % op de Montant brut bezuelt ginn, awer nëmme, wann déi Persoun, déi argentinisch Persoun, manner wéi 25 % vum Kapital huet. Wa se awer méi wéi 25 % vum Kapital huet, da wäerten nëmme 10 % Quellesteier opgehuewe ginn. Dat heescht, u sech verléiere mer, et gi manner Steiere bezuelt. An dat ass jo awer prinzipiell de Problem ganz oft bei esou Konventiounen.

Dofir deet et mer awer e bësse leed, dass mer beim leschte Bericht vun der Madamm Elvinger dee Projet de loi net kënnen mat ënnerstëtzen.

**(Interruptions)**

Dat huet awer näischt mat der Qualitéit vun der Bericht ze dinn. Et ass eng politesch Aschätzung. An ech wënschen awer och der Madamm Elvinger, well nodeems mer awer e puer Joer hei d'Bänk gedréckt hunn an der Chamber, mir hunn och eng Zäit, mengen ech, op Cinquième d'Klassebänk zesumme gedréckt am Stater Jonglycée ...

**(Exclamations)**

Et ass e bësse méi laang hier.

**(Interruptions)**

Voilà, voilà! Neen, duerno net méi. An ech mengen, elo bei der Cour des comptes européenne wäerte mer des Kéier leider net d'Bänk zesummen drécken.

**(Exclamations)**

Ech hunn esou eng kleng Intuition, déi mer dat seet. Mee ech wënschen awer der Madamm Elvinger vill Gléck a vill Courage och an hirer neier Funktioun.

Ech soen lech Merci.

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci villmools, Här Wagner, besonnesch fir déi wichteg Präzisierungen.

**(Hilarité)**

An da géif ech d'Wuert weiderginn un den honorabelen Här Goergen.

► **M. Marc Goergen (Piraten).**- Merci, Här President. Merci der Madamm Elvinger fir hire gudden Rapport. A mir Piraten wäerten och d'Zoustëmmung zu deem Projet ginn. Merci.

► **M. Fernand Etgen, Président.**- D'Regierung huet d'Wuert, den Här Finanzminister Pierre Gramegna.

**Prise de position du Gouvernement**

► **M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances.**- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, ech wäert mech kuerzfaassen. Ech freeë mech, dass hei e grouse Soutien fir dese Projet ze gesinn ass. Dat heite gëtt dann, wann déi Zoustëmmung elo hei kënnert a wann d'argentinisch Parlament och zoustëmmt, déi 84. Konventioun, déi Lëtzebuerg huet. Dat ass fir eist Land ganz wichteg, dass mer esou Konventiounen hunn, well mer en internationaalt, oppent Land sinn a ganz vill Transaktiounen iwwer eist Land fueren, well mer och eng Retsch Firmaen hunn, déi international ënnerwee sinn. An déi wäerten dat alles begrëssen.

Eng ganz gutt Noriicht ass an deser Konventioun, dass och d'Fonds-d'investissement couvréiert sinn, wat net an alle Konventiounen de Fall ass. Bref, ech mengen, dat hei ass gutt fir onst Land an et ass och BEPS-konform, dat heescht, et ass alles mat den internationale Konventiounen kompatibel. An ech kéint och soen, dass, wa mer net BEPS-konform wäeren a wa mer net, wéi grad bei deem Projet virduwar, dee mer elo just haut haten, bei deene Länner sinn, déi dat seriö huelen, fir déi international Steierlandschaft ze changéieren, mer keng esou nei international Konventiounen méi kéinten ofschléissen.

Dat gesot, géif ech gären och ënnerstëtzen - ënnerstëtzen ..., begrëssen -, dass mer dat och esou séier konnte maachen. Ech kann lech soen, mir ware mat Argentinien ganz laang ënnerwee. An deen Duerchbroch, dee mer elo relativ séier an de leschte Méint konnte kréien, ass schon eng ganz wichteg Saach.

Zum Ofschloss géif ech gären der honorabelen Deputéiert Joëlle Elvinger Merci soe fir dese Rapport a fir alleguerten déi viereg Rapporten. An en fait, ech fannen, dass seng Merci-Wiedererhaaft waren, well dat, wat d'Joëlle Elvinger gemaach huet mat senger kuerzer Ried, war lech alleguerten an eis alleguerten als Land Merci ze soen, all de Kollaborateure vun der Chamber, vun de Fraktiounen, all deene Leit, mat deene si geschaff huet. Dat ass d'Stäerkt vu Lëtzebuerg! Mir schaffen all zesummen. A soulaang mir dat als Ekippen fäerdegbréngen, sinn ech ganz optimistesich fir eist Land. Dofir sinn ech ganz optimistesich fir deng Zukunft, Joëlle. Ech wënschen dir op der Europäischer Cour des comptes alles Guts an ech hoffen, dass mer eis all op Cocktailer erëmgesinn, inklusiv ...

► **Plusieurs voix.**- A!

► **M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances.**- ... inklusiv den Här Wagner! Merci.

► **Plusieurs voix.**- Très bien !

**(Hilarité et brouhaha général)**

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci villmools dem Här Finanzminister.

D'Diskussioun ass elo ofgeschloss. Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7492. Den Text steet am Document parlementaire 7492<sup>2</sup>.

**Vote sur l'ensemble du projet de loi 7492 et dispense du second vote constitutionnel**

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'éischt déi perséinlech Stëmmen. Duerno de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

De Projet de loi 7492 ass mat 57 Jo-Stëmme bei 2 ... - mäi Schierm ass fort -, bei 2 Abstentionen, mengen ech, jo, ...

► **Une voix.**- Neen: 2 Neen.

► **M. Fernand Etgen, Président.**- 2 Nee-Stëmmen.

**Résultat définitif après redressement : le projet de loi 7492 est adopté par 58 voix pour et 2 voix contre.**

**Ont voté oui :** Mmes Diane Aehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par M. Laurent Mosar), MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles (par Mme Viviane Reding), Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Marco

Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler (par Mme Martine Hansen) et Michel Wolter (par M. Jean-Marie Halsdorf) ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Eugène Berger, Frank Colabianchi, Mme Joëlle Elvinger, MM. Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mmes Carole Hartmann et Lydie Polfer (par M. Gusty Graas) ;

MM. Dan Biancalana, Alex Bodry, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haaggen et Mme Lydia Mütsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy (par Mme Josée Lorsché), Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary (par Mme Stéphanie Empain), M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Jeff Engelen, Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding ;

MM. Sven Clement (par M. Marc Goergen) et Marc Goergen.

**Ont voté non :** MM. Marc Baum et David Wagner.

Den Här Gilles Roth fret d'Wuert. Waart, fir d'éischt nach: Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel? Well soss vergiesse mer dat. Entschëllegt, Här Roth, wann ech lech ënnerbrach hunn.

**(Assentiment)**

Et ass also esou decidéiert. An elo ginn ech dem Här Gilles Roth d'Wuert.

### 13. Ordre du jour

► **M. Gilles Roth (CSV).**- Merci, Här President. Ech froen d'Wuert zum Ordre du jour op Basis vun dem Artikel 31 (13) vun eise Chamberreglement. A meng Intervioun ass appuyéiert vu mindestens fënnf Membere vun deem Gremium.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'CSV ass der Meenung, dass d'Land an d'Leit e Recht drop hunn, gewuer ze ginn, ëm wivill d'Accisen um Sprit vun dem 1. Januar un oder d'nächst Joer an d'Luucht ginn. Mir hunn och duerfir geschercht eng Motioun deposéiert an déi Motioun gesäit vir an hirem éischte Considerant zum Schluss, dass d'Chamber dorüwer sollt rensignéiert ginn, ier et zum Vott iwwert de Rapport vun dem Budgetsprojert vun 2020 kënnert. Dese Vott, deen ass virgesinn de Freiden an der Finanzkommissioun.

Firwat des Motioun? Mee ganz einfach, an dem Artikel 6 vun dem Projet de loi budgétaire ass virgesinn, dass d'Maximae vun den Accisen an d'Luucht solle goen, souwuel den Droit d'accise autonome vun 100 op 130 Euro op 1.000 Liter wéi och d'Kontributioun zu dem Beschäftigungsfong a wéi och d'Kontributioun zu dem Klimafong.

De Staatsminister Bettel huet beim Untrëtt vun der Regierung Bettel 1 gesot am Dezember 2013: „Mir soen de Leit, wat mir wëlle maachen, wat op si duerkënnert, wou mir zesummen hiwëllen.“ Abee, mir huelen de Staatsminister, de Finanzminister an och den Infrastrukturminister a Vizepremier beim Wuert a mir hätte gären, dass iwwert déi Fro, déi an deser Motioun drasteet, mir an d'Chamber domadder an d'Land virun allem an d'Bierger Opschluss kréien.

Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix.**- Très bien !

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci villmools, Här Roth. Den Här Roth huet den Artikel 31 zitéiert, dee beseet, dass den Ordre des travaux ka modifiéiert ginn duerch ee Vott. Duerfir wéilt ech elo d'Chamber froen, ob se prett ass, fir haut iwwert déi Motioun ze befannen, besonnesch wann ee consideréiert, dass hei eng Abberzuel vun Informatiounen an där Motioun gefrot sinn.

Wie wëllt dozou Stellung huelen? Den Här Berger!

► **M. Eugène Berger (DP).**- Jo, Merci, Här President. Ech mengen, wéi Der gesot hutt, sinn hei eng Rei Saache gefrot ginn. Mir hunn d'nächst Woch d'Budgetdiskussioun, déi grouss Debatten. An ech sinn iwwerzeegt, dass do zu deem Moment dann och de Finanzminister zu deene Froen, déi hei opgeworf gi sinn, wäert kënnen Stellung huelen.

Duerfir géif ech proposéieren, dass hei, ech soen elo net, dass et superfetatoire ass, mee dass mer zu deem Zäitpunkt déi Motioun hei net sollen unhuelen, respektiv ass jo eigentlech éischer gefrot, fir den Ordre du jour ze änne-

ren, fir dann doriwwer ze diskutéieren. Mee dat heescht, datt mer eigentlech elo déi heite Motioun net haut sollen debattéieren, mee datt se am Kader vun de Budgetsdebatten d'nächst Woch, datt se do da soll thematiséiert ginn.

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci, Här Berger. Ass nach eng Wuertmeldung do? Den Här Gibéryen.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Merci, Här President. Ech mengen, de Kolleg Berger huet eppes hei net kloer gemierkt, wat am Fong an der Motioun vun der CSV steet, an zwar, datt mer sollten déi Informatioun kréien, ier d'Finanzkommissioun de Rapport ofstëmmt. An de Rapport, ech mengen, et ass awer wichtig, wann eng Finanzkommissioun e Rapport ofstëmmt, wou am Fong just de Prinzip festgehale gëtt an engem Artikel vum Budgetgesetz, datt d'Regierung kann déi Modifikatiounen duerchhuelen, da schéngt et mer awer nëmmen dat Normalste ze si vun der Welt, datt, wann een do soll driwwer ofstëmmen, datt een dann awer och weess, wat hannendru gemengt ass. An doréms geet et am Fong hei.

A wann elo hei gesot gëtt, den Här Finanzminister géif d'nächst Woch soen, wat domadder gemengt ass, da froen ech mech: Huet d'Regierung nach net doriwwer diskutéiert? Ass se sech nach net eens ginn? Firwat muss mer elo nach eng Woch waarden, fir am Kader vum Budget gewuer ze ginn, wat da gemengt ass vun der Regierung, wat se wëllt änneren d'nächst Joer?

An duerfir schéngt et mer awer nëmmen eng normal Saach ze sinn, datt een haut vun der Regierung géif gewuer ginn, wat se wëlls hunn, wéi héich a wat fir eng Modalitéiten alles domadder kommen. Dat schéngt awer näischt Extraordinäres ze sinn, fir datt een haut als Parlament, oder och d'Allgemengheet, gewuer gëtt, wat d'Regierung wëllt änneren, a firwat datt se gären hätt, datt een iwwer d'Budgetgesetz - wat net anormal ass, wat legal ass - déi Méiglechkeet kritt, fir dat ze kréien.

Mee et ass awer kloer, datt, wann eng Chamber soll iwwer e Budget ofstëmmen, se gären am Virfeld wéiss, wat gemengt ass, an datt eng Chamber dat och wëllt wëssen, ier se de Rapport zum Budget ofstëmmt, schéngt mer och nëmmen eng Normalitéit ze sinn. An duerfir ennerstëtze mir, datt déi Motioun elo hei zum Vott kënn.

► **Une voix.** - Très bien !

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci, Här Gibéryen. Den Här Bodry huet d'Wuert gefrot an dann d'Madamm Lorsché.

► **M. Alex Bodry (LSAP).** - Här President, ech mengen, mir sinn enger Budgetsprozedur. Déi Budgetsprozedur ass kloer definéiert. An der zoustänneger Kommissioun si mer sengerzäit am Detail duerch d'Budgetgesetz gaangen. Sengerzäit huet och kee Vertrieder vun der Opposition an der Presenz vum Finanzminister Froen dozou gestallt. Dat do ass souwisou eng Dispositioun, déi mer och schonn an anere Budgetgesetze dran haten. Et ass net anormal, dass d'Chamber eng Dispositioun stëmmt, déi der Regierung d'Méiglechkeet gëtt, fir eng Rei vun Erhéijungen am Beräich vun den Accisen ze maachen. Et ass also guer näischt Aussergewöhnlech, wat hei passéiert.

An ech mengen, wat zielt, dat ass de Vott vum Budget. Mir hunn d'Budgetdiskussioun déi nächst Woch. An ech gesinn net an, firwat mer sollen zwou Budgetdiskussionen hei féieren. Duerfir proposéieren ech, dass mer dat dote géifen ofleenen.

► **Une voix.** - Très bien !

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci, Här Bodry. Dann d'Madamm Lorsché, wannechge-lift.

► **Mme Josée Lorsché (déi gréng).** - Jo, Här President, also mir hunn esou vill Vertrauen an eis Regierung, dass mer sécher sinn, ...

(Brouhaha)

... dass mer sécher sinn, dass all Minister, dee vun deem Volet betraff ass, souwuel de Finanzminister Pierre Gramegna wéi och déi aner Ministeren an hire Ressorten, wäerte Stellung bezéien, dass se à même sinn ze rechnen, an dass mer elo net scho sollen ee Volet virzéien an eng Approche hei unhuelen, déi ni geholl ginn ass. Mer sollten alles zesummen diskutéieren d'nächst Woch, esou wéi datt an der Vergaangenheet de Fall war. An an deem Sënn si mir defir, dass mer dës Motioun ofleenen.

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Den Här Gibéryen nach eng Kéier.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Här President, et huet keen hei constestéiert, datt dat net normal wier oder net d'Reegel wier. Ech mengen, et kann een iwwer d'Budgetgesetz enger Regierung déi Méiglechkeete ginn.

Den Här Bodry huet hei gesot, datt am Kader vun den Debatten an der Kommissioun keen dat gefrot huet. Dat stëmmt, zumindest, wat mech ubelaangt. Ech weess net, ob een aneren et gefrot huet, mee ech hunn et net gefrot.

Mee de Fall gesat, Här Bodry, et hätt dann een et an der Kommissioun gefrot, wat hätt Der dann do gesot? Hätt Der dann och gesot: „Mir äntweren elo net?“ Ech mengen, et ass also net d'Fro vum Äntweren. Wéini datt d'Fro gestallt gëtt, schéngt mer net wichtig ze sinn. Hei schéngt et wichtig ze sinn, wat d'Regierung 2020 wëlls huet ze maachen.

An dem Text iwwer de Klimaaccord, do steet zwar schonn dran, fir 2022 an 2023 steet et do dran, a fir 2021 steet dran, wivill datt do sollen d'Accise gehéicht ginn. An hei stellt just d'Fro sech, wat ass ... Dat steet hei: „20 Euro pro Tonne (veuillez lire: pro Tonne CO<sub>2</sub>). Dies macht zum Beispiel für Diesel-Treibstoff pro Liter in etwa 5 Cent aus. Für die Jahre 2022 und 2023 ist jeweils eine Erhöhung von 5 Euro pro Tonne geplant. Dies entspricht ungefähr 1,5 Cent pro Liter Diesel-Treibstoff.“ Dat heescht, dat steet am Text mat dran. Hei stellt d'Fro sech: Wat ass 2020 virgesinn?

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci, Här Gibéryen. Elo huet den Här Baum d'Wuert gefrot, duerno den Här Bausch an duerno den Här Roth.

► **M. Marc Baum (déi Lénk).** - Merci, Här President. Den Här Bodry huet ganz Recht, wann e seet, datt mer eng Budgetsprozedur hunn. Mee déi ass mat där Motioun hei och net a Fro gestallt. Hei ass d'Demande, fir eng bestëmmt Informatioun ze kréie virun der Adoptioun vum Rapport, dat heescht emol net onbedéngt haut ze kréien, mee eeben ier de Budgetsrapport soll ugehall ginn. Ech mengen, dat ass awer eng ganz vernünfteg Demande, déi hei gestallt gëtt a wou ech mengen, datt ee sech där awer uschléisse kann.

Den Här Gramegna muss emol net haut do-robber äntweren, mee et muss eebe kloer sinn, datt, ier de Rapport ugehall gëtt, déi Informatiounen do sinn.

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci, Här Baum, fir déi Präzisioun. Ech wëll och ennersträichen, datt den Antrag vum Här Roth ass, fir den Ordre du jour vun haut ze änneren, an net, fir déi Motioun unzehuelen oder net. Dat ass dat Éischt, wou mer müssen driwwer be-fannen. Da kritt den Här Bausch d'Wuert.

► **M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics.** - Ech wollt just dem Här Gibéryen soen, datt bei deem, wat en do zitéiert, en do e puer Saachen duerjenerge-heit. Hei geet et precisement ëm d'Accisen, d'Erhéijung vun den Accisen. Par contre, wat am Klimarapport oder am Klimapläng steet, do geet et net ëm d'Accisen, do geet et ëm d'Aféierung vun enger neier Steier, nämlech enger CO<sub>2</sub>-Steier. An déi betrëfft den Diesel, déi betrëfft de Bensinn, déi betrëfft de Gas an de Masutt. Do gëtt et keen direkten Zesammenhang mat deem, wat elo hei verlaangt gëtt. Dat Eenzegt, wat Der gesitt an deem Pläng, do ass eng Berechnung gemaach ginn, fir datt d'Leit eng Virstellung kréien, well d'Regierung wollt transparent sinn, wat et fir deen Eenzelne ka bedeiten. Mee et huet awer näischt mat den Accisen ze dinn.

Doniewent gëtt et d'Fro vun den Accisen, wou mer e spezifesche Problem hunn zu Lëtzebuerg, dee jo awer, mengen ech, entre-temps largement bekannt genuch ass a wou vu Vertrieder vun alle Parteien, nee pardon, vum ADR net - entschëllegt, elo hat ech lech bal Onrecht gedoen -, mee mindestens vun där gréisster Oppositionspartei an alle Regierungsparteie reegelméisseg an der leschter Zäit grouss Tribünen an den Zeitungstougen, datt mer e Problem vum Tanktourismus hätten an datt een dee misst ugoen.

Dat ass e ganz anere Sujet an dat ass e spezifesche Sujet, deen och mat der Belsch ze dinn huet, mat de Camionneuren ze dinn huet. Duerfir géif ech dat scho wëlle propper trennen. An ech ginn dervun aus, datt de Finanzminister d'nächst Woch fir Transparenz wäert suergen.

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Den Här Roth huet nach emol d'Wuert gefrot.

► **M. Gilles Roth (CSV).** - Jo. Uschléissend un dat, wat den Här Bausch gesot huet. Also, wann ee vun Transparenz schwätzt, wann een Transparenz priedegt, Här Bausch a léif Leit, da muss een och fir Transparenz suergen!

An déi Fro, déi mer gestallt hunn, mir wëllen, dass déi zur Ofstëmmung kënn, déi Motioun, well et ass net esou, dass mer se elo eréischt

virgestallt hunn. Mir hu se gëschtter beim Ufank vum Ordre du jour schonns virgeluecht, an all d'Fraktionspresidenten hunn déi zanter gëschtter hallwer dräi zu hirer Dispositioun.

Et geet hei ëm méi. Et geet en plus, en plus zu der CO<sub>2</sub>-Steier, well dat soll een emol soen, wat jo dann eng Erhéijung, wéi den Här Bausch dat prezisiéiert huet, vu 5 Cents, ...

► **Plusieurs voix.** - Jo, voilà!

► **M. Gilles Roth (CSV).** - ... dat kënn nach fir d'Leit derbäi, zousätzlech Accisen. Jo.

► **Une voix.** - Voilà!

► **M. Gilles Roth (CSV).** - A wa mer den Här Turmes e Sonndeg oder e Samschdeg an dem „Background“ gelauschert hunn, dann huet hee kloer gesot, Dir géift am Januar decidéieren, fir d'Accisen an d'Luucht ze setzen. A wann een den Här Turmes nach weider gelauschert huet, do huet hee gesot, et misste 400 Milliounen man Spritt verfuere ginn. A wann een dat kuckt, wat an de Finanzkommissioun gesot ginn ass, dass 100 Milliounen man Spritt, dat heescht Diesel professionnel, eng Perte si vu 35 Milliounen Euro. Wann ech also dann ...

(Interruption)

Jo, jo. Wann ech dann also déi 400 Milliounen huelen, dann ass dat eng Perte, eng Perte fir de Staatsbudget vun 140 Milliounen Euro. A wa mer Äre Staatsbudget huelen, da gesitt Dir op den Accisen e Plus vu 44 Milliounen Euro vir. Also, wéi Der dat wëllt hikiréien, do mengen ech, dass d'Land an d'Leit a virun allem d'Leit, déi iwwer de Budget sollen d'nächst Woch ofstëmmen, dass déi d'Recht hunn, fir dat gewuer ze ginn, a virun dem Rapport, deen e Freideg an der Finanzkommissioun zur Ofstëmmung steet.

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Här Roth, ech wëll lech nach eng Kéier drun erënneren, dass mer fir d'éischt emol driwwer müssen diskutéieren, ob mer de Punkt op dem Ordre du jour halen. Dir sidd elo scho matzen an der Diskussioun dran.

Ech géif nach eng Kéier dem Här Bausch d'Wuert ginn an da géife mer ee Vott huelen, ob mer de Punkt fir d'éischt emol op den Ordre du jour huelen, esou wéi Dir et am Fong geholl hei och presentéiert hutt.

► **M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics.** - Här President, ech mengen net, datt d'Regierung sech där Diskussioun wëllt verweigere. Dat wäert Der erlieden, éischstens.

Zweetens: Ech mengen awer, ech war laang genuch Deputéierten, datt ech d'Reglement eeben esou wäit kennen, datt dat drasteet. An dat ass och logesch. Ech wëll just drop weisen, datt an där Motioun och an anere Minister zitéiert gëtt, deen haut iwwerhaupt net hei ass, dee jo elo näischt dervu weess, datt Der hei den Ordre du jour ännere gitt. Ech mengen, fairnesshalber misst et awer méiglech sinn, datt och d'Regierungsmemberen dat da virdru matgedeele kréien.

D'Regierung kënn zu all Moment heihinner, fir iwwer dee Sujet ze schwätzen a wäert sech och net scheien, doriwwer ze schwätzen, dat ass net de Problem. Mee wann d'Chamber den Ordre du jour elo de Mëtteg wëllt änneren, da versti mir natierlech dem Här Roth seng Intention, mee ech géif awer duerfir proposéieren, kommt, mir maachen dat korrekt, wéi dat sech gehéiert! D'nächst Woch am Kader vun de Budgetsdebatten soll d'Chamber dat maachen. Da sinn d'Ministère souwisou alleguerten hei, déi hei betraff sinn.

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools, den Här Roth eng leschte Kéier.

► **M. Gilles Roth (CSV).** - Also mir huelen dat zur Kenntnis. De Freideg ass jo Finanzkommissioun. A mir invitéieren dann de Finanzminister an den Här Turmes an all déi Ministeren, déi wëlle matkommen, dass se an d'Finanzkommissioun kommen, dass se dem Land an de Leit erklären, ëm wivill dass d'Accisen an d'Luucht gesat ginn.

► **Plusieurs voix.** - Très bien !

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Ass domadder Ären Antrag hifälleg?

► **Une voix.** - Neen.

► **M. Gilles Roth (CSV).** - Wann d'Regierung dat unhëlt, zéie mir eis Motioun zréck.

► **Une voix.** - D'Regierung hëlt dat net un.

► **M. Fernand Etgen, Président.** - D'Regierung hëlt dat net un. Da stëmme mer driwwer of, ob dat heiten op den Ordre du jour kënn oder net.

**Vote sur la proposition de modification de l'ordre du jour**

De Vott fänkt un.

(Brouhaha)

► **Une voix.** - Wat stëmme mer of?

(Brouhaha)

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Eng Modifikatioun vum Ordre du jour. Wie fir eng Modifikatioun vum Ordre du jour ass, stëmmt mat oui, wie géint eng Modifikatioun vum Ordre du jour ass, stëmmt mat non. Dann de Vote par procuration.

D'Demande vun der CSV-Fraktioun, fir den Ordre du jour ze änneren, ass mat 28 Jo-Stëmme géint 31 Nee-Stëmmen ofgeleent ginn.

► **Une voix.** - Et si warscheinlech 29 Jo-Stëmmen, well een Apparat ass net gaangen.

► **M. Fernand Etgen, Président.** - An een Apparat ass net gaangen. Dat heescht, jo ...Okay!

*Résultat définitif après redressement : la proposition de modification de l'ordre du jour est rejetée par 29 voix pour et 31 voix contre.*

*Ont voté oui : Mmes Diane Aehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par M. Laurent Mosar), MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles (par M. Jean-Marie Halsdorf), Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter (par Mme Octavie Modert) ;*

*MM. Jeff Engelen, Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding ;*

*MM. Sven Clement (par M. Marc Goergen) et Marc Goergen ;*

*MM. Marc Baum et David Wagner.*

*Ont voté non : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Eugène Berger, Frank Colabianchi, Mme Joëlle Elvinger, MM. Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mmes Carole Hartmann et Lydie Polfer (par M. Gusty Graas) ;*

*MM. Dan Biancalana, Alex Bodry, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Lydia Mutsch ;*

*Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy (par Mme Josée Lorsché), Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, MM. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue.*

## 14. Dépôt de deux documentations par M. Marc Goergen

Da géif ech dem Här Goergen d'Wuert ginn, dee wëllt den Depot vun enger Pièce maachen.

► **M. Marc Goergen (Piraten).** - Merci, Här President. Am Kader vun den Diskussionen tëscht der Arméi an hirer Gewerkschaft géif ech gären den Depot vun enger Pièce maachen, wou ech mer seriö Froe gestallt hunn, well wann een dat esou liest, dee Communiqué vun der SPFP, dann ass et esou, wéi wann d'Chamber ugelu gi wär. An et ass net, fir sech an d'Gewerkschaftsverhandlungen anzemätschen, mee et wär awer scho ganz dramatesch, wann e Minister, an dat wär de Minister Kox gewiescht, d'Chamber hei ugellunn hätt. Deementsprechend wëll ech déi Pièce deposéieren.

(M. Marc Goergen dépose un document.)

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools, Här Goergen. Ech ginn lech Akt vum Depot vun dëser Pièce.

► **M. Marc Goergen (Piraten).** - An zousätzlech deposéieren ech lech nach e Bréif, fir de Minister an déi nächst Kommissioun vun der Defense ze rufen an deementsprechend dofir d'Explikatiounen ze ginn.

(M. Marc Goergen dépose un deuxième document.)

(Interruption)

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Dat geet och op méi engem einfache Wee, Här Goergen, wëll ech lech just drun erënneren.

► **Une voix.** - Eng Enveloppe!

► **M. François Bausch, Ministre de la Défense.** - Kann den Här Goergen eis da just nach soen, wat déi Pièce ass? Dat géif mech nämlech interesséieren.

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Déi Pièce wäerte mer dann elo verdeelen.

► **M. François Bausch, Ministre de la Défense.** - Jo, okay. Well et ass och vläicht interessant, ob den Dateschutz respektéiert gëtt, deemno wat dran ass.

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Neen, mir kënnen elo keng Diskussioun doriwwer ufänken. Déi Pièce huet den Här Goergen hei depo-

siert, an déi gëtt dann domadder duerno verdeelt. Merci villmools.

► **M. Marc Goergen (Piraten).** - Här President, ech ka just d'Préziosion ginn. Et ass e Pressecommuniqué vun der Gewerkschaft, also ...

► **M. François Bausch, Ministre de la Défense.** - ... op RTL, déi braucht Der net hei ze deposéieren.

► **M. Marc Goergen (Piraten).** - Mee Dir hutt e Brëif deposéiert. Dat do ass eng Pièce, déi widderleet, wat d'Regierung deposéiert huet. Et ass e Pressecommuniqué, also keng Suerg weinst dem Dateschutz.

► **M. François Bausch, Ministre de la Défense.** - Ech géif lech uroden, liest emol den Interview am „Luxemburger Wort“.

## 15. 7371 - Projet de loi modifiant :

**1<sup>o</sup> la loi du 28 avril 2015 relative au réseau cyclable national et aux raccordements de ce réseau vers les réseaux cyclables communaux ;**

**2<sup>o</sup> la loi du 21 décembre 2009 relative au régime des permissions de voirie**

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Ech mengen, mir kënnen elo zum nächste Punkt komme vum Ordre du jour. Dat ass de Projet de loi 7371 iwwert d'Vëlosweeër. D'Riedezäit ass nom Modell 1 festgeluecht. Et hu sech schonn ageschriwwen: den Här Serge Wilmes, den Här Max Hahn, den Här Yves Cruchten, d'Madamm Chantal Gary, den Här Jeff Engelen, den Här David Wagner an den Här Marc Goergen. D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Här Carlo Back. Här Back, Dir hutt d'Wuert.

**Rapport de la Commission de la Mobilité et des Travaux publics**

► **M. Carlo Back (déi gréng), rapporteur.** - Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ...

(Brouhaha)

► **M. Fernand Etgen, Président.** - De Rapport huet d'Wuert, wannechgelif.

► **M. Carlo Back (déi gréng), rapporteur.** - ... Här Minister, mir änneren de Mëtteg d'Gesetz of vum 28. Abrëll 2015 « relative au réseau cyclable national et aux raccordements de ce réseau vers les réseaux cyclables communaux » an och d'Gesetz vum 21. Dezember 2009 « relative au régime des permissions de voirie ».

Erlaabt mir, haut bei der Ofännerung vum Vëlospistegesetz mat engem klengen historesche Réckbléck respektiv enger Anekdot mäi mëndleche Rapport unzufänken!

Viru genee honnert Joer am Fréijoer 1919, emol kee Joer nom Schluss vum Eischte Weltkrich, gouf direkt nees eng grouss Etappëvëloscourse organiséiert, an zwar de Circuit des champs de bataille. Wéi den Numm et scho seet, huet dës Course laanscht zerbommte Krichfelder a Schützegegrief gefouert. Si goung iwwer 14 Deeg a bal 2.000 Kilometer vu Stroossbuerg erop an d'Belsch an nees iwwer Amiens op Paräis zréck an dann op Stroossbuerg. An déi éischt Etapp huet deemools hei op Lëtzebuerg gefouert, mat Arrivée net wäit ewech vun dëser Plaz hei. Dës Vëloscourse soll natierlech stattfannen als Gedenken un de Krich, mee och als Zeeche vum Neufank, als Signal un déi Jonk, de Kapp net hänken ze loossen, sech, wéi ee sou schéi seet ënner Cyclisten, um Guidon ze rappen an d'Liewen nees an zwou Hänn ze huelen.

Dës Course ass deemools iwwer futtis Stroossen a Weeër ouni vill Stroosseschëlde bei kalem an naassem Wieder a mat weesentlech méi schwéiere Vëloes gefuer gi wéi haut, an u speziell wand- a waasserdicht Kleeder oder en Handy mat GPS, nee, do war net drun ze denken.

Ënnerwee si se dacks vum Vëlo gefall, vun Hënn ëmgehait ginn an esou weider. An trotzdem hate sech mat vill Courage bal 140 Cyclisten, vill vun hinnen Ex-Zaldoten, an dorëner och dräi Lëtzebuurger, fir dës Course ugemellt. Ukomm sinn der, wéi Der lech kënn denken, allerdéngs vill manner. Aus all dës Grënn huet dës Course och nach haut de Ruff, eng vun deene schwéiere Course vun allen Zäite gewiescht ze sinn.

Mee op wat wëll ech hei eraus? Wou ass den Zesammenhang mat dësem Projet de loi? Abee, ech wëll drop opmierksam maachen, datt de Vëlo zu där Zäit eng immens grouss Plaz an eiser Gesellschaft hat. Et war e gängegt Transportmiddel, genee wéi och en attraktiivt Fräizäit- a Sportmittel. A genee dat ass de Vëlo jo och haut erëm am Joer 2019, respektiv, an do si mir da beim Gesetzesprojet vun haut, ass de Vëlo nees um gudden Wee, dat alles ze ginn.

Fir datt et klappt, ass et allerdéngs un der Politik, fir de Biergerinnen an de Bierger an och de Kanner an de Jugendlechen, méiglechst gutt a sécher Fueerkonditiounen ze bidden. A genee dorunner schaffe mir mat dësem Gesetzesprojet.

Mir hunn haut en Text virleien, mat deem mir dat neit Vëlosgesetz vun 2015 an e puer Punkte verbesseren. Mam Gesetz vun 2015 koom et zu enger fundamentaler Neiausrüstung vun der Vëlosstrategie a vum Lëtzebuurger Vëlosreseau. Nodeems de Fokus vum 1999er-Gesetz - dat éischt - nach um Fräizäitvëlo louch, gouf ab 2015 de Fokus op de Vëlo als vollwärtig Transport- a Mobilitéitsmittel geluecht.

Et geet haut also och am drëtten Projet de loi iwwer Vëlospisten. 1999 war deen éischte Projet, 2015 deen zweeten an elo deen drëtten, deen zweete Projet vun dëser Majoritéit, dat ass de Beweis, datt d'Politik sech dem Potenzial vum Vëlo fir eis Gesellschaft bewusst ass, datt de Vëlo e wichtige Bausteen ass, fir eis Mobilitéit lokal an national ze verbesseren.

Mat dësem Projet de loi soll de Vëlo nach méi en attraktiven a performante Bausteen an dem Puzzle vun der Mobilitéitoffer ginn. Well d'Demande ass schonn do, a mat all gudder Infrastruktur, déi bäikënn, geet d'Demande och weider erop. D'Zielung vum der Zuel vun Vëlospistebewegungen, déi op deene verschiddene Vëlosweeër hei am Land gemaach ginn, beweisen dat och, a speziell an der Stad, wou jo ab 2006 den haaptstättesche Vëlospistereseau opgebaut gouf.

Den Interêt, fir sech mam Vëlo ze deplacéieren, betrëfft virun allem déi kuerz Distanzen, dat heescht vu manner wéi fënnef Kilometer, wou de kllassesche Vëlo natierlech ganz performant ass. De Vëlo brauch och ganz wéineg Plaz, fir ze parken. An de Parkmanöver ass och ganz schnell gemaach.

Bei den Distanzen iwwer fënnef Kilometer erass ass d'Potential duerch déi verstärkt Benetzung vu Pedelecs rasant gewuess. Wann een de Vëlo reegelméisseg benotzt, fir sech ze deplacéieren, sief dat fir op d'Aarbecht, fir an d'Schoul oder fir eng Klenggeheet akafen ze goen, dréit dat och zu enger gudder Gesondheet bäi. Et ass an deem Sënn net just eng ëmweltfrëndlech oder duuss Mobilitéit, mee och nach eng gesond, well aktiv Mobilitéit.

D'Recommandatiounen vun alle Gesondheitsinstitutionen a Gesondheitsprogrammer insistéieren drop: Maacht all Dag genuch Bewegung, virun allem wann et drëm geet, dat Angeneem, dat heescht d'Aktivitéit, mat deem Nätzlechen, dat heescht d'Mobilitéit, ze verbannen! Eng rezent Etüd huet nach eng Kéier bewisen, wéi wichtig et ass virun allem fir d'Preventioun vu kardiovaskuläre Problemer.

D'Mobilitéit douce respektiv aktiv mam Vëlo ass och zugänglech, finanziell gesinn, fir all sozial Schichten. De Kaf vun engem Vëlo fänkt zum Beispill bei enger gudder Occasion scho bei enger 300 Euro un. An ee gudden neie Vëlo kritt Der och schonns fir manner wéi 1.000 Euro a Pedelecs ab ronn 1.500 Euro. Dobäi gëtt den Neikaf vu Vëloen, Pedelec an E-Bike jo och nach vum Staat an och vu verschiddene Gemenge subventionéiert.

D'Zuel vun de Pedelecs, och nach Pedelec 25 genannt, well hei d'elektresch Assistenz beim Pedalléiere bis maximal 25 Kilometer an der Stonn fonctionéiert, geet rasant an d'Luucht. An och d'Zuel vun den E-Bikes oder nach Pedelec 45 genannt, well hei d'ënnerstëtzung bis 45 Kilometer an der Stonn geet, wisst. Si erlaben och deene Leit, déi an enger manner gudder physischer Form sinn, de Vëlo fir hir Mobilitéit ze benetzen. Si erlaben et och, fir länger Strecken méi schnell a fir gréisser Steigungen ouni Schweesspären zu fueren.

D'Ëmweltfrëndlechkeet vun den Deplacementer mam Vëlo brauch net extra ervirgehuewen ze ginn.

(**Mme Djuna Bernard prend la présidence.**)

De Vëlo kann awer zum Beispill och zu engem verbesserte Sozialiewe bäidroen. De soziale Kontakt ass méi spontan, esou wéi och wann een ze Fouss ënnerwee ass oder mam Transport public.

Bei de konkreten Ännerungen, déi dës Projet beinhaltet, wëll ech op sechs Punkten agoen.

Deen éischte Punkt vum Projet de loi gesäit vir, datt de Réseau national an Zukunft aus 38 Itinéraires cyclables - ech wäert se hei aus Einfachheetsgrënn Vëlospisten nennen - an aus zwou Vëloexpressverbindungen wäert bestoen. Den Total vun 38 ass dee selwechte wéi am 2015er Gesetz, mee eng ganz Rei Pist sinn elo iwwerschafft ginn an duerch nei Strecken an Interkonnexiounen ergänz. Ronn 100 Kilometer vum ale Réseau ginn duerch ee méi sécheren Tracé ersat, soudatt op Basis vun dësem Gesetzesprojet ënner dem Stréich nach eppes

iwwer 600 Kilometer Vëlospisten ze baue sinn, fir deen nationale Réseau op seng komplett Längt vun 1.102 Kilometer auszebauen.

Vun dëse 600 Kilometer, déi ze baue bleiwen, gi 400 Kilometer op d'Gesetz vun 2015 zréck a ronn 200 Kilometer op de Gesetzesprojet, dee mir haut hei virleien hunn.

Wann Dir de Listing vun de Piste kuckt, da gesitt Dir, datt déi Pisten och ënner sech besser matenee verbonne sinn oder, méi einfach ausgedréckt, datt si sech kräizen, esou wéi dat och am Autosreseau de Fall ass. Bei all Pist steet dann och derbäi, wat fir Stied oder Dierfer vun deene jeeweilige Pisten zerwéiert solle ginn, wat dann och d'Ubannung u besteeënd Gemengereseauen erlaabt.

Zweetens wäert d'Gestioun vun den existente Pisten doduerch vereinfacht ginn, datt hiren Tracé elo op enger Kaart am Moosstab 1:20.000 dokumentéiert gëtt.

Drëtten gesäit de Projet, wéi schonn erwänt, fir d'éischte Kéier och Expresspiste vir. Dës si Vëlospisten, déi esou mann wéi méiglech besteeënd Stroosse kräize sollen an doduerch ee schnell Virukomme garantéieren. Et geet hei ëm d'Expresspiste vu Lëtzebuerg op Beetebuerg an ëm d'Expresspiste vu Lëtzebuerg op Esch. Dës zweet Expresspiste soll laanscht den Tracé vum schnellen Tram verlafen. Een Avant-goût, wat fir een Interêt esou eng Pist ka kréien, kënn Dir op der Vëlospiste laanscht den Tram um Kierchbiërg gesinn.

Esou wéi den Titel vun dem Gesetz och seet, soll d'Vernetzung, am Titel steet „raccordements“, vun den nationale Vëlospiste mat de lokalen, kommunale Vëlospiste weider ausgebaut a verbessert ginn. Ech kommen nach am nächste Punkt dorobber ze schwätzen.

Niewent der Vernetzung um nationalen a kommunalen Niveau geet et mat dësem Gesetz awer och speziell ëm eng besser Ubannung un d'Schoulen, u grouss Aktivitéitszonen an u Pôle-d'échange vum ëffentlechen Transport. Ee gutt Beispill, wéi esou eng Vernetzung ausgesäit, ass de Pôle d'échange vun der Roud Bréck an der Stad. Op dëser Plaz verleeft d'Vëlospiste PC1, déi vun der Luxexpo aus iwwert de Kierchbiërg duerch d'Stad geet. Beim Pôle d'échange Roud Bréck-Pafendall erlaabt dës Vernetzung dem Cyclist engersäits, op den Tram, op den Zuch oder op de Bus eriwuerzklammen, anersäits kann de Cyclist awer och op d'Vëlospiste PC2 wiesselen an do weider Richtung Dummeldeng pedaléieren.

Dann zum fënnefte Punkt. Mir wëssen, datt och vill Gemengen zolidd Efforte gemaach hunn an nach weider maachen, fir hir Gemengereseauen auszubauen. Fir datt de Cyclist all Pist kann optimal nutzen, dat heescht souwuel déi national wéi och déi kommunal, muss si gutt matenee vernetzt ginn, gutt beschëldeert an och gutt ënnerhale ginn.

Dofir ass ee fënnefte wichtige Punkt, datt d'Opdeelung vun de Responsabilitéite vum Finanzement tëschent Staat a Gemeng nach eng Kéier kloergestallt gëtt. A groussen Zich gesäit dat folgendermoossen aus:

De Staat plängt a baut deen nationale Réseau a keeft och d'Emprisen, déi néideg si fir déi nationale Vëlosweeër. Déi eenzeg Ausnam sinn hei déi Pistenabschnëtter an enger Uertschaft, déi zur Gemengevoirie gehéieren. Hei sinn d'Emprisen an den Amenagement à charge vun der Gemeng. Doriwwer erass realiséiert a finanzéiert de Staat och d'Infrastrukturen op de Staatsstroossen, och an enger Lokalitéit.

De Staat mécht bei nationale Pisten och den Entretien constructif, zum Beispill kleng Reparaturarbeiten, och hei mat der Ausnam vun Itinéraires, déi innerorts zur Gemengevoirie gehéieren. Am Ennerscheed dozou läit d'Responsabilitéit fir den normalen Entretien courant, dat heescht d'Propperhalen, d'Heckeschneiden, ganz bei deene jeeweilige Gemenge fir déi Deeler, déi op hirem Territoire leien. Eenzeg Ausnam hei sinn déi nei Expresspisten, wou de Staat fir de lafenden Ennerhalt zoustänneg ass.

D'Raccordementer vun engem kommunale Réseau oder vun Uertschaften un den nationale Réseau sinn à charge vun de betraffene Gemengen. De Mobilitéitsministère bitt hei awer e Subsid vum maximal 30 % vun den Ausgaben un. Eng Neuerung ass, datt d'Subside vum Mobilitéitsministère mat anere staateleche Subsiden, wéi zum Beispill vun der ASTA a vum Tourismusministère, cumuléiert kënnen ginn.

Sechstens, an da kommen ech zum leschte Punkt: Mat dësem Projet de loi änneren mir och d'Gesetz vum 21. Dezember 2009 iwwert de Regimm vun de Permissions de voirie. D'Vëlospiste ginn an d'Lëscht vun den Definitiounen bäigesat an déi eenzel Vëlospisten an eis national Voirie integréiert. An Zukunft ass dann och kloer, datt eng Permission de voirie muss ugefrot ginn, wann een Aarbechten un oder

laanscht enger besteeënd Vëlospiste wëllt maachen.

Dësé Projet de loi gouf viru 14 Méint, den 12. Oktober 2018, an der Chamber deposéiert. No zwou Amendementsnavetten tëschent Chamber a Staatsrot konnte mir all Opposition-formellen aus dem Wee raumen, an d'Kommissioun huet de virleiede Rapport an der Sëtzung vum 17. Oktober 2019 ugeholl.

Ofschléissend nach ee Merci un all d'Membere vun der Kommissioun fir hire positive Bäitrag zu den Diskussiounen. Dee selwechte Merci geet och un all déi betraffe Beamten aus dem Ministère vun der Mobilitéit an den Travaux publics, déi eebenfalls mam néidege Sachverstand an Enthusiasmus zu der Reussite vun dësem Projet de loi bäigedroen hunn.

Ech soen lech villmools Merci fir d'Nolauschteren.

► **Plusieurs voix.** - Très bien !

► **Mme Djuna Bernard, Présidente de séance.** - Merci, Här Rapporteur. Als éischte Riedner ass den honorabelen Här Serge Wilmes agedroen.

**Discussion générale**

► **M. Serge Wilmes (CSV).** - Merci, Madamm Presidentin. Villmools Merci dem Rapporteur fir säi gudden Rapport. Ganz interessant war natierlech dee klengen Ausflug an d'Geschicht, deen en hei geliwwert huet, e Kapitel doraus, dat mer och nach net kannt hunn. Dat heescht, et kann een ni déi ganz Geschicht kennen. Dofir, et war ganz flott, datt en dee Retour gemaach huet no hannen.

Natierlech wär et och gutt gewiescht, wann Der am Historique, deen Der gemaach hutt vun der Gesetzgebung, net vergiess hätt, datt net 2015 déi éischte Kéier de Paradigmewissel komm ass mat dem Ausbau vun engem Réseau vu Vëlospisten, déi net méi solle just genotzt gi fir Tourismus, mee eeben och fir op d'Aarbecht, an d'Schoul ze fueren, mee schonn 2013, well do war en Avant-projet de loi schonn deposéiert gi vun dem deemolegen Transportminister, dem Claude Wiseler. An dann an der Suite war deposéiert ginn ...

► **M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics.** - Wou awer deen dote Volet, Här Wilmes, précisément net dra war!

► **M. Serge Wilmes (CSV).** - Dach, natierlech war dat dran!

► **M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics.** - Neen, de Staatsrot hat dat deemools och monéiert a sengem Avis.

► **M. Serge Wilmes (CSV).** - Wësst Der, dat war ganz kloer dran, datt schonn e Paradigmewissel komm ass! Ech hat et wierklech nach eng Kéier nogekuckt virdrun. An ech soen lech och, firwat ech dat natierlech eng Kéier erwänen. Eischters well et awer wichtig ass, et nach eng Kéier ze soen; „Ehre, wem Ehre natierlech gebührt“, an zweetens och, well et an der Suite vum MoDu war. An de MoDu ass 2012 presentéiert gi vun der deemoleger Regierung an do ass eeben e Paradigmewissel komm. Do steet ganz genau dran zum Beispill, datt et wichtig ass, fir d'Distanzen ënner véier, fënnef Kilometer kënnen méi ze Fouss ze maachen oder mam Vëlo ze fueren.

An et ass kloer op där Suite dovunner, wou dunn och en éischte Projet de loi, also en Avant-projet de loi schonn ausgeschafft gi war. An dat ass, mengen ech, awer och ëmmer wichtig, datt een dat nach eng Kéier betount: Et ass net mat där heiter Regierung, wou dee Paradigmewissel ugefaangen huet!

Mee et ass och nach am Endeffekt egal, well ech mengen, dat Wichtigst ass, datt mer do alleguerten an engem Strang zéien. Ech hunn et elo just betount, datt et wichtig gewiescht wär, dat am Historique eng Kéier och ze erwänen, well natierlech ënnerstëtze mer dat.

(**Interruption par Mme Josée Lorsché**)

Mir hunn et jo och ënnerstëtzt gehat, wéi 2015 dat Gesetz fir d'éischte Kéier ugehall ginn ass. Mir wäerten och dës Projet de loi ënnerstëtzen.

(**Interruption par Mme Josée Lorsché**)

Dat ass, mengen ech, elo dee wichtigste Message, deen ech och ka soen.

Wann d'Madamm Lorsché sech gäre wëllt aschreiwen, ka se dat jo gären nach maachen.

Op jidde Fall ënnerstëtze mer dat. A wann ee jo kuckt, et si jo scho ganz vill Kilometeren, déi existéieren vun nationale Vëlospisten. Hei kommen nach eng Kéier netto, par rapport zu 2015, 83 nei Kilometeren derbäi. Dat ass eng gutt Saach.



Wat och derbäikëent, dat si jo déi Expressvélospisten tëschent Beetebuerg an der Stad respektiv Esch an der Stad.

**(Interruption par M. François Bausch)**

Jo, Dir huet awer 113 Kilometer ewech, déi Der nämlech wäert deklasséieren, esou steet et am Rapport.

► **M. François Bausch**, *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics.*- Dat ass awer net ganz richteg.

► **M. Serge Wilmes** (CSV).- Ech hunn et gelies. Da steet et falsch am Rapport.

► **M. François Bausch**, *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics.*- Jo.

► **M. Serge Wilmes** (CSV).- Do steet netto dran: 83 Kilometer.

► **M. François Bausch**, *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics.*- Jo.

► **M. Serge Wilmes** (CSV).- Ma natierlech, tant mieux, wann et der méi sinn! Ech mengen, mir streiden eis do net ëm déi Zifferen do, well dat ass wierklech net de Punkt. Wann et der méi sinn, tant mieux. Mee esou op jidde Fall steet et emol am Rapport.

Wéi gesot, mir ënnerstëtzen dat. Ech mengen, do brauche mer net nach laang driwwer ze diskutéieren, datt et wichteg ass, datt mer méi solle kucken, kënnen op de Vëlo ze klammen. Dofir brauche mer gutt Vélospisten iwwer Land och, eeben och grad iwwer Land, net nëmmen an de Stied, fir och do kënnen de Leit et ze erméiglechen, méi séier entweder an de Lycée ze kommen oder op eng Gare ze kommen, op hir Aarbechtsplaz ze kommen. Dofir brauch een natierlech awer, wéi gesot, gutt Infrastrukturen, déi och ofgesécher sinn esou wäit wéi méiglech, datt een eebe sécher kann doriwwer fueren. Dat steet alles net zur Diskussioun.

En anere wichtege Punkt, deen heidra soll méi gekläert ginn, ass och sécher d'Relatioun tëschent dem Staat an de Gemengen. Den Här Back huet dat virdrun och nach ugeschwat. Do geet et dann haauptsächlech ëm d'Finanzéierung. Mee et ass awer net nëmmen deen Aspekt vun der Finanzéierung u sech, deen nach méi kloer muss gestallt ginn, mee et ass och den Aspekt, wéi dann déi eenzel Pläng, déi Gemengen hu respektiv de Staat huet, kënnen openeen ofgestëmmt ginn.

Mäi Kolleg, de Marc Lies, hat eng Kéier an der Kommissioun zum Beispill d'Fro opgehäit, wéi et da wier a senger Gemeng. Si hunn als Hesper d'Iddi, fir eeben och eng Vélospist ze bauen, déi vum Houwald erfroget an den Hesper Dall an dann erëm erof Richtung Izeg a Contern, fir d'Zone d'activités an d'Gare do unzeschleissen, wat ronn 7,5 Kilometer Vélospist wäeren, déi awer elo net hei explizitt virgesi sinn an der Annex an an deem Plang vun deene Pisten, déi nach solle bäikommen.

An en hat do d'Fro gestallt: Wéi ass et dann eebe mat Initiative vu Gemengen, déi nach nei sollen derbäikommen, kënnen déi nach no-dréiglech, wann dat heite Gesetz gestëmmt ass, iwwer Règlement grand-ducal och unerkannt ginn? An ass et méiglech, zum Beispill och eng Konventioun ze maachen tëschent de Gemengen an dem Staat, wou festgehale gëtt, datt zum Beispill eng Gemeng déi Pist selwer kéint bauen an et net mussen Ponts et chaussées sinn, déi déi Pist bauen, wa mer all wëssen, datt Ponts et chaussées ganz vill aner Aarbechten hunn?

En anert Beispill ass dat, wat mer den Emile Eicher gesot huet, dee scho laang eeben och wëlles huet, an déi Pist ass jo och hei virgesinn, den Uschloss vu Clief, Elwen erop op déi Vennbahn mat der belscher Grenz, datt déi kéint esou schnell wéi méiglech realiséiert ginn. Och déi soll da vu Ponts et chaussées realiséiert ginn. Mee och do kum awer schon de Retour, datt déi esou vill ze dinn hunn, datt et schwéier gëtt, dat an enger Zäit ze realiséieren esou kuerz wéi méiglech.

An dowéinst wär d'Fro, ob et net gutt wär, sech nach eng Kéier duerno awer mat Gemenge kënnen zesummesetzen a Konventiounen ze maachen, datt, wa si et wëlle gäre realiséieren, si dat och kënnen maachen, an natierlech och do nach eng Kéier d'Fro vun der Finanzéierung ze kucken, ob déi net kéinten dann déi Fraisen erëm eng Kéier och zréckbezuelt kréien. Well ech mengen, wann d'Gemenge schon disponéiert sinn, dat ze iwwerhuelen, da soll ee se och doranner ënnerstëtzen.

An en anere wichtege Punkt ass natierlech och wierklech d'Integratioun vun deenen nationale Vélospisten an déi kommunal Vélospisten, well

dat ass net ëmmer onbedéngt esou evident, fir dat ze realiséieren. Hei stinn eng ganz Partie d'ar Vélospisten dran, déi féieren zum Beispill och queesch duerch d'Stad. Dat ass vläicht op där enger Säit jo gutt, datt een déi Wonschléscht sech do ka ginn, wou een do wéilt gäre eng Ubannung maachen. Op där anerer Säit muss een och wierklech awer dann den Dialog an d'Zesummenaarbecht mat der Gemeng a mat de Gemengen och sichen.

An datt dat net ëmmer de Fall ass, hat ech lech och eng Kéier perséinlech gesot. Well et kann awer och net sinn, datt een u sech als Gemengeverantwortlechen aus der Zeitung muss liesen, datt e Raccordement geplangt ass tëschent zwou nationale Vélospisten, déi iwwer engem säim Territoire ginn. An da freet een no: Hu mir dann domadder eppes ze di gehat? Si mir doriwwer informéiert ginn? Da kënnt einfach: Neen, dat ass net geschitt!

Ech mengen, dat ass keng optimal Situatioun!

► **M. François Bausch**, *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics.*- Wann ech elo wéisst, u wat fir enger Pist Der schwätzt.

► **M. Serge Wilmes** (CSV).- Ech hat lech eng Kéier gesot, et ass déi Verbindung tëschent Stroossen, Briddel respektiv erof iwwert d'Millebaacher Strooss bis d'Écher Plaz un déi national Vélospist, déi dann duerch de Lavalspark geet. Do hat ech eng Kéier zitéiert, als Beispill ginn, datt mer an der Zeitung gelies hunn, datt dat u sech geplangt wier, do geif schon intensiv dru geschafft ginn. Wat jo alles schéin a gutt ass! Mee ech mengen, wa mer gäre wëllen déi Piste realiséieren, datt dat esou séier wéi méiglech soll geschéien, do ass jiddweree mat derbäi.

Mee et ass awer komesch, dat mussen als Gemengeverantwortlechen aus der Zeitung gewuer ze ginn. Well Dir kënnt lech jo virstellen, Dir waart selwer eng Kéier Gemengeverantwortlechen, datt et net flott ass, Froe gestallt ze kréie vun sengen Awunner, déi herno op een duerkommen a soen: A, kënnt eng Vélospist hei virun eiser Dier? Oder: Wéi ass déi da geplangt? Ass net nach eng Alternativ vläicht méiglech?, a mir wëssen et net!

Do ass awer Matière vu Verbesserung, wou ee ka méi zesummeschaffen, wou ee ka richteg sech als gläichwäerteg Partner begéien. An dat soll net als eng stupid Kritik einfach ugesi ginn, mee et ass e konstruktiven Opruff, fir sech dann och mat de Gemengen zesummesetzen an ze kucken, wat hir Pläng, wat hir Virstellung sinn, a sech dann do ofzestëmmen, datt mer einfach allegueren un selwechte Wëssens- a Kenntnisstand sinn an datt mer dann och zesummen un engem Strang do kënnen zéien.

Dat dierfen awer net nëmme Lippebekenntnisser sinn, dat muss och wierklech an der Realitéit esou gehandhaabt ginn. Dat ass awer wierklech en dréngenden Appell, deen un lech ze riichten ass. An ech weess awer, datt Der sensibel derfir sidd. An dofir ziele mer och op lech, datt mer an Zukunft eeben och do déi Zesummenaarbecht nach kënnen verbessern.

En aneren a leschte Punkt ass, datt et net esou kloer hei erausgeet ëmmer, ob den Ëmweltministère an deene meeschte Projeten och matagebonne gëtt. Well vill vun deene Piste wäerte jo awer och entweder duerch Bëscher fueren oder iwwer Landweeër fueren, wou et wichteg ass, datt den Ëmwelt och muss seng Autorisatioun ginn. An natierlech ass dat e wichtige Partner, deen ee muss mat u Bord hunn, fir och déi Pisten dann esou séier wéi méiglech kënnen ze realiséieren.

Et stinn also nach eng Partie Froen op, déi een duerno nach eng Kéier muss klären. Mee ënnert dem Stréch, mir ënnerstëtzen dëst Gesetz a fannen, datt et wichteg ass, datt mer dat esou séier wéi méiglech dann och elo kënnen ëmsetzen.

Merci.

► **Plusieurs voix.**- Très bien !

► **Mme Djuna Bernard**, *Présidente de séance.*- Den honorabelen Här Max Hahn huet d'Wuert.

► **M. Max Hahn** (DP).- Madamm Presidentin, eng vun de Sportarten, fir déi Lëtzebuerg jo an der ganzer Welt bekannt ass a wou mer och sécher esou munches opzeweisen hunn, ass mat Sécherheet de Cyclissem. Mir hunn an der Vergaangene vill gutt Coureure gehat an haut och ganz vill talentéierten Nowuess. A vill Lëtzebuerg kucken och ganz gäre déi sëllegen international Coursen. Ass Lëtzebuerg dofir e Vélosland?

Wann een am Alldag esou kuckt, dann ass et, mengen ech, keng grouss Iwwerraschung, an dat mierkt een, dass mer relativ kloer virun allem an Autosland sinn. Ganz vill Deplacemeter, virun allem och fir kuerz Weeër, ginn nämlech mam Auto gemaach.

Déi lescht Studie weisen eis, dass zwee Drëttel vun de Leit den Auto huelen. Fir Distanzen tëschent engem a fénnef Kilometer. Gläichzäitig maache virun allem déi kleng Trajete méi wéi een Drëttel vun eisen alldeeglechen Deplacemeter aus. Do ass also nach ganz vill Potenzial, vu dass déi quasi all mam Vëlo oder ze Fouss kéinte gemaach ginn.

D'Virdeeler vu „méi Vëlo, manner Auto“ leien op der Hand. Manner Auto op de Stroossen hätt eigentlech nëmme Virdeeler, manner Verkéier op de Stroossen an deemno och manner Stau. Et bedeit och manner Ofgasen, manner Kameidi, jo, och manner CO<sub>2</sub> an doduerch och eng méi propper Loft.

A schlussendlech mécht de Cyclist och nach eppes fir seng Gesondheet an, jo, och fir säi Wuelfefannen.

Ma firwat ass d'Situatioun dann esou, wéi se de Moment ass?

Wa mer an d'Ausland kucken, do schéngt jo esou munches méiglech ze sinn. Firwat ass dat net bei eis de Fall? Mir kënnen dovunner ausgehen, dass et net un der Bereitschaft vun de Leit läit, op de Vëlo ze klammen. Ëmfroen soen eis nämlech, dass 80 % vun de Leit méi wéilt mam Vëlo fueren, wann dann d'Konditiounen géife stëmmen.

An ech mengen, domat ass scho villes gesot. Mir brauchen also net méi laang ëm de Bräi ze rieden. Et ass nämlech do, wou d'Kromm an der Heck läit. D'Konditiounen sinn am Moment einfach net immens.

**(M. Fernand Etgen reprend la présidence.)**

Ugefaange beim Réseau. Do sinn iwwerall Lächer dran. Mir hunn net genuch Kilometer Vélospisten. Op ville Plazen am Land missten d'Leit iwwert d'Strooss fueren, wa se zum Beispill mam Vëlo op d'Schaff wéilt kommen. An Dir kënnt lech jo denken, dass dat net nëmmen desagreabel ass, permanent iwwerholl ze ginn, mee och nach net ganz ongeféierlech.

Do derbäi kommen dann och nach déi sëllege Chantieren uechtert d'Land. Déi si selbstverständlech onëmgängelech, besonnesch fir den öffentlichen Transport ze verbessern, mee si maachen et dem Vélosfuerer am Moment natierlech net méi einfach.

Zweetens, déi Vélosweeër, déi mir hunn, déi si leider dacks schlecht, fir net ze soe ganz schlecht beschleedert an och oft net gutt uegobonnen un aner Vélospiste respektiv un den nationale Vélospisteseau. Ech si jo alt emol selwer vun Zäit zu Zäit mam Vëlo am Land ënnerwee, mee ech kann lech soen, Här President, do ginn et nach esou munch Plazen, virop am ländleche Raum, wou Der lech iergendwann enzwousch erëmfant an net méi wéist, wou Der dann hisollt. An ech mengen, mir geet et do net eleng esou, well et begéint een ëmmer erëm Leit op de Vélospisten, déi een dann nom Wee froen.

Ech muss natierlech hei soen, dass déi nei Versioun vun der Mobilitéitsapp do eng ganz flott Hëllef ass. Déi weist engem direkt op enger Kaart, wou ee mam Vëlo ass a wéi ee Wee ee muss fueren, fir op seng Destinatioun ze kommen. Mee ech fäerten awer ganz, dass nach net genuch Leit au courant heivunner sinn, dass déi App dat alles kann. Do misst also menger Meenung no nach vill méi doriwwer informéiert ginn, och dass d'Touriste se vläicht och méi benotzen.

Wat mer hei zu Lëtzebuerg brauchen, ass en enkmaschecht Netz vu Vélosweeër, déi sécher sinn, déi no sinn an déi d'Leit dohinner bréngen, wou se himussen. Et ass an anere Wierder oder och einfach eng Saach, jo, vu Confort.

Do spillt natierlech als drëtte Punkt och den Ënnerhalt vun de Pisten eng Roll. Eng Vélospist, déi futti ass, déi Réss a Lächer huet, déi voller Bulli ass oder naass Blieder drop huet oder am Wanter glat ass, déi ass och net méi sécher. An et ass evident, dass d'Leit do net onbedéngt wëllen drop fueren.

Här President, 2015 hu mer e Gesetz gestëmmt, dat sollt e Paradigmewiessel aleeden an d'Mobilitéit douce vill méi stark an de Vierdergrond stellen. Och deemools gouf iwwert déi sëllege Problemer wéi haut diskutéiert, grad wéi iwwert d'Léisungen. Dat wieren eeben, wéi gesot, de quantitativen an de qualitativen Ausbau vum Réseau, mee och d'Integratioun vum Vëlo an e gesamt Mobilitéitskonzept.

De Gesetzesprojet, ëm deen et haut geet, entwéckelt also d'Gesetz vun deemools op verschiddene Punkte weider. En integréiert d'Erfaarungen, déi entre-temps gemaach gi sinn, fir quasi e Feintuning vum alen Text ze maachen. De Rapporteur ass schon am Detail op déi eenzel Punkten agaangen an huet eis all déi wichtegst Zuele genannt. Ech wäert dat dowéinst net méi brauchen ze widderhuelen.

Ech wëll just soen: Déi grundsätzlech Iddien hu par rapport zu deemools net changéiert. Als DP

fanne mir dofir d'Approche vum Gesetz prinzipiell och nach ëmmer déi richteg. Konkreet denken ech hei u verschidde Punkten, déi ech kuerz wëll erauspicken.

D'Ubanne vum Vëlo un aner Fortbewegungsmittelen, virun allem natierlech den Zuch, ass mat eent vun de wichtegsten Elementer. Well souguer wann een net onbedéngt mam Vëlo ganz op d'Aarbecht kann oder wëllt fueren, kann een esou séier bis bei déi nächst Garé kommen.

Op déi Manéier ginn och Parkplaze gespuert, wat jo och ëmmer méi zu engem Problem op de kleng Gare an der Peripherie hei am Land gëtt. De Moment muss een dann awer just kucken, dass genuch Plazen an der mBox sti respektiv dass genuch Waggone mat Plaz fir Véloen agesat ginn.

D'Vëlofrëndlechkeet vu Bus an Zuch ass en Theema fir sech. Mir sinn awer dovun iwwerzeugt, dass et essenziell ass, wa mer wierklech e Paradigmewiessel hei am Land wëllen hirkéien an eng vill méi staark Vélokultur am Alldag wëllen errechen. Dofir si mir och der Meenung, dass déi Vélospisten, déi bei d'Garé féieren, prioritär gebaut solle ginn.

À propos Vélokultur: Mir begrëssen natierlech och ausdrécklech, dass d'Primme fir en neie Vëlo ab nächstem Joer och fir Kannervélo gëllen. Dat setzt och en däitlech Zeechen, fir déi sportlech Aktivitéit an ëmweltfrëndlech Mobilitéit vu Klengem un am Alldag ze verankeren. D'Kanner fir de Vëlo ze begeeschten, ass, mengen ech, ganz wichteg, fir dass se spéider éischer de Reflex hunn, mam Vëlo bei d'Kollegen ze fueren, wéi ëmmer direkt dat mam Auto wëllen ze maachen.

D'Promotioun vum Vëlo bei deene Jonke kann oder soll och iwwer aner Projeten an Initiative geféiert ginn. Et gëtt jo scho laang d'Coupe scolaire, mee, ech mengen, et ass derwäert, sech eng Kéier ze iwwerleeden, wéi een dat nach verstärkt kéint maachen.

Ech hat och schonn a menger Ried vun 2015 drop higewisen, dass e gutt Zesummespill tëschent dem Staat an de Gemengen den A an O an deem Dossier ass. Den Entretien ass eng Saach. Derbäi kënnt awer och den Ausbau vum kommunale Vélospistennetz respektiv d'Ubanne un den nationale Réseau. Ech freeë mech, dass mat deem Gesetzesprojet och op deser Plaz nogebessert gëtt, andeems déi finanziell Ënnerstëtzung, déi eng Gemeng fir e Projet ka kréien, ugepasst gëtt. Sou kënnen mam neie Gesetz all déi kommunal Projeten an de Genoss vun engem Subsid kommen, déi eng Ubanne un den nationalen oder souguer en internationale Vélosréseau duerstellen.

Och ass et an Zukunft méiglech, verschidde staatlech Hëllef fir Vélospiste kënnen ze cumuléieren, ouni natierlech d'Gesamtkäschten ze iwwerschneiden.

Frou sinn ech dann awer och doriwwer, dass d'Zoustännegkeet vun de Gemengen an dem Staat, wat de Bau, den Entretien an d'Beschleedderung betrëfft, méi däitlech definéiert gëtt, wouduerch d'Zesummenaarbecht tëschent Staat a Gemengen och vereinfacht a méi effikass gëtt.

Ech wollt dann awer och nach ee Punkt uschwätzen, deen ech schonn an der Kommissiounssitzung proposéiert hat an deen, esou schéngt et mer, och wierklech hëllef wäert, fir dass virun allem déi wichteg Projete méi séier kënnen realiséiert ginn. Vu dass de Staat net déi Personalressourcen huet, fir all Projet gläichzäitig ëmzesetzen, losse verschidde Chantieren eebe laang op sech waarden, déi awer eventuell fir déi betraffe Gemeng ganz wichteg sinn.

Dofir sinn ech frou, dass de Minister an der Kommissioun zougesot huet, dass an Zukunft d'Gemengen de Projet am Numm vum Staat realiséieren kënnen. D'Gemenge géifen an deem Fall de Projet no den allgemenge Reegelen ausschaffen an de Staat autoriséiert a bezilt des Aarbechten.

Deemno wier d'Gemeng de Bauhär, wat de grouse Virdeel huet, dass méi séier gebaut ka ginn an domat besonnesch déi prioritär Véloprojeten um Gemengenniveau op déi Manéier méi séier virukommen.

Här President, et geet lech vläicht och esou: Wann een alt emol an d'Ausland geet an et gesäit een, wéi gutt do d'Vélospisten op verschiddene Plaze sinn a wéi gutt de Vélosverkéier do och klappt a wéi flott d'Vélospisten do sinn, da fannen ech dat ëmmer eng super Reklam fir déi Stied respektiv fir déi Géigend.

An deem Sënn wier e flotte Vélospisteseau zu Lëtzebuerg net just kamoud an effikass, fir eis Mobilitéit virunzebréngen, et wier gläichzäitig och e risege Pluspunkt fir eisen Tourismus.

Als DP freeë mir eis dowéinst, zesumme mam Tourismusminister, iwwert déi geplangten



Uschless un international Vëlosweeër, wéi d'Veennbahn oder de Réseau RAVeL am Norden. Hei am Land selwer wäerte mat deem Gesetz d'touristesche Hotspots wéi de Stauséi, den Naturpark Uewersauer an d'Musel méi accessibel mam Vélo ginn. Dat ass e weidere wichtege Schrëtt, fir den Aktivtourismus hei am Land ze fërderen a Lëtzebuerg an där Hisiicht méi attraktiv ze maachen.

Den zoustännegen Minister Lex Delles huet jo erklärt, dass genee dat eng vu senger Prioritéiten an deenen nächste Jore wäert sinn.

Här President, zum Schluss wëll ech awer nach dat heite soen: Dat bescht Gesetz déngt näischt, wann et net ëmgesat gëtt! Mir hunn haut, souwäit ech mech net ieren, eng 630 Kilometer national Vëlospisten. Dofir hu mir ronn 20 Joer gebraucht. Schonn d'Gesetz vun 1999 huet der 900 virgesinn. Dat heescht, mir kënten eigentlech scho vill méi wäit sinn. Et louch net um Gesetz.

Haut stëmme mer e Gesetz, dat der 1.102 erlaabt, also bal dat Duebelt vun deem, wat mer bis ewell hunn. Ech mengen, all Mënsch ass sech jo bewusst, dass et net an engem Joer méiglech ass, 500 Kilometer nei Weeër ze bauen. Mee et wier awer eiser Meenung no wierklech net ze verrieden, wa mer nach eng Kéier 20 Joer heifir bräichten, fir déi reschtlech Kilometeren ze bauen. Well soss, dat schéngt mer evident, wäert Lëtzebuerg eeben ni dat Vëlosland ginn, wat mer wëlle sinn.

Dëst gesot, géif ech lech den Accord ginn an ech géif ganz gären och dem Rapporteur villmools Merci soen - och e begeescherte Vëlosfuierer iwwerengs, net nëmmen am schéine Wieder -, villmools Merci soe fir seng zwee Rapporten, souwuel dee schrëftleche wéi och dee mëndlechen.

► **Plusieurs voix.** - Très bien !

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools, Här Hahn. Als nächste Riedner ass den honorablen Här Yves Cruchten ageschriwwen. Här Cruchten, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Yves Cruchten (LSAP).** - Villmools Merci, Här President. Villmools Merci och Här Back fir Äre gudden Rapport, fir deen ech lech wëilt felicitéieren. Et huet ee risegen Avantage, wann een hei als Véierte ka schwätzen iwwer esou ee Projet, dann ass nämlech scho bal alles gesot. Ech hunn op jidde Fall meng Ried hei zu zwee Drëttel zesummegegrach. Ech hoffen, dass elo nach iergendwou e roude Fueдем ass, well ech probéieren, esou mann wéi méiglech ze widderhuele vun deem, wat souwuel den Här Wilmes, den Här Hahn an och den Här Back scho gesot hunn. Dofir verzeit mer, Kolleegen. Ech ...

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Mir verzeien lech.

► **M. Yves Cruchten (LSAP).** - Merci, Här Gibéryen. Dat ass léif.

Just awer fir ze soen, dass de Vélo eeben e proppert Fortbewegungsmittel ass, dat zudeem kee Kaméidi mécht, flexibel ass an op de klengen Distanzen dacks méi séier ass wéi den Auto.

Mam Gesetz vun 2015 gouf den Ausbau an och d'Vernetzung vun alle Vëlosweeër zu engem nationale Réseau festgeluecht. Esou gouf déi infrastrukturell Basis geluecht, fir d'Leit dozou ze animéieren, virun allem bei kuerzen Distanzen méi op de Vélo zréckzegräifen. Besonnesch am Beräich vun de kuerzen Trajeten - déi faméis bis zu dräi Kilometer - besteet wierklech nach enorm Potenzial, fir d'Notzung vum Vélo ze steigern an domadder den Undeel vun der Mobilitéit douce un all eisen Displacements ze verbessern.

Well méi wéi 40 % vun alle Weeër, déi mer haut mam Auto zréckleeën, hu manner ewéi déi ugeschwaten dräi Kilometer. Den Usaz vun 2015 gëtt mat deem Gesetzesprojekt vun haut net nëmme weidergefouert, mee och nach verstärkt. Deen neien Text ass eng direkt Konsequenz vun der Strategie fir eng nohalteg Mobilitéit, MoDu 2.0, déi 2018 vun der Regierung ugeholl gouf.

Ech wëll e puer Zeile just rappeléieren. De MoDu 2.0 gesäit vir, bis 2025 den Undeel vun den Trajeten vun der Aarbecht op de Wunnuert oder vum Wunnuert op d'Aarbecht, déi manner wéi fënnf Kilometer ausmaachen a mam Vélo zréckgeluecht ginn, vu 5 % am Joer 2017 op 10 % ze steigern.

Ewéi de Roger Negri deemools beim Gesetz 2015 schonn ennerstrach huet, ass d'Haaptkonditioun, déi et fir eis als LSAP ze erfëlle géllt, d'Sécherheet vum Vëlosfuierer ze garantéieren. An dat geet eeben am beschten, wann een net oder esou mann wéi méiglech a Konflikt mam Autosverkéier kënnt, also wann de Vélo en eegene Wee, oder anescht op Franséisch en site protégé, op getrennte Vëlospisten also fuere kann, dat souwuel iwwer Land wéi och an der

Stad. Dat géllt deemno fir eis nach ëmmer. A mat deem neie Gesetz gëtt d'Streckennetz fir den Drotiesel nieft dem Ausbau an der Verdichtung och nach weider securiséiert.

En exemplarescht Beispill vu sécherer Vëlospisten ass natierlech Kopenhagen. Am Zentrum selwer vun der dänesch Hauptstad hu Véloer hir eege Pist, déi mat enger Bordür vun der Strooss fir d'Autos getrennt ass a wou duerch e puer Zentimeter Héichtenënnerschied déi verschidde Beräicher vunenee getrennt ginn. Dës innovativ Infrastruktur dréit méttlerweil um internationalen Niveau den Numm „Copenhagen lane“.

Dass als Modell dacks Kopenhagen zitéiert gëtt, huet ganz vill mat der jorelaanger exemplarescher Planungsarbecht vum Urbanist Jan Gehl ze dinn. De méttlerweil 83-Järege ass et, deen haaptsächlech dofir verantwortlech ass, dass Kopenhagen an net allze laanger Zäit zu deem ginn ass, wat et haut ass, nämlech eng vun deene liebenswürdigste Stied weltwäit. A verschidde internationale Klassementer vun de Wuelfillstied placéiert sech Kopenhagen ëmmer als Éischten.

Kopenhagen war och ni während deenen Aarbechte paralyséiert, well den Émbau permanent a konsequent war an d'Leit och den Notzen, de Méi u Liebensqualität ëmmer erëm konkret virgefouert kruten. D'Beispill Kopenhagen mat sengem Émland weist, dass et net nëmmen duergeet, vun de Leit ze verlaangen, einfach op de Vélo ëmzeklappen, et muss ee fir d'Éischt déi néideg Infrastrukturen dofir schafen. An et muss een d'Bierger vun der Saach, vun der Plus-value vun der Saach iwwerzeegen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, a Saache Mobilitéit douce ass hei am Land virun allem an eiser Hauptstad an deene leschte Joren an där Hisiicht scho ganz vill geschitt, fir de Vélo an de Foussgänger weider ze promovéieren. Dat dierf ee roueg eng Kéier ennersträichen. Ech mengen, de Vëlolocationssystem wier e Succès. A säit Kuerzem gëtt et deen och mat E-Biken.

De Beweis ass, dass d'Zuel vu Vëlosfuierer ëmmer méi zouhëlt. Den elektresch ennerstëtzte Vélo erméiglecht haut a muer och méi Leit ewéi soss, de Vélo ze huelen. An och déi sëlliche Staue respektiv Chantieren hei am Land hu bestëmmt schonn deen een oder deen aneren doriwwer nodenke gelooss, den eegenen Auto méi dacks stoen ze loosse an op den öffentlichen Transport ëmzeklappen oder eeben, firwat net fir déi kuerz Strecken, op de Vélo ëmzeklappen.

Positiv gesi mir als LSAP déi nei Strecken tëschent Esch an eiser Hauptstad oder tëschent Beetebuerg an eiser Hauptstad. An och, dass mat deem neie Gesetz zousätzlech 83 Kilometer nei Vëlosweeër geschaf ginn.

Wichtig ass och, dass mer d'Kompetenz respektiv d'Obligatiounen tëschent Staat a Gemengen, wat de Bau, den Ennerhalt an d'Beschëlderung vum nationale Vëlosnetzreseau ugeet, kloer reegelen. Eenzege Bemoll bei deene ganze Projeteen ass, wann een dat kann esou soen, dass déi praktesch Émsetzung awer hir Zäit, ganz dacks ganz laang Zäit brauch.

Et ass dofir immens wichtig, direkt vun Ufank un de Bierger Sënn an Zweck vun de verschiddeenen Initiative beschtméiglech ze erklären. Vläch kann de Minister eis hei nach e puer Zuelen nennen, wéi vill Kilometer Vëlosweeër op den Dag vun haut autoriséiert goufe respektiv wéi vill der nach an der Émsetzungsphas sinn.

Um Enn wëll ech nach soen, dass vläch, wann een dese Projet virun 20, 25 Joer virgestallt hätt, deen een oder deen aneren hei am Land gelaacht hätt. Warscheinlech hätten déi allermosten deemools dru gegleeft, dass de Vélo e gläichberechtegt Verkéiersmittel kéint ginn. Ech mengen awer, dass haut kaum nach ee laacht. Déi zum Deel kataströphen Situatioun op eise Stroossen, déi mer haut kennen, zwéngt eis dozou, Alternativen ze sichen zum Individualverkéier. Well och all déi Efforten, déi den Ament gemaach ginn am Stroossebau, wäerten eis net kuerzfristeg Entlaaschtung schafen. Dofir ennerstëtzt d'LSAP all Moosnamen, déi kënnen dozou bäidroen, eis Mobilitéit insgesamt ze verbessern. An aus deem Grund kann ech d'Zoustëmmung vun der LSAP-Fraktioun ginn.

Merci.

► **Une voix.** - Très bien !

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools, Här Cruchten. Nächsten ageschriwwene Riedner ass déi honorabel Madamm Chantal Gary. Madamm Gary, Dir hutt d'Wuert.

► **Mme Chantal Gary (déi gréng).** - Här President, Här Minister, léif Kolleeginnen a Kolleegen, d'Vëloverkéierspolitik hat jorelaang nëmmen e minimale politeschen a prakteschen

Stellwäert. Laang huet d'Politik d'Pertinenz an d'Potential vum Vélo net wierklech verstan. Wa Suen an Zäit iwwereng waren, da gouf och alt eppes fir de Vélo gemaach. Esou oder esou änlech war et laang hei am Land. Dat huet sech awer glécklecherweis an de leschte Jore staark geännert. De Code de la route gouf ugepasst, d'Efforte fir d'Promotioun vum Vélo als Transportmittel awer och als Tourismus goufe verstärkt, de Vélo krut am Ministère en neie Stellwäert an eng eege Planungsclulle, de Budget an deem Beräich goung staark erop, d'gesetzlech Basis fir de Vëlospistereseau gouf grundsätzlech iwwerschafft, mBoxe fir séichert Vëlosparken op de Garé goufen agefouert a Subside fir de Kaf vu Véloen a Pedelecs décidéiert, fir nëmmen e puer Aspekter ze nennen.

An haut de Mëtze si mer hei am Haus mat engem weidere wichtege Baustee vun der Vëloverkéierspolitik befaasst. Mat enger Upassung vum Vëlospitegesetz vun 2015 solle Staat a Gemengen um Terrain méi séier a méi effikass kënnen mam Bau a mat der Vernetzung vun de staatlechen an de kommunale Vëlospiste virukommen.

Dës Regierung an och schonn déi lescht hu massiv an nei an dréngend noutwendeg Verkéiersinfrastrukturen investéiert. D'Zil vun dese ville Projeteen ass a war ëmmer dat nämlech: Si gi gebaut, fir datt an Zukunft méiglech vill Leit de Choix hunn, den Auto doheem ze loosse. Et geet drëms, de jorelaange Réckstand opzehuelen an doriwwer eraus mat enger bequemer a sécherer Infrastrukturen déi entsprechend Dynamik an Demande bei de Leit ze verstärken. De Vélo ass nämlech scho laang net méi just eng Fräizäitbeschäftigung.

All Etüde ronderëm de Vélo, net just zu Lëtzebuerg, weisen, datt d'Mënsche virun allem da bereet sinn, op de Vélo ëmzeklappen, wa se deesen Displacement als sécher ugesinn. Wat bedeit, datt mer deemno méiglech vill geséichert Vëlospiste brauchen.

Hei erlabe ech mer, eis aktuell Fraktiounspresidentin beim Debat de consultation fir d'Mobilitéit am Abrëll 2018 ze zitéieren. „Obscho mir praktesch déi autoräichst Natioun sinn, hu mir nach méi Véloen am Land wéi Autoen. Just, se stinn am Keller. Dat ass de Problem. Et ass also wichtig a richtig, de securiséierte Vëlosreseau auszubauen an d'Gemengen duerch eng gutt Berodung mat an d'Boot ze huelen.“

A genee dorëms geet et haut beim virleiede Gesetzesprojekt. Un deser Stell dann och e grouse Merci un de Rapporteur fir seng spannend Presentatioun vum Projet de loi an déi spannend Anekdot iwwert de Circuit des ...

**(Brouhaha)**

... iwwert de Circuit des champs de bataille vun 1919.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Loosst lech net stéieren!

► **Mme Chantal Gary (déi gréng).** - De Vélo selwer allerdéngs ass nach e Krack méi al. 202 Joer feiert en dëst Joer. A genau wéi all eis aner Verkéiersmëttelen och huet en eng enorm Entwécklung hannert sech, an dat net just vum Ausgesinn hier, mee och vum Stellwäert an eiser Gesellschaft. D'Gebuert vum Vélo ass eng grouss Innovatioun, e Symbol vu Fortschrëtt an huet e Gefill vu Fräiheet a vu Flexibilitéit mat sech bruecht. Allerdéngs huet sech d'Verkéiersplanung iwwert déi lescht Joerzéngte vill ze laang just op den Auto als wichtigst Transportmittel fokusséiert an all d'Amenagementer vum Mobilitéitsreseau waren deementsprechend och just op den Auto ausgerichtet.

Ech hunn elo grad schonn erwänt, Lëtzebuerg ass Spëtzezierer an der EU, wat d'Ziel vun de meechten Autoen pro Kapp ueegt. Just hu mir iwwerhaupt keng Plaz an eisen Dierfer an an eise Stied, fir des ëmmer weider wuessend Unzuel un Autoen iwwerhaupt fléissend am Stroosverkéier ennerzekeréieren. Oder, anescht ausgedréckt: Wa jiddweree mam Auto fiert, da fiert kee méi, well da sti mer just nach.

Duerfir ass et esou wichtig a spannend, déi Fräiheet a Flexibilitéit, déi de Vélo eis scho virun 200 Joer garantéiert huet, nees kennenzéieren an zréckzegewannen. An esou ass de Vélo och nees amgaangen, ëmmer méi un Attraktivitéit ze gewannen.

Mee nieft dem Plazgewënn op de Stroossen an der Flexibilitéit bréngt de Vélo nach vill méi mat sech. Am Verglach zum Auto ass de Vélo en immens génschtegt Transportmittel an ass op kuerz Distanzen och oft dat méi séiert Transportmittel. An am Géigesaz zum motoriséierte Verkéier ass d'Vëlofuierer sougutt wéi CO<sub>2</sub>-neutral, mécht kaum Kaméidi a provoziert kee Stau.

An et muss een och net ëmmer deen neiste Vélo kafen. Et huet een hautdesdaags och zu Lëtzebuerg ëmmer méi d'Méiglechkeet, op Second-hand-Vëloen zréckzegräifen. An deem Kontext sinn och Initiative wéi d'Organisatioun

vu lokale Second-hand-Vëlosmäert a virun allem vu Repair-Caféen immens luewenswäert an och fërdernswäert.

► **Une voix.** - Très bien !

► **Mme Chantal Gary (déi gréng).** - Duerch d'Amenagement, déi an de leschte Joren ëmgesat goufen an och nach weider en vue sinn, grad op Basis vun deem häitege Gesetzesprojekt, entsti ganz nei Méiglechkeete fir d'Leit, fir de Vélo an hirem Alldag ze integréieren an als intermodaalt Transportmittel wouerzehuelen. Et muss ee jo och net dee ganze Wee mam Vélo fueren, mee et muss méiglech sinn, de Vélo mat anere Verkéiersmëttelen ze kombinéieren, wéi zum Beispill mam Zuch. An do gëtt dru geschafft. Déi nei Zich vun den CFL hunn net just méi ee Vëloskompartiment, mee eng ganz Rétsch dovunner.

A wéi de Rapporteur elo just gesot huet: E groussen Novum ass enner anerem d'Entwécklung vun den Expressvëlospisten. Nieft der Sécherheet ass deen zweete wichtege Aspekt fir d'Attraktivitéit vum Vélo nämlich d'Schnellegeet vum Trajet. Do ass d'Afféiere vun Expressvëlospiste sécherlech e wichtege Bausteen.

A wéi schonn am MoDu 2.0 beschriwwen, ass nieft dem Staat, de Gemengen an dem Bierger och den Employeur e ganz wichtege Acteur, dee seng Responsabilitéiten ze iwwerhuelen huet. Fir senger Matarbeiter also effektiv eng méi duuss respektiv eng aktiv Mobilitéit méi attraktiv ze maachen, sinn Duschen op der Aarbechtsplaz essenziell. Da misste gesécher Vëlosparkplazen zur Verfügung stoen oder och e Vëlofuierpark, wou Véloen disponibel sinn, fir op seng Rendez-vousen ze fueren. A fir nach méi wäit ze goen, kéint den Employeur senger Matarbeiter och nach geziilt Ureizer ginn, wann ee mam Vélo op d'Schaff kënnt.

An da wëll ech nach op e ganz aneren Aspekt vum Vëlofuieren agoen. Vëlofuere mécht Freed! Dat gesäit een an all Kandsgeischt, dat mam Vélo doruechter fiert. Mee och eeler Leit oder och manner sportlech Leit hunn duerch nei Technologien hautdesdaags d'Méiglechkeet, sech mam Vélo weiderzebewegen. Duerch Pedelecs oder och déi méi schnell E-Bikes hu se d'Méiglechkeet, sech ouni ze grouss Ustrennung trotzdem selwer ze beweegen an esou a Form ze bleiwen, sief et, fir bei sech am Duerf hir Kommissiounen ze maachen oder einfach en Tour duerch d'frësch Loft ze fueren. An och dat mécht ëmsou méi Freed, wann een op engem sécheren a bequeme Wee fuere kann.

D'Vëlofuere bréngt och eng gewissen Entschleunigung vun eisem dach heiansdo ze stressegem Alldag mat sech. Et hëlt ee seng Émwelt nees méi wouer, genéisst d'Landschaft, otemt frësch Loft an. A wann een et als sportlech Aktivitéit bedreift, da léiert een och sech selwer, seng eege Grenzen erëm ganz anescht kennen, wësst iwwer sech eraus an erlieft e Fräiheitsgefühl.

Nieft dem Vélo als Transportmittel oder als sportlech Aktivitéit dierf een awer och den touristesche Facteur net vergiessen, wou mir selwer natierlech och Tourist an eisem schéine Land kënnen sinn. Eisen Osten ass beispillsweis fir Vëlosfuierer immens ofwiesungsraich. Et kann ee kilometerwäit laanscht d'Musel oder d'Sauer flaach fueren an d'Landschaft genéissen. Et kann een awer och duerch déi géi Wéngerte fueren an duerch léif kleng Dierfer hannert de Koppe vun der Musel an esou d'Regioun nees nei entdecken.

Vu datt de Vélo nach oft just als e Fräizäitmittel an net als vollwäertegt Transportmittel ugesi gëtt, entsti leider nach oft Konflikter tëschent dem Vëlofuierer an dem Automobilist. Eenzel Autofuierer si leider ëmmer nach der Meenung, datt de Vélo näischt op der Strooss verluer hätt, an natierlech och ëmgedrëit sinn d'Vëlosfuierer net allegueren Engelen. Duerfir ass et immens wichtig, weider Sensibiliséierungscampagnen ze lancéieren, wou de Respekt tëschent dem Automobilist an dem Vëlosfuierer am Vordergrund steet.

An da kommen ech zu mengem leschte Punkt. Och an de Schoulen, an de Grondschoulen, am Lycée an och an der Farschoul sollen eis Kanner a Jugendlecher iwwert d'Virdeeler an d'Méiglechkeete vum Vélo opgeklärt ginn. Besonnesch d'Coupe scolaire fir d'Kanner aus dem Cycle 4 ass een Element, dat een net ënerschätze sollt an dat u sech nach vill méi e grouse Stellwäert verdéngt hätt.

An dann nach e flott Beispill vun eisen hollännesche Kolleegen: Hei kritt een an der Farschoul den hollännesche Grëff geléiert. Dat heescht, datt een als Autofuierer, wann ee geparkt huet, seng Dier ëmmer mat der rietser an



net mat der lénker Hand opmécht, well een esou automatesch de Kapp dréit a gesäit, ob net grad e Vélosfuereer um Laanschtfuereen ass.

Mir brauchen e Mentalitéitswiessel an de Käpp an eng grondleeënd Verkéierswend um Terrain, net just aus Ëmwelt- a Klimaschutzgrënn, mee, wéi ech grad opgezielt hunn, och aus Gesondheitsgrënn, aus Mobilitéitsgrënn a generell aus Grënn vu Liewensqualität. An dese Mentalitéitswiessel ass och glécklecherweis schonn amgaangen.

Mir Gréng, mir begrëissen deemno dese Projet de loi, well en eng wichteg qualitativ Nobesesserung vum Gesetz vum Abrëll 2015 a puncto Verbesserung vun der Sécherheet, dem Confort an der Vernetzung vun de Véloinfrastrukture mat sech bréngt. Duerfir ginn ech och heimatd' den Accord vun der grénger Fraktioun an ech soe villmoos Merci fir d'Nolauschteren.

► **Plusieurs voix.** - Très bien !

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmoos, Madamm Gary. Nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorablen Här Jeff Engelen. Här Engelen, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Jeff Engelen (ADR).** - Merci, Här Präsident. Dir Dammen, Dir Hären, ech mengen, dat meescht ass schonn beliicht ginn. Ech wëll mech duerfir op e puer Punkte beschränken.

Ech wëll awer nach dem Rapport, dem Här Carlo Back, en häerzleche Merci soe fir säi schréfflechen a mündleche Rapport. En huet en Ausbléck gemaach op d'Vélo vum 1919, wivill datt der deemools do mam Vélo gefaucht sinn. Ech wëll em awer dobäi mat op de Wee ginn: Déizäit waren d'Autoen esou rar wéi d'wäiss Mais!

**(Hilarité)**

An doduerjer haten d'Leit, war dat eenzeg Fortbewegungsmittel nun eemol déi Zäit de Vélo. An ech mengen, dat muss awer och an deem Kontext richtegerweis duergestallt ginn. Bon! Awer näischt fir ongutt!

Dat éischt Gesetz zum nationalen Netz vun de Vélosweeër stamt aus dem Joer 1999. Den Objektiv deemools war nach haaptsächlech basierend op dem VéloSPORT an op dem touristesche Beräich. Et waren deemools ronn 950 Kilometer geplangt gewiescht. 250 dovunner waren ewell zu där Zäit do an 320 Kilometer goufen op Basis vum deem Gesetz bis zum Joer 2015 gebaut oder realiséiert. Dat ass eng Saach a 15 Joer vun Ëmsetzung vu ronn 60 % vum deem Gesetz, wann een déi 280 Kilometer, déi ewell gebaut waren, mat arechent. Soss wären et der nëmmen 30 %.

Dat zweet Gesetz zum nationalen Netz vun de Vélosweeër stamt aus dem Joer 2015 an et gouf scho méi enk gestreckt mat der Zäitsetzung, fir och déi kuerz Strecke mat eranzehuelen. Dat wëllt soen, fir eng Méiglechkeet ze maachen, fir et doran all Dag méi attraktiv ze maachen an ze benotzen.

Mat deem Gesetz vum haut baue mer dese Réseau am grouse Kader nach weider aus iwwert d'ganz Land mat 38 grouse Basispisten. An et soll do derbäi och nach interessant bleiwe fir déi kuerz Strecke bis fënnf Kilometer. Mir bauen et elo aus op ronn 1.100 Kilometer, wou der elo ewell ronn 600 Kilometer an der Offert sinn. Mee et muss een awer och wëssen, datt des grouss Pisten uechtert d'Land fir déi mannste Leit géegent si fir hire Wee op d'Aarbecht oder fir eenzel Besuegungen oder ronderëm an d'Schoul. Am stättesche Raum kann dat deels anescht sinn.

Och an den Ae vun der ADR soll de Vélo weider geförderert ginn. Wa schonn eng Véloinfrastruktur geschafe gëtt, dann awer richtig. Dat heescht, och op de Kräizunge muss deem Rechnung gedroe ginn, an d'Trottoiren an d'Vélo sollen och getrennt ginn. Et bréngt näischt, wa Vélosfuereer a Foussgänger sech op den Trottoire begéinen an hin- an hersprangen.

Do derniewent wär et ze recommandéieren, fir ze iwwerpräiwen, datt déi geféierlech Saachen, déi fir d'Vélosfuereer existéieren, wéi zum Beispill datt d'Véloen d'faartrichtung a Stroossen eraufueren, onbedéngt mussen eliminéiert ginn. Et gëtt der hei riets a léns, ech hunn der nach de Mëtteg eng gesinn, an ech mengen, och dat muss gemaach ginn, fir datt et méi sécher gëtt. Ech mengen, mir hu vill Schëlter doruechter stoen, a wann een op all Schëld muss oppassen, da vergësst ee séier dat eent oder dat anert.

Zum Gesetz aus dem Joer 2015 hat d'ADR gesot, datt et muss am Vélosnetz ee Gesamtkonzept ginn. A mat deem Gesetz vum haut gëtt

deem elo weesentlech Rechnung gedroen. Zousätzlech sinn och mat deem Gesetz déi eenzel Kompetenzen tëschent Staat a Gemenge méi kloer definéiert, wat ze begrëissen ass. An et gëtt ee Leitfaden, fir spéider mateneen ze schaffen.

Do derbäi si mer als ADR der Opfaassung, datt bei all neiem Projet oder gréisseren Erneuerungen am Stroossebau eng Vélospist oder -wee misst mat ageplangt ginn. Dës erméiglecht, datt déi eenzel Emprise kënnen direkt geholl ginn an dës an engem Gesamtkontext vun der Stroosenerneuerung, fir net nach mussen spéider nei Piste bäizebauen. An et hätt och dee Virdeel vun der Verkéierssécherheet, datt op deene Stroossen, wou d'Vélosfuereer sech begéine mat den Autoen, da schonn deem ewech wieren (veuillez lire : d'Vekéierssécherheet ewell direkt erhéicht gëtt).

An dann nach en Aspekt, deen den Ausbau vu Vélospisten ënnermauert. Duerch dee stramme Wuessstum, dee mer déi lescht Joren hunn, kommen ëmmer méi Gefierer op eis Stroossen. A mat dese Vélosweeër erreche mer och eng Erhéijung vun der Verkéierssécherheet doduerjer, datt mer versichen, méiglechst vill Véloen vun den normale Stroossen erfuehuelen an op d'Veélospisten ze guidéieren. Well, Autoen a Camionen an zugläch Véloen op enger eenzeger Strooss, do ass d'Geforepotenzial héich, dat mer duerch esou Moosname kënnen awer entkräften.

Dës bedéngt awer och, an dat soll een och roueg soen, datt do, wou Vélosweeër sinn, des och muss vum de Vélosfuereer genotzt ginn, soss hu mer näischt geschafft.

Bei deem Projet de loi kann een och net gesinn, an duerfir géif ech den Här Minister froen, ob och do e Gesamtkäschtpunkt emol hei kéint virgedroe ginn, op wivill dee sech beleeft.

Mir wären awer och nach frou, fir Erklärungen ze kréien, wat den Zäitrame betrëfft. Mir haten elo gesinn, mer hu bal 20 Joer gebraucht fir 600 Kilometer. Wa mer elo nach eng Kéier 20 Joer brauche fir déi aner, ech mengen, do wier et och interessant ze wëssen, wéi den Zäitrame vun deser Geschicht wier.

Wéi gesot, des Vélosweeër am nationalen Netz hu vill Virdeeler. Se gi prioritär genotzt op kuerze Strecke fir op d'Aarbecht oder an d'Schoul. Awer, an dat soll een och net verkenne, och am Beräich vun der Fräizäit a vum Tourismus kommen des Vélosweeër zum Droen. Do schloe mer am Fong geholl zwou Mécke mat enger Klapp.

Och wat d'Fräizäitgestaltung ubelaangt, ass et eng gutt Offert, an och fir eis Touristen ass et eng Beräicherung fir eist Land. An duerfir bréngt mer och d'Zoustämmung zu deem Projet vun der ADR.

Mee, loosst mer awer nach eng Schlussbemierkung zum Schluss! Dës alles bedéngt awer och, datt all des Wanderweeër (veuillez lire: Vélosweeër) mussen qualitativ an engem guden Zoustand gehale ginn, soss huet dee ganzen Invest net ganz vill wäert.

Ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Très bien !

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmoos, Här Engelen. Nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorablen Här David Wagner. Här Wagner, Dir hutt d'Wuert.

► **M. David Wagner (d'Leit).** - Merci, Här Präsident. Ech wäert mech e bësse méi kuerz faassen.

Et ass scho viles gesot ginn a viles begrëisst ginn zu deem Projet de loi, dee mer och begrëissen an dee mer natierlech och wäerte matstëmmen.

Ech wäert keen Historique vum Vélo maachen, well dee krute mer schonn op eng ganz interessant Aart a Weis erzielt. An et ass awer ëmmer interessant ze gesinn, datt oft d'Veelosfuereer als eng Neierung heiansdo esou duergestallt gëtt, obwuel et virum emol kengen 100 Joer, viru 50 Joer eng Normalitéit war an den Auto keng Normalitéit war.

Genauso wéi och d'Fräiheet vum Foussgänger, op der Place publique ze trëppelen, sief et um Trottoir a souguer op der Strooss, datt déi gesécher war an datt hien eng Prioritéit hat virum Auto. An datt u sech de Foussgänger huet misse virum Auto wäichen, well ëmmer méi Zirkulatioun an ëmmer méi Autoe komm sinn. D'Foussgänger an d'Veelosfuereer hu misse wäichen, well Accidenter geschitt sinn. An d'Accidenter, déi déidlech Accidenter si jo duerch d'Autoe geschitt an net duerch d'Foussgänger oder d'Veelosfuereer.

An u sech hunn d'Veelosfuereer an d'Foussgänger vill Plaz verluer op der Place publique, a Wierklechkeet, historiesch gesinn. Et ass schonn eng interessant Saach. Ech ginn dovunner aus, datt

an der Zukunft déi Place publique erëm vun de Foussgänger an de Vélosfuereer zrëckerobert wäert ginn. Esou oder esou wäert et geschéien. Iergendwéi maache mer et fräiwëlleg oder mir ginn dozou gezwongen.

Mir begrëissen dee Projet de loi natierlech, well en awer d'Kompetenzen tëschent Staat a Gemenge wierklech och klarifizéiert a verbessert. Mir wëssen, datt zu Lëtzebuerg déi Projeten, soubal et em d'Zirkulatioun geet, em Travaux publics geet, datt se ëmmer kënnen ganz schweierfällig sinn a ganz laang, ganz laang daueren.

Et wäert och zu reelle Verbesserungen um Terrain kommen. Bon! Mir wëssen, datt mer awer nach weiderhi keen Echeancier hunn, zum Beispill och, wat d'Piste express fir bis op Esch ueget, datt dat normalerweis fir 2035 geplangt ass. Et geet een dovunner aus, datt dann och d'Pist ...

**(Interruption par M. le Ministre François Bausch)**

Ech weess net, also vläicht gëtt et méi kuerz ...

**(Interruption par M. le Ministre François Bausch)**

Ech hoffen, jo. Ech ginn dovunner aus. Voilà!

Mee dat sinn u sech awer normalerweis ëmmer esou Zäitramen, déi ee bis elo ëmmer gewinnt ass hei zu Lëtzebuerg, datt ee wierklech immens laang Zäit brauch, fir eeben esou Aarbechten ze maachen a fir esou Pisten ze inauguréieren.

Duerno stellt sech allgemeng d'Fro, also et winnt ee sech jo ëmmer méi drun, datt ëmmer méi Leit mam Vélo fueren, well et awer vill positiv Aspekter mat sech bréngt. Dat heescht jo och, datt d'Autofuereer lues a lues och nei Reflexer mussen kréien an och kréien an ëmmer méi oppassen. Et funktionéiert awer bäi Wäitem net ëmmer esou richtig. Ech si jo och selwer Autofuereer an ech muss mech och, ech si kee Rowdy a Wierklechkeet, mee ech muss mech awer och heiansdo drun ...

**(Interruption)**

Dach, ech si kee Rowdy! Hie kuckt hei.

Et muss een heiansdo oppassen.

D'Fro, déi ee sech ëmmer stellt, och bei Vélospisten, dat ass och d'Sécherheet. Well egal wéi, et kann een natierlech soen: D'Autofuereer solle sech och de Vélosfuereer oppassen a sollen hire Comportement änneren. Dat ass richtig. Mee et geet duer, datt et eng Kéier net duergeet an de Vélosfuereer ass de Verlëierer. Dat heescht, Sécherheeten, och esou - wéi seet een? -, esou kleng, elo hunn ech d'Wuert vergiess, esou kleng Mauere laanscht d'Pisten oder Ofgrenzung misse sech vläicht warscheinlech och nach generaliséieren, quitte datt dat op gewesene Plazen heiansdo och problematesch ka sinn. Voilà!

Mee ceci étant dit, wäerte mer natierlech dee Projet de loi matstëmmen. Ech soen lech Merci.

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmoos, Här Wagner. Leschten ageschriwwene Riedner ass den honorablen Här Marc Goergen. Här Goergen, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Marc Goergen (Piraten).** - Här Präsident, mat deem Gesetzesvorschlag sollen d'Velospiste bei eis am Land op Vordermann bruecht ginn. Et wär jo unzehuelen, dass, wann eis Stroosse fir d'Veloen an der Rei sinn, dann och méi Leit vum hirem Auto op de Vélo ëmklammen.

Dat ass e Punkt, deen een awer eigentlech bezweifelen kann. Kuckt lech emol de Chaos mat de Vélospisten aktuell un! Wann een et bis an d'Hauptstad gepackt huet, jo, do setze sech dann d'Veelosfuereer all Dag engem enorme Risiko op de Stroossen aus. Nom MoDu 2.0 fueren aktuell 55 % vum den Awunner mam Vélo. No der Analys vum MoDu mécht et duerchaus Sënn, wann ee fir déi Leit d'Velosweeër esou ausbaut, dass si mam Vélo op d'Aarbecht oder an d'Schoul kënnen fueren. Et ass evident, dass doduerch och d'Klimabilanz vum Transportsecteur em viles verbessert gëtt, wat méi Leit mam Vélo fueren.

D'Saach ass awer och déi, dass Lëtzebuerg déi héchsten Autoquot a ganz Europa huet. Den Auto huet einfach de Virdeel, dass ee bequeem op A eraklammen an op B erausklamme kann. Zwar muss ee moies an owes dofir am Stau stoen, mee vill Leit sinn trotzdem all Dag bereet, dat op sech ze huelen, well am Auto gi si net naass an et gëtt hinnen och net kal.

D'Pirate sti fir eng nohalteg Ëmweltpolitik. Mir sinn och averstanen, dass dofir méi Leit op de Vélo sollen ëmklammen. Mee mir erwaarden eis dann awer och, dass d'Leit, déi sech deem Effort dann undinn, belount solle ginn.

Hei stelle sech dann och verschidden technesch Froen: Wäerten d'Velosweeër am Wanter

och moies fréi gestreet ginn, ier d'Leit erausfuere? Wäerten d'Velosweeër an Zukunft strukturell vun de Stroossen ofgetrennt ginn, fir d'Sécherheet ze garantéieren? Well eppes muss kloer sinn: Mir wäerten net méi Leit op de Vélo kréien, wann de Risiko vum engem Accident um Vélo héich bleift!

Amplaz d'Autofuereer ze bestrofen a si esou op en effentlechen Transport ze lenken, soll een d'Leit belounen, wa si mam Zuch fueren oder de Vélo huelen. De gratis effentlechen Transport, dee mir säit eiser Grënnung fuerderen, gëtt elo endlech eng Realitéit an ass fir eis schonn emol den éischte Schrëtt an déi Richtung. Mee, dat Ganz kéint, muss nach weidergoen!

Firwat gëtt et a villen effentlechen Arichtungen oder an de Gemengen nach ëmmer keen Tele-travail ee- bis zweemol d'Woch? Firwat geet d'Schoul ëmmer nach um Punkt aacht Auer un, amplaz versaten Horairen ze schafen? Firwat net d'Enterprisen emol belounen, wa se d'Aarbechtsbedéngunge schafen, dass hir Leit kënnen mam Vélo op d'Schaff kommen?

Dir gesitt, mir mussen nach vill Ureizer schafen. Wa mir bereet sinn, 252 Milliounen Euro fir eise Vélosréseau an de Grapp ze huelen, da muss dese Réseau an Argument sinn, fir vum warmen Autosätz op de Guidon ëmzeklappen.

Mam Bléck op d'Paräisser Klimaofkommis an d'Ëmweltziler vu Lëtzebuerg si mir Piraten awer méi wéi bereet, dese Projet matzedroen an och de Vélosfuereer hei am Land e méi agreabelen Trajet bereetzustellen.

Merci.

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmoos, Här Goergen. D'Regierung huet d'Wuert. De Mobilitéits- an Infrastrukturminister François Bausch. Här Bausch, Dir hutt d'Wuert.

**Prise de position du Gouvernement**

► **M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics.** - Merci, Här Präsident, fir d'Wuert. An och Merci allen Députéierte fir hir Interventiounen. An ech muss soen, dat gefält mer ganz gutt, datt dat Gesetz hei 60 Stëmme kritt, esou wéi dat jo elo ugekënnegt ginn ass. An ech wëll derbäisoen: Dat war och historiesch net ëmmer esou. An et ass nach net laang hier, wou ech Situatiounen erlieft hunn, wou, wann et em de Vélo gaang ass, nawell zimmlech kontrovers diskutéiert ginn ass.

Ech erënnere mech drun, wéi ech nach als Schäffen an der Stad Lëtzebuerg 2005 ugefaangen hunn, wat ech do hu misse Schluuechte schloen, also politesch Schluuechte selbstverständlech, keng aner, fir all Meter Vélospist, dee mer wollte plangen a bauen. Well, wéi et scho vu verschiddenen, oder bal vun alle Riedner elo haut hei gesot ginn ass, wa mer Véloinfrastrukture bauen a plangen, da geet dat bei neien Infrastrukturen, déi mer bauen, an do ass dat kee Problem, do plange mer se direkt an der Strooss mat dran. Mee bei besteeënden Infrastrukture geet et ëmmer op d'Käschte vun iergendengem aneren, da geet et op d'Käschte vu Parkplazen, et geet op de Raum vum Auto oder wat och ëmmer. An duerfir war dat an der Zäit, an dat ass nach net esou laang hier, ëmmer ganz kontrovers diskutéiert. Ech sinn duerfir extrem frou, datt haut esou e grouse Konsens besteet, fir de Vélo ze férdere an duerfir d'Gesetz och esou eng grouss Zoustëmmung kritt.

Et ass scho vu verschiddenen Députéierte gefrot ginn: Wivill? Wou si mer haut drun? Wat geschitt an deser Legislaturperiod? Ech kann lech soen: Am Moment si 35 Kilometer am Chantier, et si 65 Kilometer an der Geneemungsprozedur, also am Avant-projet, an et sinn 200 Kilometer an der Planung. Dat heescht, am Total sinn 300 Kilometer Vélospist ënnerwee.

Elo ass et natierlech esou, ech wëll elo net hei euphoresch ginn, et wär jo schéin, wa mer dat géife packen, mee ech mengen net, datt mer et packen, an deser Legislaturperiod déi 300 Kilometer ze bauen. Et ass awer esou, datt déi meescht, déi mer hei maachen, och net déi einfachst sinn, a virum allem sinn et awer ganz wichteger.

Ech wëll lech der nëmmen e puer opzielen. Dat ass vun Esch op de Belval. Mir hunn elo d'lescht Woch déi nei Bréck virgestallt, déi mer wäerte bauen. Dat ass déi gréisste Vélosbréck an Europa, déi mer do wäerte bauen. E ganz flotten, spektakuläre Projet, deen och, mengen ech, fir d'Regioun vill wäert bréngen, souguer touristesch. Da vun Elwen op Clierf, dat ass e Stéck vun der Vennbahn. Dat interesséiert natierlech den Emile Eicher ganz staark. Ech hoffen, datt mer do relativ séier weiderkommen op där Pist, well déi ass extrem wichteg, aus villfältigen Hinsichten, virum allem och touristeschen. Giewemille-Kautebaach am Eislek, och eng komplizéiert Streck, mee déi, mengen ech, fir de Vélostourismus wichteg ass.

## Chambre des Députés

### Compte rendu officiel

#### Supplément commun aux quotidiens :

Luxemburger Wort, Tageblatt, Lëtzebuurger Journal, Zeitung vum Lëtzebuurger Vollek

#### Contenu rédactionnel :

Service du compte rendu de la Chambre des Députés  
Service des relations publiques de la Chambre des Députés  
Tél. 466 966-1

#### Saisie de texte :

Espace Médias SA, Esch-sur-Alzette

#### Conception et mise en page :

Espace Médias SA, Esch-sur-Alzette

#### Concept et coordination générale :

BRAIN & MORE, agence en communication, Luxembourg

#### Imprimeries :

Saint-Paul Luxembourg SA 2, rue Christophe Plantin L-2988 Luxembourg  
Editpress SA 44, rue du Canal L-4050 Esch-sur-Alzette

An dann natierlech de Véloexpresswee vun der Stad op Esch. Den Här Wagner huet vun 2035 geschwat, ech sinn do e bësse méi optimisteschen. Ech wëll net behaupten, dass mer an deenen nächsten zwee, dräi Joer dat do wäerte bauen, mee ech ginn awer dervun aus, ech géif emol soen, mir hu jo virgesinn, dass den Tram op Féiz soll fuere bis 2027, 2028, loosse mer soen 2028, dass parallel dozou déi Vélostréck, den Expresswee bis 2026, 2027, 2028 bis op Esch awer da fäerdeg wär. Dat gëtt jo parallel gebaut zur Autobunn, déi jo ausgebaut gëtt op der Bande d'arrêt d'urgence fir de Covoiturage a fir de Bus, an do soll d'Veilospist dann an engem matgeplangt ginn.

An da Contern-Sandweiler-Stad, och e komplizierten Deel, dee wichteg ass. Bon, dat sinn elo nëmmen déi ganz wichteg, déi ech opgezielt hunn. Ech kënn awer nach eng ganz Rei anererbäizieleen. Also et ass vill um Lafen.

Mir hunn och déi Cellulë sougutt bei de Ponts et chaussées wéi am Ministère verstärkt. An ech wëll drop hiweisen, 2013, wéi ech ugefaangen hunn, do ass et weeder an der Stroossebauverwaltung nach am Ministère iergendeng Persoun ginn, déi sech spezifesch ëm de Vélo bekëmmert huet. Haut hu mer eng Cellule, eng Divisioun souguer, an der Stroossebauverwaltung, déi sech drëms këmmert. A mir hunn am Ministère wierklech ganz staark age stellt, fir dorunner ze schaffen, soudatt mer hoffen, dass dat relativ séier wäert weidergoen.

An ech wëll och dem Här Wilmes soen: Ech géif mech schwéier hidden, fir mengem Frënd Claude Wiseler seng Meritte vum MoDu net wëllen unzeerkennen. Mee ech wëll him awer soen, zum Historique, einfach der Vollständigkeet halber, dass dat Gesetz, wat de Claude Wiseler 2013 gemaach huet, wat e gutt Gesetz war, e gudden Usaz war, awer e Schwaachpunkt hat. An de Schwaachpunkt war, dass den urbane Raum, also de Vélo am Alldag, deemools net genuch berücksichtigte war, an dass mer dat dunn nogebessert hunn.

Dat heescht, d'Gesetz, wat 2015 gestëmmt ginn ass, dat ass dunn ënnert där neier Regierung staark nogebessert ginn. An dat ass e Paradigmewissel, deen awer komm ass, dass mer wierklech eriwergeswicht si vum Vélo an deem Gesetz, an där Vélogesetzgebung, zum Vélo als Alldagsfortbewegungsmittel. Also, wéi gesot, dass huet nëischt dermat ze dinn, dass et d'Meritte vu vergaangene Ministeren net wëll unerkennen, mee just awer vollstännegkeetshalber. Mee ech ginn dem Här Wilmes awer Recht, dass ass Moutarde après dîner. Dat interesséiert haut kee méi. Ech mengen, mir sollen no vir kucken. An et geet drëms, dass mer kucken, esou séier wéi méiglech déi Projeten, déi mer wëlle maachen, zesumme gemaach ze kréien.

Ech wëll him och soen, am Kader vun der Zesummenaarbecht mat de Gemengen, dass d'Zesummenaarbecht awer gutt leeft. Mat verschiddene Gemenge besser wéi mat aneren, mee dat huet awer villfälleg Grënn. Dass net ëmmer de Gemengen an och net ëmmer dem Staat seng Schold. Do gëtt et heiansdo ganz ënnerschiddlech Ursachen.

Wat mer awer elo wäerte maachen, dass ass virun allem, fir d'Situatioun ze vereinfachen, well wann ech zum Beispill d'Subsiden huelen, do gëtt et jo ënnerschiddlech Subsiden, déi ee ka kréien, wann ee Vélospiste baut. Mir wëllen e Guichet unique schafen, wou dann de Mobilitéitsministère dran ass, den Tourismusministère vertrueden ass, d'ASTA an d'Ponts et chaussées, dass heescht, alleguerten d'Akteuren, déi och finanziell de Gemenge kënnen hëlfe, fir hir Vélospisten an d'Réi, also dohinnerze kréien. Da gëtt et och méi einfach fir d'Gemen-

gen, fir sech iwwert dee Guichet unique do un all déi néideg Instanzen zesummen ze wenden.

Da wëll ech him och soen, dass dat Beispill vum PC1, wat en do erwänt huet - dat am Fong eng Vélospist ass, déi et haut gëtt, duerfir heescht se jo och PC1 -, dass dat de Moment allerdéngs eng Bullisstreck duerch de Bam-bësch ass, an deelweis eng Pente vun 10 %, wou ee muss erofrennen iwwer Pawee. Also, et muss ee scho bal Tour-de-Flandres-Spezialist sinn, fir sech ze trauen, dass ze fuere. An am Endeffekt, dass wat elo geschitt, ass nëischt aneres, wéi dass déi Bullisstreck an eng Bëtonspist ëmgewandelt gëtt, e Rond-point securiséiert gëtt, an dass mer déi 10 % Pente evitéieren doduerjer, dass mer en anere Wee gesicht hunn, deen et awer och gëtt, eng Strooss, wou amplatz 10 % nëmme 6 % Pente do ass. Wann duerfir do elo net extra consultéiert ginn ass, dann ass dat, well awer nëischt besonnesch fir d'Gemeng direkt ze decidéieren ass. Mee am Allgemenge soll natierlech mat de Gemenge geschwat ginn.

An ech kann lech och versécheren, dass huet och an der Kommissioun gesot: Ech si ganz, ganz flexibel, an dat hunn ech och menge Leit gesot. Mir wëlle jo d'Gemengen encouragéieren, dass se eppes maachen op hirem Territoire, sougutt d'Ubannung an d'PCE wéi awer och innerhalb vun de Gemengen. A wann et nëmme geet, si mer wierklech extreem flexibel, fir ze hëlfe, sougutt wat d'Subsiden ubelaangt, wéi och, wat logistesche oder aner Hëlfe, Consultationshëlfe, ubelaangt, fir dass eppes geschitt. Well mir hunn all en Interêt, dass net nëmmen déi national PCE séier weiderginn, mee och déi kommunal, well dass ass e wichteg Bindeglied an deem ganze Konzept, soss funktionéiert et herno net.

Wat mer nach wäerte maachen, dass ass, dass mer kucke fir déi nächst fénnef Joer. Ech hu viru gesot, dass wat elo an der Planung ass an am Chantier ass. Mee warscheinlech wäerte mer och nach elo eng Prioriséierung setzen, well mir hu jo en Netz, a wann Der d'Kaarte kuckt, déi Der gewise kritt hat - an Dir hutt, mengen ech, jo all eng PowerPoint kritt gehat an der Kommissioun, d'Entwécklung vun eisem Vélo-reseau bis haut -, da gesitt Der, dass mer eng grouss Schwächt hunn: Dass ass, dass et am ganze Land schon iergendwou Piste gëtt, mee iwwerall gëtt et Stécker, déi feelen, soudatt mer prioritär eis konzentrieren op zwou Saachen déi nächst Joren. Dat eent sinn natierlech d'urban Zentren. An dat Zweet ass dann natierlech, am ländleche Raum ze kucken, wou Stécker feelen, fir déi also emol direkt zouzemaachen, déi Pisten, dass et continu Piste ginn, fir dass mer esou séier wéi méiglech vun Norden no Süden, vun Osten no Weste Verbindungen hunn, also Uschlëss hunn un déi grouss iwwergeuerdnet Reseauen, déi et awer gëtt.

Also, wéi gesot, dass ass d'Zilsetzung. Ech hoffen, dass mer et hëkréien. Mir hunn natierlech och an deem heiten Dossier, wéi a villen aneren, Konfliktsituatiounen, zemoos de Vélo nach méi duerch schützenswäert Gebitter, Naturschutz an esou weider, fiert. Mir haben an der leschter Legislaturperiode an immens gudden Usaz ënner mengem leider verstuerwene Frënd Camille, deen en Aarbechtsgrupp zesumme-gesat hat, wou en alleguerten d'Akteuren zesummegeeruff hat, wou mer och Reegelen ausgeschafft hunn, a wou et eigentlech Solutiounen gëtt fir all Vélospist. Duerfir diert et am Fong keen Argument méi ginn, fir fir iergende Belag ze soen: „Deen doten, dee wëlle mer net.“ Et gëtt am Fong fir all Situatioun e Belag. A mir wëllen dee Grupp elo erëm wierklech nei reaniméieren, fir dass d'Koordinatioun tëschen den eenzelne staatleche Verwaltungen an och deenen an de Gemengen erëm besser gëtt, fir

dass mer esou Konflikter, déi mer de Moment hunn, ob et um nationalen Niveau ass oder vun de Kommunen, wéi dem Här Lies säi Beispill, wat en och an der Kommissioun ginn huet, dass ech absolutt verstinn, dass mer déi méi séier geléist kréien. Ech mengen, dass ass wichteg, fir dass mer weiderkommen, dass déi tëschestaatlech a staatlech-kommunal Zesummenaarbecht méiglech gutt funktionéiert.

Och dem Här Hahn wëll ech soen, dass déi Iddi vu Virfinanzierung eng ass, déi mir eigentlech sympathesch ass. Mir mussen just oppassen - wat awer wichteg ass -, dass d'Reegele respektéiert ginn. Dass, wann eng Gemeng baut, dass se natierlech awer esou baut, dass et de Standarden entsprécht, zemoos, wann et eeben op enger Nationalstrooss ass, dass dat herno de Standarden entsprécht, déi op der Nationalstrooss do verlaangt si laut de Reegele vun de Ponts et chaussées. Duerfir, ech sinn, wéi gesot, net géint esou Léisungen, au contraire. Wann dat ka beschleunegen, soll een dee Wee goen. Mee da muss et awer ëmmer an enker Zesummenaarbecht geschéie mat der Stroossebauverwaltung, fir dass mer net Saache bauen, wou dann herno d'Stroossebauverwaltung seet: „Dass do entsprécht net de Sécherheitsstandarden, wéi et misst sinn op der staatlecher Strooss.“

Dat gesot, Här President, Dir Dammen an Härën, e grouse Merci fir déi breet Zoustëmmung.

**M. Fernand Etgen, Président.**- Merci villmools dem Mobilitéits- an Infrastrukturminister François Bausch. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

#### Vote sur l'ensemble du projet de loi 7371

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7371. Den Text steet am Document parlementaire 7371<sup>6</sup>. D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'éischt déi perséinlech Stëmme. Duerno de Vote par procuration.

De Vott ass ofgeschloss. Le compte est bon. De Projet de loi 7371 ass mat 60 Jo-Stëmme eestëmmege uegholl.

*Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par M. Marco Schank), MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles (par Mme Diane Adehm), Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter (par M. Jean-Marie Halsdorf) ;*

*MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Eugène Berger, Frank Colabianchi, Mme Joëlle Elvinger, MM. Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mmes Carole Hartmann et Lydie Polfer (par M. Gusty Graas) ;*

*Dan Biancalana, Alex Bodry, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Lydia Mutsch ;*

*Mme Ahmedova Semiray, MM. Carlo Back, François Benoy (par Mme Josée Lorsché), Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;*

*MM. Jeff Engelen, Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding ;*

*MM. Sven Clement (par M. Marc Goergen) et Marc Goergen ;*

*MM. Marc Baum et David Wagner.*

#### 16. 7364 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 31 janvier 1948 relative à la réglementation de la navigation aérienne

Eisen nächste Punkt vun eisem Ordre du jour ass de Projet de loi 7364, eng Ofännerung vum Gesetz iwwert de Fluchverkéier. An ech géif direkt d'Wuert ginn un de Rapporteur vun deem Projet de loi, den honorabelen Här Carlo Back. Här Back, Dir hutt d'Wuert.

#### Rapport de la Commission de la Mobilité et des Travaux publics

**M. Carlo Back (déi gréng), rapporteur.**- Här President, Kolleginnen a Kollegen, jo, de Mëtteg schwätze mer iwwert de Projet de loi 7364 an do geet et ëm d'Modification de la loi modifiée vum 31. Januar 1948 relative à la réglementation de la navigation aérienne.

Èm wat geet et hei genau, an deem Projet? Ma et geet drëm, eis Legislatioun unzepassen, wat d'Exploitatioun oder d'Bedriewe vun engem Flughafen, Helikopterlandeplaz oder engem Terrain de vol betrëfft.

Ech wëll hei gläich betounen, dass de Findel, also eisen nationale Flughafen, net vun deemem Projet de loi betrëfft ass. Deen ass an deser Matière duerch eng spezifesch Gesetzgebung ofgedeckt.

Déi Adaptatiounen an deem erwäante Gesetz vum 31. Januar 1948 berouen op engem Avis vum Conseil d'État Nummer 51.983 zu engem Projet vun engem Règlement grand-ducal betreffend d'Exploitatioun vun engem Helikopterlandeplaz. An deem Avis constatéiert de Staatsrot, dass dës och fir kommerziell Zwecker kéinte benotzt ginn. Vu dass esou kommerziell Aktivitéiten duerch d'Constitutioun protegéiert ginn, Artikel 11 Paragraf 6, muss de Gesetzgeber een Artikel an déi betreffend Legislatioun aféieren, fir dese Fall ofzedecken. Dëst gëtt dann déi néideg legal Basis zu deem betreffende Règlement iwwer Helikopterlandeplazen.

Dese Gesetzesprojet affektéiert dann och all aner Landeplaze fir Fligeren, Aerodromen an Terrain-de-volen, deenen hir Exploitatioun och vun esou enger kommerzieller Exploitatioun betrëfft ass.

Dese Projet de loi détailléiert dann och, dass esou Terrainen eng Autorisatioun mussen hunn, vum Direkter vun der Aviation civile, wou dann ënner anerem eeben och d'Konditiounen vun deser Autorisatioun détailléiert ginn.

De Projet de loi ass de 4. Oktober 2018 deposéiert ginn. De Staatsrot huet säin Avis den 21. Dezember 2018 ofginn, mat enger Opposition formelle, déi legistescher Natur war. Technesch Exigenzen kënnen an engem Règlement net fixéiert ginn, mee müssen do preziséiert ginn.

D'Kommissioun huet déi dann och akzeptéiert. An der Sëtzung vum ...

**Une voix.**- Et léiert een ëmmer bäi.

**M. Carlo Back (déi gréng), rapporteur.**- ... 14. November 2019 huet d'Kommissioun dann de Rapport zum Projet, deen hei virläit, uegholl. An ech ginn och heimat den Accord vun der grénger Fraktioun.

Ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

**Plusieurs voix.**- Très bien !

**M. Fernand Etgen, Président.**- Merci villmools, Här Back.

#### 17. 7371 - Projet de loi modifiant :

**1° la loi du 28 avril 2015 relative au réseau cyclable national et aux raccordements de ce réseau vers les réseaux cyclables communaux ;**

**2° la loi du 21 décembre 2009 relative au régime des permissions de voirie (suite)**

#### Dispense du second vote constitutionnel

A virdrun hat ech, am Eifer des Gefechts, vergiess, d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel ze froen.

De Projet vun de Véloswéer. Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel bei deem Projet?

#### (Assentiment)

Dann ass et esou decidéiert.

#### 18. 7364 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 31 janvier 1948 relative à la réglementation de la navigation aérienne (suite)

An da komme mer zréck bei de Projet de loi 7364. An ech ginn dann d'Wuert un den honorabelen Här Serge Wilmes.

#### Discussion générale

**M. Serge Wilmes (CSV).**- Ma Merci villmools, Här President. Ech soe Merci dem Rapporteur a ginn den Accord vun der CSV-Fraktioun.

**M. Fernand Etgen, Président.**- Den Här Hahn, wannechgelift.

**M. Max Hahn (DP).**- Ma ech géif mech de Wieder vum Kollege Serge Wilmes uschlëssen an dem Rapporteur Merci soe fir seng zwee Rapporten, an och den Accord vun der Fraktioun vun der Demokratescher Partei ginn.

**M. Fernand Etgen, Président.**- Merci villmools, Här Hahn. An dat selwecht vum Här Biancalana.

**M. Dan Biancalana (LSAP).**- Merci, Här President. Dem Här Back Merci fir säi mëndlechen a schrëftlechen Rapport. An ech ginn den Accord vun der LSAP-Fraktioun.

**M. Fernand Etgen, Président.**- Dass selwecht op Eislesch vum Här Jeff Engelen.

## Le saviez-VOUS ?

## COMPTE RENDU

Le compte rendu est une publication de la Chambre des Députés qui reproduit dans leur intégralité toutes les interventions faites lors des séances plénières de la Chambre des Députés. Il contient par ailleurs un résumé des textes législatifs adoptés, les questions posées aux membres du Gouvernement et les réponses reçues ainsi qu'un aperçu général des activités de la Chambre des Députés. Le compte rendu est distribué gratuitement en tant que supplément des quatre principaux quotidiens à tous les ménages. Il peut être consulté en ligne sur [www.chd.lu](http://www.chd.lu) - Travail à la Chambre - Séances publiques - Comptes rendus des séances.

► **M. Jeff Engelen (ADR).**- Jo. Här President, ech soe Merci. Mir géiften dann och dem Här Carlo Back Merci soe fir säi schrëftlechen a mëndleche Rapport. A mir ginn d'Zoustëmmung zu dësem Projet.

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci, Här Engelen. An duerno den Här Marc Goergen.

► **M. Marc Goergen (Piraten).**- Merci, Här President. Mir ginn och eisen Accord. Mir wollte just nach eng Kéier drop opmierksam maachen, dass allgemeng vläicht eng Informationscampagne eng Kéier ubruecht wär, wéi een hei am Land mat Dronen ëmgeet, wéi eng Autorisationen een dofir brauch a weini dass een d'äerf domat fléien. Mee mir ginn awer den Accord zu deem Gesetz.

► **M. Fernand Etgen, Président.**- An dann huet d'Regierung d'Wuert, den Här Mobilitéitsminister François Bausch.

**Prise de position du Gouvernement**

► **M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics.**- Dee seet och en décke Merci fir déi 60 Stëmme.

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci villmools.

**Vote sur l'ensemble du projet de loi 7364 et dispense du second vote constitutionnel**

Da komme mer zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7364. D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'éischt déi perséinlech Stëmme. Duerno de Vote par procurator.

De Vott ass ofgeschloss an dëse Projet de loi 7364 ass och eestëmmeg mat 60 Jo-Stëmme uegheoll.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par M. Marco Schank), MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles (par Mme Diane Adehm), Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter (par Mme Martine Hansen) ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Eugène Berger, Frank Colabianchi, Mme Joëlle Elvinger, MM. Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mmes Carole Hartmann et Lydie Polfer (par M. Gusty Graas) ;

MM. Dan Biancalana, Alex Bodry, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy (par Mme Stéphanie Empain), Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal

Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Jeff Engelen, Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding ;

MM. Sven Clement (par M. Marc Goergen) et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

**(Assentiment)**

Et ass also esou decidéiert.

**19. 7365 - Projet de loi portant modification****1) de la loi modifiée du 31 janvier 1948 relative à la réglementation de la navigation aérienne ;****2) de la loi du 23 mai 2012 portant transposition de la directive 2009/12/CE du Parlement européen et du Conseil du 11 mars 2009 sur les redevances aéroportuaires et portant modification : 1) de la loi modifiée du 31 janvier 1948 relative à la réglementation de la navigation aérienne ; 2) de la loi modifiée du 19 mai 1999 ayant pour objet a) de réglementer l'accès au marché de l'assistance en escale à l'aéroport de Luxembourg, b) de créer un cadre réglementaire dans le domaine de la sûreté de l'aviation civile, et c) d'insérer une Direction de l'aviation civile**

Mir kommen elo zum Projet de loi 7365, enger weiderer Ofännerung vum Gesetz iwwert de Fluchverkéier, a Rapporteur ass nach eng Kéier den honorabelen Här Carlo Back. Här Back, Dir hutt d'Wuert.

**Rapport de la Commission de la Mobilité et des Travaux publics**

► **M. Carlo Back (déi gréng), rapporteur.**- Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, jo, de Projet de loi 7365 betrëfft och erëm eng Kéier dat Gesetz, wat ech scho virdu mentionéiert hunn, dat vum 31. Januar 1948, relative à la réglementation de la navigation aérienne, awer dëse Projet de loi betrëfft awer och d'Gesetz vum 23. Mee 2012, wou et ëm eng Ëmsetzung vum enger europäescher Direktiv goug.

Bei dësem Projet de loi geet et drëm, eis Legislatioun an domat eis Terminologie unzepassen un déi aktuell europäesch Legislatioun, wat Redevancen oder Taxe betrëfft am Fluchverkéier. An Zukunft muss mir tëschent zwou Kategorie vu Redevancen ënnerscheiden: d'Redevances, wat d'Servicer vun der Navigation aérienne betrëfft, an d'Redevances aéroportuaires. Mat dësem Text maache mir dann och kloe d'Separatioun an eisen zwee besteëndenden Texter, déi an deem Sënn net méi aktuell waren.

D'Redevances aéroportuaires sinn définéiert an der Direktiv 2009/12/CE an am Gesetz vum 23. Mee 2012. Si gi vun der Firma lux-Airport kollektéiert a betreffen haaptsächlech d'Servicer, déi um Buedem uegebuede ginn.

Dann, d'Redevances de navigation aérienne betreffen d'Navigation aérienne an déi falen un, well Fligere jo begleet ginn um Himmel duerch eeben d'Fluglotsen, an déi Taxe ginn dann och, déi Redevancé ginn dann och vun der Administration de la navigation aérienne, der ANA, percevéiert.

En résumé: Well d'Terminologie um Niveau vun der europäescher Legislatioun geännert huet, passt dëse Projet de loi eis Gesetzgebung, zwee Gesetzer, un déi nei Konditiounen un. Domat verschwënt och d'Notioun vun de Redevances d'atterrissage, déi elo ënnert d'Kategorie vun de Redevances de navigation aérienne falen.

De Projet de loi ass de 4. Oktober 2018 deposéiert ginn. De Staatsrot huet säin Avis den 21. Dezember 2018 ofginn ouni Opposition formelle. An der Sëtzung vum 14. November 2019 huet d'Kommissioun dann de Rapport zum Projet, deen lech elo hei virläit, uegheoll.

Ech ginn och heimadder den Accord vun der grénger Fraktioun zu dësem Projet de loi.

**► Une voix.**- Très bien !

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci villmools, Här Back. Dann ass et um honorabelen Här Max Hahn.

**Discussion générale**

► **M. Max Hahn (DP).**- Jo, ech géif dem Rapporteur och Merci soe fir säin exzellente schrëftlechen a mëndleche Rapport an och den

Accord vun der Fraktioun vun der Demokratescher Partei ginn. Merci.

► **M. Fernand Etgen, Président.**- An da wier et um honorabelen Här Dan Biancalana.

► **M. Dan Biancalana (LSAP).**- Merci, Här President. Dem Rapporteur soe mer Merci fir säi mëndlechen a schrëftleche Rapport. An ech ginn den Accord vun der LSAP-Fraktioun.

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Den Här Jeff Engelen.

► **M. Jeff Engelen (ADR).**- Merci, Här President. Mir géiften dann dem Här Carlo Back Merci soe fir säi Rapport. An ech bréngen dann d'Zoustëmmung vun eisem Grupp. Merci.

► **M. Fernand Etgen, Président.**- An dann den Här Marc Goergen.

► **M. Marc Goergen (Piraten).**- Merci dem Här Back. A mir ginn och eis Zoustëmmung.

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci villmools. An da wier et um Minister.

**Prise de position du Gouvernement**

► **M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics.**- De Minister hat net geduecht, dat et esou séier géif goen. Hie seet och nach eng Kéier Merci.

► **M. Fernand Etgen, Président.**- An da komme mer zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7365. Den Text steet am Document parlementaire 7365<sup>2</sup>.

**Vote sur l'ensemble du projet de loi 7365 et dispense du second vote constitutionnel**

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'éischt déi perséinlech Stëmme. Duerno de Vote par procurator. De Vott ass ofgeschloss.

Dëse Projet de loi 7365 ass eestëmmeg mat 60 Jo-Stëmme uegheoll.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par Mme Françoise Hetto-Gaasch), MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles (par Mme Viviane Reding), Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter (par M. Jean-Marie Halsdorf) ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Eugène Berger, Frank Colabianchi, Mme Joëlle Elvinger, MM. Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mmes Carole Hartmann et Lydie Polfer (par M. Gusty Graas) ;

MM. Dan Biancalana, Alex Bodry, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy (par Mme Stéphanie Empain), Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Jeff Engelen, Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding ;

MM. Sven Clement (par M. Marc Goergen) et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

**(Assentiment)**

Et ass also esou decidéiert.

**20. 7415 - Projet de loi portant approbation des amendements adoptés par la résolution 2017-I-4 de la Conférence des parties contractantes à la Convention relative à la collecte, au dépôt et à la réception des déchets survenant en navigation rhénane et intérieure, signée à Strasbourg, le 9 septembre 1996**

Dee leschte Punkt vun eisem Ordre du jour vun haut ass de Projet de loi 7415, eng Konvention iwwert den Offall, dee bei der Navigatioun entsteet. Rapporteur vun dësem Projet de loi ass nach eng Kéier den honorabelen Här Carlo Back. Här Back, Dir hutt d'Wuert.

**Rapport de la Commission de la Mobilité et des Travaux publics**

► **M. Carlo Back (déi gréng), rapporteur.**- Jo. Merci, Här President. Kolleeginnen a Kolleegen, jo, am Projet de loi 7415 geet et ëm d'Approbatoun, ech liesen lech et op Franséisch vir, dann ass et méi kloer: « ... des amendements adoptés par la résolution 2017-I-4 de la Conférence des parties contractantes à la Convention relative à la collecte, au dépôt et à la réception des déchets survenant en navigation rhénane

et intérieure, signée à Strasbourg, le 9 septembre 1996. »

Èm wat geet et an deem heite Projet de loi, mat deem mir eng Ofännerung vun der grad erwänter Konventioun, déi 1996 zu Stroosbuerg ënnerzeechent gouf, solle guttheeschen?

Dës Konventioun gouf virun 23 Joer vun Däitschland, Frankräich, Holland, der Schwäiz, der Belsch a Lëtzebuerg ënnerschriwwen, fir d'Asammelen an den Handling vun Offäll ze reegelen, déi an der Banneschëffaart entstinn. D'Banneschëffaart hei ass jo kloer Rhäin a Musel.

Wéi bei all Transportaktivitéit entstinn och beim Transport iwwert d'Waasserstroos Offäll beim Persounen- a Gütertransport. Dës Offäll müssen entsprechend de gëltege Reegelen op de Schëffer zwëschegeagert ginn, da bei speziellen Opberedungs- oder Entsuerungsplazen ofgi ginn.

Besonnenesch wichteg sinn an deem Sënn natierlech fir d'éischt emol d'Offallvermeidung, dann eng lückenlos Organisatioun vum Asammelen an dem Traitement vun den Offäll an natierlech och d'Klärung vun der Responsabilitéit a vun der Käschtefro vun der Offallsammlung, der Opberedung an der Entsuerung.

Am Häerz vun Europa hu sech dofir schonn an den 90er Jore sechs Länner, déi vun dëse Froe besonnenesch betraff waren, zesummedoen an een internationaalt Ofkommen iwwert d'Sammlung, d'Ofliwwerung an d'Unhuele vun Offäll an de Rhäin- an aner Schëffaartsstroossen ausgeschafft.

Dëst Ofkommen gouf schonn am September 1996 zu Stroosbuerg ënnerschriwwen, mee ass awer eréischt no der leschter Memberratifikiatioun am Joer 2009 a Kraaft getrueden.

De geografesch Geltungsberäich vun dëse Reegele beinhalt, wéi gesot, d'Belsch, Däitschland, Holland, Lëtzebuerg, d'Schwäiz, fir d'Schwäiz de Rhäin a fir Frankräich de Rhäin an d'Musel.

D'Ofkommen gesäit un éischter Stell emol e generell Verbuet vun Offallentsuerung an d'Uewerflächegewässer vir. Doriwwer eraus beinhalt et, wéi scho gesot, prezis Reegele fir engersäits d'Vemeidung an anerersäits den Traitement vu Schëffoffäll an hir Kollekt.

Wichtig ass dobäi ze erwänen, dass dës Virschrëften op déi spezifesch Situatioun vun de verschiddenen Offalltippen uegpass ginn.

An da kommen ech bei den Amendementen zur Konventioun, dee mer jo haut zur Ratifikatioun hei virlieen hunn. Dës Ofännerunge goufen den 22. Juni 2017 vun de Konventionensparteiën adoptéiert a reegelen een neien zousätzleche Beräich vun Offäll, vun Decheten. Et handelt sech hei ëm Dämp oder Vapeure respektiv ganz allgemeng gasförmeg Offäll, déi beim Transport vu Flëssegkeeten ufalen oder iwwreg bleiwen. Dat einfachst Beispill, wat een do ka ginn, dat sinn d'Diesel- oder Bensinsofgasen aus der Cale vum Transporteschëff.

Et soll verhënnert ginn, dass dës schiedlech Gasen an d'Atmosphär ofgelooss ginn an zur Loftpollutioun bäidroen. Den techneschen Ausdrock ass hei dann eng Degazage. Den Degazage muss a speziell virgesinnen Installatioune virgeholl ginn, déi derfir extra opgebaut ginn.

Dësen Text preziséiert dann och d'Obligatioune an d'Responsabilitéit vun de Parties prenantes, d'Produiten, déi betraff sinn, an hiren Traitement. Wichtig ze erwänen ass heibäi nach, dass dësen Degazage vum Bedreiwler vum Schëff financéiert gëtt an deemno de Prinzip vum Pollueur-payeur applizéiert gëtt.

Etüden, déi an dësem Kontext gemaach goufen, hu gewisen, dass duerch dës Moosnamen ongeféier 95 % vun de Gase kéinte recupéiert ginn. Dës Moosname bewirken domat eng wichteg Verbesserung vun der Luftqualitéit a sinn e kloer Bäitrag fir den Erwelt-schutz. Si droen domat och zur Nohaltegkeet vun dësem Transportmodus bäi.

Déi nei Moosname gi progressiv ëmgesat, fir dass déi Infrastruktur, déi do gebraucht gëtt, kann no an no opgebaut ginn. Noutwendeg Detailler an technesch Moosname gi jee weils iwwer extra Reglementer an Annexen zur Konventioun définéiert.

De Projet de loi ass den 28. Februar 2019 deposéiert ginn. De Staatsrot huet säin Avis den 21. Mee 2019 ofginn. An der Sëtzung vum 28. November 2019 huet d'Kommissioun dann de Rapport zum Projet, deen lech hei virläit, uegheoll.

Ech ginn och heimat da gläich den Accord vun der grénger Fraktioun. Ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

**► Plusieurs voix.**- Très bien !

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci villmools, Här Back. An als éischte Rieder ass den honorabelen Här Aly Kaes agedroen.

**Discussion générale**

► **M. Aly Kaes** (CSV).- Jo. Merci, Här President. Den Här Back war als Rapporteur ex-trem perfekt. An duerfir ginn ech just den Accord vun der CSV-Fraktioun. Merci.

► **M. Fernand Etgen**, *Président*.- Merci, Här Kaes. An da geet d'Wuert weider un den honorabelen Här Max Hahn.

► **M. Max Hahn** (DP).- Ech mengen, ech hätt et net vill besser kënnen ausdrécke wéi de Kolleeg Aly Kaes. Ech géif mech deene Wierder uschlëssen, och dem Rapporteur Merci soe fir seng zwee Rapporten an dann och heimat den Accord gi vun der Fraktioun vun der Demokratescher Partei.

► **M. Fernand Etgen**, *Président*.- Merci, Här Hahn. An d'Wuert kritt den honorabelen Här Dan Biancalana.

► **M. Dan Biancalana** (LSAP).- Merci, Här President. Ech schlësse mech menge Virriedner un, soen dem Här Back Merci fir säi Rapport a ginn den Accord vun der LSAP-Fraktioun.

► **M. Fernand Etgen**, *Président*.- Merci, Här Dan Biancalana. An an där gewinnter Reiefolleg ass et elo um Här Jeff Engelen.

► **M. Jeff Engelen** (ADR).- Jo. Merci, Här President. Ech wëll dann och dem Här Carlo Back Merci soe fir säi gudde Rapport an ech géif d'Zoustëmmung bréngen vun eiser Fraktioun. Merci.

► **M. Fernand Etgen**, *Président*.- Leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Marc Goergen.

► **M. Marc Goergen** (Piraten).- Merci dem Här Back fir säi Rapport a mir ginn och eis Zoustëmmung.

► **M. Fernand Etgen**, *Président*.- Merci villmools, Här Goergen. An dann huet d'Regierung d'Wuert, de Mobilitéitsminister.

**Prise de position du Gouvernement**

► **M. François Bausch**, *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics*.- Bei esou vill Harmonie ass näischt méi ze soen, Här President.

**(Hilarité)**

► **M. Fernand Etgen**, *Président*.- Merci. Méi schéi kann een et net ausdrécken.

Da kënnen mer direkt zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7415 kommen. Den Text steet am Document parlementaire 7415<sup>2</sup>.

**Vote sur l'ensemble du projet de loi 7415 et dispense du second vote constitutionnel**

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'éischt déi perséinlech Stëmme. Duerno de Vote par procuration. De Vott ass heimat ofgeschloss.

An och dese Projet de loi 7415 ass eestëmmeg mat 60 Jo-Stëmme ugeholl.

*Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par Mme Françoise Hetto-Gaasch), MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles (par Mme Diane Adehm), Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter (par Mme Martine Hansen) ;*

*MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Eugène Berger, Frank Colabianchi, Mme Joëlle Elvinger, MM. Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mmes Carole Hartmann et Lydie Polfer (par M. André Bauler) ;*

*MM. Dan Biancalana, Alex Bodry, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Lydia Mutsch ;*

*Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy (par Mme Josée Lorsché), Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;*

*MM. Jeff Engelen, Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding ;*

*MM. Sven Clement (par M. Marc Goergen) et Marc Goergen ;*

*MM. Marc Baum et David Wagner.*

An och hei froen ech, ob d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel freet?

**(Assentiment)**

Dann ass et esou decidéiert.

Domat si mer um Enn vun eiser Sëtzung ukomm. Déi nächst Sëtzung si fir de 17., 18. an 19. Dezember virgesinn.

D'Sëtzung ass opgehewen.

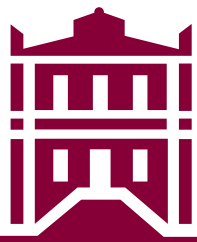
**(La séance publique est levée à 17.41 heures.)**

**Sommaire des séances publique nos 11 et 12****11<sup>e</sup> séance**

Ouverture de la séance publique	p. 147
Communications	p. 147
Ordre du jour	p. 147
Dépôt d'une motion par M. Gilles Roth	p. 148
Vérification des pouvoirs d'un nouveau membre du Parlement européen	p. 148
Changements de composition des commissions parlementaires	p. 148
Changement de composition d'une délégation parlementaire luxembourgeoise auprès d'une assemblée parlementaire internationale	p. 148
Heure d'actualité du groupe politique CSV au sujet des développements récents au sujet de l'audit sur le « Fonds national de soutien à la production audiovisuelle » du 20 novembre 2018	p. 148-152
Débat de consultation sur le Pacte Logement 2.0	p. 152-167
Dépôt d'une proposition de loi par M. Marc Goergen	p. 162
Question élargie n° 21 de M. André Bauler relative à la subvention de logements pour salariés (« Mitarbeiterwohnungen ») et les résultats des échanges de vues en la matière avec les employeurs luxembourgeois	p. 167
7258A - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 25 février 1979 concernant l'aide au logement et	
7258B - Projet de loi relative aux critères de salubrité, d'hygiène, de sécurité et d'habitabilité des logements et chambres donnés en location ou mis à disposition à des fins d'habitation	p. 168-170
Changements de composition des commissions parlementaires (suite)	p. 170
Ordre du jour (suite)	p. 170
Déclaration de M. le Ministre délégué à la Défense au sujet de sa réponse aux questions orales n° 85 et n° 86 donnée au cours de l'heure de questions au Gouvernement du 3 décembre 2019	p. 170-171

**12<sup>e</sup> séance**

Ouverture de la séance publique	p. 172
Question élargie n° 19 de M. Georges Mischo relative au soutien pour les athlètes paralympiques	p. 172-173
Dépôt d'une motion par M. Georges Mischo	p. 173
Question élargie n°19 de M. Georges Mischo relative au soutien pour les athlètes paralympiques (suite)	p. 173-174
Question élargie n° 22 de Mme Françoise Hetto-Gaasch relative à la violence domestique	p. 174
Dépôt d'une motion par Mme Françoise Hetto-Gaasch	p. 174
Question élargie n° 22 de Mme Françoise Hetto-Gaasch relative à la violence domestique (suite)	p. 174-175
Motion de M. Georges Mischo relative à l'élaboration de textes législatifs qui donneront une meilleure sécurité juridique au mouvement paralympique	p. 175
Motion de Mme Françoise Hetto-Gaasch relative à la lutte contre la violence domestique et la prévention de celle-ci, en abordant le problème de la violence domestique de manière transversale en impliquant tous les ressorts ministériels	p. 175-176
Question élargie n° 23 de M. Laurent Mosar relative au registre des bénéficiaires effectifs	p. 176-177
7431 - Projet de loi instaurant un mécanisme de règlement des différends fiscaux	p. 177-178
7492 - Projet de loi portant approbation de la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République Argentine pour l'élimination de la double imposition en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune et pour la prévention de l'évasion et de la fraude fiscales, et du Protocole y relatif, faits à Washington, le 13 avril 2019	p. 178-179
Ordre du jour	p. 179-180
Dépôt de deux documentations par M. Marc Goergen	p. 180-181
7371 - Projet de loi modifiant :	
1° la loi du 28 avril 2015 relative au réseau cyclable national et aux raccordements de ce réseau vers les réseaux cyclables communaux ;	
2° la loi du 21 décembre 2009 relative au régime des permissions de voirie	p. 181-185
7364 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 31 janvier 1948 relative à la réglementation de la navigation aérienne	p. 185
7371 - Projet de loi modifiant :	
1° la loi du 28 avril 2015 relative au réseau cyclable national et aux raccordements de ce réseau vers les réseaux cyclables communaux ;	
2° la loi du 21 décembre 2009 relative au régime des permissions de voirie (suite)	p. 185
7364 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 31 janvier 1948 relative à la réglementation de la navigation aérienne (suite)	p. 185-186
7365 - Projet de loi portant modification	
1) de la loi modifiée du 31 janvier 1948 relative à la réglementation de la navigation aérienne ;	
2) de la loi du 23 mai 2012 portant transposition de la directive 2009/12/CE du Parlement européen et du Conseil du 11 mars 2009 sur les redevances aéroportuaires et portant modification : 1) de la loi modifiée du 31 janvier 1948 relative à la réglementation de la navigation aérienne ; 2) de la loi modifiée du 19 mai 1999 ayant pour objet a) de réglementer l'accès au marché de l'assistance en escale à l'aéroport de Luxembourg, b) de créer un cadre réglementaire dans le domaine de la sûreté de l'aviation civile, etc)	p. 186
7415 - Projet de loi portant approbation des amendements adoptés par la résolution 2017-I-4 de la Conférence des parties contractantes à la Convention relative à la collecte, au dépôt et à la réception des déchets survenant en navigation rhénane et intérieure, signée à Strasbourg, le 9 septembre 1996	p. 186-187



### Sommaire des questions parlementaires

Question n°	Auteur	Objet
1388	Marc Goergen	Trains de nuit
1411	Sven Clement	Enlèvement de cadavres d'animaux
1419	Max Hahn	Énergie grâce aux déjections animales
1427	François Benoy	Vente de carburants routiers
1431	Fernand Kartheiser	Réseau 5G au Luxembourg
1461	Marc Goergen	Vidéosurveillance des CFL
1463	Viviane Reding	Recrutement auprès du CGDIS
1479	Mars Di Bartolomeo	Euthanasie
1480	Marc Hansen	« Gesondheets-App » présentée par l'AMMD
1481	Mars Di Bartolomeo	Infractions de roulage impunies
1482	Françoise Hetto-Gaasch	Unité de sécurité pour mineurs délinquants à Dreibern
1487	Mars Di Bartolomeo	Introduction du système Nutri-Score
1489	Mars Di Bartolomeo	Acquisition de nouveaux terrains dans les alentours de la centrale nucléaire de Cattenom par EDF
1492	Marc Spautz	Indemnisation des chômeurs en situation transfrontalière
1499	Marc Goergen	Cannabis médical
1501	Laurent Mosar	Traite des êtres humains
1502	François Benoy	Incitations fiscales en faveur de l'énergie solaire chez les particuliers
1504	François Benoy	Nomination d'un cardinal et d'un évêque auxiliaire du catholique sur les dépenses publiques
1505	Sven Clement	Condition physique des agents du CGDIS
1506	Léon Gloden	Télétravail pour les frontaliers belges
1508	Diane Adehm	Radio socioculturelle 100,7
1509	Yves Cruchten	Liaison ferroviaire entre Rumelange et Luxembourg-ville
1511	David Wagner	Émission anglophone à la radio 100,7
1515	Mars Di Bartolomeo	Libéralisation du marché de l'énergie
1516	Marc Hansen, Josée Lorsché	Implantation d'un service de médecine environnementale
1517	Fernand Kartheiser	Salage des cours d'école
1518	Gusty Graas	Traitement d'eau par rayonnement UV

1519	Max Hahn, Gusty Graas	Canalisation des eaux pluviales
1520	Laurent Mosar, Gilles Roth	Problèmes rencontrés en matière d'exécution des peines
1521	Françoise Hetto-Gaasch	Rapport de l'Ombuds-Comité fir d'Rechter vum Kand
1526	Mars Di Bartolomeo	Prise en charge des moyens de contraception
1527	Nancy Arendt épouse Kemp, Martine Hansen	Rapport de l'OMS sur l'activité physique
1528	Sven Clement	Droits du patient
1532	Josée Lorsché	Risques associés à la transfusion sanguine
1533	Fernand Kartheiser	Utilisation du néodyme dans des générateurs d'éoliennes
1534	Fernand Kartheiser	Commission nationale d'éthique
1536	Carole Hartmann, Gusty Graas	Test prénatal NIFTY
1540	Léon Gloden, Marc Spautz	Promotion de policiers hors cadre
1541	Léon Gloden	Changement de carrière au sein de la Police grand-ducale
1543	Gusty Graas	Zones de protection autour du lac de la Haute-Sûre
1544	Marc Goergen	Évaluation de l'utilisation des tablettes en classe
1549	Jeff Engelen	Prêts auprès d'instituts financiers à l'étranger
1551	Léon Gloden	Bulletin d'impôt foncier
1552	Marc Goergen	Nouvelle station-service à hauteur de Pontpierre sur l'autoroute A4
1554	Tess Burton	Syrdall Schlass
1559	Sven Clement	Agriculture biologique dans l'enseignement agricole
1916 urgente	Marc Spautz, Georges Mischo	Coronavirus
1924 urgente	Marc Baum	Liste des associations inscrites auprès du Département de l'intégration
1929 urgente	Claude Wiseler	Coronavirus
1951 urgente	Jean-Marie Halsdorf	Coronavirus
1956 urgente	Françoise Hetto-Gaasch, Laurent Mosar	Prévention contre le coronavirus

#### Question 1388 (24.10.2019) de M. Marc Goergen (Piraten) concernant les trains de nuit :

A senger Äntwert op meng parlamentaresch Fro N° 0900 iwwert d'Nuetszich hat de Minister geschriwwen, dass de leschten internationalen Nuetszuch de 26. Juni 2016 vu Lëtzebuerg aus fortgefuehrt ass. Des Weidere schreift de Minister, dass Lëtzebuerg als Arrêt fir international Nuetszich aus wirtschaftleche Grënn weéneg Potenzial besëtzt.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Mobilitéit des Froe stellen:

1. Ass et sënnavoll am Kontext vun enger nohalteger Klima- an Ëmweltpolitik, international Nuetszich fir Lëtzebuerg aus reng wirtschaftleche Grënn ze ecartéieren?
2. Ass d'Regierung der Meenung, dass bei feelender Wirtschaftlechkeet de Staat d'Nuetszich misst subventionéieren?
3. Ass d'Regierung der Meenung, dass Lëtzebuerg des Legislativperiode un de Reseau vun den internationalen Nuetszich wäert ugeschloss ginn?
4. Ab Januar plangt d'éisträiches Bundesbahn (ÖBB) d'Afëiere vun enger Linn vu Wien op Bréissel. Gesäit d'Regierung dës Geschäftsmodell als Chance, Lëtzebuerg an domadder d'CFL erëm un dat internationaalt Nuetszichnetz unzeschleissen? Falls jo, wäert d'CFL d'Vehandlung mat der ÖBB sichen?

**Réponse** (18.11.2019) de M. François Bausch, *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics* :

Den Nightjet vun der ÖBB wäert, ab Januar 2020, zweemol d'Woch tëschent Wien a Bréissel an zréck zirkuléieren (sonndes a mëttwochs

a Richtung Bréissel; méindes an donneschdes a Richtung Wien).

Et handelt sech heibäi ëm de bestoenden Zuch Wien-Düsseldorf, deen haut schonn deeglech zirkuléiert, an ab Januar 2020 dann zweemol d'Woch vu Köln aus via Oochen a Léck op Bréissel verlängert gëtt. Deemno ass eng Zirkulatioun vun dësem Zuch iwwer Lëtzebuerg net méiglech.

D'Reesender vu Lëtzebuerg kënnen dësen Zuch (zweemol d'Woch) zu Léck huelen (Konnexioun mam IC-Zuch vu Lëtzebuerg op Léck) oder awer, wéi och schonn haut, zu Koblenz (Konnexioun mam RE-Zuch vu Lëtzebuerg op Koblenz), wat méi sënnavoll ass.

Am Allgemengen, a fir wirtschaftlech liewensfäeg ze sinn, mussen d'Nuetszich grouss Stied mat héijem Potenzial verbannen, iwwer eng laang Distanz an ouni Konkurrenz vun Héichgeschwindegekeetszich. Nuetszich mat der Hierkonft oder respektiv Terminus zu Lëtzebuerg hunn deemno leider weéneg Potenzial.

#### Question 1411 (30.10.2019) de M. Sven Clement (Piraten) concernant l'enlèvement de cadavres d'animaux :

A menger parlamentarescher Fro N° 1099 hat ech den Här Landwirtschaftsminister iwwert d'Asammele vun Déierekadavere befragt. A senger Äntwert op de véierte Punkt gëtt de Minister mir d'Zuelen u verstuerwenen Déieren, déi eleng am Joer 2018 ofgeholl gi sinn. Heibäi ass unzemerken, dass, ënner anerem, an nëmmen engem Joer 12.437 Kaalwer ëm d'Liewe komm sinn. Dës entsprécht 1.000 Kaalwer de Mount, wat ouni weider Er-

klärungen eng besuergniserregend Zuel duerstellt.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Landwirtschaft des Froe stellen:

1. Baséierend op den Zuelen aus der Äntwert op meng parlamentaresch Fro N° 1099, aus wéi enge Grënn stierwen all Joer iwwerproportional vill Kaalwer am Vergläich zu den aneren opgelëschten Déieren?

2. Wéi héich ass de Mortalitätsstaux vun deenen opgelëschten Déieren?

**Réponse** (15.11.2019) de M. Romain Schneider, *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural* :

Betreffend d'Kaalwer muss ee festhalen, dass des zimmlech empfindlech sinn op verschidde Krankheeten, zemoos wat d'Zäit direkt no der Gebuert an déi éischt Woche betrëfft. Duerfir muss een déi absolutt Zuel vu Kaalwer, déi pro Joer net iwwerliewen, am Zesummenhang mat hirem Alter gesinn. Et sief och bemierkt, dass mir an der Statistik „Kaalwer“ definéieren als Randbéischte vun der Gebuert bis zu engem Joer.

An deem Sënn ass hei eng Oplëschtung vun der Mortalitätsstaux an Alterskategorien:

- bei der Gebuert oder kuerz virdrun: 42 %;
- während deenen éischten 30 Deeg: 36 %;
- tëschent dem 1. an dem 6. Mount: 17 %;
- tëschent dem 6. Mount an innerhalb vun 1 Joer: 5 %.

De Mortalitätsindex fir d'Randbéischten innerhalb vum éischte Liewensjoer beleeft sech deemno op 15 %. Dës läit iwwert deem, wat als „normal“ ugesi gëtt, an dat sinn 10 %.

Als Doudesursaach bei de Kaalwer ginn et der eng ganz Rei. Et ka bedéngt sinn duerch Prob-

lemer bei der Gebuert, awer och Erkrankungen vum Ootmungsapparat respektiv vum Daarm sinn heefeg schold drun, dass d'Kaalwer net iwwerliewen.

De Mortalitätsstaux vun deenen aneren opgelëschten Déieren an eiser Äntwert op d'Fro N° 1099 ass schwéier ze ermëttelen, well mir net déi genee Zuel vun der Gebuert kennen.

#### Question 1419 (31.10.2019) de M. Max Hahn (DP) concernant l'énergie grâce aux déjections animales :

A Finland ass rezent en internationaalt Sprangturnéier mat Strom versuergt ginn, deen aus den Exkrementer vun de Päerd hiergestallt ginn ass! Während véier Deeg sinn zu Helsinki ronn 100 Tonne Päerdsexkrementer gesammelt a verbrannt ginn, fir Strom ze produzéieren. De Projet „Horse Power“, deen et a Finland schonn zanter fënnef Joer gëtt, huet während dem Turnéier 150 Megawatt Strom produziéiert an dat huet de Strombedarf vum ganze Concours an der finnescher Haaptstad ofgedeckt.

D'Exkrementer vun zwee Päerd géife beispillsweis duergoen, fir en Eefamilljenhaus während engem ganze Joer ze hëtzen, esou d'Responsabel vum Projet.

An dësem Kader géif ech gäre füllend Froen un d'Madamm Minister fir Ëmwelt, Klima an

nohalteg Entwécklung an un den Här Minister fir Energie a fir Raumentwécklung stellen:

- Hunn d'Ministere sech scho mat deem Theema befasst a ginn et eventuell scho Machbarkeetsstudien, fir en änleche Projet zu Lëtzebuerg ze lancéieren?

- Wëssen d'Ministeren, ob et bei de Stroumproduzenten um Lëtzebuergger Marché Iwwerleeunge gëtt, an esou e Projet ze investéieren?

- Kënnen d'Ministere sech virstellen, en änleche Projet zu Lëtzebuerg an d'Liewen ze ruffe respektiv ze ënnerstëtzen?

**Réponse commune** (23.12.2019) de **Mme Carole Dieschbourg**, *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable*, et de **M. Claude Turmes**, *Ministre de l'Énergie, Ministre de l'Aménagement du territoire* :

Als Äntwert op d'Fro vum honorabelen Deputéierte Max Hahn ass fir d'éischt ze soen, datt vun der reglementarescher Säit et am Moment net virgesinn ass, datt Päärdsmäschcht zu Lëtzebuerg a Verbrennungsanlagen, déi ausschliisslech der erneierbarer Stroumhierstellung déngen, ka verbrannt ginn an eng Remuneration kréien.

Päärdsmäschcht an natierlech och aner Exkremente falen ënnert d'Offallgesetzgebung, an Anlagen, déi Exkremente verbrennen respektiv coverbrennen (oder och biomethaniséieren), sinn ënnert dëser Gesetzgebung geneemegungspflichteg. An esou enger Geneemegung ginn alleguer d'Offäll opgezielt, déi eng Anlag därfer benotzen. Eng Anlag, déi Päärdsmäschcht (co)verbrennt, gëtt et net zu Lëtzebuerg.

Wat d'Biomethanisierung ugeet, esou gëtt natierlech Piff a Mäschcht an de Lëtzebuergger Biogasanlage genotzt. Den Undeel vu Päärdsmäschcht ass awer null an de Joren 2015 bis 2017, a quasi null am Joer 2018: Laut den Zuelen, déi dem Ministère virleien, goufe 15 Tonnen an enger vun insgesamt 26 Anlage genotzt, par rapport zu ronn 284.500 Tonne Piff a Mäschcht am Ganzen. Dëst erkläert sech ënner anerem doduerch, datt Päärdsmäschcht keen idealen Input-Stoff fir eng Vergärung ass (wéint dem Stréi- oder Holzdundel an der Stree vun de Päärden), an duerch dat klengt Potenzial zu Lëtzebuerg: 2017 goufen et ronn 300.000 Kéi a Schwäin zu Lëtzebuerg, awer manner wéi 5.000 Päärden.

Fir de ganzen Theemblock Biogas souwéi d'Notze vu Piff a Mäschcht léisst den Energieministère, wéi am Regierungsprogramm virgesinn, aktuell eng Etude technico-économique maachen (och nozeliesen an der rezenten Äntwert op d'parlamentaresch Fro N° 1378); et muss een awer dozou soen, datt de renge Päärdsmäschchtspotenzial héchstwahrscheinlech ze kleng ass, fir do separat analyséiert ze ginn.

Selbstverständlech steet et awer alle Päärdsbesëtzer, Organisateur vu Reitsportturnéieren oder soss Akteuren aus der Wirtschaft fräi, d'Méiglechkeeten ze analyséieren an am Sënn vun enger méiglechst nohalteger Energiehierstellung no neie Weeër ze sichen. Géif esou e Projet un d'Ministèren erugedroe ginn, géifen déi selbstverständlech kucken, wou a wéi si hëllef këinten.

**Question 1427** (04.11.2019) de **M. François Benoy** (déi gréng) concernant la **vente de carburants routiers** :

Dans une note récente de l'Administration des douanes et accises (ADA) soumise à la Commission des Finances et du Budget de la Chambre des Députés le 16 octobre 2019, l'ADA constate que « le marché des produits énergétiques se caractérise pour le moment par une quasi-stagnation des ventes de gasoil carburant tandis que pour les ventes d'essence l'évolution positive se poursuit ». En effet, les prévisions budgétaires pour 2019 sont déjà dépassées à la fin du mois de septembre de 20 millions de litres d'essence (recette supplémentaire de 9 millions €) et de 40 millions de litres de gasoil (recette supplémentaire de 13 millions €).

Comparant les ventes de gasoil et d'essence des neuf premiers mois de 2019 avec celles des neuf premiers mois de 2018, force est de constater que la vente de gasoil a augmenté de 4,3 % et celle de l'essence de 11,1 %.

Dans ce contexte, je me permets de demander les renseignements suivants à Monsieur le Ministre de l'Énergie et de Monsieur le Ministre des Finances :

1) Comment la vente de carburants routiers a-t-elle évolué au cours des cinq dernières années, incluant les neuf derniers mois de 2019 (ventilée par mois et type de carburant)? Comment les recettes sur les carburants ont-elles évolué sur la même période (ventilées par mois et type de carburant)?

2) Prenant en compte la vente de carburants des neuf premiers mois de 2019, où se situent les émissions de gaz à effet de serre effectives du Luxembourg par rapport à la trajectoire à respecter dans le cadre des objectifs Kyoto (établissant une réduction de 20 % en 2020 par rapport à 2005)? Quel est l'impact des ventes en carburant en 2019 sur la capacité du Luxembourg d'atteindre ses objectifs pour 2020?

3) Afin de respecter les objectifs pour 2020-2030, quelles devraient être les quantités maximales de carburant vendues au Luxembourg?

**Réponse commune** (27.12.2019) de **Mme Carole Dieschbourg**, *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable*, de **M. Claude Turmes**, *Ministre de l'Énergie*, et de **M. Pierre Gramigna**, *Ministre des Finances* :

ad 1) L'intégralité des chiffres demandés par l'honorable Député a été présentée par les représentants de l'Administration des douanes et accises lors de la réunion de la COFIBU du 21 octobre 2019 dans le contexte de l'examen du projet de budget pour 2020. Les données en question sont annexées au procès-verbal de la réunion précitée et peuvent être consultées sur le site Internet relatif au dossier parlementaire n° 7500.

ad 2) La décision 406/2009/CE relative à l'effort à fournir par les États membres pour réduire leurs émissions de gaz à effet de serre afin de respecter les engagements de la Communauté en matière de réduction de ces émissions jusqu'en 2020 détermine les budgets d'émission annuels à disposition du Luxembourg pendant la période 2013 à 2020. Entre 2013 à 2016, les émissions du Luxembourg se situaient sensiblement en dessous de la trajectoire fixée par la décision susmentionnée, de sorte que le Luxembourg a pu accumuler une réserve d'émissions de l'ordre de 1,6 millions de CO<sub>2</sub>-équivalent.

Toutefois, la remontée des émissions en 2017 et 2018, principalement due à l'augmentation des ventes de carburants routiers, suivie probablement d'une nouvelle augmentation en 2019 en raison, à nouveau, de l'augmentation des ventes de carburants, fera en sorte que cette réserve aura été entièrement utilisée dès la fin 2019. En effet, sur les onze premiers mois de l'année en cours, les ventes d'essence et de diesel prises ensemble dépassent de 3 % les niveaux de vente de la même période de 2018.

Il en résulte qu'une réduction marquée des émissions entre 2019 et 2020, de l'ordre de 1 million de tonnes, sera requise pour assurer le respect des objectifs fixés par la décision communautaire susmentionnée. Les ventes de carburants routiers représentent à l'heure actuelle environ deux tiers des émissions attribuées au Luxembourg au titre de la décision 406/2009/CE.

ad 3) L'évolution actuelle des ventes des carburants met toujours en danger l'atteinte des objectifs du Luxembourg en matière de réduction de CO<sub>2</sub> et d'efficacité énergétique à l'horizon 2020. Certes, la hausse des accises opérée au 1<sup>er</sup> mai 2019 a permis d'arrêter la tendance à la hausse très prononcée, observée depuis 2017. En effet, sur les sept derniers mois (mai à novembre), les ventes ont légèrement reculé par rapport à la même période de 2018 (-1,1 % au total; +5,3 % pour l'essence, -2,5 % pour le diesel).

Toutefois, cette adaptation n'a jusqu'à présent pas provoqué de baisse en termes absolus du niveau des ventes. Au regard des ventes élevées au cours des quatre premiers mois de l'année (+11,3 % par rapport aux quatre premiers mois de 2018), il est quasi certain que les ventes de l'année 2019 se situeront au niveau le plus élevé depuis 2012.

Un comité interministériel (Finances, Environnement, Énergie, Économie) suit et analyse l'évolution des ventes de carburant et l'impact des mesures prises par le Gouvernement. En vue de la réalisation des objectifs climatiques, le comité définit des mesures visant à réduire continuellement l'incidence des ventes de carburant sur le bilan CO<sub>2</sub> du Luxembourg, conformément à l'accord de coalition, et propose régulièrement des mesures d'adaptation au Gouvernement.

Face à l'évolution actuelle de la vente de carburants routiers, le comité a décidé que le Gouvernement procède à une hausse des accises sur le carburant routier, qui devrait être comprise entre 1 et 3 centimes pour l'essence, et entre 3 et 5 centimes pour le diesel. L'entrée en

vigueur de cette hausse interviendra entre février et avril 2020.

Les rentrées budgétaires de cette hausse des accises seront affectées à des mesures de soutien de la transition énergétique et des mesures favorisant l'équité sociale.

**Question 1431** (05.11.2019) de **M. Fernand Kartheiser** (ADR) concernant le **réseau 5G au Luxembourg** :

D'5G-Technologie beonrouegt weiderhi vill Leit aus deenen ënnerschiddlechste Grënn. Fir vill Leit sinn déi gesondheetlech Risiken net gekläert, anerer hunn éischter Bedenke vun ekonomescher Natur.

Dowéinst wollt ech der Regierung dës Fro stellen:

1. Wéi eng Pilotprojete sinn am Beräich vun der Aféierung vun dëser Technologie virgesinn? Wéini soll mat deene Projeten ugefaange ginn?

2. An der Äntwert op meng parlamentaresch Fro Nr. 0634 vum 15. Abrëll 2019 schreift d'Regierung: „An enger éischter Etapp ass et virgesinn, fir d'Approche vis-à-vis vun den neien Type vun Antennen, déi bei der 5G an den Asaz kommen, ze preziséieren.“ Gëtt et dozou schon nei Informatiounen?

3. An hirer Äntwert op déi selwecht Fro schreift d'Regierung: „Am Kader vun de Pilotprojeten ass vun der Regierung geplangt, fir och zu Lëtzebuerg Miessunge maachen ze looschen, déi da wäerten zu weideren Erkenntnisser féieren.“ Wéi eng Miessunge sinn do geplangt an no wéi enge Krittere sollen hir Resultater bewäert ginn?

4. Wéi ass d'Tendenz an den Zuele vun dem Volume vun den Datentransferten zu Lëtzebuerg? Op verschiddeenen, héich entwéckelte Plazen der Welt, schéngt sech eng mëttelfristeg Stabiliséierung an den Zuele vun den Datevolummen unzekënnegen. Eng Plafonéierung vun dem Datevolume bannent engem Jorzéngt schéngt méiglech. Besteet also nach eng objektiv Noutwendegkeet, fir en neie Reseau anzerichte wat de Volume vun Daten ugeet, oder géif eng kontinuëerlech Adaptation vun der Capacitéit vum 4G-Reseau, kombinéiert mat WiFi, net och schonn duergoen?

5. Gëtt et eng objektiv Demande, fir déi aktuell Vitesse vun de Reseauen weider ze erhéieren? Wa jo, kann eng substantiell Augmentatioun vun der Vitesse och scho bei 700 MHz oder 3,6 GHz erreicht ginn oder misst dat net iwwer e vill méi héicht Frequenzband (vun z. B. 26 GHz) erreicht ginn, wat awer eréischt soll méi spéit ageféiert ginn?

6. Soll dat Héichfrequenzband vu 26 GHz prioritär an urbane Regiounen deployéiert ginn oder och flächendeckend? Wéi eng Demande fir wéi eng Applikatiounen gëtt et speziell fir d'26-GHz-Frequenzband a ginn déi méiglech Applikatiounen duer, fir d'Investitiounen an en Héichfrequenzband ze justifiéieren? Brauch en Héichfrequenzband nach substantiell aner an zousätzlech Infrastrukturen ewéi d'700-MHz-an d'3,6-GHz-Banner?

7. Kënnen existéierend 4G-Installatiounen esou ageriicht ginn („upgrade“), datt si eventuell geplangte 5G-Funktiounen këinten zu engem spéideren Zäitpunkt iwwerhuelen?

8. Ginn d'4G-Reseauen an de WiFi nach weider ausgebaut a moderniséiert, och wann e 5G-Reseau ageriicht gëtt?

9. Ginn Infrastrukturen am Beräich 5G vun der öffentlecher Hand zur Verfügung gestallt? Wa jo, wéini a wou ginn déi opgeriicht a wéi héich ass de Käschtepunkt? Si schonn esou Installatiounen opgeriicht ginn? Mussen déi spéider Operateure sech un de Käschte vun deenen Infrastrukturen bedeelegen?

10. Wéi eng Funklächter gëtt et am Abléck nach am Reseau 4G? Wat ass virgesinn, fir déi Lächer zouzemaachen an a wéi engem Zäitkader? Ass eng zuverlässig Couverture vum ganzen Territoire mat 4G, kombinéiert mat WiFi, net vu komparativ méi engem groussen ekonomeschen Notzen, ewéi d'Aféierung vu 5G wéinst enger geplangter méi héijer Vitesse vum Datentransfer?

11. Gëtt et schonn eng national Kaart, wou mussen Antenne fir de Reseau 5G opgeriicht ginn? Op wéi enge Plaze kënnen déi nei 5G-Antennen eventuell mat Antennen oder Masten kombinéiert ginn, déi am Abléck schonn existéieren? Wéi héich ginn déi Masten fir d'5G-Technologie maximal? Kënnen eventuell verschidde Operateure gläichzäiteg esou Infrastrukture fir ënnerschiddlech Déngschtleeche benotzen?

12. Wéi ass d'Profitabilitéit vu 5G-Reseauen par rapport zu 4G-Reseauen? Wéi eng nei Servicer

missten op 5G ugebueden ginn, fir Investissemter an déi Technologie laangfristeg rentabel ze maachen?

13. Telekomfirme sinn haut manner profitabel wéi nach virun e puer Joer, well se manner duerchschnëttleche Gewënn pro Client generéieren. D'Investitiounskäschten an deem Domän sinn nämlech ganz héich a gi mat 5G nach eemol an d'Luucht. Gëtt et genuch Interessi bei de private Gesellschaften um 5G als neier Technologie per se oder ass den Interessi un deem Reseau an deene Frequenzen virun allem doduerch bedéngt, datt d'Operateuren en Ofwandere vun hirer Clientèle bei d'Konkurrenz faerten?

14. D'ASBL Akut beriff sech op Etüden, déi solle Gesundheitsrisike vun der 5G-Technologie bewiesen („L'essentiel“, 22.10.19). Huet d'Regierung Kenntnis vun deenen Etüden a wat ass hir Positioun dozou?

15. Wéi stellt sech d'Regierung zu enger eventueller Bedeelegung vu chineseschen Entrepreneuren um 5G-Reseau zu Lëtzebuerg? Gesäit d'Regierung de Risiko vun enger chinesescher Spionageaktivitéit zu Lëtzebuerg iwwert de Wee vun enger Bedeelegung un neien, technologesche Schlüsselrichtungen? Gëtt de Sécherheetskriterien en Element bei de Konditiounen, fir Operateuren zouzeloossen, déi Frequenzen steeë wëllen? Gëtt et eng Lëscht vun Drëttlänner (net-EU oder net-NATO), déi däerfen um 5G-Reseau bedeelegt gi respektiv, déi dat net däerfen?

16. De 5G-Reseau brauch vill kleng Installatiounen. Ginn déi all eenzel géint physisch Attacken ofgesécher? Wa jo, op wéi seng Käschten?

17. Sicht d'Regierung e Gläichgewicht tëschent engem eventuell substantiellen Akommes fir de Staat duerch eng Stee vun de 5G-Frequenzen engersäits, an enger Preservatioun vun den Investitiounscapacitéiten an der Rentabilitéit vun de privaten Operateuren, anersäits? Wa jo, wéi soll dat gemaach ginn? Wéi eng Oplage solle potenziell Investissemter gemaach kréien, fir de privaten a kommerziellen Clienten déi beschtméiglech Déngschtleeche kënnen unzëben?

18. Wéi bereet sech POST am Abléck op d'Aféierung vum 5G vir?

**Réponse commune** (17.01.2020) de **M. Xavier Bettel**, *Ministère des Communications et des Médias*, de **M. Étienne Schneider**, *Ministère de l'Économie, Ministère de la Santé*, et de **Mme Carole Dieschbourg**, *Ministère de l'Environnement, du Climat et du Développement durable* :

ad 1. D'Auswärtung vun de Projeten, déi am Kader vun Appel à projets 5G eragereecht goufen, ass amgaangen. Wéi eng Projete genee zréckbehalen ginn a wéini déi ufänke wäerten, kann dofir nach net kommunizéiert ginn.

Am Appel à projets ass explizit och no dem sozioekonomeschen Impakt vum Projet, geneesou wéi no den ugeduechte Mesuren a puncto Gesondheet gefrot ginn. D'Äntwerten zu dësen zwee Punkte fléissen dofir mat an, an d'Beväertung an an d'Auswärtung vun de Pilotprojeten.

ad 2. Déi nei Generatioun vu 5G-Antennen, déi am Frequenzberäich vun 3,6 GHz an den Asaz kommen, schaffe mat der sougenannter Beamforming-Technologie. Dëst erlaabt et, fir geziilt Beräicher auszublenden an zum Beispill mam „Beam“ engem Benotzer (Persoun, Auto) am Raum nozegoen. Well also keng konstant Couverture méi virläit, ass et onëmänglech, fir d'Miessungsmethod vun de Grenzwärter unzepassen. Déi kompetent Verwaltungen hunn Enn 2019 Gespréicher mat den aktuellen Operateuren geféiert. Zousätzlech hu si Kontakt opgeholl mat hiren Homologe respektiv Spezialisten aus dem Ausland.

ad 3. Déi genee Miessunge ginn den Ament nach ausgeschafft (Choix vun de Methoden a vun de relevante Partner) an eng Rei Reunione mat de betreffende Fachleit stinn nach aus, soudass dës Fro nach net beäntwert ka ginn.

ad 4. Den Institut luxembourgeois de régulation (ILR) suivéiert och d'Evolution vum Datevolume an der mobiller Kommunikatioun. Am Rapport statistique secteur télécommunication 2018<sup>1</sup> ass notéiert: « Le trafic Internet mobile continue sa croissance constante depuis 2013. » Eleng vun 2016 op 2018 ass den Datevolume vu bal 17.000 Terabyte op iwwer 25.000 Terabyte geklommen. Am Tableau de bord semestriel des communications électroniques 2019-S1<sup>2</sup> ass méi prezis de rengen Datenträffek aus dem „marché de détail“ ervirgehewen, an och do klëmmt de Volume vun

<sup>1</sup> [https://assets.ilr.lu/\\_layouts/Redir/Doc.aspx?ID=ILRLU-1461723625-749](https://assets.ilr.lu/_layouts/Redir/Doc.aspx?ID=ILRLU-1461723625-749)

<sup>2</sup> [https://assets.ilr.lu/\\_layouts/Redir/Doc.aspx?ID=ILRLU-1461723625-763](https://assets.ilr.lu/_layouts/Redir/Doc.aspx?ID=ILRLU-1461723625-763)



2017 op 2019 vu ronn 10.000 Terabyte op 15.000 Terabyte.

Dës Zuele weisen, dass den Datevolumen zu Lëtzebuerg éischter an d'Luucht geet. Wat d'Zukunft ugeet, sou ass et schwiereger virauszugesinn, wéi den Datevolumen evoluéiert, mee d'Operateure rechnen dermat, dass den Datevolumen weider zohält. D'Offer an d'Demande no mobillen digitalen Nutzungsméiglechkeeten (IoT, connected car...) ass weider um klammern.

De Wiessel op d'5G-Technologie verspricht eng méi effizient Nutzung vum verfügbare Frequenzspektrum. Besonnesch a Beräicher mat héijer Nutzungsintensitéit (z. B. am urbane Beräich) kann eng 5G-Antenn méi Capacitéit iwwerdroen, verhënnert also och, dass et zu enger méi héijer Densitéit vu 4G-Antenne kënn, soubal den aktuelle 4G-Reseau saturéiert ass. D'Aféierung vun der 5G-Technologie ass net eleng op e Bedarf no engem steigenden Datevolumen limitéiert. Eng weider Verbesserung vun der 5G-Technologie ass zum Beispill eng méi niddreg Latenz, also d'Reaktionszeit, mat där 5G-Apparate (Handyen, Gefierer, konektéiert medezinesch Apparater, ...) mat Informatiounen beliwert ginn. Dëst verbessert eng Rei aktuell mobil Uwendungen, mee et gi sech och nei nätzlech Uwendungen erwaart.

ad 5. Wéi bei de jeeweilegen Aféierung vun de viregte Generatioun vu mobiller Technologie, ass et eng Kombinatioun vun aktueller Besoinen an zukünftegen (neien) Entwécklungen, déi derzou féiert, dass notamment d'Operateure gewëllt sinn, an déi jeeweileg nei Technologien ze investéieren.

Duerch déi technesch Spezifikatiounen vun der 5G-Technologie féiert souwuel d'Aféierung vun de 700-MHz- an den 3,6-GHz-Antennen, wéi och déi ugekënnegt spéider Aféierung vun de 26-GHz-Antennen zu enger Erhéijung vun der Vitesse (maximal méiglech Download- an Uploadraten) am Verglach zu der aktueller 3G- a 4G-Technologie.

Besonnesch an héich frequentéiert Beräicher verspricht d'5G-Technologie, déi effizientst Léiung ze sinn, fir dem steigenden Datevolumen (wéi an der Antwort op d'Fro 4 erkläert) gerecht ze ginn.

ad 6. Déi néideg Investissementer gi vun den Operateure getäteg, an eng Consultatioun iwwer hir Besoinen respektiv hiren Interessi am Beräich vun dem 26-GHz-Frequenzband gëtt eréischt am Laf vum Joer 2020 lancéiert. Et ass awer, esou wéi an der Fro ugedeit, dermat ze rechnen, dass déi Frequenz primär an urbane Regiounen nätzlech wäert sinn.

En Héichfrequenzband (hei 26 GHz) baséiert op enger spezifescher Antenn, déi d'Senden oder d'Empfänke vu Signalen op där Frequenz iwwerhaapt erméiglecht. Och sinn esou Antennen vun hirem Opbau hier op eng Rei Asazzenarien optimiséiert.

Déi spezifesch technesch Eegeschaften, déi mat der 26 GHz-Frequenz verbonnen sinn, maachen, dass sech déi Frequenz net fir eng flächendeckend Nutzung eegent, mee éischter wäert agesat ginn, fir op lokale Punkten d'Couverture vun engem Reseau ze ergänzen, respektiv déi punktuell disponibel Datecapacitéit dem Bedarf unzepassen.

Eng Rei aner Infrastrukturen (z. B. am Kär vum Reseau fir den Opbau vun der Kommunikatioun oder och nach d'Facturatioun vun de Kommunikatiounen) sinn onofhängeg vun den Antennen a ginn am Prinzip gemeinsam genotzt.

ad 7. Ob 4G-Installatiounen och spéider kënnen 5G-Servicer iwwerhuelen, hängk vun der spezifescher Komponente of. Passiv Antennen, sou wéi se meeschtens bis elo am Asaz woren, si vun hirem Konzeption hier net gebaut, fir spéider kënnen geupgrade ze ginn. Bei aktiven Antennen, déi elo schonns um Marché fir de 4G ugebueden ginn, kënnen Operateuren och schonns Antennen akafen, déi laut Hiersteller „kompatibel mat 5G“ sinn.

Bei anere Komponente vum Reseau (Câblage, Core-Applikatiounen, ...) ass et ofhängeg vun de jeeweilege spezifeschen Detailler (och jee no Operateur). Eng pauschal Äntwert ass dofir hei net méiglech.

ad 8. Parallel zu de Preparative fir d'Aféierung vun der 5G-Technologie, hunn d'Lëtzeburger Operateuren och 2019 an de 4G-Reseau investéiert. Iwwert déi nächst Joren ass effektiv mat enger Verlagerung vun den Investissementen an de 5G-Reseau ze rechnen.

Dëst ass virun allem doduerch bedéngt, dass iwwert déi kommand Joren d'Zuel vun de 4G-Abonnementer wäert erofgoen an d'Zuel vun de 5G-Abonnementer wäert eropgoen. Déi virausiichtlech Entwécklung vun de 5G-Abonnementer ass an engem Experterrapport als Complement zur 5G-Strategie am September 2018 verëffentlecht ginn. Deemno géif den Undeel

vu 5G-Abonnementer insgesamt op en Niveau vu mindestens 39 % vum GSM-Marché am Joer 2025 klammern. Entsprechend geet de Prozentsatz bei der 4G a virun allem der 3G iwwert déi nächst Joren erof.

D'WiFi-Reseau si vun hirem Opbau an hirem Bedreiwen net ëmmer a Konkurrenz vu 4G-oder spéidere 5G-Reseauen. Si kënnen, wéi bis elo och schonns, komplementär koexistéieren. De weideren Ausbau vun esou WiFi-Reseauen ass also dofir net onbedéngt un d'Aféierung vun der 5G-Technologie gekoppelt.

ad 9. D'Zur-Verfügung-Stelle vun öffentlechen Infrastrukturen kann op verschiddenen Niveauen geschéien. Déi national 5G-Strategie ernimmt zum Beispill:

- Den Accès op öffentlech Gebäier oder op öffentleche Mobilier (z. B. Stroosseluuchten). Hei steet den Operateur a Verhandlung mat dem jeeweilege Proprietär (Staat/Gemeng) fir den Accès op e Site, falls eng Antenn op esou e Site installéiert soll ginn. Installatiounen (eventuell Masten, Kabelen an natierlech d'Antenne selber) gi vum jeeweilegen Operateur finanzéiert.

- Den Accès op Gainen an Tracéen fir zum Beispill d'Verleë vu Kabelen (Stroum, Glasfaser) fir d'Ubanne vun Antennen.

Dëst ass geregelt iwwert d'Gesetz vum 27. Februar 2011 iwwert d'Reseauen an d'elektro-nesch Kommunikatioun. D'Gesetz gesäit vir, dass den néidegen „droit de passage“ per Konventioun festgehale gëtt, dass den öffentlechen Träger keng Recetten (Indemnitéiten, Steuern, ...) fir esou en „droit de passage“ kann erheue souwéi och, dass d'Operateuren fir d'Fraisé fir d'Verleë vun esou Kabele selber opkommen.

ad 10. Am Kader vun der parlamentarescher Fro Nr. 0238 vum honorablen Deputéierte Marc Spautz ass notéiert ginn, dass d'Couverture vum 4G-Reseau vun den aktuellen Operateuren haut bei bis zu 99 % vum Territoire läit.

Och wa weider an d'Netz investéiert gëtt, si lokal schlecht Ofdeckunge weiderhi méiglech. Dëst huet am Prinzip ee vun dese Grënn:

- Et war net méiglech, all d'Geneemengunge fir e bestëmmte Standuert ze kréien. An deene meeschte Fäll feelt entweder d'Baugeneemengung vum Buergermeeschter oder d'Geneemengung vum Émweltministère, fir ausserhalb vum Baugebitt ze bauen.

- Et ass ekonomesch net rentabel, fir e Standuert an der betreffender Géigend ze bauen, well déi néideg Investitiounen bei wäitem d'Recetten iwwertreffen, déi de Standuert generéiere géif.

Speziell déi zweet Ursach wier, och mat enger kombinéierter 4G-WiFi-Approche, net méi effikass ze léisen. Et kann awer och schonns virkommen, dass duerch d'Iwwersättegung vum 4G-Reseau keng Verbindung mam Reseau kann opgebaut ginn.

ad 11. D'Entscheidung iwwert déi ideal a final Sitte fir d'Installatioun vu 5G-Antenne läit bei den Operateuren. Eng national Kaart gëtt et dofir net. Am Kader vun der parlamentarescher Fro Nr. 0238 vum honorablen Deputéierte Marc Spautz hunn déi aktuell Operateuren ze verstoe ginn, dass si an enger éischter Phas op hir aktuell Mobilfunkstanduerten zrëckgräifen.

Dobäi gëtt et aktuell keng Virgab vun enger maximaler Héicht. Et ass prinzipiell méiglech, dass sech Operateuren e Sendemast deelen. Dëst ass och zu Lëtzebuerg üblech. Wéi vill Antennen an och wéi eng Antenne vu wéi engen Operateuren zesammen op engem Mast hänke kënnen, hängk of vun der spezifescher Statik vun dem betreffende Site, der jeeweileger Autorisatioun an och vun der Zesummenaarbecht tëscht den Operateuren, soudass hei keng allgemeng Ausso méiglech ass.

Déi aktuell Sitte vu GSM-Antenne sinn op dem Geoportal ([www.geoportail.lu](http://www.geoportail.lu), „cadastre hertzien“) publizéiert.<sup>3</sup>

ad 12. Fir déi genee Profitabilitéit vun de 5G-Reseauen par rapport zu 4G-Reseauen, ginn et ënnerschiddlech Previsiounen. Op der rezenter 5G-Konferenz, déi am Dezember vum Kierchbierg organiséiert gouf, huet e südkoreaneschen Expert aus dem Telekomsecteur vun engem méi héijen duerchschnëttlechen Émsaz pro Benotzer rapportéiert.

Déi nei 5G-Technologie ass ënner anerem mat der Méiglechkeet entwéckelt ginn, fir méi Apparater mam Internet ze verbannen, also de sougenannten „Internet of Things“ (IoT) weider auszubauen. D'Operateuren sinn den Ament nach amgaangen, verschidde Servicer ze entwéckelen an ze testen. Et ass och ze erwaarden, dass nach eng Rei nei Servicer derbäi-

komme wäerten, un déi haut nach net gedeucht gouf. Dës Servicer wäerten awer och nei Formule vun Abonnementer generéieren, soudass déi genee Revenuen den Ament nach net prezis ofgeschat kënnen ginn.

D'Profitabilitéit vun engem Reseau hängk of vun de Recetten a vun den Investissementen vun den eenzelnen Operateuren. Den ILR erhieft a senger Missioun vun der Veille vum Marché just de Volet vun der statistesch relevanter Gréisst vun de Recetten. An dem rezente Rapport gesäit een, dass den duerchschnëttleche monatlechen Émsaz pro Benotzer luecht, mee konstant eropgeet. De Fachbegrëff ass hei „ARPU“, wat déi englesch Ofkierzung ass fir „Average Revenue Per User“.

ad 13. D'Entwécklung vun duerchschnëttleche Gewënn pro Client hängk vun enger Rei Facteuren of (Émsaz, operationell Käschten, Amortissementer, etc.). Am Rapport vum ILR fir d'Joer 2018 ass nozeliesen, dass sech de „revenu mensuel moyen par utilisateur“ luecht no uewen entwéckelt huet, vun 25,0 Euro op 25,2 Euro. D'Informatiounen iwwert de Gewënn pro Client sinn do net publizéiert.

Wann de 5G-Reseau interessant Servicer erméiglecht, ass et duerchaus méiglech, dass d'Clienten (privat/institutionell), och gewëllt sinn, fir déi Servicer entsprechend ze bezuelen. Zu Lëtzebuerg schéngt effektiv, och am institutionelle Beräich, e groussen Interessi ze sinn un der 5G-Technologie. Dëst beweisen déi selleg Projeten, déi am Kader vum Appel à projets eragerecht goufen a bei deenen net just d'Operateuren ënnert den Demandeuren ze fanne sinn.

Et ass richtig, dass d'Profitabilitéit staark ofhängk vun de Präisser fir d'Clienten, a wann d'Endclientspräisser vun engem Operateur staark gehéicht ginn, wäert deen Operateur wuel Clienten verléieren, well déi da bei aner Operateuren ofwanderen (op engem Marché, dee concurrentiel ass).

Den Interessi vun de private Gesellschaften un der 5G-Technologie huet sech 2019 kloer gewisen. Mat insgesamt 29 Projete goufen, fir d'Gréisst vum Land, eng héich Zuel vu Projeten am Kader vum Appel à projets eragerecht. Och hunn d'privat Entrepreneuren am Kader vun der 5G-Konferenz, déi am Dezember 2019 organiséiert gouf, sech aktiv bedeelegt, andeem se den aktuelle Stand vun hire Preparativen op engem Stand oder hir Iwwerleueunge fir d'Émsetze vun dem 5G an engem Workshop gewisen hunn. Et muss een an deem Zesummenhang bedenken, dass an der Öffentlichkeit sécher eng Rei Projeten nach net kommunizéiert ginn, fir d'Exklusivitéit vun den ugestriefte Produkter a Servicer an der Startphas vum 5G ze garantéieren.

ad 14. D'Regierung verfolgegt weiderhin déi wëssenschaftlech Entwécklung am Beräich vun de potenzielle gesondheetlechen Effekter, déi duerch d'Expositioun vun elektromagnétesche Strale kéinten ervirgeruff ginn. De Suivi vun der wëssenschaftlecher Entwécklung ass e wichteg Element an der Applikatioun vum Principe de précaution an erméiglecht deemno ëmmer erëm eng nei Bewäertung vun de getraffene Moosnamen.

ad 15. D'Regierung rappeléiert an deem Zesummenhang hir Positioun, déi si schonns op d'parlamentaresch Fro Nr. 0078 vum honorablen Deputéierte Sven Clement formuléiert huet. Am Moment plangt d'Regierung keng konkret Schrëtt, fir den Asaz vun Technologien aus gewësse Länner am Kär vum Netzwerk ze verbidden. Sollte sech awer nei corroboréiert Fakte presentéieren, da gëtt eng Reevaluatioun virgeholl.

De Sécherheetskriterium muss am Prinzip net un d'Stee vun de Frequenzen gekoppelt ginn. Den aktuelle legale Kader fir d'Bedreiwe vun elektro-nesch Kommunikatiounsnetzer an -dénsgchter gesäit schonns Mesurë vir, déi d'Sécherheet an d'Integritéit vun den Netzer an Déngschter cadréieren. Dës Moosname mussen vun all Bedreiwer garantéiert ginn, onofhängeg aus wéi engem Land d'Entreprise kommen, mat deenen de jeeweilege Bedreiwer zesummeschafft, fir Kommunikatiounsnetzer an -dénsgchter unzibidden.

ad 16. Dës „vill kleng Installatiounen“ betreffe virun allem d'Antennen, déi mat der 26 GHz installéiert kéinte ginn. Et ass och esou, dass esou Antennen (mat entsprechend niddreger elektromagnétescher Stralung) no bei de Benotzer installéiert kënnen ginn.

D'Ofséchere vun de 5G-Reseauen ass eng Verpflichtung, déi beim Operateur vum Reseau läit. Dëst géllt fir all d'Komponente vum Reseau, sief et Kabelen, Antennen oder soss Equipementer. Déi jeeweils adequat Ofsécherung an déi domadder verbonne Käschten, si vum Operateur ze droen. Déi genee Ofsécherung ass Deel vun der Risikoanalys vun all Operateur, sou wéi dat och schonns beim 2G-, 3G- a 4G-Reseau de Fall wor.

ad 17. Der Regierung ass et wichteg, dass et zu enger objektiver an transparenter Prozedur fir d'Virgab vun de 5G-Lizenz kënn, an dass dobäi d'Integralitéit vum verfügbare Spektrum kann effikass genotzt ginn. Der Regierung ass et dobäi och geleeën, dass den Operateure kënnen zesummenhängend Bléck zougewise ginn, déi grouss genuch sinn, fir d'Potenzial vun der 5G-Technologie voll auszunutzen. Déi genee Modalitéite vun enger Stee, déi dës Objektivitéit erfëlle soll, sinn nach an der Ausaar-bechtung.

ad 18. D'Aféiere vum 5G ass e wichtege Piler vun der Strategie vu POST, a POST schafft schonn zanter 2018 um 5G. De besteende Reseau gouf erweidert, fir éischt 5G-Servicer kënnen 2019 anzeféieren. POST weist hire Clienten d'Entwécklungen am „5G Experience Center“ an hirem Siège, dem Bâtiment Mercier zu Lëtzebuerg-Gare.

Fir en neie 5G-Reseau bauen ze kënnen, brauch POST zousätzlech Frequenzen, déi de lëtzebuergesche Staat dëst Joer vergi wëllt. POST ass amgaange sech heierop virzereeden. Ausserdeem muss den aktuellen EMF „Cadre réglementaire“ fir d'Autorisatiounen vun den neie 5G-Antenne vun den zoustännege Verwaltungen erweidert ginn. An deem Zesummenhang si POST an déi aner Operateuren an engem ganz enken Austausch mat de concernéierte Verwaltungen.

Zënter 2018 schafft POST doriwwe eraus am internationale 5GCo-Projet mat. Dese „5G Lighthouse“-Projet, dee vun der Europäescher Kommissioun (initiative H2020-ICT-18-2018) finanzéiert gëtt, gesäit vir, datt 2020 am Dräilännereck Metz-Lëtzebuerg-Merzig verschidden Aspekter vum 5G-automatiséierte Fieren an engem „Crossborder a Cross-technology Environment“ getest ginn. POST huet 2019 och beim „Call for Projects“, deen de lëtzebuergesche Staat am Kontext vu senger „Luxembourg 5G Strategy“ lancéiert hat, matgemaach. Déi entsprechend 5G-Pilotprojete sollen dann 2020/2021 ëmgesat ginn.

## Question 1461 (11.11.2019) de M. Marc Goergen (Piraten) concernant la vidéosurveillance des CFL :

A menger parlamentarescher Fro N° 1251 wollt ech méi iwwert d'Iwwerwachungsmesurë vun den CFL wëssen. D'Antwort vun Minister liwwert Informatiounen iwwert déi jeeweileg Späicherfristen, d'Accès souwéi d'Consultatioun vum Iwwerwachungsmaterial.

An deem Zesummenhang wëllt ech de Ministere fir Mobilitéit a fir bannenzeg Sécherheet des Froe stellen:

1. An der Äntwert schwätzt den Här Minister op verschiddene Plaze vu befuugte Persounen. Wie sinn des befuugte Persounen a vu wem kréie se hir Autorisatioun ausgestallt?

- Falen och d'Zuchbegleeder souwéi d'Lokomotivféierer ënnert des befuugte Persounen?

• Falls jo, vu wem erhale si d'Autorisatioun?

• Hunn des Persoune speziell Schoullungen hi-siichtlech den Datschutzgesetz absolviert?

2. Wéi vill Strofdote konnten duerch Video-opname vun den CFL an de leschte Joren tatsächlech opgekläert ginn?

3. A wéi ville Fäll waren d'Opmen, déi zur Opklärung vun der Strofdot hätte féiere kënnen, scho geläscht, de Moment wou d'Police se ugefrot huet?

4. Bei wéi ville Plaiten, déi d'Police am Beräich vum öffentlechen Transport krut, huet d'Video-material een Opschluss iwwert de Virgank vun der Dot ginn? Bei wéi villen net?

5. Bei wéi ville Plaiten, déi d'Police am Beräich vum öffentlechen Transport krut, konnt d'Video-material net benotzt ginn?

**Réponse (23.12.2019) de M. François Bausch, Ministère de la Mobilité et des Travaux publics, Ministère de la Sécurité intérieure :**

Wéi schonns a menger viregter Äntwert op d'parlamentaresch Fro Nr. 1251 vum 25. September 2019 ugin, sinn déi autoriséiert Agenten, fir d'Billen vun der Videoiwwerwachung an den Zich ze visualiséieren:

- spezialiséiert Techniker, déi all technesch Problemer vun der Installatioun vun der Videoiwwerwachung kontrolléieren a regléieren;

- d'Persounen, déi habilitéiert sinn, fir ze kontrolléieren, datt d'Consultatioun vun de Billen

<sup>3</sup> [http://map.geoportail.lu/theme/cadastre\\_hertzien?version=3&zoom=10&X=690924&Y=6409159&lang=fr&layers=802-811-801&opacities=1-1-1&bgLayer=basemap\\_2015\\_global](http://map.geoportail.lu/theme/cadastre_hertzien?version=3&zoom=10&X=690924&Y=6409159&lang=fr&layers=802-811-801&opacities=1-1-1&bgLayer=basemap_2015_global)



konform mat de gesetzleche Virschreften ausgeféiert gëtt, wéi d'CFL-Agenten vun der Divisioun „Juridique et Assurance“ (JA) a vum Service „Sécurité, Sûreté et Environnement“ (SE);

- den „Délégué à la protection des données“ (DPO);

- d'Personalvertrieider, wann een CFL-Agent be-traff ass;

- d'Persounen, déi habilitéiert sinn, d'Billen ze konsultéieren.

Bei de „Persounen, déi habilitéiert sinn, d'Billen ze konsultéieren“ handelt et sech méi prezisëm:

- de „Responsable Sûreté“ vun der Divisioun vun der Zuchbegleedung, deen am Kader vun der Kontroll vun der Anhalung vun de Prozeduren d'Videoiwwerwaachung an den Zich visualiséiert,

- d'Kontrolleren an d'Inspekteren (déi d'Zuchbegleetpersonal kontrolléieren) aus der Divisioun „Zuchbegleedung“, déi d'Billen recupe-réieren an hir Visualisatioun organiséieren.

D'Zuchbegleetpersonal an d'Zuchfuereer hu keen Zougang zu de Billen. Sollten dës awer zousätzlech zu hirer Funktioun nach Personalvertrieider sinn, da kënnen si am Kontext vun dëser Funktioun trotzdeem an d'Situatioun kommen, fir d'Billen ze gesinn.

D'Gestioun vun den Zougërffer op d'Billen gëtt duerch intern Prozeduren organiséiert an eenzeg déi Persounen, déi een Interesse am Kontext vun der Videoiwwerwaachung hunn, kënnen Zougërffsrecht op d'Billen hunn.

En Regëster erlaabt d'Identificatioun vun deene Persounen, déi d'Billen visualiséiert hunn.

Schlussendlech kréien dës Persounen eng Formatioun iwwer d'Anhalung vun de Prozeduren.

Des Weideren ass et aktuell net méiglech, fir déi detailléiert Statistiken, déi an de Froen ernimmt ginn, erauszefilteren.

#### Question 1463 (11.11.2019) de Mme Viviane Reding (CSV) concernant le recrutement auprès du CGDIS :

Rezent war beim Corps grand-ducal d'incendie et de secours (CGDIS) e Poste fir e Médecin-anesthésiste-réanimateur beim Samu ausgeschriwwen.

An dësem Kontext géif ech gäre füllend Froen un d'Madamm Inneministesch stellen:

- Wéi sinn d'Ausschreiwungsprozedure bei esou Posten?

- Kréien déi Leit, déi hir Kandidatur ageschéckt hunn, en Accusé de réception? Gi si, wann hir Kandidatur net zréckbehalen gëtt, kontaktéiert an informéiert?

- Wéi kann eng Persoun, där hir Kandidatur net zréckbehalen ginn ass, e Recours géint d'Nominatioun vun enger anerer Persoun aleeden, wann dës Decisioun hir net matgedeelt ginn ass? Kann een hei vun engem effektive Recours schwätzen?

- Wéi ginn dës Nominatiounen an aneren effentlechen Aarichtungen behandelt? Wéi gesinn esou Prozeduren aus? Ginn et Differenzen? Wa jo, wéi eng?

- Ginn d'Nominatiounen vun esou Poste verëffentlecht? Wa jo, wou? Wann neen, firwat net?

- Wär et fir d'Ministesch net, aus Grënn vun der Transparenz, noutwendeg, esou Nominatiounen effentlech zougänglich ze maachen?

- Wëllt d'Regierung an deem Kontext an Zukunft fir méi Transparenz suergen? Wa jo, wéi?

#### Réponse (16.01.2020) de Mme Taina Bofferding, Ministre de l'Intérieur :

Déi fräi Posten, déi beim Corps grand-ducal d'incendie et de secours (CGDIS) ënnert de „recrutement externe“ falen, ginn um Internet-site [www.govjobs.lu](http://www.govjobs.lu) ausgeschriwwen.

De Service recrutement vum CGDIS mécht eng Virselektioun opgrond vun den agerechten Dossieren andeems d'Recevabilitéit vun de Kandidaten kontrolléiert gëtt. Déi Persounen, déi zréckbehalen ginn, gi fir e Gespräch ageluuden. Ausserdem gëtt mat dëse Kandidaten en Test psychométrique an, jee no Profil vum Posten, e Leadershipstest respektiv en administrativen oder techneschen Exercice duerchgefouert. Opgrond vum Entretien an den Tester gëtt eng Persoun fir de fräie Poste virgeschloen. Dës

Virschlag reecht de Generaldirekter un de Verwaltungsrat vum CGDIS weider, dee während enger nächster Sëtzung seng Decisioun hëlt. Jidder net zréckbehalen(e) Kandidat(in) gëtt schrëftlech informéiert.

Beim rezenten Rekrutement vun engem Médecin-anesthésiste-réanimateur war et esou, dass de CGDIS no enger éischter Analys vun den Dossieren entscheet hat, d'Plaz vakant ze loos-sen. Nodeems de Profil an d'Missioune vum Posten nei iwwerschafft goufen, gëtt dës elo zäitno op Basis vun der uewe beschriwwener Prozedur nei ausgeschriwwen.

Wat d'Recoursen ugeet, gëllen hei d'Reegele vun der Procédure administrative non contentieuse. Vu datt et sech hei net ëm en Examen-concours handelt, ass et och esou, datt et keen Droit à l'embauche gëtt, an datt den Employeur fräi ass, déi Kandidatur zréckbehalen, déi en am géeegeentsten hält fir de Posten, respektiv d'Kandidatur net zréckbehalen, wann en d'Persoun fir net géeegeent hält.

D'Nominatiounen vum Personal beim CGDIS sinn eleng eng Decisioun vum Verwaltungsrat.

#### Question 1479 (14.11.2019) de M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) concernant l'euthanasie :

Dans son Cinquième rapport à l'attention de la Chambre des Députés, couvrant les années 2017 et 2018, la Commission nationale de contrôle et d'évaluation de l'application de la loi du 16 mars 2009 sur l'euthanasie et l'assistance au suicide relève qu'au cours des deux années écoulées et, contrairement aux années précédentes, seules deux euthanasies sur 19 ont été pratiquées dans un hôpital.

Il convient par ailleurs de noter que, selon les statistiques, le nombre d'euthanasies et d'assistances au suicide pratiquées dans les maisons de soins ou centres intégrés est resté faible par rapport au nombre total d'euthanasies et d'assistances au suicide recensé.

En effet, sur les 19 décès suite à une euthanasie recensés en 2017 et 2018, 13 ont été pratiqués au domicile du patient.

Se pose la question si cette évolution émane d'un choix délibéré des patients ou s'il est dû à une réticence des établissements hospitaliers, des maisons de soins et centres intégrés à l'égard de l'euthanasie ou de l'assistance au suicide.

Or, la loi du 16 mars 2009 sur l'euthanasie et l'assistance au suicide prévoit qu'un médecin peut refuser de pratiquer une euthanasie. Par contre, en tant qu'institutions et établissements financés par les deniers publics, les hôpitaux, maisons de soins et centres intégrés devraient assurer le respect de la loi et donc l'accès des patients à l'euthanasie si les conditions posées sont respectées et si cela correspond à la volonté du patient.

J'aimerais dès lors poser à Monsieur le Ministre de la Santé les questions suivantes :

- Monsieur le Ministre a-t-il connaissance d'établissements hospitaliers, de centres intégrés ou maisons de soins réticents à la pratique d'euthanasies ou d'assistances au suicide au sein de leur établissement et, le cas échéant, par quelles mesures le Ministère entend-il garantir le respect de la loi, et l'accès des patients à l'euthanasie peut-il être garanti ?

- Selon le Cinquième rapport à l'attention de la Chambre des Députés de la Commission nationale de contrôle et d'évaluation de l'application de la loi du 16 mars 2009 sur l'euthanasie et l'assistance au suicide, l'état d'information de la population et des milieux professionnels sur la législation en matière d'euthanasie reste insuffisant. Par quels moyens le Ministère de la Santé entend-il garantir une information adéquate de la population et des milieux professionnels ?

#### Réponse commune (08.01.2020) de M. Etienne Schneider, Ministre de la Santé, et de Mme Corinne Cahen, Ministre de la Famille et de l'Intégration :

Dans son cinquième rapport, la Commission nationale de contrôle et d'évaluation de la loi du 16 mars 2009 sur l'euthanasie et l'assistance au suicide, ci-après « la Commission » a attiré l'attention sur le fait que, contrairement aux années précédentes, les euthanasies pratiquées en milieu hospitalier ont sensiblement diminué, que deux euthanasies sur 19 ayant été pratiquées dans un hôpital pendant la période de référence du rapport, contre 13 à domicile et 3 dans un centre intégré ou une maison de soins. S'il est vrai que plusieurs proches de patients en fin de vie se sont plaints à plusieurs reprises auprès du secrétariat de la Commission que la volonté du patient de pouvoir disposer d'une euthanasie n'avait pas été respectée, il n'est

pourtant pas à exclure que l'augmentation du nombre des euthanasies pratiquées à domicile pourrait également refléter la préférence des patients de mourir dans un environnement familial.

En tout état de cause, l'accord de coalition 2018-2023 prévoit que « les structures hospitalières et de soins palliatifs devront respecter le choix d'euthanasie ou d'assistance au suicide d'un patient et l'aider à réaliser sa volonté. Le règlement d'ordre interne des différentes structures devra respecter ces dispositions. »

De même l'annexe 2 de la loi du 8 mars 2018 relative aux établissements hospitaliers et à la planification hospitalière prévoit « un service destiné à des patients souffrant d'une affection grave et incurable en phase avancée ou terminale et dispensant des soins actifs, continus et coordonnés, pratiqués par une équipe pluridisciplinaire dans le respect de la personne soignée, visant à couvrir l'ensemble des besoins physiques, psychiques et spirituels de la personne soignée et de son entourage et comportant le traitement de la douleur et de la souffrance psychique. Le personnel médical et soignant du service atteste d'une formation spécifique en soins palliatifs et en accompagnement de patients en fin de vie, conformément aux dispositions prises sur base de l'article 1<sup>er</sup>, alinéa 4 de la loi du 16 mars 2009 relative aux soins palliatifs, à la directive anticipée et à l'accompagnement en fin de vie. Le service a recours aux soins de kinésithérapie, au soutien psychologique et à l'assistance sociale, et dispose de liens fonctionnels étroits avec des services médicaux et chirurgicaux hospitaliers, ainsi qu'avec les prestataires d'aide et de soins extrahospitaliers, qui précisent les critères et les modalités de transfert des patients. Le service garantit le respect de la loi du 16 mars 2009 sur l'euthanasie et l'assistance au suicide, ainsi que de la loi du 24 juillet 2014 relative aux droits et obligations du patient. »

L'ensemble des établissements hospitaliers, y compris les établissements d'accueil pour personnes en fin de vie, devraient ainsi prévoir la possibilité pour leurs patients de bénéficier d'une euthanasie ou d'une assistance au suicide dans un environnement adéquat et digne.

Dans ce contexte, la recommandation de la Commission suivant laquelle la direction d'un établissement dans lequel se trouve le patient est obligée d'instaurer une procédure qui permet de pouvoir recourir à un médecin pour effectuer l'euthanasie ou l'assistance au suicide, constitue une piste à envisager.

Quant à l'état d'information de la population et des milieux professionnels, la Commission a fait procéder à une enquête TNS ILReS aux fins de dresser un bilan après dix ans d'existence de la loi sur l'euthanasie et l'assistance au suicide et d'en comparer les résultats avec l'enquête menée avant l'entrée en vigueur de la loi. Dès que les résultats de cette enquête auront été présentés par la Commission au début de l'année 2020, le Ministre de la Santé entend se prononcer par rapport aux moyens pour renforcer, le cas échéant, l'information du public et du secteur médical et de soins.

#### Question 1480 (14.11.2019) de M. Marc Hansen (déi gréng) concernant la « Gesondheets-App » présentée par l'AMMD :

En date du 12 novembre 2019, l'Association des médecins et médecins-dentistes (AMMD) a présenté sa société nouvellement créée « Digital Health Network SARL » (DHN) ainsi que son application « Gesondheets-App ».

Selon l'AMMD, « l'objet de cette société est de permettre à nos patients de se connecter aisément via une App parfaitement sécurisée aux prestataires de leur choix ou à tout autre acteur public ou privé du domaine de la santé. Cette application servira au patient d'unique porte d'entrée pour faire l'intégralité de son parcours de soins en respectant scrupuleusement son autonomie, en parfaite complémentarité du DSP (dossier de soins partagé), avec une touche de convivialité inédite. »

La « Gesondheets-App », dont le lancement serait prévu au cours du premier semestre 2020, permettrait donc au patient de partager ses données médicales avec les professionnels en matière de santé (médecins, hôpitaux, CNS, etc.). Des paiements pourraient être effectués et les justificatifs échangés de manière digitale.

La société commerciale du corps médical, DHN SARL, est enregistrée au Registre de commerce et des sociétés depuis le 16 juin 2019 et son conseil d'administration correspond au conseil d'administration de l'AMMD.

À cet égard, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Santé et à Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale :

1) Quels acteurs étaient associés à la mise en place de la société commerciale DHN SARL du corps médical, ainsi qu'au développement de la nouvelle application ? Est-ce que ce développement s'est fait en collaboration avec les autres acteurs-clés en matière de santé et notamment avec l'Agence eSanté ?

2) Quand est-ce que Messieurs les Ministres ont été informés par l'AMMD de la volonté de mettre en place la société Digital Health Network et de développer une application de santé ?

3) Est-ce que Messieurs les Ministres soutiennent ce projet ?

4) Messieurs les Ministres estiment-ils que des données aussi sensibles que les données médicales des citoyen(ne)s devraient être traitées et stockées par un opérateur de droit privé à but commercial ? Est-ce que la mise en place et la gestion d'un tel projet ne devraient pas être pilotées par un acteur ou une institution faisant partie du secteur public ?

5) Dans quelle mesure cette application est-elle compatible, voire incompatible avec les projets de digitalisation (DSP, ePrescription, etc.) et d'introduction du tiers payant sur lesquels travaille l'Agence eSanté et d'autres acteurs-clé du secteur ? N'existe-t-il pas un risque de concurrence pour des projets en cours de développement ?

Selon les premières informations, l'application de DHN viserait également à permettre un remboursement accéléré des factures avancées par les patients. Il ne s'agirait donc pas du système « pure » de tiers payant où le patient n'a pas besoin d'avancer les frais médicaux remboursables.

6) Est-ce que Messieurs les Ministres sont favorables à ce principe du remboursement accéléré ? Est-ce que les travaux en cours sur l'introduction du « tiers payant » prévoient également ce principe ou est-ce que le système envisagé est au contraire celui du paiement direct des factures médicales par le « tiers payant » ?

#### Réponse commune (16.01.2020) de M. Romain Schneider, Ministre de la Sécurité sociale, et de M. Etienne Schneider, Ministre de la Santé :

L'Association des médecins et médecins-dentistes (AMMD) avait demandé une première entrevue avec Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale par lettre du 11 février 2019 afin de présenter sa vision pour un concept de digitalisation, entre autres pour le remboursement des mémoires d'honoraires des médecins.

La réunion entre le Ministère de la Sécurité sociale et l'AMMD a eu lieu le 13 février 2019. Lors de cette réunion, Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale a présenté les priorités en matière d'assurance maladie-maternité, y compris en matière de digitalisation, et l'AMMD ses attentes en la matière, sans toutefois rentrer dans les détails en ce qui concerne leur « solution digitale » proprement dite. Suivant les informations de l'AMMD elle-même, ce concept serait basé sur une solution digitale de la société Have-a-Portfolio Solutions GIE.

Par la suite, l'AMMD a fait plusieurs communications publiques (conférences de presse, publications sur le site Internet de l'AMMD, etc.) sur cette solution digitale.

Fin juillet 2019, l'AMMD a eu une entrevue avec le Ministère de la Santé pour présenter le concept d'une application mobile, sans toutefois apporter des détails sur le fonctionnement technique ou l'intégration avec les outils digitaux de l'Agence eSanté notamment.

Concernant la société commerciale Digital Health Network SARL (DHN), ni les ministères de la Sécurité sociale et de la Santé, ni les administrations et institutions sous leur tutelle, y compris l'Agence eSanté, n'y sont associés. Il en est de même pour le développement d'une solution digitale ou d'une application mobile de cette société dont référence est faite par l'honorable Député dans sa question parlementaire.

D'ailleurs, DHN étant une société de droit privé (société à responsabilité limitée), l'État ne pourrait pas en faire partie faute de cadre légal l'y autorisant.

En ce qui concerne l'utilisation d'une application mobile, celle-ci ne pourrait pas se substituer aux services publics qui doivent être prestés par les organismes publics, notamment la Caisse nationale de santé (CNS) ou l'Agence eSanté. Plus précisément pour l'Agence eSanté - il est par ailleurs à noter que l'AMMD fait partie du conseil de gestion de l'Agence eSanté -, elle est en charge du développement de solutions digitales en matière d'assurance maladie-maternité et aussi de santé, notamment en ce qui concerne les échanges entre acteurs (organismes publics, personnes affiliées et prestataires). Ses missions sont définies dans l'article

60ter du Code de la sécurité sociale et sont notamment : « [...] la réalisation, le déploiement, l'exploitation et la gestion administrative et technique d'une plateforme électronique nationale d'échange et de partage de données de santé, ainsi que d'applications et de systèmes informatiques de santé à l'échelle nationale [...] »

L'attribution de ces missions à un organisme public, qui a la forme d'un groupement d'intérêt économique pour fédérer toutes les parties prenantes avec un financement provenant à un tiers de l'État et à deux tiers de l'assurance maladie-maternité, vise notamment à assurer la mise en place d'un système digital qui est accessible à toute personne et prestataire visé et qui répond à tous les critères de sécurité informatique et de protection des données.

Pour accélérer l'élaboration et la mise en œuvre des projets de l'Agence eSanté, dont notamment le déploiement du dossier de soins partagé, l'ePrescription ou encore le Health-Net/NextGen, elle s'est vue attribuer plus de moyens par un amendement du contrat d'objectifs et de moyens 2019-2021 liant l'État, la CNS et l'Agence eSanté.

En ce qui concerne le recours à une application mobile, cette solution requiert impérativement l'utilisation d'un smartphone par la personne affiliée, ou le cas échéant sa personne de tutelle, pour avoir recours aux différents services.

Dans ce contexte il y a lieu de se référer à l'accord de coalition qui prévoit explicitement l'élaboration de pistes afin « [...] d'inclure tout citoyen dans notre société de plus en plus numérisée et de contrecarrer le clivage numérique qui divise la société. »<sup>4</sup>

Dès lors, qu'en deviendra-t-il des personnes qui n'ont pas ce genre d'équipement électronique, en ce qui concerne l'accès à des prestations de santé ? Seraient-elles exclues d'une prise en charge par un remboursement accéléré ?

Qu'en sera-t-il des familles qui ont un faible revenu et qui doivent avancer, même pour un laps de temps réduit mais pas néant, les montants des mémoires d'honoraires des consultations médicales de leurs enfants au moment où elles n'ont pas suffisamment de moyens financiers, alors même que ces consultations sont prises en charge à 100 % par l'assurance maladie-maternité ?

Il s'agit de questions qui ne sont pas adressées par le recours à des moyens informatiques qui requièrent un dispositif digital spécifique ou un paiement de la part de la personne affiliée avant de pouvoir être remboursée, donc aussi en cas de remboursement accéléré.

Le principe du tiers payant, au contraire, garantit un accès équitable à toute personne affiliée, tant financièrement qu'administrativement, à des prestations de santé prises en charge par l'assurance maladie-maternité. De même, le tiers payant donne la garantie au prestataire qu'il recevra le montant déterminé pour les actes et prestations réalisés.

En d'autres termes, il s'agit, d'un côté, de faciliter le plus possible l'accès des assurés aux prestations prises en charge par l'assurance maladie-maternité et, de l'autre côté, d'offrir aux prestataires toutes les garanties de la prise en charge financière.

Ainsi, tant les familles que les personnes devant se rendre souvent chez le médecin ou médecin-dentiste, et notamment celles qui ont de faibles revenus, bénéficieront grandement du principe du tiers payant et n'auront plus besoin d'avancer des sommes qui peuvent dans certains cas s'accumuler jusqu'à atteindre des montants importants.

C'est ainsi que Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale a mis en place un groupe de travail dédié pour élaborer en détail un système de tiers payant dit « nouvelle génération ». Celui-ci doit pouvoir informer endéans quelques secondes le patient et le prestataire, essentiellement le médecin ou médecin-dentiste, sur les actes pris en charge et dans quelle proportion par l'assurance maladie-maternité. De même, le système doit pouvoir déclencher directement le paiement du montant dû.

En effet, le tiers payant nouvelle génération ne se base pas sur un système d'accélération de la procédure de remboursement, mais au contraire vise le paiement direct, c'est-à-dire que l'assuré ne doit plus faire l'avance de l'intégralité de la somme et ne doit payer, le cas échéant, que sa part personnelle.

Ainsi, dans le cas des actes qui sont pris en charge à 100 % comme les consultations médicales pour les enfants, les parents n'auront plus besoin d'avancer une quelconque somme.

Aussi, la solution informatique pour le tiers payant nouvelle génération est fiable et simple

d'accès pour toute personne, indépendamment de la technologie informatique utilisée.

Dans ce contexte, les différentes procédures et règles sont à revoir pour les simplifier autant que possible. Ces travaux sont également coordonnés par le groupe de travail mis en place.

Le groupe de travail est composé de représentants des organismes publics directement impliqués, notamment la CNS, l'Agence eSanté, le Centre commun de la sécurité sociale pour le volet informatique, ou encore le Ministère de la Sécurité sociale. D'autres acteurs seront impliqués au fur et à mesure de l'avancement des travaux, y compris l'AMMD qui demeure évidemment un partenaire central.

Le tiers payant nouvelle génération n'est pas en soi incompatible avec d'autres solutions digitales dès lors qu'elles sont du libre choix du prestataire et du patient. Dans tout état de cause, un organisme public ne saurait et pourrait faire sienne la solution développée par une société commerciale sans avoir recours à une procédure de passation de marchés publics telle que la législation en vigueur l'impose.

Au-delà du seul spectre du moyen de la prise en charge financière des prestations, les organismes publics visés, notamment l'Agence eSanté, prévoient la possibilité d'accès par des applications mobiles à certains services pour tous les acteurs qui développent ce genre d'outils digitaux, y compris DHN, dès lors que ces applications respectent tous les critères de sécurité informatique et de protection de données. L'application mobile sera alors du libre choix de son utilisateur. Cette démarche s'inscrit par ailleurs dans les efforts de digitalisation du Gouvernement.

#### **Question 1481** (14.11.2019) de **M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP) concernant les **infractions de roulage impunies** :

Le Parquet d'Arlon est actuellement confronté à bon nombre d'infractions de roulage impunies commises par des chauffeurs de véhicules immatriculés au Luxembourg.

Selon le Parquet belge, le tribunal poursuit bien les chauffards, mais il serait confronté à des entraves, surtout lorsqu'il s'agit de voitures de service de sociétés luxembourgeoises. En effet, toujours selon le Parquet belge, certaines sociétés sous le nom desquelles sont enregistrés les véhicules à plaques jaunes ne communiqueraient systématiquement pas le nom du chauffeur responsable de l'infraction.

Faute de connaître le nom du chauffeur, le tribunal a décidé de condamner les sociétés à des amendes substantielles.

- J'aimerais dès lors savoir de Madame la Ministre de la Justice et de Monsieur le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics combien de voitures de service sont enregistrées au Luxembourg et quels sont les secteurs qui détiennent les flottes les plus importantes.

- Le Gouvernement est-il informé de la problématique dont fait état le Parquet belge ?

- Les tribunaux luxembourgeois sont-ils confrontés à des situations comparables et comment réagissent-ils le cas échéant ?

- Quelle est la situation légale en la matière ?

**Réponse commune** (18.12.2019) de **Mme Sam Tanson**, *Ministre de la Justice*, et de **M. François Bausch**, *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics* :

L'honorable Député s'enquiert sur les infractions de roulage impunies commises en Belgique par des chauffeurs de véhicules immatriculés au Luxembourg.

En date du 1<sup>er</sup> décembre 2019, 429.008 voitures particulières ont été immatriculées au Luxembourg, dont 90.952 au nom d'une personne morale (société). Le pourcentage de voitures particulières appartenant à des sociétés était en conséquence de 21,2 %.

Étant donné qu'une grande partie des voitures immatriculées au nom d'une personne morale sont des véhicules proposés en leasing ou en location à longue durée et que l'âge moyen de renouvellement de ces voitures est particulièrement bas par rapport à l'ensemble des voitures immatriculées, il y a lieu de préciser que ce pourcentage augmente à 38,8 % en considérant uniquement les voitures ayant moins de trois ans.

Cependant, il est impossible de déterminer quels secteurs possèdent les flottes les plus importantes, vu que les véhicules sont pour la plupart immatriculés au nom de la société qui propose le véhicule en leasing ou en location à longue durée. En outre, ces véhicules sont également accessibles à des personnes morales dans le cadre du leasing opérationnel (private leasing), ce qui engendre également une inexactitude des ratios indiqués.

La problématique des infractions commises au moyen de véhicules immatriculés au nom de personnes morales se pose surtout pour les infractions commises (a) en matière de stationnement et (b) en matière de dépassements de la vitesse maximale autorisée constatés par le système de contrôle et de sanction automatisés (ci-après le « CSA »), puisque pour ces deux cas de figure, faute d'interpellation du conducteur du véhicule au moment de la commission de l'infraction, son identité n'est pas déterminée sur place.

a) S'agissant des infractions en matière de stationnement :

- Si le véhicule est immatriculé au Luxembourg, en l'absence de paiement de l'avertissement taxé, c'est le représentant légal de la personne morale qui est poursuivi, sauf s'il fournit les renseignements sur l'auteur de l'infraction. L'identité du représentant légal de la personne morale, respectivement du conducteur responsable, est déterminée au cours de l'enquête par la police qui rédige le procès-verbal et le transmet au Procureur d'État.

L'article 14bis de la loi du 14 février 1955 concernant la réglementation de la circulation sur toutes les voies publiques prévoit que :

« Le conducteur d'un véhicule est responsable pénalement des infractions qu'il a commises en conduisant ce véhicule.

Si l'auteur d'une infraction à la réglementation sur l'arrêt, le stationnement et le parage est resté inconnu, mais que le véhicule ayant servi à la commettre a été identifié, le propriétaire ou détenteur du véhicule est tenu au paiement de l'avertissement taxé ou de l'amende, à prononcer par la juridiction pénale, à moins qu'il n'établisse l'existence d'un cas de force majeure ou qu'il ne fournisse des renseignements permettant d'identifier l'auteur de l'infraction.

Si le véhicule, au moment de l'infraction, était loué à un tiers, celui-ci est tenu de la même obligation. »

- Si le véhicule est immatriculé à l'étranger, il n'existe pas de possibilité d'obtenir les informations sur l'identité de la personne (physique ou morale) au nom de laquelle le véhicule est immatriculé, alors qu'aucune base légale ne permet de demander les renseignements à l'étranger. En effet, le système automatisé institué par la directive 2015/413 du Parlement européen et du Conseil du 11 mars 2015 facilitant l'échange transfrontalier d'informations concernant les infractions en matière de sécurité routière, transposée en droit interne par une loi du 19 décembre 2014<sup>5</sup> est limité à un certain nombre d'infractions, dont notamment les excès de vitesse, et ne s'applique pas pour les infractions commises en matière de stationnement.

b) Pour les dépassements de la vitesse constatés par le CSA, l'identité des détenteurs des véhicules immatriculés à l'étranger (personnes physiques ou morales) est déterminée par le biais du système automatisé institué par la directive 2015/413.

Une distinction est à faire entre les dépassements de vitesse qui donnent lieu à une réduction de points sur le permis de conduire ou pour lesquels un procès-verbal doit d'office être dressé, et ceux qui ne donnent pas lieu à une réduction de points sur le permis de conduire et pour lesquels la procédure de l'amende forfaitaire est d'application.

- Si, à défaut de paiement de l'avertissement taxé, procès-verbal doit être dressé puisque l'infraction constatée donne lieu à une réduction de points sur le permis de conduire et que la personne morale n'indique pas le conducteur responsable, la police locale est chargée, dans le cadre de l'enquête, de déterminer auprès de la personne morale, l'identité du conducteur responsable (qui, en tant que personne pénalement responsable, encourt également une interdiction de conduire judiciaire), ainsi que, le cas échéant, l'identité du représentant légal de la personne morale qui est pénalement redevable du paiement de l'amende encourue (mais qui n'est pas pénalement responsable et n'encourt ni la perte de points sur le permis, ni une interdiction de conduire judiciaire).

La police procède de la même sorte si l'excès de vitesse dépasse les limites pour lesquelles la procédure de l'avertissement taxé s'applique et que procès-verbal doit d'office être dressé<sup>6</sup>.

<sup>5</sup> Mémorial A n° 250 du 23 décembre 2014

<sup>6</sup> En application de l'article 15, alinéa 5 de la loi du 14 février 1955 concernant la réglementation de la circulation sur toutes les voies publiques « L'avertissement taxé est remplacé par un procès-verbal ordinaire : [...] 5) en cas de constatation d'un dépassement de la limitation réglementaire de la vitesse de plus de 50 pour cent du maximum de la vitesse autorisée et d'au moins 20 km/heure par rapport à ce maximum. »

Si le véhicule est immatriculé à l'étranger et que la personne morale sise à l'étranger ne fournit pas les indications sur l'identité du conducteur, l'enquête ne peut, pour la plupart des cas, pas aboutir, s'il s'agit de personnes morales ayant leur siège dans des pays éloignés (p. ex. Pologne, Roumanie, Bulgarie). Si le véhicule est immatriculé dans un pays proche, souvent la police réussit à obtenir les informations sur le représentant légal qui est alors poursuivi comme personne pénalement responsable.

- Si l'avertissement taxé ne donne pas lieu à une réduction de points sur le permis de conduire (avertissements taxés de 49 euros), en cas de défaut de paiement, procès-verbal n'est pas dressé, mais la personne pénalement responsable encourt alors l'amende forfaitaire correspondant au double de l'avertissement taxé. Si la personne morale au nom de laquelle le véhicule est immatriculé n'indique pas l'identité du conducteur responsable, l'amende forfaitaire est établie au nom de la personne morale, qu'elle soit nationale ou étrangère.

- Voici quelques statistiques pour les excès de vitesse constatés par le CSA qui ont été fournies par la police :

Depuis la mise en œuvre du CSA, 34.134 véhicules immatriculés au nom d'une personne morale ont été flashés, dont 25.041 avaient un siège à l'étranger et 9.093 au Luxembourg. Dans 17.213 cas, la personne morale a indiqué un conducteur responsable.

Parmi ces 17.213 cas, dans 12.004 cas, la personne morale qui a fourni les indications sur le conducteur responsable avait son siège à l'étranger et dans 5.209 cas, elle avait son siège à Luxembourg.

Les dispositions légales en cause sont essentiellement les suivantes :

Article 4 de la loi du 25 juillet 2015 portant création du système de contrôle et de sanction automatisés :

« (1) [...] Lorsque la personne figurant, au moment de l'infraction, comme détenteur, ou à défaut comme propriétaire, sur le certificat d'immatriculation du véhicule à l'aide duquel une infraction est commise est une personne morale, la responsabilité pécuniaire prévue à l'alinéa 1 incombe au représentant légal de cette personne morale, sous les réserves prévues au paragraphe 2.

Lorsque le véhicule à l'aide duquel une infraction est commise est loué à un tiers au moment de l'infraction, la responsabilité pécuniaire prévue à l'alinéa 1 incombe au locataire, sous les réserves prévues au paragraphe 2. [...] »

Art. 8bis : Obligation de désignation du conducteur par le représentant légal d'une personne morale

« Lorsqu'en application de l'article 4, paragraphe 1<sup>er</sup>, la responsabilité pécuniaire incombe au représentant légal d'une personne morale, ce dernier est tenu de fournir au Centre les renseignements permettant d'identifier le conducteur du véhicule au moment de l'infraction selon les modalités prévues à l'article 8, à moins qu'il n'établisse qu'au moment de l'infraction, le véhicule ne se trouvait pas sous sa garde par l'effet de la soustraction frauduleuse ou du détournement frauduleux ou d'un événement de force majeure. »

#### **Question 1482** (15.11.2019) de **Mme Françoise Hetto-Gaasch** (CSV) concernant **l'Unité de sécurité pour mineurs délinquants à Dreibern** :

Depuis novembre 2017, l'Unité de sécurité (UNISEC) pour mineurs délinquants à Dreibern est opérationnelle. Dans sa mission de médiateur, l'Ombudsman vient de formuler dans un rapport une série de recommandations aux responsables politiques pour optimiser la structure ; il est conseillé de mettre en place un échange régulier entre le mineur délinquant et le juge de la jeunesse qui l'a placé pour discuter de sa situation. Un contact régulier avec des proches doit aussi être assuré. Un élément important qui reste défaillant à l'heure actuelle est le profil des mineurs à placer à l'UNISEC, qui doit impérativement être précisé. Le rapport fustige aussi le manque de solutions pour la période « post-UNISEC » à savoir l'accueil, l'encadrement et le suivi des jeunes après leur séjour à Dreibern.

Sur la base de ces informations, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Mi-

nistre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse et à Madame la Ministre de la Justice :

- Quelles conclusions Madame et Monsieur les Ministres ont-ils tirées du rapport de la médiatrice ?

- Les ministres envisagent-ils de suivre les pistes de recommandations élaborées dans le rapport ?

- Dans l'affirmative lesquelles ?

**Réponse commune** (14.01.2020) de **M. Claude Meisch**, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse*, et de **Mme Sam Tanson**, *Ministre de la Justice* :

Dans le rapport concernant la visite du 20 juillet au 1<sup>er</sup> août 2018 du contrôleur externe des lieux privatifs de liberté à l'Unité de sécurité (UNISEC) du Centre socio-éducatif de l'État (CSEE), l'Ombudsman formule des remarques concernant le projet de loi n° 7276, le fonctionnement de l'UNISEC et les échanges entre le personnel de l'UNISEC et les autorités judiciaires.

- Quant aux recommandations formulées dans le cadre du projet de loi n° 7276

Le rapport avisant le contrôle externe des lieux privatifs de liberté est plutôt favorable en ce qui concerne le projet de loi n° 7276 sur la protection de la jeunesse.

Il importe cependant de mentionner que ce projet sera retiré du rôle des affaires de la Chambre des Députés et qu'un nouveau projet, répondant aux lignes directrices de la Convention sur les droits de l'enfant, sera élaboré. À cet égard, il n'est pas garanti que toutes les dispositions se trouvant dans le projet de loi actuel seront reprises dans le nouveau projet.

Concernant l'analyse du cadre légal du projet de loi n° 7276, l'Ombudsman, dans son rapport, retient certains aspects positifs du nouveau projet, à savoir :

- le droit d'être entendu accordé au mineur à l'article 1<sup>er</sup>, paragraphe 5 du projet de loi (point (1) du rapport) ;

- les modalités instaurant une mesure de placement d'urgence, en remplacement de la mesure de garde provisoire (point (2) du rapport) ;

- le maintien de l'autorité parentale auprès des représentants légaux (point (4) du rapport) ;

- la limitation dans le temps des placements en dehors du milieu familial dont le régime est défini à l'article 13 du projet de loi (point (5) du rapport).

Sur d'autres points, l'Ombudsman formule des critiques par rapport à certaines dispositions et certains concepts du projet de loi n° 7276.

L'Ombudsman déplore, par exemple, l'absence de précisions concernant la durée des mesures de placement, ainsi que leur réexamen, respectivement leur prolongation. Les mesures de placement d'urgence, exposées au point (3) dudit rapport, sont définies aux articles 28 et 29 du projet de loi n° 7276. L'article 29 limite la durée du placement d'urgence à un mois à partir du jour de l'ordonnance prononcée par le juge de la jeunesse. Il est vrai que le champ d'application est moins précis pour les mesures « communes », prononcées sur base de l'article 1<sup>er</sup> du projet de loi. L'article 3 du projet de loi énonce seulement que la « durée des mesures ordonnées par le tribunal de la jeunesse est fonction de l'évolution de la situation du mineur ». À cet égard, il convient effectivement d'appliquer une durée minimale aux mesures de protection et de définir les conditions et la durée du renouvellement. La durée exacte sera analysée dans le cadre des travaux d'un nouveau projet de loi.

En outre, l'Ombudsman critique la possibilité de placement d'un mineur dans un centre pénitentiaire.<sup>7</sup> Le futur projet relatif à la justice juvénile en fera une interdiction absolue et opérera également une distinction claire et nette entre les mesures de protection et les mesures répressives.<sup>8</sup>

- Quant aux échanges réguliers entre le mineur placé à l'UNISEC et le juge de la jeunesse

L'Ombudsman affirme que certains mineurs ont indiqué ne pas avoir rencontré le juge de la jeunesse en charge de leur dossier, ni avoir communiqué avec lui depuis environ un an.<sup>9</sup>

<sup>7</sup> Point (6) du rapport

<sup>8</sup> Point (7) du rapport

<sup>9</sup> Point (40), page 20 du rapport

Après vérification des dossiers des mineurs en cause, nous sommes informés, qu'à l'exception d'un cas, tous les jeunes placés à l'UNISEC ont, non seulement vu le juge de la jeunesse à plusieurs reprises, soit lors d'audiences, soit dans le cadre d'entrevues plus informelles, mais ils ont également reçu des courriers de sa part. Un contact régulier et adéquat a donc bien eu lieu.

À cet égard, on peut indiquer qu'il a été convenu entre les juges de la jeunesse des deux arrondissements et la direction du CSEE que pour chaque mineur y placé, au moins deux entrevues ont systématiquement lieu avec le juge de la jeunesse en charge du mineur pendant la période de placement de trois mois à l'UNISEC, dont la première à la sixième ou à la septième semaine à partir du placement du mineur, et la deuxième à la onzième semaine à partir du placement.

Depuis l'ouverture de l'UNISEC en novembre 2017, nous avons connaissance d'un cas où un mineur, dont la situation juridique n'était pas claire eu égard à son statut, n'a effectivement pas pu prendre contact avec le juge de la jeunesse pendant son placement.

Tout mineur placé à l'UNISEC se voit attribuer d'office un avocat assurant la défense de ses intérêts. À tout moment, le mineur a le droit, avec ou sans avocat, de formuler une demande en mainlevée du placement provisoire à l'UNISEC, de sorte qu'une audience au tribunal de la jeunesse doit obligatoirement avoir lieu à bref délai.

Le contact régulier du jeune avec ses proches est considéré comme étant une priorité. Les contacts par voie téléphonique et par des visites sur place sont possibles et encouragés. Les plages prévues pour les appels téléphoniques vers l'extérieur ont été élargies suite au rapport du Contrôle externe des lieux privatifs de liberté (CELPL).

- Quant à l'absence de définition du profil des mineurs à placer à l'UNISEC

Les autorités judiciaires sont d'avis qu'une définition trop précise du profil des mineurs à placer à l'UNISEC<sup>10</sup>, qui se traduirait, juridiquement, par l'institution de conditions plus ou moins contraignantes devant être remplies en vue d'un placement, risquerait de s'avérer contre-productive et d'exclure des cas dans lesquels un placement temporaire au sein d'une structure sécurisée et proposant un encadrement sociopédagogique intensif s'avère nécessaire.

Néanmoins, il est prévu que le nouveau projet de loi instituant un régime de justice juvénile définira, dans le respect de la sécurité juridique, des critères minima pour permettre le placement du mineur à l'UNISEC.

- Quant à l'encadrement et le suivi des jeunes après leur séjour à l'UNISEC

Le CSEE est en train de diversifier son offre pédagogique en vue d'une prise en charge plus individualisée et différenciée de chaque jeune. Trouver des solutions répondant aux besoins des jeunes ayant séjourné à l'UNISEC constitue une priorité dans le cadre de la conceptualisation des nouvelles offres.

**Question 1487** (18.11.2019) de **M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP) concernant **l'introduction du système Nutri-Score** :

Le Gouvernement luxembourgeois envisage l'introduction du système Nutri-Score (« Lebensmittelpunkt »), renseignant le consommateur sur les qualités nutritionnelles des aliments par une cotation sur les étiquettes.

Ce système, qui ne fait pas l'unanimité, est déjà opérationnel en France, en Belgique, au Portugal et en Espagne, alors que l'Allemagne est sur le point de l'introduire.

Le but principal en est une alimentation plus saine et plus équilibrée.

1) J'aimerais savoir de Madame la Ministre de la Protection des consommateurs quel est son échéancier pour l'introduction de ce système facultatif et de quelle manière elle entend encadrer cette nouvelle mesure.

2) Comment évoluent les perspectives pour l'introduction d'un système harmonisé en Europe et quelles sont les raisons qui vont à l'encontre d'une solution commune ?

**Réponse** (17.12.2019) de **Mme Paulette Lenert**, *Ministre de la Protection des consommateurs* :

ad 1) Le Gouvernement luxembourgeois est en train d'analyser les avantages et désavantages de l'introduction du système Nutri-Score.

<sup>10</sup> Point (11) du rapport

La législation européenne concernant l'étiquetage des denrées alimentaires (le règlement UE 1169/2011) prévoit, en complément des indications obligatoires, la possibilité d'apposer des formes d'expression et de présentation complémentaires des valeurs nutritionnelles sur les produits préemballés. Les États membres peuvent recommander l'utilisation facultative de tels systèmes de présentation complémentaires des valeurs nutritionnelles. Ainsi, la France recommande depuis 2017 le système Nutri-Score, la Belgique a suivi cet exemple l'année passée et l'Allemagne a annoncé s'y rallier en 2020. Tout récemment, les Pays-Bas ont fait part de leur décision de faire de même et d'opter pour une recommandation du système Nutri-Score.

Pour permettre au consommateur au Grand-Duché de Luxembourg de disposer d'informations transparentes, le Ministère de la Protection des consommateurs a entamé depuis octobre 2019 une démarche de consultation au niveau national des parties prenantes qui inclut les organisations représentant les entreprises, les consommateurs et les professionnels de la santé.

Dans l'intention de limiter la démultiplication de systèmes relatifs aux valeurs nutritionnelles sur le marché luxembourgeois qui risqueraient de désorienter le consommateur, le ministère a également initié des entrevues au niveau européen en vue d'une harmonisation d'un système d'étiquetage facultatif des valeurs nutritionnelles. Ces entrevues se sont matérialisées par une concertation avec la Direction générale de la santé et de la sécurité alimentaire de la Commission européenne ainsi qu'un débat-échange entre experts des différents États membres, organisé en collaboration avec la représentation permanente du Luxembourg à Bruxelles. Le ministère sera en mesure de prendre une décision au sujet d'une éventuelle recommandation aux entreprises en début d'année prochaine, dès que tous les avis seront recueillis et que les conclusions seront arrêtées.

ad 2) Comme évoqué, le ministère a initié des échanges au niveau européen concernant l'idée d'une harmonisation éventuelle d'un système d'indication facultative complémentaire des valeurs nutritionnelles. Ainsi, la Direction générale de la santé et de la sécurité alimentaire de la Commission européenne a confirmé que conformément aux dispositions prévues dans le règlement UE 1169/2011, un rapport y relatif a été finalisé mais que la publication est en suspens en attendant la mise en place définitive de la nouvelle Commission européenne. D'autre part, elle a fait remarquer que suite à la lettre de mission de la Présidente de la Commission européenne, d'autres sujets allant en direction du Green Deal auront probablement priorité.

L'échange-débat entre experts organisé au sein de la Représentation permanente a également permis de mettre en exergue les approches dans les différents États membres. Bien que les grands pays d'Europe centrale semblent s'aligner sur une recommandation de Nutri-Score, l'Italie favorise un système sans code couleur tandis que les pays scandinaves disposent depuis presque vingt ans déjà d'un autre système bien établi auprès de leurs consommateurs, de façon à ce qu'il n'y a pas de nécessité de le changer. Il faut d'autre part relever que Nutri-Score, comme tout système de simplification de données complexes, présente certains défauts bien que sur base des études réalisées, il soit le système le mieux compris par le consommateur.

Une harmonisation relative au niveau européen sera donc encore à discuter.

**Question 1489** (18.11.2019) de **M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP) concernant **l'acquisition de nouveaux terrains dans les alentours de la centrale nucléaire de Cattenom par EDF** :

L'exploitant de la centrale nucléaire de Cattenom vient d'acquérir de nouveaux terrains situés dans les alentours de la centrale.

Ceci a amené des représentants politiques de la Sarre, qui redoutent des projets de construction de nouvelles unités de production, à réclamer toute la transparence nécessaire sur les achats de terrains par l'EDF.

1) J'aimerais dès lors savoir du Gouvernement s'il a connaissance de ces nouvelles acquisitions portant le total des terrains acquis de six hectares.

2) Quels sont les projets que poursuit l'EDF avec ces terrains et est-il notamment prévu de construire de nouvelles unités de production assurant la pérennité de la centrale ?

**Réponse commune** (23.12.2019) de **Mme Carole Dieschbourg**, *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable*, de **M. Étienne Schneider**, *Ministre de la Santé*, et de **M. Claude Turmes**, *Ministre de l'Énergie* :

ad 1) La direction de la centrale nucléaire de Cattenom vient de confirmer aux services du Ministère de la Santé qu'EDF, l'opérateur de la centrale nucléaire de Cattenom, est en train de procéder à des acquisitions de terrains autour de son site. Selon EDF, il s'agirait de l'achat de six hectares sur un total d'un peu moins d'une vingtaine dont les procédures d'acquisition seraient engagées. La démarche constituerait une sorte de remembrement pour rationaliser les zones de propriété. Toujours selon les informations d'EDF, la surface des terrains, objet des acquisitions, ne permettrait pas la construction d'un nouveau réacteur.

ad 2) Le Gouvernement français a précisé récemment que la décision de construire deux nouveaux réacteurs n'était pas prise et qu'elle ne le serait pas avant 2022-2023. Selon EDF, la question d'une implantation sur Cattenom ne serait pas vraiment d'actualité.

EDF affirme par ailleurs de rentrer dans les prochains temps dans une phase de veille plus active pour se porter acquéreur d'un nombre plus important de terrains. Ce serait une démarche d'anticipation d'un besoin foncier pour le moyen et le long terme qui serait un gage de la volonté d'EDF de s'ancrer durablement dans le tissu économique régional et local. Il s'agirait de préparer l'avenir, de faciliter des projets qui pourraient émerger demain sans qu'aucun schéma ne soit à ce jour défini. En matière d'énergie et d'énergies renouvelables, les possibilités seraient multiples. Les ambitions industrielles d'EDF s'inscriront dans le cadre législatif et réglementaire défini par l'État, notamment de la Programmation pluriannuelle de l'Énergie.

**Question 1492** (19.11.2019) de **M. Marc Spautz** (CSV) concernant **l'indemnisation des chômeurs en situation transfrontalière** :

Depuis la publication d'une proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil ayant pour objet de modifier les règles de coordination des systèmes de sécurité sociale en décembre 2016, le Luxembourg est en quelque sorte sous pression. D'après la proposition de règlement, il appartiendrait en effet au pays d'accueil (et non de résidence) de travailleurs frontaliers d'indemniser lesdites personnes pour le cas où ils perdraient leur emploi. Le pays d'accueil devrait en même temps prendre en charge ces personnes aux fins de leur trouver un nouvel emploi.

Cette proposition de règlement a, d'après nos informations, été discutée en dernier lieu au sein du Conseil en juillet 2018, une dernière orientation générale du Conseil (EPSCO) datant du 21 juin 2018. Il ressort de cette orientation générale et plus particulièrement d'un nouveau considérant (10bis) ce qui suit :

« Le marché du travail luxembourgeois présente un certain nombre de caractéristiques spécifiques. Les travailleurs frontaliers représentent une proportion très importante de l'emploi total au Luxembourg, bien supérieure à la proportion de travailleurs frontaliers parmi la population active de tout autre État membre. L'introduction des nouvelles règles applicables aux travailleurs frontaliers et aux travailleurs en situation transfrontalière devrait dès lors entraîner une charge administrative très lourde pour l'autorité publique luxembourgeoise chargée de l'emploi, qui deviendrait l'institution compétente pour un nombre sensiblement plus élevé de travailleurs frontaliers. Il est par conséquent approprié d'accorder au Luxembourg une période transitoire supplémentaire au cours de laquelle les articles 65 et 86 du règlement (CE) n° 883/2004 et les articles 56 et 70 du règlement (CE) 987/2009 dans leur rédaction en vigueur avant [l'entrée en vigueur du règlement (UE) xxx/xxxx] continuent de s'appliquer afin de laisser à cet État membre le temps qu'il convient pour prendre toutes les mesures préparatoires nécessaires à une transition en douceur du cadre réglementaire actuel aux nouvelles règles et pour adapter son système de sécurité sociale. »

Le report de l'application des dispositions dans le cas du Luxembourg serait de trois ans, délai qui pourrait être prorogé de deux ans en cas de nécessité.

Alors que le texte n'a pas encore abouti et que la nouvelle Commission européenne peine à se constituer utilement, il nous paraît probable que le nouveau cadre légal européen entre en

vigueur au plus tôt en 2020 et pour le Luxembourg en 2023.

Nous notons dans ce contexte que la loi de programmation financière pluriannuelle fait toutefois maintenant déjà état d'une flambée de dépenses du Fonds pour l'emploi au titre du chômage des frontaliers à partir de l'année 2021 (105 millions d'euros contre 45 millions d'euros en 2020).

C'est dans ce contexte que j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire :

1) Monsieur le Ministre dispose-t-il de plus amples renseignements sur l'état des négociations du nouveau cadre légal ? Entend-il renégocier le dispositif en question ? Entend-il, le cas échéant, intervenir auprès de la Commission européenne pour qu'elle retire ladite proposition de règlement ?

2) Dans la négative, Monsieur le Ministre peut-il confirmer qu'en l'état actuel des négociations, une entrée en vigueur du nouveau règlement en 2019 paraît peu probable, sinon impossible ? Peut-il confirmer que pour le Luxembourg, le report minimum est toujours de trois ans, i. e. que le règlement ne soit pas applicable au Luxembourg avant 2023 ? Comment Monsieur le Ministre explique-t-il dès lors la hausse substantielle des dépenses du Fonds pour l'emploi à partir de 2021 ? Les dépenses à ce titre ne sont-elles pas largement surestimées ?

**Réponse (13.01.2020) de M. Dan Kersch, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire :**

ad 1) Jusqu'à ce stade aucun accord définitif portant sur la réforme du règlement 883/2004 n'a pu être trouvé entre la Commission européenne, le Parlement européen et le Conseil de l'UE. En effet, les positions du Parlement européen et du Conseil de l'UE restent opposées en ce qui concerne entre autres le chapitre relatif aux indemnités de chômage.

La Finlande a tenté de clôturer ce dossier durant sa présidence du Conseil de l'UE. Or, le Parlement européen a décidé, en réunion des rapporteurs, de reporter la dernière réunion interinstitutionnelle (trilogie) sur le règlement relatif à la coordination des systèmes de sécurité sociale qui a été prévue pour le jeudi 12 décembre 2019.

Les parlementaires jugeaient que la Présidence finlandaise du Conseil de l'UE disposait de peu de flexibilité de la part des États membres pour pouvoir reprendre les négociations dans les conditions idoines afin de progresser. En effet, la présidence du Conseil de l'UE n'a pas obtenu de mandat renouvelé de la part des ambassadeurs et représentants auprès de l'UE mais seulement quelques marges de manœuvre durant les négociations.

Toutefois, il y a lieu de noter que même si aucun accord n'a pu être trouvé pour l'instant, il semble fort probable que la réforme aboutira à un moment ou à un autre étant donné que le Parlement européen, la Commission européenne ainsi qu'une grande majorité des États membres souhaitent clôturer ce dossier qui contient d'autres chapitres importants en matière de coordination des systèmes de sécurité sociale. Par conséquent, une intervention auprès de la Commission européenne en vue de retirer ladite réforme semble inutile voire n'aura aucune chance d'aboutir.

ad 2) Si on part du postulat que l'entrée en vigueur du nouveau règlement sera en 2020 alors la date de l'application du nouveau règlement pour le Luxembourg sera en 2025 (période transitoire de deux ans prévue pour tous les États membres plus trois ans supplémentaires accordés au Luxembourg lors du Conseil EPSCO en date du 21 juin 2018), avec une option de demander un délai supplémentaire de deux ans ce qui aurait pour conséquence que les nouvelles dispositions du chapitre relatif aux indemnités de chômage ne s'appliquent au Luxembourg qu'en 2027.

En ce qui concerne la hausse des dépenses du Fonds pour l'emploi à partir de 2021, il faut préciser qu'au moment où cette estimation a été faite, le sort des négociations portant sur la réforme du règlement 883/2004 était en majeure partie inconnu.

En effet, il n'était pas certain que le Parlement européen et le Conseil de l'UE arriveraient à trouver un accord final en 2019. Dans un souci de précaution, il a alors été décidé lors de l'estimation des dépenses pour le Fonds pour l'emploi de retenir provisoirement l'année 2019 comme année de l'entrée en vigueur du nouveau règlement de sorte que l'année d'application de ce règlement serait l'année 2021. Il faut aussi noter que les estimations ne tenaient pas compte du délai de transition supplémentaire de trois ans, accordé au Luxembourg ultérieurement.

Par conséquent, une nouvelle estimation doit être effectuée au moment où le Parlement européen et le Conseil de l'UE trouvent un accord final.

**Question 1499 (20.11.2019) de M. Marc Goergen (Piraten) concernant le cannabis médical :**

Duerch d'Gesetz vum 20. Juli 2018 iwwert de Verkaf vu medikamentöse Substanzen ass den Asaz vun medezinesche Cannabis no jorzéngtelaangen Diskussiounen endlech eng Realitéit ginn. Fir Mënsche mat chronischer Pëng stellt d'Anhuelse vu cannabishaltege Produkter eng rasonabel Alternativ zu anere Medikamenter duer. Nom Gesetz däerf de Cannabis nëmme vun Doktere verschriwwen ginn, déi eng Formatioun am Émgang mam Cannabis gemaach hunn, an de Krees vu méigleche Patienten ass bis elo op Persounen mat méi grave Krankheete limitéiert. De Koalitionsaccord mentionéiert, dass zwee Joer no dem Aféiere vum medezinesche Cannabis eng Evaluatioun soll réaliséiert ginn, wat d'nächst Joer de Fall wär.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Här Gesundheitsminister dës Fro stellen:

1. Bewäert de Gesundheitsministère d'Afféierung vum medezinesche Cannabis am lëtzebuergeresche Gesundheitssystem bis ewell als Erfolleg? Wéi eng positiv Léieren zitt de Gesundheitsministère aktuell aus der Legaliséierung vum medezinesche Cannabis?

2. Wäert d'Regierung de Krees vu Krankheeten, déi mat medezineschem Cannabis kënnen traitéiert ginn, an den nächste Joren erweideren?

3. Ass de Gesundheitsministère der Meenung, dass d'Behandlung mat medezineschem Cannabis ausgebaut an egalitär - bzw. prioritär - zu de klassesche Schmäerzmëttele soll agesat ginn?

4. A senger Äntwert op meng parlamentaresch Fro N° 0447 schreift de Minister, dass dräi Produite vun enger kanadescher Societéit zu Lëtzebuerg erhältlech sinn. Wéi eng Firma ass dat an ëm wéi eng dräi Produkter handelt et sech? Wäerten an noer Zukunft méi Produkter zu Lëtzebuerg ugebuede ginn?

**Réponse (19.12.2019) de M. Étienne Schneider, Ministre de la Santé :**

ad 1. Déi éischt Verschreiwunge vu medezineschem Cannabis sinn ab Februar 2019 erfollegt. En éischté Bilan soll ugangs 2021 gezu ginn.

En elektronischen Enregistrement vun der Ausgab vum medezinesche Cannabis erlaabt et awer zurzäit, d'Rezepter ze kontrolléieren an ze verfollegen. Aktuell féieren 80 % vun de Patienten, déi d'Behandlung mat medezineschem Cannabis ugefaangen hunn, se weider.

Zousätzlech schafft d'Divisioun vun der Pharmacie an de Medikamenter vun der Gesundheitsdirektioun enk mat Akteuren vum Terrain zesummen, fir d'Patienteversoergung ze sécheren an ze optimiséieren.

ad 2. Eng Erweiderung vun den Indikatiounen misst op Basis vu wëssenschaftlech erwisene Argumenter geschéien. Leider ass fir vill méiglech Indikatiounen dës Basis nach net existent oder d'Informatiounen sinn deelweis widerspréichlech. Et sinn international awer nach vill Studien amgaangen, soudass een domat rechnen kann, dass do relativ schnell nei Erkenntnisser komme wäerten. An deem Fall géif d'Gesetzlech Basis fir d'Indikatiounen fir de medezinesche Cannabis natierlech adaptéiert ginn.

ad 3. D'Behandlung mat medezineschem Cannabis ergänzt, parallel oder nom Versoer vu „konventionellen“ Therapien, aner Schmäerzmëttele an der Behandlung vun fortgeschrittenen oder terminalen Krankheeten, déi chronesch Pëng verursaachen. Et ass awer oft net méiglech, d'Reaktiounen vu Patienten op d'Behandlung mat medezineschem Cannabis virauszesoen, well d'Aktioun vum Cannabis patientenoffhängeg a ganz variabel ass. Dofir muss all Patient individuell agestallt ginn op eng eventuell Cannabistherapie. Et ass awer kaum ze erwaarden, dass de Cannabis elo aner Medikamenter komplett ersetzt.

ad 4. D'Produkte komme vu Spectrum Pharmaceuticals, enger Divisioun fir medezinesche Cannabis vun der kanadescher Firma Canopy Growth. Et handelt sech dobäi ëm gedréchent Cannabisbléie mat verschiddene Konzentratiounen vun THC an CBD. Dës Firma gouf gewielt op Basis vu virgeschriwwene Krittären (pharmazeutesch Qualitéit, Präis, Liwwerungsfristen, Lagerungsquantitéit, Pharmacoovigilance System etc.) via eng europäesch Ausschreiwung.

D'Méiglechkeet, aner Produkter wéi gedréchent Cannabisbléien zur Verfügung ze stellen,

gëtt am Kader vun der Evaluatioun vum Gesetz weider gepréift. D'Decisioun, weider Produkter unzuebidde, hânt deelweis vun der Disponibilitéit vun de Produkter mat pharmazeutescher Qualitéit of an awer och vu reglementaresche Constraints am Zesummenhang mam Medikament a vum narkotesche Status vun dese Produkter.

**Question 1501 (20.11.2019) de M. Laurent Mosar (CSV) concernant la traite des êtres humains :**

Dans son deuxième rapport sur la traite des êtres humains au Luxembourg (2017-2018), la Commission consultative des droits de l'homme (CCDH) note que toutes les formes de traite ne reçoivent pas la même attention. À cet égard, il renvoie à sa recommandation de 2017 « de lutter efficacement contre les réseaux d'exploitation des mendians, par une augmentation des ressources des forces de l'ordre, une approche multidisciplinaire impliquant une collaboration entre les services en charge de la lutte contre la traite des êtres humains et ceux luttant contre la criminalité organisée, ainsi qu'une coopération accrue avec les pays voisins ».

Il cite également le Plan d'action 2016 du Gouvernement : « Une vigilance particulière doit être apportée à la traite aux fins de mendicité forcée, notamment des personnes d'origine rom qui seraient emmenées depuis les pays limitrophes vers le Luxembourg pendant la journée. »

La CCDH dit ne pas disposer d'informations qui permettraient de montrer que cette vigilance se serait traduite dans les faits.

C'est ainsi que j'aimerais poser les questions suivantes à Madame le Ministre de la Justice et à Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure :

- Madame et Monsieur les Ministres partagent-ils les observations de la CCDH, telles que développées ci-dessus ?

- À quel niveau le Gouvernement a-t-il été actif pour lutter efficacement contre les réseaux d'exploitation des mendians ?

- Comment s'est traduite dans les faits la vigilance particulière à apporter à la traite aux fins de mendicité forcée, notamment des personnes d'origine rom emmenées au Luxembourg depuis les pays limitrophes ?

**Réponse commune (23.12.2019) de Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice, de M. François Bausch, Ministre de la Sécurité intérieure, et de M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes :**

Faisant suite à l'accord de coalition du Gouvernement 2018-2023, le Comité de suivi de lutte contre la traite des êtres humains, présidé par le Ministère de la Justice, s'engage dans la lutte contre la traite des êtres humains sous toutes ses formes (prostitution, travail forcé, mendicité forcée...) et compte renforcer les efforts nationaux et internationaux afin de combattre ce fléau, tel que nous l'avions déjà invoqué dans notre réponse à la question parlementaire n° 1455 de l'honorable Députée Madame Françoise Hetto-Gaasch.

Le comité de suivi est composé de représentants des ministères directement concernés par le phénomène, de représentants des autorités judiciaires, de la police et des services d'assistance aux victimes de la traite. Il a pour mission la mise en place du suivi et de la coordination des activités de prévention et de l'évaluation du phénomène de la traite. Le comité consacre en outre ses efforts à la sensibilisation du public sur ce phénomène souvent méconnu.

Une campagne d'information et de sensibilisation sur le phénomène de la traite des êtres humains a été lancée au mois de décembre 2016 qui se veut durable, avec un message universel dont l'objectif est double : il s'agit de sensibiliser le grand public et de l'informer sur les différentes formes que la traite des êtres humains peut revêtir (dont la mendicité forcée), afin de changer son regard et d'accroître la prise de conscience du phénomène de la traite dans la réalité quotidienne des citoyens.

En octobre 2019, le Luxembourg a décidé de se joindre à l'initiative de l'EUCPN (European Crime Prevention Network) pour lancer une campagne de prévention contre la traite des êtres humains qui a cette fois-ci pour objectif d'informer les victimes ou victimes potentielles sur leurs droits au niveau européen, où trouver de l'aide, de la protection et de l'information.

La campagne cible les victimes et victimes potentielles, car très souvent les victimes de la traite ne sont pas conscientes qu'elles sont victimes d'une infraction et ne se manifestent pas.

À travers une campagne d'affichage et sur les réseaux sociaux, le message est diffusé en plusieurs langues et à des endroits très précis (gares, arrêts de bus, services d'assistance et d'accueil, etc.) afin d'atteindre directement les populations vulnérables.

Il y a lieu de mentionner que la diffusion se fait aussi via les sites Facebook et Web « stoptraite.lu », créés il y a quelques années dans le contexte de la première campagne de sensibilisation à destination du grand public. De telle manière cette campagne est également reconduite.

Une brochure à destination des victimes potentielles est sur le point d'être finalisée. Elle contiendra les informations en plusieurs langues (dont l'arabe, le chinois, l'albanais, etc.) et sous forme de pictogrammes et sera distribuée largement.

Tel que déjà invoqué, une approche proactive de l'ensemble des acteurs impliqués dans l'identification des victimes de la traite doit être adoptée.

Cette approche se traduit notamment par la formation des personnes sur le terrain impliquées dans la détection et l'identification des victimes de la traite.

Concernant les formations, depuis 2016, l'Institut de l'administration publique (INAP) propose une formation de base en matière de traite des êtres humains qui est accessible à tout fonctionnaire et employé de l'État et une formation approfondie. Des formations « sur mesure » sont également proposées.

Les policiers, magistrats spécialisés concernés, y compris du siège, et les travailleurs des ONG suivent régulièrement des formations spéciales.

Les formations suivies par les policiers permettent une détection plus efficace de victimes potentielles.

Des contrôles d'endroits ou de personnes pouvant faire l'objet de traite des êtres humains sont effectués de manière régulière par la Police grand-ducale.

Il est cependant difficile d'apprécier objectivement l'effort de la police dans la lutte contre la traite des êtres humains en général et celle aux fins de mendicité forcée en particulier. D'une part, les statistiques des procès-verbaux de la police ne sont pas détaillées à tel point, et, d'autre part, la police ne peut travailler qu'avec les données qu'elle est autorisée à collecter.

Les catégories d'infraction susceptibles d'être en relation avec le sujet de la question parlementaire sous rubrique sont libellées en deux entités distinctes, à savoir celle de la mendicité punissable et celle du trafic d'êtres humains. Celles-ci renseignent pour les années de 2017 à 2019 (données saisies jusqu'au 1<sup>er</sup> décembre 2019), les chiffres suivants :

	2017	2018	2019	Total
Mendicité	7	21	8	36
Trafic d'êtres humains	1	3	3	7
Total	8	24	11	43

Toutefois, tout fait constaté et susceptible de constituer une violation des dispositions du code pénal en matière de traite des êtres humains donne lieu à une enquête judiciaire.

**Question 1502 (20.11.2019) de M. François Benoy (déli gréng) concernant les incitations fiscales en faveur de l'énergie solaire chez les particuliers :**

Dans son accord de coalition, le Gouvernement exprime la volonté de « passer à une vitesse supérieure en matière de développement du photovoltaïque ». En effet, le Gouvernement promeut l'énergie solaire entre autres chez les particuliers, notamment par des tarifs d'injection avantageux pour les installations photovoltaïques de petite taille. Dans ce contexte, afin de pouvoir financer une telle installation sur la toiture de son logement principal, un particulier peut vouloir avoir recours au capital issu d'un contrat d'épargne-logement.

Comme il est précisé au point 3.1. de la circulaire L.I.R. n° 111/3 du 23 mai 2017, les cotisations ainsi que les intérêts débiteurs versés dans le cadre d'un tel contrat d'épargne-logement sont déductibles des impôts comme dépenses spéciales dans le cas où le capital issu du



contrat est utilisé pour financer la construction, l'acquisition ou la transformation d'un immeuble utilisé pour les besoins personnels d'habitation et en tant que résidence principale. Dans le cas où le capital issu du contrat d'épargne-logement n'est pas utilisé à une des finalités prévues par la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu, comme par exemple dans le cas de l'achat d'une voiture, l'Administration des contributions directes n'accepte plus, à partir de l'année d'imposition qui suit la réception du capital, la déduction pour dépenses spéciales des cotisations versées à une caisse d'épargne-logement. Par conséquent, la personne concernée ne peut plus jamais bénéficier de cet avantage fiscal.

Or, la loi et la circulaire susmentionnées ne précisent pas expressément si le financement d'une installation solaire (photovoltaïque ou thermique) par le capital provenant d'un contrat d'épargne-logement est conforme aux conditions posées par la loi et permet donc la déduction des impôts. Ainsi, selon mes informations, il revient à l'Administration des contributions directes d'interpréter les dispositions légales, ce qui aurait comme conséquence une inégalité de traitement des citoyens puisque cette question ne serait pas traitée de la même façon par tous les bureaux d'imposition. Les particuliers qui veulent utiliser leur contrat d'épargne-logement pour financer leur installation solaire sont donc traités de manière différente selon leur lieu de résidence principal et donc le bureau d'imposition auquel ils sont rattachés.

Dans ce contexte, je voudrais avoir les renseignements suivants de Monsieur le Ministre des Finances et de Monsieur le Ministre de l'Énergie :

1) Comment est-ce que les différents bureaux d'imposition traitent actuellement le cas de l'utilisation du capital issu d'un contrat d'épargne-logement pour une installation solaire privée sur la toiture de la résidence principale tel qu'exposé ci-dessus ?

2) Afin de promouvoir davantage l'énergie solaire chez les particuliers, Messieurs les Ministres feront-ils en sorte qu'un particulier qui souhaite utiliser le capital issu de son contrat d'épargne-logement pour une installation solaire (photovoltaïque ou thermique) sur la toiture de sa résidence principale puisse continuer à profiter de l'avantage fiscal relatif à l'épargne-logement ?

3) Dans l'affirmative, comment et endéans quels délais Messieurs les Ministres entendent-ils agir ?

**Réponse commune (20.12.2019) de M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances, et de M. Claude Turmes, Ministre de l'Énergie :**

La loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu (L.I.R.) prévoit en son article 111 que les cotisations versées à une caisse d'épargne-logement agréée au Grand-Duché de Luxembourg ou dans un autre État membre de l'Union européenne en vertu d'un contrat d'épargne-logement souscrit en vue de financer la construction, l'acquisition ou la transformation d'un appartement ou d'une maison utilisés pour les besoins personnels d'habitation constituent, sous réserve du plafond visé au même article, des dépenses spéciales et diminuent ainsi le revenu imposable.

En vertu du paragraphe 50, alinéa 1<sup>er</sup>, phrase 2 de la loi modifiée du 16 octobre 1934 sur l'évaluation des biens et valeurs, les biens qui sont à considérer comme installation d'exploitation ne sont pas à comprendre dans la fortune foncière. Or, une installation notamment photovoltaïque est en règle générale à considérer comme installation au sens de la loi d'évaluation (voir, par exemple, le point 3 de la circulaire L.I.R. n° 14/2 du 23 mai 2003 du directeur des contributions) et ne peut donc, d'un point de vue fiscal, pas faire partie de l'appartement ou de la maison utilisés pour les besoins personnels d'habitation. Il en suit que les bureaux d'imposition sont tenus, de par la loi et des instructions directoriales y relatives, de considérer que l'affectation de l'épargne issue du contrat d'épargne-logement au financement d'une installation solaire ne correspond pas à l'une des fins fiscalement favorisées par la loi.

À un moment où le Gouvernement s'est engagé en faveur de la transition énergétique et la lutte contre le réchauffement climatique, une telle disposition peut paraître désuète. C'est pour redresser ce type de situation que la future réforme fiscale inclura un volet spécifiquement dédié aux aspects environnementaux.

Dans ce contexte, il sera particulièrement veillé à la conformité de la loi fiscale par rapport aux objectifs en matière de développement durable et de transition climatique.

Partant, dans le cadre de la réforme fiscale, l'article 111 L.I.R. sera revu de manière à favoriser le recours à des installations photovoltaïques dans le chef des ménages.

**Question 1504 (21.11.2019) de M. François Benoy (déi gréng)** concernant la **nomination d'un cardinal et d'un évêque auxiliaire du catholique sur les dépenses publiques :**

Le 24 juillet, le Pape François avait nommé Leo Wagener, jusqu'ici vicaire général, évêque auxiliaire pour l'archidiocèse de Luxembourg afin de soutenir l'Archevêque Jean-Claude Hollerich, lui-même nommé Cardinal en date du 5 octobre 2019. Le poste d'évêque auxiliaire n'existait pas encore au sein de l'archidiocèse luxembourgeois et la nomination de Monsieur Wagener à ce poste impliquait aussi la nomination d'un nouveau vicaire général.

Ces importants changements de fonction à la tête de l'Église catholique luxembourgeoise se sont faits dans le contexte des nouvelles règles applicables en matière de séparation des Églises et de l'État.

Dans ce contexte, je voudrais avoir les renseignements suivants de la part de Monsieur le Ministre des Cultes :

1) Est-ce que tous les coûts liés aux nouvelles fonctions de Cardinal et d'Évêque auxiliaire - décisions du Saint-Siège à Rome - sont supportés par l'Église catholique ou est-ce que ces décisions ont entraîné, ou entraîneront, des dépenses pour l'État luxembourgeois ?

2) Est-ce que l'État luxembourgeois a été informé au préalable de ces nominations ecclésiastiques ? La nomination en tant que Cardinal tombe-t-elle sous le régime de l'approbation préalable par le Gouvernement, prévue pour les nominations des chefs de culte religieux ?

**Réponse (27.12.2019) de M. Xavier Bettel, Ministre des Cultes :**

ad 1) Tant le Cardinal-Archevêque de Luxembourg que l'Évêque auxiliaire continueront de toucher un traitement en vertu des dispositions transitoires de la loi du 23 juillet 2016 réglant le montant et les modalités d'octroi du soutien financier annuel à l'Église catholique, etc., étant donné que ces personnes avaient été engagées comme ministres du culte sous l'ancien régime conventionnel (qui prévoyait qu'un traitement soit payé aux ministres des cultes par le Trésor public) et n'entraîneront donc aucun coût supplémentaire qui serait à supporter par l'État luxembourgeois.

ad 2) Monsieur le Premier Ministre a été informé par lettre du Nonce apostolique datée au 23 juillet 2019 que les dispositions pontificales relatives à la nomination de Monsieur Léon Wagener comme Évêque auxiliaire seraient rendues publiques le mercredi 24 juillet 2019 à 12.00 heures et publiées dans l'Osservatore Romano.

Concernant l'élevation de l'Archevêque de Luxembourg à la dignité cardinalice, le Ministre des Cultes n'a pas été informé au préalable par Sa Sainteté le Pape François.

Un échange de lettres entre Monsieur le Premier Ministre et Sa Sainteté le Pape François a eu lieu à la suite de cette nomination dans le cadre des relations diplomatiques entre le Luxembourg et le Saint-Siège.

Il n'y a par ailleurs plus d'obligation légale pour les cultes conventionnés d'informer le Gouvernement au préalable de la nomination de leur chef de culte. Il existe uniquement une obligation conventionnelle stipulant que les cultes informent le Ministre des Cultes des personnes désignées par les communautés religieuses comme chef de culte et celles qui représentent le culte dans ses rapports avec le Gouvernement.

**Question 1505 (21.11.2019) de M. Sven Clement (Piraten)** concernant la **condition physique des agents du CGDIS :**

An engem Noutfall ass et wicteg, dass d'Membere vum Rettungsdéngscht a beschter gesondheetlecher Verfassung sinn. Fir sécherzestellen, dass d'Membere vum CGDIS sech während den Asätz net selwer a Gefor bréngen, muss si sech dofir gewësse medezinnesche Kontrollen ënnerzéien.

An deem Zusammenhang wëllt ech der Ministesch fir Interieur dës Froe stellen:

1. Wéi eng Analyse gi beim CGDIS gemaach, fir de gesondheetlechen Zoustand vum Corps ze ermëttele ?

2. Wéi eng Wäerter muss eng Persoun bei dësen Analysen erreechen, fir als vollstänneg asazfäeg ze gëllen ?

Wéi eng Wäerter kënnen zu engem Ecartement aus dem aktiven Déngscht féieren ?

Huet sech mat der Grënnung vum CGDIS eppes un dëse Wäerter fir d'Fräiwëlleger geännert par rapport zu viridrun ?

3. Ass et richtig, dass säit der Grënnung vum CGDIS méi Persounen der Kategorie vum „pompiere de support“ zougeuerdent ginn, well ëmmer méi Persounen an de medezinnesche Kontrollen Opfällegkeete weisen ?

4. Persounen, déi de Contrôle medical beim CGDIS net bestinn, däerfen oft zum Beispill net méi op Ambulanze fueren oder un Asätz mat Otemschutzmasken deelhuelen. Ass et richtig, dass sech fir verschidden Zentren doduerch rezent Problemer erginn, well net méi genuch Leit vollstänneg asazfäeg sinn ?

Falls jo: Wat huet d'Regierung dësem Problem entgéintzestellen ?

5. Gëtt de BMI bei der medezinnescher Analys vum CGDIS consideréiert ?

Ginn zousätzlech Indexen, wéi zum Beispill d'Waist-to-Height-Ratio oder de BSI (Body Shape Index) consideréiert ?

Falls neen, wisou net ?

**Réponse (16.01.2020) de Mme Taina Bofferding, Ministre de l'Intérieur :**

De Corps grand-ducal d'incendie et de secours (CGDIS) huet déi gesetzlech Verflichtung, sech ëm d'Gesondheet vun alle fräiwëllegen an haaptamtliche Fraen a Männer Pompjeeën ze këmmen. Déi medezinnesch Ènnersichung baséiert sech op de Règlement grand-ducal du 27 juin 2018 relatif au contrôle médical des pompiers. Déi kierperlech Ustreuung, schaffen ënner Stress souwéi staark Hëtzt, där d'Pompjeeën am Asaz ausgesat kënnen sinn, si Konditiounen, déi spezifesch Ènnersichunge verlaangen. Am Service de santé au travail des pompiers vum CGDIS schaffen aktuell dräi Dokter zesumme mat speziell forméiertem Personnal, déi d'Ènnersichungen duerchféieren an duerno d'Aptitude vun de Pompjeeën festleeën.

Déi medezinnesch Ènnersichungen hunn eng Gultéigkeit vun tëschent engem a fënnf Joer. Esou ass séchergestallt, dass all Pompjee e reegelméisseg medezinnesche Suivi fir seng spezifesch Aktivitéit kritt.

D'Bewäertungskrittären, déi vum Dokter applizéiert ginn, souwéi verschidden Norme sinn am Artikel 6 vum Règlement grand-ducal vum 27. Juni 2018 respektiv am Règlement intérieur vum CGDIS prezis opgeléicht.

Fir d'Asazfäegkeet vun engem Pompjee ze beurteilen, gétt déi Aarbecht (Emploi) berücksichtegt, déi e leeschte muss (z. B. am Beräich vum Feierlächswiesen an der technescher Hëllef, dem Secours à personne („Ambulanz“), oder de Spezialgruppe wéi den Taucher an de Membere vum Groupe de support psychologique). D'Krittäre sinn op déi eenzel Funktiounen zougeschnidden, déi jeeweils vum Dokter individuell interpretéiert mussen ginn. Chronesch Krankheeten, déi net stabil sinn oder e Risiko fir deeren Einzelnen duerstellen, kënnen dozou féieren, dass e Pompjee verschidde Funktiounen net méi kann ausüben.

Déi Krittären, déi aktuell applizéiert ginn, ënnerscheede sech weeder fundamental vun deenen, déi virun der Kreatioun vum CGDIS ugewannt goufen, nach vun deenen, déi an den Nopeschlänner ugewannt ginn.

Mat der Grënnung vum CGDIS goufen nei an zousätzlech Aptitudekategorien agefouert. Esou zum Beispill d'Kategorie „S“, wou de fräiwëllege Pompjee eng manner kierperlech ustrengend operationell Täsche dierf unhuelen, wéi zum Beispill en Emploi am Groupe de support psychologique, am Groupe d'appui à la coordination opérationnelle oder als Pompjee de support. Virum CGDIS hate Fraen a Männer Pompjeeë mat engem Inaptitude keng Méiglechkeet, fir weider am Déngscht vun de Bierger/innen ze stoen.

Déi nei Bestëmmunge vum Medico erlaben et haut vill besser, dass jidderee besser deene gesondheetlechen Ufuerderungen entsprécht, déi jee no Emploi bezéiungsweis Aktivitéit gefuerdert sinn.

Niewent dem Body Mass Index (BMI), deen ënner anerem als international Referenz gëllt, fir d'Gewicht ze beurteilen, ginn och nach aner Wäerter ënnersicht. Leider ass lwwerewicht souwéi Persoune mat engem héije Risiko fir Häerzkrankungen oft eng Ursaach, déi zur Inaptitude féiere kann.

De CGDIS muss derfir suergen, dass déi Persounen, déi aneren an Nout hëlfeën, dofir

adequat virbereet sinn, an heizou ass nient eng zolitter Ausbildung och eng optimal Gesondheet a Fitness e Garant.

Fir dem Taux vun Inaptitude bei den operationelle Pompjeeën entgéintzewierken, si vum CGDIS eng Rei Moosname kuerzfristeg ëmgësat ginn:

- Aféierung vun engem Sportstest fir Kandidat/innen, déi wëlle fräiwëllege Pompjee ginn;

- professionell Sportscoachen;

- Ausbildung vun engem Grupp vu fräiwëllegen an haaptamtliche Pompjeeën zur Sportsmonitrice oder zum Sportsmoniteur;

- Sportsaktivitéiten an den Zentren oder den Zonen;

- Méiglechkeet, eng Dieteticienne oder en Dieticien ze consultéieren.

**Question 1506 (21.11.2019) de M. Léon Gloden (CSV)** concernant le **télétravail pour les frontaliers belges :**

En mai 2018, la Belgique et le Luxembourg se sont entendus sur un accord de principe en vue de soumettre la convention fiscale liant les deux pays à de futures négociations en matière de fiscalité des frontaliers et notamment sur la possibilité d'effectuer du télétravail durant 48 jours au lieu de 24 jusqu'à présent.

Selon les informations parues sur le site Internet paperjam.lu, cet accord de principe avec la Belgique pour augmenter le nombre de jours autorisés de télétravail à 48 serait dans l'impasse. L'accord devra se concrétiser via un nouvel avenant à la convention fiscale belgo-luxembourgeoise. Or, aucun avenant à la convention fiscale qui lie le Luxembourg à la Belgique n'a été approuvé par la Chambre des Députés jusqu'à ce jour.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances :

- Monsieur le Ministre peut-il me confirmer ces informations ?

- Pour quelles raisons l'accord en question n'est-il pas encore en vigueur ?

- Monsieur le Ministre peut-il me faire savoir de quels problèmes il s'agit précisément ?

- Quand les discussions au sujet d'un avenant à la convention de non double imposition entre le Luxembourg et la Belgique pourront-elles être menées à terme ?

- Quand le ministre envisage-t-il le dépôt du projet de loi d'approbation de cette nouvelle convention ?

**Réponse (19.12.2019) de M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances :**

L'honorable Député s'enquiert d'une éventuelle augmentation du seuil de tolérance de 24 jours qui est prévue dans la Convention fiscale entre la Belgique et le Luxembourg.

Il est à noter que cette disposition, quand elle était négociée, n'avait pas pour objet de couvrir le télétravail mais de manière générale toute activité salariée prestée dans un autre pays que le Luxembourg (en l'occurrence en Belgique ou dans un pays tiers) par un salarié du Luxembourg résident en Belgique.

Partant, il semble opportun d'envisager de définir plus clairement le concept de télétravail dans la convention et de l'assortir d'une période de référence plus longue que 24 jours. Dans ce contexte, les réflexions ne doivent toutefois pas s'arrêter au droit fiscal, mais également couvrir les aspects relatifs au droit du travail et au droit de la sécurité sociale notamment.

Si des discussions sont en cours, il n'existe à ce jour aucun accord en la matière, contrairement aux rumeurs qui font régulièrement surface dans la presse belge ou luxembourgeoise.

À ce stade, il est donc trop tôt pour se prononcer sur les modalités et le délai pour une finalisation d'un éventuel avenant à la Convention fiscale entre la Belgique et le Luxembourg, en raison notamment de la situation politique en Belgique et de la complexité technique du sujet à l'étude.

**Question 1508 (22.11.2019) de Mme Diane Aehm (CSV)** concernant la **radio socioculturelle 100,7 :**

La presse a annoncé en début de semaine la démission du président du conseil d'administration de la radio socioculturelle (100,7). Cette décision est pour le moins surprenante, alors que le mandat de présidence aurait dû prendre fin seulement en 2021.

Par ailleurs, selon un article paru aujourd'hui dans le journal en ligne reporter.lu, les liens entre la rédaction et la direction se seraient fortement détériorés depuis l'arrivée du nouveau directeur de la radio socioculturelle au mois de juillet de cette année.

Si la question de l'indépendance de la radio s'est posée au moment de la nomination de Monsieur Laurent Loschetter comme président du conseil d'administration, les discussions autour de celle-ci se sont amplifiées depuis l'arrivée du directeur, auquel il est reproché de trop s'immiscer dans le travail rédactionnel et de vouloir influencer celui-ci d'une manière jugée néfaste pour l'indépendance de la radio par la rédaction.

C'est à ce sujet que j'aimerais poser les questions suivantes au Ministre des Communications et des Médias :

- Monsieur le Ministre est-il au courant des raisons qui ont amené Monsieur le Président du conseil d'administration à démissionner de manière assez soudaine de son poste ? Si oui, peut-il nous communiquer les raisons de cette démission ?

- Monsieur le Ministre peut-il exclure tout lien entre cette démission soudaine et le modus operandi du nouveau directeur ?

- Monsieur le Ministre estime-t-il que cette démission est à mettre en relation avec les résultats de l'audit d'avril 2018 de l'Union européenne de radio-télévision, audit qui avait souligné le risque de mise en péril de l'indépendance de la radio 100,7 ?

- Lors de sa démission, Monsieur le Président du conseil d'administration a estimé avoir rempli sa mission. Monsieur le Ministre peut-il préciser quelle a été la mission du président du conseil d'administration ? Monsieur le Ministre estime-t-il que Monsieur Loschetter a rempli cette mission ?

- Quand Monsieur le Ministre entend-il nommer un nouveau président du conseil d'administration de la radio 100,7 ? Quels seront le profil ainsi que la mission du nouveau président du conseil d'administration ?

- Le règlement grand-ducal modifié du 19 juin 1992 fixant les modalités de structure et de fonctionnement de l'établissement public créé par l'article 14 de la loi du 27 juillet 1991 sur les médias électroniques prévoit en son article 5 (2) que « Dans le cadre des orientations générales retenues par le conseil d'administration, le directeur est responsable de la programmation et de la réalisation des programmes. » Monsieur le Ministre peut-il préciser quelles orientations générales ont été retenues par le conseil d'administration ?

- Monsieur le Ministre pense-t-il qu'un mode opératoire trop dirigiste, comme celui reproché au directeur de la radio, pourrait constituer une réelle menace pour l'indépendance de la radio concernée ?

- Ne pense-t-il pas que le pays a besoin d'une radio publique indépendante et impartiale ? Dans l'affirmative, que compte-t-il faire à court et moyen terme pour garantir au plus vite cette indépendance et permettre ainsi à l'atmosphère crispée au sein de la radio de se détendre au plus vite ?

**Réponse (19.12.2019) de M. Xavier Bettel, Ministre des Communications et des Médias :**

La démission de Monsieur Loschetter résulte de son choix personnel qu'il ne m'appartient pas de commenter.

Madame Véronique Faber a été nommée présidente du conseil d'administration par arrêté grand-ducal du 30 novembre 2019. Le règlement grand-ducal du 19 juin 2019 fixant les modalités de structure et de fonctionnement de l'établissement public de radiodiffusion socioculturelle définit les missions du conseil d'administration et de ses membres.

Les objectifs au niveau de la programmation sont définis dans la convention pluriannuelle et dans le cahier de charges conclus entre le Gouvernement et le conseil d'administration.

L'indépendance éditoriale est une condition indispensable pour un média de service public, tout comme une ambiance de travail respectueuse et constructive est élémentaire dans chaque environnement de travail. Afin de remédier aux tensions actuelles, un processus de médiation a été lancé.

Le service public est un acteur essentiel dans une démocratie vu son rôle vital pour la cohésion sociale, la promotion des valeurs des sociétés démocratiques et des droits humains. Voilà pourquoi j'ai demandé un débat de consultation à la Chambre des Députés au sujet de la future gouvernance de l'établissement. Toutefois, la forme de gouvernance telle qu'elle est en place depuis les débuts de la radio n'a à au-

cun moment porté préjudice à son indépendance.

**Question 1509 (22.11.2019) de M. Yves Cruchten (LSAP) concernant la liaison ferroviaire entre Rumelange et Luxembourg-ville :**

En décembre 2017, la liaison ferroviaire directe entre Rumelange et Luxembourg-ville a été supprimée. À partir de juin 2018, la situation des usagers s'est aggravée davantage. En effet, depuis cette date, les voyageurs de Rumelange en direction du nord du pays sont contraints pour de nombreux voyages de changer de bus/train à Esch-sur-Alzette, à Noertzange ou à Luxembourg-gare. Cette situation a engendré que depuis ces changements bon nombre d'usagers ont recours à leur voiture respectivement au bus.

Or, vu la circulation toujours plus dense, la ligne de bus 197 Ottange-Luxembourg ne représente pas vraiment une alternative. Aux heures de pointe cet itinéraire est toujours saturé et le bus toujours en retard.

Une problématique supplémentaire est la fréquence des liaisons existantes. Entre 06.00 et 08.00 heures le train entre Rumelange et Noertzange ne circule que quatre fois, idem entre 16.00 et 18.00 heures. Dû à cette offre plus que limitée et suite aux nombreux retards, bon nombre de voyageurs ratent leur correspondance et doivent par conséquent attendre 30 minutes pour une prochaine correspondance respectivement effectuer le trajet entre Noertzange et Rumelange à pied.

Dès lors, je me permets de poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :

- Monsieur le Ministre dispose-t-il de statistiques sur le trafic routier entre Rumelange et Kayl-Tétange ?

- Monsieur le Ministre peut-il confirmer respectivement comprendre les doléances des habitants du « Kayldall » concernant l'aggravation de la circulation routière ?

- Monsieur le Ministre peut-il confirmer que la ligne directe des CFL entre Rumelange et Luxembourg supprimée en décembre 2017 sera réintroduite à l'échéance des travaux ? Si oui, pour quand cette réintroduction est-elle prévue ?

- Monsieur le Ministre peut-il confirmer que la ligne en provenance de Rodange est régulièrement saturée aux heures de pointe et que les passagers du « Kayldall » n'ont que rarement une place assise à Noertzange ?

- Monsieur le Ministre compte-t-il augmenter l'offre sur le tracé entre Rumelange et Noertzange afin d'améliorer l'efficacité du transport public pour les passagers du « Kayldall » ?

- Des changements sont-ils prévus pour améliorer la connexion des passagers en provenance de Rumelange/Noertzange qui voyagent vers le nord du pays ?

- Il me revient que les passagers du dernier train de Rumelange arrivant à 08.01 heures à Noertzange sont contraints d'y descendre, alors que celui-ci continue son trajet à vide vers Luxembourg. Pouvez-vous confirmer cela ? Si oui, ne serait-il pas opportun de transporter les passagers du « Kayldall » directement jusqu'à Luxembourg sans changement de train ?

- Monsieur le Ministre a-t-il connaissance de la dégradation croissante de la ponctualité sur la ligne RGTR 197 ?

- Quel sera l'impact de la réorganisation du réseau RGTR sur la région du « Kayldall » ?

**Réponse (18.12.2019) de M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :**

Suivant les derniers comptages du réseau intégral RGTR qui ont été effectués en 2016, la ligne RGTR 197 transportait environ 2.000 passagers par jour, chiffre qui devrait se situer actuellement à quelque 2.300 personnes par jour. S'y ajoutent encore les étudiants utilisant les lignes scolaires 199 et 201.

Concernant les doléances des usagers des autobus du « Kayldall », la capacité des autobus avait en effet été dépassée à certains jours, de manière que des clients avaient dû attendre le passage du prochain autobus. Les renforts de courses et l'acquisition d'un autobus à double étage a récemment allégé la situation.

Dans les études « long terme », la mise en circulation de trains directs au départ de Rumelange à destination de Luxembourg-ville n'a pas été considérée. Si toutefois cela s'avérait nécessaire, l'intégration de trains directs ne serait réalisable qu'à l'horizon 2028, après la fin des chantiers à la gare de Luxembourg, de la

nouvelle ligne ferroviaire entre Luxembourg et Bettembourg, ainsi que de la gare de Bettembourg. Cependant, vu la configuration en voie unique, seul un train, le dernier, pourrait être prolongé vers Luxembourg.

La composition des trains est basée sur les comptages que les CFL effectuent à des intervalles réguliers à bord des trains, afin de répondre à la demande des clients tout en tenant compte des restrictions infrastructurelles (longueur des quais), des roulements du matériel, des plans d'occupation des voies en gare de Luxembourg, ainsi que de la disponibilité du matériel.

Toutefois, les CFL ne peuvent malheureusement pas exclure le fait que sous certaines conditions (suppression du train précédent, perturbation sur le réseau générant des retards considérables, opération d'entretien et de maintenance sur le matériel roulant, etc.) une affluence exceptionnelle pourrait se créer à bord des trains.

En ce qui concerne les trains RB circulant au départ de Pétange à destination de Luxembourg et donnant correspondance à Noertzange aux trains en provenance de Rumelange, le taux d'occupation de ceux-ci s'élève en moyenne à 91,71 % (places assises). Parmi ces quatre trains, le train RB6832 (départ à Noertzange à 06.39 h) est effectivement très chargé avec une occupation actuelle de 132,37 % des places assises.

Par conséquent, la composition de ce train sera augmentée d'une automotrice supplémentaire à partir du changement horaire en date du 15 décembre 2019.

Afin de permettre à moyen terme d'offrir à leurs clients un confort accru et des capacités supplémentaires en places assises à bord des trains, une commande pour l'acquisition de 34 nouvelles automotrices a été effectuée par les CFL. Les nouvelles automotrices seront livrées et mises en service entre 2022 et fin 2024.

En juin 2018, les horaires des trains circulant entre Rumelange et Noertzange et vice versa ont été adaptés et un train supplémentaire a été rajouté, afin d'optimiser et d'étendre l'offre matinale proposée sur cette ligne. Cependant, en considérant la fréquentation actuelle des quatre trains matinaux circulant entre Rumelange et Noertzange qui, d'après les comptages les plus récents, s'élève en moyenne à onze clients par train, les CFL concluent qu'une augmentation de l'offre sur la ligne Rumelange-Noertzange n'est à l'heure actuelle pas nécessaire.

Les clients désirant se déplacer vers la ligne 10 auront, à partir du changement horaire au 15 décembre 2019, la possibilité d'emprunter à Noertzange les trains de la nouvelle liaison transversale 10/60 qui desservent tous les arrêts entre Pétange et Dommeldange et retour, sans changement de train en gare de Luxembourg. Pour les clients souhaitant voyager au-delà de la gare de Dommeldange, ils auront le choix parmi quatre trains par heure, qui circulent au départ de la gare de Luxembourg à destination de la ligne 10, dont deux ont leur terminus en gare de Diekirch et les deux autres en gare de Troisvierges.

Le train RB6226 arrivant à 08.01 heures à Noertzange donne correspondance à 08.10 heures au train RB6883 en provenance de Pétange à destination de Luxembourg. Pour des raisons d'exploitation, il n'est malheureusement pas possible de prolonger le train RB6226 vers la gare de Luxembourg.

En effet, compte tenu de la haute fréquence des trains (voyageurs et frets) sur les lignes 60 et 90 au départ et à destination de la gare de Luxembourg, aucun sillon n'est disponible pour l'intégration d'un tel train entre Noertzange et Luxembourg aux alentours de 08.00 heures. S'ajoute à cela qu'aucun train supplémentaire ne peut être réceptionné en gare de Luxembourg pendant ce créneau horaire, ceci en raison de la capacité de réception limitée de celle-ci.

Eu égard aux éléments précités, le rapatriement en haut-le-pied du matériel du train RB6226 de Noertzange au Dépôt de Luxembourg ne peut actuellement avoir lieu qu'à partir de 09.17 heures.

En ce qui concerne la ponctualité des bus, la ligne 197 connaît effectivement des problèmes, tout comme malheureusement la plupart des lignes d'autobus où des infrastructures prioritaires font encore défaut. À titre d'exemple, les courses du matin en direction de Luxembourg, entre 06.00 et 09.00 heures, affichent un retard moyen de 19'03'', tandis que celles du retour en soirée, entre 16.00 et 19.00 heures, ont un retard moyen de 18'40'', au cours du mois de novembre 2019.

Dans le cadre de la réorganisation du réseau RGTR, la ligne 197 aura le statut d'une ligne « express ». Elle circulera dorénavant via l'auto-route A4 au lieu de A3, afin de desservir dans la capitale également la Cloche d'Or et les Assurances sociales Hollerich. La réorganisation sera présentée au grand public dans le cadre d'une roadshow comprenant plusieurs réunions que j'entends organiser à travers le pays au cours des mois de février à mars 2020.

**Question 1511 (22.11.2019) de M. David Wagner (déi Léink) concernant l'émission anglophone à la radio 100,7 :**

Depuis le jeudi 21 novembre, le groupe de presse « Maison moderne », par le biais de son magazine anglophone « Delano », s'est vu attribué un « slot » hebdomadaire dédié à la diffusion de l'actualité luxembourgeoise en langue anglaise. Il est assez étonnant qu'un établissement de radiodiffusion financé exclusivement par de l'argent public afin d'assurer sa mission de service public en toute indépendance, ouvre ses ondes à un organe de presse privé à vocation commerciale. Ceci est d'autant plus étonnant que l'audit « peer-to-peer » rédigé par l'EBU (European Broadcasting Union) et publié au mois d'avril 2018, recommandait strictement d'exclure ce mélange public/privé.

Partant, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Communications et des Médias :

1) Monsieur le Ministre a-t-il été mis au courant de cette décision ? Dans l'affirmative, quelle a été sa recommandation ?

2) Un contrat a-t-il été conclu entre « Maison moderne » et la radio 100,7 ? Dans l'affirmative, les modalités de travail des journalistes de « Delano » y sont-elles réglées ?

3) Une rétribution de « Maison moderne » en faveur de la radio 100,7 est-elle prévue pour la publicité que cette émission procure à l'un de ses produits ou bien est-ce la radio 100,7 qui rémunère « Maison moderne » pour la production de cette émission ? Dans les deux cas, de quels montants s'agit-il ?

4) La volonté de produire en interne davantage d'émissions en langue étrangère est un souhait de longue date de la rédaction de 100,7. N'aurait-il pas mieux valu d'engager les fonds publics afin de permettre à la radio socioculturelle de produire elle-même une émission en langue anglaise ?

5) La rédaction de 100,7 aurait-elle un droit de contrôle sur le contenu diffusé par l'émission de « Delano » ?

6) Les journalistes de « Delano » sont-ils tenus de respecter certains critères de qualité ? Dans l'affirmative, lesquels ?

7) Finalement, Monsieur le Ministre n'estime-t-il pas que cette décision contrevient à la recommandation de l'audit « peer-to-peer » de l'EBU qui stipule ce qui suit (page 23) : « ERSL needs to establish editorial control over all the programmes and content which it broadcasts on its platforms (radio as well as web and other online platforms). An internal producer should be responsible for the quality of each item of content (which includes: matching ERSL identity, meeting all ERSL content requirements as well as passing the quality test before broadcast or publication). It should not be possible to publish content without the green light from the producer in charge. » ?

**Réponse (19.12.2019) de M. Xavier Bettel, Ministre des Communications et des Médias :**

Le ministre se réfère à l'article 4 (2) du cahier des charges concernant la permission pour programmes de radio sonore à émetteur de haute puissance accordée à l'Établissement de radiodiffusion socioculturelle suivant lequel les émissions et programmes qui composent le service de radio sont élaborés en toute indépendance éditoriale. Partant, le ministre n'est pas au courant de détails concernant l'émission en question.

Aucune demande de fonds publics afin de permettre à la radio socioculturelle de produire elle-même une émission en langue anglaise n'est parvenue au ministre. Par ailleurs, la convention conclue entre l'État et l'Établissement de radiodiffusion socioculturelle autorise ce dernier à bénéficier de moyens financiers supplémentaires en provenance d'autres sources de financement publiques ou privées.

**Question 1515** (22.11.2019) de **M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP) concernant la **libéralisation du marché de l'énergie** :

Depuis la libéralisation du marché de l'énergie, les consommateurs peuvent changer de fournisseur et choisir l'offre la plus avantageuse.

Pour faciliter ce choix au consommateur, l'Institut luxembourgeois de régulation a mis en place un comparateur des prix qui permet la comparaison de l'ensemble des offres.

1) Dans quelle mesure le consommateur luxembourgeois profite-t-il de son droit du libre choix du fournisseur ?

2) Quelle est la part des consommateurs qui changent de fournisseur et quelle est la part qui ne changent jamais de fournisseur ?

3) Le comparateur de prix « calculix.lu » est-il utilisé systématiquement par les consommateurs ?

4) Monsieur le Ministre estime-t-il que cet outil est assez connu par les consommateurs ?

**Réponse** (18.12.2019) de **M. Claude Turmes**, *Ministre de l'Énergie* :

ad 1) + 2) L'Institut luxembourgeois de régulation (ILR) publie tous les ans un rapport portant sur ses activités et sur l'exécution de ses missions dans les secteurs de l'électricité et du gaz naturel. Dans ce rapport, l'ILR fait notamment une analyse plus profonde du marché de détail et constate quasiment tous les ans que les faibles taux de changement de fournisseur s'expliquent par le fait que « la part du budget énergie dans le budget total d'un résident luxembourgeois est la plus faible de toute l'Europe. Les différences de prix entre les fournisseurs, qui tournent autour de 100 € par an et par ménage, ne suffisent pas pour activer le consommateur et le rendre conscient de la possibilité de choisir son fournisseur d'énergie. » Ainsi, le taux de changement de fournisseur dans le secteur résidentiel tourne tous les ans entre 0,1 % et 0,3 %. Dans les secteurs professionnel et industriel, ce taux atteint des valeurs entre 0,5 % et 4 % en termes de nombre de clients ou en volume d'énergie, ce qui s'explique par les volumes consommés et donc des coûts énergétiques plus importants.

L'ILR constate également dans son rapport sur l'année 2018 que 1,2 % des clients résidentiels ont changé de contrat auprès d'un même fournisseur d'électricité (tous fournisseurs confondus), alors qu'en 2017, plus du double de clients avaient encore changé d'offre chez leur fournisseur.

Le rapport entier de l'ILR peut être téléchargé sous le lien suivant :

[https://assets.ilr.lu/\\_layouts/Redir/Doc.aspx?ID=ILRLU-1685561960-696](https://assets.ilr.lu/_layouts/Redir/Doc.aspx?ID=ILRLU-1685561960-696)

ad 3) Au cours de l'année 2018, l'ILR a publié trois communiqués de presse dans le secteur de l'énergie pour rappeler le sujet et inciter les consommateurs à utiliser davantage le comparateur de prix Calculix.

Lors d'une conférence de presse récente en date du 14 octobre 2019, l'ILR a présenté son rapport sur ses activités et sur l'exécution de ses missions dans les secteurs de l'électricité et du gaz naturel et a réitéré encore son appel aux consommateurs pour comparer les offres sur le marché, notamment à travers son comparateur en ligne [www.calculix.lu](http://www.calculix.lu) qui compare les différentes offres de fourniture d'électricité et de gaz naturel disponibles pour les clients résidentiels au Luxembourg. Selon les chiffres actualisés mis à disposition par l'ILR, près de 7.000 visites sur le site de Calculix ont été enregistrées durant l'année 2019.

En sa qualité de guichet unique, l'ILR a en plus mis en place le portail [www.STROUMaGAS.lu](http://www.STROUMaGAS.lu) qui fournit aux consommateurs luxembourgeois des informations sur leurs droits et devoirs dans le contexte du marché libéralisé de l'énergie. Des fiches d'information disponibles sur ce site renseignent entre autres sur les acteurs des marchés de l'électricité et du gaz naturel, le libre choix du fournisseur et le changement de fournisseur, le comparateur de prix d'électricité (Calculix), l'étiquetage de l'électricité, la facture d'électricité, la médiation, le mix d'électricité et le raccordement au réseau.

ad 4) L'outil Calculix créé et mis à jour par l'ILR n'a certes pas encore atteint la notoriété qui serait souhaitable, mais l'ILR, dans son rôle de guichet unique, continuera inlassablement de promouvoir des marchés de l'énergie concu-

rentiels, une ouverture effective du marché pour l'ensemble des clients et fournisseurs, et met à cette fin à jour de manière continue son comparateur de prix Calculix qui offre aux clients résidentiels une information complète et transparente pour qu'ils puissent choisir le produit et le fournisseur en toute connaissance de cause.

**Question 1516** (22.11.2019) de **M. Marc Hansen** et **Mme Josée Lorsché** (*déi gréng*) concernant l'**implantation d'un service de médecine environnementale** :

L'accord de coalition 2018-2023 prévoit que « l'offre ambulatoire en médecine environnementale sera renforcée au niveau stationnaire par un service national de médecine environnementale de façon à pouvoir assurer un traitement des patients en milieu hospitalier ("clean rooms") ». Il s'agit, selon la loi du 8 mars 2018 relative aux établissements hospitaliers et à la planification hospitalière, d'un « service de diagnostic et de traitement prenant en charge des patients atteints de problèmes de santé liés à l'exposition à des facteurs environnementaux ».

Il dispose de compétences médicales en médecine de l'environnement et en santé au travail et travaille en lien étroit avec les services de l'État et les établissements publics qui analysent l'exposition à des polluants, ainsi qu'avec les services de médecine du travail. Le médecin spécialiste expérimenté en médecine environnementale collabore à une prise en charge interdisciplinaire en fonction de la symptomatologie du patient et dans le respect des aspects somatiques, psychiques et sociaux du patient. Le service assure les soins ambulatoires et a accès à des lits d'hospitalisation dans un environnement répondant à des critères protecteurs stricts en matière de polluants. Il contribue à une documentation exhaustive des pathologies liées à l'environnement, des expositions à des facteurs environnementaux et des actions entreprises, dans un but de santé publique, de prévention et d'analyse de son activité en réseau avec d'autres services de médecine environnementale notamment universitaires, à l'étranger. »

Selon nos informations - qui ont été confirmées par Monsieur le Ministre dans une réunion de la Commission de la Santé et des Sports de la Chambre des Députés - deux projets ayant pour objet la mise en place d'un tel service national ont récemment été soumis à la Commission permanente du secteur hospitalier (CPH). Or, du fait que la CPH ne s'est prononcée ni pour l'un ni pour l'autre projet, la décision de sélection du projet à réaliser incombait dès lors au seul Ministre de la Santé.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Santé :

1) Quels étaient les deux établissements hospitaliers qui ont introduit un projet de médecine environnementale conformément aux dispositions faisant partie de l'accord de coalition, voire aux dispositions de la loi du 8 mars 2018 relative aux établissements hospitaliers et à la planification hospitalière ? À quelles dates les projets ont-ils été introduits au ministère ?

2) Monsieur le Ministre peut-il nous informer des raisons pour lesquelles la CPH ne s'est prononcée pour aucun des projets qui lui ont été soumis ?

3) Endéans quels délais et suivant quelle procédure et quels critères les deux projets ont-ils été évalués par Monsieur le Ministre et quel est le projet qui a finalement été sélectionné par ses propres soins ?

4) Le projet sélectionné présente-t-il des avantages en matière de qualité par rapport au projet refusé ? En quoi consistent ces avantages le cas échéant et quelles étaient en l'occurrence les raisons du refus de l'autre projet ?

5) À quelle échéance et dans quel établissement hospitalier le Service national de médecine environnementale sera-t-il opérationnel et quelle sera sa capacité d'accueil ?

**Réponse** (23.12.2019) de **M. Étienne Schneider**, *Ministre de la Santé* :

D'après l'article 4, paragraphe 4 de la loi hospitalière du 8 mars 2018 relative aux établissements hospitaliers et à la planification hospitalière, le Service de médecine environnementale est un service national, ce qui implique que son exploitation ne peut être autorisée par le ministre que dans un seul hôpital du pays.

Or, deux hôpitaux ont introduit quasiment simultanément une demande d'autorisation conformément à la loi, à savoir : le Centre Hospitalier Emile Mayrisch (CHEM) a introduit une

demande le 6 février 2019 et les Hôpitaux Robert Schuman (HRS) ont introduit une demande d'autorisation le 13 février 2019.

La Commission permanente du secteur hospitalier (CPH) a été saisie du dossier par le ministre en date du 21 mars 2019 et a donné un avis en application de l'article 9 de la loi du 8 mars 2018. En plus des documents soumis par les deux hôpitaux, les membres de la CPH ont eu la présentation orale des projets par les représentants des hôpitaux. Considérant que ce domaine de la médecine est actuellement peu développé au Luxembourg, les membres de la CPH ont en plus invité un expert externe pour un exposé général sur la médecine et la santé de l'environnement en date du 7 juin 2019.

Contrairement à d'autres demandes où plusieurs hôpitaux avaient postulé pour un service national unique et pour lesquelles on avait pu finalement trouver des accords de collaborations interhospitaliers, les deux demandeurs ont exprimé à la CPH leur refus strict de collaborer sur un projet unique.

En date du 10 septembre 2019, la CPH a émis à l'unanimité un avis favorable aux deux projets soumis constatant qu'ils remplissent tous les deux les critères exigés à l'annexe 2 (définition des services hospitaliers) de la loi du 8 mars 2018. Les deux directeurs généraux des hôpitaux demandeurs, qui sont également membres de la CPH, se sont évidemment abstenus au vote. La CPH n'a pas émis de préférence pour l'un ou l'autre projet, mais a tenu à rappeler que le projet de construction du CHEM/Südspidol, avisé favorablement par la CPH, autorisé par le Ministre de la Santé et doté d'une loi de financement par la Chambre des Députés (loi du 1<sup>er</sup> août 2018), prévoyait déjà des surfaces pour un service de médecine de l'environnement. D'un autre côté, le projet HRS nécessiterait la construction de localités adaptées supplémentaires.

La CPH a aussi recommandé que le projet autorisé devrait être développé dans une approche pluridisciplinaire pour la prise en charge optimale des malades et qu'il serait nécessaire d'acquiescer des compétences externes supplémentaires, respectivement de conclure une collaboration avec un centre de référence établi à l'étranger.

Considérant que les deux projets sont équivalents car répondant tous les deux aux critères de la loi, et que des investissements ont déjà été approuvés par la Chambre des Députés pour la construction de locaux adaptés dans le cadre du projet CHEM/Südspidol, j'ai finalement autorisé - sur avis de la Direction de la santé - le projet du CHEM en date du 14 novembre, ayant eu également la confirmation qu'une solution intérimaire, en attendant la finalisation du projet Südspidol, pouvait être trouvée dans les locaux de l'hôpital de Niedercorn.

Conformément à la loi, l'autorisation concerne deux lits d'hospitalisation (nombre maximum autorisable) et des services ambulatoires, et impose l'élaboration d'un plan d'implémentation détaillé et la signature d'une convention de collaboration avec un service étranger reconnu pour sa compétence en la matière, tous les deux dans un délai maximum de 18 mois. Le CHEM prévoit d'ailleurs de commencer les activités cliniques en dedans une année.

**Question 1517** (22.11.2019) de **M. Fernand Kartheiser** (ADR) concernant le **salage des cours d'école** :

Am Hierscht an am Wanter kommen d'Minusgraden dacks onerwaart. Domat verbonne si glat Stroossen an Trottoiren, mee naterlech och Ais an de Schoulhaff. D'Sécherheit vun de Kanner soll an deem Kontext besonnesch am A behale ginn.

An deem Kontext wéilt ech dem Här Schoulminister dës Froe stellen:

1. Ass derfir gesuergt, datt an de Schoule genuch Streusalz zur Verfügung steet? Huet all Member vum Léierpersonal a vum technesche Personal Accès zu deem Salz?

2. Vill Schoulen assurieren en Accueil fir d'Kanner vu moies hallwer aacht un. Ass derfir gesuergt, datt an de Schoulhaff schonn esou fréi moies Salz gestreet gëtt? Gëtt et e Règlement, dat virschreift, datt vun deem Zäitpunkt un, wou Kanner sech am Schoulhaff beweegen, gestreet ass?

3. Wien ass derfir zoustänneg, am Schoulhaff ze streeën?

4. Gëtt kontrolléiert, ob fréi an dacks genuch an de Schoulhaff gestreet gëtt? Wa jo, wien ass fir déi Kontroll zoustänneg? Handelt et sech em eng schoulintern Kontroll oder kënnen och

aner Instanzen, wéi beispillsweis d'Gemeng, kontrollieren?

5. Wien ass responsabel, wann an engem Schoulhaff en Ongléck passéiert, well net oder net genuch Salz gestreet gouf?

**Réponse commune** (10.01.2020) de **M. Claude Meisch**, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse*, et de **Mme Taina Bofferding**, *Ministre de l'Intérieur* :

Wat d'Problematik vum Streeën an de Schoulhaff betrëfft, esou gëllt et, tëschent dem Enseignement fondamental an dem Enseignement secondaire ze ënnerscheiden:

**Fondamental**

D'Gemenge si Proprietär vun de Schoulinfrastrukturen, déi si, opgrond vum Artikel 35 vun der Loi modifiée du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental, verpflichtet sinn, zur Verfügung ze stellen. Den Artikel 58 vun deem selwechte Gesetz gesäit ausdrécklech vir, dass et an der Responsabilitéit vun de Gemengenautoritéit läit, fir den Entretien vun den öffentleche Grondschulgebaier ze assurieren. Ennert dës Obligatioun fällt ënner anerem d'Streeën vun de Schoulhaff virun der Arrivée vun de Schüler.

Sollten d'Membere vun der Schoulcommunautéit der Meinung sinn, dass d'Gemeng nach zousätzlech Precautioune misst huelen, fir d'Sécherheit vun de Schüler am Schoulhaff ze assurieren, da kënnen si sech entweder direkt un déi Gemengeresponsabel oder un de Schoulpresident wenden, deen d'Doleancen esou séier wéi méiglech u säin Usprochpartner bei der Gemeng weidergëtt.

**Secondaire**

Opgrond vum Artikel 6 vun der Loi modifiée du 19 mars 1988 concernant la sécurité dans les administrations et services de l'État, dans les établissements publics et dans les écoles, a vum Artikel 4.5.03 vum Règlement grand-ducal modifié du 13 juin 1979 concernant les directives en matière de sécurité dans la fonction publique, ass de Schouldirekter responsabel fir d'Ausféierung vun de preventive Moossnamen am Kader vu Schnéi oder Ais.

Dëst bedeit, dass den Haff an d'Accèsen zum Schoulgebaier am Wanter vum Ais musse fräigemaach ginn, an zwar vun deem Moment un, wou déi éischt Schüler an d'Enceinte vum Schoulgebaier kommen (ongeféier eng hallef Stonn virum Ufank vun de Coursen). Dat steet net an engem spezielle Règlement, mee geschitt am Kader vun der allgemenger Sécherheetsobligatioun, déi d'Schoulen hunn.

D'Schouldirektiounen sinn derfir zoustänneg, genuch Streusalz ze kafen an ze lagere. En Accès zu deem Salz hunn an der Reegel d'Membere vum technesche Personal; et ass gewéinlech och dat technesche Personal, wat d'Aufgab huet, ënner Opsicht vun der Direktioun, am Schoulhaff ze streeën.

Am Fall vun engem Ongléck kann d'Responsabilitéit vum Staat oder vun enger Gemeng engagiert ginn; op Basis vun engem Dysfonctionnement vum Service (Artikel 1 vun der Loi modifiée relative à la responsabilité civile de l'État et des collectivités publiques), oder op Basis vun den Artikelen 1382, 1383 an 1384 Alinea 1 vum Code civil (responsabilité de droit commun).

**Question 1518** (22.11.2019) de **M. Gusty Graas** (DP) concernant le **traitement d'eau par rayonnement UV** :

D'après des articles de presse, le traitement par rayonnement ultraviolet tant de l'eau potable que des eaux usées dans les stations d'épuration constituerait une alternative avantageuse par rapport à l'utilisation de substances chimiques, tel que le chlore. À noter dans ce contexte par exemple le projet de recherche de l'UE « Light4CleanWater », ainsi que l'adoption de cette technologie dans différentes stations d'épuration et de traitement d'eau, notamment en Allemagne.

Voilà pourquoi j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :

1) Des dispositifs à rayonnement UV sont-ils utilisés dans des stations d'épuration respectivement dans des installations de traitement d'eau potable au Luxembourg ? Dans l'affirmative, Madame la Ministre peut-elle fournir des précisions à ce sujet ?

2) Madame la Ministre est-elle d'avis que le traitement d'eau par rayonnement UV présente un avantage par rapport à un traitement chimique ? Dans la négative, quelles en seraient les raisons ?



3) Dans l'affirmative, est-il prévu d'encourager l'installation de dispositifs à rayonnement UV dans les différentes stations d'épuration et de traitement d'eau potable ?

**Réponse** (09.01.2020) de **Mme Carole Dieschbourg**, *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable* :

ad 1) Installations de traitement d'eau potable

Au Luxembourg il existe environ 80 stations de traitement UV pour désinfecter l'eau potable. Elles sont localisées dans les réservoirs d'eau potable ou dans l'installation de captage.

Stations d'épuration

Actuellement aucune station d'épuration sur le territoire luxembourgeois n'utilise un traitement avec rayonnement UV pour la désinfection des eaux usées traitées avant le rejet dans un cours d'eau.

ad 2) Installations de traitement d'eau potable

Pour la désinfection de l'eau potable, le fournisseur d'eau potable a le choix entre différentes méthodes de traitement :

- traitement par rayonnement UV
- traitement chimique par oxydation (agent chloré)
- filtration membranaire (ultrafiltration)

Le choix se fait au cas par cas selon les conditions qui se présentent pour chaque ressource.

Le traitement par rayonnement UV inactive les microorganismes à l'endroit de la station de traitement et présente l'avantage qu'il ne modifie pas les propriétés chimiques de l'eau et ne forme pas de produits secondaires (si aucune chloration de l'eau n'intervient en amont). Il présente cependant quelques désavantages :

- Il n'y a pas d'effet rémanent et de protection du réseau de distribution en aval. Il permet uniquement d'inactiver une contamination potentielle en amont de la station.

- Lorsque la turbidité dépasse les 1 NTU, l'efficacité du rayonnement UV n'est plus garantie. Pour cette raison un traitement par UV n'est pas adapté à des ressources qui peuvent générer de la turbidité ou qui doivent être précédées d'une filtration et/ou d'une mesure en continu et en ligne de la turbidité.

Le traitement chimique par oxydation permet d'inactiver les microorganismes après un temps de contact suffisant (relation entre concentration et temps de contact en fonction des organismes visés). Au Luxembourg, les chloration se font moyennant de l'hypochlorite de sodium, du dioxyde de chlore ou du chlore gazeux. En raison de l'effet rémanent du chlore, la chloration est le traitement de choix si le réseau de distribution en aval présente des risques. En cas de traitement par chloration, un contrôle régulier de son efficacité par des déterminations de chlore actif résiduel chez les consommateurs est d'une importance primordiale.

Le traitement par chloration présente le désavantage de la formation de produits de réaction du chlore avec de la matière organique comme les microorganismes, notamment les THM, les acides haloacétiques et les chlorates. Le règlement grand-ducal du 7 octobre 2002 relatif à la qualité des eaux destinées à la consommation humaine fixe des valeurs limites à certaines de ces substances.

Le traitement par filtration membranaire est quant à lui utilisé pour traiter des ressources vulnérables. Lors de ce traitement l'eau est poussée moyennant de hautes pressions à travers des membranes ultrafines pour retenir la turbidité et les microorganismes. Les filtrations membranaires sont des procédés qui éliminent physiquement les microorganismes, mais sont des traitements qui requièrent beaucoup d'énergie et d'entretien.

Stations d'épuration

En ce qui concerne les stations d'épuration, le traitement par rayonnement UV est un des processus d'oxydation disponibles pour la désinfection des eaux avant le rejet dans le cours d'eau récepteur. La désinfection des eaux en sortie des stations d'épuration n'est par contre que nécessaire dans les zones de protection des eaux souterraines et prévu pour les stations d'épuration dans le bassin versant luxembourgeois du lac de la Haute-Sûre dans le projet de règlement grand-ducal délimitant les zones de protection autour du lac de la Haute-Sûre.

Néanmoins, si le but du traitement consiste à éliminer des micropolluants organiques, tels que les résidus de produits pharmaceutiques et de produits chimiques, le traitement par rayonnement UV seul n'est point suffisant. L'ajout de promoteurs radicaux (p. ex. peroxyde d'hydrogène) initiant des réactions d'oxydation est nécessaire pour ces « advanced oxidation processes ». Il ne s'agit donc plus d'un traitement

« non chimique » et la formation de produits secondaires doit être prise en compte.

Les rayons UV peuvent jouer un rôle dans le prétraitement oxydatif des eaux de certaines industries, tel que cela est envisagé dans le projet « Light4CleanWater ». Pour les eaux usées municipales, les « advanced oxidation processes », basés sur le rayonnement UV, constituent une possibilité pour l'élimination des micropolluants organiques. Cependant, pour les grandes stations d'épuration communales, les traitements oxydatifs par ozone et/ou par absorption avec du charbon actif sont actuellement considérés comme les meilleures techniques disponibles, sachant qu'une désinfection partielle est également atteinte par l'ozone.

ad 3) Installations de traitement d'eau potable

Si les conditions sont réunies à un traitement par rayonnement UV, il présente normalement le moyen de désinfection de choix.

Lors de la planification de la nouvelle station de traitement du SEBES, il a été décidé de procéder à une désinfection finale par rayonnement UV au lieu de la chloration permanente pour les raisons suivantes :

- La station de traitement en construction comporte des technologies très avancées et membranaires qui permettent une élimination très poussée de la matière organique. Il s'ensuit que le potentiel de reviviscence des microorganismes est extrêmement faible.

- Le réseau de distribution du SEBES est en bon état et présente un risque de contamination extrêmement faible.

Stations d'épuration

Le traitement UV peut être intéressant si le but principal recherché est la désinfection des eaux usées traitées en sortie des stations d'épuration. Par contre, si l'élimination des micropolluants est nécessaire, il convient d'être équipé d'un traitement UV en combinaison avec des promoteurs radicaux. Les études de faisabilité déterminent la meilleure technique à mettre en place dans les stations d'épuration respectives. Notons que l'inclusion du rayonnement UV dans un traitement pour l'élimination des micropolluants organiques fait l'objet d'un projet de recherche qui va débiter sur le site de la station d'épuration de Heiderscheidergrund.

**Question 1519** (22.11.2019) de **MM. Max Hahn et Gusty Graas** (DP) concernant la **canalisation des eaux pluviales** :

Déi aktuell Reglementatioun gesäit vir, dass bei neie PAPAN d'Kanalisioun, déi de Ree vun der Strooss evakuéiert, net un eng Kläranlag ugeschloss dierf sinn, mee direkt an d'Natur, zum Beispill an e Waasserlaf, goe muss.

Och wann et grondsätzlech verbueden ass, knaschtegt Waasser an déi effentlech Reewaaserkanalisioun ze schëdden, kann net ausgeschloss ginn, dass enner anerem Seefwaasser, fir den Auto ze wäschen, oder Faarfeschter op deem Wee an d'Ëmwelt kommen. Donieft stellen och nach d'Salz vun Streedengscht am Wanter oder d'Ofnotzung vun Autospneuen (Reifenabrieb) eng däitlech Verknaschtungsgefor duer, déi ongefiltet an d'Natur lafen.

An deem Kader wollte mir der Madamm Ministesch fir Ëmwelt, Klima an nohaltig Entwécklung folgend Froe stellen:

1. Wéi gesäit d'Madamm Ministesch d'Gefor, dass trotz dem uewe genannte Verbuet awer knaschtegt Waasser op dësem Wee an d'Ëmwelt kënn?

2. Ginn et Kontrolle vun der Waasserqualität vun Uewerflächewaasser, wat iwwer eng Kanalisatioun oder direkt an d'Natur leeft? Wa jo, wéi dacks ginn déi am Duerchschnitt duerchgefuert? Wéi gesäit déi duerchschnittlech Waasserbelaaschtung aus? Wéi eng Mesurë gi geholl am Fall, wou d'Waasserbelaaschtung ze héich ass?

3. Wëssend, dass d'Ofnotzung vun Autospneuen (Reifenabrieb) eng ganz grouss Quell vun Mikroplastik an der Natur ass, wéi eng Mesurë gedenkt d'Madamm Ministesch ze huelen, fir dëse Problem an Zukunft besser an de Griff ze kréien?

**Réponse** (13.01.2020) de **Mme Carole Dieschbourg**, *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable* :

ad 1. Fir d'Gefor vu enger Verschmutzung ze reduzéieren, ass et an eischer Linn wichteg d'Leit ze sensibiliséieren, fir op verschidde geféierlech Substanzen ze verzichten. Am ernimmte Fall ass et ganz wichteg, dass d'Gemengen hir Awunner informéieren, wa si an engem Baugebitt wunnen, wou en Trennsystem besteet. Ouni dës Informatioun kënnen

d'Bierger hir Gewunnechten der Situatioun net upassen, fir eben déi Verschmutzungen ze vermeiden.

ad 2. Et gi keng reegelméisseg Kontrolle gemaach iwwer d'Qualitéit vun Uewerflächewaasser, wat iwwer eng Reewaaserkanalisiatioun an d'Natur leeft. Kontrolle fanne statt, wa Pollutioun festgestallt oder gemellt goufen. Et wier dowéinst wëssenschaftlech net korrekt, aus dëse Fall Duerchschnittskonzentratione fir den Normalfall ze berechnen. Etüden aus dem Ausland beweisen awer, dass Stroossenofwaasser net onbedenklech ka sinn an op verschidde Plaze Mesurë muss geholl ginn. Déi effektivist Mesur ass natierlech d'Verhënnerung vum Antrag vu Verschmutzungen an d'Waasser (Salz, Seef asw.). Eng weider effikass Moosnam ass d'Ofleede vum Reewaasser duerch bewuesse Grief an oppe Reewaasserretentionsbecken (am beschte mat Dauerastau an Tauchwänn) oder iwwer Retentionsfilterbecken. Duerch dës Mesurë gi Pneuenofriff, Bremsstëbs, Uelegspueren a sou weider zum groussen Deel zrëckgehalen.

Dës Mesurë ginn deelweis an der Planung vu PAPAN a Stroosseprojeten am Kader vun der waasserrechtlicher Autorisatioun gefuereert. Et muss een awer bedenken, dass fir Pneuenofriff a sou weider de Geforepotenzial bei Autobunnen a Landstroosse méi héich ass wéi an engem Wunngebitt an dofir Mesuren och anescht emgesat ginn. An Zukunft mussen dës Mesuren och méi effektiv, zilféierend a flächendeckend emgesat ginn. Ausser der Vermeidung oder Alternativen, kritt een d'Problematik vum Streusalz am Wanter duerch keng baulech Mesuren enner Kontroll.

ad 3. Wéi uewendriwwer beschriwwen, sinn de Bau vu Retentionsbecke mat Dauerastau, d'Ofleede vum Reewaasser iwwer bewuesse Grief oder Retentionsfilterbecke Mesuren, déi bei all grouse Stroosseprojekter elo schonn ageplangt ginn. Duerch déi Buedemretentionsfilter, an deene mikrobiologesch Prozesser stattfannen, gëtt schonns en Deel vun de Schuedstoffter ofgebaut an deen aneren Deel gëtt dann zrëckgehalen an duerno mam Schlamm speziell entsuergt. Dës Mesurë kënnen sech och positiv op Mikroplastik auswierken, och wa se net direkt dofir konzepéiert goufen.

**Question 1520** (22.11.2019) de **MM. Laurent Mosar et Gilles Roth** (CSV) concernant les **problèmes rencontrés en matière d'exécution des peines** :

Il n'est pas rare que le juge pénal condamne une personne à supprimer des travaux exécutés en violation de la réglementation sur les bâtisses. Or, à notre connaissance, le Service de l'exécution des peines rencontre des difficultés pour forcer la main aux personnes condamnées, faute de procédure détaillant les droits et obligations des autorités impliquées pour mener à bien l'exécution d'un rétablissement des lieux.

C'est ainsi que nous aimerions poser les questions suivantes à Madame le Ministre de la Justice :

1) Madame le Ministre est-elle au courant de cette problématique ?

2) Combien de jugements pénaux ordonnant un rétablissement total ou partiel des lieux ont à ce jour été exécutés (hormis les cas où les personnes condamnées ont « spontanément » procédé au rétablissement des lieux) ?

3) Comment Madame le Ministre entend-elle résoudre ces problèmes ? Entend-elle procéder à une révision de l'article 695 du Code de procédure pénale ?

4) Madame le Ministre peut-elle nous informer si le Service de l'exécution des peines rencontre des difficultés similaires dans d'autres matières ?

- Dans l'affirmative, quelles sont ces matières ?

- Toujours dans l'affirmative, quelles sont les solutions proposées par Madame le Ministre pour sortir de cette impasse ?

**Réponse** (20.12.2019) de **Mme Sam Tanson**, *Ministre de la Justice* :

ad 1) + 3) Le « rétablissement des lieux » ordonné à travers différentes décisions judiciaires est une réalité courante depuis plusieurs années.

Dans ce contexte et par le fruit d'un travail ayant débuté en 2012, a été inséré l'article 695 du Code de procédure pénale en vertu de la loi du 20 juillet 2018 portant réforme de l'exécution des peines et modifiant le Code de procédure pénale, en introduisant un titre IX concernant l'exécution des peines.

C'est ainsi que l'article 695 du Code de procédure pénale a repris l'article 703 du projet de loi n° 6381 et détermine la compétence du procureur général d'État afin d'exécuter des décisions judiciaires ayant prononcé un rétablissement des lieux et/ou une fermeture d'établissement et lui confère le pouvoir de fixer une date à cette fin.

Actuellement, des discussions relatives à d'éventuelles modifications ponctuelles, de manière générale, à apporter à la loi du 20 juillet 2018 modifiant le Code de procédure pénale en introduisant un titre IX concernant l'exécution des peines, sont en cours.

C'est également dans ce contexte, que les différents acteurs du terrain discutent, de concert, quels articles ont besoin, le cas échéant, d'être complétés.

ad 2) Durant une période de référence des années 2012 à 2019, les Cour et Tribunaux luxembourgeois ont ordonné 99 rétablissements des lieux, dont 88 ont été intégralement exécutés.

En outre, il y a eu 26 rétablissements des lieux avant toute condamnation.

Sur les 99 rétablissements exécutés, il y a eu 6 rétablissements forcés.

Reste à préciser qu'à l'heure actuelle, 11 rétablissements sont en voie d'exécution, dont 9 sont exécutés volontairement, tandis que 2 sont en voie d'exécution forcée.

ad 4) Il y a lieu de relever que le Service de l'exécution des peines du Parquet général ne rencontre pas de difficultés notables pour mener à bien ses attributions dans les autres matières relevant de l'exécution des peines.

**Question 1521** (25.11.2019) de **Mme Françoise Hetto-Gaasch** (CSV) concernant le **rapport de l'Ombuds-Comité fir d'Rechter vum Kand** :

L'Ombuds-Comité fir d'Rechter vum Kand vient de présenter son rapport 2019. Le rapport a fait le point sur les réserves émises par le Luxembourg par rapport à la Convention internationale des droits de l'enfant. En février prochain, le Gouvernement devra remettre au Comité des droits de l'enfant des Nations unies son rapport témoignant de son arsenal législatif qui répond aux exigences de la Convention internationale des droits de l'enfant (CIDE) que le Luxembourg a approuvée en 1993.

Sur la base de ces informations, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Famille et à Madame la Ministre de la Justice :

1) Le Gouvernement entend-il suivre les recommandations faites par l'ORK ? Lesquelles ?

2) L'ORK recommande au Gouvernement de charger le Service national pour la coordination et la concertation interministérielle des droits de l'enfant de veiller à ce que l'impact sur les droits de l'enfant fasse l'objet d'une analyse pour tous les projets de loi qui, de façon directe ou indirecte, concernent la vie des enfants. Les ministres envisagent-ils de suivre la recommandation en question ? Dans la négative, pour quelles raisons ?

3) Est-il prévu de créer un statut juridique pour les mineurs non accompagnés qui font une demande de protection internationale, mais qui ne remplissent pas les conditions du demandeur d'asile et auxquels on oppose un refus, et tombant par la suite sous l'article 103 de la loi sur l'immigration ?

4) Est-il prévu d'appliquer le principe du « droit d'accès à ses origines » d'enfants nés d'une PMA ?

5) Madame la Ministre envisage-t-elle d'adapter le Code pénal et de mentionner les punitions corporelles à l'égard des enfants pouvant faire l'objet de sanctions pénales ?

**Réponse commune** (14.01.2020) de **Mme Sam Tanson**, *Ministre de la Justice*, de **M. Claude Meisch**, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse*, et de **M. Jean Asselborn**, *Ministre de l'Immigration et de l'Asile* :

Par la loi du 20 décembre 1993, le Luxembourg a ratifié la Convention relative aux droits de l'enfant (CIDE), adoptée par l'Assemblée générale des Nations Unies le 20 novembre 1989.

En vertu de l'article 44 de la CIDE, le Luxembourg s'est engagé à soumettre au Comité des





droits de l'enfant, créé en vertu de l'article 43 de la CIDE, un rapport sur les mesures adoptées pour donner effet aux droits reconnus dans ladite convention et sur les progrès réalisés dans la jouissance de ces droits.

ad 1) Dans son examen critique de l'exercice des droits accordés aux enfants dans le cadre de la CIDE, l'Ombudsman-Comité fir d'Rechter vum Kand émet à l'adresse du Gouvernement un certain nombre de recommandations visant à améliorer la mise en œuvre de la CIDE au Luxembourg.

Ces recommandations concernent le Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, en charge de la coordination interministérielle des droits de l'enfant, mais également d'autres ministères et notamment le Ministère de la Justice, le Ministère des Affaires étrangères et européennes, le Ministère de l'Égalité entre les femmes et les hommes, le Ministère de la Famille, de l'Intégration et à la Grande Région, le Ministère de la Santé et le Ministère des Sports.

L'ORK formule, dans son rapport de 2019, certaines remarques concernant le projet de loi n° 7276 instituant un régime de protection de la jeunesse, en critiquant les mesures de fond, d'une part, et la lisibilité du texte, d'autre part.

Il convient de préciser à cet égard que les travaux relatifs à ce projet de loi ne seront pas poursuivis, mais qu'un nouveau projet de loi sera élaboré qui tiendra non seulement compte de la lisibilité du texte, mais aussi, entre autres, des recommandations formulées par l'ONU.

Ce nouveau texte législatif prendra également en compte les principes fondamentaux comme la non-discrimination, l'intérêt supérieur de l'enfant, le droit d'information ainsi que le droit de l'enfant d'être entendu.<sup>11</sup>

L'ORK salue le nouveau régime de l'autorité parentale, qui se prononce en faveur du maintien de l'autorité parentale auprès des parents ou autres représentants légaux.<sup>12</sup>

Le régime actuel, qui permet l'intervention de la Police grand-ducale aux fins de placement des mineurs, en civil ou en uniforme, sera revu dans le cadre de la refonte du système relatif à la justice juvénile.<sup>13</sup>

Quant au placement des mineurs dans les lieux privés de liberté<sup>14</sup>, il peut d'ores et déjà être confirmé que le principe selon lequel aucun mineur ne pourra à l'avenir être incarcéré dans n'importe quel des trois centres pénitentiaires du Grand-Duché, sera ancré dans le nouveau corps de texte.

Les privations de liberté dans l'unité de sécurité du Centre socio-éducatif de l'État sont limitées à trois mois, sous réserve de prolongation, conformément à l'article 11 de la loi modifiée du 16 juin 2004 portant réorganisation du centre socio-éducatif de l'État.

D'autres recommandations formulées par l'ORK concernent les enfants demandeurs de protection internationale et les mineurs non accompagnés (recommandations 42 à 51).

Contrairement aux affirmations exposées dans le rapport, l'article 103 de la loi modifiée du 29 août 2008 sur la libre circulation des personnes et l'immigration et, par conséquent, les mécanismes en place visant à garantir la prise en compte adéquate de l'intérêt supérieur des enfants qui en découlent, y inclus la nomination d'un administrateur ad hoc et la saisie de la commission en charge de l'évaluation de l'intérêt supérieur de l'enfant, ne s'appliquent pas uniquement aux mineurs non accompagnés dont une demande de protection internationale est refusée mais à tous les mineurs non accompagnés soumis à une décision de retour.

De même, la recommandation relative à l'application générale du principe de non refoulement pour tous les mineurs non accompagnés méconnaît le fait qu'il peut être dans l'intérêt de l'enfant de retourner dans son pays d'origine. Cette évaluation est justement réalisée par la Commission consultative mise en place. Écarter d'office la possibilité d'un retour et sans examen individuel approfondi du dossier - un examen qui est actuellement réalisé - pourrait donc, en fin de compte, porter atteinte au principe fondamental de l'intérêt supérieur de l'enfant.

En ce qui concerne la recommandation d'améliorer l'accueil des mineurs non accompagnés,

<sup>11</sup> Recommandations formulées à la page 18 du rapport ORK

<sup>12</sup> Recommandation n° 30, page 24 du rapport

<sup>13</sup> Recommandation n° 32, page 25 du rapport

<sup>14</sup> Rapport ORK, point 54, page 31

il convient de constater que ce besoin existe bel et bien et que le Gouvernement a reconnu dans le programme gouvernemental la nécessité d'agir dans ce sens. Par contre, il va de soi que si tout doit être mis en œuvre pour protéger au mieux les mineurs non accompagnés, il faudra essayer d'éviter des abus potentiels par des personnes majeures se déclarant mineurs. À cette fin, le recours à des tests de détermination d'âge demeure indispensable. La recommandation de l'ORK selon laquelle en cas de doute, un jeune doit être cru sur parole quant à son identité et son âge afin d'accéder aux mesures de protection spécifiques, voire à un statut juridique spécifique, peut être qualifiée de non réaliste - à défaut de proposition concrète de l'ORK visant à éviter d'éventuels abus.

Concernant la Commission consultative d'évaluation de l'intérêt supérieur de l'enfant, il n'est à ce stade pas prévu de donner suite aux recommandations de l'ORK. Il convient de noter que la commission n'est pas en charge de statuer sur le bien-fondé d'une demande de protection internationale mais qu'elle a été instituée afin d'évaluer si une éventuelle décision de retour correspond ou non à l'intérêt supérieur de l'enfant alors que les agents du ministère ne sauront pas procéder à cette évaluation sans l'expertise des autres membres de la commission. En même temps, les agents du ministère agissent au nom du ministre ayant l'Immigration dans ses attributions, qui est, de par la loi, le seul habilité à prendre des décisions de retour. On ne saura donc pas conférer un pouvoir décisionnel en cette matière à une autre instance que celle en charge de l'immigration. À noter également qu'en pratique, la Commission a jusqu'à présent recommandé au ministre un maintien du mineur sur le territoire dans la majorité des cas traités par ses soins, de sorte que les reproches quant à la neutralité et l'objectivité de la commission sont à réfuter.

ad 2) Concernant la recommandation de l'ORK de charger le Service des droits de l'enfant de l'examen systématique des projets de loi quant à l'évaluation de leur impact direct ou indirect sur la vie des enfants, le Gouvernement juge celle-ci pertinente et étudiera sa mise en œuvre. Ce service pourra également être chargé de développer, de concert avec les autres ministères et la société civile, un plan d'action nationale en faveur de la mise en œuvre concertée et cohérente de la CIDE.

ad 3) Dans son rapport, aux pages 30 et 135, l'ORK milite en faveur de l'introduction d'un statut particulier pour les mineurs non accompagnés. En l'occurrence, l'ORK fait abstraction du fait que l'article 103 de la loi modifiée sur l'immigration s'applique à tous les mineurs non accompagnés étrangers et pas uniquement aux mineurs qui sont demandeurs de protection internationale.

Par contre, l'idée de créer un statut juridique particulier pour les mineurs non accompagnés qui tombent sous l'article 103 et qui se voient opposés à une décision de retour alors qu'ils ont été déboutés de leur demande de protection internationale ou qu'ils se trouvent en séjour irrégulier, mérite un examen plus approfondi de la part de tous les acteurs concernés. Il convient de noter toutefois que les jeunes concernés, qui, après l'évaluation de leur situation, en application de l'article 103 ne se trouvent pas contraints de rentrer dans leur pays d'origine, se voient déjà maintenant octroyés un titre de séjour leur permettant de rester au Luxembourg.

Si la situation du mineur se trouve réglée en vue de son droit de séjour, il s'avère également opportun d'analyser sa situation sous le régime du droit des enfants. À cet effet, des concertations interministérielles ont lieu afin de discuter de l'opportunité d'un meilleur cadre légal au profit du mineur non accompagné.

ad 4) Conscient que la législation dans le domaine du droit de la filiation nécessite d'être modernisée, un projet de loi portant réforme du droit de la filiation fut déposé en 2013 et complété par amendements en 2017. Les amendements sont actuellement sous avis du Conseil d'État.

Un certain nombre des recommandations formulées par l'ORK y a déjà trouvé écho. Guidée par la Convention des droits de l'enfant et les principes de l'égalité entre hommes et femmes, y est notamment proposé :

- l'abandon de la terminologie révolue de « enfant naturel et enfant légitime » et le principe de l'égalité des filiations ;
- l'abandon du principe de l'accouchement anonyme, au profit d'une disposition spécifique permettant à la mère de garder le secret de son admission et de ses origines et d'une disposition renforçant les droits du père et de l'enfant né de cette situation ;
- l'introduction du principe de l'accès aux origines personnelles de l'enfant. Il est donc proposé d'introduire dans le Code civil un article

312bis au libellé « L'enfant a le droit d'avoir, dans la mesure du possible, accès à ses origines. Cet accès à ses origines est sans effet sur son état civil et sur sa filiation. » Ce principe s'applique aussi bien pour les enfants adoptés que pour les enfants issus d'une procréation médicalement assistée avec donneur de gamètes. Les modalités techniques seront précisées dans un projet de loi à part. Ce projet est en cours de préparation et devrait être déposé au cours de l'année 2020 ;

- la filiation bilinéaire de l'enfant né d'une relation incestueuse, c'est-à-dire de parents entre lesquels existe une prohibition absolue de mariage. L'établissement du double lien de filiation ne doit non seulement être dans l'intérêt de l'enfant incestueux, mais également faire l'objet d'une décision de justice ;

- l'abrogation de l'article 334-6 du Code civil portant sur la situation d'un enfant naturel vivant avec son père dans le ménage avec une autre épouse.

Aux termes de l'accord de coalition, le Gouvernement s'est engagé de poursuivre la modernisation du droit de la famille.

ad 5) Les châtiments corporels sont inscrits dans la législation nationale dans la loi modifiée du 16 décembre 2008 relative à l'aide à l'enfance et, plus particulièrement, à l'article 401bis du Code pénal.

L'article 2, alinéa 3, de la loi modifiée du 16 décembre 2008 énonce un principe général selon lequel « au sein notamment des familles et des communautés éducatives, la violence physique et sexuelle, les transgressions intergénérationnelles, les traitements inhumains et dégradants ainsi que les mutilations génitales sont prohibés ». Cet alinéa énonce le principe sans infliger de sanction pénale, contrairement à l'article 401bis du Code pénal. Ce dernier expose, à l'alinéa 1, que « quiconque aura volontairement fait des blessures ou porté des coups à un enfant au-dessous de l'âge de quatorze ans accomplis, ou qui l'aura volontairement privé d'aliments ou de soins au point de compromettre sa santé ou qui aura commis à son encontre toute autre violence ou voie de fait, à l'exclusion de violences légères, sera puni d'un emprisonnement de un an à trois ans et d'une amende de 251 euros à 2.500 euros ».

En supplément des dispositions susmentionnées, le Code pénal incrimine, aux articles 398 et suivants, les actes constitutifs de « coups et blessures volontaires », avec la circonstance aggravante énoncée à l'article 401bis du Code pénal.

La pertinence de la reformulation de la notion de « violences légères » sera évaluée.

Outre le cadre légal plus général, l'ORK critique le cadre existant du droit de l'enfant d'être protégé contre toutes formes de violence, notamment en matière de violence domestique. À cet égard, l'ORK propose de renforcer la protection des enfants souffrant de traumatismes psychiques. Cette question sera traitée par le Comité de coopération entre les professionnels dans le domaine de la lutte contre la violence.

Conclusion

Il peut d'ores et déjà être confirmé que les remarques formulées par l'ORK feront l'objet d'une analyse approfondie dans le cadre de la nouvelle législation sur les droits de l'enfant.

## Question 1526 (25.11.2019) de M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) concernant la prise en charge des moyens de contraception :

Dans son programme pour les années 2018 à 2023, le Gouvernement a annoncé que « l'accès universel aux moyens de contraception ainsi que leur remboursement sur ordonnance médicale seront introduits sans limite d'âge ou de méthodes, en incluant également le remboursement de la contraception d'urgence, à condition qu'elles soient sûres et fiables ».

Cette généralisation de la prise en charge des mesures de contraception est la suite logique des mesures décidées il y a quelques années et tendant à introduire la quasi-gratuité jusqu'à l'âge de 25 ans.

1) J'aimerais dès lors savoir de Monsieur le Ministre de la Santé et de Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale endéans quels délais la généralisation de la prise en charge des moyens de contraception entrera en vigueur.

2) Quelles sont, le cas échéant, les modalités pratiques de cette prise en charge ?

Réponse commune (09.01.2020) de M. Étienne Schneider, Ministre de la Santé, et de M. Romain Schneider, Ministre de la Sécurité sociale :

ad 1) Le Ministère de la Santé et la Caisse nationale de santé ont élaboré ensemble un projet de texte visant à refléter le passage de l'ac-

cord de coalition 2018-2023 auquel l'honorable Député fait référence. Ce texte est censé remplacer la convention actuellement applicable portant institution d'un programme de médecine préventive pour la contraception chez la femme, tout comme ses avenants par lesquels ledit programme a été étendu progressivement au cours des dernières années.

Dès finalisation du projet de convention, celle-ci pourra être signée et publiée. Il échet de préciser que certaines dispositions, notamment celles ayant trait à des moyens de contraception nécessitant une intervention médicale, ne produiront leur effet qu'après qu'un tarif spécifique aura été arrêté par la Commission de nomenclature.

ad 2) Les modalités pratiques de la prise en charge seront déclinées dans la convention. Dès la publication de la convention, une communication grand public portera les détails du nouveau programme de contraception à l'attention de nos citoyennes et citoyens.

## Question 1527 (25.11.2019) de Mmes Nancy Arendt épouse Kemp et Martine Hansen (CSV) concernant le rapport de l'OMS sur l'activité physique :

D'Weltgesundheitsorganisatioun WHO kënt an engem rezente Rapport, an deem eng éischte Käier de Bewegungsmangel vu Jonken analyséiert gouf, zur Konklusioun, datt veier vu fënnf Jugendleche sech hautdesdaags ze wéineg beweegen. 81 % vun de sondéierte Jonke këimen deemno net op d'mannst eng Stonn kierperlech Aktivitéit pro Dag, der recommandierter Norm vun der WHO. Eng weider Erkenntnis ass, datt Meedercher manner sportlech aktiv si wéi Jongen.

An dësem Kontext géife mir gäre folgend Froen un den Här Gesondheetsminister an un den Här Sportsminister stellen:

1. Huet d'Regierung den detailléierte WHO-Bericht, em deen et hei geet?
2. Wéi steet Lëtzebuerg do am internationale Vergläich?
3. Hu mir eis par rapport zu WHO-Etüden aus der Vergaangenheit verbessert oder verschlechtert?
4. Wat gedenkt d'Regierung ze ënnerhuelen, fir op de Bewegungsmangel bei de Jonken ze reagieren?
5. Wéi kënnge geziilt méi Meedercher fir de Sport beegeschert ginn?
6. Missten net all déi bestoend Initiative wéi zum Beispill „Gesond iessen - méi beweegen“ op hir Effektivitéit hin analyséiert an iwwerschaaft ginn?
7. Misst net de Stelwäert vum Schoulsport iwwerduecht ginn?

Réponse commune (15.01.2020) de M. Étienne Schneider, Ministre de la Santé, de M. Dan Kersch, Ministre des Sports, et de M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :

ad 1. De genannte WHO-Bericht, deen déi scolariséiert Jugendlech aus 146 Länner betrëfft, ass ëffentlech zugänglech an deemno och der Regierung bekannt. Doriwwer eraus ass de Bericht all Memberstaat vun der WHO zougestallt ginn.

ad 2. Laut dem Bericht hunn zu Lëtzebuerg am Joer 2016 79,2 % vun de Jugendleche sech, no de Krittäre vun der WHO, net genuch beweegt<sup>15</sup>. Am Joer 2001 waren et der 80,8 %. International gesinn (146 Länner) hu sech am Joer 2016 81 % vun de Jugendlechen net genuch beweegt. Lëtzebuerg läit also lichter ënner der Moyenne.

ad 3. Par rapport zu 2001 huet Lëtzebuerg sech lichter verbessert. Bei de Meedercher konnt tëschent 2001 an 2016 keen Ennerscheid vermerkt ginn. D'Jonge beweegen sech am Joer 2016 (73,4 % sinn net physesch aktiv genuch) zu Lëtzebuerg an der Moyenne e bësse méi wéi nach am Joer 2001 (76,3 % waren net physesch aktiv genuch).

ad 4. De Kaderplang „Gesond iessen - méi beweegen“ (GIMB) gouf am Joer 2018 erneuert. Dëse Plang gëtt gedroe vum Gesondheetsministère, dem Sportsministère, dem Ministère fir Educatioun, Kanner a Jugend a vum Ministère fir Famill an Integratioun. D'Zil ass d'Promotioun vun enger gesonder an equilibréierter Ernährung an enger reegelméisseger Bewegung.

Déi Aktivitéiten, déi festgehalen goufen, sinn op där enger Säit d'Sensibilisatioun an op där anerer Säit d'Schafe vun engem gesondheets-

<sup>15</sup> Minimum 1 Stonn Bewegung pro Dag

fördernden Umfeld. Esou ginn, mat Hëllef vu verschiddene Medien, d'Virdeeler vun enger regelméisseger Bewegung erkläert an attraktiv gemaach. Op där anerer Säit soll eist Umfeld esou gestalt ginn, dass et der Populatioun méi einfach fält, sech ze bewegen.

Den nationale GIMB-Dag, deen den 22. Oktober 2019 stattfonnt huet, hat eebe just als Thema déi gesond Ernährung an eng reegelméisseg an ugepasste physisch Aktivitéit fir déi Jugendlech. Am Kader vun dëser Journée hu Workshope stattfonnt mat allen implizéierte Partner zum Thema Ernährung, Bewegung a Wuelbefannen.

Op dëser Basis wäerten 2020 weider Aarbechtsgruppe stattfannen, fir konkret Mesurë fir déi Jugendlech zu Lëtzebuerg auszeschaffen.

ad 5. Et géllt, Sportsofferen ze féerden, déi de Motiver an dem Interessi vun de Meedercher entsprechen.

Hei ass niewent deene klassesche Sportaarte virun allem drun ze denken, breet gefächert Sportsméiglechkeeten ouni kompetitive a restriktive Charakter unzëbiden. Och soll Bewegung an engem informelle Kader verstärkt erméiglecht ginn.

Sensibiliséierungscampagnen, déi déi klassesch Geschlechterroll an der Sportswelt iwwerdenken an esoumadder nei Identifikationsfigure fir jonk Meedercher a Frae schafen, wäerten ënnerstëtzt ginn.

ad 6. Am Joer 2016 gouf de Programm „Gesond iessen - méi bewegen“ vun enger externer Firma evaluéiert. D'Resultater vun dëser Evaluatioun si mat an den neie Kaderplang vun 2018 eragefloss. De Kaderplang „Gesond iessen - méi bewegen“ 2018-2025 beinhalt och e ganzt Kapitel zur Evaluatioun. All Joer gétt eng intern Evaluatioun vun den Aktiounen gemaach. Hei sinn d'Krittäre vun der Evaluatioun och festgehalen. An der Hallschent vum Plang (2022) an zum Schluss (2025) sinn extern Evaluatiounen virgesinn.

ad 7. De Schoulsport ass och ee wichtege Aspekt am Kader vun der Féiderung vun der physischer Bewegung. An Zukunft gétt awer och d'Zesummenaarbecht tëscht den eenzelnen Akteure verstärkt geférdert, déi am „Concept pour une éducation motrice, physique et sportive des enfants de 0 à 12 ans“ vum Educatiounsministère an dem Sportsministère genannt ginn. Nieft der Schoul selwer spillen hei d'Elteren, d'Opfaangstrukture fir Kanner, d'Sportsveräiner, aner Prestatairé wéi d'LASEP a besonnesch d'Gemengen eng wichtege Roll. Alternativ a breet gefächert Organisationsforme vum Schoulsport souwéi Sportsprojeten an eenzelne Schoule wäerten identifizéiert a geférdert ginn.

Des Weidere ginn aktuell schon an de Grondschoulen an an de Maison-relaise Projete wéi zum Beispill „Clever Move“ ëmgesat, während deenen d'Kanner am Kader vun den alldeeglechen Unterrichtsstonnen zu méi Bewegung animéiert ginn. Dank dëse Projeten hunn d'Kanner d'Méiglechkeet, sech regelméisseg ausserhalb vum traditionelle Sportunterricht am Klassenall ze bewegen, wat nieft der kierperlecher Fitness och d'Leierverhale vun de Schüler ënnerstëtzt.

Fir den Enseignanten an den Educateuren d'Méiglechkeet ze ginn, sech am Domän vum Schoulsport fortzebilden an déi eenzel Alternativen zum klassesche Schoulsport ze entdecken, gi vum Institut de formation de l'éducation nationale (IFEN), a Kooperatioun mat der École nationale de l'éducation physique et des sports (ENEPS), divers Formatiounen an deem Domän ugebueden.

Et ass de Moment net geplangt, d'Zuel vun de Stonnen ze erhéijen, déi am Kader vum normale Horaire stattfannen.

#### **Question 1528** (25.11.2019) de **M. Sven Clement** (*Piraten*) concernant les **droits du patient** :

D'Gesetz vum 24. Juli 2014 reegelt souwuel d'Opklärung wéi och de Consentement vum Patient a schreift explizitt:

« Il incombe à chaque professionnel de santé d'informer le patient dans un langage clair et compréhensible, adapté aux facultés de compréhension de ce dernier. [...] »

(4) Les soins de santé à un patient disposant de la capacité nécessaire ne peuvent être prestés que moyennant son consentement préalable, libre et éclairé, donné à la suite d'une information adéquate. »

Dëst Zitat aus dem Gesetz weist kloer, datt en Dokter muss transparent a verständlech informéieren, éier e Patient oder eng Patientin enger Prozedur ënnerzu ginn. D'Kliniken hunn

op d'Dispositiounen aus dësem Gesetz gréisstendeels mat Standardformulair reagéiert, déi d'Patientinnen an d'Patienten heefeg just nach zur Ënnerschrëft virgeluecht kréien.

Ech gouf informéiert, datt dëst heefeg géif geschéien, ouni datt d'PatientInnen eng Kopie vun deem Dokument kréien oder Zäit géife kréien, fir dat ganz Dokument virun hirer Ënnerschrëft duerchezulesen. Do dernieft solle bei esou Dokumenter a verschiddene Fäll och Alternativen zum virgeschloenen Traitement net opgelésch, also um Formular vum Dokter net ausgefëllt ginn.

An deem Moment, wou eng Patientin oder e Patient e Consentement muss ginn, ass dës Persoun an enger immens vulnerabler Position an d'ofir ass d'Kontroll vun den Dispositiounen vum Gesetz vum 2014 besonnesch wichtig.

An deem Zesammenhang wéilt ech dem Gesondheitsminister an dem Justizminister dës Froe stellen:

1. Wéi, vu wéi a wéi heefeg gétt d'Anhale vun den Oplagen aus dem Gesetz vum 24. Juli 2014 kontrolléiert?

2. Wéi ginn d'Formatiounen an de Spideeler duerchgefouert a gemonitort, fir ze garantéieren, datt d'Mataarbechter d'Patienterechter kennen, respektéieren a souguer schützen?

3. Wéi gi PatientInnen iwwer hir Rechte, wat de Schutz vun hirer Privatsphäre ueget, informéiert a wéi ginn d'medezinesch Daten am Klinikkontext geschützt?

4. Wéi schätzt de Minister de Respekt vum Datenschutze an och vum „secret médical“ an a Situatiounen, an deenen e puer Persounen zesummen an engem Zëmmer ënnerbruecht ginn?

5. Wéi ass d'Bettenauslaaschtung vun de Spideeler zu Lëtzebuerg a wéi solle sech geplangte Projeten dorobber auswierken?

#### **Réponse** (08.01.2020) de **M. Étienne Schneider**, *Ministre de la Santé* :

ad 1. D'Gesetz vum 24. Juli 2014 stäerkt de Patient als gläichwäertegen Akteur a Partner vu senger Behandlung. Fir dass eng Decisioun kann am Dialog mam Patient geholl ginn, ass et wichteg, dass de Prestataire de Patient informéiert. Gläichzäitig ass et och um Patient, sech zu wuert ze mellen a seng eventuell oppe Froen ze stellen, fir dass dës adäquat ugeschwat ginn.

Den Artikel 8 (6) vum Gesetz vum 24. Juli 2014 preziséiert, dass d'Informatioun zäitlech an Virfeld vun der Zoustëmmung soll geschéien an dass all Prestataire sech vergewëssere soll, ier dass een Akt gemaach gétt, dass dëst geschitt ass. Dëst Vergewëssere ass eng wichteg éischt Kontroll, dass de Patient informéiert ass a säin Accord ginn huet.

Esou wéi dëst vum Gesetz virgesinn ass, soll d'Informatioun vum Patient un éischter Stell méndlech, am Virus an an enger un de Patient adaptéierter Sprooch geschéien.

Déi Prestatairen, déi op Standardformulair zréckgräifen, benotzen zum gréissten Deel Dokumenter („Aufklärungsbögen“), déi duerch spezialiséiert Editeure verkaf an un de Wëssensstand ugepasst ginn. Dës Standarddokumenter beinhalten an der Regel déi vum Gesetz erfuerdert Informatiounen, also och Indikatiounen iwwer méiglech Alternativen a Risiken, wann d'Behandlung verweigert gétt.

Eng schrëftlech Zoustëmmung ass vum Gesetz net virgeschriwwen. Et ass gläichzäitig bei méi komplexen Decisiounen sënnevoll, fir de méndlechen Austausch mam Patient duerch Standardformulair ze completéieren. Dëst erlaabt et dem Patient, d'Informatiounen nach emol a Rou ze liesen. Et gétt dem Dokter och déi néideg Rechtssécherheet, wat d'Opklärung ueget.

D'Anhale vum Gesetz läit un éischter Stell an der Verantwortung vum Dokter a vum Patient. Déi gesetzelch Méiglechkeet, sech duerch eng Persoun begleeden ze loosse, kann dem Patient hëllef beim Héieren a Verstoe vun der Informatioun.

Bei Sträitfäll oder soss Problemer bei der Behandlung kann op de Service vum Mediateur vun der Santé zréckgegraff ginn. Wann d'Oplage vum Gesetz net agehale goufen, ass dat e Feelverhalten, dat vum Collège médical a vun de Gerichter ka kontrolléiert ginn.

Et sief och nach bemierkt, dass am Spidolssecteur, esou wéi et am Artikel 40 vum Spidolsgesetz vum 8. Mäerz 2018 virgesinn ass, all Spidol e Service oder eng Persoun ausgewisen huet, déi zoustänneg ass, fir d'Plainten an d'Doleancen ze bearbechten, déi e Patient huet am Kader vun enger Prise en charge am Spidol.

ad 2. De Service vum Mediateur vun der Santé huet eng Weiterbildung vun engem hallwen

Dag ausgeschafft, fir d'Prestatairen an hir Mataarbechter iwwer d'Froe vun de Patienterechter a -pflichten ze informéieren a se ze sensibiliséieren. Dës kann ouni Käschte beim Service uegfrot ginn.

ad 3. De Service vum Mediateur vun der Santé steet alle Patienten a Prestatairen zur Verfügung, fir sech iwwer hir Rechte a Pflichten ze informéieren. Informéiere kann ee sech méndlech, schrëftlech oder einfach um Internetsite, deen op Däitsch a Franséisch disponibel ass ([www.mediateursante.lu](http://www.mediateursante.lu)).

D'Spideeler hunn zu dësem Sujet och speziellesch Informatiounssäiten entwéckelt:

<https://www.chl.lu/fr/droits-du-patient>

<https://www.chem.lu/patients-et-visiteurs/hospitalisation/vos-droits-et-devoirs>

<https://www.hopitauxschuman.lu/fr/je-suis-patient/mes-droits-et-mes-devoirs/>

<https://www.chdn.lu/fr/ihr-aufenthalt/ihre-rechte-und-pflichten.php>

Déi eenzel Spideeler hunn en „Data Protection Officer“ agestellt, deen ënner anerem zoustänneg ass, fir de Respekt vum Datenschutze ze garantéieren.

ad 4. Wann zwou Persounen am selwechte Raum hospitaliséiert sinn, ass et am Prinzip ëmmer méiglech, d'Konsultatiounen, wou vertraulech Informatiounen ausgetosch ginn, an engem aneren Zëmmer ze organiséieren (salle de consultation), dëst, fir de Respekt vum Datenschutze a vum „secret médical“ ze garantéieren.

ad 5. D'Date vun der Carte sanitaire vun 2017 weise fir 2015 en duerchschnëttleche Bettbesetzungstaux vun 74,2 %, wat wäit ënnert der Duerchschnëttsquot vu 85 % läit, déi vun der OECD definéiert gouf (et handelt sech ëm den Taux, bis zu deem eng optimal Empfängskapazität an d'Sécherheet fir de Patient garantéiert gétt). En Taux iwwer 85 % géif drop hiweisen, dass een d'Zuel vun den Akutbetten erhéije misst, wat am Moment net de Fall ass.

<http://sante.public.lu/fr/publications/c/carte-sanitaire-2017-fascicule1/carte-sanitaire-2017-fascicule1.pdf>

#### **Question 1532** (26.11.2019) de **Mme Josée Lorsché** (*déi gréng*) concernant les **risques associés à la transfusion sanguine** :

En 2018, le Luxembourg comptait 13.697 personnes qui étaient enregistrées comme donateurs de sang, de plasma ou de plaquettes. Au total, les équipes du Centre de transfusion sanguine de la Croix-Rouge ont collecté 22.486 poches au cours de l'année écoulée. Alors que ces dons sauvent incontestablement des vies, il existe des risques associés à la transfusion sanguine.

Les hépatites ou autres contaminations des dons du sang résultant de maladies non détectées ou inconnues en avance, sont parmi les complications les plus répandues, sans cependant constituer les seules sources de complication.

L'accord de coalition 2018-2023 « dans le souci de faire valoir les droits des patients et de préserver leurs intérêts en cas d'incident ou de dommage résultant de soins de santé, en l'absence de faute médicale », prévoit la création d'un fonds d'indemnisation de l'aléa thérapeutique, fonds déjà préconisé par l'accord de coalition 2013-2018.

En attendant que ce fonds ne devienne opérationnel, il semblerait que les patients victimes de complications suite à une transfusion sanguine ne disposent selon mes informations que de la voie judiciaire afin de faire valoir leurs droits.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Santé :

1) Quel est le nombre de patients bénéficiant annuellement d'un don de sang ?

2) Les données relatives aux effets inattendus ou indésirables, voire les complications liées aux transfusions sanguines sont-elles compilées dans un registre central ?

3) Combien de cas de complications ont été relevés les dix dernières années ? Quelles sont les complications ou effets inattendus/indésirables recensés ?

4) Est-ce que les patients disposent actuellement d'autres moyens pour faire valoir leurs droits en cas de complication suite à une transfusion sanguine, hormis la voie judiciaire ? En quoi consistent ces moyens le cas échéant ?

5) Le Fonds d'indemnisation de l'aléa thérapeutique couvrira-t-il les complications suite à une transfusion sanguine ? Endéans quel délai ce fonds pourra-t-il prévisiblement être mis en place ?

**Réponse commune** (15.01.2020) de **M. Étienne Schneider**, *Ministre de la Santé*, et de **M. Romain Schneider**, *Ministre de la Sécurité sociale* :

ad 1) En 2018, 4.610 patients ont reçu au moins une transfusion sanguine dans les hôpitaux du Grand-Duché de Luxembourg.

ad 2) Conformément à la loi du 15 mars 1979 portant réglementation de la transfusion sanguine et ses règlements d'exécution, le Centre de transfusion sanguine (CTS) est tenu de notifier les incidents indésirables graves liés à la collecte, au contrôle, à la transformation, au stockage, à la distribution et à la transfusion de sang au Ministre de la Santé.

De même les établissements hospitaliers dans lesquels les transfusions sont effectuées, sont tenus de notifier au CTS et au Ministre de la Santé toutes les réactions indésirables graves observées chez les receveurs durant ou après la transfusion.

Ces notifications sont répertoriées auprès du CTS et auprès de la Direction de la santé.

ad 3) L'annexe II du règlement ministériel du 14 février 2006, déterminant les exigences en matière de traçabilité et la notification des réactions et incidents indésirables graves, détermine le type de réactions indésirables graves à notifier :

- hémolyse immunologique due à une incompatibilité ABO,

- hémolyse immunologique due à un allo-anticorps,

- hémolyse non immunologique,

- infection bactérienne transmise par transfusion,

- anaphylaxie/hypersensibilité,

- syndrome de détresse respiratoire post-transfusionnelle (TRALI),

- infection virale transmise par transfusion (VHB),

- infection virale transmise par transfusion (VHC),

- infection virale transmise par transfusion (VIH-1/2),

- infection virale transmise par transfusion, autre (préciser),

- infection parasitaire transmise par transfusion (paludisme),

- infection parasitaire transmise par transfusion, autre (préciser),

- purpura post-transfusionnel (PTP),

- maladie du greffon contre l'hôte (GvHD),

- autre(s) réaction(s) grave(s) (préciser).

Le CTS publie dans son rapport annuel le nombre d'effets indésirables. Le tableau suivant reprend le nombre d'effets indésirables répertoriés durant les dix dernières années.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur [www.chd.lu](http://www.chd.lu) - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

ad 4) Avant le recours judiciaire, le recours à une médiation peut toujours être engagé entre le patient et le professionnel de santé concerné, via le Service national d'information et de médiation dans le domaine de la santé.

ad 5) La couverture d'éventuelles complications liées à une transfusion sanguine par un fonds d'indemnisation de l'aléa thérapeutique constitue une option parmi d'autres.

Le Ministère de la Santé n'a pas encore pris de décision quant à l'option à retenir.

#### **Question 1533** (26.11.2019) de **M. Fernand Kartheiser** (*ADR*) concernant l'**utilisation du néodyme dans des générateurs d'éoliennes** :

Bei der Produktioun vu Wandrieder an och bei der Elektromobilitéit gétt zum Deel op dat Element Neodymium zréckgegraff, e seelene Buedem, dee bal exklusiv an der Volleksrepublik China ofgebaut gétt. Den Ofbau vun deem Metall verursaacht enorm Ëmweltschied a be-laascht d'Leit an d'Ëmwelt mat enger Rei vu Géfter, anscheinend och mam radioaktive Metall Thorium.

Dëst ass an der Lescht och an enger Rei vu Medien zur Sprecht komm.

An deem Zesammenhang wollt ech dem Här Minister fir Energie an der Madamm Minister fir Umwelt dës Froe stellen:

1. A wéi vill Wandturbinnen zu Lëtzebuerg ass dat Element Neodymium mat verschafft ginn?

2. Wéi steet d'Regierung dozou, datt d'Produktion vun deem Element mat enorme Gesondheits- an Umweltbelaaschtunge verbonnen ass?

3. Wéi steet d'Regierung dozou, datt de Réckgrëff op Neodymium eis bei der Wandenergie wéi och bei der Elektromobilitéit an/oder bei hybride Motoren an eng Ofhängegkeet vun der Volleksrepublik China brénge kann?

4. Wëllt d'Regierung bei der Installatioun vun zukünftige Wandturbinnen zu Lëtzebuerg dorop Uecht ginn, datt bei de Generatoren keen Neodymium mat verschafft gëtt?

**Réponse commune** (16.01.2020) de **Mme Carole Dieschbourg**, *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable*, et de **M. Claude Turmes**, *Ministre de l'Énergie* :

ad 1. Déi staatlech Autoritéiten hu keng detailléiert Informatiounen doriwwer, a wéi ville Wandrieder am Land Neodym verschafft ass. Bei der Äntwert op dës Fro erlabe mer eis, op d'Fro N° 1414, déi d'honorabel Deputéiert Nancy Arendt den 2. Mee 2011 gestallt hat, ze verweisen. Op Nofro beim gréissten nationalen Akteur, dee ronn 75 % vun der erneuerbarer Energie aus Wandkraaft produzéiert, kënne mir awer matdeelen, datt all déi Anlage keen Neodym benotzen. Bal d'Integralitéit vun hiren Anlage sinn ouni Boîte, soudatt déi fir d'Stroumerzeugung noutwenneg magnéitesch Felder am Generator reng elektresch erzeugt ginn. Sougenannte Permanentmagnéiten, fir deenen hir Hierstellung zum Deel Neodym benotzt gëtt, kommen also bei deem Akteur net zum Asaz.

Zu dese Permanentmagnéiten an dem Neodym kann een nach festhalen, datt dat europäesch REACH-Reglement (Registration, Evaluation, Authorisation and Restriction of Chemicals) Neodym net als besuergriserreende Stoff astuift. Hिसichtlech der Gesondheet vu Mënsch an Ëmwelt ass dohier vun deem Material, an engem Wandrad agebaut, kee Risiko ze erwaarden. Bei der Exploitatioun vu Wandrieder ginn quersch den Asaz vun deem Stoff keng lokal Ëmweltimpakter generéiert, et fënnt och keng Fräisetzung vun deem Element statt.

ad 2. + 3. D'Lëtzebuenger Regierung setzt sech um europäeschen Niveau an alle Beräicher an, fir d'Krittäre vun der Nohaltegkeet héichzehalen. Esou setzt sech zum Beispill Europa a bei der Definitioun vu méi strengen Oplage fir de Bau an de Recyclage vun de Batterien, wou och déi sougenannte „selten Erde“ verbaut ginn, fir sécherzestellen, datt déi Entwécklung an déi richteg Richtung geet.

Parallèll maachen och d'Hiersteller vu Wandanlagen a Batterien säit enger Rei Jore kontinuierlech Efforten, fir den Undeel vun Neodym an anere „seltenen Erden“ ze reduzéieren.

ad 4. Duerch den Asaz vu Permanentmagnéiten beim Bau vu Wandrieder gëtt d'Produktion vereinfacht. Dofir kéint sech dës Technik méiglecherweis ëmmer méi duerchsetzen. Den Neodym, dee bei der Hierstellung vun dese Permanentmagnéiten agesat gëtt, ka grondsätzlech recycelert ginn, wann eng Anlag ofgebaut gëtt.

Wéi schon an der Äntwert op d'parlamentaresch Fro N° 1414 vun 2. Mee 2011 gesot, sinn et d'ekonomesch Akteuren an net d'Regierung, déi nei Wandriedertypen oder -elementer entwéckelen. Vu dass a Lëtzebuerg am weltwäite Verglach gesinn nëmmen e ganz klengen Undeel vu Wandrieder bedriwwen gëtt, sinn der Regierung hir Méiglechkeeten, op déi Entwécklungen anzewierken, limitéiert, mee Lëtzebuerg engagéiert sech, wéi beschriwwen, um EU-Niveau fir méi nohalteg Léisungen.

**Question 1534** (26.11.2019) de **M. Fernand Kartheiser** (ADR) concernant la **Commission nationale d'éthique** :

Kierzlech ass d'Madamm Familljen- an Integratiounsministesch Corinne Cahen a Kritik geroden, well si sech iwwer d'E-Mail-Adress vun der Regierung mat hirem Titel als Familljeminstesch un de Stater Geschäftsverband adresséiert huet. Den Eethikkomitee gouf vum Här Staatsminister domat beoptraagt ze jugéieren, ob dës Handlung vun der Madamm Minister eventuell en Interessekonflikt duerstelt.

Allerdéngs ass dat net den eenzege Kritikpunkt géintwuer der Madamm Minister Cahen, deen öffentlech ugeschwat gouf an elo am Raum steet. D'Madamm Minister huet déi besote Mail nämlech net just un de Stater Geschäftsverband geschéckt, mee nach zousätzlech u LuxTram. Ausserdeem si verschidden Aspekter vun hirem facebook-Optrëtt kritiséiert ginn. Net ze vergiesse ass och de Fait, datt d'Madamm Minister en Appartement op der Plattform „Airbnb“ ugebueden huet. Och dës weider Aktivitéit kéinten an deontologescher Hिसicht problematesch sinn.

An dësem Zesammenhang wëllt ech dem Här Staatsminister gär folgend Froe stellen:

1. Wat ass de konkreeten a prezisen Optrag, deen den Här Staatsminister un den Eethikkomitee gericht huet? Iwwer wat genee soll den Eethikkomitee an dëser Affär eng Meening formuléieren?

2. Gouf den Eethikkomitee och domat beoptraagt ze jugéieren, ob der Madamm Minister hiert Verhale géintwuer LuxTram, de Lobbying fir e Schongbuetek op facebook an hir kommerziell Aktivitéit op „Airbnb“ en Interessekonflikt duerstellen? Wann neen, firwat huet den Här Staatsminister dës net och vum Eethikkomitee jugéiere gelooss, wou et dach öffentlech diskutéiert gouf?

3. Kann den Eethikkomitee sech och op Eegeninitiativ mat deene Sujete befaassen, fir auszuschléissen, datt säi Mandat ze vill limitativ ass?

**Réponse** (19.12.2019) de **M. Xavier Bettel**, *Premier Ministre, Ministre d'État* :

ad 1. + 2. Den Optrag un den Eethikkomitee ass säit dem 19. November 2019 öffentlech zougänglech um Site vun der Regierung ënner folgendem Link:

<https://gouvernement.lu/dam-assets/systeme-politique/gouvernement/rb-code-deontologie/Lettre-de-saisine-19112019.pdf>

Den Avis vum Eethikkomitee vum 9. Dezember 2019 ass säit dem 10. Dezember öffentlech zougänglech ënner folgendem Link:

<https://gouvernement.lu/dam-assets/systeme-politique/gouvernement/rb-code-deontologie/Avis-du-comite-d-ethique-du-9-decembre-2019.pdf>

ad 3. Dem Code de déontologie no ass d'Saisine vum Eethikkomitee eleng dem Premier Minister virbehalen (Artikel 6 Paragraf 3), ausser et handelt sech ëm eng Saisine vun engem Minister, deen e confidentiellen Avis fret weinst enger Ambigüitéit am Zesammenhang mat engem Interessekonflikt (Artikel 7 Alinea 3).

**Question 1536** (27.11.2019) de **Mme Carole Hartmann** et **M. Gusty Graas** (DP) concernant le **test prénatal NIFTY** :

Le 12 août 2016, les députés Alexander Krieps et Edy Mertens avaient posé une question parlementaire (n° 2313) sur le sujet d'un test prénatal non invasif, dénommé NIFTY. Ce test permet d'évaluer le risque des trisomies fœtales 13, 18 et 21 par analyse de l'ADN cellulaire dans le sang maternel, fiable jusqu'à 99 %.

Les députés voulaient notamment savoir si le remboursement de ce test par la sécurité sociale était envisagé dans le futur. Les ministres concernés s'exprimaient en faveur de la prise en charge du test NIFTY par la CNS. Cependant, ils étaient d'avis que le remboursement du test ne devrait être réservé qu'aux femmes dont la grossesse présente des risques.

À cette fin, un groupe de travail a été chargé d'élaborer des critères d'éligibilité pour les femmes enceintes susceptibles de bénéficier du test.

En Allemagne, la commission fédérale de la santé publique a récemment pris la décision de faire rembourser le test prénatal non invasif dans des cas particuliers, dont les grossesses à risques.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Santé et à Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale :

- Messieurs les Ministres peuvent-ils indiquer le nombre d'anomalies chromosomiques des trois dernières années dépistées chez les nouveau-nés ou pendant la grossesse ? Dans quelles tranches d'âge se situent les mères dans de tels cas ?

- Est-ce que le Gouvernement entend toujours limiter le remboursement du test NIFTY aux seules grossesses à risques ?

- Messieurs les Ministres peuvent-ils nous renseigner sur l'état d'avancement de l'élaboration des critères d'éligibilité mentionnée ci-dessus ?

- Messieurs les Ministres disposent-ils d'informations sur des laboratoires au Luxembourg offrant cette méthode de dépistage non invasive aux

patientes ? Dans l'affirmative, peuvent-ils chiffrer les recours à cette méthode ?

- Est-ce que le coût du test se situe toujours entre 350 et 900 euros, montant indiqué en 2016 ?

**Réponse commune** (15.01.2020) de **M. Étienne Schneider**, *Ministre de la Santé*, et de **M. Romain Schneider**, *Ministre de la Sécurité sociale* :

Les tableaux ci-joint montrent les données détaillées pour les anomalies chromosomiques les plus fréquentes, trisomie 13, 18 et 21 retrouvées en anténatal et en postnatal à l'issue d'un prélèvement invasif (amniocentèse, villosités chorionales, ou sang périphérique si nouveau-né) réalisé au Laboratoire national de santé (LNS).

(Tableaux à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur [www.chd.lu](http://www.chd.lu) - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Depuis le 1<sup>er</sup> août 2019, le Centre national de génétique humaine du LNS réalise le test NIPT (encore appelé NIFTY), en application de la loi du 8 mars 2018 relative aux établissements hospitaliers et à la planification hospitalière. Sur les 1.700 tests réalisés à ce jour, le LNS a pu dépister 4 trisomies 21, 3 trisomies 18, 1 trisomie 13, 4 anomalies des chromosomes sexuels et 4 trisomies autres que les trisomies 13, 18 ou 21, soit en total 16 anomalies chromosomiques.

Les tests NIPT sont prises en charge par la CNS via le budget LNS. Une telle prise en charge n'est pas limitée aux grossesses à risques. Toute patiente assurée peut se soumettre à ce test de dépistage dès lors qu'elle dispose d'une prescription médicale et du formulaire spécifique dûment complété par le médecin prescripteur. Le formulaire peut être téléchargé sur le site Web du LNS<sup>16</sup>. Au besoin, le LNS assure aussi le conseil génétique nécessaire à l'interprétation des résultats des tests.

Il convient de préciser qu'au-delà de la simple prise en charge financière des tests se pose la question de l'indication médicale de ces tests de dépistage. En gros, deux options se présentent : un dépistage ciblé sur les grossesses à risque ou un dépistage généralisé de toutes les grossesses, en sachant que l'option retenue aura des implications financières et de santé publique (conséquences d'éventuels résultats faussement positifs ou négatifs, interruptions volontaires de grossesse, questions éthiques).

En 2016, un groupe de travail avait proposé un dépistage ciblé sur les grossesses à risque et avait proposé les critères d'éligibilité suivants :

- âge maternel > 35 ans ;
- antécédent de grossesse avec aneuploïdie chez la patiente ;
- dépistage par les marqueurs sériques > 1/1000 ;
- translocation robertsonienne équilibrée parentale impliquant un chromosome 13 ou 21.

Suite à la création du Centre national de génétique humaine et la réalisation du test NIPT par le LNS, un nouveau groupe de travail s'est constitué afin d'élaborer un document préparatoire sur les recommandations concernant la prescription et la bonne réalisation du test NIPT. Comme pour toutes les recommandations cliniques, ce document préparatoire sera par la suite soumis au Conseil scientifique du domaine de la santé qui se prononcera, sur base de données scientifiques, sur l'orientation définitive à prendre : dépistage général ou dépistage ciblé. À noter qu'à l'heure actuelle, la plupart des pays européens recommandent encore un dépistage ciblé, cependant certains pays commencent à élargir vers un dépistage généralisé.

Aujourd'hui, le Laboratoire national de santé (Centre national de génétique humaine) est le seul laboratoire réalisant cette analyse au Luxembourg conformément à la loi du 8 mars 2018 relative aux établissements hospitaliers et à la planification hospitalière.

Puisque le test n'y est offert par le LNS que depuis le 1<sup>er</sup> août 2019, il est à ce stade prématuré d'avoir des chiffres annuels fiables relatifs à son utilisation.

Le coût du test réalisé par le LNS est de 379 euros.

**Question 1540** (28.11.2019) de **MM. Léon Gloden** et **Marc Spautz** (CSV) concernant la **promotion de policiers hors cadre** :

Dans sa réponse à notre question parlementaire n° 0801 du 18 juin 2019 concernant le refus du ministre en matière de promotion d'un policier hors cadre, Monsieur le Ministre avait

demandé une prolongation du délai de réponse « étant donné que des recherches plus approfondies s'avèrent nécessaires ».

Bien que Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure ait précisé dans sa réponse à notre question parlementaire n° 1289 du 4 octobre 2019 au même sujet qu'« une solution est recherchée en concertation avec le Ministère de la Fonction publique pour toutes les personnes concernées [une centaine seraient concernées] », Monsieur le Ministre n'a toujours pas apporté de réponse à notre première question relative aux résultats de l'analyse de la situation des policiers qui étaient placés hors cadre au moment de l'entrée en vigueur de la loi du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'État.

C'est ainsi que nous nous permettons de reposer la question suivante à Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure :

- Monsieur le Ministre peut-il nous communiquer les résultats de l'analyse de la situation des policiers qui étaient placés hors cadre au moment de l'entrée en vigueur de la loi du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'État ?

**Réponse** (09.01.2020) de **M. François Bausch**, *Ministre de la Sécurité intérieure* :

Une première analyse de la police a permis de dégager qu'une centaine de personnes étaient concernées. La police est maintenant en train d'analyser en détail la situation personnelle de chacune de ces personnes depuis le 1<sup>er</sup> octobre 2015, date de l'entrée en vigueur de la loi du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'État. J'ai donné instruction à la police de me faire part de ses conclusions dans les meilleurs délais.

**Question 1541** (28.11.2019) de **M. Léon Gloden** (CSV) concernant le **changement de carrière au sein de la Police grand-ducale** :

Dans sa réponse à ma question parlementaire n° 0827 du 25 juin 2019 concernant le changement de carrière au sein de la Police grand-ducale, Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure a répondu par la négative à ma question si le policier qui choisit l'option d'accéder au groupe de traitement supérieur en se soumettant à l'examen-concours en question, n'était pas obligé de démissionner de son poste, entraînant ainsi un bon nombre d'inconvénients pour le candidat en question.

D'après mes informations, depuis l'entrée en vigueur de la réforme de la police, il existe trois options pour les policiers classés dans le groupe de traitement C1 qui désirent accéder au groupe de traitement B1, à savoir a) par le biais de la « carrière ouverte » moyennant un contingent de 20 pour cent de l'effectif total du groupe de traitement en question, b) par « voie expresse » en remplissant les critères tels que l'ancienneté de service et être classés à une fonction relevant du niveau supérieur, ou c) en se soumettant à l'examen-concours du groupe de traitement directement supérieur au leur, impliquant de facto une démission de leur poste actuel.

Toujours selon nos informations, les fonctionnaires ayant été admis par le biais de la « carrière ouverte » et de la « voie expresse » sont pour la plupart entrés en service avant l'année 1998. Les fonctionnaires ayant opté pour la dernière option concernent principalement ceux ayant été recrutés après l'année 2013.

Il est vrai qu'il n'existe pas de cadre légal selon lequel le fonctionnaire du groupe de traitement C1 du cadre policier, détenteur d'un diplôme de fin d'études secondaires respectivement de fin d'études secondaires générales respectivement d'un diplôme équivalent, pourrait être intégré automatiquement dans le groupe de traitement B1 du cadre policier. Or, de nombreux policiers se trouveraient dans ce cas précis.

Au vu de ce qui précède, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure :

1) Monsieur le Ministre peut-il me dire quelles sont les options possibles pour les fonctionnaires policiers et détenteurs d'un diplôme susmentionné qui sont entrés en service entre 1998 et 2014 pour accéder au groupe de traitement B1 sans subir des inconvénients de nature financière ou au niveau de l'évolution de leur carrière ?

2) À défaut d'une réponse positive, Monsieur le Ministre est-il disposé à proposer des mesures dans l'intérêt des policiers concernés ?

<sup>16</sup> <https://lms.lu/departement/genetique/nipt>

**Réponse** (19.12.2019) de **M. François Bausch**, *Ministre de la Sécurité intérieure* :

D'après la loi modifiée du 18 juillet 2018 sur la Police grand-ducale, les fonctionnaires du groupe de traitement C1 du cadre policier de la Police grand-ducale et détenteurs d'un diplôme de fin d'études secondaires classiques, générales ou équivalent peuvent, s'ils remplissent toutes les conditions requises par les dispositions légales respectives, accéder au groupe de traitement B1 soit par le biais de la carrière ouverte, soit par le biais du mécanisme de la voie expresse, soit encore par la réussite de l'examen-concours pour l'accès au groupe de traitement B1, tout en précisant que la détention d'un diplôme de fin d'études secondaires classiques, générales ou équivalent ne figure ni parmi les conditions d'accès à la voie expresse, ni parmi celles pour le mécanisme de la carrière ouverte.

S'agissant d'éventuels inconvénients de nature financière, notamment en ce qui concerne l'accès au groupe de traitement B1 par le biais de la réussite de l'examen-concours, il est renvoyé au paragraphe 2 de l'article 66 de la prédite loi qui dispose que : « Au cas où leur nouveau traitement serait inférieur à leur traitement de base, y compris les primes de régime militaire et d'astreinte, ils bénéficient d'un supplément personnel de traitement. Le supplément personnel diminue au fur et à mesure que le traitement augmente par l'accomplissement des conditions de stage, d'examen et d'années de service. »

**Question 1543** (28.11.2019) de **M. Gusty Graas** (DP) concernant les **zones de protection autour du lac de la Haute-Sûre** :

Dans son avis sur le projet de règlement grand-ducal portant création de zones de protection autour du lac de la Haute-Sûre du 22 octobre 2019, la Chambre d'Agriculture remet en question la véracité des données utilisées pour élaborer le projet de règlement grand-ducal mentionné.

En effet, selon la Chambre, un certain nombre d'insuffisances et d'incohérences serait à constater au niveau des études citées, notamment en ce qui concerne les origines et les mécanismes de transport des pollutions.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :

1) Quelle est la réaction de Madame la Ministre face à ces remarques ?

2) Madame la Ministre entend-elle revoir la méthodologie utilisée pour élaborer le projet de règlement grand-ducal en question ?

3) Le cas échéant, Madame la Ministre envisage-t-elle d'adapter les dispositions du projet de règlement grand-ducal ?

**Réponse** (09.01.2020) de **Mme Carole Dieschbourg**, *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable* :

ad 1) Le Ministère de l'Environnement, du Climat et du Développement durable ainsi que l'Administration de la gestion de l'eau ont déjà été confrontés à plusieurs reprises à ces remarques et ont également pris position sur un certain nombre de ces critiques lors des réunions et des discussions avec les acteurs locaux, qui ont eu lieu au cours de la procédure de délimitation de la zone de protection autour du lac de la Haute-Sûre. Il a notamment été expliqué que le dossier de base pour le projet de règlement grand-ducal en question, élaboré par l'institut allemand IWW (Rheinisch-Westfälisches Institut für Wasserforschung), a tenu compte d'une multitude d'études scientifiques et plus spécialement des études détaillées<sup>17,18,19,20</sup> établies dans le cadre de l'établissement d'un nouveau concept de protection des eaux du barrage d'Esch-sur-Sûre. Ces études détaillées prennent notamment en compte l'origine de polluants, les mécanismes de transport y relatifs, le contexte hydrologique/hydrologique et les vitesses de transfert, et se basent sur les données les plus pertinentes disponibles au moment de l'élaboration du dossier.

<sup>17</sup> Studie zur Massenvermehrung von Cyanobakterien im Stausee Obersauer - Untersuchung des Algenwachstums und der damit verbundenen Risiken in Verbindung mit den Phosphor- und Schwefelbilanzen der Vorsperren Misère und Bavigne (2017)

<sup>18</sup> Bilan nutritif - Frachtbilanzen für Nährstoffe und Pflanzenschutzmittel im Einzugsgebiet des Obersauerstausees in Luxemburg (2018)

<sup>19</sup> Hydrologische Modellierung der Teileinzugsgebiete der Obersauer Teil 1 und Teil 2 (2017)

<sup>20</sup> Ermittlung von hydraulischen Daten der Vorsperren und der Hauptsperre für den Stausee „Lac de la Haute-Sûre“ (2016)

sier. Le dossier a été complété par un inventaire et une analyse des risques de pollution. L'expertise utilisée pour remettre en question les études citées part de son côté d'une base de données beaucoup moins dense et sur des hypothèses incomplètes.

ad 2) + 3) La méthodologie utilisée pour élaborer le projet de règlement grand-ducal en question est bien reconnue scientifiquement et est appliquée dans de nombreux pays. Il s'agit d'une démarche d'analyse et de maîtrise des risques. L'expertise ne donne pas lieu à remettre en cause l'extension des zones de protection projetées.

Dans le but de garantir la meilleure protection des eaux du lac de la Haute-Sûre, il convient prioritairement de poursuivre la collaboration entre le Ministère de l'Environnement, du Climat et du Développement durable, le Ministère de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural, l'Administration de la gestion de l'eau, l'Administration des services techniques de l'agriculture, les exploitants agricoles régionaux représentés par la « Landwirtschaftlich Kooperatioun Uewersauer » (LAKU), le Parc naturel de la Haute-Sûre et le SEBES afin d'élaborer et de mettre en œuvre des mesures de protection concrètes sur le terrain.

**Question 1544** (28.11.2019) de **M. Marc Goergen** (Piraten) concernant **l'évaluation de l'utilisation des tablettes en classe** :

A menge parlamentaresche Froen N° 0617 an N° 1351 hat ech dem Educationminister Froen iwwert d'Afëierung vum Tabletten am Schoulunterricht gestallt. Aus den Äntwerte geet ervir, dass d'Afëiere vum neien Technologieng ee laangjärege Prozess ass, deen a villen Aspekter, wéi zum Beispill dem Dateschutz an de Formationne vum Léierpersonal, gutt begleet muss ginn. Säit 2017 sinn d'Äntworte schonns am Asaz, mee et goufe bis ewell nach keng Impaktanalyse verëffentlecht.

An deem Zesummenhang wëilt ech dem Minister fir Bildung des Froe stellen:

1. Existéiere säitens dem Bildungsministère oder anere staatlechen Institutionen Analysen/Etüden, déi den Impakt vun der Afëierung vun den Tabletten am Schoulunterricht evaluéieren?

Falls jo, wat ass den Ëmfang vun dësen Etüden a wéi eng Aspekter ginn analyséiert?

2. Falls Analysen oder Etüden existéieren, amgang oder geplangt sinn, wéi eng Donnéeë komme fir d'Datenerhiewung vun dësen Etüden jeeweils a Fro? Gi fir d'Etüden och Donnéeë vun den iPaden erhuewen an ausgewäert?

- Falls jo,

• sinn d'Schüler respektiv hir Elteren iwwert des Datenerhiewung informéiert an hu se dës zugestëmmt?

• wéi vill iPade ginn analyséiert?

• wéi eng Donnéeë vun den iPade si fir d'Etüd relevant?

**Réponse** (15.01.2020) de **M. Claude Meisch**, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse* :

Et gëtt am Moment nach keng Impaktstudie zum Gebrauch vun den Tabletten a Laptops an der Schoul. Et ass awer geplangt, esou eng Studie am Schouljoer 2021/2022 duerchzuféieren, nodeems sech de Gebrauch an de Klasse gefestegt huet an extensiv Erfarunge mam Outil konnte gemaach ginn.

An deem Fall wäert et sech ëm eng quantitativ Ëmfro handelen, bei Schülerinnen, Schüler a beim Léierpersonal, kombinéiert mat qualitativen Interviewen. Mäi Ministère wäert dee Moment net op d'Apparater selwer zréckgräifen, fir ze kucken, wat den Usager domat alles gemaach huet. Dëst géif eisem Verständnis vum Schutz vun der Privatsphär widdersprechen.

**Question 1549** (29.11.2019) de **M. Jeff Engelen** (ADR) concernant les **prêts auprès d'instituts financiers à l'étranger** :

Et ass gewosst, datt eng ganz Partie Lëtzebuerger an d'Ausland ginn, fir do e Prêt ze maachen. Grond dofir ass dacks, datt déi Leit hei am Land de gewünschte Prêt net accordéiert kréien. Besonnesch, wat d'Immobiliepränter ugeet, kënnent de Lëtzebuerger Staat de Residenté finanziell mat enger ganzer Rei u Mesuren entgéint.

An dësem Kontext hätt ech folgend Froen un den Här Finanzminister:

1. Ass de Lëtzebuerger Staat a Besëtz vun Informatiounen, wéi vill Lëtzebuerger am Ausland e Prêt ofgeschloss hunn?

2. Wa jo, wéi vill Lëtzebuerger hunn aktuell en Emprunt op engem auslännesche Kreditinstitut a wéi héich ass d'Gesamtzomm, déi Privatpersounen am Ausland geléint hunn?

3. Huet e Lëtzebuerger Resident, deen am Ausland en Immobiliëprêt mécht, déi selwecht Virdeeler - virun allem wat d'Garantie bancaire an d'Zënssubventiounen ugeet - ewéi eng Persoun, déi hei am Land en Immobiliëprêt ofschléisst?

4. Huet e Lëtzebuerger Resident, deen am Ausland e Prêt mécht - sief dat en Immobiliëprêt oder Prêt à la consommation - déi selwecht Rechter op Steiervergëschtegungen ewéi eng Persoun, déi hei am Land e Prêt ofschléisst?

**Réponse** (31.12.2019) de **M. Pierre Gramegna**, *Ministre des Finances* :

Dem Finanzministère leie keng Informatiounen vir, wéi vill Lëtzebuerger e Prêt am Ausland ofgeschloss hunn.

Grundsätzlech huet e Lëtzebuerger Resident, deen am Ausland en Immobiliëprêt mécht, fir seng Wunneng zu Lëtzebuerg ze finanzéieren, d'Recht op déi selwecht Wunnengshëllef wéi een, deen en Immobiliëprêt bei enger Bank hei am Land mécht, virausgesat, en erfëllt déi virgeschriwwene Konditiounen. Am selwechte Sënn huet hien och déi selwecht steierleche Rechter wéi eng Persoun, déi ee Prêt zu Lëtzebuerg ofschléisst. Déi bezuelten Zënse op engem Immobiliëprêt oder engem Prêt à la consommation sinn deementspreechend bannent deene virgeschriwwene Limitte steierlech ofsetzbar.

**Question 1551** (02.12.2019) de **M. Léon Gloden** (CSV) concernant le **bulletin d'impôt foncier** :

Il me revient que malgré la vente d'un immeuble d'un propriétaire à un tiers, le propriétaire vendeur reçoit, même plus de deux ans après la vente, toujours le bulletin d'impôt foncier de la commune dans laquelle l'immeuble est sis, alors qu'il n'est plus le propriétaire.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances :

- Est-ce que Monsieur le Ministre est conscient de cette problématique ?

- Quelles en sont les causes ?

- Comment Monsieur le Ministre entend-il y remédier ?

**Réponse** (07.01.2020) de **M. Pierre Gramegna**, *Ministre des Finances* :

Le bulletin d'impôt foncier se fonde sur des bases imposables, qui doivent préalablement être établies distinctement pour chaque unité économique par l'Administration des contributions directes (ACD), qui est également en charge d'attribuer les unités assujetties à leur propriétaire juridique, ceci notamment à travers un bulletin de la valeur unitaire et de la base d'assiette de l'impôt foncier.

Généralement, c'est-à-dire suivant lecture combinée des §§ 22(2) BewG et 225a(1)2 AO, tout transfert de droits réels immobiliers qui a lieu pendant une année de calendrier donnée, est à transcrire au rôle de l'impôt foncier avec prise d'effet à la date-clé du 1<sup>er</sup> janvier de l'année qui suit celle au cours de laquelle respectivement la transaction a été authentifiée par acte notarié ou la succession s'est ouverte. Des changements de propriétaire actés sous clause suspensive sont seulement considérés à partir du début de l'année subséquente à celle au cours de laquelle la condition s'est réalisée (cf. § 4 BewG). Le délai de prescription endéans lequel il faut procéder aux fixations nouvelles de la valeur unitaire (notamment pour changement de propriétaire) est de cinq ans à partir du début de l'année qui suit celle au cours de laquelle se situe la naissance de la créance fiscale ; en d'autres termes une opération immobilière actée en 2014 déclenche une fixation nouvelle des bases imposables à la date-clé du 1<sup>er</sup> janvier 2015, fixation qui sous peine de prescription libératoire devra être notifiée au contribuable concerné jusqu'au 31 décembre 2019 au plus tard.

Idéalement, les fixations nouvelles pour changement de propriétaire devraient être notifiées aux nouveaux propriétaires ainsi qu'aux autorités communales concernées au cours de l'année qui suit l'acquisition. Toutefois, ceci n'est pas toujours réalisable en pareil délai, notamment lorsqu'il faudra préalablement procéder à une nouvelle évaluation, ce qui s'avère indispensable par exemple dans tous les cas où une vente porte sur un immeuble encore en

voie de construction ou encore, si une vente n'a trait qu'à une partie d'une unité économique préexistante. En considération de cet état de choses, déjà remarqué à l'époque, la circulaire émise le 20 septembre 1963 par le Ministre de l'Intérieur a prévu le mécanisme d'un rôle supplétif de l'impôt foncier à établir par l'administration communale. Ce rôle supplétif, dressé par les receveurs communaux sur base des bulletins de base d'assiette complétement fournis par l'administration fiscale, a vocation de rattraper toutes les fixations qui n'ont pas pu être effectuées en temps utile et qui n'ont partant été fournies que postérieurement à l'établissement du rôle principal.

En effet, les retards accusés par le Service des évaluations immobilières (« SEVI ») de l'ACD se sont progressivement creusés au cours de la dernière décennie. Ce phénomène est attribuable en partie au dynamisme de l'activité immobilière au Grand-Duché, mais aussi à une série de tâches additionnelles de grande envergure que le prêté service a été appelé à assumer en dehors de ses missions ordinaires.

Il convient ainsi de relever notamment que pas moins que dix fusions communales ont été transposées entre 2012 et 2018, avec comme conséquence la réunion et refixation au niveau des dix communes nouvellement constituées de toutes les unités économiques relevant de l'impôt foncier « A » qui avaient auparavant existées sur le territoire des 24 anciennes communes d'avant fusion.

Une autre tâche de taille a consisté depuis 2009 en la mise en œuvre et au maintien à jour du nouvel impôt foncier B6 (frappant les terrains à bâtir à des fins d'habitation) instauré par la loi du 22 octobre 2008 portant promotion de l'habitat et création d'un pacte logement avec les communes. À relever que cette tâche inclut également une revue le cas échéant plus ou moins importante des relevés communaux reçus dans ce cadre, avant de pouvoir procéder à des fixations sur une base fiable.

Dans un passé plus récent, il convient encore de mentionner en particulier le travail qui a été effectué suite à l'entrée en vigueur de la loi du 13 février 2018 (portant sur la gestion des édifices religieux et autres biens relevant du culte catholique, ainsi que sur l'interdiction du financement des cultes par les communes) afin de recenser, de regrouper par commune et de transcrire au nom du nouvel établissement public « Kierchefon » les nombreux biens-fonds jusque-là attribués aux fabriques d'église.

Par ailleurs, certaines administrations communales ne remettent pas leur relevé annuel des constructions nouvelles en temps utile à l'ACD, ce qui contribue également à des ralentissements au niveau de l'évaluation et de la classification des constructions nouvelles ainsi qu'au niveau de procédure d'imposition (p. ex. envoi de la déclaration, demande de plans, descente sur les lieux, etc.).

En résumé, les retards constatés s'expliquent essentiellement par l'accroissement considérable du nombre des transactions immobilières allant de pair avec une augmentation de leur complexité (p. ex. de plus en plus de bâtiments collectifs verticalement lotis (« Résidences ») ; des remembrements ruraux ; des successions litigieuses ou vacantes ; des indivisions postcommunautaires imprécises ; etc.), l'augmentation de la délivrance d'autorisations de bâtir et l'accroissement des activités de construction qui s'en suit, la progression de demandes de certificats de non-propriété par les allocataires d'aides au logement, cumulés avec les travaux supplémentaires et les problèmes accessoires ci-avant évoqués.

À donner un aperçu sommaire en chiffres, on peut constater qu'au 31 décembre 2010, le SEVI compta 283.906 dossiers, alors que jusqu'au 31 décembre 2018 ce nombre a atteint 320.806 unités. Alors qu'en l'année 2010, ledit service avait émis 27.376 fixations, il a procédé à 35.302 opérations pendant l'année 2018 et en est déjà à 34.980 cas traités (situation fin novembre) pour l'année 2019.

Des dispositions pour remédier au problème soulevé par l'honorable Député ont d'ores et déjà été prises. Le SEVI a été sérieusement renforcé en ressources humaines et d'autres renforts sont projetés pour l'année 2020. Ces mesures ne peuvent cependant pas agir instantanément, mais mettent un certain temps avant de porter leurs fruits. Par ailleurs, dans le cadre de la réforme fiscale à venir, des pistes sont examinées pour simplifier les règles applicables et rendre le fonctionnement de l'administration encore plus efficace.

**Question 1552** (02.12.2019) de **M. Marc Goergen** (*Piraten*) concernant la **nouvelle station-service à hauteur de Pontpierre sur l'autoroute A4** :

An hiner Äntwert op d'parlamentaresch Fro N° 1303 schreiw den Ministeren, dass de Konzessionär vun der Tankstell op der A4 - beim Echangeur Steebrécken - gewiesselt huet. Während der Zäit vun den Aarbechten um Echangeur ass de Site vun der Tankstell gespaart. D'Ministere schreiw, dass de Flux vu Clienté sech deemtsprechend op aner Tankstellen op de lëtzebuergesche Grenze verréckelt huet. D'Bäibehale vun der Statioun um Echangeur Steebrécke gouf och am Regierungssaccord festgehalen.

An deem Kontext stellt sech d'Fro vun der Kohärenz an der Kredibilitéit vun der Ëmweltpolitik vun der Regierung. Wëssend, dass den Tanktourismus grondsätzlech ee groussen Impact op den ekologesche Foussofdruck vum Grand-Duché huet, kënn d'Verlängerung vun der Konzessioum enger Ënnerstëtzung vum Tanktourismus gläich. Am Kader vun der aktueller Klimapolitik an der domat agoender Dekarboniséierung vum Transportsektor stellt sech d'Fro vun der Noutwendegkeet, den aktuellen Tankstellennetz bäizebehallen, voire ausbauen.

An deem Zesammenhang wëllt ech de Minister fir Finanzen, fir Landesplanung a fir Mobilitéit dës Fro stellen:

1. Aus wéi engem Grond gouf d' Statioun zu Steebrécken, nodeem d'Konzessioum vu Shell ofgelaf war, net zougemaach?

2. Ass et aus Siicht vun der Regierung ëmweltbewusst, d'Unzuel un Tankstellen am Land ze erhalen?

3. Ass d'Regierung der Meenung, dass d'Unzuel un Tankstellen zu Lëtzebuerg misst reduzéiert ginn?

- Falls jo, wéi vill Tankstelle solle bis 2023 verschwannen?

- Falls neen, wéi legitiméiert d'Regierung d'Kohärenz tëschent hirer Ëmweltpolitik, déi eng Dekarboniséierung zum Zil huet, mat enger Erhaltung, voire Erweiderung vum Tankstellennetz, deem säi Geschäftsmodell op Pétrol baséiert?

4. Am Koalitionsaccord (Säit 161) schreift d'Regierung iwwer Schnellluedstatiounen op den Autobunnen. Soll d'Tankstell um Echangeur Steebrécken och mat esou Anlagen ekipéiert ginn an, falls jo, wéi vill Luedstatiounen sollen do opgestallt ginn? Falls neen, firwat net?

**Réponse commune** (15.01.2020) de **M. Pierre Gramegna**, *Ministre des Finances*, de **M. Claude Turmes**, *Ministre de l'Aménagement du territoire*, et de **M. François Bausch**, *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics* :

D'Situatioun ass esou, dass den alen Emplacement vun der Autobunnstankstell am Kader vun den Aarbechten um Echangeur Steebrécken net konnt bäibehale ginn, weeder während den Aarbechten nach no den Aarbechten.

Wéi déi Aarbechte fir den Echangeur Steebrécken an der Planung waren, ass no engem Terrain gekuckt ginn, fir dass eng nei Tankstell kéint laanscht d'Autobunn operéiert ginn. Wann een d'Ausmoosse vun dem Emplacement gesäit, ass et kloer, dass ni ugeduecht war, eng Tankstell an der Gréisst wéi déi op den Transitautobunnen ze bauen, mee eng Tankstell, fir deene Leit, déi iwwert d'Collec-trice du Sud weiderfuere respektiv d'Liaison Micheville huelen, et ze erlaben, séier opzetanken.

D'Tankstellennetz op den Autobunnen ass esou bliwwen, wéi et ëmmer war, an d'Versuergung op der Escher Autobunn bleift garantéiert.

Ausser d'Autobunnstankstellen, wou de Staat den Emplacement bestëmmt, well e Propriétaire vun Terrain ass, huet d'Regierung keen direkten Afloss op d'Unzuel vun den Tankstellen am Land. Wann een eng Autorisatioun freet, fir eng Tankstell opzemaachen, an alleguer d'Op-lagen erfüllt sinn, kann een eng Tankstell bedriewen.

D'Etüden iwwert d'Schnellluedstatiounen sinn nach um Lafen.

**Question 1554** (02.12.2019) de **Mme Tess Burton** (*LSAP*) concernant le « **Syrdall Schlass** » :

Récemment, la presse a rapporté qu'au « Syrdall Schlass » à Manternach, le seul centre de traitement pour personnes toxicodépendantes au Luxembourg, les « clients » potentiels devaient attendre jusqu'à six mois pour trouver une place de traitement appropriée.

Ce centre pour toxicomanes dépendants à des substances toxiques illégales a pour objectif d'aider les individus à mener une vie sans drogue et à réussir leur réinsertion sociale et professionnelle.

L'établissement du « Syrdall Schlass », une entité du Centre Hospitalier Neuro-Psychiatrique (CHNP), peut actuellement accueillir jusqu'à 25 personnes, dont le traitement dure habituellement entre six et quinze mois.

L'accord de coalition stipule que « (d)es mesures de sensibilisation, de prévention et de prise en charge des personnes dépendantes de médicaments ou d'autres matières toxiques seront prises en développant et en renforçant les services de traitement des addictions. Le mode de fonctionnement des services de prise en charge sera évalué et, le cas échéant, révisé. »

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Santé :

1) Le Gouvernement est-il conscient d'éventuels goulets d'étranglement et de temps d'attente pour être admis au « Syrdall Schlass » ?

2) La capacité maximale de 25 places thérapeutiques est-elle adaptée et suffisante ?

3) Certaines personnes éprouvent des difficultés, après une thérapie réussie, à reprendre immédiatement pied dans la vie quotidienne. D'où la possibilité de se réadapter à la vie extérieure dans des foyers d'encadrement, donc de postcure, situé à Rosport et dans les environs de Manternach. Monsieur le Ministre peut-il me dire si le nombre de places dans ces lieux de vie assistée est suffisant par rapport aux besoins de la population cible ?

4) Dans quelle mesure les plans du Gouvernement pour effectuer une évaluation des modes de fonctionnement des services de prise en charge sont-ils avancés ?

**Réponse** (19.12.2019) de **M. Étienne Schneider**, *Ministre de la Santé* :

ad 1) Selon les informations fournies par les responsables du Centre thérapeutique de Manternach « Syrdall Schlass » (CTM) du Centre Hospitalier Neuro-Psychiatrique (CHNP), le temps moyen qui sépare la première prise de contact et l'admission effective de patients demandeurs se situe autour de trois mois. Cette durée s'explique en grande partie par la nécessité de différentes démarches, notamment administratives, requises pour compléter le dossier de demande d'admission, la situation spécifique des demandeurs et, le cas échéant, la durée et l'évolution du traitement de désintoxication préalable à l'admission et, lorsqu'il s'agit de demandeurs incarcérés au moment de la formulation de la demande, de la fin effective de leur peine. Au cours de cette phase précédant l'admission au CTM, les demandeurs sont suivis, dans la mesure du possible, par un ou plusieurs services spécialisés aux fins de soutien et afin de préparer au mieux le séjour thérapeutique pour donner toutes les chances de réussite.

ad 2) Outre l'option de compléter une thérapie résidentielle au Grand-Duché de Luxembourg, plus d'une centaine de patients par année optent pour un traitement résidentiel spécialisé à l'étranger. Ces patients sont également encadrés pour la plupart par des services spécialisés nationaux d'une part pour assurer un suivi psycho-médico-social et de l'autre, afin de les accompagner dans les démarches afférentes. Cela étant dit et au vu de la demande croissante de ce type de traitement, la diversification de l'offre thérapeutique résidentielle pour personnes toxicodépendantes à l'échelle nationale est actuellement abordée dans le cadre du prochain Plan d'action national en matière de drogues d'acquisition illicite et des addictions associées 2020-2024.

ad 3) Au-delà de l'offre de logement encadré mentionné par l'honorable Députée, il existe d'autres offres « postcure » gérées par divers gestionnaires spécialisés à travers le pays. On compte actuellement un total de quelque 80 unités de logement encadré spécifiquement pour la population cible visée, logeant plus de 100 personnes. S'ajoutent à ces dernières, d'autres offres de logement dont bénéficient également des personnes dépendantes à besoins spécifiques (notamment personnes vivant avec le VIH/sida) et autres (p. ex. logement Housing First). Cette offre intégrale est déve-

loppée progressivement et il a été retenu de la compléter par la création d'offres de logement bas-seuil, destinées à permettre un accès encore plus rapide et le moins contraignant possible aux demandeurs les plus démunis et souffrant notamment de maladies de la dépendance.

ad 4) Le Gouvernement œuvre en permanence à l'amélioration des offres spécialisées pour personnes souffrant de maladies de la dépendance. Dans ce contexte, une mission composée d'experts de l'European Monitoring Centre for Drugs and Drug Addiction (EMCDDA) et de l'European Centre for Disease Prevention and Control (ECDC) a été invitée au Luxembourg. Par ailleurs, une évaluation externe du Plan d'action gouvernemental 2015-2019 en matière de drogues d'acquisition illicite et des addictions associées est actuellement entreprise par le renommé institut Trimbos (NL). Ces expertises et évaluations seront considérées dans l'élaboration du prochain Plan d'action national en la matière afin de développer de nouvelles offres pertinentes en cas de besoin et, le cas échéant, d'optimiser le fonctionnement et l'accessibilité des offres existantes.

**Question 1559** (03.12.2019) de **M. Sven Clement** (*Piraten*) concernant **l'agriculture biologique dans l'enseignement agricole** :

Educatioun ass ee vun de wichtegste Piliere, wann et drëm geet, an Zukunft kënnen eng progressiv Agrarpolitik ze bedriewen an déi kommand Generatioun mam néidege Wëssen ze dotéieren, fir d'ekologesche Transition am landwirtschaftleche Beräich kënnen ze realisieren. De Lycée technique agricole (LTA) zu Ettelbréck ass aktuell den eenzege Lycée am Land, deen eng landwirtschaftlech Ausbildung op engem DAP - an engem DT-Niveau ubitt. Op den DT-Klasse ginn d'Biodiversitéit (3<sup>e</sup>), d'Kreislafwirtschaft (2<sup>e</sup>) an d'Biolandwirtschaft (1<sup>re</sup>) ugeschnitten. An der DAP-Ausbildung stinn dës Elementer haaptsächlech op der Deu-xième um Programm. Eenzel Elementer vun der Biolandwirtschaft a vun nohalteger Bewirtschaftung stinn iwwert de komplette Parcours, vereenzelt, um Programm.

De Geméisbau am LTA ass haut schonn integral op Bio ëmgestallt ginn. Haaptsächlech op den Ofschlossklasse gëtt d'Biolandwirtschaft respektiv d'nohalteger Bewirtschaftung ënnerriicht. De Wee a Richtung méi Biolandwirtschaft gëtt deemno elo scho punktuell gefërdert. Reng „Bioklassen“ ginn et zu Lëtzebuerg awer aktuell nach keng. Virun allem am Beräich vun der Véizuucht ass de Legislatuer nach retizent. Véizuucht ass a bleift weiderhin op de gréisstméiglechen Ertrag ausgeriicht, wat bedeit, dass och déi Jonk, déi haut an enger landwirtschaftlecher Ausbildung sinn, nach net déi néidege Basis verméitelt kréien, fir sech kënnen op eng zukunftsgevant Véizuucht anzustellen.

D'Regierung huet sech als Zil gesat, bis 2050 op e Pourcentage vun 100 % Bio ze kommen. Et ass dervun auszegoen, dass eng mëttel- a laangfristeg Ëmstellung vun der konventioneller Landwirtschaft op Biolandwirtschaft an eisichter Linn bei der Educatioun ufänkt. Wëssend, dass tëscht Bio- an Netbiobauern - och an de Schoulen - gewëss Tensiounen kënnen opkommen, muss de Virurteeler géigeniwwer der Biolandwirtschaft an Zukunft resolutt entgéintgewierkt ginn.

An deem Zesammenhang wëllt ech de Ministere fir Landwirtschaft a fir Bildung dës Fro stellen:

1. Här Minister, si fir d'Zukunft reng „Bioklassen“ am LTA geplangt? Wa jo, wéini soll dës Realitéit ginn? Wann net, firwat net? A falls dës sollt un Tensiounen tëscht konventionellen a Biobauern leien, wéi gedenkt Dir, dësem Problem entgéintzewierken?

2. Här Minister, sidd Dir der Meenung, dass den aktuelle Léierprogramm am LTA de politeschen Zilsetzung vun der Regierung a Saache Biolandwirtschaft gerecht gëtt? Ginn d'Schülerinnen a Schüler an Ären Ae gutt genuch op d'Erausforderungen, déi d'Reformen am Beräich vun der Landwirtschaft wäerte mat sech zéien, virbereet?

3. Gedenkt Dir an Zukunft verstärkt Matière, wéi Biolandwirtschaft, Kreislafwirtschaft, Biodiversitéit an aner Matière op de Programm vun den DT- an DAP-Formatiounen ze setzen?

4. Wat ass am Beräich Véizuucht a Mëlchproduktioun? Gedenkt de Minister déi Jonk an hirer Educatioun an Zukunft op eng méi ëmweltan déierefrëndlech Flesch- a Mëlchproduktioun anzustellen?

5. Awäerfen ginn d'Schülerinnen a Schüler iwwert déi politesch Instrumenter (aides, subventions, etc.) am Beräich Biolandwirtschaft, no-

haltege Véizuucht a Mëlchproduktioun informéiert?

6. Ginn d'Schülerinnen a Schüler an Ären Ae genuch vun de séier changéierenden nationalen, europäeschen a weltwäite politesche Kontexten am Beräich Landwirtschaft an d'Bild gesat? Wat gëtt de Schülerinnen a Schüler uge-siichts vun enger Politique agricole commune (PAC) am Emschwong, dem Ofschlësse vu Fräihandelsverträgen an enger nationaler Politik, déi bis 2050 100 % Biolandwirtschaft viséiert, verméitelt?

7. Här Minister, wéi gedenkt Dir d'Tensiounen tëscht de verschidde „Schoulen“ (Bio- oder konventionell Landwirtschaft) an Zukunft of-zeschwächen?

8. All d'Schülerinnen a Schüler mussen während hirer Ausbildung dräi Stage maachen. Wier et denkbar, hei eng Obligatioun virzegesinn, fir op d'mannst ee vun den dräi Stagen an engem Biobetrieb ze maachen?

9. Här Minister, firwat ginn an de Schoulkantinen net méi regional Bioprodukte ugebueden, wëssend, dass en Emdecken an der Schoul ufänke kéint?

**Réponse commune** (13.01.2020) de **M. Claude Meisch**, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse*, et de **M. Romain Schneider**, *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural* :

ad 1. Reng Bioklasse sinn am Lycée technique agricole (LTA) net geplangt. Am Kader vun der Reform vun der Berufsausbildung goufen et Kontakter mat de Biobauerevereiner an et ass een zesummen zur Konklusioon komm, dass et méi sënnavoll ass, eng allgemeng Ausbildung unzëbede fir all Jonker zu Lëtzebuerg, déi Bauer wëlle ginn, ewéi eng Schinn fir Biobauern an eng fir integréiert konventionell Bauerebetriber.

Déi zukünfteg Bauere sollen alleguer an hirer Ausbildung léieren, wéi se hire Beruff richteg ausüben kënnen, onofhängeg dervun, ob se konventionell oder Biolandwirtschaft bedriewen wëllen. An domadder hu si dann, wa se hire Betrieb bis féieren, de Choix, a wéi eng Richtung si dësse Betrieb entwéckele wëllen.

D'Geméisbauklassen am LTA sinn och keng reng Bioklassen, obsonn de Schoulbetrieb am Geméisbau zanter enger Rei Jore ganz op Bio ëmgestallt gouf. Ausserdeem géif eiser Meenung no d'Schafe vu spezielle Bioklassen derzou féieren, dass de Gruef tëscht konventioneller Landwirtschaft a Biolandwirtschaft méi grouss géif ginn.

ad 2. Déi landwirtschaftlech Ausbildung ass eng Ausbildung mat héijen Ufuerderungen, och well d'Absolventen drop virbereet mussen ginn, e Betrieb ze leeden, an dat onofhängeg dovun, ob si en DT oder en DAP ustriewen. Bedéngt duerch dës Situatioun steet och Management beim DAP „Agriculture“ um Programm.

Déi Jonk hunn och erkannt, dass d'Ufuerderungen am Beruff ganz grouss sinn, a wielen ëmmer méi dacks déi méi laang Ausbildung vun Technicien. Eng Rei vun hinne ginn duerno esouguer nach weider studéieren.

Wéi bei alle Berufsausbildungen ginn d'Programmes cadres mat de Profils professionnels, de Profils de formation an dem Programme directeur vun enger Equipe curriculaire, an där ni de Vertrieber aus der Schoul och d'Vertrieber vun der Chambre d'Agriculture a vun der Chambre des Salariés sinn, ausgeschafft. Dës Dokumenter sinn an de leschte Joreng och regelméisseg auditéiert an adaptéiert ginn.

Am Laf vun de leschte Jore sinn an deem Kader och aus den urspréngleche fakultative Moduller zur Biolandwirtschaft, obligatoresch Moduller an deem Beräich entstanen.

Zanter jeehier gëtt e grouse Wäert drop geluecht, d'Schüler am Kader vun hirer Ausbildung zum Bauer net nëmmen op déi fachlech Erausforderungen an Entwécklungen an hirem Beruff virzereeden, mee och op déi politesch a gesellschaftlech Rahmenbedingungen an déi zukünfteg Entwécklungen an dësse Beräicher. Ëmmer méi gëtt dofir och Wäert drop geluecht, bei de Schüler en Esprit d'innovation ze féieren.

Mat Hëllef vum landwirtschaftleche Schoulbetrieb zu Bettenduerf an zesumme mat enger ganzer Rei konventionéierter Betriber, adaptéiert den LTA an deem Sënn ëmmer nees seng Produktionstechniken. Esou sinn zanter 2013 de landwirtschaftleche Betrieb vum LTA deels, an de Geméisbaubetrieb vum LTA ganz op Bio ëmgestallt. D'Efforte vum LTA am Beräich Biolandwirtschaft goufen 2016 mam Lëtzebuerg Bio-Agrarpräs belount.

Den LTA schafft a verschidde Projeten (ënner anerem de Sorteversich an der Biolandwirtschaft) ganz enk mam IBLA (Institut fir Biologesche Landwirtschaft an Agrarkultur Lëtzebuerg) zesummen an huet 2016 och eng Kon-

ventioun mam IBLA ënnerschrifwen, fir dës Zesummenaarbecht ze festegen a weider auszebauen.

Mee och am nach konventionell geféierten Deel vum Betrib hält d'Chimie eng ëmmer manner grouss Roll an. D'Agronomie mat hirem Knowhow steet ëmmer um éischer Stell. Nei agronomesch Methode ginn ausprobiert an adaptéiert, wéi zum Beispill zanter 2019 och d'Kappen an d'Strigelen, dat dank dem Investissement an entsprechend Geräter. An Zukunft wëlle mir weider op dese Wee goen a wäerten der Schoul déi néideg Ennerstëtzung ginn a se mat den noutwendeg Moyenen ekipéieren.

ad 3. Schonn haut sinn dës Theemen am Beräich vun der landwirtschaftlecher Ausbildung fest verankert.

Hei just e puer Beispiller vu Moduller, déi de Schüler esou Inhalter vermëtelen:

- BENAB (produire de façon durable) a BETNA (gérer une entreprise de façon durable), wou et dréms geet, de Betrib nohalteg ze bewirtschaften;

- POGES (respecter l'environnement politique et social d'une exploitation agricole) a BETBE (comprendre et tenir compte de l'environnement professionnel), wou et dréms geet, de Betrib a sengem politeschen a sozialen Umfeld ze gesinn;

- BIOLA (conversion en agriculture biologique) a BIOUM (transition vers une agriculture biologique), wou et dréms geet, de Betrib op Bio ëmstellen;

- AKTAN (prendre les défis actuels), DIENA (offrir des services), ENTIN (gérer les investissements et planifier l'évolution de l'entreprise), BEZUL (orienter l'entreprise vers son futur), BELÉI (gérer et développer l'exploitation), BETSI (analyser et évaluer une entreprise agricole) an INPLA (développer l'entreprise agricole et réaliser des investissements), wou et dréms geet, de Betrib op d'Zukunft virzubereiden;

- GRUOP (analyser et optimiser le système de la production fourragère) a BIODI-F (biodiversité), wou d'Biodiversitéit behandelt gëtt.

D'Zil besteet doranner, am LTA eng nohalteg landwirtschaftlech Ausbildung unzëbilden. Dozou ziele Soziales, Ekologesches an awer och Wirtschaftlech.

Déi politesch Zilsetzung, déi Lëtzebuurger Landwirtschaft méi a Richtung Bio ze entwéckelen, gëtt am LTA ennerstëtz. Sou wéi déi lescht Jore schonn, wäerten d'Theeme Biolandwirtschaft, Kreeslafwirtschaft a Biodiversitéit weider ausgebaut ginn.

ad 4. Fir d'Veizucht an d'Mëllechproduktioun zielt allgemeng dat selwecht wéi virdrun.

D'Lëtzebuurger Landwirtschaft ass staark op Veizucht a Mëllechproduktioun ausgeluecht. Dëst ass notament och doduerch bedéngt, dat Lëtzebuerg e Grénglandstanduert ass (d'Gréngland mécht méi wéi 50 % vun der landwirtschaftlecher Nutzfläch zu Lëtzebuerg aus). D'OTE-Mëllechproduktioun (betriebswirtschaftlech-technesch Orientéierung) ass och de Betriebszweig deen, laut de Resultater, déi de Service d'économie rurale alljoers um Buchstelligentag virstellt, reegelméisseg déi beschten ekonomesch Resultater bréngt.

## Le saviez-VOUS ?

### DISSOLUTION DE LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS

Les députés sont élus pour cinq ans. Normalement leur mandat prend fin à l'occasion de la réunion en séance publique de la Chambre issue des élections qui a lieu de plein droit le troisième mardi suivant la date des élections. Il se peut aussi qu'il y ait une dissolution anticipée de la Chambre. Ainsi, selon la Constitution, le Grand-Duc a le pouvoir de dissoudre la Chambre.

Den LTA ass (notament duerch den LTA-Grénglandgrupp, deen et zanter 20 Jore gëtt) och staark an enger Rei (Fuerschungs-)Projeten an Aarbechtsgruppen implizéiert (an dat souwuel um nationale wéi och um internationale Plang), déi zum Zil hunn, fir mat Hëllef vun enger nohalteger Grénglandproduktioun d'Fidderung vun de Béischten op de Betriber sou autark wéi méiglech ze gestalten.

Dernieft ass d'Schoul zum Beispill a Projeten am Beräich vun der méi staarker Ewäissautarkie vun de Betriber engagéiert a schafft mat drun, d'Mëllechproduktioun méi resilient ze gestalten. D'Enseignanten, déi an dese Projeten engagéiert sinn, huelen dann dat, wat do erschafft gëtt, och mat zréck an hir Coursen an an d'Équipe curriculaire.

Et muss een ervirhiewen, dat hei zu Lëtzebuerg an der Déiereproduktioun vill Ustrengunge gemaach ginn, wat d'Wuel vun den Déieren ugeet, an dat vill Kontrolle gemaach ginn. Der Schoul an de Bauere läit et drun, dat et de Béischte gutt geet an datt se gesond sinn, fir datt qualitativ héichwärtig Produkter entstinn.

ad 5. Zu de Moduller BIOLA a BIOUM, wou et ëm d'Kenneléiere vun de spezifischen Aspekter vun der Biolandwirtschaft an ëm d'Emstellung op Bio geet, gehéieren och all noutwendeg Berechnungen an domadder och déi entsprechend politesch Instrumenter.

Zousätzlech sinn an den Nohaltegkeetsmoduller déi Hëllef, déi et bis elo am Kader vun den Agrar-, Ëmwelt- a Klimamooosname gëtt, Bestanddeel vum Cours. An den Déieremoduller stinn Nohaltegkeetsbewäertunge fir all Spezialiséierung systematesch um Programm. Och an de Moduller, wou et ëm déi zukünftige Betriebsféierung geet, spillt d'Agarpolitik an hir Entwécklung eng weesentlech Roll.

ad 6. Wéi schonn ernimmt, gehéiert d'Agarpolitik an hir Entwécklung zu de Programmer an der landwirtschaftlecher Ausbildung, notament an de Moduller, wou et ëm Betriebsféierung geet.

D'Personal vum LTA (Direktioun, Enseignanten, Service coordination recherche) hält aktiv in Diskussionsronnen, Weiderbildungen, SWOT-Analys-Reuniounen vum Landwirtschaftsministère, NEXUS-Future-Projete vum Ministère fir Ëmwelt, Klima an nohalteg Entwécklung asv. deel. Nieft dem „normale“ Schoulhale participéieren déi betraffe Leit och an nationalen an internationale Rechercheprojeten (déi deelweis vum LTA matinitéiert ginn), wou et dréms geet, d'Landwirtschaft un déi wiesselnd Rahmenbedingungen unzepassen.

Am Kader vun de reegelméisseg Adaptatiounen vun de Léierprogrammer ginn déi noutwendeg Upassunge séier an déi gültig Programmer ageschafft an an der Schoulpraxis ëmgesat.

E Problem besteet awer doranner, dat e Betrib am Kader vun enger Installatioun héich Investitiounen tätige muss, déi d'Richtung vum Betrib meeschtens op vill Jore festleeën. Dës laangfristeg Investitiounen ginn am Kader vun de besteeënde Gesetzer ennerholl a maachen et deenen, déi e Betrib leeden, dacks schwéier, hir Betriber séier u wiesselnd Rahmenbedingungen (GAP, Agrargesetz) unzepassen. Wichteg fir d'Nohaltegkeet vun der Landwirtschaft an hire Betriber ass dofir och eng Verlässlechkeet vun de politeschen Rahmenbedingungen, déi de Betriber et erlaabt, sech laangfristeg an déi gewünschte Richtung ze entwéckelen.

ad 7. Fir de Gruef tëscht konventioneller a biologescher Landwirtschaft ze iwervannan, ass et wichteg, anzegesinn, dat et just eng Landwirtschaft gëtt: de konventionelle Bauer an de Biobauer schaffen no den nämlechen agronomesch Prinzipien. Dofir ass et och wichteg, keng „Zwouklassesgesellschaft“ duerch getrennten Ausbildung mat spezielle Bioklassen ze schafen.

Am Kader vun der Ausbildung sollen all zukünftige Baueren déi noutwendeg agronomesch, ekologesch an ekonomesch Kompetenze mat op de Wee kréien, fir hir Betriber nohalteg, am Kader vun de politeschen an ekonomeschen Rahmenbedingungen, ze bewirtschaften. An deem Sënn huet den LTA och zanter 2013 eng Deelëmstellung op Bio ennerholl.

Wichteg ass et an deem Zesammenhang och, net deene konventionelle Bauere virzegeheien, se géife „schlecht“ schaffen. Falls d'politesch Virgab, am Joer 2050 zu Lëtzebuerg 100 % Biolandwirtschaft ze hunn, ëmgesat soll ginn, da mussen d'Betriber op deem Wee déi noutwendeg Ennerstëtzung (Knowhow, Berodung, Finanzmëttel) kréien an et muss och deene Betriber, déi grad gréisser Investitiounen gemaach hunn, Zäit gelooss ginn, ier se kënnen nei investéieren, déi fir eng Emstellung noutwendeg wier.

ad 8. Och wann d'Iddi vun engem obligatoresche Stage am Bioberäich gutt an net nei ass,

muss een awer d'Praktikabilitéit dovunner mat a Betruecht zéien: Gëtt et genuch Biobetriber, déi zu de Stagezäite vun de Bauereklasse bereet sinn, e Stagiaire ze huelen? Ëmmerhi sinn am Ganzen eng 90 bis 100 Schüler an der Schoul, déi eng Bauereausbildung maachen.

Besser schéngt et dofir an der aktueller Situatioun, de Schüler ze recommandéieren, op d'mannst ee Stage an engem Biobetrib ze maachen. Am Laf vun den nächste Joren - wann d'Zuel vu de Biobetriber méi grouss gëtt - wier et méiglech, a Richtung obligatoresch Stagen am Bioberäich ze goen.

ad 9. Restopolis ass de Service vum Educatiounsministère, deen d'Kantinen an d'Cafeteriaen an nobäi all den öffentleche Lycéeën, den öffentlechen Écoles internationales an op der Universitéit Lëtzebuerg geréiert. 4 % vun de Produkter, déi Restopolis benotzt, si Bioprodukter. De Service vun der Schoul- an Unirestauratioun géif dee Prozentsaz gären, wa méiglech, op 5 % erophiewen. 32 % vun de Produkter, déi Restopolis verschafft a verkeeft, komme vu lokale Produzenten. Wat d'Bioprodukter betrëfft, géif Restopolis och am léifste Produkter vu lokale Produzenten benotzen, fir net brauche Liewensmëttel wäit ze transportéieren.

An de Restaurante vu Restopolis ginn all Dag 15.200 Platen zerwéiert an an de Cafeteriaen 22.000 Produkter verkaf. Well momentan nach net genuch Quantitéite vu lokale Bioprodukter um Maart sinn, fir kënnen der Nofro vu Restopolis nozekommen, kann de Service haut keng 100 % Bioprodukter fir d'Schoulrestauratioun benotzen.

D'Bioprodukter, déi haut fir d'Schoulgastronomie an de grouss Quantitéite verfügbar sinn, erméiglechen allerdéngs nach keng grouss Variatioun an der Zesummesetzung vun de Menüen. Fir datt de Prozentsaz u Bioprodukter an der Schoulrestauratioun klamme kann, ass eng méi grouss Variatioun vu produzierte Bioprodukter an Zukunft néideg, déi zu faire Präiser fir d'Schoulgastronomie zougänglech gemaach ginn. Restopolis wëllt déi lokal Produzenten vu Bioprodukter encouragéieren, sech zesummenzedinn, fir de Service vun der Schoul- an Unirestauratioun ze beliwieren oder hir Liewensmëttel un e groussen Distributeur ze verkafen, deen d'Restauranten an d'Cafeteriae vu Restopolis beliwert. Dat huet vill logistesche Virdeeler an erlaabt och, méi nohalteg ze handelen, well doduerch d'Unzuel vun de Liwwerunge ka beschränkt ginn. All d'Menüer, fir déi Restopolis haut Bioprodukter gebraucht, sinn am Restaurant an op der Internetsäit mat engem Piktogramm gezeecht.

### Question urgente 1916 (24.02.2020) de MM. Marc Spautz et Georges Mischo (CSV) concernant le coronavirus :

In den letzten Tagen und Stunden hat das Coronavirus sich rasant verbreitet. Verschiedene touristische Regionen in Europa und Asien sind stark betroffen. Als Konsequenz wurden bereits verschiedene Gemeinden auf Geheiß der italienischen Regierung unter Quarantäne gestellt. Des Weiteren wurden Sportveranstaltungen sowie der Karneval in Venedig ausgesetzt. Aus Furcht vor Infektionen stellte Österreich am Sonntagabend den Zugverkehr mit Italien komplett ein.

Vor diesem Hintergrund und wissend, dass viele Einwohner Luxemburgs vergangene Woche in betroffenen Regionen ihren Urlaub verbracht haben oder ihre Familien besuchten, und auch unsere Nachbarländer betroffene Patienten haben, möchten wir folgende Fragen an die Regierung stellen:

- Welche Strategie hat das Gesundheitsministerium, wenn es bei Einwohnern, die sich in Italien aufgehalten haben, zu Erkrankungsanzeichen kommt?

- Sind Schulen, Gemeinden und Arbeitgeber informiert, wie sie sich verhalten sollen bei Verdachtsfällen?

- Sind kurzfristige Kontrollen bei Verdachtsfällen möglich? Ist Luxemburg gewappnet, wenn Infektionen auftreten und sich ausbreiten?

- Besteht ein permanenter Informationsaustausch mit den Gesundheitsbehörden der betroffenen Regionen beziehungsweise auf europäischer Ebene? Gibt es eine neue Position seitens der WHO?

- Wie genau ist das „Haut-Commissariat à la protection nationale“ in die nationale Strategie eingebunden?

### Réponse (25.02.2020) de Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé :

Gemäß europäischer Empfehlungen gelten folgende Anweisungen für Leute, die aus betroffenen Gebieten (sei es verschiedene asiatische

Länder oder Norditalien) kommen, und die zudem Erkrankungsanzeichen (Fieber, Husten oder Atemnot) aufweisen:

1. Sich nicht zum Hausarzt oder in die Notfallaufnahme eines Krankenhauses begeben (Risiko vermeiden, andere Patienten eventuell anzustecken!).

2. Sofort die Gesundheitsinspektion (Inspection sanitaire, Abteilung der Direction de la santé) anrufen unter 247-85650 oder via Notruf 112 (24/24 Stunden). Die Gesundheitsinspektion wird dann genaue Anweisungen geben über die weiteren Schritte, die unternommen werden müssen.

Als Verdachtsfall gelten ausschließlich Personen, die auch Krankheitsanzeichen aufweisen (Fieber, Husten oder Atemnot).

Es ist wichtig zu wissen, dass Personen ohne Symptome nicht als Verdachtsfall gelten, sondern im allgemeinen als Kontaktpersonen mit geringem Risiko. Ihnen wird empfohlen, ihren normalen Aktivitäten nachzugehen, zweimal pro Tag Fieber zu messen während zwei Wochen und, falls Krankheitszeichen auftreten, sich sofort bei der Gesundheitsinspektion zu melden.

Im Gegensatz dazu sind Kontaktpersonen mit hohem Risiko Leute, welche nachweislich engen Kontakt mit einem bestätigten Erkrankten hatten. Sie werden von der Gesundheitsinspektion unter zweiwöchige Quarantäne gesetzt.

Kurzfristige Kontrollen bei Verdachtsfällen (d. h. Leuten mit Krankheitsanzeichen) sind jederzeit durch die Gesundheitsinspektion möglich (siehe oben). Es ist in diesem Zusammenhang wichtig darauf hinzuweisen, dass es keinen Sinn macht, Leute ohne Symptome zu testen. Ein negatives Testergebnis bei asymptomatischen Personen erlaubt es nicht, eine Infektion mit Sicherheit auszuschließen, und würde deshalb nur ein falsches Sicherheitsgefühl geben.

Wie bereits in den Antworten zu den parlamentarischen Fragen Nr. 1807 und Nr. 1849 beschrieben, ist Luxemburg gut auf eventuelle Infektionsfälle vorbereitet.

Luxemburg ist im regelmäßigen Kontakt mit den Gesundheitsbehörden der Nachbarländer, der Weltgesundheitsbehörde (WHO), des European Centre for Disease Prevention and Control (ECDC) und dem Health Security Committee (HSC) der Europäischen Kommission. Es gibt augenblicklich keine neue Position der WHO. Natürlich warnt die WHO vor der möglichen Gefahr einer Pandemie. Auch das HSC, welches am 24. Februar telefonisch tagte, hat keine neuen Beschlüsse gefasst. Das Scientific Advisory Forum des ECDC hat am 24. Februar nachmittags über die aktuelle Lage beraten.

Die Gesundheitsbehörde (Direction de la santé) steht in fast täglichem Kontakt mit dem Hochkommissariat für nationale Sicherheit, dies im Rahmen seiner im Gesetz vom 23. Juli 2016 verankerten Zuständigkeiten im Bereich der Krisenvorbereitung und der vorgesehenen Koordinierungsaufgaben im Regierungsplan zur Grippepandemie.

### Question urgente 1924 (24.02.2020) de M. Marc Baum (déi Lénk) concernant la liste des associations inscrites auprès du Département de l'intégration :

En effet, les représentants des associations électrices du CNE se sont vu adresser un courrier en date du 14 février 2020 les demandant de transmettre au ministère au plus tard pour le vendredi 28 février 2020 les documents suivants : la liste des administrateurs désignés en conformité avec les statuts pour l'exercice en cours, la liste actuelle des membres, ainsi que le plus récent rapport d'activité.

Le courrier en question informe « que les associations qui ne donnent pas suite à cette demande ou qui transmettent des dossiers incomplets seront rayées d'office du registre tenu auprès du Département de l'intégration ».

Partant, je voudrais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Intégration :

1) N'êtes-vous pas d'avis que le délai susmentionné de dix jours ouvrables ne soit trop restreint pour une telle demande adressée à des associations qui souvent fonctionnent sans personnel permanent et dont la non-exécution entraîne une sanction immédiate ?



2) Êtes-vous prête à rallonger le délai susmentionné de manière à donner un délai raisonnable à toutes les associations concernées ?

3) Pouvez-vous m'informer des objectifs et de la finalité de cette démarche ?

**Réponse** (25.02.2020) de **Mme Corinne Cahen**, *Ministre de la Famille et de l'Intégration* :

Le règlement grand-ducal modifié du 15 novembre 2011 portant détermination des modalités de désignation des représentants des étrangers au Conseil national pour étrangers, ainsi que leur répartition par nationalité, dispose à son chapitre II que la liste des associations admises à exercer leur droit de vote pour désigner les membres du Conseil national pour étranger (CNE) est révisée annuellement.

Au vu de la nécessité de remplacer des membres démissionnaires et en raison de l'urgence invoquée par la présidence du Conseil national pour étrangers, un courrier a été adressé aux associations électorales afin de mettre à jour la liste des inscriptions et de permettre ainsi aux associations de participer aux élections.

Pour éviter que le délai ne soit trop restreint, un courrier sera envoyé aux associations pour prolonger de 15 jours ouvrables le délai de réponse initial.

**Question urgente 1929** (24.02.2020) de **M. Claude Wiseler** (CSV) concernant le **coronavirus** :

L'École européenne et l'École internationale ont pris des mesures pour prévenir le risque de contamination au coronavirus.

Les écoles européennes du Kirchberg et de Bertrange ont officiellement demandé à leurs élèves et leur personnel de ne pas se présenter à l'établissement en cas de voyage dans un pays où le virus est répandu. La direction des écoles européennes, basée à Bruxelles, invite les élèves et le personnel revenant de ces régions à contacter les autorités luxembourgeoises et à ne revenir à l'école qu'après un délai de 14 jours, à condition qu'eux et leurs proches ne soient pas malades.

L'École internationale de Luxembourg a envoyé un message similaire aux parents d'élèves, demandant à être informée de tout voyage ou tout contact avec des personnes résidant dans les zones à risques.

Dans ce contexte, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation :

- Quelle est la position du Ministère de l'Éducation nationale concernant la situation des élèves dans les écoles publiques et privées luxembourgeoises ?

- Le ministère envisage-t-il d'introduire, le cas échéant, des mesures similaires pour les écoles luxembourgeoises ?

- Y a-t-il des instructions précises qui ont été transmises au personnel des écoles pour leur permettre de réagir correctement en cas de risque de contamination ?

- Quelles sont les mesures prévues dans un tel cas ?

**Réponse** (26.02.2020) de **Mme Paulette Lenert**, *Ministre de la Santé* :

En ligne avec les recommandations européennes actuellement applicables<sup>21</sup>, parmi les personnes qui reviennent d'une région où le virus de l'infection COVID-19 circule (p. ex. Chine, certains autres pays d'Asie ou maintenant certaines régions de l'Italie du Nord) et qui ne présentent pas de symptômes de maladie, on distingue deux types de contacts, à savoir :

1) Les contacts proches ou étroits (exposition à haut risque), soit un contact étroit avec un cas probable ou confirmé d'infection COVID-19.

2) Les contacts occasionnels (exposition à faible risque) qui incluent notamment les personnes ayant séjourné dans une zone où la transmission du virus de l'infection COVID-19 est présumée continue au sein de la communauté.

Les enfants et adolescents qui reviennent d'une région où la transmission du virus est présumée continue, et qui étaient censés reprendre les cours après les congés de Carnaval, correspondent donc à la définition des contacts occasionnels (exposition à faible risque), car ils n'ont pas été en contact étroit documenté avec une personne infectée.

Pour ces cas d'exposition à faible risque, les recommandations européennes et nationales préconisent une simple autosurveillance des symptômes avec information immédiate de l'inspection sanitaire en cas d'apparition de symptômes. Ces recommandations ne prévoient pas de quarantaine ou d'éviction des activités scolaires ou professionnelles.

La décision de certaines écoles privées visant à ne pas accepter que ces enfants et adolescents fréquentent les cours pendant 14 jours est une décision prise de manière indépendante, sans concertation préalable avec les autorités publiques luxembourgeoises.

La Direction de la santé a émis une note d'information, reprenant ce qui précède, à l'intention des écoles en date du 24 février.

Les citoyens, y compris le personnel enseignant, sont encouragés à consulter régulièrement le site [www.sante.lu](http://www.sante.lu) où les recommandations nationales concernant la gestion des contacts ainsi que tous les autres documents utiles y publiés en rapport avec l'infection COVID-19 sont disponibles et régulièrement mis à jour.

**Question urgente 1951** (28.02.2020) de **M. Jean-Marie Halsdorf** (CSV) concernant le **coronavirus** :

Im Rahmen der aktuellen Verbreitung des Coronavirus sind im „Centre hospitalier de Luxembourg“ (CHL) spezielle Isolierräume vorgesehen für Patienten, bei denen der Verdacht auf eine Infektion besteht. Das Gesundheitsministerium rät allen Patienten, die befürchten, betroffen zu sein, dringend davon ab zum Hausarzt zu gehen oder sich in eine Notaufnahme zu setzen, sondern sich telefonisch bei den Behörden zu melden.

Meinen Informationen zufolge, gab es aber kürzlich einen Fall, bei dem ein Patient nach einem Aufenthalt in Südkorea Symptome aufzeigte und sich ins CHL begab. Dort wurde der Patient jedoch abgewiesen, woraufhin er sich zu seinem Hausarzt begab. Erst in der Folge und nach etlichen Telefongesprächen zwischen Verantwortlichen des Gesundheitsministeriums und dem CHL sei es zu einer adäquaten Betreuung gekommen.

Vor diesem Hintergrund möchte ich folgende Fragen an die Regierung stellen:

- Kann die Regierung meine Informationen bestätigen?

- Wenn ja, wie ist dies zu erklären?

- Gibt es eine Kontrolle, wie und ob sämtliche Akteure im Gesundheitsbereich die Guideline des Gesundheitsministeriums befolgen?

- Wie will die Regierung garantieren, dass solche Zwischenfälle in Zukunft vermieden werden?

**Réponse** (02.03.2020) de **M. Paulette Lenert**, *Ministre de la Santé* :

Der beschriebene Fall ist dem Gesundheitsministerium bestens bekannt.

Wie der ehrenwerte Abgeordnete richtig schreibt, rät die Gesundheitsbehörde (Direction de la santé) in Luxemburg seit Ausbruch der Epidemie Anfang des Jahres, dass eventuelle Verdachtsfälle von Coronavirus sich telefonisch an die Gesundheitsinspektion (Inspection sanitaire, Abteilung der Direction de la santé, Telefonnummer 478-85650 oder via 112) wenden und in keinem Falle direkt und selbstständig ein Krankenhaus oder eine Arztpraxis aufsuchen sollen. Das Ziel dieser Maßnahme besteht darin, jegliches Infektionsrisiko für Patienten im Krankenhaus oder in einer Praxis zu vermeiden.

Die betroffene Person hat sich jedoch nicht an diese Anordnung gehalten und hat sich auf direktem Wege ins CHL begeben. Ebenso wenig hat sie die Anzeigen im Bereich der Eingangshalle des CHL, welche die Empfehlungen der Gesundheitsbehörde nochmals anmahnen, berücksichtigt. Sie wurde demzufolge angemessenerweise vom Krankenhaus abgewiesen. Leider hat sich die betroffene Person danach immer noch nicht an die Gesundheitsinspektion gewendet, sondern telefonisch an eine Arztpraxis.

Die Arztpraxis, welche über die Anweisungen der Gesundheitsbehörde hätte informiert sein müssen (Rundschreiben an alle Ärzte vom 24. Januar 2020), hat wiederum versucht, das CHL telefonisch zu erreichen, bevor sie versucht hat, über die Notrufnummer 112 und danach auf

direktem Weg, die Gesundheitsinspektion zu informieren. Der Anruf wurde schließlich, auf Anfrage der Praxis, an den Leiter der Gesundheitsbehörde weitergereicht, welcher sofort die betroffene Person an ihrem Arbeitsplatz angerufen hat und die Anweisung ins CHL angeordnet hat. Ein Coronavirustest wurde noch am selben Tag durchgeführt und erwies sich als negativ. Die betroffene Person konnte somit das Krankenhaus verlassen.

Dieser Fall zeigt, dass die Anweisungen der Gesundheitsbehörde hier nicht beachtet wurden. Um ähnliche Fälle in Zukunft zu vermeiden, hat das Gesundheitsministerium und die Gesundheitsbehörde entschieden, weitergehende Informationskampagnen zu starten, zum Beispiel über eine verbesserte Webseite und über soziale Medien. Ein weiteres Rundschreiben wurde zudem an alle Ärzte geschickt. Das Ministerium hat zusätzlich zwei Pressebriefings in der letzten Woche abgehalten.

Das Flowchart für Antworten bei coronavirusbedingten Anrufen beim Notruf 112 wurde ebenfalls überarbeitet.

Auch wenn dieser Einzelfall sicherlich bedauerlich ist, muss man darauf hinweisen, dass über die letzten Tage hunderte Anfragen über Coronavirus schnell, effizient und zielsicher, sowohl von der Notrufnummer 112 als auch von der Gesundheitsinspektion über die Nummer 2478-5650, abgewickelt wurden. Zusätzlich muss man hervorheben, dass das „Service national des maladies infectieuses“ am CHL zusammen mit dem diagnostischen Labor vom „Laboratoire national de santé“ hervorragende Arbeit leistet, um alle Verdachtsfälle schnellstmöglich abzuklären.

**Question urgente 1956** (02.03.2020) de **Mme Françoise Hetto-Gaasch** et **M. Laurent Mosar** (CSV) concernant la **prévention contre le coronavirus** :

Force est de constater que les mesures de prévention annoncées par le Gouvernement ne correspondent pas aux mesures d'urgence proposées par exemple par le Gouvernement allemand. Selon la presse internationale (spiegel.de, 27.02.2020), les mesures suivantes seraient entre autres envisagées :

« Was plant die Bundesregierung konkret? Die Maßnahmen im Überblick: - Die Minister wollen die Bevölkerung aufklären. (...) Sie wollen sie mit Informationsmaterial versorgen und darüber aufklären, wie mit Verdachtsfällen umzugehen ist. - Der Krisenstab hat die Aufgabe, die Infektionsketten in Deutschland zu unterbinden und nach Deutschland zu unterbrechen. So müssen Flug- und Schiffsreisende künftig sogenannte Aussteigerkarten ausfüllen, sich so registrieren, wenn sie aus besonders betroffenen Gebieten einreisen. (...) - Der Pandemieplan, der eigentlich ein Influenza-Pandemieplan sei, werde nun aktualisiert und auf das Coronavirus angepasst. (...) Am Freitag will sich der Krisenstab unter anderem mit dem Umgang von Großveranstaltungen, etwa Konzerten, Sportereignissen oder Messen befassen. Zum Beispiel soll es eine Empfehlung geben, ob die Internationale Tourismusbörse ITB in Berlin abgesagt werden sollte. Auch der Güterverkehr soll noch einmal genauer betrachtet werden. »

Nous constatons en outre que le Luxembourg ne figure qu'en position 67/197 au ranking du « Global Health Security Index » de 2019 avec un score de seulement 43,8/100. Selon nos informations, il y aurait également une rupture de stock en ce qui concerne les masques de protection contre le coronavirus.

Au vu de ce qui précède, nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé :

1) Madame la Ministre peut-elle nous assurer que les mesures actuelles envisagées par le Gouvernement contre le coronavirus correspondent à la menace réelle? Est-ce que le Gouvernement envisage en l'occurrence les mêmes mesures que le Gouvernement allemand ?

2) Madame la Ministre peut-elle nous expliquer le ranking décevant du Luxembourg au « Global Health Security Index » de 2019 ? Quelles sont les pistes concrètes proposées par le Gouvernement pour améliorer notre score au GHSI ?

3) Madame la Ministre peut-elle enfin confirmer la précitée rupture de stock en ce qui concerne les masques de protection ? Dans l'affirmative, comment le Gouvernement entend-il y remédier ?

**Réponse** (03.03.2020) de **Mme Paulette Lenert**, *Ministre de la Santé* :

Je ne partage pas l'appréciation des honorables Députés que les mesures annoncées par le Gouvernement ne correspondent pas aux mesures

d'urgences proposées par d'autres gouvernements européens. Le Gouvernement a renforcé ces derniers jours ses actions d'informations du grand public (informations en cinq langues sur [gouvernement.lu](http://gouvernement.lu), mise en place d'une hotline destinée au grand public à partir du 2 mars, communications via les réseaux sociaux plus particulièrement sur les mesures d'hygiène et de prévention...). Nous avons également rappelé les procédures en place en cas de suspicion d'une infection et les mesures de contrôle (isolement du cas malade, quarantaine de son entourage proche). La cellule de crise a été convoquée ce dimanche et a analysé des aspects particuliers de la protection des citoyens (écoles, entreprises, manifestations publiques, institutions de personnes fragiles, demandeurs de protection internationale, arrêts de travail en cas d'infection ou de quarantaine...) et a ainsi actualisé certains aspects pratiques du Plan pandémie en vigueur. Une partie de ces travaux sont toujours en cours et se poursuivront et s'intensifieront, en fonction de l'évolution de la situation, dans les jours à venir. Des mesures renforcées pour identifier d'éventuelles personnes infectées ont été prises en date du 1<sup>er</sup> mars, notamment pour les personnes hospitalisées souffrant de pneumonies infectieuses sans diagnostic étiologique précis.

Ces mesures sont très largement identiques aux mesures prises en Allemagne. Par contre, en ce qui concerne le contrôle des voyageurs, le Luxembourg suit les recommandations européennes et internationales (Organisation mondiale de la santé, OMS) qui ne préconisent pas d'instaurer des contrôles particuliers. À cet égard, je me permets de rappeler que l'Italie était le premier pays européen à instaurer des contrôles sanitaires aux frontières, très tôt dans l'épidémie COVID-19. L'évolution de la situation nous prouve que cette mesure n'a pas été efficace pour protéger le pays.

En ce qui concerne les manifestations avec de nombreux participants, le Luxembourg suit l'Allemagne où le « Robert Koch Institut » à Berlin a développé des « Allgemeine Prinzipien der Risikoinschätzung und Handlungsempfehlungen für Grossveranstaltungen ». Le Luxembourg utilise maintenant ce guide pour proposer un questionnaire structuré aux organisateurs. Les réponses au questionnaire permettront aux autorités sanitaires de donner aux organisateurs une appréciation individuelle du risque pour chaque manifestation prévue.

Le Gouvernement est évidemment concerné par le score insuffisant du Luxembourg au « Global Health Security Index ». Améliorer ce score est cependant un projet à moyen terme. Il faut noter que certaines décisions gouvernementales prises ces dernières années sont en train d'améliorer la situation. Je tiens à rappeler à cet égard, comme exemples, la professionnalisation des services de secours avec la création du CGDIS ou la construction d'un laboratoire d'analyses de biosécurité niveau 3 au Laboratoire national de santé. La Direction de la santé m'a également fait part de sa volonté d'engager prochainement notre pays dans un exercice de « Joint Evaluation » de la part de l'OMS et des instances européennes, ceci dans une optique d'amélioration continue en ce qui concerne la « Preparedness » pour les épidémies.

Il n'existe actuellement pas de rupture de stock pour les masques de protection au Luxembourg, même si les masques ne sont plus disponibles en vente libre dans les officines de pharmacie. En effet, le Luxembourg dispose d'un stock national qui est réservé - comme le recommande l'OMS - aux professionnels de santé et aux personnes infectées ou suspectes d'infection. À cet égard, il convient de rappeler que le port préventif d'un masque par le grand public n'a jamais prouvé la moindre efficacité dans la prévention des infections respiratoires. Le masque doit être strictement réservé aux malades confirmés ou aux cas suspects, et il est d'ailleurs mis à disposition des concernés par l'Inspection sanitaire. En effet, le masque prévient dans cette situation la dispersion de gouttelettes infectieuses dans le milieu en cas d'éternuements ou de toux de la personne malade. Les ministères de la santé de nos pays voisins (notamment en France et en Allemagne), tout comme l'OMS et les autorités sanitaires américaines ont répété ces derniers jours les messages à leurs populations respectives de ne plus acquérir de masques, aussi dans un souci de préserver l'offre de masques disponible sur le marché pour les structures de soins.

Le ministère de la santé reste également concerné par un risque de manque de masques dans les structures de soins (hôpitaux, soins primaires...) au Luxembourg, si l'épidémie continue pendant plusieurs mois et envisage de fournir au besoin ces structures de soins à partir de son stock national. Afin de pouvoir assurer cette fourniture, le Luxembourg vient de participer à un effort de « Joint Procurement » qui constitue un mécanisme d'acquisition de matériel au niveau de la Commission européenne (DG Santé).

<sup>21</sup> European Centre for Disease Prevention and Control (ECDC). Public health management of persons having had contact with novel coronavirus cases in the European Union. Technical Report 30 January 2020. Accessible sous [https://www.ecdc.europa.eu/sites/default/files/documents/Public-health-management-contact-novel-coronavirus-cases-EU\\_0.pdf](https://www.ecdc.europa.eu/sites/default/files/documents/Public-health-management-contact-novel-coronavirus-cases-EU_0.pdf)

# Composition de la Chambre des Députés au 05/03/2020

Pour plus de détails concernant les profils des députés veuillez consulter le site web : [www.chd.lu](http://www.chd.lu)

 Graas Gusty 	 Polfer Lydie 	 Gouvernement	 Wagner David 
 Knaff Pim 	 Hahn Max 		 Goergen Marc 
 Colabianchi Frank 	 Baum Gilles 		 Clement Sven 
 Lamberty Claude 	 Beissel Simone 		 Mischo Georges 
 Hartmann Carole 	 Bauler André 		 Spautz Marc 
 Hemmen Cécile 	 Arendt Guy 		 Arendt Nancy, épouse Kemp 
 Asselborn-Bintz Simone 	 Closener Francine 		 Schank Marco 
 Cruchten Yves 	 Biancalana Dan 		 Halsdorf Jean-Marie 
 Mutsch Lydia 	 Engel Georges 		 Gloden Léon 
 Haagen Claude 	 Di Bartolomeo Mars 		 Hansen Martine 
 Back Carlo 	 Burton Tess 		 Roth Gilles 
 Gary Chantal 	 Bernard Djuna 		 Wolter Michel 
 Margue Charles 	 Lorsché Josée 		 Mosar Laurent 
 Ahmedova Semiray 	 Benoy François 		 Wiseler Claude 
 Hansen Marc 	 Empain Stéphanie 	 Orateur	 Hetto-Gaasch Françoise 
			 Reding Viviane 
			 Eicher Emile 
			 Aehm Diane 
			 Galles Paul 
			 Gibéryen Gast 
			 Reding Roy 
			 Kartheiser Fernand 
			 Engelen Jeff 
		 Présidence	
 Barra Isabelle Secrétaire générale adjointe	 Reiter Benoît Secrétaire général adjoint	 Etgen Fernand Président	 Scheeck Laurent Secrétaire général